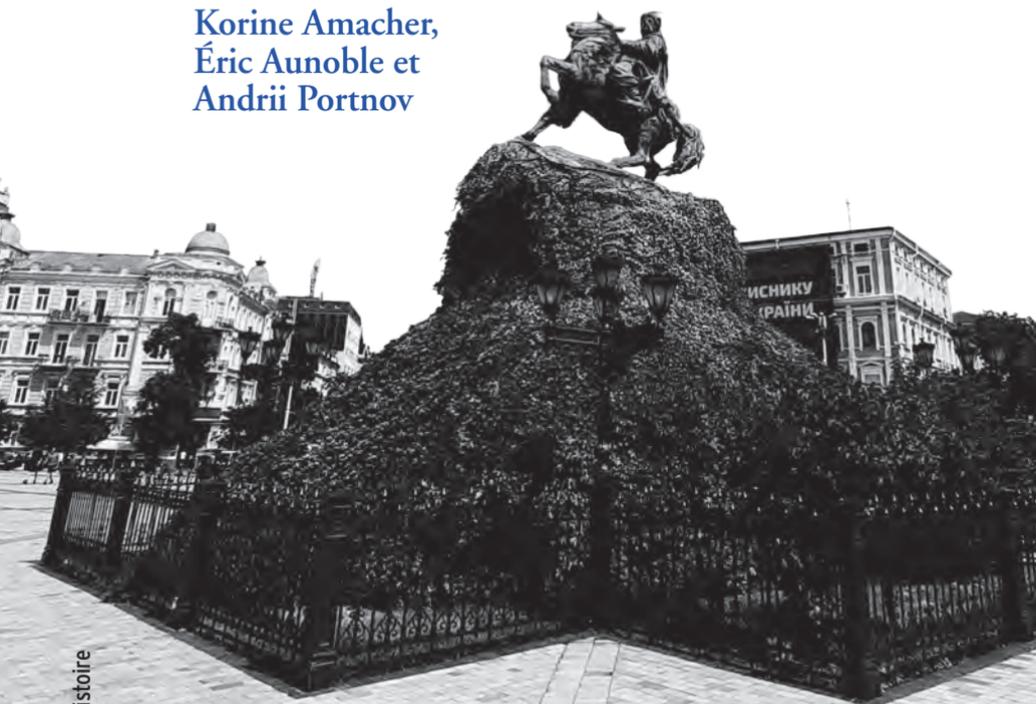


# HISTOIRE PARTAGÉE MÉMOIRES DIVISÉES

UKRAINE  
RUSSIE  
POLOGNE

Sous la direction de  
Korine Amacher,  
Éric Aunoble et  
Andrii Portnov





**HISTOIRE PARTAGÉE, MÉMOIRES DIVISÉES**

**UKRAINE, RUSSIE, POLOGNE**

## REMERCIEMENTS

L'édition de ce livre a bénéficié du soutien de la Fondation Schmidheiny.

L'étape de la préresse de cette publication a été soutenue par le Fonds national suisse de la recherche scientifique.



Les Éditions Antipodes bénéficient d'une prime d'encouragement de l'Office fédéral de la culture pour les années 2019-2020.

## MISE EN PAGE

Fanny Tinner | chezfanny.ch

## CORRECTION

Isabelle Sbrissa

## COUVERTURE

Statue de Bohdan Khmelnytsky, Kyiv. © Viktoriia Serhiienko, 2020.



Ce texte est sous licence Creative Commons: elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur-e, la source et l'éditeur original, sans modification du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

© 2021, Éditions Antipodes

École-de-Commerce 3, 1004 Lausanne, Suisse

[www.antipodes.ch](http://www.antipodes.ch) – [editions@antipodes.ch](mailto:editions@antipodes.ch)

DOI: 10.32551/ANTIPODES.11698

Papier, ISBN: 978-2-88901-169-8

PDF, ISBN: 978-2-88901-968-7

EPUB, ISBN: 978-2-88901-969-4

Korine Amacher, Éric Aunoble, Andrii Portnov (dir.)

**HISTOIRE PARTAGÉE, MÉMOIRES DIVISÉES**  
**UKRAINE, RUSSIE, POLOGNE**



# INTRODUCTION

KORINE AMACHER, ÉRIC AUNOBLE

Loi récente votée à Varsovie qui pénalise «l'attribution à la nation ou à l'État polonais [...] de crimes contre l'humanité»; décommunisation et abattage des statues de Lénine en Ukraine; réhabilitation du passé impérial et stalinien en Russie: les questions mémorielles sont au centre de l'actualité polonaise, ukrainienne et russe. Elles alimentent les batailles géopolitiques en cours autour de l'ancrage européen de la Pologne ou de l'Ukraine, de l'annexion de la Crimée en 2014 ou de la guerre à l'est de l'Ukraine.

Les questions mémorielles doivent être étudiées en tant que telles: elles ont leur histoire et une temporalité propre. Dans les pays d'Europe centrale et orientale, elles ont fait irruption dans l'espace public dès la disparition des régimes communistes en 1989-1991, mettant au jour des processus longtemps déniés. Comme à l'époque communiste, la politique historique de ces pays s'est exprimée – et s'exprime – dans des discours et des directives officielles. Elle est à l'origine d'une production commémorative (monuments, fêtes), didactique (programmes scolaires, manuels), institutionnelle (promotion d'organismes de recherche et de vulgarisation), éditoriale (encyclopédies nationales notamment). Des anciens monuments sont déplacés, des rues changent de nom. Des figures considérées hier comme des traîtres occupent désormais une place d'honneur dans les nouveaux panthéons nationaux.

Ce phénomène est souvent présenté comme une remontée des mémoires refoulées, mais il correspond surtout à l'élaboration d'une nouvelle «politique historique» officielle. S'il est perceptible dans tous les pays de l'ancien bloc de l'Est, il est particulièrement prégnant en Russie, en Ukraine et en Pologne. Ces trois acteurs-clés de l'Europe centrale et orientale ont présenté des modes de construction étatique (du modèle impérial au modèle national)

et des postures géopolitiques (vis-à-vis de l'Europe et du monde occidental) contrastés. Ils sont aussi liés par une histoire commune, où les conflits occultent les cohabitations et les coopérations. Pour cette raison, ces trois pays sont aujourd'hui séparés par des « romans nationaux » antagonistes, qui font d'ailleurs disparaître la diversité humaine de ces territoires : Juifs, Biélorusses, Lituaniens, Cosaques, Hongrois, Roumains, Arméniens, et d'autres encore, ont largement participé à une histoire d'ordinaire réduite à celle des « Russes », des « Ukrainiens » ou des « Polonais ».

Entre les trois États, c'est non seulement la période communiste, mais également le passé plus lointain qui nourrit les conflits mémoriels d'après 1989-1991. Car derrière le XX<sup>e</sup> siècle soviétique, il y a en effet une histoire beaucoup plus ancienne, qui unit et divise cet espace où ont émergé des identités spécifiques depuis le Moyen Âge. Retraçons-la à grands traits.

\*\*\*

Au XI<sup>e</sup> siècle, l'État kiévien, la *Rous*, marque l'intégration des Slaves de l'Est à l'histoire européenne. Anna Iaroslavna (ou Anne de Kiev) en est un symbole : fille de Iaroslav, dit le Sage, prince de Kiev (1036-1054), et d'Ingigerd de Suède, elle épouse le roi des Francs, Henri I<sup>er</sup>, un Capétien. Au XIII<sup>e</sup> siècle, la crise interne de la *Rous* de Kiev et l'invasion tataro-mongole met fin à l'histoire commune des Slaves orientaux. À l'ouest de cet espace, les principautés de Galicie et de Volynie développent des liens avec la Lituanie et la Pologne, et l'aristocratie orthodoxe finit par se fondre dans la République des Deux Nations (ou République polono-lituanienne), grande puissance européenne jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Plus à l'est, les principautés russes connaissent un lent processus de centralisation étatique dont l'adoption officielle du titre de « tsar » par Ivan IV dit le Terrible lors de son couronnement en 1547 est une étape marquante.

Entre l'affirmation d'une puissance *russe* à l'est, la République polono-lituanienne à l'ouest – qui s'étend de la mer Baltique à la mer Noire –, et l'Empire ottoman – qui domine la Crimée au sud –, une vaste zone de contacts et de conflits s'est ouverte, qui correspond largement à l'Ukraine actuelle. Le contrôle des confins méridionaux de la Pologne-Lituanie est confié aux cosaques zaporogues, que le statut d'hommes libres transforme en des soldats

potentiellement rebelles pour l'État qui les emploie. En 1648, leur grande révolte dirigée par Bohdan Khmelnytsky est le début du « déluge » qui emportera la puissance polono-lituanienne. Les trois partages de la Pologne-Lituanie à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle entre les puissances de l'Europe centrale et orientale de l'époque, la Prusse, l'Autriche et la Russie, en sont l'épilogue tragique. Dans un mouvement d'expansion vers l'ouest, la Russie, qui a déjà intégré la rive gauche du Dniepr à l'occasion des troubles du XVII<sup>e</sup> siècle, contrôle désormais également la rive droite jusqu'à la Volynie (la Galicie étant devenue autrichienne). La situation est ainsi fixée pour tout le XIX<sup>e</sup> siècle.

La disparition de la Russie des tsars en 1917 ne met pas fin à cette histoire partagée. Si la Pologne a regagné son indépendance à la suite de la désintégration de l'Empire russe en 1917, l'Ukraine, qui a tenté de faire de même, est finalement soviétisée dans la foulée de la guerre civile de 1918-1920. La lutte des deux nouveaux États, soviétique et polonais, prend la forme, en 1919-1920, d'une guerre presque permanente qui s'est soldée par une défaite soviétique permettant une importante avancée de l'État polonais en direction de l'est, sur des terres ukrainiennes. En 1939, dans le cadre du Pacte germano-soviétique, des protocoles secrets répartissant pays et territoires entre les signataires donnent aux Soviétiques les territoires orientaux de l'État polonais. La Seconde Guerre mondiale engendre un long cortège de massacres de masse (notamment Katyn en 1940, l'extermination des Juifs, le massacre des Polonais en Volynie en 1943). Les violences se sont perpétuées sous d'autres formes après la guerre : « déplacement » de la Pologne en 1945 et déportations de populations (jusqu'à « l'opération Vistule » en 1947).

Durant la guerre froide, l'URSS étouffe les aspirations nationales ukrainiennes et polonaises, et si les frontières bougent, c'est de façon pacifique, comme en ce qui concerne la Crimée en 1954, dont le rattachement à la République soviétique d'Ukraine constitue un symbole fort. Ce changement sera lourd de problèmes – insoupçonnés sur le moment – entre les futures Russie et Ukraine postsoviétiques. Et pourtant, en cette même année 1954, le 300<sup>e</sup> anniversaire de la « réunification » des peuples ukrainien et russe donne libre cours au discours russocentriste, perceptible dans l'interprétation du mouvement cosaque de Bohdan Khmelnytsky, utilisé par le pouvoir de Moscou pour souligner le caractère positif de la « réunion » des deux peuples. Sous Leonid

Brejnev, on constate à la fois l'émergence d'un discours grand-russe de plus en plus assumé et une « ukrainisation » (de l'histoire notamment), initiée au plus haut niveau par Petro Chelest, dirigeant du Parti communiste d'Ukraine de 1963 à 1972. Il faut néanmoins attendre la perestroïka et la désintégration de l'Union soviétique en 1989-1991 pour que la boîte de Pandore de la mémoire historique s'ouvre. Elle ne s'est toujours pas refermée aujourd'hui.

\*\*\*

Avec la chute du communisme, la Russie s'est découverte comme nation et non plus comme empire ; dans le respect des frontières issues de la Seconde Guerre mondiale, la Pologne a réaffirmé son indépendance et l'Ukraine a conquis la sienne. Désormais, les trois pays s'imposent en tant qu'États « nationaux », une posture qui implique la mise en avant d'un récit national. Rapidement, les conflits ou problèmes étouffés réapparaissent au grand jour sous la forme de « guerres de mémoire » dont l'impact est aujourd'hui encore visible.

Certains tabous avaient pourtant été levés dès avant la disparition de l'URSS : en décembre 1989, les Soviétiques ont reconnu officiellement l'existence des protocoles secrets du Pacte germano-soviétique, puis, quelques mois plus tard, leur responsabilité dans le massacre de milliers d'officiers polonais en 1940 dans la forêt de Katyn, près de Smolensk. On sait aujourd'hui que ce sont plus de 20 000 Polonais qui ont été assassinés par le NKVD, non seulement à Katyn, mais dans d'autres lieux également. Ce massacre de masse, dont la mémoire a été systématiquement étouffée par les Soviétiques, est emblématique des traces contradictoires laissées par la Seconde Guerre mondiale. En effet, le récit soviétique qui valorisait la « Grande Guerre patriotique » présentait une Armée rouge ayant libéré les « frères de sang ukrainiens et biélorusses habitant en Pologne ». Dans les discours polonais et ukrainiens, l'arrivée des troupes soviétiques est au contraire présentée comme une nouvelle occupation, qui a duré jusqu'en 1989-1991. La volonté de fonder l'indépendance retrouvée en 1989-1991 sur l'anéantissement de l'URSS a parfois conduit à en exagérer les méfaits auprès des populations tout en minorant le soutien local que le régime a pu susciter. Ce phénomène, particulièrement visible dans les pays baltes, a touché tous les pays de la zone. On a même pu le percevoir en Russie

dans les années 1990 : Boris Eltsine et ses proches surenchérisaient aux critiques de l'« ancien régime » soviétique, pour mieux s'en différencier.

La configuration change dans les années 2000 alors qu'on voit la Russie et l'Ukraine évoluer de façon divergente. En Russie, Vladimir Poutine, coopté à la tête de l'État en 2000, promeut une fierté nationale retrouvée, particulièrement en revisitant le passé. En Ukraine, on observe aussi un usage intensifié de l'histoire, mais pour des raisons opposées. La mise en cause du pouvoir autoritaire du président Leonid Kouchma et de son successeur désigné Viktor Ianoukovytch aboutit à la « Révolution orange » à la fin de l'année 2004 et ouvre une décennie de liberté civique et d'instabilité politique.

La valorisation du passé national apparaît comme un moyen de construire l'unité ukrainienne. Dans ce cadre, la Russie, généralement confondue avec l'URSS, est décrétée coupable vis-à-vis d'une Ukraine qui se perçoit comme une victime du communisme. Ainsi, à la fin de l'année 2006, le Parlement ukrainien a qualifié de génocide la famine de 1932-1933, considérant qu'elle avait été planifiée par les autorités soviétiques lors de la collectivisation des terres afin de briser les aspirations nationales ukrainiennes. Cette famine a ainsi été nationalisée voire ethnicisée en Ukraine en reprenant le terme d'*Holodomor*, littéralement « meurtre par la faim », néologisme forgé dans la diaspora ukrainienne en Amérique du Nord dans les années 1970. Cette interprétation empoisonne les relations entre Kyiv et Moscou et influence le travail des historiens. En Ukraine, la famine est placée au centre de l'attention mémorielle et elle est un domaine particulièrement valorisé de la recherche. Les historiens les plus prestigieux entendent démontrer le caractère génocidaire de la famine (Kul'čyc'kyj, 2008). Les historiens russes, placés en position défensive, semblent répondre aux études ukrainiennes lorsqu'ils pointent que l'Ukraine ne fut pas la seule à être touchée par la famine (Kondrašın, 2009, Ivnickij, 2009). Dans ce débat largement ukraïno-russe, la communauté internationale est convoquée comme arbitre. À cet égard, le vote du Parlement européen en 2008 reconnaissant la famine en Ukraine comme un crime contre l'humanité apparaît comme une victoire diplomatique pour l'Ukraine.

Le 19 mai 2009, le président russe signe quant à lui un décret portant sur la création d'une Commission de lutte contre les

tentatives de « falsification de faits et d'évènements historiques réalisée dans le but de porter atteinte aux intérêts de la Russie ». Ce décret est promulgué dans un contexte mémoriel international de plus en plus tendu. Nous pouvons évoquer le statut mémoriel de Stepan Bandera, dirigeant d'une organisation nationaliste ukrainienne (OUN-b) ayant collaboré avec les nazis durant la guerre, et qui était considéré, durant l'époque soviétique, comme un traître. En janvier 2010, le président Viktor Iouchtchenko, vainqueur de la « Révolution orange », lui attribue officiellement le titre de héros national. Cette décision suscite l'émoi en Ukraine orientale et jusqu'au Parlement européen, mais d'abord en Russie, où la Seconde Guerre mondiale revient au même moment au centre de l'attention mémorielle : quelques années après l'ouverture, en 2001, d'un Musée de la Grande Victoire à Moscou, les fêtes du 9 mai à Moscou retrouvent la pompe de la période soviétique. On comprend pourquoi la période 1939-1945 est centrale dans les conflits mémoriels entre l'Ukraine, la Russie, mais également la Pologne.

Au demeurant, les points de vue divergent à propos du durcissement mémoriel qui a lieu durant ces années. Certains chercheurs et chercheuses considèrent que la politique historique de la Russie a transformé des « oppositions de mémoires » épisodiques en véritables « guerres de mémoires » et a favorisé les discours nationaux dans les États postsoviétiques. De fait, en réaction à une rhétorique officielle russe perçue comme agressive, plusieurs pays ont élaboré des politiques historiques que la Russie a, à son tour, interprétées comme une menace. D'autres considèrent que la politique historique de Moscou résulte des discours « antirusse » de l'Ukraine et des pays baltes. En Russie, l'idée d'introduire des lois mémorielles aurait en effet émergé lors du conflit russo-estonien de 2007, lorsque le Monument au soldat soviétique inconnu avait été déplacé du centre de Tallinn vers un cimetière militaire périphérique.

Mais les conflits mémoriels n'opposent pas seulement la Russie à l'Ukraine et à la Pologne. En effet, le sort des tombes des légionnaires polonais au cimetière Lytchakiv de Lviv a cristallisé les tensions entre l'Ukraine et la Pologne. Ces tombes avaient été érigées en lieu de mémoire par les autorités polonaises victorieuses dans l'entre-deux-guerres pour commémorer les combattants polonais qui avaient disputé la ville aux Ukrainiens en 1918-1919. Les tombes sont volontairement laissées à l'abandon pendant la période soviétique

et les premières années de l'indépendance ukrainienne, avant d'être l'objet d'une restauration, inaugurée officiellement en présence des présidents des deux pays en 2005. Deux ans auparavant, les deux parties avaient également réussi à faire une déclaration commune sur les massacres de civils polonais perpétrés par les partisans de Bandera en 1943. Mais les tensions ukraino-polonaises ont ressurgi, entre proclamation du caractère génocidaire du massacre par le Parlement polonais en 2009 et élévation de Stepan Bandera au rang de héros national ukrainien en 2010.

Le poids des représentations historiques est encore plus perceptible lors des moments de cristallisation géopolitique. Dans ce sens, les événements d'Ukraine en 2013-2014, qui ont débuté par des manifestations contre le refus du président Viktor Ianoukovytch de signer l'accord d'association avec l'Union européenne, n'ont pas seulement constitué une rupture politique. En effet, les passions nationalistes ont largement emporté les timides passerelles jetées d'un pays à l'autre depuis vingt ans dans ces trois pays. En se radicalisant, le conflit a vu se multiplier les usages politiques de l'histoire : en 2014, les références à la Seconde Guerre mondiale ont été omniprésentes. Les combattants d'autrefois ont été présentés dans un cadre binaire pour servir de vecteurs d'identification collective : les labels de « libérateurs » ou d'« oppresseurs » s'appliquent aux soldats de l'Armée rouge, ou aux combattants des guérillas nationalistes ukrainienne et polonaise, selon le positionnement des acteurs politiques en présence. De vieux concepts sont remontés à la surface, notamment celui de « Nouvelle Russie » (*Novorossia*). Ce toponyme administratif tsariste tombé en désuétude depuis la Révolution de 1917 est devenu l'étendard d'une cause pour laquelle on peut mourir ou tuer dans la guerre qui ensanglante le Donbass depuis le printemps 2014.

Ainsi, presque trente ans après la fin des régimes communistes, la réinvention, la réinterprétation et l'utilisation de l'histoire se poursuivent en Pologne, en Ukraine et en Russie. L'histoire est convoquée tant par la société civile (milieux intellectuels, médias, opinions publiques, historiographie) que par les élites politiques, qui, en faisant usage du passé, justifient une posture idéologique et légitiment un projet politique. Il est dès lors malaisé de discerner la part qui revient à chaque acteur dans ce processus de réécriture et d'utilisation de l'histoire, où ruptures et continuités sont imbriquées. Des continuités avec l'avant 1989-1991 restent en outre

toujours perceptibles dans les trois pays : des références communistes subsistent dans la toponymie, des évènements occultés auparavant continuent d'être entourés de silence, et des pratiques historiennes héritées de l'époque de dictature perdurent dans les universités et les académies des sciences, où les générations formées à l'époque communiste jouent encore un rôle important. Ces approches dogmatiques de l'histoire sont d'ailleurs volontiers mises au service d'une nouvelle doxa nationaliste, à l'opposé de l'internationalisme officiellement prôné auparavant.

La mise en scène de la grandeur retrouvée de la Russie, la crise ukrainienne et l'exercice « populiste » du pouvoir en Pologne suscitent certes l'attention du public occidental. Malheureusement, en guise d'explication, les analyses médiatiques se contentent le plus souvent de juxtaposer un agenda politique présent avec des romans nationaux qui seraient par nature antagonistes et invariants. L'hétérogénéité des mémoires historiques en Ukraine, mais aussi en Russie et en Pologne, est encore souvent considérée comme un problème. Or, cette vision essentialise le fait national et ignore les réflexions fécondes sur l'« invention de la tradition » (Hobsbawm & Ranger, 2005) et la construction des nations comme « communautés imaginées » (Anderson, 1996).

\*\*\*

Notre ouvrage n'entend pas retracer l'histoire de la Russie, de l'Ukraine et de la Pologne. Il vise à étudier les regards portés sur des personnages, évènements et territoires qui ont eu une résonance dans ces trois pays et ont été l'objet de récits historiques divergents, voire conflictuels. Les cas d'étude que nous avons sélectionnés ont participé à forger les identités nationales tout en ayant joué un rôle à l'échelle transnationale. Certains personnages sont célébrés comme des héros par une nation, alors que selon le point de vue d'une autre nation, ils incarnent le rôle d'ennemi. C'est à ce double titre qu'ils participent aux constructions identitaires réciproques. Une partie de ces personnages, évènements et territoires sont devenus de véritables « lieux de mémoire », c'est-à-dire qu'ils ont incarné une mémoire collective et, pour certains, sont devenus des mythes nationaux. Déconstruire ces mythes suppose de retracer leur histoire, mais aussi d'éclairer les usages politiques qui en ont été faits, la façon dont ils ont été interprétés, perçus ou représentés dans les discours officiels,

dans les milieux scientifiques et didactiques, ainsi que dans le cinéma, la littérature et les arts (Noiriel & Offenstadt, 2006). Tel est le but de cet ouvrage.

Les auteur-e-s, spécialistes reconnu-e-s dans leur domaine, issu-e-s des trois pays étudiés, mais aussi des mondes académiques francophone et anglophone, ont bien voulu se prêter à l'exercice de rédaction de courtes synthèses. Sans sacrifier à l'exigence scientifique, ils-elles proposent aux lecteurs et lectrices de poursuivre la réflexion à travers un choix bibliographique. Ils-elles n'ont pas non plus abdiqué leur point de vue propre, dont la diversité s'exprimera donc dans ces pages. Si les sciences humaines tendent à l'objectivité grâce à une série de précautions méthodologiques, elles forment un savoir grâce à l'addition des questionnements portés par différents chercheurs et chercheuses. Le souci de lisibilité nous a conduits à ordonner cet ouvrage en quatre sections (intitulées respectivement *Espaces et territoires – Évènements – Figures – Monuments, musées, lois et cultures mémorielles*), au sein desquelles l'ordre chronologique a été suivi autant que possible. Pour rendre aisé le croisement des regards, nous avons marqué d'un astérisque les termes faisant l'objet d'un texte dans l'ouvrage.

\*\*\*

Reste à mentionner des difficultés qui touchent tout chercheur et chercheuse travaillant sur l'espace européen centre-oriental. Elles tiennent à l'histoire fragmentée, brisée, si caractéristique de cet espace, se reflètent dans les noms de régions, de villes, d'États, et jusqu'aux noms de famille, car il n'est pas toujours aisé de déterminer si tel ou tel écrivain, historien ou acteur politique est russe, ukrainien, ou polonais. Les polémiques pour savoir si l'on doit parler de l'écrivain russe Nikolai Gogol ou de l'auteur ukrainien Mykola Hohol ont parfois pu sembler absurdes, mais il s'agit là d'enjeux primordiaux pour certains. La question est plus compliquée encore en ce qui concerne les toponymes. Et nous pouvons faire nôtre le propos de Czesław Miłosz, qui, dans son célèbre essai *La pensée captive [Zniewolony umysł, 1953]*, écrivait «qu'il y a en Europe des endroits qui sont pour les professeurs de géographie et d'histoire de véritables casse-tête». Czesław Miłosz mentionne Trieste, la Sarre, le Schleswig-Holstein, mais aussi Wilno, connue actuellement sous le nom de Vilnius :

Pendant le dernier demi-siècle, cette ville appartient alternativement à divers États. Elle a vu dans ses rues bien des armées diverses et, à chaque fois, les peintres en lettres ont eu beaucoup de travail à réécrire les enseignes de magasins et les noms des bureaux en une nouvelle langue officielle. Chaque fois, les habitants ont reçu des passeports neufs et ont dû s'habituer à des lois et règlements inédits. La ville fut tour à tour au pouvoir des Russes, des Allemands, des Lithuaniens, des Polonais, des Lithuaniens encore, des Allemands de nouveau et, enfin des Russes.

Si Vilna/Wilno/Vilnius, capitale de la Lituanie, n'est pas le lieu qui apparaît le plus dans notre ouvrage, d'autres ont été pour nous de véritables « casse-tête ». Ainsi, pour qualifier la ville principale de la Galicie orientale, doit-on utiliser le nom de Lemberg lorsqu'il s'agit de parler de la période autrichienne de l'histoire ou doit-on utiliser son nom actuel, à savoir Lviv ? Cette ville ayant changé souvent de mains, elle apparaît au cours de l'histoire tantôt comme Lviv (en ukrainien), Lvov (en russe), Lwów (en polonais) et Lemberg (en allemand), et même Leopoldis (en latin de chancellerie). Mais pourquoi ce qui semble si évident pour certaines villes (ainsi, nous utilisons sans difficulté, selon la période dont nous parlons, tantôt Saint-Pétersbourg, Petrograd et Leningrad, puis à nouveau Saint-Pétersbourg) est-il si difficile pour d'autres, souvent moins connues ? Nous avons donc opté pour l'utilisation de la variante correspondant à la période évoquée, en indiquant à chaque fois, entre parenthèses et à la première occurrence, le nom de la ville actuelle. Ainsi, nous parlerons par exemple au début du XX<sup>e</sup> siècle de Lemberg (Lviv). Utiliser les termes propres à chaque époque permet également de mieux donner à lire le caractère fragmenté et la complexité de l'histoire de cet espace européen centre-oriental.

La question ne se pose pas seulement pour les villes, mais également pour des territoires plus vastes, régions, provinces, proto-États et États souvent disparus. Certains cas sont relativement simples. Ainsi la *Rous* de Kiev (X<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles), la Moscovie (XIV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles) ou la République des Deux Nations (XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles), États indépendants et non soumis à une entité politique, et dont nous pouvons reprendre les appellations telles quelles. Nous avons cependant préféré ne pas reprendre les noms employés à différentes époques par des États ou Empires pour

des régions leur appartenant, car il s'agit là de termes comportant une connotation impérialiste, et qui sonnent depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle d'une façon dépréciative aux oreilles ukrainiennes et biélorusses notamment. Ainsi, le terme de Petite-Russie était utilisé à l'époque impériale russe, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, pour qualifier l'Ukraine, notamment de la rive gauche du Dniepr, alors que celui de Russie blanche correspond au territoire du Bélarus actuel.

Peut-on pour autant utiliser le terme Ukraine ou Biélorussie/Bélarus alors même qu'aucun État portant ce nom n'existait avant 1917? Comme le mentionnait Andreas Kappeler dans sa *Petite histoire de l'Ukraine*, on le fait couramment pour l'Allemagne et l'Italie, par exemple, alors que pendant longtemps, ces pays n'ont pas eu d'État propre. Pour éviter d'utiliser la langue impériale, c'est ce que nous nous sommes résolu-e-s à faire dans cet ouvrage. Nous utilisons donc les termes contemporains Ukraine et Ukrainiens, Biélorussie (Bélarus dès la période contemporaine) et Biélorusses/Biélorussiens pour toutes les époques de l'histoire lorsqu'il est question des territoires correspondant aux États actuels.

Cette question n'a rien de neutre, et utiliser certains termes sous prétexte qu'ils sont familiers aux lecteurs et lectrices francophones contribue à perpétuer *nolens volens* une vision russocentrée. C'est pourquoi nous avons choisi de tenir compte de la volonté exprimée par les États concernés, ici le Bélarus ou l'Ukraine, en adoptant la toponymie qu'ils promeuvent. Nous l'avons fait sans méconnaître les enjeux idéologiques des dénominations ni la complexité des réalités qu'elles recouvrent. En effet, il n'est pas étonnant qu'Alexandre Loukachenko insiste sur l'appellation de Bélarus qui renvoie à la glorieuse *Rous* médiévale, et non pas à la Russie blanche tsariste ou à la Biélorussie soviétique. Et si nous écrivons Kyiv ou Kharkiv, nous savons que de nombreux habitant-e-s de ces villes, russophones, les désignent journallement comme Kiev et Kharkov.

Tous les spécialistes se heurtent à ces questions depuis fort longtemps. Daniel Beauvois rappelle que même Mykhaïlo Hrouchevsky (1866-1934), le père de l'historiographie ukrainienne contemporaine, a eu ce problème, puisqu'il a intitulé son œuvre majeure *Histoire de l'Ukraine-Rous [Istorija Ukraïny-Rusy]*, ce qui n'était pas très satisfaisant non plus, puisque la *Rous* englobait le territoire de la principauté de Moscou. Au moins aurons-nous tenté d'être

cohérent-e-s, ce qui n'est pas toujours le cas des autorités politiques ou scientifiques. En consultant les sites des services diplomatiques belge, français et suisse, nous avons constaté qu'ils utilisent des transcriptions erratiques des toponymes ukrainiens, parfois adaptées du russe, mais aussi de l'anglais, quand ils n'introduisent pas des formes aussi inconnues des journalistes que des spécialistes. De même, il existe une translittération scientifique des caractères cyrilliques, entérinée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO/R 9 1968). Or, les versions russe et ukrainienne ne sont pas totalement compatibles et risquent d'entraîner des confusions<sup>1</sup>. Nous avons donc pris la liberté de l'adapter pour citer les références érudites dans les deux langues. Pour le reste, notamment les noms de famille et de villes, nous avons utilisé la transcription usuelle française.

Si notre ouvrage fait comprendre que toutes ces approximations découlent de l'instabilité des États et de leurs frontières, d'une situation où les limites géographiques sont imprécises et les frontières étatiques mouvantes et, pour certaines, controversées jusqu'à nos jours, alors il aura eu son utilité pour éclairer l'opinion occidentale sur cette Europe médiane et orientale, si proche, mais toujours si peu – voire mal – comprise.

1. Notamment entre les lettres « gue », « he » et « kha ».

**BIBLIOGRAPHIE**

AMACHER Korine, BERELOWITCH Wladimir (éds) (2013), *Histoire et mémoire dans l'espace postsoviétique. Le passé qui encombre*, Louvain-la-Neuve: Academia.

AMACHER Korine, HELLER Leonid (éds) (2010), *Le retour des héros. La reconstitution des mythologies nationales à l'heure du postcommunisme*, Louvain-la-Neuve: Academia Bruylant.

ANDERSON Benedict (1996), *L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris: La Découverte.

BLACKER Uilleam, ETKIND Alexander, FEDOR Julie (éds) (2013), *Memory and Theory in Eastern Europe*, New York: Palgrave Macmillan.

EL KENZ David, NÉRARD François-Xavier (éds) (2011), *Commémorer les victimes en Europe*, Seyssel: Champ Vallon.

ETKIND Alexander, FINNIN Rory et al. (éds) (2012), *Remembering Katyń*, Cambridge: Cambridge University Press.

HOBBSAWM Eric, RANGER Terence (éds) (2006), *L'invention de la tradition*, Paris: Amsterdam.

IVNICKIJ Nikolaj A. (2009), *Golod 1932-1933 godov v SSSR* [La famine de 1932-1933 en URSS], Moscou: Sobranie.

KONDRAŠIN Viktor (2009), «Golod 1932-1933 godov – obščaja tragedija narodov SSSR» [La famine de 1932-1933: une tragédie commune aux peuples de l'URSS], *Izvestija PGPU*, n° 11 (15).

KUL'ČYC'KYJ Stanislav (2008) *Golod 1932-1933 rr. v Ukraïni jak genocyd: movoju dokumentiv, očyma svïdkiv* [La famine de 1932-1933 en Ukraine en tant que génocide, à travers la parole des documents et les yeux des témoins] Kyiv: Naš čas.

MARÈS Antoine (éd.) (2009), *Lieux de mémoire en Europe centrale*, Paris: IES.

MINK Georges, BONNARD Pascal (éds) (2010), *Le Passé au présent. Gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale*, Paris: Michel Houdiard.

MINK Georges, NEUMAYER Laure (éds) (2007), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris: La Découverte.

NOIRIEL Gérard, OFFENSTADT Nicolas (2006), «Histoire et politique autour d'un débat et de certains usages», *Nouvelles FondationS*, vol. 2, n° 2, pp. 65-75.

NORA Pierre (dir.) (1984-1992), *Les Lieux de mémoire*, Paris: Gallimard.

PLOKHY Serhii (2008) *Ukraine and Russia: Representations of the Past*, Toronto: University of Toronto Press.

PORTNOV Andrii (2010), *Uprazhnenija s istoriej po-ukrainski* [Des usages instrumentaux de l'histoire à l'ukrainienne], Moscou: OGI, Polit.ru, Memorial.

RICŒUR Paul (2003), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris: Seuil.

SNYDER Timothy (2003), *The Reconstruction of Nations. Poland, Ukraine, Lithuania, Belarus, 1596-1999*, New Haven: Yale University Press.

TORKUNOV Anatoly, ROTFELD Adam Daniel (éds) (2010), *Belye pjatna, Černye pjatna. Složnye voprosy v rossijsko-pol'skih otnošenijah* [Les taches blanches, les taches noires. Les questions difficiles des relations russo-polonaises], Moscou: Aspekt Press.

YEKELCHYK Serhy (2004), *Stalin's Empire of Memory. Russian-Ukrainian Relations in the Soviet Historical Imagination*, Toronto: University of Toronto Press.

## **ESPACES ET TERRITOIRES**



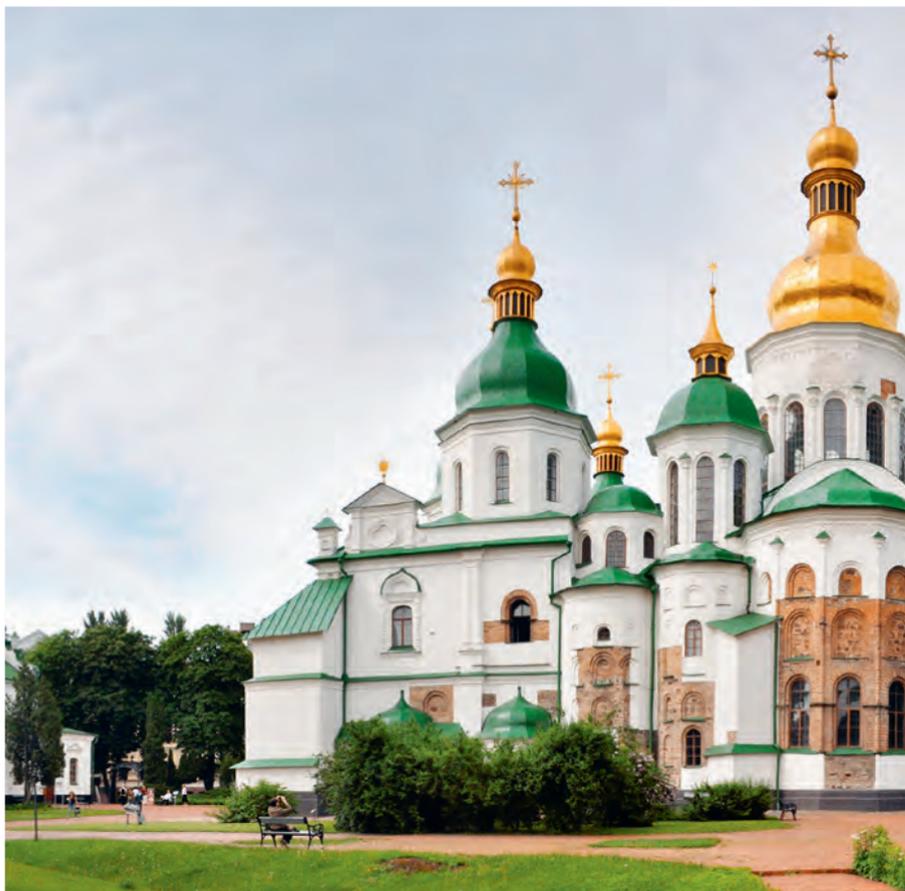
## LA ROUS DE KIEV (IX<sup>E</sup>-XIII<sup>E</sup> SIÈCLES)

ANDREAS KAPPELER

La *Rous* ancienne, qui depuis le XIX<sup>e</sup> siècle est appelée la *Rous* de Kiev (Kyiv), était une des entités politiques les plus importantes de l'Europe du haut Moyen Âge. Elle fut créée au IX<sup>e</sup> siècle par des guerriers marchands normands, les *Rous*, qui fondèrent la dynastie des Riourikides. Le nom *Rous* a été transmis aux tribus slaves-orientales, qui assimilèrent les élites normandes, et il allait bientôt devenir l'ethnonyme des Russes, des Biélorusses et des Ukrainiens. Ces derniers ont été appelés *Rousiny*, Ruthènes ou Petits-Russiens pendant des siècles.

En 988, le prince Vladimir (Volodymyr) de Kiev, plus tard nommé le Saint ou le Grand, emprunta le christianisme de rite orthodoxe et épousa la sœur de l'empereur byzantin. La cérémonie du baptême eut probablement lieu à Kiev. Une église orthodoxe fut installée sous la direction du métropolite «de Kiev et de toute la *Rous*», institué par le patriarche de Constantinople. La christianisation stimula la formation étatique et augmenta la puissance du prince (plus tard grand-prince) de Kiev, qui était soutenu par le métropolite. Comme dans l'Empire byzantin, la division du pouvoir était asymétrique : la partie ecclésiastique était moins puissante que le souverain laïque.

Au XI<sup>e</sup> siècle, sous le règne du prince Iaroslav, fils de Vladimir, nommé le Sage, la culture orthodoxe slave, fortement influencée par la civilisation byzantine et centrée sur les monastères, s'épanouit. Une littérature en vieux-slave (ou vieux-bulgare) naquit, dont l'œuvre la plus importante, *Le Récit des temps passés* [*Povest' vremennyh let*], constitue la source fondamentale de l'histoire de l'ancienne *Rous*. Les icônes et les fresques, et surtout les nombreuses églises, entre autres la cathédrale de Sainte-Sophie et le monastère



Cathédrale Sainte-Sophie, Kyiv, 2013. © Paweł «pbm» Szubert.

des Grottes à Kiev (ou Laure de Petchersk), ainsi que les églises à Novgorod, témoignent aujourd'hui encore de cet âge d'or culturel.

La *Rous* était située entre la mer Baltique et la mer Noire, qui était une importante route commerciale. Ses villes, Kiev et Novgorod en particulier, commerçaient avec l'Europe centrale et septentrionale, l'Empire byzantin et le royaume des Bulgares de la Volga, qui était un intermédiaire avec l'Orient musulman. La dynastie des Riourikides était liée aux familles royales européennes, parmi eux les Capétiens, en la personne du roi Henri I<sup>er</sup>, qui épousa, en 1051, Anna, la fille du prince Iaroslav. La Hongrie et la



Pologne, les voisins occidentaux, avaient des relations dynastiques et commerciales intenses avec la *Rous* de Kiev. Parfois, des conflits militaires éclataient. On peut mentionner l'intervention du roi polonais Boleslas I<sup>er</sup> le Vaillant (Bolesław I Chrobry), qui marcha sur Kiev en 1018 pour soutenir son gendre Sviatopolk contre Iaroslav le Sage, le frère de Sviatopolk.

La *Rous* de Kiev était une confédération de principautés sur lesquelles régnaient les Riourikides. Ceux-ci se succédaient selon un ordre d'héritage compliqué, qui génèrait d'incessantes querelles et conflits armés entre les princes, ce qui affaiblit la cohésion



Statue du prince Danylo, Lviv, 2013. © Mister No.

de la *Rous*. En outre, les incursions des Coumans (ou *Polovtsy*), nomades de la steppe, mettaient en danger les régions méridionales de la *Rous*, Kiev y compris, et interrompaient le commerce avec l'Empire byzantin. En conséquence, le centre de gravité se déplaça au XII<sup>e</sup> siècle du cours moyen du Dniepr dans les régions périphériques : au nord-est, la principauté de Vladimir-Souzdal (le précurseur de la principauté de Moscou) ; au nord, la Ville république de Novgorod, liée par son commerce avec l'Europe septentrionale ; au nord-ouest, la principauté de Polotsk ; à l'ouest, celles de Galicie (Halytch) et de Volynie, qui s'unirent en 1199. Désormais, les princes restaient dans leurs domaines, devenus héréditaires. Ainsi, la *Rous* était déjà affaiblie lorsqu'en 1237-1240, les Mongols-Tatars l'envahirent, détruisirent ses villes, notamment Kiev et Vladimir, et établirent leur pouvoir sur tout le pays pour plusieurs décennies, et sur les principautés au nord et au nord-est en particulier pour deux siècles, à savoir jusqu'en 1480. Cette rupture mit fin à l'histoire commune des Slaves orientaux de la *Rous* pour trois ou quatre siècles. Le nord faisait désormais partie de la Horde d'Or, un des

successeurs de l'Empire mongol, alors que le sud passa dès la moitié du XIV<sup>e</sup> siècle sous la domination du Grand-Duché de Lituanie et du Royaume de Pologne. Cette division à long terme est la principale raison de la séparation des ethnies russe et ukrainienne.

Ces deux chemins divergents sont symbolisés par deux princes du XIII<sup>e</sup> siècle. Danylo (Daniel), prince de Galicie-Volynie (1201-1264), intensifia les relations avec l'Europe centrale, notamment en établissant des liens matrimoniaux avec la Lituanie, la Pologne, la Hongrie et l'Autriche. Il invita des marchands et des artisans allemands dans son pays, et, en 1253, il fut couronné roi par un envoi papal (mais cela resta un épisode éphémère). En revanche, le prince Alexandre Nevski de Novgorod, puis grand-prince de Vladimir, vainquit les armées de la Suède (1240), puis celle des chevaliers teutoniques (1242), qui menaçaient la *Rous* septentrionale. D'autre part, il s'arrangea avec le khan de la Horde d'Or et le soutint dans une campagne contre Novgorod. Danylo est dès lors estimé en Ukraine pour son orientation vers l'ouest et comme dirigeant de la principauté de Galicie-Volynie, laquelle est perçue comme le précurseur de l'État national ukrainien. Quant à Alexandre Nevski, il est vénéré en Russie comme sauveur de l'agression germanique. Il a d'ailleurs été canonisé en 1547. Toutefois, la *Rous* de Kiev et surtout saint Vladimir, sa grand-mère, la sainte Olga, et ses fils, les martyrs Boris et Gleb, occupent une place importante dans la tradition orthodoxe slave orientale. Enfin, dans le folklore russe, les *byliny* (légendes héroïques) évoquent « Vladimir le Beau Soleil » (ou « Soleil rouge »), ou encore le héros Ilia Mouromets. Ces motifs ont été repris à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par le peintre russe Viktor Vasnetsov (1848-1926).

#### **LA QUERELLE DES HISTORIENS SUR L'HÉRITAGE DE LA « ROUS » DE KIEV**

La *Rous* de Kiev est ainsi le mythe fondateur de l'État russe et de l'État ukrainien, de l'Église orthodoxe de la Russie comme de celle de l'Ukraine. Les historiens russes et ukrainiens se disputent depuis longtemps au sujet de l'héritage de la *Rous* de Kiev et de son caractère ethnique.

Le roman national russe trace une continuité politique entre la *Rous* de Kiev, la principauté de Moscou et l'Empire de Russie. Selon ce récit, l'État russe a été fondé à Kiev. Aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, son centre se serait déplacé à Vladimir-Souzdal, puis à Moscou,

et au début du XVIII<sup>e</sup> siècle à Saint-Pétersbourg, pour finalement revenir à Moscou, capitale de l'URSS puis de la Fédération de Russie. Cette narration, qui voit le jour au XVII<sup>e</sup> siècle, a été adoptée par l'historiographie russe. Dans son *Histoire de l'État russe [Istorija gosudarstva Rossijskogo]*, Nikolai Karamzine (1766-1826), le premier éminent historien russe, a canonisé la succession Kiev-Moscou-Saint-Pétersbourg, fondée sur la dynastie des Riourikides et sur l'organisation d'un État puissant, soutenu par l'Église orthodoxe.

Depuis ses origines au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'historiographie ukrainienne met quant à elle en avant une histoire de l'Ukraine indépendante de l'histoire de la Russie, et pointe la continuité de la *Rous* de Kiev jusqu'au Hetmanat des cosaques zaporogues\*, créé en 1648. Le récit ukrainien s'affirme avec l'*Histoire des Rous [Istorija Rusov, ili Maloj Rossii]*, écrite autour de 1800, et avec l'*Histoire de la Petite-Russie [Istorija Malorossii]* de Mykola Markevytch (1804-1860), publiée en 1842. La réaction ne se fit pas attendre. L'historien russe Mikhaïl Pogodine (1800-1875) affirma qu'après l'invasion des Mongols, qui avait vidé les régions du sud, la population de l'ancienne *Rous*, considérée comme (grand)-russe, avait fui au nord-est, dans la future Russie, tandis que les Ukrainiens auraient immigré dans la région de Kiev seulement au XVI<sup>e</sup> siècle, en arrivant de l'ouest. Les historiens ukrainiens Mykhaïlo Maksymovytch (1804-1873) et Volodymyr Antonovytch (1834-1908) répondirent en soulignant la continuité de la population ukrainienne de la région du Dniepr moyen après l'incursion des Mongols. Ainsi, les historiens ukrainiens mettent l'accent sur la continuité du territoire et de la population, leurs collègues russes sur la dynastie, l'État et l'Église.

Dans leurs ouvrages classiques, les historiens russes Sergueï Soloviev (1820-1879) et Vassili Klioutchevski (1841-1911) réunirent l'histoire de l'État et du peuple russe et l'histoire de la Grande-Russie et de la Petite-Russie en une seule grande narration. La Petite-Russie (*Malorossia*) était le nom officiel de l'Ukraine dans l'Empire russe. Selon ces historiens, l'État et la nation russe tiraient leurs origines dans la *Rous* de Kiev et s'étaient développés et achevés dans l'Empire de Russie. « L'État national grand-russe devait réunir la patrie commune de la *Rous* de Kiev et la nation russe, divisée en deux parties » (Ključevskij, 1957). Le récit de l'histoire ecclésiastique correspondait à cette interprétation nationale. Il commençait

avec le baptême de Vladimir pour atteindre son apogée avec le patriarcat de Moscou, créé en 1589. L'Ukraine et les Ukrainiens n'apparaissent pas dans ce récit, car ils faisaient partie intégrante de la nation et de l'Église russes et n'avaient pas d'histoire séparée.

Ce discours impérial-national fut toutefois défié d'une façon radicale par l'historien ukrainien Mykhaïlo Hrouchevsky (1866-1934). Hrouchevsky, élève d'Antonovytsch à Kiev, devint professeur à l'Université de Lemberg (Lviv) en Galicie, qui faisait partie de la monarchie des Habsbourg depuis le premier partage de la Pologne en 1772. Pour lui, ce n'est pas l'État, ni les dynasties, mais le peuple qui est l'acteur majeur de l'histoire. Dans un article publié en 1904 à Saint-Petersbourg, il réclama l'héritage exclusif de la *Rous* de Kiev pour les Ukrainiens :

Nous savons que l'État kiévien, son droit, sa culture furent l'œuvre d'un peuple, celui de l'Ukraine-*Rous*, tandis que les États de Vladimir et de Moscou furent l'œuvre d'un autre peuple, celui des Grand-Russiens. La période de Kiev n'a pas été suivie par celle de Vladimir-Souzdal, mais par la période de la Galicie-Volynie au XIII<sup>e</sup> siècle, puis de la Pologne-Lituanie du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècles. L'État de Vladimir et de Moscou n'est ni l'héritier ni le successeur de l'État de Kiev. Il a ses propres racines, et les relations de l'État de Kiev avec lui peuvent être comparées aux relations de Rome avec ses provinces gauloises (Gruševs'kyj, 1904).

Selon cette conception, l'État ukrainien de Kiev était plus ancien que les principautés du nord-est de la *Rous*, précurseurs de l'État moscovite. Hrouchevsky contestait donc le droit de la primogéniture aux Russes. De même, il réinterprétait l'histoire de l'Église orthodoxe en soulignant l'importance des métropoles ukrainiennes de Halych au XIII<sup>e</sup> siècle ainsi que de celle de Kiev aux XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, qui étaient subordonnées directement au patriarche de Constantinople, et non à celui de Moscou.

Les historiens soviétiques se sont tout d'abord détachés des récits préévolutionnaires. On reconnut l'existence de la nation ukrainienne et la spécificité de son histoire. On trouva un compromis en déclarant que la *Rous* de Kiev était le « berceau commun » des Russes, des Ukrainiens et des Biélorusses, qui se seraient séparés aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles seulement. Si cette interprétation, qui correspond à la doctrine soviétique de « l'amitié entre les peuples », est

raisonnable, l'historiographie soviétique a repris, après la Seconde Guerre mondiale, certains éléments du récit impérial préévolutionnaire. La *Rous* de Kiev fut à nouveau considérée comme un État (vieux-)russe, précurseur de l'Empire de Russie et de l'Union soviétique. Les Russes étaient regardés comme les frères aînés des Ukrainiens, qui auraient aspiré durant des siècles à se réunir avec le peuple russe.

Les historiographies postsoviétiques se sont distancées des dogmes du passé et ont essayé de remplacer l'idéologie soviétique par l'« idée nationale ». Elles ont renoué avec les narrations préévolutionnaires, impériales ou nationales, en faisant revivre Klioutchevski, en Russie, et Hrouchevsky, en Ukraine. Ainsi, les vieilles querelles sur l'héritage de la *Rous* de Kiev ont repris de plus belle.

Le récit russe a largement été adopté par les historiographies francophone, anglophone et germanophone. On parle de la « Russie de Kiev » et de sa population russe, de la « Russie ancienne », de la langue et de la littérature vieux-russes, et jamais de l'Ukraine ancienne ou de la langue et littérature vieux-ukrainiennes. Cet usage des termes ne reflète pas seulement une vue russocentriste. En effet, il est aussi le fruit du problème de la traduction du mot *Rous* et de l'adjectif *rouskii*. En parlant de la *Rous* de Kiev, l'historiographie russe emploie habituellement le terme *Rous*, mais l'adjectif correspondant utilisé n'est pas *rous'ki* (русский), mais *rousski* (русский), qui est identique à celui qui renvoie à l'ethnonyme des Russes (ou Grands-Russes). Ainsi, la population de la *Rous* de Kiev est identifiée automatiquement aux Russes d'aujourd'hui, et non aux Ukrainiens, qui portent aujourd'hui un nom qui n'est pas relié à la *Rous*. Pour éviter l'identification de la *Rous* de Kiev avec la Russie et les Russes, les historiens occidentaux emploient de plus en plus les termes *Rous* et Slaves orientaux. Il ne s'agit pas seulement d'une question de mots. En effet, la terminologie « habituelle » reflète une vision russo-centriste de l'histoire de l'Europe orientale, qui fait fi de l'Ukraine et de son histoire. Cela est confirmé par le fait que les historiographies occidentales ont repris la chronologie de l'histoire russe avec les étapes Kiev-Moscou-Saint-Pétersbourg, ce qui intègre la *Rous* de Kiev dans l'histoire de la Russie, et non dans celle de l'Ukraine.

D'un point de vue scientifique, les querelles des historiens russes et ukrainiens sur l'héritage de la *Rous* de Kiev projettent des catégories nationales dans un passé lointain, quand les nations russe et

ukrainienne n'existaient pas encore. Dès lors, la question de savoir si la *Rous* de Kiev était russe ou ukrainienne est vaine. En dépit de cela, les interprétations essentialistes des historiens russes et ukrainiens préévolutionnaires sont toujours en vogue aujourd'hui, et elles influencent fortement l'opinion publique et la mémoire collective.

Pour les historiens polonais, l'histoire de la *Rous* de Kiev n'est pas au centre de l'attention, même si la Pologne compte un excellent spécialiste de cette question, l'historien Andrzej Poppe (né en 1926). Certes, la question de l'héritage de l'ancienne *Rous* a eu de l'importance pour les grand-princes de Lituanie (après 1386 simultanément rois de Pologne) qui ont conquis, au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècles, la plupart des principautés de la *Rous*, avec l'ancienne capitale Kiev, et qui se sont considérés comme les héritiers de la *Rous*. La *Rous* occidentale et méridionale est restée sous la domination polono-lituanienne jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle pour la partie orientale, et jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle pour la partie occidentale. Toutefois, quand, après les partages de la Pologne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis encore dans la Pologne indépendante de 1918-1939, on rêva d'une résurrection de l'ancien Royaume de Pologne, l'héritage de la *Rous* de Kiev ne fut pas invoqué.

### **SYMBOLES POLITIQUES**

La *Rous* de Kiev est un sujet favori de la politique historique des deux pays, et elle est située au centre des «guerres de mémoire» qui opposent la Russie et l'Ukraine. La *Rous* de Kiev est en effet un des symboles de l'État ukrainien. Le 24 août 1991, le Soviet suprême de l'Ukraine déclara solennellement «l'indépendance de l'Ukraine et la constitution d'un État ukrainien indépendant [...] continuant ainsi une tradition étatique vieille d'un millénaire». Ainsi, cette déclaration de première importance évoquait l'idée de l'héritage de la *Rous* de Kiev. Le nouvel État ukrainien adopta aussi le nom de la monnaie de l'ancienne *Rous*, la hryvnia, alors que le rouble, la monnaie russe, était apparu seulement au XIV<sup>e</sup> siècle. Sur les billets de une et de deux hryvnias se trouvent les portraits des princes Volodymyr et Iaroslav. Le blason ukrainien officiel, le trident (*tryzub*), a également des racines médiévales, et il se trouvait déjà sur les monnaies de l'époque. Le *tryzub* et la hryvnia avaient déjà été utilisés à l'époque de la République populaire ukrainienne



Le prince Volodymyr (Vladimir), billet de une hryvnia, 2006.

des années 1917-1921. N'ayant pas de tradition étatique ininterrompue comme la Russie, il est compréhensible que l'Ukraine ait recours aux symboles de la *Rous* de Kiev.

Les églises de Kyiv et des autres villes, bâties entre le X<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècles sont aujourd'hui des lieux de mémoire importants. Elles sont devenues des objets de conflits entre l'Église orthodoxe d'Ukraine rattachée au patriarcat de Moscou, et l'Église orthodoxe d'Ukraine rattachée, depuis 2019, directement au patriarcat de Constantinople. Cette dernière a été fondée en 1992 comme Église nationale, patriarcat de Kyiv, mais, jusqu'en 2018, elle n'était pas reconnue comme canonique par les autres Églises orthodoxes. Les églises du monastère des Grottes sont ainsi restées sous la juridiction du patriarcat de Moscou, tandis que le monastère Saint-Michel, détruit dans les années 1930 et reconstruit dans les années 1990, a été transmis au patriarcat de Kyiv. Un autre symbole religieux, l'icône de protection de la Mère de Dieu (*pokrov*), qui était vénérée dans la *Rous* médiévale, et qui a été vénérée par les cosaques zaporogues comme leur protectrice cinq siècles plus tard, est réapparue en 2013-2014 sur le Maïdan, à Kyiv. La mémoire de cette icône est partagée en Russie, où elle est aussi vénérée depuis le Moyen Âge.

En Russie, on estime que la Fédération de Russie a ses racines dans la *Rous* de Kiev. Pourtant, les symboles de l'État, comme l'aigle à deux têtes sur le blason, ainsi que le rouble, sont

empruntés à la Moscovie des XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles. C'est seulement en 2001 qu'un prince de Kiev, Iaroslav, est apparu sur un billet russe, celui de 1000 roubles. Depuis 2017, un nouveau billet de 200 roubles soutient les prétentions russes à la Crimée\* : on y voit les ruines de la ville grecque de Cherson, lieu supposé du baptême de Vladimir.

Selon des sondages effectués ces dernières années, le baptême de Volodymyr, en 988, apparaît en Ukraine comme un des événements historiques les plus importants, et les princes Volodymyr et Iaroslav figurent parmi les personnages historiques préférés. Par contre, en Russie, la *Rous* de Kiev n'apparaît pas dans ce genre de sondages. Le seul personnage du passé médiéval qui est nommé, c'est le prince Alexandre Nevski, qui n'est pas seulement le saint national, mais qui a aussi été instrumentalisé par Staline comme vainqueur des Allemands et immortalisé dans le fameux film de Sergueï Eisenstein en 1938. D'autre part, on l'a dit, le prince Danylo est considéré en Ukraine comme le précurseur du rapprochement avec l'Europe occidentale. L'aéroport de Lviv et une université à Ivano-Frankivsk portent d'ailleurs le nom de « roi Danylo ».

### MONUMENTS ET ANNIVERSAIRES

La politique historique se reflète dans les monuments. Au XIX<sup>e</sup> siècle, « Le Millénaire de la Russie », monument inauguré en 1862 à Novgorod, était une manifestation de la grande narration de l'histoire de la Russie, qui tirait son origine dans la *Rous* de Kiev. Ce monument, qui montre les événements les plus importants de l'histoire de la Russie, commence avec l'arrivée des Riourikides à Novgorod, datée dans le *Récit des temps passés* de l'an 862. En 1853, un monument de saint Vladimir d'une hauteur de 20 mètres a été inauguré à Kiev, sur la rive droite du Dniepr, où son baptême eut probablement lieu. Vladimir porte une croix dans la main droite et la couronne du prince dans l'autre. Ce n'était pas un monument ukrainien, mais un monument de la Russie tsariste et de l'Église orthodoxe russe. Toutefois, entre-temps, il est devenu un emblème de la ville de Kyiv. En 2016, quand le conflit entre la Russie et l'Ukraine entrait déjà dans sa troisième année, un monument de Vladimir d'une hauteur de 17 mètres a été érigé au centre de Moscou, près du Kremlin. Comme à Kyiv, Vladimir tient une croix dans la main droite, mais dans la main gauche, il porte une épée.

Le monument a été inauguré le 4 novembre, le jour de la fête nationale russe, par le président Vladimir Poutine qui a évoqué dans son discours que « le prince Vladimir est entré pour toujours dans l'histoire comme rassembleur et défenseur des terres russes [...] ayant posé les bases d'un État fort, unifié et centralisé, réunissant finalement à égalité des peuples, des langues et des religions dans une grande famille » (Putin, 2016). Vladimir ne s'était bien sûr jamais rendu à Moscou, fondée seulement au XII<sup>e</sup> siècle, mais le message politique était clair : Vladimir était un souverain russe qui, avec la croix et l'épée, a fondé la nation et l'État russe, précurseur de la Fédération de Russie.

Les anniversaires constituent un autre instrument de la politique historique. C'est encore une fois Vladimir et le baptême de la *Rous*, en 988, qui sont au premier plan. Quand en 1888, on a fêté à Kiev le 900<sup>e</sup> anniversaire de cet événement, Vladimir n'a pas été représenté uniquement comme fondateur de l'Église orthodoxe, mais aussi de l'État russe. Le millénaire en 1988 a eu lieu durant la perestroïka, à une période critique. Mikhaïl Gorbatchev s'est saisi de l'occasion pour mettre fin à la persécution de l'Église orthodoxe par le pouvoir soviétique. Une réception solennelle au Kremlin, avec la participation de Gorbatchev, du patriarche de Moscou et d'autres personnalités orthodoxes, a été suivie par une fête au Théâtre Bolchoï et par une autre à Zagorsk (Serguiev Posad), dans le monastère de la Trinité-Saint-Serge. Plus de 1000 journalistes, parmi lesquels presque la moitié était des étrangers, ont participé aux festivités. C'était un signal puissant pour la résurrection de l'Église orthodoxe russe. L'Ukraine n'a alors joué qu'un rôle mineur et les fêtes à Kyiv ont été beaucoup plus simples. Néanmoins, un délégué de l'Église gréco-catholique ukrainienne, qui avait été dissoute en 1946, fut invité à Moscou, ce qui prépara son rétablissement une année après, en 1989.

En été 2013, c'était le tour du 1025<sup>e</sup> anniversaire du baptême de la *Rous* de Kiev. Cet anniversaire a à nouveau été fêté dans une atmosphère politiquement tendue, quand l'Ukraine, malgré des protestations croissantes de la part de la Russie, se préparait à signer le Traité d'association avec l'Union européenne. Le 27 juillet, les présidents des deux pays, Vladimir Poutine et Viktor Ianoukovytch, le patriarche de Moscou Cyrille, des représentants de différentes Églises orthodoxes et les présidents de la Serbie et de la Moldavie se rencontrèrent à Kyiv auprès du monument



Statue du prince Vladimir (Volodymyr), Moscou. © Sergey Korovkin 84.

de Volodymyr, puis se rendirent à un service commun et à une réception. Dans son discours, Poutine évoqua l'unité spirituelle et historique des Russes et des Ukrainiens. Dans un autre discours, en septembre 2013, Vladimir Poutine souligna que les racines de l'État russe se trouvaient au bord du Dniepr, et que les Russes et les Ukrainiens représentaient un seul peuple. Le 18 mars 2014, juste après l'annexion de la Crimée, le président russe loua la Crimée comme terre sainte des Russes où Vladimir fut baptisé, et il cita un passage du *Récit des temps passés*, qui évoquait Kiev comme mère des villes russes. Puis, il ajouta, à propos de l'Ukraine: « Nous ne sommes pas seulement des proches voisins, nous sommes de fait un seul peuple [...] La *Rous* ancienne est notre origine commune, nous ne nous en sortirons pas l'un sans l'autre » (Putin, 2014).

En 2015, le millénaire de la mort de Vladimir a été célébré lors de deux cérémonies séparées. À Moscou, Vladimir Poutine affirma encore une fois que « Vladimir a donné l'impulsion à la formation de la nation russe unie et a ouvert la voie à l'établissement d'un État russe fort et centralisé » (Putin, 2015). À Kyiv, le président ukrainien Petro Porochenko rappela que mille ans auparavant, « le prince Volodymyr a établi les fondations d'une Ukraine libre et indépendante. Avec l'adoption du christianisme, Volodymyr a non seulement démontré l'orientation européenne de l'Ukraine, mais il a aussi promu son développement spirituel et scientifique, et a posé les fondements de la relation de l'État avec les pays occidentaux » (Porošenko, 2015). Ainsi, les deux présidents ont proposé des visions opposées de l'héritage de la *Rous* de Kiev, mais qui sont en réalité très proches des récits divisés des historiens russes et ukrainiens de l'époque tsariste.

**BIBLIOGRAPHIE**

FRANKLIN Simon, SHEPARD Jonathan (1996), *The Emergence of Rus, 750-1200*, Londres / New York: Longman.

GONNEAU Pierre, LAVROV Alexandre (2012), *Des Rhôs à la Russie. Histoire de l'Europe orientale (v. 730-1689)*, Paris: PUF.

GRUŠEVSKIJ Myhajlo Sergijovyč (1904), « Zvyčajna shema “russkoï” istoriï j sprava racional'nogo ukladu istoriï shidnogo slov'janstva » [Le schéma traditionnel de l'histoire “russe” et le problème de la segmentation rationnelle de l'histoire des Slaves orientaux], *Stat'i po slavjanovedeniju*. t. 1, Saint-Pétersbourg, pp. 298-304.

KLJUČEVSKIJ Vasilij Osipovič (1957), *Sočinenija [Œuvres]*, t. 2. *Kurs russkoj istorii* [Cours d'histoire russe 1904-1922], Moscou: Gospolitizdat.

POROŠENKO Petro (2015), « Iz pryjnattjam hrystyjanstva Volodymyr viznačiv jevropejs'kyj naprjamok Ukraïny » [En adoptant le christianisme, Volodymyr a reconnu l'orientation européenne de l'Ukraine], 29 juillet. En ligne: <http://credo.pro/2015/07/138864>, consulté le 13 août 2018.

PUTIN Vladimir (2014), « Obraščenie Prezidenta Rossijskoj Federacii » [Adresse du président de la Fédération de Russie], 18 mars. En ligne: <http://kremlin.ru/events/president/news/20603>, consulté le 13 août 2018.

PUTIN Vladimir (2016), « Priëm po slučaju tysjačeletija prestavljenija svjatogo ravnoapostol'nogo knjazja Vladimira » [Réception à l'occasion du millénaire de la présentation de saint Vladimir], 28 juillet. En ligne: <http://kremlin.ru/catalog/keywords/30/events/50068>, consulté le 13 août 2018.

PUTIN Vladimir (2016), « V Den' narodnogo edinstva v Moskve otkryt pamjatnik knjazju Vladimiru » [Inauguration du monument au prince Vladimir à Moscou lors du jour de l'Unité nationale], 4 novembre. En ligne: <http://kremlin.ru/events/president/news/53211>, consulté le 13 août 2018.

VELYCHENKO Stephen (1992), *National History as Cultural Process: a Survey of the Interpretations of Ukraine's Past in Polish, Russian and Ukrainian Historical Writing from the Earliest Times to 1914*, Edmonton: Canadian Institute of Ukrainian Studies Press.



# LA RÉPUBLIQUE POLONO-LITUANIENNE (1385-1793)

DANIEL BEAUVOIS

Pendant plus de quatre siècles, le plus étendu des États d'Europe, après la Russie, constitua une étonnante exception parmi les monarchies qui, toutes, tendaient à la centralisation. Ce « commonwealth » avait un roi qui, avec le temps, laissa tous ses pouvoirs à une oligarchie nobiliaire. Celle-ci prétendait représenter une « République des Deux Nations », alors que l'État accueillait en son sein les actuelles Ukraine, Lituanie et Bélarus et, selon les moments, des Baltes, des Juifs ou des Teutoniques. Les frontières de cet État furent souvent modifiées, mais sa pérennité et sa prospérité en font un cas digne d'étude, autant que les causes de sa disparition. La survie de son mythe, magnifié jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle, ne laisse pas non plus d'intriguer.

## GENÈSE DE L'UNION

En 1385, la petite reine de Pologne, Edwige d'Anjou, à peine pubère, fut proposée pour épouse par son conseil de régence au grand-duc de Lituanie. Cela annonçait une union dynastique comme il s'en pratiqua longtemps en Europe. La condition était que Ladislas II Jagellon (Władysław II Jagajło/Jagiello) encore païen, bien que fils d'une princesse orthodoxe, se convertisse au catholicisme avec tous les païens et qu'il fusionne son Grand-Duché avec la Pologne. On discutera longtemps sur le sens du latin *applicare*: fallait-il « réunir » ou « incorporer » ? Cette union, scellée à Krewo (Kreva), avait l'avantage, pour les Polonais, de faire cesser les hostilités fréquentes et, pour les Litvaniens – déjà fortement ruthénisés – de se démarquer de Moscou émergente, tout en conservant le contrôle religieux des orthodoxes de son territoire. Des métropoles orthodoxes avaient, en effet, été érigées à Nowogrodek (Navahroudak)

en 1317, à Halicz (Halytch) en 1337 et celle de Kiev (Kyiv) avait été restaurée en 1375. Désormais zélé catholique et baptisé, Ladislas, le co-roi n'hésita pas à soumettre son demi-frère André Algirdajtis/Olgierdovitch, prince orthodoxe de Smolensk et de Połock (Polotsk/Polatsk). Il usa de plus de diplomatie dans d'autres régions : il donna à son cousin Witold (Vitautas) le titre de vice-grand-duc et confia Kiev à son frère Skirgaila (Skirgiełło). L'entente des cousins fut longtemps incertaine. Witold menait des conquêtes jusqu'à la mer Noire, la Crimée, Kiev, mais fut battu par Tamerlan en 1399. Plus tard, en 1408, il imposa des protégés à Pskov et Novgorod. Ladislas songeait surtout à se consolider en Pologne et à se présenter en rival des chevaliers teutoniques comme fer-de-lance du catholicisme. Quand, en 1410, les Teutoniques l'attaquèrent, il sollicita l'aide de Witold et tous deux remportèrent une victoire retentissante à Grunwald, l'une des batailles les plus importantes du Moyen Âge.

Pour confirmer l'alliance polono-lituanienne, une assemblée des grands des deux pays se tint en 1413, à Horodło, sur le Boug, où, symboliquement, 47 familles polonaises « adoptèrent » 47 familles lituaniennes en leur conférant les mêmes blasons. Le roi de Pologne restait grand-duc et devait toujours désigner l'héritier de Witold en cas de mort. Cette assemblée, donnée plus tard comme une sanction mystique de la fusion, laissait bien des rivalités en suspens et maintenait deux diètes séparées. Si une certaine osmose culturelle se voit dans les fresques de facture orthodoxe des églises catholiques de Sandomierz et Wíslica ou dans les chapelles royales des châteaux de Lublin et Cracovie, les deux religions chrétiennes ne réussirent pas à fusionner comme le proposa Grégoire (Grzegorz) Cemblat, le métropolitain de l'Église ruthène, au concile de Constance (excommunié par celui de Moscou). La papauté et l'épiscopat polonais ne concevaient l'union religieuse que comme une absorption. L'idée fut donc enterrée pour près de deux siècles. La langue latine progressait en Pologne. Le vieux-ruthène restait vivace dans les chancelleries lituaniennes, à côté du slavon d'église. Déjà la langue finno-ougrienne, non écrite, des paysans lituaniens du littoral baltique, régressait.

Jusqu'à sa mort en 1434, Ladislas Jagellon dut composer avec les exigences toujours plus fortes de la noblesse, consignées dans des privilèges successifs, esquissant un type de royauté déjà très contrôlée. Ces privilèges exercèrent un attrait puissant chez les princes

ruthènes de Podolie et de Volynie qui se détachèrent de l'allégeance verticale au grand-duc de Lituanie Sigismond (Žygimantas) I<sup>er</sup> Kęstutaitis/Kiejstutovicz après la mort de Witold, et demandèrent leur rattachement à droits égaux à la noblesse polonaise.

Le jeune héritier de Jagellon ayant été tué à l'âge de 20 ans en Bulgarie dans une guerre de croisade voulue par la papauté, il ne fut remplacé par son frère Casimir (Kazimierz) IV qu'en 1447, après bien des avatars dont l'assassinat, en 1440, du grand-duc Sigismond Kęstutaitis, par des princes rebelles à son pouvoir trop absolu. Avec l'appui de sa mère Sonka (Sophie Holszańska), quatrième épouse de Jagellon et princesse ruthène, ainsi que de son oncle Śvitrigaila (Świdrygiełło), Casimir IV put inaugurer un long règne qui dura jusqu'en 1492. Une nouvelle assemblée des noblesses lituanienne et polonaise avait de nouveau proclamé une « union fraternelle ». Casimir continuait à être à la fois roi et grand-duc. Il fut successivement en guerre contre tous ses voisins. Ne retenons ici que le danger qui se levait à l'est. Du côté de la Moscovie, pas encore Russie, le bon voisinage avec Basile (Vassili) II fut suivi par l'attitude conquérante d'Ivan III. Après les annexions des principautés de Iaroslav (1471), Rostov (1474), Novgorod (1478), Tver (1485), Ivan put s'affranchir de la suzeraineté mongole et son mariage avec la nièce du dernier empereur de Byzance (1472) lui fit concevoir que Moscou serait la « troisième Rome ». Plusieurs princes lituaniens tentèrent de se rallier à lui. En 1481, Casimir les fit exécuter à Wilno (Vilnius). En 1492, Ivan III pensa mieux pénétrer la Lituanie en mariant sa fille avec Alexandre (Aleksander), fils de Casimir, qui selon le vœu de celui-ci devait devenir grand-duc, tandis que Jean I<sup>er</sup> Albert Jagellon (Jan-Olbracht), son autre fils, deviendrait roi. Ce pouvoir scindé ne permit pas à Jean Albert, qui régna de 1492 à 1501, d'obtenir le secours de son frère dans sa lutte contre les Turcs et lorsque Alexandre, à la mort du roi, réunifia la souveraineté, il fut en butte aux ambitions de son beau-père moscovite qui rognait sans cesse sa frontière sud-orientale, s'approchait de Kiev et rayait la Horde d'Or (voir Crimée\*), alliée de la Pologne, de la carte (1500).

Dès lors la partie lituanienne du « commonwealth » se réduisit. Sigismond (Zygmunt) I<sup>er</sup> de Pologne, dernier fils de Jagellon, roi de Pologne et grand-duc de Lituanie de 1506 à 1548, tenta d'attaquer Basile (Vassili) III en 1507-1508, mais, affaibli par la rébellion de Michel (Michał) Gliniski, rallié à Moscou, bien que

catholique, il dut faire la paix. En 1512, Basile III reprit l'offensive et vainquit l'armée lituanienne, commandée par le prince Constantin (Konstanty) Ostrogski, magnat orthodoxe d'Ukraine, reprenant Smolensk. Ostrogski arrêta cette offensive à Orcha en 1514, mais jusqu'en 1520, Moscou resta menaçante et le resta plus encore entre 1534 et 1537, pendant la minorité d'Ivan IV, dit Ivan le Terrible.

Les dernières décennies du XV<sup>e</sup> siècle et les premières du XVI<sup>e</sup> siècle furent marquées par la naissance d'un régime politique unique où la noblesse moyenne de Pologne réussit, de plus en plus efficacement, à partager le pouvoir avec les magnats et le roi. La Lituanie, où la « verticale du pouvoir » grand-ducal persista plus longtemps, ne connut les *diétines* que plus tard, mais ces assemblées locales de nobles parvinrent à obtenir l'envoi à Cracovie, la capitale, de représentants que Jean Albert, à partir de 1493, consulta à intervalles réguliers et groupa au sein d'une diète, ébauche d'un parlement. Les grands du Conseil royal formaient désormais le sénat, tandis que les élus de la noblesse devenaient plus influents, notamment en marchandant leur appui financier ou leur participation aux « levées en masse » nobiliaires lors des campagnes militaires. Des érudits, imbus de culture latine et d'humanisme, donnèrent à ce système des références antiques qui ne manquaient pas de grandeur, mais qui, peu à peu, devaient dévier de leur bel idéal.

Les droits de la personne, le bien général, la liberté publique étaient évoqués si largement qu'en 1505, le roi Aleksander, poussé par son chancelier Jean de Lasco (Jan Łaski), primat de Pologne, fut contraint d'admettre que les décisions de chaque diète, appelées constitutions, prévaudraient sur son propre pouvoir (constitution dite *Nihil novi*: rien de nouveau ne pouvait être décidé sans l'avis de la noblesse). Les nobles, la *szlachta*, s'érigeaient ainsi en « peuple nobiliaire », seuls dépositaires, à l'exclusion des paysans ou bourgeois, du pouvoir législatif de la Res Publica, la *Rzeczpospolita*. L'année suivante, en 1506, Jean de Lasco codifia toute la législation dans un recueil capital (le Statut de Łaski) applicable dans le seul Royaume de Pologne. Le régime paraissait tellement idéal qu'il attira tous les Juifs qui étaient persécutés en Occident. On parlait de *paradisium Judeorum*. De nombreux bourgeois allemands furent à l'origine des progrès de l'imprimerie. Les premiers recueils de prières imprimés en polonais parurent à Breslau (Wrocław) entre 1475 et 1486.

En 1491, c'est à Cracovie que l'imprimeur Schweitpolt Fiol publia en caractères cyrilliques slaves les premiers recueils liturgiques destinés à la Lituanie.

Progressivement, l'imprimerie et l'activité des humanistes polonais, le prestige de l'Université de Cracovie, de l'architecture, de la musique, de la littérature, allaient accréditer l'idée d'un Siècle d'Or de la République. Le système trahissait toutefois quelques faiblesses. Les impôts que refusait la noblesse retombaient sur les paysans, les Juifs et parfois l'Église. La richesse des magnats, fondée sur une production de grains florissante, suscitait la jalousie de la noblesse moyenne, de même que le faste de la reine Bona Sforza, épouse de Sigismond I<sup>er</sup>. Le clivage entre le roi, appuyé par les magnats, et le prétendu « peuple nobiliaire » provoqua, sur la fin du règne, un mouvement pour « l'exécution des lois », c'est-à-dire une forme de chantage permanent qui, par la suite, affaiblit le pouvoir : dès 1530, le roi dut solliciter une élection pour s'assurer que son fils lui succéderait. En 1529, la noblesse de Lituanie imita celle de Pologne en rédigeant à son tour, mais en langue ruthène et en cyrillique (vieux-biélorussien) un Statut Lituanien, vite traduit en latin et polonais, où les lois et usages étaient consignés. Le servage y était plus dur qu'en Pologne. Ce texte fondamental, remanié en 1566 et 1588 ne devait être abrogé qu'en 1840 par les Russes.

La diarchie lituano-polonaise n'était toujours pas solide. Sigismond Auguste (Zygmunt II August), qui succéda à son père de 1548 à 1572 sembla, au début, la consolider en épousant sa maîtresse Barbara Radziwiłł, mais cette reine lituanienne mourut et les autres Radziwiłł, Nicolas (Mikołaj) le Rouge et Nicolas le Noir, princes orthodoxes puissants se dressèrent contre le nouveau roi. Celui-ci n'eut d'autre issue que d'appuyer la diète séparée de Lituanie, en distribuant force dotations en terre à la noblesse moyenne, de plus en plus fascinée par les gains de ses « frères » de Pologne, d'où la propagande d'une « fraternité » (*bracia*, mot féminin à l'origine). Ce rapprochement des noblesses fut souvent facilité par le véritable esprit de tolérance, de pensée et de religion qui régna quelque temps. Les progrès du calvinisme ne connurent guère d'entrave et les généreuses idées antiques, souvent exprimées en latin, donnèrent à la République des débuts un visage intègre et très civique. Des théoriciens d'une haute exigence morale comme Modrevius (Andrzej Frycz Modrzewski) furent l'honneur de leur temps. Les contacts humanistes avec l'Occident étaient fréquents.

Nous sommes au temps de Copernic : son traité sur l'héliocentrisme date de 1541.

L'État lituano-polonais était un vaste ensemble de 815 000 km<sup>2</sup> en 1580, peuplé de seulement 7,5 millions d'habitants, la densité étant beaucoup plus grande (17 habitants) à l'ouest qu'à l'est. L'aisance des nobiliaux, seigneurs terriens, possédant 100 hectares et plus, était assurée par un servage quelquefois blâmé, mais de plus en plus dur. Cette élite campagnarde, très minoritaire dans la foule des anciens chevaliers, était la seule participante aux diétines. Elle méprisait la peu nombreuse bourgeoisie dont elle voulait réduire les droits et s'inventait une origine caucasienne, celle des Sarmates. Un géographe, Mathieu de Miechow, dit Miechowita, dressa la première carte de l'Europe orientale, commentée dans un *Tractatus de duabus Sarmatiis, asiana et europiana* (1517) où Polonais et Ruthènes étaient opposés aux « slaves asiates » de l'est.

Trois ans avant de mourir, pour accélérer l'unification, Sigismond Auguste, après avoir confirmé l'appartenance des provinces ruthènes du sud du Grand-Duché à la Pologne, voulut que la diète lituanienne reconnût la réunion du reste, c'est-à-dire de l'actuelle Bélarus et de la petite partie lituanophone dont la langue, conservée seulement dans la paysannerie, ne devait ressurgir qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les deux diètes réunies se tinrent à Lublin en 1569 et décidèrent qu'un seul souverain régnerait désormais, mais que chaque partie conservait un trésor, une armée et ses lois propres. Cette monarchie fédérative fut appelée « République des Deux Nations », sans préciser ses autres composantes protonationales.

### UN SYSTÈME POLITIQUE VITE MENACÉ

Le roi étant mort en 1572, la dynastie s'éteignait. La toute nouvelle diète unique élabora en deux ans le système de fonctionnement qui devait, en gros, durer jusqu'en 1793 et établir une prépondérance, unique en Europe, de l'oligarchie nobiliaire. Ce système prévoyait « l'élection libre » de chaque roi à Varsovie, où les représentants du « peuple nobiliaire » s'assemblaient au « champ électoral » du faubourg de Wola. Ceux qui pouvaient être présents (élection dite *viritim*) n'étaient évidemment qu'une représentation symbolique. Les magnats continuaient à pousser les candidats de leur choix : on citait des princes suédois, transylvains et même Ivan le Terrible ou son fils Théodore (Fedor), certains rêvant d'union avec la Moscovie,

pareille à celle de Lublin. On choisit finalement le prince le plus lointain, qu'on pensait manœuvrer sans peine : Henri de Valois qui dut – au lendemain de la Saint Barthélémy! – accepter de jurer qu'il respecterait la tolérance religieuse et les privilèges oligarchiques. À peine élu, il s'enfuit de nuit vers Paris où il devint Henri III (1574).

En 1576, Étienne (István) 1<sup>er</sup> Báthory, ex-voïevode de Transylvanie, stratège craint des Turcs, fut élu et dut aussitôt accorder aux nobliaux qu'ils disposeraient d'une justice à eux, dans deux tribunaux centraux où ils seraient juges et parties, un pour la « Couronne » (la Pologne) et un pour la Lituanie. Son chancelier, Jan Zamoyski, issu de cette noblesse moyenne, dirigea la politique intérieure, tandis que lui-même guerroyait. La logomachie « républicaine » et « démocratique » put donc se donner carrière, tandis que la Contre-Réforme gagnait du terrain, que les « tumultes » anti-protestants se multipliaient, que les jésuites érigeaient à Wilno (Vilnius) (1578) une académie conçue par Rome comme un point de départ de la conversion des « schismatiques » de Ruthénie et de Moscovie, c'est-à-dire des orthodoxes, et par son recteur Piotr Skarga comme une base de polonisation.

La puissance militaire de Báthory se tourna surtout contre Moscou en trois campagnes (1579, 1580 et 1581) qui lui permirent de reprendre Połock/Polotsk (Polatsk), puis Velikié Luki et enfin Pskov. Ce n'est que sur l'insistance du jésuite Antonio Possevino, envoyé du pape, qu'il accepta de quitter Pskov, ainsi qu'une trêve de dix ans en 1582. Il préparait la rupture de cette trêve lorsqu'il mourut en 1586. Sigismond (Zygmunt) III Vasa (1587-1632), venu de Suède, fut élu à sa place et tomba beaucoup plus sous l'influence des nobles des diétines, manœuvrés par des magnats qui n'appréciaient pas ses prétentions au trône de Suède. Cette initiative provoqua même une fronde violente de trois ans, menée par Mikołaj Zebrzydowski, le voïevode de Cracovie, qui voulait le détrôner. Catholique fervent et pilier de la Contre-Réforme, le roi avait aussi un faible pour l'Autriche, où il prit femme deux fois, ce qui le rendit suspect de tendance à l'absolutisme.

Ce règne fut surtout celui d'un acte qui devait marquer à jamais la division religieuse dans l'est de la République et qui a encore des conséquences au XXI<sup>e</sup> siècle. Le prosélytisme agressif de l'Église catholique inspira à Piotr Skarga, prédicateur jésuite enflammé devenu confesseur du roi, l'idée de parfaire l'Union politique de

Lublin, par une union religieuse qu'il voyait comme une conversion générale de la Lituanie historique au catholicisme.

Déjà précédemment, les évêques orthodoxes ne pouvaient siéger à la diète avec leurs homologues catholiques. Skarga en convainquit quelques-uns de solliciter une union: ils pourraient garder les textes en slavon, marier leurs prêtres, garder leur liturgie, mais reconnaîtraient l'autorité du pape. Deux synodes tenus à Brest-Litovsk, en 1595 et 1596, établirent la naissance d'une nouvelle Église, que l'on appela uniate. Très vite, il s'avéra que les Polonais n'étaient nullement prêts à laisser ces « catholiques grecs » pénétrer le sénat ou obtenir la moindre égalité politique. Jusqu'à la mort du roi, pendant trente-six ans, la République considéra qu'il n'y avait plus d'orthodoxes dans les terres biélorussiennes ou ukrainiennes. Cette « perfidie jésuite » provoqua aussitôt de graves révoltes de cosaques qui devaient ensuite, entre 1648 et 1656, sous l'impulsion de Bohdan Khmelnytsky\*, se transformer en guerre véritable où l'identité ukrainienne émergea, en se communiquant aux serfs.

Avant cela, entre 1598 et 1612, la mégalomanie entraîna la République dans l'aventure des faux Dimitri. On connaît l'histoire de Grichka Otrepiev, se faisant passer pour Dimitri, le fils d'Ivan IV échappé aux assassins soudoyés par Boris Godounov (voir *Le Temps des Troubles\**). Des magnats comme Jerzy Mniszech – qui poussa sa fille Maryna dans les bras des deux imposteurs – le roi lui-même, les jésuites et la noblesse crurent, de nouveau, à une union politique possible avec Moscou, avec conversion des orthodoxes. La gueuserie nobiliaire s'imaginait obtenir des domaines et, après l'occupation de Moscou, le roi crut pouvoir être tsar, surtout lorsque l'éphémère tsar Basile (Vassili) Chouïski fut traîné à Varsovie et exécuté. Le seul avantage de ce long et sanglant épisode fut le retour aux Polono-Lituanien de Smolensk et de Tchernigov (Tchernihiv) que le fils de Sigismond III, Ladislas (Władysław) IV, fit reconnaître par un traité en 1634. L'État retrouvait sa plus vaste expansion vers l'est.

Dès lors, l'illusion de la puissance et la réalité de la richesse engourdisent les esprits. Le principe de l'unanimité dans les diètes (*liberum veto*) paralyse les décisions. Aux idéaux humanistes succèdent des querelles provinciales. Une quiétude dangereuse amène à minimiser les périls. La Contre-Réforme est venue à bout des nombreux protestants et autres ariens. Ladislas IV a dû restaurer une hiérarchie orthodoxe en Lituanie à côté de l'uniate, pour la paix de la République. L'Église se croit « le rempart de la chrétienté », alors

qu'un catholicisme intolérant anime les « sarmates » qui se figent dans leur costume orientalisant, sabre au côté et crâne rasé. Leur littérature mêle le polonais et le latin dans des « macaronismes » très baroques où, derrière les récits héroïques, domine l'angoisse de la mort. En 1697, la diète trouve la polonisation assez forte pour supprimer la langue ruthène dans les actes lituaniens officiels. La *Metryka Ruska* disparaît.

L'immense soulèvement de Bohdan Khmelnytsky (1648-1656) (voir Cosaques zaporogues\*), le déferlement de l'armée suédoise que l'on appela le « déluge », les attaques turques et moldaves, rien ne fut épargné au règne de Jean Casimir II Vasa (1648-1668), qui finit par abdiquer et s'enfuir à Paris. Le roi Jean Sobieski (1674-1696) brilla dans toute l'Europe par l'appui qu'il fournit aux Autrichiens dans la défense de Vienne contre les Turcs (1683), mais ce lustre ne cacha pas les abandons territoriaux qu'il dut consentir aux Russes : en 1686, ceux-ci prirent définitivement pied à Kiev, où ils étaient depuis 1667, et, surtout, il dut reconnaître à Moscou le droit de protéger les orthodoxes de la République : Catherine II en ferait le motif d'une intervention et du premier partage de la République, un siècle plus tard.

En attendant cette frappe directe, la Russie profita pendant plus de soixante ans de l'inertie des institutions nobiliaires pour imposer son protectorat à deux rois saxons, Auguste II (1697-1733) et Auguste III (1733-1763), qui ne furent plus souverains que nominale. Les diètes, régulièrement annulées par le *liberum veto*, montraient l'inanité de la prétendue liberté nobiliaire. Les principes de fraternité et d'égalité nobiliaire étaient aussi creux et dépassés. La Russie les défendait pour pêcher en eau trouble et s'ériger en protectrice des « dissidents », les non-catholiques, comme les derniers protestants, victimes de violences à Thorn (Toruń) en 1724, ou pour dénoncer le constant expansionnisme de l'Église uniite aux dépens de l'orthodoxie, dans l'est de la République. Dans l'Église sclérosée, le seul espoir de renouveau était l'ordre des piaristes, dont provenait Stanislas (Stanisław) Konarski, le fondateur éclairé, en 1740, du *Collegium nobilium*. Toutefois, dans l'ensemble, l'attardement religieux fut vite perçu, en Occident, comme le « fanatisme catholique », tandis que la propagande russe ou prussienne répandait le stéréotype de l'« anarchie de Pologne ». Dans leurs belles résidences à l'architecture occidentale, les latifundiaires exploitaient les serfs avec une rigueur digne du colonialisme.

En 1764, Catherine II fit élire roi Stanislas-Auguste Poniatowski, son ancien amant, esthète raffiné, faible et manipulable. La noblesse se dressa contre lui, forma la Confédération de Bar, souvenir de l'ancienne « levée en masse », l'Ukraine connut un nouveau soulèvement identitaire et orthodoxe. Catherine orchestra une guerre européenne des philosophes où Voltaire la seconda, tandis que Rousseau offrait, au contraire, une constitution à la Pologne. La tsarine envoya ses « armées de paix » dans la République pour annexer l'est de la Lituanie historique – Vitebsk (Vitsiebsk) et Moguilev (Mahiliow) et imiter la Prusse et l'Autriche, qui en faisaient autant de leur côté. Ce premier partage date de 1772.

Pendant vingt ans, la République, dotée par les Russes d'un « conseil permanent » qui se substitua à la diète, put croire qu'elle se gérait encore seule. Une Commission de l'Éducation nationale créa un réseau d'écoles sur les restes laissés par la Compagnie de Jésus, abolie par le pape. Un projet de code rédigé par Andrzej Zamoyski annonçait des réformes profondes (1780). Entre 1788 et 1792, la Russie étant occupée par une guerre avec les Turcs, put se tenir une « diète de quatre ans » qui élaborait une constitution, certes bien moins progressiste que la française, mais témoignant d'un réel sursaut civique. Catherine cria que les jacobins étaient à Varsovie et envoya encore ses troupes. Le second partage de la République (1793) lui donna toute l'Ukraine, la Lituanie et la Biélorussie (Bélarus), c'est-à-dire la zone où elle prétendit que les paysans étaient restés orthodoxes et qu'elle appela « frères de race ». Ceux-ci n'eurent leurs premiers droits civiques qu'en 1905. Tadeusz Kościuszko crut pouvoir résister en une insurrection (1794), mais les voisins jugèrent, en 1795, qu'un dernier partage pouvait rayer la République de la carte de l'Europe. Une autre Pologne ne devait être restaurée que cent vingt-trois ans plus tard, en 1918. Des autres composantes de la République, seule une petite Lituanie réussit alors à renaître aussi. L'Ukraine et la Biélorussie ne devaient être libres qu'en 1991.

La survie mythique de la République des Deux Nations connut, jusqu'à aujourd'hui, des avatars surprenants. En 1803, le tsar Alexandre I<sup>er</sup>, tourmenté par la brutalité de sa grand-mère, érigea sa part du butin, c'est-à-dire toute l'aire de l'ancien Grand-Duché lituanien, en zone de culture polonaise et mit l'université qu'il créa à Vilna (Vilnius) à la tête du plus dense réseau scolaire de son empire. La polonisation de ces provinces n'avait jamais atteint ce

degré. En 1831, Nicolas I<sup>er</sup> mit fin à cette expérience, et la russification des « provinces de l'Ouest » commença. Elle était inachevée en 1917, car jamais le tsarisme ne parvint, malgré de grands efforts, à faire que la noblesse polonaise, qui possédait toujours d'immenses latifundia, les cédât à des nobles russes. La moitié des grands domaines resta polonaise jusque vers 1917-1920. Ni les Polonais ni les Russes ne reconnurent l'émergence des langues et des revendications ukrainiennes, lituaniennes ou biélorussiennes pendant cette période. Chacun d'eux les considérait comme des variantes proches de leur propre langue et culture.

### MÉMOIRE ET RÉSURGENCES

Le souvenir nostalgique de la République, entretenu à travers tout le XIX<sup>e</sup> siècle par les politiciens et intellectuels polonais émigrés en France, fut très présent dans les disputes de cartographes qui accompagnèrent les débats autour des Traités de Versailles et de Riga. L'attente du rétablissement de la frontière d'avant 1772 fut déçue, mais l'expulsion définitive des propriétaires terriens polonais des « Confins de l'Est » [*Kresy*] donna naissance à une littérature mémorielle douloureuse dans la Pologne de 1918-1939. Le réalisme politique de Józef Piłsudski et de Roman Dmowski dictait de se contenter des acquis de la guerre polono-bolchevique. À Moscou, on gardait une autre nostalgie : les acquis de Catherine II. Staline devait y revenir – et au-delà – à la faveur de la Seconde Guerre mondiale. Il agrandit alors de beaucoup son avancée vers l'Ouest et fit taire en Pologne, pendant quarante ans, toute nostalgie du passé nobiliaire ou du mythe des Confins.

La liberté recouvrée en 1989 ouvrit les vannes de ce refoulement. Livres et albums remirent en mémoire la présence polonaise de jadis dans les Confins de l'est, avec ses belles résidences et ses églises catholiques. Un tourisme mémoriel intense se développa, parfois source d'irritation pour les habitants ukrainiens ou lituaniens d'aujourd'hui. Plus fondamentalement, les universités polonaises se dotèrent d'Instituts de l'Est où, surtout à l'Université catholique de Lublin, siège de la fameuse Union de 1569, s'élabora un culte des Confins et une remise en honneur du sarmatisme. Ce système, qui avait détruit la République d'autrefois, est parfois présenté par certains comme le cœur de la polonité. La République, dit-on, a

inventé la liberté individuelle, l'égalité civique et la fraternité des peuples bien avant la France. Elle a ébauché l'Union européenne! Depuis 2015, l'arrivée des nationalistes du parti Droit et Justice (PiS) au pouvoir amplifie cette mégalomanie. Ce néo-sarmatisme, dérisoire dans un pays où, parmi les élites, l'élément nobiliaire est infime, élimine toute reconnaissance des tares passées et déteste que l'on compare le traitement des serfs des territoires ruthènes au traitement des esclaves dans les colonies occidentales. Balzac avait pourtant constaté, en 1847, que c'était le cas. On nie aussi trop souvent la difficile cohabitation avec les Juifs – plus nombreux dans ces confins que les Polonais – qui a abouti, pendant la Seconde Guerre mondiale, au drame des « terres de sang » (Snyder, 2012).

L'effrayante « politique historique » prônée par le PiS en Pologne est en train de réécrire le passé, de telle sorte qu'il sera encore longtemps impossible de juger sereinement ce que fut la République des Deux Nations. Comme, côté russe – où règne un récit historique différent, mais guère plus convaincant – la perte de la Lituanie et de l'Ukraine produit une haine et une agressivité inquiétantes, les territoires entre Russie et Pologne ne survivront que si le monde fait l'effort de les connaître.

**BIBLIOGRAPHIE**

BEAUVOIS, Daniel (2010), *La Pologne des origines à nos jours*, Paris: Seuil.

BEAUVOIS, Daniel (1977), *Lumières et société en Europe de l'Est: l'université de Vilna et les écoles polonaises de l'Empire russe, 1803-1832*, Paris: Honoré Champion.

BEAUVOIS, Daniel (2003), *Pouvoir russe et noblesse polonaise en Ukraine 1793-1830*, Paris: CNRS Éditions.

BEAUVOIS, Daniel (1986), *Le noble, le serf et le revizor. La noblesse polonaise entre le tsarisme et les masses ukrainiennes 1831-1863*, Paris: Éditions des archives contemporaines.

Beauvois, Daniel (1993), *La bataille de la terre en Ukraine (1863-1914): les Polonais et les conflits socio-ethniques*, Lille: Presses universitaires de Lille.

FROST, Robert (2015), *The Oxford History of Poland-Lithuania, vol.1, the Making of the Polish-lithuanian Union, 1385-1569*, Oxford: Oxford University Press.

PRZEZDZIECKI, Marek (2015), *Od Unii Lubelskiej do Unii Europejskiej* [De l'Union de Lublin à l'Union européenne], Łomża: Państw. Wyższa Szk. Informatyki i Przedsiębiorczości w Łomży.

SNYDER, Timothy (2012), *Terres de sang, l'Europe entre Hitler et Staline*, Paris: Gallimard.



## LA « NOUVELLE RUSSIE »

DENYS SHATALOV, ANDRII PORTNOV

**A**u printemps 2014, lors du mouvement séparatiste soutenu par la Fédération de Russie dans les régions du sud-est de l'Ukraine, principalement à Donetsk, Louhansk et Kharkiv, la notion de « Nouvelle Russie », ou « Novorossia » est devenue courante dans le discours public. Elle renvoyait à la revendication du « caractère russe » des régions ukrainiennes à dominante russo-phonie. Or, au cours des cent dernières années, ce terme a été utilisé dans un contexte différent, principalement par les historiens qui étudiaient l'histoire des steppes du nord de la mer Noire à la fin du XVIII<sup>e</sup>- début du XIX<sup>e</sup> siècles.

### LA « NOVOROSSIJA » SUR LA CARTE DE L'EMPIRE RUSSE

La « Nouvelle Russie » est un concept territorial (et non pas ethnique ou religieux) qui a émergé dans l'Empire russe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans le contexte de son expansion vers le sud et dans le cadre du « projet grec » de Catherine II et de son favori Grigori Potemkine. Cette « construction » comprenait le rivage nord de la mer Noire et la Crimée\* – c'est-à-dire principalement les steppes du sud de l'Ukraine actuelle. Ce territoire, connu pendant des siècles sous le nom de « Champ sauvage » [*Dikoe pole*], servait de zone de contact entre les cultures sédentaires et les cultures nomades, entre le christianisme et l'islam.

L'expansion de l'Empire russe vers le sud, jusqu'à la mer Noire, commença dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, mais connut un succès mitigé jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Lorsqu'en 1764, la province [*gubernija*] de Nouvelle Russie apparut pour la première fois sur la carte de l'Empire, la plupart des terres de la future « Nouvelle Russie » n'étaient pas encore intégrées.

Le 10 juillet 1774, le Traité de Koutchouk-Kaïnardji mit fin à la guerre russo-turque qui avait commencé en 1768. Ce traité accordait au khanat de Crimée l'indépendance vis-à-vis de l'Empire ottoman, et permettait aux Russes d'annexer des territoires situés entre le Dniepr et le Boug, ainsi que la ville de Kertch dans la péninsule de Crimée. En 1775, la *Sitch* des cosaques zaporogues\* fut liquidée. Conçu comme une opération militaire, cet évènement se déroula sans verser de sang et les terres précédemment possédées par les Zaporogues passèrent directement sous le contrôle de l'État russe. L'indépendance du khanat de Crimée ne dura pas longtemps non plus. En 1783, profitant d'une crise interne, Catherine II annexa la péninsule. Le khan Chahin Giray abdiqua, et le manifeste « Sur l'incorporation à l'État russe de la péninsule de Crimée, de l'île [*sic*] de Taman et de tout le pays du Kouban », signé à l'avance par l'impératrice, fut rendu public en Crimée. Puis, à la suite d'une autre guerre avec l'Empire ottoman, l'Empire russe prit le contrôle de l'ensemble de la côte septentrionale de la mer Noire. Le Traité de paix signé le 29 décembre 1791 à Jassy (Iași) légitima les acquisitions territoriales de la Russie. La frontière avec la Turquie était désormais établie le long des fleuves Dniestr et Kouban.

La Nouvelle Russie apparut sur les cartes de l'Empire russe au lendemain du 22 mars 1764, date de la signature par Catherine II du décret sur la création de la « province de Nouvelle Russie ». Cette réforme administrative était un des projets de l'« impératrice éclairée », qui était montée sur le trône peu de temps auparavant, le 28 juillet 1762, et qui était décidée à réformer son pays. À ce moment, il est encore trop tôt pour considérer la « Nouvelle Russie » comme un concept impérial abouti. La nouvelle province s'étendait sur les terres de l'Hetmanat cosaque (l'autonomie des cosaques ukrainiens) conquises au sud, et elle incluait les territoires de la Nouvelle Serbie, situés sur la rive droite du Dniepr, ainsi que le régiment cosaque des Slobodes. Son centre était la ville de Krementchoug (Krementchouk). Au début, la province de Nouvelle Russie était une entité militaire et administrative assez spécifique. Contrairement aux provinces « normales », elle n'était pas composée de districts, mais de régiments de colons [*poselennye polki*], constitués de hussards et de piquiers. Excepté l'entraînement militaire, les soldats recevaient des parcelles agricoles et ils devaient combiner le service militaire avec les travaux agricoles leur assurant leur propre subsistance. Le long de sa frontière sud, une ligne fortifiée fut construite pour

servir, comme toute la région, de zone tampon contre les attaques des nomades de Crimée.

La province de Nouvelle Russie ne dura pas longtemps sous cette forme. En 1775, une partie de son territoire fut intégrée dans la province d'Azov. En 1776, la Nouvelle Russie fut considérablement étendue au sud, au détriment des terres des Zaporogues. En 1783, l'entité territoriale portant le nom de « province de Nouvelle Russie » fut supprimée. Les régiments de colons furent transformés en unités de l'armée régulière et le territoire de la Nouvelle Russie fut placé sous l'autorité de la région de Ekaterinoslav. Cependant, malgré ces modifications administratives, ces terres continuèrent d'être administrées par Grigori Potemkine jusqu'en 1791.

Lorsque Paul I<sup>er</sup>, qui détestait sa mère, monta sur le trône, le nom de Catherine disparut de la carte administrative de l'Empire russe, et avec lui le toponyme de Ekaterinoslav. La ville fut rebaptisée *Novorossiisk* et la province de Nouvelle Russie fut rétablie, réunissant toutes les terres de la mer Noire appartenant à l'Empire russe, ainsi que la Crimée. Toutefois, en 1801, le nouvel empereur Alexandre I<sup>er</sup> rétablit le nom de Ekaterinoslav et créa trois provinces : celles de Nikolaïev (qui fut renommée une année plus tard « la province de Kherson »), de Ekaterinoslav et de Tauride.

En 1805, le duc de Richelieu, gouverneur d'Odessa, fut en même temps nommé gouverneur général de toute la région. Les provinces de Kherson, de Ekaterinoslav et de Tauride se retrouvèrent sous sa juridiction. En 1815, il fut remplacé dans cette fonction par un autre Français, le comte de Langeron, qui occupa ce poste jusqu'en 1823. Pourtant, c'est seulement le 23 mai 1822 que fut publié le décret sur la création de la province de Nouvelle Russie et de Bessarabie, dont Odessa était la ville principale. Pendant seize ans, les deux Français avaient gouverné une entité formellement inexistante. Cette histoire n'est pas la plus surprenante dans les annales de la politique impériale de la Russie.

Cette nouvelle entité comprenait non seulement les trois provinces susmentionnées, mais également celle de Bessarabie, créée en 1812 sur la rive gauche du Prout, sur le territoire annexé après la dernière guerre russo-turque. Cette entité exista jusqu'en 1874, année qui peut être considérée comme la fin du statut particulier de cette région. Désormais, toutes les provinces jouirent de statuts similaires, et le terme « Nouvelle Russie » ne survécut que dans le nom de l'Université impériale de Novorossiisk, ouverte à

Odessa en 1865, ainsi que dans les noms de certains journaux et organismes locaux.

### **IDÉOLOGIES ET PRATIQUES DE LA MAÎTRISE DE L'ESPACE**

Le nom même de « Nouvelle Russie » permet de comprendre l'importance idéologique de cette région. D'un côté, il s'agit d'une pratique habituelle des puissances coloniales européennes : au XVIII<sup>e</sup> siècle, de nombreuses « nouvelles » terres surgissent sur la carte du monde – de la Nouvelle-Zélande à la Nouvelle-Amsterdam. D'autre part, l'idée de la nouveauté de ces terres était très importante, non seulement car elles étaient fraîchement acquises, mais aussi, car elles n'avaient pas de passé.

Les colonies grecques fondées sur la côte septentrionale de la mer Noire durant l'Antiquité constituaient toutefois pour la Russie un passé reconnu, ou acceptable. La page suivante de l'histoire était l'époque impériale russe, car on ne pouvait pas reconnaître comme légitime un passé zaporogue ou tatar. Tant les cosaques zaporogues que les Tatars étaient considérés comme des barbares dont le mode de vie et les coutumes ne correspondaient en rien aux idéaux d'un « État éclairé ». Il est d'ailleurs significatif qu'après l'annexion des territoires du sud, on ajoutât à la titulature impériale russe le titre de « tsar de la Chersonèse taurique », ce qui était une référence directe à la tradition antique.

Comme la « Nouvelle Russie » était un territoire inconnu, le gouvernement y envoya plusieurs expéditions scientifiques à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans les années 1781-1782, une expédition fut organisée sous la direction de Vassili Zouïev afin d'étudier les steppes longeant le Dniepr jusqu'à Kherson. En février 1793, une autre expédition fut réalisée dans le sud sous la direction de Peter Simon Pallas, qui avait pour objet principal la Crimée. Toutefois, l'impératrice voulait voir ses acquisitions personnellement. En 1787, on organisa pour elle un voyage en Crimée de grande envergure : Catherine II voyagea accompagnée d'une grande suite et avec toutes les commodités. Partis de Kiev (Kyiv), les voyageurs descendirent le Dniepr en bateau et firent des arrêts à certains endroits clés. Grigori Potemkine, gouverneur de la région, accompagna l'impératrice. À Krementchoug, elle fut rejointe par l'empereur d'Autriche Joseph II, qui participa au voyage sous le nom de « comte de Falkenstein ». Les principales étapes furent Ekaterinoslav (l'impératrice et son



К. КАТЕРИНА II представляющая во славу Государства въ 1787 году, въ  
 походе своемъ и подвѣсно  
 съ императорскимъ Величествомъ Св. великой императорской  
 величавости Ея Велич. (супруги) и др.

CATHERINE II VOYAGRANT DANS SES ÉTATS EN 1787  
 Dedicé et Présenté à  
 Sa Majesté L'Impératrice de Russie la Catholique.  
 Par M. de Meys, le 20 Mars 1790. Chez M. de la Harpe, Libraire, Palais National, ci-devant des Arts, ci-après de la République, ci-devant de la Nation, ci-après de la Liberté, ci-devant de la Loi, ci-après de la Patrie, ci-devant de la Nation, ci-après de la République, ci-devant de la Nation, ci-après de la Liberté, ci-devant de la Loi, ci-après de la Patrie.

Ferdinand De Meys, « Catherine II voyageant dans ses États en 1787 », allégorie. Musée de l'Ermitage (copie gravée par Jean-Jacques Avril en 1790).

entourage posèrent ici les fondements d'une énorme cathédrale orthodoxe, qui était censée devenir l'église principale de la ville) et Kherson. Le voyage se termina en Crimée.

Les conquêtes de la Russie sur le littoral de la mer Noire mirent le « projet grec » à l'ordre du jour. Si le « projet grec » ne consistait pas en un transfert de la capitale impériale russe à Constantinople, comme le suggérait Voltaire dans ses lettres à Catherine II, il envisageait tout de même la transformation du cœur de l'Empire ottoman, libéré des Turcs, en un nouvel Empire byzantin, partenaire de la Russie. Catherine voyait son petit-fils Constantin (né en 1779) sur le trône à Constantinople, alors que son autre petit-fils, Alexandre (né en 1777), monterait sur le trône à Saint-Pétersbourg. Quant aux descendants de Constantin, ils renonceraient à tout jamais au trône russe. Ainsi, le « projet grec », partant de l'idée

d'une continuité historique complexe entre Byzance et la Russie, développait l'utopie d'une union fraternelle des deux empires sur la base de l'identification orthodoxe commune.

Le « projet grec » orientait ainsi l'Empire russe vers le sud. La mer Noire et la Crimée étaient attrayantes non seulement grâce à son climat qui faisait que, comme disait Catherine, « tous les arbres fruitiers, sans exception, poussent ici à l'air libre », mais il permettait également à la Russie d'avoir sur son territoire des monuments antiques et de posséder les terres où était né le christianisme russe. En effet, c'est en 988, à Cherson, dont les vestiges sont encore visibles près de Sébastopol, que le prince Vladimir (Volodymyr) de Kiev s'était converti au christianisme.

Ainsi, Grigori Potemkine, dont l'ascension a lieu précisément au milieu des années 1770, a joué un rôle décisif dans le « tournant vers le sud » de la Russie. Celui qui fut le plus « durable » des nombreux favoris de Catherine devint une légende de son vivant déjà. Ni l'impératrice ni le Sénat n'intervenaient dans sa politique. Jouissant d'un pouvoir illimité, il n'en faisait qu'à sa tête et nourrissait de nombreux projets, certains des plus audacieux. En 1775, Potemkine fut nommé gouverneur général des provinces nouvellement créées d'Azov et de Novorossiisk. « L'artisan de la domination russe en mer Noire » représentait personnellement l'Empire russe dans le sud. Là, au milieu des steppes monotones et désertes, apparurent des villes et des colonies étrangères. En effet, à l'exception de la Crimée, ces nouvelles terres étaient pratiquement désertes. Quelques villages et hameaux étaient dispersés sur l'ancien territoire zaporogue, les Nogaiïs nomadisaient près de la côte de la mer d'Azov et on rencontrait de petites colonies ottomanes sur les rives de la mer Noire. C'était clairement insuffisant pour une vaste région aussi fertile.

Pour peupler la région, plusieurs flux de peuplement furent mis en place. Le gouvernement distribuait et vendait activement les terres à de hauts dignitaires et à la noblesse moyenne. La condition principale pour les obtenir consistait en l'obligation de les peupler. Les nouveaux propriétaires y transféraient les paysans de leurs propriétés russes et ukrainiennes. Des paysans d'État, anciens cosaques ukrainiens, s'installaient dans ces territoires inoccupés. Des serfs ayant fui leur seigneur y trouvaient également refuge – on s'intéressait peu aux documents des nouveaux arrivants dans cette région en manque de main-d'œuvre. Les colons étrangers étaient

également vivement encouragés à s'installer dans la région. Déjà en 1751, du temps de l'impératrice Élisabeth, la Nouvelle Serbie [*Novaja Serbija*] puis la Serbie slave [*Slavjanoserbija*] avait été créées sur la rive droite du Dniepr et sur la rive sud du Severski Donets. Il s'agissait de colonies militaires et administratives, des régiments de colons formés d'immigrants venus des terres slaves et valaques des Empires ottoman et autrichien. En 1764, ces formations furent dissoutes et leurs terres furent intégrées à la province de Novorossiisk. Pendant toute cette période, l'immigration de ressortissants de la péninsule balkanique se poursuivit. Un grand nombre d'immigrés de Bulgarie et de Valachie s'installèrent ainsi dans la région d'Odessa.

L'immigration de colons d'origine allemande, principalement luthériens et mennonites, commença dès les années 1760. Les ambassadeurs russes diffusaient les manifestes de l'impératrice sur les terres allemandes. Les nouveaux colons se voyaient promettre des terres, des privilèges et des fonds pour s'installer. Au milieu des steppes de la mer Noire, à côté des noms traditionnels slaves apparurent des colonies portant les noms de Werder, Darmstadt, Marienfeld, Neu Jamburg, Lutsdorf, Kaiserdorf, Tiergart, Lufwigstahl. Des parcelles de terre furent également octroyées aux colons suédois de l'île de Dago. Leur exemple montre bien les difficultés de la colonisation : sur 1200 immigrants, un peu plus de 500 seulement arrivèrent sur place. Les autres moururent en route de la faim et des épidémies. Arrivés en mai 1782, les colons suédois ne trouvèrent ni les maisons qui leur avaient été promises ni les moyens de les construire. Selon les archives de l'année 1783, le village qu'ils fondèrent ne comptait que 135 personnes.

Par ailleurs, après avoir signé la paix de Koutchouk-Kaïnardji, les autorités russes expulsèrent de l'ancien territoire du khanat de Crimée environ 30 000 Grecs et Arméniens. Il s'agissait d'une part d'affaiblir le khanat, et de l'autre de transférer des ressources humaines pour le développement du littoral de la mer d'Azov. En 1779, les colons grecs fondèrent la ville de Marioupol, qui est aujourd'hui la plus grande ville ukrainienne sur la côte d'Azov. Quant aux Arméniens, ils s'installèrent sur le cours inférieur du Don.

La création de colonies agricoles juives est une autre particularité de la colonisation de la région de la mer Noire, qui faisait partie de la « zone de résidence », créée en 1791 par le pouvoir impérial

russe et dans laquelle la population juive était cantonnée. Les Juifs avaient donc le droit de s'y installer librement. En décembre 1804, Alexandre I<sup>er</sup> les autorisa à acheter des terres pour créer des colonies agricoles, et c'est ainsi que la catégorie d'agriculteur juif fut introduite dans le droit russe. D'une part, cela permettait d'attirer une population supplémentaire pour le développement de la région. D'autre part, la haute bureaucratie impériale s'imaginait que les Juifs initiés à l'agriculture pourraient adopter « un mode de vie normal ». Les premières colonies, fondées par des immigrants de la région de Moguilev (Mahiliow), apparurent dès 1808. En 1900, l'Empire russe comptait ainsi environ 100 000 colons juifs.

Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on observe un intense développement urbain dans cette région, quasi déserte auparavant. Les villes de la région furent construites conformément aux projets des autorités, mais le résultat ne fut pas toujours conforme aux attentes. Par exemple, Ekaterinoslav, prévue comme centre de toute la région de Novorossiisk et presque comme la capitale du sud de l'Empire, devait être construite au bord de la rivière Kiltchen. Cependant, l'endroit s'avéra très mal choisi et la construction de la ville, commencée en 1776, fut complètement arrêtée en 1782. En 1787, Ekaterinoslav fut déplacée sur la rive droite du Dniepr, là où la ville existe aujourd'hui sous le nom de Dnipro, devenu un des centres industriels et commerciaux d'Ukraine.

D'autres villes importantes furent fondées durant cette période. Kherson, dont le nom renvoie au passé antique de la région et au « projet grec », est édifiée en 1778 à l'embouchure du Dniepr, et Nikolaïev (Mykolaïv) est bâtie en 1789 sur l'estuaire du Boug. Les deux villes furent planifiées comme des ports importants dotés de chantiers navals militaires. Simferopol (1783) et Sébastopol (1784) furent fondées en Crimée et servirent également de bases navales à la flotte de la mer Noire. Cependant, toutes les villes de la Nouvelle Russie ne connurent pas le même développement – par exemple, Voznesensk, fondée en 1795 et qui aurait dû devenir un centre important, demeura une petite ville sans importance pendant toute la période impériale et n'acquies le statut de ville qu'en 1938.

Odessa occupe une place particulière parmi les villes de Nouvelle Russie. En septembre 1789, les troupes russes prirent d'assaut la forteresse ottomane de Khadjibey. Après le rattachement de ces terres à la Russie selon le Traité de Jassy, émergea l'idée d'y créer un port. Catherine II signa le 27 mai 1794 le rescrit ordonnant

la construction de la ville d'Odessa, dont le nom se référerait à une ancienne ville grecque. Cependant, l'existence d'Odessa fut bientôt menacée. À la mort de Catherine II, l'amiral José de Ribas, administrateur principal du port et de la ville fut destitué de ses fonctions, ainsi que l'architecte François de Wollant, un des auteurs du projet de la ville. Le financement du projet fut suspendu. Le port resta inachevé et la ville se trouvait à l'agonie. Le « salut » d'Odessa serait dû à un fait anecdotique : persuadé qu'un port permettrait le développement de la ville, un des magistrats municipaux demanda en 1800 à l'empereur Paul I<sup>er</sup> d'accorder un prêt et une série d'avantages à Odessa. La demande fut accompagnée d'un cadeau sous la forme de 3000 oranges importées de Grèce, fruits tout à fait exotiques pour les habitants de l'Empire. L'autocrate se montra favorable à la demande. Cela marqua le début du développement rapide de la ville. En 2004, un « Monument à l'orange qui sauva Odessa » a d'ailleurs été inauguré dans le centre de la ville.

La croissance de la ville et sa transformation en chef-lieu le plus important du sud de la Russie sont étroitement liées à l'action de quelques Français passés au service de l'Empire russe. En 1803, Armand-Emmanuel du Plessis de Richelieu, monarchiste et émigré français passé au service de la Russie en 1790, fut nommé gouverneur d'Odessa. C'est lui qui initia le développement de l'ensemble de l'infrastructure urbaine. En 1815, Richelieu prit la tête du gouvernement de la Seconde Restauration. Alexandre-Louis Andrault de Langeron, un autre émigré qui avait reçu la citoyenneté russe, lui succéda. Sous sa direction, Odessa obtint le statut de port franc et devint le principal port russe de la mer Noire. Il en résulta une importante augmentation de la population : d'un peu plus de 4000 habitants en 1799 à 60 000 en 1820. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Odessa était la quatrième ville de l'Empire russe, avec environ 400 000 habitants. Odessa, qui est aujourd'hui la troisième plus grande ville d'Ukraine avec un million d'habitants, conserve les traces de cette présence française. On peut citer le quartier Langeron dans le centre historique, mais aussi le boulevard de Richelieu et le boulevard Français. La statue du duc de Richelieu est d'ailleurs un des symboles de la ville.

Enfin, la forte proportion de Juifs était un trait notable de la vie urbaine du sud de l'Ukraine au sein de l'Empire russe. En 1914, les Juifs représentaient 3,1% de la population de l'Empire, et 11,6% de la population de la « zone de résidence ». Enfin, dans la plupart



Statue du duc de Richelieu à Odessa par Ivan Martos (1828). © Haidamac.

des grandes villes de la « zone de résidence », les Juifs représentaient au moins 30% de la population. Dans l'Empire russe, les Juifs étaient les personnes les plus urbanisées et les plus alphabétisées.

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la région connut un essor économique et devint l'un des principaux centres industriels de l'Empire russe. En 1881, l'exploitation des minerais de fer commença à la périphérie de la ville de Krivoï Rog (Kryvyi Rih), aujourd'hui une ville de presque 700 000 habitants). En 1868, John Hughes, ingénieur et inventeur gallois acquit une concession pour construire une usine de fonte et une fabrique de rails dans un lieu désert et pratiquement inhabité situé à l'est de la province de Ekaterinoslav, où il fonda The New Russia Company Ltd., enregistrée à Londres. Ainsi commença l'histoire de Louzovka (phonétiquement « la ville de Hugues ») – la future Donetsk. En 1884, une ligne de chemin de fer fut inaugurée, reliant Ekaterinoslav et Krivoï Rog à la région houillère du Donets. En 1900, la région extrayait 57,6% du minerai de fer, et produisait 51,7% de la fonte et 53,7% des produits métallurgiques de l'Empire russe.

### **LE MYTHE DE LA «NOUVELLE RUSSIE» AU XX<sup>e</sup> ET AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLES**

Grâce à ce développement économique rapide, la colonisation du sud et de l'est de l'Ukraine actuelle se poursuivit rapidement. Quant au « projet grec » et à ses dérivés, ils se retrouvèrent relégués au second plan. Par ailleurs, bien que le flux de colonisation ait eu plusieurs origines, et malgré l'hétérogénéité ethnique des colons, les paysans ukrainiens constituaient toujours la majorité de la population dans la région. Les villes étaient en revanche majoritairement russophones et les populations russe et juive prédominaient.

Cette circonstance joua un rôle important lors des événements révolutionnaires de 1917-1921. La majorité absolue des territoires (hormis la péninsule de Crimée) fut intégrée dans les deux principales constructions politiques ukrainiennes de ces années, à savoir la République populaire ukrainienne, d'orientation socialiste, et l'État ukrainien conservateur de l'hetman Pavlo Skoropadsky. C'est néanmoins dans les steppes de la région de la mer Noire que le pouvoir fut le plus disputé, changeant plus de vingt fois de main en 1918 et 1919. Dans les divers projets politiques formulés durant cette période, le concept de « Nouvelle Russie » n'était pas très populaire, sauf au sein d'une partie du mouvement conservateur

monarchiste russe. En 1919, à Odessa, alors sous contrôle du général blanc Anton Denikine, l'ethnographe Nikolai Moguilianski publia une brochure intitulée *Le passé et le présent de la Nouvelle Russie [Prošloe i nastojaščee Novorossii]*, dans laquelle il écrivait :

La population de la Nouvelle Russie est issue [...] d'un processus de colonisation multiethnique. Face aux contraintes naturelles de la steppe et à de nouvelles conditions de travail, cette population s'adapta rapidement et perdit ses caractéristiques nationales, pour se reconnaître comme des habitants de la Nouvelle Russie et des fils de la Grande-Russie unie.

Les bolcheviks, en définitive vainqueurs de ces séquences de guerre civile, ne partageaient pas ce point de vue et ils n'utilisèrent le concept de « Nouvelle Russie » ni sur le plan administratif, ni sur le plan idéologique. Le nord de la mer Noire et le Donbass (bassin du Donets) furent intégrés à l'Ukraine soviétique tandis que la péninsule de Crimée devint une région au sein de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR). Néanmoins, cela fut précédé par une tentative de créer la « République soviétique du Donets et de Krivoï Rog ». En août 1917 en effet, la région du Donets et de Krivoï Rog comptait plus de 16 000 des 21 719 bolcheviks de toute l'Ukraine, soit 67 %. De facto, ils formaient une organisation régionale du Parti bolchevique russe. Ce sont ces bolcheviks locaux qui proclamèrent la République soviétique du Donets et de Krivoï Rog lors du quatrième Congrès régional des soviets des députés ouvriers en février 1918 à Kharkov (Kharkiv). Le territoire de cette république proclamée s'étendait sur une grande partie des provinces de Ekaterinoslav et de Kharkov et sur les zones industrielles de la région russe du Don. Il s'agissait de préserver le pouvoir soviétique dans le Donbass dans la perspective d'une paix entre le gouvernement socialiste ukrainien à Kiev et les puissances centrales, telle qu'elle se négociait alors à Brest-Litovsk. Cette République soviétique du Donets et de Krivoï Rog déclara adhérer à la RSFSR et, face à l'offensive allemande en mars 1918, elle prétendit qu'elle ne faisait pas partie de l'Ukraine et n'était pas concernée par le Traité de paix de Brest-Litovsk. Cette déclaration n'eut toutefois aucun effet.

Après l'instauration définitive du pouvoir soviétique, Lénine privilégia clairement dans la construction de l'État le principe

national et territorial par rapport à des considérations purement économiques. Le dirigeant bolchevique affirmait que la perte par l'Ukraine de ses grands centres industriels affaiblirait objectivement la base de la dictature du prolétariat en République soviétique d'Ukraine et ne contribuerait nullement à la résolution des questions nationales et paysannes. En mars 1918, au deuxième Congrès pan-ukrainien des soviets, l'Ukraine fut déclarée République soviétique indépendante, tout en gardant les relations précédemment établies avec la Russie soviétique. En même temps, les dirigeants de la République soviétique du Donets et de Krivoï Rog annoncèrent (sous la pression de Petrograd) son intégration à la République soviétique d'Ukraine, tout en exprimant l'espoir qu'un jour, toutes les Républiques soviétiques «fusionneraient en une fédération socialiste mondiale».

L'annexion de la Crimée par la Russie et le début du conflit armé dans le Donbass durant l'hiver-printemps 2014 furent les catalyseurs de nouveaux jeux idéologiques autour du concept de «Nouvelle Russie». Toutefois, les références à l'idée impériale de «Nouvelle Russie» de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle s'avèrent moins importantes que les prétentions politiques à une orientation pro-russe de cette région d'Ukraine. Il est intéressant d'évoquer dans ce contexte une déclaration du président russe Vladimir Poutine concernant le sud-est de l'Ukraine, faite le 17 avril 2014 :

En utilisant la terminologie tsariste, je veux dire que ce n'est pas l'Ukraine, c'est la Nouvelle Russie. Toutes ces villes de Kharkov, Donetsk, Lougansk, Kherson, Nikolaev et Odessa ne faisaient pas partie de l'Ukraine à l'époque tsariste. Elles ont été rattachées à l'Ukraine plus tard.

L'absence de Dniepropetrovsk (Dnipro) dans la liste proposée, ainsi que la présence de Kharkiv, qui n'a jamais fait partie de la Nouvelle Russie «historique», démontrent que la tentative de légitimation historique ne résiste pas à la critique.

Poutine semble avoir été l'un des principaux inspirateurs du «projet de Nouvelle Russie». Le 13 mai 2014, un mois après son discours, le «Parti de la Nouvelle Russie» a été créé à Donetsk, et le 24 mai, les «républiques populaires» autoproclamées de Donetsk (*DNR*) et de Lougansk (*LNR*) ont signé un accord sur la création de l'«Union des républiques populaires de Nouvelle Russie», fondée

sur une base confédérale. En tant que « programme maximum », les partisans de ce projet prévoyaient la réunion dans leur confédération de toutes les régions russophones de l'Ukraine. Cependant, ces plans ne furent pas sanctionnés par les succès militaires de la *DNR* et de la *LNR*, directement soutenues par l'armée russe. Les leaders de la « Nouvelle Russie » ont trouvé une consolation dans un certain activisme étatique, en adoptant un drapeau, une constitution, etc. Cependant, ces activités ont perdu tout leur sens en janvier 2015 après l'adoption des accords de Minsk-2 qui ne prévoyaient plus la création de la « Nouvelle Russie ». Dès lors, en mai 2015, les dirigeants du mouvement – Alexander Kofman, « ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Donetsk », et Oleg Tsarev, « président du Parlement de la Nouvelle Russie », – ont annoncé la fin du projet pour une durée indéterminée.

*Traduit du russe par Olga Fioretti*

#### **BIBLIOGRAPHIE**

HERLIHY Patricia (1991), *Odessa : A History, 1794-1914*, Cambridge (MA) : Harvard University Press.

KUROMIYA Hiroaki (1998), *Freedom and Terror in the Donbass. A Russian-Ukrainian Borderland, 1870s-1990s*, New York / Cambridge : Cambridge University Press.

POLIŠČUK Matvej (2002), *Evrei Odessy i Novorossii. Social'no-političeskaja istorija evreev Odessy i drugih gorodov Novorossii 1881-1904* [Les Juifs d'Odessa et de la Nouvelle Russie. Histoire sociopolitique des Juifs d'Odessa et d'autres villes de la Nouvelle Russie 1881-1904], Jérusalem / Moscou : Mosty Kul'tury.

TURČENKO Galina, TURČENKO, Fedor (2015), *Proekt « Novorossija » 1764-2014. Jubilej na krovi* [Le Projet de « Nouvelle Russie » 1764-2014. Un anniversaire sanglant], Zaporojié : ZNU.

ŠANDRA Valentyna (2005), *General-gubernatorstva v Ukraïni: XIX – počatok XX stolittja* [Les gouvernements généraux en Ukraine, fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> ss.], Kyiv : Instytut istoriï Ukraïni.

ŠUBIN Aleksandr (2015), *Istorija Novorossii* [Histoire de la Nouvelle Russie], Moscou : OlmaMediaGrupp/Prosveščenie.

# LA CRIMÉE

KORINE AMACHER

La Crimée, petite péninsule du sud de l'Ukraine qui s'avance dans la mer Noire, rattachée au continent par l'étroit isthme de Perekop, a été le foyer de nombreux peuples et une terre de tout temps convoitée par ses voisins. Intégrée au monde gréco-romain, puis byzantin, ouverte par le nord aux peuples nomades des steppes, puis conquise par les Mongols au XIII<sup>e</sup> siècle, la Crimée est devenue un important État tatar au début du XV<sup>e</sup> siècle, avant d'être annexée par l'Empire russe en 1783. Elle a ensuite partagé le destin de la Russie impériale, puis celui de l'URSS. Après avoir fait partie de l'Ukraine depuis l'indépendance de cette dernière en 1991, elle est intégrée à la Russie en 2014 après un référendum non reconnu par la majorité de la communauté internationale. Aujourd'hui, la Crimée est un territoire disputé. Elle est aussi un lieu de mémoire.

## DE LA TAURIDE À LA HORDE D'OR

Durant l'Antiquité, la Crimée porte le nom de Tauride, du nom de ses habitants, les Taures, qui résident dans la partie méridionale de la péninsule. Plus au nord, les régions steppiques sont ouvertes aux peuples nomades, alors que dès le VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C., des colonies grecques sont fondées sur les côtes de la Crimée : Théodosie au sud-est, puis Chersonèse (ou Cherson) au sud-ouest. Entre le III<sup>e</sup> siècle et le I<sup>er</sup> siècle avant J.-C., la région passe sous le contrôle du royaume hellénistique du Pont puis sous protectorat romain. Le sud de la péninsule demeure longtemps gréco-romaine, puis passe au VI<sup>e</sup> siècle sous le contrôle byzantin. Les relations entre les pouvoirs gréco-romain puis byzantin et les différents peuples nomades qui, jusqu'au XII<sup>e</sup> siècle, se succèdent dans le reste de la péninsule, sont complexes, faites d'alliances et de conflits. Après la

prise de Constantinople par les Croisés en 1204, le sud de la Crimée dépend de l'Empire de Trébizonde, jusqu'à ce que la Crimée soit conquise par les Mongols en 1238-1239. La Horde d'Or, cet État né du partage de l'Empire mongol, domine désormais un immense territoire en Europe orientale, dont la Crimée. La domination mongole n'empêche toutefois pas l'installation de colonies vénitiennes et génoises au XIII<sup>e</sup> siècle au sud de la péninsule. En 1380, le chef mongol Mamaï, vaincu lors de la bataille de Koulikovo, près du Don, par le grand-prince de Moscou Dimitri, puis peu après par Tokhtamych, khan de la Horde Blanche, est assassiné par des commerçants génois en Crimée, où il s'est réfugié. Le morcellement de la Horde d'Or, affaiblie par des conflits internes, semble dès lors inéluctable, et au XV<sup>e</sup> siècle, trois États revendiquant leur indépendance et dirigés par des princes gengiskhanides sont créés sur son territoire : les khanats de Crimée (1428-1430), de Kazan (1438) et d'Astrakhan (1466).

#### **LE KHANAT DE CRIMÉE SOUS « PROTECTION » OTTOMANE**

Le khanat de Crimée, dont le pouvoir s'exerce sur les hordes nomades du nord et de l'est de la mer Noire, maîtrise le nord de la péninsule. Au sud de celle-ci, les Génois se maintiennent en payant un tribut aux Tatars. Toutefois, en 1475, les Turcs ottomans, maîtres de Constantinople depuis 1453, débarquent en Crimée, détruisent les colonies génoises, mettant ainsi fin à deux siècles de présence italienne en Crimée, et placent le khanat sous leur protectorat. Quant à la Horde d'Or, qui n'est plus que l'ombre d'elle-même, elle disparaît en 1502 lorsque les Tatars de Crimée prennent Sarai, sa capitale, et la détruisent.

Le khanat de Crimée a dorénavant deux voisins puissants : l'Empire ottoman d'une part, qui le protège certes, mais qui se mêle de ses affaires intérieures, et auquel les Tatars doivent apporter leur concours militaire. C'est aussi le sultan qui accorde l'investiture aux khans, qui tenteront plusieurs fois de s'affranchir de cette tutelle ; la Moscovie d'autre part, avec laquelle le khanat de Crimée se dispute les anciens territoires de la Horde d'Or. Les khanats de Kazan et d'Astrakhan sont finalement conquis par le tsar Ivan IV dit le Terrible en 1552 et 1556, et malgré un raid dévastateur mené par le khan de Crimée contre Moscou en 1571, la Volga reste définitivement aux mains des Russes.

Les Tatars de Crimée sont néanmoins redoutables dans les steppes d'Ukraine, où ils se heurtent aux cosaques des confins polonais et russes: en 1637, les cosaques du Don occupent la forteresse ottomane d'Azov, près de l'embouchure du Don, que les Tatars reprennent en 1641 au nom du sultan. Quant aux cosaques zaporogues\*, installés le long du cours du Dniepr, ils mènent de leur propre chef des raids contre les Tatars et les Ottomans. Si la République polono-lituanienne\* veut contrôler les cosaques zaporogues afin d'éviter une guerre avec les Ottomans, elle sollicite néanmoins leur aide: en 1621, à Khotyn (Ukraine actuelle), les cosaques contribuent à la victoire polonaise contre les Tatars et les Ottomans. Souvent ennemis des Tatars, les cosaques zaporogues n'hésitent pourtant pas à changer leurs alliances. Lorsque, dirigés par Bohdan Khmelnytsky\*, ils déclenchent une immense révolte antipolonaise en 1648, c'est grâce à leur alliance avec les Tatars qu'ils obtiennent tout d'abord des succès importants. Mais cette entente est fragile, et en 1654, Khmelnytsky se place finalement sous la protection de la Moscovie. Au terme d'une longue guerre impliquant Russes, Polonais, Tatars et Ottomans, l'Ukraine est «partagée» en 1667 à Androusovo: rive droite du Dniepr à la Pologne-Lituanie, rive gauche à la Moscovie.

Ces événements sont fondamentaux pour les Tatars de Crimée. En effet, la Moscovie, qui détient des garnisons non loin des frontières du khanat, convoite les rives de la mer Noire. La pression russe ne cessera désormais plus. En paix avec la Pologne, Moscou a rallié la coalition européenne contre l'Empire ottoman et, en 1687, les Russes envahissent brièvement le khanat avec le soutien des cosaques zaporogues. L'affaiblissement de la Sublime Porte, conséquence de ses défaites contre la coalition européenne (Traité de Karlowitz en 1699 et de Constantinople en 1700), signe aussi celui du khanat de Crimée, confronté à la puissance grandissante de la Moscovie. Si le protectorat ottoman est confirmé après la guerre austro-russo-turque de 1736-1739, les Russes occupent la Crimée durant la guerre russo-turque de 1768-1774 et imposent l'indépendance du khanat à l'Empire ottoman. Cette indépendance ne marque en réalité que le passage d'un protectorat à un autre: en 1778, Catherine II fait déporter environ 31 000 Grecs et Arméniens de Crimée. Cette décision, étonnante à première vue, affaiblit le khanat, au sein duquel les Grecs et les Arméniens jouaient un rôle économique central. De plus, elle permet de peupler les territoires

gagnés à la suite de la guerre russo-turque : les colons grecs fonderont la ville de Marioupol, alors que les Arméniens s'installeront près de Rostov, sur le Don. Peu après, en 1783, bafouant les clauses du Traité de Koutchouk-Kaïnardji (1774) signé avec l'Empire ottoman, la Russie annexe formellement la Crimée. La volonté russe d'accéder aux terres fertiles du sud et à la mer Noire est accomplie, et le destin de la péninsule a définitivement basculé.

### **LA CRIMÉE DANS L'EMPIRE RUSSE**

Catherine la Grande n'éprouve guère de difficultés à justifier cette annexion. Tout d'abord, il s'agit en quelque sorte d'un trophée de guerre. En effet, comme elle l'écrit dans son manifeste publié en 1783, la victoire sur la Porte ottomane « nous a donné le droit de conserver la Crimée ». Par ailleurs, elle estime que les Tatars n'ont pas su faire bon usage de la liberté et de l'indépendance accordées par la Russie quelques années auparavant. Il régnait, dit-elle, une agitation incessante aux frontières de l'Empire russe, ce qui rendait la sécurisation de la région très coûteuse. Enfin, l'impératrice en est persuadée : l'annexion de la Crimée profitera à sa population qui pourra enfin vivre en paix au sein de l'Empire russe.

S'il est permis de douter que la population tatare partage l'opinion de l'impératrice russe, l'annexion de la Crimée revêt en tout état de cause un caractère symbolique majeur pour la Russie. En effet, l'appartenance de la péninsule au monde gréco-romain lui permet de revendiquer une partie de ce prestigieux héritage. Une lettre de la tsarine, envoyée en 1785 au prince de Ligne, qui l'accompagna durant son fameux voyage de Crimée en 1787, illustre la façon dont elle perçoit sa nouvelle conquête territoriale :

Il y aurait du plaisir vraiment à être déesse si vous étiez Chancelier de l'Olympe. La Russie Blanche et la Tauride sont ma chose, je les ai données à la Russie. J'y distribue des terres à ceux qui m'ont bien servi et à mes amis aussi; [...] j'ai ordonné au Maréchal Prince Potemkin, Gouverneur de la Province, de vous mettre en possession de l'endroit où Iphigénie desservait le Temple de Diane en Tauride. (Schiltz, 2010)

Aux yeux de l'impératrice russe, le passé tatar de la Crimée n'existe plus. Seul compte le passé gréco-romain, dans lequel la

Russie est désormais englobé. La Crimée sera d'ailleurs nommée, en 1802, « province [*gubernija*] de Tauride », à laquelle on intègre des territoires de l'Ukraine méridionale.

Monde antique, monde byzantin aussi, puisque l'annexion de la péninsule s'insère également dans le fameux « projet grec » de l'impératrice. Ce projet, dont le but était la résurrection d'un Empire byzantin orthodoxe, dont un tsar russe serait le souverain, ne sera jamais réalisé. Il en reste toutefois de nombreuses traces dans la toponymie de certaines villes qui, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, prennent – ou retrouvent, lorsqu'elles existaient déjà – des noms grecs, tant en Crimée que dans les régions avoisinantes prises aux Ottomans et aux Tatars de Crimée. Sébastopol signifie « cité majestueuse (ou impériale) » en grec, alors qu'Odessa est nommée d'après le nom d'une ancienne petite localité grecque située non loin, Odessos, dont le nom est féminisé par Catherine II pour l'occasion. On peut encore mentionner Kherson, appelée ainsi en l'honneur de l'antique Chersonèse, même si le nouveau port ne correspond pas à la topographie ancienne, mais aussi Marioupol, Nikopol, Simferopol, Evpatoria, Ovidiopol, Tiraspol... Si Constantinople ne sera jamais russe, le port de Sébastopol, qui marque les débuts de la flotte de la mer Noire, constitue désormais un avant-poste menaçant face à l'Empire ottoman.

Après l'annexion de la Crimée, les structures politiques, militaires et administratives du khanat sont supprimées, mais le pouvoir tsariste garantit le statut de la noblesse tatare, et il accorde aux oulémas une instance de représentation, le Conseil spirituel musulman, qui veille sur la vie religieuse de ses fidèles. L'exode des Tatars, qui commence dès 1783, perdurera jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, soumis à la pression de la colonisation – slave pour l'essentiel, mais aussi étrangère –, à des vexations diverses, à la politique de russification, et profitant peu de l'industrialisation croissante de la région dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les Tatars émigrent par vagues successives, essentiellement dans l'Empire ottoman. Si après la guerre de Crimée (1854-1856), la population tatare représente encore le 50 % de la population de la péninsule, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle n'en forme plus que le tiers. La Crimée est devenue une terre majoritairement slave. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, elle est aussi un lieu de villégiature privilégié par la famille impériale et l'aristocratie russe, qui aime venir se reposer dans les palais qu'elle se fait construire aux alentours de Yalta.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la Crimée est emportée dans le destin tumultueux de l'Empire russe : Révolution de 1905, Première Guerre mondiale, Révolutions de février et d'octobre 1917, guerre civile. C'est aussi l'occasion pour les Tatars de Crimée, au lendemain de la Révolution de février, de former un Comité exécutif provisoire musulman représentant leurs intérêts, puis, à la veille d'Octobre, de créer leur première assemblée politique, le *Kouroultai*, et au lendemain d'Octobre, une éphémère République populaire de Crimée. Dès avril 1918, en vertu du Traité de Brest-Litovsk signé en février, les Allemands pénètrent en Ukraine, d'où ils délogent les bolcheviks. Ils font de même en Crimée, où les bolcheviks avaient pris le pouvoir en janvier, mais ils sont défaits en novembre 1918. La Crimée est déchirée par la guerre civile, jusqu'à ce qu'en novembre 1920, les bolcheviks forcent l'isthme de Perekop pour éliminer le dernier bastion des Blancs. L'évacuation par la mer vers la Turquie des soldats du général Wrangel, ainsi que d'environ 150 000 civils, consacre définitivement la victoire bolchevique en Crimée.

### LA CRIMÉE SOVIÉTIQUE

En décembre 1922, les territoires contrôlés par les bolcheviks sont regroupés dans une Union des Républiques socialistes soviétiques qui comporte, à ses débuts, la Russie (qui comprend des républiques et des régions autonomes), l'Ukraine, la Biélorussie (Bélarus) et la Transcaucasie. La République socialiste soviétique autonome de Crimée a été créée peu auparavant, en octobre 1921, au sein de la Russie soviétique. La construction de l'URSS repose sur différents territoires, définis selon plusieurs données, en particulier linguistiques et culturelles. Les Tatars étant minoritaires sur leur territoire, le gouvernement soviétique les reconnaît comme une des nationalités titulaires de la République autonome de Crimée, aux côtés des Russes. Le russe et le tatar sont érigés en langues officielles de la République. Durant toutes les années 1920, le pouvoir soviétique applique une politique souple des nationalités, dans le but de rallier les non-Russes à l'État soviétique. Cette politique d'« indigénisation » [*korenizatsiia*] permet en Crimée le développement d'une littérature et d'une presse en tatar, mais aussi l'accès des élites tatars à de hauts postes administratifs. À cette période « libérale » succède toutefois une politique plus répressive à l'égard des non-Russes d'Union soviétique, sur fond de « construction du socialisme



Le film d'Ivan Kaveridze, *Perekop* (Odessa, « Ukraïnfilm », 1930) a été réalisé pour commémorer les dix ans de la conquête bolchevique de la Crimée.  
Affiche par Iosip Kouzkovsky.

dans un seul pays», de collectivisation forcée et d'industrialisation effrénée. Or, cette nouvelle politique implique de briser toute résistance, en particulier celle des non-Russes, dont les revendications nationales irritent de plus en plus les dirigeants à Moscou. Comme d'autres nationalités, les Tatars de Crimée ne sont pas épargnés par les purges stalinienne des années 1930. Le pire est toutefois à venir. En automne 1941, les troupes allemandes occupent la Crimée qui n'est reconquise par les Soviétiques qu'au printemps 1944. Staline ordonne alors de déporter les Tatars de Crimée, accusés collectivement d'avoir collaboré avec «l'envahisseur germanofasciste». La «rafle-déportation» de la population tatare commence la nuit du 18 mai 1944 et s'achève au soir du 20 mai. En trois jours, plus de 180 000 Tatars sont expulsés de leurs terres, envoyés dans des wagons à bestiaux, majoritairement en Asie centrale. Une partie d'entre eux (entre 20 % et 50 % selon les estimations) périt, durant le voyage puis en déportation. Là, privés de leurs droits, ils sont assignés à un lieu de résidence, dont ils ne peuvent s'éloigner sous peine de travaux forcés et où ils travaillent dans des fermes collectives et des fabriques. Si d'autres peuples non russes d'URSS ont, pour certains dès avant la guerre, et jusqu'en 1944, également été réprimés (notamment les Coréens, les Allemands, les Kalmouks, les Balkars, les Ingouches, les Karatchaïs, les Tchétchènes et d'autres minorités de Crimée et du Caucase), le cas des Tatars de Crimée est particulier. En effet, dès l'achèvement de la «rafle-déportation», le pouvoir soviétique réalise une véritable opération de «détatarisation de la Crimée» (Dufaud, 2011). La République autonome de Crimée est abolie, transformée en simple région rattachée à la Russie soviétique. La «détatarisation» s'étend aux monuments tatars, en partie détruits, et aux noms des localités, dont plus d'un millier est russifié entre 1944 et 1948. Plus rien ne s'oppose désormais à l'arrivée des colons slaves dans une Crimée vidée de sa population tatare, privée de son histoire, et de sa mémoire. D'autres «peuples punis» sont réhabilités après le XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'URSS (1956) et la dénonciation des crimes de Staline, et leurs Républiques autonomes, à l'image de la Tchétchénie-Ingouchie, sont rétablies. Cependant, les Tatars de Crimée doivent attendre 1967 pour être réhabilités, sans toutefois obtenir le droit au retour. Ils n'obtiendront ce droit qu'en 1989, lorsque, dans la foulée des réformes de Mikhaïl Gorbatchev, la déportation des Tatars de Crimée est décrétée illégitime par le pouvoir soviétique. Leur retour, massif, génère alors d'innombrables

difficultés : rien n'est prévu pour les accueillir, et la population slave de la péninsule ne cache pas son hostilité.

### **CRIMÉE UKRAINIENNE, CRIMÉE RUSSE**

Alors que les retours des Tatars en Crimée s'intensifient dès 1989, ce ne sont pas les Russes qui gèrent ce problème, mais les Ukrainiens. En effet, la Crimée ne fait plus partie de la République soviétique de Russie depuis plus de trente ans. En 1954, la péninsule de Crimée a été attribuée à la République soviétique d'Ukraine. Dans son décret, le Praesidium du Soviet suprême évoquait la proximité de la Crimée et de l'Ukraine, ainsi que leurs « liens économiques et culturels ». Telle est la seule explication officielle du transfert de la Crimée à l'Ukraine. Toutefois, la même année se déroulaient les importantes festivités du tricentenaire du Traité de Pereïaslav de 1654, qui avait marqué, selon la terminologie soviétique, la « réunification de la Russie et de l'Ukraine ». L'attribution de la Crimée à l'Ukraine était donc aussi, pour les autorités, un « témoignage de la confiance et de l'affection sans limite du peuple russe à l'égard du peuple ukrainien » (Armandon, 2013). Certains historiens ont interprété les choses différemment : pour Orest Subtelny par exemple, le transfert de la Crimée contribuait à aggraver les problèmes économiques et politiques de la République soviétique d'Ukraine. Tout d'abord, la déportation des Tatars de Crimée en 1944 avait causé « un chaos économique dans la région, et c'était maintenant le budget de Kiev qui devait compenser les pertes ». Par ailleurs, la péninsule étant en 1954 déjà majoritairement peuplée de Russes, son entrée dans l'Ukraine soviétique contribuait à la russification de cette dernière (Subtelny, 1988). D'autres encore ont replacé l'attribution de la Crimée à l'Ukraine dans le contexte de la lutte pour la succession de Staline. Khrouchtchev ayant dirigé l'Ukraine soviétique de 1938 à 1949, sa nomination aux plus hautes charges de l'État soviétique était soutenue par de nombreux membres de l'appareil du parti ukrainien, dont certains ont d'ailleurs occupé des postes importants à Moscou (Kappeler, 1997). En tout état de cause, les historiens s'accordent généralement pour dire que quelle que soit l'explication, personne, à l'époque des faits, n'avait mesuré les conséquences futures de cette décision. De fait, dans le cadre de l'URSS, le rattachement d'un territoire à l'une ou l'autre des 15 Républiques soviétiques n'avait guère d'incidence concrète.



Décret sur le transfert de la Crimée à l'Ukraine soviétique (1954).

De 1954 à 1991, le destin de la Crimée a épousé celui de l'Ukraine soviétique. Après la chute de l'URSS, le président russe Boris Eltsine a reconnu l'indépendance de l'Ukraine dans ses frontières soviétiques. Toutefois, les années qui suivent sont jalonnées de crises, entre le pouvoir central ukrainien et la péninsule d'une part, entre l'Ukraine et la Russie de l'autre. Ainsi, en 1992, le Parlement russe remet en cause la validité du transfert de la Crimée à l'Ukraine en 1954. Localement, la tension est grande entre des mouvements nationalistes russes en plein essor et la communauté tatar qui se reconstitue : en été 1991 déjà, le *Medjlis*, comité exécutif du *Kouroultai*, seconde Assemblée tatar convoquée après celle de 1917, a été désigné comme le seul représentant des Tatars de Crimée. En 1997, l'engagement des présidents russe Boris Eltsine et ukrainien Leonid Koutchma permet la signature d'un accord au sujet du partage de la flotte de la mer Noire et du port militaire de Sébastopol (il sera renouvelé pour vingt-cinq ans en 2010). La Russie réaffirme sa reconnaissance des frontières de l'Ukraine et du statut de la Crimée en tant que

République autonome; un statut que la péninsule avait obtenu en 1991 de la part de l'Ukraine indépendante, qui est pourtant un État unitaire. Ces accords de 1997 marquent la fin d'une période de confrontation, mais ils garantissent aussi une forte présence militaire russe en Crimée, ce qui, en Ukraine, est perçu comme une menace pour l'intégrité du pays. Si, durant toutes les années 2000, crises, conflits et accords divers se succèdent, plusieurs sondages montrent qu'une majorité de la population de la péninsule rejette l'idée d'une séparation de la Crimée de l'Ukraine, l'établissement d'un État indépendant ou le rattachement à la Russie (Armandon, 2013). Quant aux Tatars, ils s'opposent fermement, depuis 1991, aux intentions sécessionnistes en Crimée, et ce malgré le peu d'intérêt que le pouvoir ukrainien manifeste pour la « question tatar » en général et pour leurs conditions socio-économiques difficiles en particulier. Dès le début des années 1990, les revendications des Tatars ont porté tant sur leur meilleure intégration en Crimée que sur « la réparation dans le présent des conséquences de la déportation et de la non-réhabilitation » (Campana, 2009). Toutefois, à la différence de la Grande Famine\* de 1932-1933, la question de la déportation de la population tatar de Crimée en 1944 a toujours peu préoccupé le pouvoir ukrainien.

La voix des Tatars ne pèsera pas lourd en février-mars 2014, lorsque le renversement du président ukrainien Viktor Ianoukovytch déclenche un mécanisme dont on ne connaît pas encore tous les ressorts. Le nouveau pouvoir ukrainien est accueilli en Crimée par une mobilisation sous le signe du ruban de Saint-Georges (voir 8-9 Mai\*). Des soldats sans insignes, les « petits hommes verts », soutiennent ce mouvement et, en fait, occupent la péninsule. Le parlement local vote l'indépendance le 11 mars. Vladimir Poutine prononce une allocution sur l'intégration de la péninsule à la Russie deux jours après le référendum du 16 mars, à la suite duquel la Crimée est retournée dans le giron russe. Le destin de la péninsule a, une fois encore, basculé.

### **HISTOIRE, MÉMOIRE, PROPAGANDE**

Comme l'expliquait le président russe au Kremlin dans son allocution, « la Crimée est un alliage unique de cultures et de traditions de différents peuples. C'est en cela qu'elle ressemble tant à la Grande-Russie, où, durant les siècles, aucun groupe ethnique ne s'est dissous, ni n'a disparu. Russes, Ukrainiens, Tatars de Crimée



«1944. Libération de la Crimée des occupants fascistes. 2014. Retour de la Crimée au sein de la Russie» (avec banderole visible « Nous faisons confiance à Poutine »), Irkoutsk, 2014. © Iacopo Adda et Annick Valleau.

et représentants d'autres peuples ont vécu et ont œuvré côte à côte sur la terre de Crimée, en conservant leurs particularités, leurs traditions, leur langue et leur foi.» Voilà qui n'a guère dû plaire aux Tatars de Crimée, qui savent, eux, ce que la domination russe leur a coûté. La majorité d'entre eux a d'ailleurs vu d'un mauvais œil la mainmise russe sur la péninsule en 2014. Quant au leader historique des Tatars de Crimée, Moustafa Djemilev, dont toute la famille fut déportée en 1944 et qui, comme de nombreux autres Tatars, était retourné en Crimée en 1989, il a, à la suite de son appel à boycotter le référendum de mars 2014 depuis la Turquie où il se trouvait, été interdit d'entrée dans la péninsule.

Malgré le discours de Vladimir Poutine soulignant le caractère multiethnique de la péninsule, pour une majorité écrasante de Russes – et pour le président lui-même –, la Crimée est une terre « historiquement russe ». Comme il l'a évoqué dans son allocution, pour comprendre les résultats du référendum, « il suffit de connaître l'histoire de la Crimée et de savoir ce qu'ont signifié et signifient la

Russie pour la Crimée et la Crimée pour la Russie. Tout, en Crimée, évoque notre histoire et notre fierté communes. » Une histoire qui a commencé, on l'a vu, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par une annexion qui engendra un exode des Tatars. Devenue dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle déjà une Riviera russe réputée pour son climat méditerranéen, ses fruits et son vin, et au XX<sup>e</sup> siècle le centre névralgique du tourisme soviétique de masse, la Crimée a rapidement inspiré les plus grands écrivains et artistes russes: Alexandre Pouchkine (*La Fontaine de Bakhtchisarai* [*Bakčisarajskij fontan*], 1824), Lev Tolstoï (*Les récits de Sébastopol* [*Sevastopol'skie rasskazy*], 1855-1856), Anton Tchekhov (*La Dame au petit chien* [*Dama s sobačkoj*], 1899), mais encore, plus tard, Aleksandr Kouprine, Maximilian Volochine, Vladimir Maïakovski, Marina Tsvetaeva, Anna Akhmatova, Maxime Gorki, Ivan Bounine, Konstantin Paoustovski, Vladimir Nabokov, etc. La Crimée a également inspiré les peintres, dont les plus célèbres sont Ivan Aïvazovski (1817-1900), grand peintre de la mer, né et mort à Feodossia et dont l'origine arménienne vient rappeler le passé multiculturel de la péninsule, ou encore Konstantin Korovine (1861-1939), connu pour ses toiles impressionnistes peintes à Gourzouf, où il avait acquis une maison à côté de celle de Tchekhov. Mais surtout, pour les Russes, la Crimée est devenue au fil du temps un véritable « lieu de mémoire ». Le siège de Sébastopol durant la guerre de Crimée (1853-1856) a marqué le début de la « mythologie » russe sur la Crimée, qui moins de septante ans auparavant était encore tatare, mais qui fut défendue comme l'aurait été Moscou, le cœur de la Russie. Les *Récits de Sébastopol* dépeignent le courage héroïque des soldats et des civils russes, leurs souffrances et leurs sacrifices pour la défense de la ville. La mémoire du long siège de Sébastopol ancre profondément la Crimée dans l'histoire russe. Cette image d'une péninsule héroïquement défendue par les Russes se renforce encore après le siège de Sébastopol durant la Seconde Guerre mondiale. La ville tombe finalement aux mains des Allemands en juillet 1942, mais au prix de lourdes pertes. Sébastopol acquerra d'ailleurs en 1945 le statut de « Ville héros ». Pour reprendre le titre d'un ouvrage de l'historien soviétique Evguéni Tarlé, spécialiste de la guerre de Crimée, Sébastopol est la « cité de la gloire russe » [*gorod russkoj slavy*]. Il est d'ailleurs significatif que ce soit à Yalta, dans le palais de Livadia, résidence du tsar Nicolas II, qu'ait été organisée la rencontre des « Trois Grands » en février 1945. La Crimée est désormais intimement associée à la victoire soviétique,

et peu importe que quelques mois auparavant se soit déroulé, dans la péninsule, le terrible drame de la déportation de la population tartare. En 2005, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Conférence de Yalta, un monument représentant Churchill, Roosevelt et Staline avait été réalisé par le sculpteur Zourab Tsereteli. Face aux protestations d'une partie de la population locale – des Tatars en particulier –, les autorités ukrainiennes avaient finalement abandonné ce projet. Or, signe du changement, en 2015, pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la conférence, dans la Crimée désormais russe, le gigantesque monument en bronze de dix tonnes représentant les trois hommes a été inauguré à Yalta. Enfin, durant les événements de 2014, le pouvoir russe a explicitement associé le « retour de la Crimée en Russie » à la « libération de la Crimée des agresseurs fascistes » en 1944.

Quelle mémoire les Ukrainiens peuvent-ils proposer face à l'imposant récit russe sur la Crimée ? Selon la plus ancienne chronique slave orientale, le *Récit des temps passés* [*Povest' vremennyh let*], la conversion au christianisme du prince Vladimir (Volodymyr en ukrainien) eut lieu au tout début de l'année 988 dans la cité grecque de Cherson, en Crimée. De retour à Kiev (Kyiv), le prince fit détruire les idoles qu'il avait précédemment fait ériger, puis ordonna à la population de la ville de se faire baptiser collectivement dans le Dniepr. Toutefois, la conversion en Crimée du prince de Kiev, considéré comme ukrainien en Ukraine, est revendiquée comme récit national par les Russes également. D'ailleurs, en 2016, Vladimir Poutine et le patriarche Cyrille ont inauguré près de la place Rouge une statue colossale de Vladimir, présenté dans leurs discours comme le fondateur de la nation russe. La longue coexistence, tantôt conflictuelle, tantôt pacifique, entre les cosaques et les Tatars dans les steppes du sud aurait pu permettre l'émergence d'un récit « ukraino-tatar ». Le film *Mamaï* d'Oles Sanin (2003), fondé sur le folklore ukrainien et tatar, dépeint l'amour entre un cosaque fugitif et une jeune Tatare qui le sauve d'une mort certaine, symbole d'une possible union – et fusion, puisque de leur union naît un enfant – entre les communautés tatares et ukrainiennes. Toutefois, les alliances militaires des cosaques orthodoxes avec les Tatars musulmans – en particulier celle de Bohdan Khmelnytsky en 1648 –, soulignées par plusieurs historiens ukrainiens, ne sont guère représentées dans la littérature et la peinture ukrainiennes. En ce qui concerne l'art monumental représentant des cosaques ukrainiens en Crimée, on peut mentionner la sculpture

de l'hetman Petro Konachevytch-Sahaïdatchny (mort en 1622), érigée à Sébastopol en 2008. Elle a toutefois été démontée après l'annexion de la Crimée en 2014, sous prétexte qu'elle ne présentait pas une valeur historique pour la ville. La sculpture a finalement été envoyée en Ukraine, où elle a été installée en 2015 sur une place de la ville de Kharkiv. Enfin, la littérature ukrainienne a elle aussi rendu hommage à la Crimée. En témoignent le cycle de poèmes *Souvenirs de Crimée [Kryms'ki spogadi]* (1890-1891) de la grande poétesse ukrainienne Lessia Oukraïnka, et les nombreuses nouvelles de l'écrivain Mykhailo Kotsioubynsky (1864-1913). Mais cela ne suffit pas pour concurrencer la puissante mythologie russe sur la Crimée, d'autant plus que depuis 1991, l'Ukraine n'a guère réussi à ancrer, même symboliquement, la péninsule criméenne dans la « carte mentale » de l'Ukraine. Reste donc, pour l'Ukraine, l'argument du caractère illégal de l'annexion. Elle rappelle en effet qu'en 1994, la Russie, aux côtés des États-Unis et du Royaume-Uni, s'était engagée à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine (Crimée y compris), en échange de son adhésion au Traité de non-prolifération des armes nucléaires et de la destruction des armes nucléaires dont elle disposait (mémoire de Budapest). L'Ukraine est soutenue en cela par une grande partie de la communauté internationale. Mais en Russie, la question de l'inviolabilité des frontières importe peu au regard de ce que de nombreux Russes considèrent être leur droit historique sur la péninsule. La Crimée, dont l'histoire devrait pourtant rendre vaine toute tentative d'ancrage dans un récit national unique, empêchera ainsi pendant longtemps encore toute réconciliation russo-ukrainienne. Quant aux Tatars toujours présents sur la terre de leurs ancêtres, leur avis ne compte guère.

**BIBLIOGRAPHIE**

ARMANDON Emmanuelle (2013), *La Crimée entre Russie et Ukraine. Un conflit qui n'a pas eu lieu*, Bruxelles : Bruylant.

CAMPANA Aurélie, DUFAUD, Grégory, TOURNON, Sophie (dir.) (2009), *Les déportations en héritage. Les peuples réprimés du Caucase et de Crimée, hier et aujourd'hui*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

DENIS Juliette (2009), « De la condamnation à l'expulsion : la construction de l'image de collaboration de masse durant la Grande Guerre patriotique », in Campana *et al.*, *Les déportations en héritage. Les peuples réprimés du Caucase et de Crimée, hier et aujourd'hui*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

DUFAUD Grégory (2011), *Les Tatars de Crimée et la politique soviétique des nationalités*, Paris : Non Lieu.

KAPPELER Andreas (1997), *Petite histoire de l'Ukraine* (traduit de l'allemand par Guy Imart), Paris : Institut d'études slaves.

KENT Neil (2016), *Crimea. A History*, Londres : Hurst.

LEBEDYNSKY Iaroslav (2014), *La Crimée, des Taures aux Tatars*, Paris : L'Harmattan.

MAGOCSI Paul Robert (2014), *This Blessed Land. Crimea and the Crimean Tatars*, Toronto : the University of Toronto Press.

PLOKHY Serhii (2000), « The City of Glory: Sevastopol in Russian Historical Mythology », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 3, pp. 369-383.

SASSE Gwendolyn (2007), *The Crimea Question : Identity, Transition, and Conflict*, Cambridge (MA) : Harvard University Press.

SCHILTZ Véronique (2010), « Catherine II, les Turcs et l'antique », *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 154<sup>e</sup> année, n° 1, pp. 233-275.

SUBTELNY Orest (1988), *Ukraine : a History*, Toronto : the University of Toronto Press.

TARLE Evgenij (1954), *Gorod russkoj slavy. Sevastopol v 1854-1855 gg.* [La ville de la gloire russe. Sébastopol en 1854-1855], Moscou : Voenizdat.

## ÉVÈNEMENTS



# LE TEMPS DES TROUBLES (1604-1613)

WLADIMIR BERELOWITCH

Les guerres civiles qui ravagèrent la Moscovie à partir de 1604 et qu'on désigne en Russie par l'expression «le Temps des Troubles» [*Smutnoe vremja*]<sup>1</sup> peuvent être considérées comme une des périodes les plus cruciales, les plus fondatrices dans l'histoire de ce pays, tant les traces qu'elles ont laissées dans sa mémoire historique paraissent profondes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'historien Sergueï Soloviev était persuadé que cette période, plus que celle de Pierre le Grand, avait été le berceau de la Russie moderne. Aujourd'hui encore, si l'on quitte le domaine de l'historiographie savante et que l'on se tourne vers les médias, les arts, les lettres et les manuels scolaires, cette mémoire paraît inscrite dans un marbre public et collectif peu propice à des questionnements ou à des doutes. Or, ces représentations du Temps des Troubles ont eu leur histoire propre qui fut loin d'être linéaire. Par ailleurs, l'ensemble des événements réunis sous ce nom ne relevait pas seulement de l'histoire intérieure de la Moscovie, mais fut, entre autres, fortement imbriqué dans les relations polono-russes, en particulier dans la guerre russo-polonaise de 1607-1618, de sorte qu'il tint également une certaine place dans la mémoire historique polonaise. Dès lors, la tentation pourrait être grande de renvoyer dos à dos ces deux anciens protagonistes et adversaires ou de les traiter de façon symétrique. Une telle posture ne rendrait toutefois pas compte du poids respectif de ces événements dans les histoires russes et polonaises.

1. Le terme de *Smouta*, au singulier, qui était d'époque, serait mieux traduit par «Sédition» que par «Troubles», mais c'est cette dernière traduction qui est passée en français. L'expression *Smoutnoe vremia*, au sens beaucoup plus flou, s'est fixée dans l'historiographie russe du XIX<sup>e</sup> siècle puis dans les historiographies occidentales.

**RAPPEL HISTORIQUE**

Les historiens et même des contemporains des événements s'accordent souvent à rechercher les sources du Temps des Troubles dans le règne d'Ivan IV le Terrible au XVI<sup>e</sup> siècle, avec tout son cortège de guerres, d'exactions, de massacres et de bouleversements sociaux et politiques. Sur ce terrain mouvant se greffa une crise de succession, qui venait en quelque sorte sanctionner ce règne : l'unique fils survivant d'Ivan, le tsar Théodore (Fedor) I<sup>er</sup>, mourut en 1598 sans laisser d'héritier, mettant fin ainsi à la dynastie des Riourikides. C'est son beau-frère, le boyard Boris Godounov qui fut couronné à sa suite, ne devant sa légitimité qu'à sa sœur Irina, à laquelle son époux aurait confié son trône et qui l'aurait à son tour offert à Boris. Mal accepté, Boris Godounov eut à affronter un phénomène nouveau dans l'histoire russe : un imposteur, peut-être nommé Grichka Otrepiev, se fit passer pour Dimitri, un des fils d'Ivan IV, dont on ignorera sans doute toujours s'il mourut accidentellement en 1591 ou s'il fut assassiné sur l'ordre de Boris. Ce faux Dimitri bénéficia du secours de magnats polonais qui lui fournirent des mercenaires, et de toutes sortes de rebelles et de transfuges. Mais la mort subite de Boris Godounov en 1605 facilita grandement son ascension : le faux Dimitri rallia une grande partie des élites et de l'armée et entra triomphalement à Moscou où il fut couronné tsar.

Son règne, qui dura moins d'un an, aggrava encore la crise russe. Son irrespect des coutumes russes et de la tradition orthodoxe, son entourage polonais et surtout son mariage avec une catholique polonaise provoquèrent un vif mécontentement de haut en bas de la société, même si, ici et là, on pouvait continuer de croire qu'il était bien le tsar légitime. Renversé et assassiné à la suite d'un complot de boyards, il laissa la place à l'un de ceux-ci, Basile (Vassili) Chouïski, qui régna de 1606 à 1610. Le nouveau tsar, régulièrement choisi par ses pairs, mais qui étaient en nombre restreint, ne jouissait que d'une faible légitimité. Il dut faire face à un second faux Dimitri qui réussit à rallier des soutiens divers et à former une nouvelle armée de rebelles, où les cosaques et les paysans mécontents tenaient une place importante, menaçant de prendre Moscou.

Pendant que de nouveaux imposteurs se multipliaient au fil des événements, le pays devenait la proie de révoltes de toutes sortes, y compris sociales, de brigandages innombrables et sombrait dans un chaos croissant. Un chaos qui poussait les différents

protagonistes russes à chercher des soutiens extérieurs en Suède ou en Pologne-Lituanie (voir République polono-lituanienne\*), alors que ces deux États étaient à l'époque en relation de forte hostilité, pour des raisons à la fois politiques et religieuses, et qu'ils hésitaient encore à s'engager. Polonais et Suédois jouèrent un rôle croissant, et assez confus, de libérateurs ou d'envahisseurs, selon les moments et les points de vue. Sans doute en raison d'une position intérieure difficile, le roi de Pologne Sigismond (Zygmunt) III, qui avait déjà reconnu le premier faux Dimitri comme héritier légitime du trône russe, n'alla pas plus loin, ce qui n'empêcha pas plusieurs magnats de participer directement à la guerre civile russe. Sigismond finit cependant par entrer en guerre en 1609 à la suite d'une alliance russo-suédoise et entreprit d'abord de reprendre à la Moscovie la ville de Smolensk, qui lui avait été promise par le premier faux Dimitri, mais qu'il n'allait enlever qu'en 1611, après un siège de vingt mois.

En juin 1610, une victoire de l'armée polonaise à Klouchino, non loin de Smolensk, précipita les choses. À la suite d'une nouvelle émeute à Moscou, le tsar fut contraint à abdiquer. Une assemblée tenue à Moscou accorda le trône au prince Ladislas (Władysław), fils de Sigismond, à condition qu'il se convertît à l'orthodoxie, qu'il respectât les traditions religieuses russes, et qu'il gardât Smolensk à la Russie. Mais le règne de Ladislas ne put se réaliser, car son père, refusant le marché que les Moscovites lui offraient, voulut gouverner directement le pays en le faisant entrer dans le Commonwealth polonais et emprisonna les boyards qui étaient venus parlementer avec lui à Smolensk.

Privé d'armée, de monarchie et d'une partie de sa classe dirigeante, en proie à une anarchie généralisée entretenue par des bandes armées et par les impôtiseurs, menacé dans sa souveraineté par la Pologne, attaqué par la Suède à laquelle Novgorod avait demandé sa protection, l'État russe n'était plus qu'une fiction à la fin de l'année 1610. C'est dans ces conditions que, au tout début de 1611, le patriarche de l'Église orthodoxe Hermogène lança un manifeste aux villes russes, les exhortant à défendre la « foi » russe, à refuser un tsar polonais et à restaurer la monarchie. Une première armée, formée au début de 1611, reprit Moscou à la garnison polonaise qui se replia au Kremlin, mais cette armée finit par se débander en juillet 1611 par suite de dissensions internes. Une seconde armée fut formée à Nijni Novgorod, grâce à l'aide financière des



Ernest Lissner, «L'expulsion des envahisseurs polonais du Kremlin en 1612». Aquarelle sur papier sur carton, 1938, 52,9 × 73,2 cm, Musée de Moscou.

marchands, parmi lesquels se distingua le bientôt célèbre boucher Kouzma Minine. Conduite par le prince Dimitri Pojarski, elle libéra le Kremlin en novembre 1612, grâce, entre autres, à la faiblesse des secours polonais, minés par des défections, des difficultés de trésorerie et des dissensions internes à la Pologne-Lituanie. Enfin, en février 1613, des états généraux russes [*zemskij sobor*] élurent un nouveau tsar en la personne du jeune Michel I<sup>er</sup> Romanov.

Les «troubles» intérieurs ne cessèrent pas comme par magie. Si la monarchie russe parvint à une certaine stabilité en ralliant les villes et la majeure partie de sa noblesse, les suites de la guerre civile, les désordres sociaux furent longs à se résorber. Des imposteurs prétendant au trône continuaient pendant longtemps à se déclarer, provoquant des soulèvements ici et là. À l'extérieur, la Suède ne renonça à Novgorod qu'en 1617, en même temps qu'à ses prétentions au trône russe. Du côté polono-lituanien, la guerre cessa seulement en 1618, au détriment de la Moscovie. Ladislas, devenu

roi en 1632, ne renonça au trône russe qu'en 1634, au terme d'une nouvelle guerre avec la Moscovie qui avait tenté vainement de lui reprendre Smolensk.

Ce bref aperçu laisse deviner toute la complexité de cette longue période, où s'enchevêtrèrent des crises et des conflits dynastiques, politiques, sociaux, régionaux, religieux, nationaux et internationaux, au point qu'on peut parler d'une véritable jungle événementielle. Cependant, cette jungle ne manqua pas d'inspirer des grilles d'interprétation qui se mirent en place dès cette période. Nous en évoquerons trois, car elles ont fortement marqué la mémoire historique russe du Temps des Troubles, à tel ou tel moment des siècles qui le suivirent.

### **INTERPRÉTATIONS, PROPAGANDE, MÉMOIRE**

Mentionnons d'abord une grille dynastique et monarchique, qui oppose le chaos, l'anarchie, l'arbitraire, à l'autocratie russe, supposée présenter le seul mode de gouvernement convenable pour la Russie, le seul à même de la prévenir du chaos. Puis une grille sociale, selon laquelle les événements sont lus comme une crise sociale majeure qui, d'une part, divisa profondément la noblesse russe, en proie à des remaniements considérables depuis Ivan IV, et qui, d'autre part, plongea les paysans dans un état de révolte quasi permanent par suite de leur asservissement, à peu près synchrone avec cette période. Enfin, une grille religieuse et nationale, qui oppose le monde catholique polono-lituanien à l'orthodoxie russe, dont l'Église se sentait d'autant plus menacée que la politique de Rome était plutôt offensive et que la création de l'Église gréco-catholique (Union de Brest, 1596) était toute récente.

Ces grilles ne manquent pas de pertinence, surtout si on leur fait suivre un ordre successif, à l'instar de l'historien Sergueï Platonov qui, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, consacra de nombreux travaux au Temps des Troubles. Dans ses *Essais d'histoire des Troubles dans l'État moscovite au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècles* [*Očerki po istorii Smuty v Moskovskom gosudarstve XVI-XVII vv.*] (1899), il distinguait trois phases – dynastique, sociale et nationale – qui, selon lui, rendaient bien compte de la chronologie des événements, schéma qui est entré depuis dans les manuels d'histoire de la Russie.

Ce schéma résume assez bien la façon dont les événements furent perçus par les contemporains, pour autant qu'ils en aient laissé des

traces écrites, assez rares en chiffres absolus, mais cependant assez nombreuses, et même riches en réflexions personnelles, au regard d'une époque où la culture écrite russe était encore très faible. En résumant ces visions par quelques idées simples, on pourrait dire ceci : 1) l'État russe entra en crise parce que la dynastie régnante se trouva en difficulté ; 2) la faiblesse de la monarchie qui en résulta distendit les liens politiques qui cimentaient les forces sociales russes ; 3) cet effondrement de la société attira des prédateurs étrangers, surtout polonais, qui suscitèrent un sursaut national grâce à l'Église orthodoxe, seul ciment de la nation ; 4) c'est lorsque cette nation, inspirée par l'Église, reconstruisit la monarchie que le Temps des Troubles prit fin.

Si vigoureux qu'il soit, ce schéma peut susciter bien des doutes et des objections. Le « danger polono-catholique » ne devint patent qu'à partir de septembre 1610, lorsque Sigismond refusa que son fils Ladislas se convertît, sans qu'on puisse définir avec certitude les visées à long terme du roi. Encore cette simplification ne tient-elle pas compte du fait qu'une bonne partie des boyards et des élites urbaines ne semblait pas particulièrement effrayée par les origines de Ladislas. Pas plus qu'elle ne rend compte de la complexité des rapports polono-suédois, dont le théâtre russe ne fut qu'un enjeu parmi plusieurs autres. Mais c'est ainsi que le premier appel d'Hermogène en janvier 1611 présenta les choses, et c'est ainsi que la grille entra directement dans la mémoire historique russe : en d'autres termes, l'historien ne peut éviter d'user de cette grille d'analyse, puisqu'elle fit « partie des événements » et que, bien entendu, le sursaut « national » de 1611-1612 fut bien réel, mais il doit se garder de la rendre absolue, ou de lui accorder une première place hiérarchique qu'elle ne mérite peut-être pas.

La grille sociale n'est pas plus évidente. Mise à l'honneur dès les années 1880 par l'historien Vassili Klioutchevski qui analysa dans ses travaux les différents groupes sociaux ayant pris part aux événements, elle fut systématisée par Platonov, pour lequel les causes profondes, sociales, de la *Smouta* résidaient dans l'asservissement des classes sociales par l'État russe. Bien sûr, les historiens qui, au début du XX<sup>e</sup> siècle, se réclamaient du marxisme, Mikhaïl Pokrovski le premier, puis la vulgate marxiste-léniniste qui se mit en place à l'époque soviétique, allaient ériger cette grille comme la seule explicative. Dans ce cas-ci, il est plus difficile de faire remonter ces explications au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Néanmoins,

la composante sociale fut très présente dans l'entourage du second faux Dimitri, et un personnage comme Ivan Bolotnikov, qui dirigea une armée de révoltés, fit délibérément appel aux serfs pour les soulever contre leurs seigneurs. En revanche, cette grille n'est pas toujours éclairante, parce que les différents groupes sociaux, qui ne se réduisaient pas, tant s'en faut, à une dichotomie entre seigneurs et paysans, même si on y ajoute les très actifs cosaques, soutenaient tantôt un camp, tantôt un autre, selon des logiques qui nous échappent en grande partie. On peut en dire autant des villes, même si un certain partage peut être observé entre le Nord-Est, plus légitimiste, et le Sud, plus rebelle, et aussi des forces militaires, régulières et irrégulières, dont la seule constance fut de changer de camp selon les circonstances et d'être minées par des désertions en masse.

Ainsi, le paysage du Temps des Troubles était presque aussi peu lisible qu'une carte géographique indifférenciée, et ce paysage contraste d'autant plus avec les visions fort simples qui s'installèrent progressivement en Russie à son sujet. On ne saurait le dire pour la période même de la *Smouta*. Les écrits disparates des contemporains – ecclésiastiques, nobles ou gens de bureaux –, et dont certains portaient un caractère quelque peu officiel au moins en intention, n'offraient guère de vision homogène dans le détail, car, comme l'a montré récemment l'historienne Lioudmila Morozova, les auteurs de ces écrits poursuivaient des objectifs différents selon les moments où ils les écrivaient et selon le camp qui était le leur. La plupart reflétaient un point de vue légitimiste du moment. Aussi n'est-il pas étonnant que Boris Godounov n'y apparaisse pas toujours comme un assassin, que Basile Chouïski y figure fréquemment comme un bon souverain ou que le prince Ladislas et les Polonais ne deviennent des hérétiques que dans les textes écrits *post factum*. Si, comme il est normal dans la Moscovie de cette époque, ces textes sont dominés par une grille religieuse, celle-ci est rarement xénophobe et vise plutôt à valoriser les vertus chrétiennes du tsar Théodore, de Philarète, le père de Michel Romanov, parfois d'Hermogène. Un point commun entre tous ces écrits est une condamnation sans appel du « maudit défroqué », le premier faux Dimitri qui, dans le meilleur des cas, apparaît comme un fléau de Dieu destiné à châtier Boris Godounov pour son assassinat du tsarévitch Dimitri, sanctifié par la tradition dès sa mort et canonisé par l'Église.

Il ne nous est guère possible d'appréhender la façon dont les évènements s'étaient fixés dans les mémoires des populations de la Moscovie. La seule voie d'approche possible est la littérature orale : concernant le Temps des Troubles, quelque 80 chansons dites « historiques » furent recueillies à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, puis publiées depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Parmi la douzaine de sujets qu'elles évoquent, de très nombreuses (20 chansons) sont consacrées au « Défroqué ». Alors qu'il avait suscité de grands espoirs au début du XVII<sup>e</sup> siècle, apparaissant à la fois comme un héros providentiel qui allait délivrer le peuple et comme un bon tsar qui allait restaurer un ordre ancien idéal, les chansons en ont gardé l'image d'une abominable calamité pour le pays russe. Point ici, ou presque, de connotations xénophobes, mais une nette coloration religieuse, puisque le damné Grichka s'avère être un ennemi de la « Sainte Russie ». Encore plus de chansons (34) sont consacrées au prince Skopine-Chouïski, le très populaire chef militaire qui s'était distingué sous le règne de son parent et tsar Basile Chouïski, avait sauvé Moscou des griffes du second faux Dimitri et était mort dans des circonstances très suspectes : la tradition orale en fit un martyr. Ces constats peuvent surprendre aujourd'hui, et encore plus si nous nous apercevons que Minine et Pojarski, les deux superhéros qui devaient accéder au panthéon russe, n'ont fait l'objet... que de deux chansons recueillies au début du XIX<sup>e</sup> siècle et dont la diffusion paraît très limitée.

Dans ses premiers linéaments, l'historiographie officielle qui commença à se mettre en place sous le tsar Michel, puis sous Alexis I<sup>er</sup> Romanov, enfourcha assez naturellement les dadas monarcho-religieux : Michel, élu de Dieu, l'avait été aussi par le peuple tout entier, et c'est pourquoi il avait restauré l'unité du pays russe, dont il était le garant. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le Temps des Troubles qui avait fait couler fort peu d'encre sous Pierre le Grand refit surface en 1730 à cause d'une nouvelle crise de succession. Non que la *Smouta* fût tellement présente dans les textes politiques qui furent écrits alors. Mais la réaffirmation de la monarchie absolue par la nouvelle impératrice Anne, secondée par une bonne partie des élites, fut l'occasion de rappeler que seul ce type de gouvernement était bon pour la Russie, et que, comme l'écrivit l'historien Vassili Tatichtchev, tout autre mode de gouvernement, notamment l'aristocratique qui avait failli s'instaurer en 1730, serait fatal au pays. Ainsi, le Temps des Troubles



Ivan Martos, Monument à Minine et Pojarski sur la place Rouge à Moscou (1818).  
© Gzen92, 2017.

se « politisait » et quittait le terrain religieux sous l'influence de la sécularisation de la monarchie russe opérée par Pierre le Grand. Il se constituait peu à peu en une référence historique évidente, ou mieux, comme une preuve *a contrario* de la voie historique russe : par deux fois, la monarchie russe s'était affaiblie, d'abord à l'époque des querelles entre les princes, au XII<sup>e</sup> et au XIII<sup>e</sup> siècles, ensuite au cours du Temps des Troubles. La première fois, cela donna le joug mongol auquel Ivan III, tsar « fort », avait mis fin, la seconde fois ce fut l'anarchie qui se termina par le couronnement de Michel Romanov. Cette vision s'égrène dans bien des écrits, par exemple dans ceux de Catherine II et jusqu'à ceux de l'historien de cour Nikolai Karamzine, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, pour lequel la *Smouta* fut un accident de l'histoire qui permit au peuple, manipulé par les Polonais, de se jouer de ses monarques privés de tout pouvoir réel, jusqu'à ce que ledit peuple, ou plutôt la nation russe réunifiée, se ressaisît et restaurât l'autocratie.

Mais c'est au début du XIX<sup>e</sup> siècle que le Temps des Troubles occupa une place prééminente dans la vision que la monarchie et l'élite russes se faisaient de leur propre histoire. Comme l'ont montré plusieurs études, notamment celles de l'historien Andreï Zorine, la « résurrection » du Temps des Troubles s'imposa à la monarchie russe, en l'occurrence à Alexandre I<sup>er</sup>, non pas en 1812, au moment de l'invasion napoléonienne de la Russie, mais dès 1806, lorsque parurent les premières œuvres littéraires dévouées à la mémoire glorieuse de Minine et Pojarski et 1807, lorsque fut ouvert le concours d'un monument consacré aux deux héros. Achievé en 1815, soit après le triomphe de l'armée russe en Europe, le monument fut inauguré en 1818 sur la place Rouge à Moscou, face au Kremlin, pour mieux marquer symboliquement le passé de cette ville, le « cœur de la Russie », libérée des Polonais en 1612. Il s'y trouve encore aujourd'hui, après avoir subi un petit déplacement en 1931.

Les grands thèmes du nationalisme russe naissant se cristallisaient autour des années 1611-1613, grâce à l'inventivité de quelques petits cercles nobiliaires et littéraires proches de la Cour et du commandement de l'armée. Par une heureuse coïncidence chronologique, les événements de 1812, avec l'occupation de Moscou, puis sa libération, permettaient un rapprochement historique évident et une commémoration du bicentenaire qui se faisait dans le réel, sur les champs de bataille. La fin « officielle » du Temps des Troubles traduite dans les termes de la propagande russe de 1812, c'était l'appel de l'Église orthodoxe, garante de l'unité de la nation et inspiratrice de la monarchie, c'était la glorification de la monarchie russe, autre garante de l'unité et de la foi, en particulier des Romanov et d'Alexandre I<sup>er</sup> dont la légitimité avait chancelé depuis la Paix de Tilsit. C'était la levée en masse du « peuple » qui, en 1812, était un écho indirect, mais évident, du mythe républicain français, et c'était, enfin, l'idée d'une patrie russe indivisible, résistant à toute conquête venue de l'extérieur. Ajoutons que la « question polonaise », objet des soucis de la politique russe depuis les partages de la Pologne et redevenue d'une grande actualité à l'époque napoléonienne, ne fut pas pour rien dans la naissance du mythe de 1612.

Le nationalisme officiel russe, érigé en idéologie d'État au cours du règne de Nicolas I<sup>er</sup>, n'eut qu'à reprendre ces constructions. La trilogie inventée en 1833 par le ministre de l'Éducation Sergueï Oouvarov (selon ses propres termes en français « Église nationale », « autocratie », « nationalité », soit esprit national) n'en était qu'une

schématisation commode à l'usage des écoles et des officines de propagande gouvernementales. Elle n'en eut pas moins du succès, comme le montrent les nombreuses œuvres littéraires, poétiques, dramaturgiques, romancières, artistiques de cette époque sur le thème du Temps des Troubles et aussi un des grands opéras russes, *La vie pour le tsar* [*Žizn' za carja*], de Mikhaïl Glinka, qui fut mis en scène à Saint-Pétersbourg en 1836. Il avait pour héros un simple paysan, Ivan Soussanine, qui aurait résisté à une troupe polonaise alors qu'elle était à la recherche de Michel Romanov, et mis à mort pour cette raison. L'histoire, très probablement en grande partie légendaire, avait été déterrée de l'oubli par des historiens locaux, et ce sont des hommes de plume du début du XIX<sup>e</sup> siècle qui commencèrent à lui prêter vie. Elle servait on ne pouvait mieux le mythe d'une monarchie russe « populaire », qui s'inscrivait dans le cadre général d'une découverte du « moujik » et d'une plébéianisation de l'idée de nation russe. La mythologie du Temps des Troubles avait désormais un héros populaire, qui secondait avantagusement Minine et qui, en outre, était un martyr national et christique encore plus évident qu'Hermogène ou Philarète Romanov, qui avaient été seulement emprisonnés par les Polonais, ou que Skopine-Chouïski qui, s'il avait été empoisonné, l'avait été par des boyards russes.

Toute cette construction se maintint, intacte, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime russe, revenant en force à chaque grande occasion, par exemple sur le monument consacré au Millénaire de la Russie, érigé à Novgorod en 1862, où figurent, entre autres héros, Minine, Pojarski, Ivan Soussanine et Skopine-Chouïski. Ou bien en 1866 lors de l'attentat de Dimitri Karakozov contre Alexandre II, à l'occasion duquel on dénicha un « second Ivan Soussanine » qui avait prétendument protégé le tsar. Ou bien en 1912, date à la fois centenaire et tricentenaire, et encore plus au cours des festivités de 1913, tricentenaire de la dynastie des Romanov.

Bien entendu, on ne saurait réduire à cet ensemble d'idées nationalistes toutes les productions consacrées au Temps des Troubles qui virent le jour au XIX<sup>e</sup> siècle, qu'elles fussent historiographiques, intellectuelles, littéraires ou artistiques. Pour prendre un seul exemple célèbre, le *Boris Godounov* de Pouchkine ne relève en aucun cas de cette catégorie. Écrite en 1825 et publiée cinq ans après, cette pièce, un peu tragédie shakespearienne, un peu drame historique romantique centré sur le personnage de Boris présumé coupable,

reposait sur une lecture de l'*Histoire* de Karamzine, mais ne reproduisait en rien son apologie de l'autocratie, pas plus, d'ailleurs, que ne le fit le célèbre opéra éponyme que Modeste Moussorgski écrivit en 1869 (mis en scène pour la première fois en 1874) qui, tout comme chez Pouchkine, était principalement consacré à la tragédie du pouvoir suprême. De même, sur le plan politique et idéologique, dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle le mythe de 1612 suscita des réactions de refus dans divers courants d'opposition : même si, pour beaucoup, il fallait le « sauver » par souci patriotique qui restait toujours puissant en Russie, il fallait tout au moins le débarrasser de sa composante monarchiste, ce qui n'était pas nécessairement facile. C'est, par exemple, ce à quoi s'employa l'historien ukrainien Nikolai (Mykola) Kostomarov qui démonta en 1862 la légende d'Ivan Soussanine.

La chute du régime des tsars et la guerre civile de 1918-1920 ranimèrent le souvenir du Temps des Troubles, à telle enseigne que, pour les ennemis des bolcheviks, la comparaison entre les deux périodes devint un lieu commun : l'ouvrage autobiographique et historique du général blanc Anton Denikine, publié en 1921-1926, portait ainsi le titre *Essais sur la Smouta russe [Očerki russkoj Smuty]*. Du côté soviétique, on en revint aux années 1606-1609, c'est-à-dire à la phase « sociale » du Temps des Troubles, qui reçut bientôt l'appellation de « Guerre paysanne » (expression empruntée à Engels) « sous la conduite d'Ivan Bolotnikov ». Le mythe tsariste, lui, fut banni de la place publique, à telle enseigne que d'aucuns, tel le poète Demian Bedny, tentèrent même de persuader les bolcheviks de débarrasser la place Rouge de son monument monarchiste. Mais ils n'osèrent. Bientôt, le revirement stalinien des années 1930, qui puisa dans le trésor nationaliste russe, renoua avec la tradition, érigeant une nouvelle fois des monuments de propagande et de beaux-arts à Minine et Pojarski, surtout après le Pacte germano-soviétique\* et le nouveau partage de la Pologne, et encore plus après l'invasion allemande de l'URSS en 1941. Ainsi, pendant toute la période soviétique, le mythe de 1612, tout en gardant sa grille sociale nécessaire à l'idéologie marxiste-léniniste, resta amputé de ses composantes monarchiste et religieuse pour se consacrer entièrement à la glorification nationale de la puissance russe et à une idée obsidionale de ses ennemis extérieurs : toujours protéiforme, la lutte des classes opposait désormais les classes populaires russes aux seigneurs (*pany*) polonais.

Aujourd'hui, le mythe refléurit sous la présidence de Vladimir Poutine, profitant de l'effacement du marxisme-léninisme et de la montée vigoureuse d'un nouveau nationalisme. À la suite d'une loi votée en décembre 2004, la fête nationale du 7 novembre, jour de la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917, fut déplacée au 4 novembre et prit le nom de Journée d'unité nationale, commémorant la libération de Moscou de l'occupation polonaise par l'armée de Pojarski. Comme l'a montré l'historien Vladislav Nazarov, la prétendue « unité nationale » qui se serait manifestée ce jour-là était une fiction dans le contexte historique d'alors. Pis encore, cette journée n'avait jamais été considérée ni comme une victoire décisive sur les « Polonais » ni comme la fin du Temps des Troubles. Le subterfuge consista à raccrocher la fête nationale à la fête religieuse de l'icône, très vénérée dans l'orthodoxie russe, de Notre-Dame de Kazan. Dès les années 1630, en liaison avec la nouvelle guerre russo-polonaise de 1632-1634, cette vénération, déjà ancienne, avait été officiellement et symboliquement associée à la « libération de la Russie » à l'automne 1612 : pendant le Temps des Troubles, la protection de la Russie par la Vierge Marie avait accompagné certains événements et fut chère, en particulier, au prince Pojarski. Cette fête fut inscrite dans le calendrier ecclésiastique au 22 octobre selon le calendrier julien, soit, au XVII<sup>e</sup> siècle, si on traduit cette date en calendrier grégorien, dix jours après, à savoir le 1<sup>er</sup> novembre. La date historique elle-même, le 22 octobre 1612, avait eu une certaine importance, mais restait assez peu significative dans le déroulement des événements : c'était le jour où l'armée de Pojarski prit Kitai-Gorod, obligeant les Polonais présents à Moscou à se concentrer au Kremlin. Toutefois, l'association entre les événements profanes et le calendrier sacré était d'ordre symbolique et c'étaient bien les miracles accomplis par l'icône qui étaient célébrés et non un événement unique, inscrit dans le temps. Naturellement, le calendrier ecclésiastique maintint la date du 22 octobre jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Mais au XX<sup>e</sup> et au XXI<sup>e</sup> siècles, après l'adoption du calendrier grégorien par le régime soviétique, la fête de l'icône fut toujours célébrée le 22 octobre dans l'ancien style conservé par l'Église, c'est-à-dire le 4 novembre nouveau style (treize jours après le 22 octobre). Le gouvernement russe de Vladimir Poutine, apparemment faute d'information, mélangea ainsi les différents calendriers pour célébrer un non-événement puisque le 4 novembre nouveau style, ou

25 octobre 1612 ancien style, il ne s'était rigoureusement rien passé de glorieux à Moscou : si on voulait vraiment fêter ce qui n'avait été qu'une des victoires russes sur les Polonais, il eût fallu le faire le 1<sup>er</sup> novembre. L'avantage de ce subterfuge mâtiné d'erreur était de bâtir un étage idéologico-historique de plus, mieux adapté au nouveau régime, par-dessus la Révolution d'octobre, et tant pis si la date précise était vide de sens hors du calendrier ecclésiastique. Le 4 novembre 2017, l'unité nationale fut célébrée par le président Poutine qui, selon une tradition déjà établie, déposa un bouquet de roses rouges au pied du monument de Minine et Pojarski, assisté en cela par le patriarche Cyrille, des représentants du Conseil des relations entre les nationalités et de quelques autres responsables puisés dans la société civile : la trilogie d'Ouvarov revit ainsi dans le contexte contemporain, avec la même alliance du pouvoir séculier et de l'Église, la même mise en scène du « peuple » ou de la nation, la même démarche dans la construction d'une histoire mythologisée, les mêmes valeurs enfin, à ceci près que la xénophobie, désormais, joue un rôle central dans tout l'édifice, devenu un peu plus caricatural qu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

Qu'en est-il de la mémoire polonaise du Temps des Troubles ? Avec le déclin polonais consécutif au soulèvement de Bohdan Khmelnytsky\* et à la longue série de guerres qui s'ensuivit, puis au XIX<sup>e</sup> siècle et enfin à l'époque de la Pologne indépendante entre les deux guerres mondiales, cette mémoire s'associa avec l'image d'un âge d'or perdu, celui de l'apogée territorial de la République des Deux Nations (voir République polono-lituanienne\*) et du dynamisme de la culture polono-lituanienne. L'idée d'une extension de la République à la Moscovie, d'une union entre les deux couronnes, avait déjà surgi au XVI<sup>e</sup> siècle, y compris du côté russe. Cette union tripartite, qui eût offert à la noblesse et aux villes russes les mêmes libertés qu'en Pologne-Lituanie, et qui n'avait pas été sans séduire certains membres des élites russes, passait dès lors pour une grande occasion manquée, et même manquée de peu, eu égard aux quelques victoires militaires de l'armée polonaise, notamment celle du hetman Stanisław Żółkiewski à Klouchino qui devint, avant même la charge des hussards de Jean Sobieski à Vienne en 1683, un exemple référentiel montrant l'excellence de la cavalerie polonaise et des valeurs nobiliaires. Dans cet ensemble de représentations polonaises, le Temps des Troubles ne fut qu'un épisode parmi d'autres. Si, donc, il fallait chercher une symétrie dans

les représentations russes et polonaises des événements du début du XVII<sup>e</sup> siècle, ce serait une symétrie en grande partie inversée. Ajoutons toutefois que ces lectures des événements nous paraissent très significatives des cultures politiques respectives, russe et polonaise, qui en furent les terreaux.

#### BIBLIOGRAPHIE

MOROZOVA L.E. (2000), *Smuta načala XVII veka glazami sovremennikov* [Les Troubles du début du XVII<sup>e</sup> siècle vus par leurs contemporains], Moscou : RAN, Institut rossijskoj istorii.

«Novyj letopisec» [Le nouveau chroniqueur] (rédigé en 1630), *Polnoe sobranie russkikh letopisej* (1910), Saint-Pétersbourg, vol. 14, n° 1.

PUTILOV Boris (dir.) (1966), *Istoričeskie pesni XVII veka* [Les chansons historiques du XVII<sup>e</sup> siècle], Moscou / Leningrad : Nauka.

ZORIN Andrej (2001), *Kormja dvuglavogo orla... Literatura i gosudarstvennaja ideologija v Rossii v poslednej treti XVIII – pervoj treti XIX veka* [Nourrir l'aigle bicéphale. La littérature et l'idéologie de l'État au cours du dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle et du premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle], Moscou : NLO.

RIASANOVSKY Nicholas (1959), *Nicholas I and official nationality in Russia, 1825-1855*, Berkeley : University of California Press.

VENKEN Machteld (2016), «Narrating the Time of Troubles in Polish School History Textbooks (1918-1989)», *Cahiers du monde russe*, vol. 57, n° 4.

ŽIVOV Viktor (1999), «Ivan Susanin i Petr Velikij: o konstantah i peremennyh v sostave istoričeskikh personažej» [Ivan Soussanine et Pierre le Grand : constantes et variables dans la composition des personnages historiques], *Novoe literaturnoe obozrenie*, vol. 38, n° 4.

NAZAROV Vladislav (2004), «Čto budut prazdnovat' v Rossii 4 nojabrja 2005 goda?» [Que fêtera-t-on en Russie le 4 novembre 2005 ?], *Otečestvennye zapiski*, vol. 5, n° 20.



# RÉVOLUTIONS ET GUERRES (1917-1921)

ÉRIC AUNOBLE

**A**ttentifs à la montée des discours antagoniques en Russie, en Ukraine puis en Pologne depuis 2013, les commentateurs n'ont pas remarqué l'étonnante convergence idéologique des trois pays en 2017 : leurs gouvernements ont évité de commémorer le centenaire de la Révolution russe, commencée en février 1917 et qui « ébranla le monde » à partir de l'insurrection bolchevique d'octobre.

## NOUVEAUX ÉTATS ET NOUVEAUX CONFLITS

On peut néanmoins soutenir à bon droit que les trois États dans leur forme moderne sont nés de la Révolution russe. La République fut proclamée en Russie en septembre 1917 dans le cadre de la longue crise politique consécutive au renversement du tsarisme, et la nature du régime fut confirmée par la première Constitution soviétique en juillet 1918. Ce texte instituait également le caractère fédératif de l'État, dûment conservé jusqu'à aujourd'hui dans l'appellation de « Fédération de Russie ».

La marche de l'Ukraine vers sa première indépendance suit les mêmes phases. La *Rada* centrale (parlement ukrainien autoproclamé) affirme l'autonomie de l'Ukraine dans le cadre de la Russie nouvelle en juin 1917. Cela provoque une crise ministérielle à Petrograd début juillet, au moment d'un premier soulèvement bolchevique. Deux semaines après la prise de pouvoir par ces derniers, la *Rada* proclame le 20 novembre 1917 que « l'Ukraine devient une république indépendante ne se séparant pas de la République Russe [...] afin d'aider [cette dernière] à devenir une fédération de peuples libres et égaux ». L'Assemblée constituante dans laquelle les dirigeants ukrainiens plaçaient leurs espoirs ayant été dispersée par

les bolcheviks, la *Rada* proclame enfin le 22 janvier 1918 que « la République populaire d'Ukraine devient un État indépendant libre et souverain et ne relevant d'aucun autre ».

Redevenue indépendante le 11 novembre 1918, la Pologne semble quant à elle devoir surtout sa résurrection à la fin du régime occupant, le Deuxième Reich allemand renversé à Berlin le 9 novembre. Les événements de Russie avaient néanmoins été déterminants. La fin du tsarisme avait confirmé Józef Piłsudski\* dans la certitude que le moment était venu de reconstituer l'État polonais. En juillet 1917, il provoqua la « crise du serment » pour soustraire ses Légions polonaises à l'allégeance austro-hongroise et subit un emprisonnement qui accrut son aura. Le 29 août 1918, c'est le conseil des Commissaires du Peuple de Lénine\* qui répudia officiellement les traités qui avaient démantelé la Pologne entre 1772 et 1795. Cela ne coûtait certes pas cher à un gouvernement soviétique surtout préoccupé par la montée de la guerre civile, mais c'était néanmoins une déclaration plus décisive que les vagues promesses sous condition faites jusque-là aux Polonais par différents pays de l'Alliance ou de l'Entente.

Nés de la même tourmente, les trois États s'opposent néanmoins à mesure qu'ils tentent de se renforcer. Tout en reconnaissant la République populaire d'Ukraine et son droit de « se séparer entièrement de la Russie », Lénine accuse la *Rada* dès décembre 1917 de favoriser « la désorganisation du front » face à des puissances centrales toujours belligérantes, de procéder « au désarmement des troupes soviétiques » présentes sur le sol ukrainien et d'apporter « son soutien au complot des cadets et des gens de Kalédine [...] contre le pouvoir des Soviets ». Inversement, la déclaration d'indépendance ukrainienne du 22 janvier 1918 met en cause les « soldats russes démobilisés, qui sèment la terreur, le désordre et la ruine sur notre sol » et dénonce « le gouvernement des commissaires du peuple » qui « envoie en notre territoire ses troupes, la garde rouge, des bolcheviks, qui volent le pain à nos paysans ». Force est de reconnaître que les deux parties avaient raison dans leurs accusations réciproques.

Moins d'un an plus tard, l'apparition de la Pologne sur l'échiquier régional pose vite problème au mouvement national ukrainien. L'effondrement de l'Empire austro-hongrois avait poussé les nationalistes de Galicie à proclamer la République populaire d'Ukraine occidentale à Lviv le 13 novembre 1918, après en avoir



« Comment l'aventure des hobereaux [polonais] se terminera », Moscou, GIZ, 1920.

chassé quelques unités paramilitaires polonaises. « L'Acte d'unification » de l'Ukraine occidentale avec sa grande sœur orientale est signé à Kiev (Kyiv) le 22 janvier 1919. Or, à cette date, les Polonais avaient déjà repris de vive force Lviv qui devenait ainsi Lwów. C'était pour eux le début d'une (re)conquête de la Galicie achevée en juillet 1919 : l'unité de la nouvelle Pologne avait eu raison de celle de l'Ukraine.

Menacée par la Pologne, l'indépendance ukrainienne l'est aussi par les Soviétiques. Faute de disposer d'un soutien populaire unanime, les dirigeants ukrainiens issus de la *Rada* tentent d'obtenir des appuis extérieurs contre les Rouges : les Allemands au début 1918, les Français en 1919 et finalement les Polonais encore un an plus tard. Symon Petlioura\*, chef du Directoire ukrainien, signe un accord avec Piłsudski en avril 1920, au grand dam des nationalistes galiciens. Or, pour les Polonais, l'Ukraine n'est qu'une pièce dans la partie qui les oppose aux héritiers de l'Empire russe pour définir les frontières. La prise de Kiev par l'armée polonaise en mai 1920 est aussi une revanche symbolique sur la perte de cette ville à la suite de la révolte de Bohdan Khmelnytsky\* au XVII<sup>e</sup> siècle.

Inversement, la contre-offensive de l'Armée rouge a également le caractère d'un sursaut national. Les affiches soviétiques qui appellent les paysans ukrainiens à régler leur compte aux *pany* (seigneurs) polonais entremêlent les stéréotypes sociaux de la lutte des classes avec les clichés ethnocentristes d'une guerre séculaire contre les *liakhi* (Polonais). Or, en progressant vers l'ouest, l'Armée rouge prend de plus en plus le visage d'une armée *russe* et sa défaite sous les murs de Varsovie le 22 août 1920 scelle l'union nationale en Pologne comme elle sonne le glas des espoirs bolcheviques d'exportation de la révolution en Europe.

Dès lors, malgré quelques déplacements de frontières ultérieurs, le rapport des forces en présence semble se figer pour sept décennies : l'Ukraine a échoué à obtenir une pleine souveraineté ; la Pologne reste sous la menace russe et sera subjuguée après 1945 ; le communisme n'est que le paravent idéologique d'une puissance russe qui vise par nature à soumettre ses voisins immédiats. Ce tableau rétrospectif fausse la perspective historique pour deux raisons.

D'abord, si les trois États se sont opposés entre 1917 et 1921, ils étaient pris dans une seule et même dynamique qui bouleversa tout l'est de l'Europe, et les processus révolutionnaires présentent des points communs d'un pays à l'autre. Tout le monde s'accorde sur le rôle de Lénine et de son « avant-garde éclairée » bolchevique, mais on oublie que Piłsudski et Petlioura étaient également des « révolutionnaires professionnels ». Comme Lénine, ils avaient connu, avant 1917, la répression, l'exil et la clandestinité et, comme Lénine, ils avaient toujours tenté de forger un appareil politico-militaire afin d'assurer la victoire de leur cause. On peut partiellement expliquer l'échec du projet étatique ukrainien dans ce cadre. Comparée à la longue expérience collective aussi bien des bolcheviks que des activistes polonais, les organisations nationalistes ukrainiennes étaient trop faibles et trop récemment implantées.

En outre, il faut se garder de surévaluer le facteur national en 1917-1921 au détriment des dynamiques sociales. Rappelons que les « soviets de députés ouvriers, soldats et paysans » qui fournirent la base du pouvoir bolchevique furent un modèle d'organisation politique qui s'étendit dans tout l'est de l'Europe à mesure que le chaos succédait à la guerre mondiale.

La *Rada* ukrainienne, qui était à l'origine un cartel de petites organisations nationalistes, chercha sa légitimité au printemps 1917 dans l'organisation *ad hoc* de congrès de paysans, d'ouvriers

et de soldats, afin de concurrencer les soviets déjà établis essentiellement par des russophones. Elle ne connut de vrai succès qu'avec les soldats : plusieurs millions d'hommes sous l'uniforme élurent leurs représentants. Ceux-ci plébiscitèrent Symon Petlioura et lui donnèrent ainsi la stature d'un chef militaire (alors qu'il n'avait jamais combattu) et d'un dirigeant révolutionnaire. Sur ce dernier point, son étoile pâlit dans les années suivantes à mesure qu'il repoussa le changement social (et notamment la réforme agraire) attendu dans les campagnes.

La Pologne connut un temps la contagion des conseils ouvriers, particulièrement dans le bassin minier de Dąbrowa Górnicza et la région de Łódź, la « terre de la grande promesse » industrielle (selon le titre du film d'Andrzej Wajda, 1975). Les conseils d'ouvriers y jouèrent le rôle d'administration locale provisoire dans les jours troublés de la fin de 1918, mais ils n'apparurent pas comme un pouvoir alternatif : outre qu'ils ne s'implantèrent pas hors des bastions ouvriers, ils étaient le plus souvent dirigés par des socialistes patriotes qui cédèrent la place aux autorités « légitimes » dès qu'on le leur demanda. Seule une minorité radicale continua d'espérer une « République polonaise des soviets » et nourrit ainsi l'illusion messianique des bolcheviks en 1920.

Les conflits extérieurs mettaient donc en jeu des clivages internes, difficiles à assumer dans des États si récents.

### « STATE BUILDING » ET CONSTRUCTIONS MÉMORIELLES

En Pologne, très vite on désigne la bataille de Varsovie contre l'Armée rouge comme le « Miracle sur la Vistule ». À l'origine, l'expression était ironique et visait la politique aventuriste de Piłsudski qui avait provoqué l'attaque soviétique. Néanmoins, elle acquiert une connotation positive et, dès 1921, Ryszard Bolesławski réalise un film de propagande sous ce titre [*Cud nad Wisłą*]. D'autres épopées militaires sont valorisées. À Lwów (Lviv), un lieu de mémoire est inauguré en 1924 au sein du cimetière de Łyczakow (Lytchakiv). Le « Cimetière des aiglons » [*Cmentarz Orłąt*] rappelle le martyr des plus jeunes défenseurs polonais de la ville en novembre 1918. Ce n'était pas de nature à apaiser les tensions dans la Galicie polonaise de l'entre-deux-guerres où 44 % des habitants étaient des Ukrainiens. C'est d'ailleurs parmi ces derniers, souvent des vétérans de l'Armée ukrainienne de Galicie, que se développe l'Organisation

des nationalistes ukrainien (OUN) où Stepan Bandera\* se forme politiquement : la politique des autorités polonaises, jusque dans le domaine mémoriel, entretient l'aigreur des Ukrainiens et motive l'engagement nationaliste.

En Ukraine soviétique, les constructions mémorielles sont peut-être plus complexes. La revue d'histoire du Parti communiste ukrainien reconnaissait en 1922 qu'« il n'y avait pas eu en Ukraine de véritable Octobre », car le bolchevisme ne s'était pas imposé en 1917, mais en 1919-1920, à la faveur de la guerre civile. Cela n'empêcha pas le 7 novembre d'y être célébré dès le début des années 1920, comme dans toute l'Union soviétique. Néanmoins, les responsables locaux cherchaient d'autres légitimations historiques : un congrès pan-ukrainien des soviets à Kharkiv en décembre 1917 ou l'insurrection des ouvriers de l'arsenal de Kiev en janvier 1918. Ce soulèvement est le sujet du film *Arsenal*, le premier chef-d'œuvre d'Oleksandr Dovjenko en 1929. Le réalisateur connaissait son sujet vu qu'il semble qu'il ait servi à l'époque des événements dans les troupes nationalistes qui écrasèrent les insurgés...

La mémoire de la guerre soviéto-polonaise embrassait quant à elle toute l'URSS, mais la confrontait à sa première défaite, aggravée par la captivité de dizaines de milliers de soldats rapatriés seulement après la paix de Riga en 1921. Il faudra le talent de l'écrivain Isaac Babel dans *Cavalerie rouge [Konarmija]* (1926) pour transformer une campagne malheureuse en une geste mêlant les cosaques et les Juifs, le sublime et l'horreur. Parallèlement à l'héroïsme militaire qui lui est désormais associé, la campagne de 1920 est aussi l'occasion d'ouvrir une brèche dans les milieux nationalistes ukrainiens. Plusieurs de ses représentants passent au bolchevisme, notamment par antipolonisme, tels le poète et dramaturge galicien Myroslav Irtchan ou l'ex-lieutenant de Petlioura Iouri Tioutiounyk. Ce dernier publie en URSS *Avec les Polonais contre l'Ukraine [Z poljakami proty Vkraïny]* (1924), où il dénonce l'action de son ancien mentor.

Les palinodies de la politique stalinienne imposent des changements brusques dans l'évaluation du passé soviéto-polonais. À la fin des années 1930, on comprend à la lecture du roman *Parkhomenko* de Vsevolod Ivanov (1939) que Léon Trotski était responsable de la défaite sous Varsovie. Le maréchal Toukhatchevski avait été exécuté en 1937 pour « complot militaro-trotskiste » ; or, c'était lui qui avait commandé les opérations de l'Armée rouge en 1920 : tout devenait

logique. De même, l'annexion de l'est de la Pologne en vertu de clauses secrètes du Pacte germano-soviétique apparaît comme l'épilogue heureux de la guerre perdue dix-neuf ans plus tôt, et les librairies soviétiques virent reflourir les publications historiques sur la lutte contre les « Polonais-blancs ». En Ukraine soviétique, l'intégration de la Galicie parachèveait une synthèse du projet révolutionnaire et du projet national élaborés depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : une Ukraine unifiée et débarrassée des exploiters étrangers existait enfin.

Grande perdante de la séquence 1939-1940, la Pologne se retrouve au centre du jeu après l'agression nazie contre l'URSS, comme condition de la grande alliance des Soviétiques avec les Anglo-Américains. S'il n'est pas question de revenir sur la « Libération des terres d'Ukraine et de Biélorussie occidentales », Staline peut largement effacer l'histoire révolutionnaire. Les Partis communistes de Pologne et d'Ukraine occidentale avaient été dissous par Staline en 1938. À partir de 1942, les partisans polonais de Moscou avaient reformé un Parti ouvrier polonais (PPR) qui se réclamait d'un socialisme fort modéré et non plus des conseils ouvriers de 1917-1920. Ils forment en 1944 le Comité polonais de libération nationale (PKWN), destiné par Staline à faire pièce au gouvernement polonais en exil à Londres. Malgré sa rhétorique patriotique, le PKWN sera néanmoins considéré comme un faux nez des Soviétiques. Il rappelait trop le *Pobrevkom* (Comité révolutionnaire polonais), monté à la hâte avec des bolcheviks polonais (dont Felix Dzerjinski\*) lors de l'offensive de 1920.

#### **DU « SOCIALISME RÉEL » À LA « FIN DU COMMUNISME »**

Avec le contrôle soviétique sur l'Europe de l'Est, une mémoire officielle s'impose à tous. « Avec les peuples de l'Union soviétique, des pays socialistes et toute l'humanité progressiste, les travailleurs de la République populaire de Pologne marquent solennellement [...] l'anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'octobre comme si c'était leur fête nationale » (*Ukraïns'kij istoričnyj žurnal*, 1968). Cette sacralisation commandait de valoriser un minimum l'histoire révolutionnaire commune aux trois pays. Henryk Jabłoński et Walentyna Najdus en Pologne, ainsi que les Soviétiques Aleksandr Manousevitch en Russie et Pavlo Kalenytschenko en Ukraine purent publier sur ces questions des travaux sinon novateurs du moins

sérieux et documentés rappelant la lutte commune de militants polonais de la gauche socialiste avec les bolcheviks.

Toutefois, ces recherches érudites n'influençaient pas forcément l'opinion publique, d'autant que des courants nationalistes existaient jusque dans les élites. En Russie soviétique, la période révolutionnaire était de plus en plus « nationalisée » : dans la lignée du dernier tome du *Chemin des Tourments* [*Hoždenie po mukam*] (1941) d'Alekseï Tolstoï, le film *Les Carillons du Kremlin* [*Kremlevskie kuranty*] (1970) de Viktor Gueorguiev met en scène le ralliement d'un « ci-devant » au régime soviétique au nom d'un patriotisme russe bien compris. En Ukraine, l'histoire des révolutions de 1848-1849 et de 1917-1920 dans les confins occidentaux permettait d'exprimer des sentiments antipolonais avant que le premier secrétaire du parti communiste local, Petro Chelest, ne soit destitué en 1972 pour « déviation nationaliste » et « idéalisation du passé ». Dans le Donbass, haut lieu du radicalisme ouvrier en 1917, le régime valorisa surtout la bataille de la production (mouvement « stakhanoviste » à partir de 1935) et la lutte contre l'envahisseur nazi (roman *La Jeune Garde* [*Molodaja gvardija*] d'Aleksandr Fadeïev, 1946) et promut ainsi une identité locale fondée sur un héroïsme sacrificiel au service de la patrie. La tendance n'épargne pas la Pologne. Dans les archives concernant la préparation du film *Lénine en Pologne* [*Lenin v Pol'se*] (1965) de Sergueï Ioutkevitch, on est ainsi surpris de voir un Polonais défendre la mémoire des Légions de Piłsudski devant ses collègues soviétiques lors d'une réunion d'artistes des deux pays !

Le retournement des discours officiels après la « sortie du communisme » n'est donc pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais il est d'autant plus violent que la nation considérée se sentait opprimée. La Pologne et l'Ukraine sont donc plus déterminées dans leurs politiques de décommunisation.

Notons toutefois que la décommunisation n'est pas apparue comme une nécessité impérieuse et immédiate dès 1989-1991. L'Institut de la mémoire nationale polonais (IPN), qui doit valoriser la lutte « contre les occupants, nazisme et communisme », est créé seulement en 1998. Son homologue ukrainien (UINP) voit le jour en 2006, mais il faut attendre le 9 avril 2015 pour qu'une loi interdise drastiquement « la propagande en faveur des régimes communiste et national-socialiste ». La réévaluation du passé dépend en fait de l'agenda politique : victoire électorale de la droite en Pologne

en 1997 et, en Ukraine, « Révolution orange » à la fin de 2004 et « Maïdan » en 2014. C'est encore la politique – internationale dans ce cas – qui pousse les Ukrainiens à rénover le « Cimetière des Aiglons » à Lviv. Abandonné et dégradé à l'époque soviétique, il devient le symbole du rapprochement ukraino-polonais dans les années 1990. Cependant, il faut là aussi attendre la « Révolution orange » pour que le site restauré soit inauguré par les présidents des deux pays en 2005.

La page du communisme étant tournée, le roman national peut de nouveau se lire comme un récit épique, mais linéaire, même en ce qui concerne la période révolutionnaire. En Pologne, le « Miracle sur la Vistule » est une nouvelle fois représenté à l'écran, mais désormais en 3D, dans *La Bataille de Varsovie, 1920 [1920 Bitwa Warszawska]* (2011) de Jerzy Hoffman. En Ukraine, les événements de 1917-1920 sont devenus la chambre d'écho du « Maïdan » et de la guerre dans le Donbass : l'abattage des statues de Lénine [*Leninopad*] a servi d'étalon aux progrès de la nouvelle révolution dans le pays fin 2013 – début 2014 (voir Mémoire et monuments\*).

Pour le centenaire de 1917, l'Institut ukrainien de la mémoire nationale a publié un catéchisme dénonçant « Douze mythes » sur la révolution et proposant au lecteur « Dix citations » des grandes figures ukrainiennes de l'époque. Surtout, on ne doit parler que de « révolution ukrainienne », même si l'expression ne s'était imposée parmi les nationalistes qu'après la défaite, dans l'émigration. En 1917, en effet, l'historien Mykhailo Hrouchevsky, leader de la *Rada*, évoquait la « Grande Révolution russe » et reconnaissait que « seule la Révolution russe nous a libérés ». Quant à l'anarchiste Makhno, il intitulait ses mémoires *La Révolution russe en Ukraine [Ruskaja revoljucija na Ukraine]* (1929), expression également inaudible en Ukraine aujourd'hui. Ces deux personnages avaient certes connu un retour en grâce après 1991. L'effigie de Hrouchevsky apparaît sur les coupures de 50 hryvnias et, en statue, au centre de Kyiv. Makhno avait même été l'objet d'un début de récupération nationaliste avec l'organisation de festivals rock sous le titre « Le Jour de l'Indépendance avec Nestor Makhno » [*Den' Nezaležnosti z Mahnom*] dans les années 2000.

Aujourd'hui, ces figures de gauche ou simplement libérales cèdent le pas à l'élément militaire : les cadets qui s'étaient sacrifiés à Krouty pour retarder l'avance des Rouges en Ukraine en

janvier 1918 sont officiellement présentés comme les ancêtres des *Kyborguy* (Cyborgs), les défenseurs de l'aéroport de Donetsk contre les « pro-russes » en 2014. Les ambitions subversives ou même seulement réformatrices des acteurs de la période révolutionnaire ne sont plus défendables aujourd'hui. En Pologne, où Piłsudski a retrouvé sa stature surplombante, qui se souvient du rôle du socialiste Ignacy Daszyński aux origines de la Deuxième République ou de son premier président, Gabriel Narutowicz, assassiné en 1922 par un nationaliste qui le trouvait trop à gauche ?

De ce point de vue, la Russie de Vladimir Poutine est bien à l'unisson de ses voisins. Si, contrairement à eux, le président russe a laissé en place de multiples monuments et plaques commémoratives dédiés au bolchevisme, c'est par souci de la continuité et de l'autorité de l'État. Juridiquement et symboliquement, il se veut l'héritier de la puissance soviétique et non d'un État tsariste qui s'était effondré sans résistance en huit jours de février 1917. Pour le reste, il n'était pas question, en 2017, de commémorer une révolution passée en Russie alors que les médias officiels dénonçaient à longueur d'articles celle qui venait de se produire en Ukraine. Le décorum autoritaire soviétique est conservé en étant habilement séparé de ses origines révolutionnaires et subversives comme le montre le traitement de la journée du 7 novembre. Elle a perdu son statut de fête nationale en 2004. En revanche, on reproduit le défilé militaire qui eut lieu sur la place Rouge le 7 novembre 1941 quand les troupes d'Hitler menaçaient Moscou au début de la guerre. La commémoration patriotique en kaki obère toute remémoration révolutionnaire.

Comme le remarquait un éditorialiste russe, il fallait aller loin de Saint-Pétersbourg, en Europe occidentale ou en Amérique du Nord, pour trouver en 2017 de belles expositions ou de grands colloques rappelant la Révolution de 1917. Plus généralement, dans l'Europe orientale d'aujourd'hui, la promotion du fait national semble avoir étouffé les aspirations sociales, si puissantes un siècle plus tôt.

**BIBLIOGRAPHIE**

AMACHER Korine (2017), «L'embarrassante mémoire de la Révolution russe», *La Vie des idées*, 14 avril 2017. En ligne : <http://www.laviedesidees.fr/La-memoire-encombrante-de-la-Revolution-russe.html>, consulté le 12 décembre 2019.

KUL'ČIC'KIJ Stanislav (2013), *Červonyj vyklyk. Istorija komunizmu v Ukraïni vid jogo narodžennja do zagybeli* [L'Appel rouge. Histoire du communisme en Ukraine], t. 1, 1917-1920, Kyiv : Tempora.

CHERNEV, Borislav (2017), *Twilight of Empire: The Brest-Litovsk Conference and the Remaking of East-Central Europe, 1917-1918*, Toronto : University of Toronto Press.

MISKO, Mihail (1948), «Iz istorii revoljucionnogo dviženija v Pol'she v 1918-1919 gg.» [À propos de l'histoire du mouvement révolutionnaire en Pologne en 1918-1919], *Voprosy Istorii*, 1948, n°10.

UINP [Institut ukrainien de la mémoire nationale] (2017), *Metodyčni rekomendacii do 100-rččja Ukraïns'koï revoljucii 1917-1921 rokiv* [Recommandations méthodologiques pour le centenaire de la Révolution ukrainienne]. En ligne : <http://www.memory.gov.ua/methodicmaterial/metodichni-rekomendatsii-do-100-richchya-ukrainskoi-revoljutsii-1917-1921-rokiv>, consulté le 29 août 2017.

ZAMOYSKI, Adam (2009), *Warsaw 1920. Lenin's Failed Conquest of Europe*, Londres : Harper Collins.

ZIELIŃSKI, Konrad (2016), «Remarks about the Activity of Polish Communists in Soviet Russia 1918-1922», *Annales Universitatis Mariae Curie-Skłodowska Lublin – Polonia*, vol. XXIII, 1 Sectio K 2016, pp. 109-120.



# UKRAINISATION

VIKTORIIA SERHIIENKO

La politique nationale des bolcheviks en Ukraine dans les années 1920-1930, connue sous le nom d'ukrainisation, continue de susciter des appréciations divergentes. Cette politique avait pour but de renforcer le pouvoir soviétique en attirant de son côté les éléments ukrainiens ruraux, ou, selon le jargon de l'époque, de réaliser « l'alliance entre la ville et le village ». Dans la pratique, l'ukrainisation a oscillé entre une « dérussification » timide et la création innovante d'une culture ukrainienne urbaine moderne.

## **DISCRIMINATION POSITIVE**

### **OU ÉVOLUTION SOCIALE FAVORISÉE PAR L'ÉTAT ?**

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, la composition ethnique de la population des villes d'Europe centrale et orientale était très différente de celle de leur environnement rural. En ce qui concerne la population ukrainophone des Empires russe et austro-hongrois, on peut affirmer que, jusqu'à la Première Guerre mondiale, les termes « ukrainien » et « paysan » étaient synonymes. Plus la ville était grande, moins le pourcentage d'Ukrainiens (ou de « petits-Russiens » selon la terminologie officielle de l'Empire russe) était élevé. Les quatre plus grandes villes des territoires ukrainiens de l'Empire russe ne comptaient que 17 % d'ukrainophones.

Si la Première Guerre mondiale fut une catastrophe pour les Empires russe et austro-hongrois qui se sont affrontés, elle a en revanche été une chance pour de nombreux mouvements nationaux. Cela concerne en particulier le projet ukrainien, qui visait l'autonomie (et, plus tard, la création d'un État indépendant) sur des terres où les paysans ukrainiens constituaient la majorité de la population. Les événements de la Révolution de février en Russie ont accéléré le processus de formation de la nation ukrainienne,

qui a abouti en janvier 1918 à la proclamation d'une République populaire ukrainienne, indépendante, démocratique et socialiste, dont le centre était Kiev (Kyiv). Plus tard, cette République s'unit à la République populaire d'Ukraine occidentale, qui avait émergé sur le territoire de l'ancien Empire austro-hongrois, majoritairement peuplé d'Ukrainiens (voir Révolutions et guerres, 1917-1921\*).

Bien que limitée par la nécessité de défendre constamment les frontières, l'indépendance rendit possible la réalisation des programmes sociaux des partis ukrainiens et le développement de la culture ukrainienne. L'État ouvrit des écoles ukrainiennes, des établissements d'enseignement supérieur, des théâtres. L'Académie des sciences pan-ukrainienne fut créée, une presse en langue ukrainienne se développa. La langue ukrainienne devint la langue de la vie sociale et culturelle.

Durant les campagnes militaires de 1917-1921, l'armée de la République populaire ukrainienne lutta aussi bien contre les bolcheviks que contre l'armée blanche de Dénikine et l'armée polonaise. Toutefois, le seul État se disant « ukrainien » qui perdura fut finalement la République socialiste soviétique d'Ukraine, proclamée par les bolcheviks en mars 1919. Les autres territoires à prédominance ukrainienne furent rattachés à la Pologne, à la Tchécoslovaquie et à la Roumanie, États qui venaient, eux aussi, d'être créés.

On prétend souvent que la politique d'« indigénisation » [*korenizacija*] ne fut qu'une mesure tactique habile qui contredisait les postulats théoriques formulés antérieurement par Lénine. Ce n'est pas tout à fait vrai. Croyant à l'avènement rapide de la révolution mondiale, les bolcheviks considéraient les conflits nationaux comme des contradictions sociales masquées qui, après la révolution socialiste, ne seraient plus qu'un lointain souvenir. L'exigence démocratique d'un « droit à l'autodétermination pour toutes les nations faisant partie de l'État », formulée en 1903 déjà au II<sup>e</sup> Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, n'était qu'une manœuvre politique à court terme dans le cadre de la lutte de tendances au sein du parti. Comme Lénine l'avait souligné : « nous défendons le droit à l'indépendance face au nationalisme extrémiste "grand-russe" qui a gâché à tel point la coexistence des nations que, parfois, la coopération ne s'améliore qu'après la séparation ! Le droit à l'autodétermination est une exception à notre prémisses générale de centralisme... » (Lettre à Chaoumian

du 6 décembre 1913). Le centralisme était conçu comme un moyen de créer une solidarité au sein de la classe ouvrière de diverses nations, et il est resté un postulat essentiel tout au long de l'existence de l'URSS. Toutefois, durant la longue guerre civile au cours de laquelle les bolcheviks durent lutter âprement pour garder le pouvoir, l'intensité des mouvements nationaux chez les peuples de l'ancien Empire russe les surprisent. Bien que la compréhension bolchevique du nationalisme n'ait pas changé (considéré comme une forme historiquement transitoire, le nationalisme a toujours été condamné en tant qu'idéologie bourgeoise, qui masquait les intérêts du prolétariat et dévoyait sa lutte), il devint évident qu'il était prématuré de renoncer au slogan du droit des nations à l'autodétermination (voir Lénine, la « Grande-Russie » et l'Ukraine\*).

La politique des bolcheviks envers les nationalités s'est formée durant les années 1919-1923 et a été proclamée officiellement durant le XII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste russe (bolchevique) en avril 1923. Cette nouvelle politique, d'abord appelée « nationalisation », a ensuite été nommée « indigénisation » (de l'adjectif *korennoj*, « indigène », « local »). Les bolcheviks ont utilisé la rhétorique de la décolonisation, souhaitant d'un côté accentuer leur soutien aux populations locales, et de l'autre se démarquer de la politique nationale de l'Empire russe, perçue comme une « prison des peuples ».

Conformément à la formule stalinienne contradictoire qui préconisait la création d'une culture « socialiste dans son contenu et nationale dans sa forme », les entités nationales et territoriales minoritaires, leur langue, leur culture et la formation de cadres qualifiés devaient être soutenus tant que cela n'entraînait pas en conflit avec la structure *de facto* centralisée et unitaire de l'URSS. Comme l'explique l'historienne Francine Hirsch, l'objectif stratégique de cette approche n'était pas de « promouvoir des "minorités nationales" aux dépens de la "majorité nationale", mais de précipiter tous les peuples, aussi bien majoritaires que minoritaires, vers les étapes imaginées dans le cadre du schéma marxiste de développement historique du féodalisme et du capitalisme au socialisme puis vers le communisme ».

Quels défis pratiques la politique d'« indigénisation » dans la République socialiste soviétique (RSS) d'Ukraine a-t-elle dû relever ? Tout d'abord, il ne faut pas oublier qu'en Ukraine, les bolcheviks s'appuyaient principalement sur le prolétariat urbain

russophone, concentré dans la région industrielle du Donets et de Krivoï Rog (Kryvyi Rih). Dans les campagnes, ils n'avaient pas de soutien stable. C'est la raison pour laquelle il était fondamental que le nouveau pouvoir soit considéré par les paysans comme le leur. Ce nouvel objectif justifiait également de lutter contre le « chauvinisme grand-russe », considéré désormais comme une menace grave.

Les problèmes de gouvernance ont également guidé l'adoption de la nouvelle politique d'ukrainisation. En avril 1918 fut créé le Parti communiste (bolchevique) d'Ukraine (PC[b]U), conçu comme section régionale du Parti communiste russe. À cette occasion, Lénine souligna l'importance d'établir des contacts avec l'intelligentsia ukrainienne : elle connaissait bien le contexte local, il fallait donc l'attirer de son côté. Staline souligna quant à lui la nécessité de renforcer le parti avec des nouveaux adhérents du cru. En effet, en 1922, on comptait dans les rangs du PC(b)U 23 % d'Ukrainiens, 54 % de Russes et 21 % d'autres nationalités. D'après un sondage, seuls 11 % des membres du parti parlaient l'ukrainien au quotidien.

Par ailleurs, la politique internationale a joué un rôle certain dans l'adoption de la politique d'ukrainisation. Le pays, qui espérait devenir le détonateur de l'explosion révolutionnaire mondiale, devait montrer l'exemple d'une politique nationale fondamentalement différente, non seulement de celle de l'ancien Empire russe, mais également des « démocraties bourgeoises ». Ainsi, la RSS d'Ukraine devait apparaître comme une sorte de Piémont aux yeux d'environ 7 millions d'Ukrainiens de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Roumanie. Cette tactique a d'ailleurs partiellement fonctionné. Dans le cadre de la politique d'ukrainisation, des dizaines de milliers d'Ukrainiens de Galicie orientale sont venus s'installer en Ukraine soviétique avec leurs familles et ont pu accéder aux postes réservés aux ukrainophones. Lorsque l'ukrainisation sera en grande partie abandonnée, la plupart d'entre eux subiront les répressions stalinienne.

Enfin, l'ukrainisation a également été une manœuvre politique vis-à-vis de la diaspora ukrainienne, qu'elle a fortement contribué à démoraliser et qui s'est divisée sur l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Ukraine soviétique. En mai 1924, la Conférence pan-ukrainienne du PC(b) d'Ukraine a adopté un « Appel à l'intelligentsia ukrainienne », l'encourageant à rentrer au pays. La même année, le retour de Mykhaïlo Hrouchevsky, historien éminent et leader de

la révolution ukrainienne de 1917, peut être considéré comme le résultat de cette politique.

### **LA SOVIÉTISATION À TRAVERS L'UKRAINISATION**

La mise en œuvre de l'ukrainisation, initiée par le centre, a toujours suscité des débats houleux au sein du PC(b) d'Ukraine. Ses partisans les plus zélés étaient les nationaux-communistes, anciens membres de partis socialistes ukrainiens qui avaient rejoint les bolcheviks et qui voulaient adapter le communisme aux spécificités nationales. Ils étaient particulièrement actifs au Commissariat du peuple à l'Éducation, dirigé par Oleksandr Choumsky (1924-1927) puis par Mykola Skrypnyk (1927-1933). Cependant, bien qu'influents, les nationaux-communistes étaient minoritaires au sein du parti et ne disposaient pas de moyens suffisants pour réussir l'ukrainisation. Quant à la majorité, elle restait mitigée au sujet de la nouvelle politique. D'une part, l'ukrainisation suscitait de l'incompréhension voire de l'hostilité, car le russe était «la langue internationale du prolétariat soviétique», et d'autre part, l'ukrainien était associé à la République populaire ukrainienne (considérée comme «bourgeoise») ainsi qu'au «village arriéré». D'autre part, l'ukrainisation était perçue comme un compromis tactique réalisé à des fins de propagande et était mal vue pour cette raison. Cependant, en 1925, à la suite de l'intervention du Comité central du PC russe, la commission chargée de contrôler le déroulement de l'ukrainisation fut créée auprès du Bureau politique, et sa direction fut attribuée à Lazar Kaganovitch, une personne de confiance de Staline. La situation était enfin débloquée.

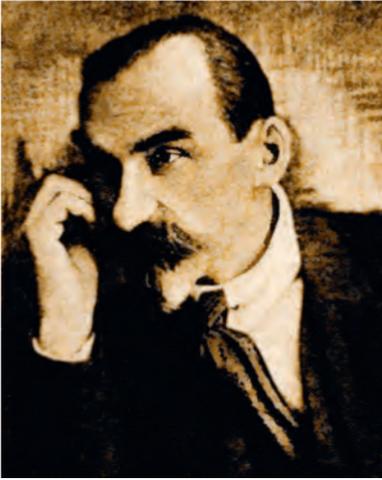
Une résolution clé, adoptée en avril 1925, prévoyait l'ukrainisation linguistique complète de l'appareil administratif. Des cours intensifs de langue ainsi que des commissions de contrôle de la maîtrise de l'ukrainien furent mis en place. Toutefois, les membres de ces commissions, agissant souvent de manière formaliste, s'intéressaient plus aux arguties grammaticales qu'à la connaissance de la langue. Cette manière de faire provoqua une protestation compréhensible et discrédita plutôt la culture ukrainienne. Des dizaines de milliers d'employés n'avaient pas une maîtrise suffisante de la langue ukrainienne. Par exemple, en 1930, le taux d'échec aux tests était de 58 % à Kiev, de 50 % à Odessa et de 60 % à Kharkov (Kharkiv). Dans le Donbass, seuls 8,5 % d'employés maîtrisaient

l'ukrainien. Cependant, les quelques centaines de licenciements qui s'ensuivirent ne relevaient pas d'une politique systématique et l'ignorance de l'ukrainien n'était souvent qu'un prétexte pour régler des comptes personnels.

En revanche, la décision de nommer des Ukrainiens dans toutes les structures de l'État et du parti eut beaucoup plus de succès. Par exemple, en 1926, on comptait 54 % d'Ukrainiens dans l'appareil administratif, 43 % dans le Parti communiste, et 63 % dans les Jeunesses communistes.

Conséquence de l'exode rural, l'urbanisation connut également une accélération pendant ces années, surtout à partir du début de l'industrialisation. En 1926, les Ukrainiens représentaient 55 % du nombre total d'ouvriers en Ukraine, les Russes 29 %, les Juifs 9 % et les autres nationalités 7 %. Même dans l'industrie minière, qui exigeait des qualifications élevées, le taux d'Ukrainiens atteignait 52 % en 1929. Cependant, tout en étant majoritaires, les Ukrainiens, entourés d'ouvriers russophones, adoptaient rapidement le russe dans la vie quotidienne. Ce processus était favorisé, d'un côté, par le stéréotype de l'ukrainien comme langue « rurale », et de l'autre, par l'absence de séparation culturelle nette entre les Ukrainiens et les Russes. De plus, l'approche, soutenue par Staline, selon laquelle, contrairement aux fonctionnaires, les prolétaires devaient être laissés libres du choix de leur langue, créait également des inégalités dans le statut des deux langues.

Les institutions gérées au niveau pan-soviétique se sont avérées être des foyers de résistance à l'ukrainisation. Afin de ne pas se voir imposer l'usage de l'ukrainien, elles engageaient volontairement du personnel qui ne le parlait pas. De plus, l'industrialisation forcée allait de pair avec le renforcement de la centralisation. Avec le développement des institutions placées sous tutelle directe du centre, l'utilisation du russe ainsi que l'hostilité vis-à-vis de l'ukrainisation augmentaient. Néanmoins, les rapports de l'époque constatent la formation d'un patriotisme ukrainien dans le milieu des ouvriers ukrainiens russifiés. Les médias et les actions de propagande en ukrainien à destination des ouvriers ont contribué à la formation d'une nouvelle identité urbaine ukrainienne, partagée aussi bien par les Russes que par les Ukrainiens, avec pour corollaire « la connaissance de l'ukrainien, l'identification avec la culture ukrainienne et la RSS d'Ukraine, et l'utilisation de la langue russe au travail » (Martin, 2001).



Mykola Skrypnyk.

Contrairement aux domaines économiques et politiques (de facto russophones, car relevant du centre), l'ukrainisation a eu un impact beaucoup plus important dans les domaines de l'éducation, des sciences et de la culture.

C'est dans l'enseignement scolaire que l'ukrainisation a remporté ses plus grands succès. En 1929, elle touchait 97,2 % des écoliers de famille ukrainienne. L'alphabétisation se faisait directement en ukrainien, si bien qu'à l'automne 1925, 81 % des centres d'alphabétisation étaient ukrainisés. Les enseignes et les documents officiels étaient dorénavant en ukrainien. Les tirages de livres en ukrainien augmentèrent rapidement. En 1922, les 186 livres publiés en ukrainien en Ukraine soviétique ne représentaient que 27 % du total des livres publiés dans l'année. En 1928, 5413 titres parurent en Ukraine, dont 54 % en ukrainien. En 1929, la République comptait 54 journaux en ukrainien, 20 en russe et 11 dans les langues des minorités nationales.

Malgré l'opposition des professeurs d'avant la révolution, tous russophones, l'ukrainien commença à s'imposer également comme langue d'enseignement supérieur. En 1928, près d'un quart des étudiants du supérieur étudiait exclusivement en ukrainien, et 68 % d'entre eux bénéficiaient d'un enseignement bilingue (avec dominante en ukrainien). Ces chiffres étaient respectivement de 38 % et 30 % pour les écoles techniques, et de 65 % et 17 % pour



Monument à Taras Chevtchenko à Kharkiv, 1935, sculpteur Matveï Manizer, architecte Iossif Langbard. © Georgi Dolgopski, 2006.

les universités ouvrières. Là encore, les institutions éducatives subordonnées aux commissariats centraux ont davantage résisté à ce processus. Le taux d'Ukrainiens ne cessait d'augmenter dans le supérieur. S'ils représentaient, en 1922, seulement 19 % des étudiants et 16 % dans les écoles techniques, ces chiffres étaient respectivement de 54 % et de 63 % en 1928.



Fragment du Monument à Taras Chevtchenko à Kharkiv.  
© Konstanin, 2017.

En 1928, avec l'aide de l'Académie des sciences d'Ukraine et au terme de longs débats, les normes de l'orthographe ukrainienne (dite la *skrypnykivka* en référence au commissaire du Peuple à l'Éducation, Mykola Skrypnyk) virent enfin le jour. L'élaboration d'une terminologie scientifique ainsi que la rédaction de plusieurs dictionnaires (dont le plus important était le *Dictionnaire de l'ukrainien vivant* [*Slovyk żyvoï ukrains'koï movy*]) furent entrepris la même année. Ainsi, l'ukrainisation confirma non seulement l'égalité officielle du russe et de l'ukrainien en élargissant la sphère d'utilisation de ce dernier, mais contribua également à la renommée de l'ukrainien comme langue de science et de culture.

L'assimilation de certains éléments de la culture ukrainienne classique allait de pair avec la création d'une nouvelle culture ukrainienne socialiste. En témoignent les tentatives de transformer Taras Chevtchenko, poète national du XIX<sup>e</sup> siècle, en précurseur du «Grand Octobre». Cependant, l'effet le plus remarquable et inattendu de l'ukrainisation a été l'émergence d'une génération de jeunes artistes ukrainiens pour qui l'ukrainisation avait une valeur

en soi, grâce à l'atmosphère de discussions stimulantes qu'elle avait créée, durant lesquelles on discutait des rapports entre l'internationalisme prolétarien et la culture nationale ukrainienne. Des sociétés littéraires concurrentes (dont les célèbres Hart (La Trempe), Vaplite (l'Académie libre de littérature prolétarienne), Mars (l'Atelier des mots révolutionnaires), Aspanfut (l'Association des pan-futuristes), ou encore Pluh (La Charrue), sont devenues populaires. Parmi les représentants les plus intéressants de la nouvelle génération d'artistes, on peut mentionner le peintre Mykhailo Boïtchouk, fondateur du mouvement artistique avant-gardiste inspiré des traditions de l'art byzantin, de l'iconographie et des images populaires; le dramaturge galicien Les Kourbas, fondateur de la troupe Berezil, un théâtre philosophique expérimental proche de l'expressionnisme allemand alliant la tragédie et le grotesque; Mykola Khvylovy, écrivain provocateur, qui appelait l'Ukraine à s'orienter vers «l'Europe psychologique» et à chercher sa voie spécifique vers le socialisme, sans copier la Russie; Mykola Zerov, poète néoclassique, qui, en prenant ses distances avec l'art prolétarien à la mode dans les turbulentes années 1920, aspirait à atteindre une harmonie sereine, propre à la poésie classique.

L'ukrainisation a également soulevé la question du statut des minorités nationales. La solution qui a été élaborée en Ukraine a été appliquée plus tard dans toute l'Union soviétique. La division de l'espace selon le critère de nationalité a été appliqué de haut en bas, jusqu'aux plus petits territoires, c'est-à-dire les villages. Un système de soviets locaux polonais, allemands, juifs, etc., a été mis en place. Ils étaient destinés à promouvoir la langue et la culture nationales, ainsi qu'à superviser la formation de spécialistes issus du milieu local. Cette politique avait pour vocation d'empêcher toute assimilation, même volontaire. Dans le cas du programme scolaire en yiddish appliqué aux enfants juifs des villes, la résistance de leurs parents, russifiés, fut telle que le programme dut être abandonné. En outre, la question la plus complexe de la politique nationale fut débattue publiquement: la population russe en Ukraine devrait-elle être considérée comme une minorité nationale? En effet, l'influence de la langue et de la culture russes étaient si importante qu'une partie des dirigeants ukrainiens du parti considéraient que les droits des Russes ne nécessitaient pas d'être protégés davantage. Finalement, la minorité russe fut officiellement reconnue, et des soviets russes commencèrent à apparaître dans les villages ukrainiens à partir de la fin de 1926.

En 1929, l'Ukraine rurale comptait 1089 soviets « nationaux » et 26 districts « nationaux », dont neuf russes, sept allemands, quatre bulgares, trois grecs, deux juifs et un polonais. Au fil du temps, le caractère contradictoire de cette approche, qui semblait parfaite au premier abord, ressortit. D'une part, l'existence des soviets « nationaux » empêchait l'assimilation, mais, de l'autre, les nombreuses « frontières » nationales donnaient de plus en plus l'impression que les minorités étaient un élément étranger. Quoi qu'il en soit, la politique nationale de la RSS d'Ukraine dans les années 1920 représente une tentative des plus audacieuses et des plus innovantes en Europe pour résoudre la question complexe et controversée des minorités nationales.

### LA FIN D'UNE ILLUSION

Vers la fin des années 1920, l'ukrainisation ne convenait plus aux autorités, tant centrales que régionales, pour plusieurs raisons. Une partie de l'*establishment* régional souhaitait, d'un côté, accélérer le rythme de l'ukrainisation et augmenter sa portée linguistique et culturelle, et de l'autre, redonner un sens politique et économique réel à l'existence de la RSS d'Ukraine. Mykhailo (Mikhaïl) Volobouev, par exemple, un brillant économiste et administrateur d'origine russe, défendit la souveraineté économique ukrainienne. Dans ses écrits, il parlait du caractère colonial des relations économiques russo-ukrainiennes et plaidait pour leur révision radicale. Certains hauts fonctionnaires et dirigeants du parti, notamment Mykola Skrypnyk et Oleksandr Choumsky, cherchaient à obtenir une égalité réelle et non formelle entre les Républiques de l'URSS. Cependant, face à la centralisation du parti et des secteurs clés de l'économie, des finances et de l'armée, ils disposaient d'instruments d'influence très limités.

Quant aux autorités centrales, elles commençaient à craindre sans vraie raison que les nationaux-communistes s'unissent sur des bases nationales aux nombreux représentants de l'intelligentsia ukrainienne, qui avaient accepté de rejoindre les bolcheviks uniquement en raison de la politique nationale de ces derniers. Une question fondamentale se posait : la politique d'ukrainisation, si formelle fût-elle, éloignait-elle le danger du nationalisme ou, au contraire, ne faisait-elle que l'augmenter ? Après tout, il était impossible de contrôler les activités de l'intelligentsia ukrainienne à la base, dans l'enseignement supérieur, dans les écoles, la presse, les maisons

d'édition, l'appareil d'État, etc. Ces personnes donnaient leur propre sens à l'ukrainisation, et ce sens pouvait aller au-delà de ce qui était approuvé et financé par l'État. Ainsi, aux yeux d'un nombre toujours croissant de communistes influents, d'une politique utile et approuvée, quoique secondaire, l'ukrainisation se transformait en une politique suspecte et même pernicieuse.

Cependant, alors engagée dans une lutte politique majeure contre l'opposition au sein du parti, Moscou ne réagit pas immédiatement à certains aspects indésirables de l'ukrainisation. Toutefois, dès que la victoire de Staline fut assurée, l'application de la politique nationale fut reconsidérée. De plus, avec la fin des espoirs en une révolution mondiale, le principe du Piémont s'inversait. Dorénavant, les peuples qui avaient une diaspora à l'extérieur de l'URSS étaient perçus comme une menace et non plus comme un agent d'influence soviétique. En outre, l'industrialisation à outrance imposait une centralisation toujours plus forte et, par conséquent, il fallait s'appuyer sur une seule culture et une seule langue. De là provient la métaphore stalinienne de «l'amitié entre les peuples», qui marque une nouvelle phase de la politique nationale soviétique qui commence à prendre de l'ampleur dès la fin des années 1920. L'une de ses principales caractéristiques était le retour à la culture russe traditionnelle et à un récit historique supposé servir de base à l'identité soviétique.

On comprend mieux la façon dont on mit fin à la politique d'ukrainisation grâce à la distinction faite par Terry Martin entre la «ligne dure» et la «ligne douce» dans la politique soviétique. La «ligne douce» était soumise à la priorité de la construction du socialisme, objectif primordial poursuivi selon la «ligne dure», coercitive. Le signal donné pour indiquer à quelle ligne appartenait telle ou telle politique était l'usage de la terreur. Dans le cas de l'ukrainisation à la fin des années 1920 et pendant les années 1930, alors que la rhétorique officielle continuait de la promulguer, une campagne de terreur fut lancée parallèlement contre «les nationalistes bourgeois» ukrainiens. Le décret du Comité central du Parti communiste du 14 décembre 1932 sur les «Collectes de céréales en Ukraine, au Caucase du Nord et dans la région occidentale» marqua une rupture radicale avec la politique d'ukrainisation des années précédentes. Dans ce décret, les difficultés des réquisitions et la famine de 1932-1933 (voir Grande Famine\*) furent imputées aux dirigeants de la République d'Ukraine, qui avaient pour la plupart été nommés dans le cadre de l'ukrainisation.

Ainsi, les fruits de l'ukrainisation furent effacés par plusieurs vagues de terreur : celles de 1928-1930, de 1932-1933 et de 1937-1938. Accusés de nationalisme, les nationaux-communistes Mykola Khvylovy et Mykola Skrypnyk se suicidèrent. Oleksandr Choumsky, accusé de faire partie d'une fictive « Organisation militaire ukrainienne », fut condamné à une longue peine de prison avant d'être exécuté après la Seconde Guerre mondiale sur ordre de Staline. La répression contre les nationaux-communistes et l'intelligentsia ukrainienne prit la forme d'une série de procès politiques, publics, mais falsifiés, dont le plus connu est celui de l'« Union de libération de l'Ukraine » [SVU]. La génération des jeunes artistes qui avait émergé dans les années 1920 fut liquidée et resta sous le nom de « renaissance fusillée ». Mykhaïlo Boïtchouk, Les Kourbas et Mykola Zerov notamment furent tués dans les camps soviétiques. Les œuvres ont partagé le sort de leurs créateurs. Les livres de Zerov et de Khvylovy furent interdits par la censure, les fresques de Boïtchouk et de ses élèves furent recouvertes de plâtre, et même la *skrypnykivka*, la nouvelle orthographe, fut condamnée comme « nationaliste ».

Quelles furent les conséquences à long terme de la politique d'ukrainisation, malgré l'élimination de ses plus ardents défenseurs dans les vagues de terreur des années 1930 ?

En réalité, l'ukrainisation a marqué le début d'une intégration à part entière de la population locale dans les organes de l'État et les structures du parti, ce qui a contribué au renforcement du pouvoir soviétique en Ukraine. En outre, elle a favorisé la formation d'une bureaucratie communiste locale composée de gens issus du peuple. Les meilleurs exemples en sont Nikita Khrouchtchev et Leonid Brejnev, futurs secrétaires généraux du PC de l'Union soviétique : leur passeport indiquait, comme c'était obligatoire depuis 1932, leur « nationalité » ukrainienne, ce qui leur a servi de tremplin pour gravir les échelons. Par ailleurs, l'ukrainisation a contribué à façonner l'identité territoriale ukrainienne et a jeté les bases d'une culture ukrainienne soviétique. En outre, c'est dans les années 1920 qu'ont été posés les fondements du bilinguisme russo-ukrainien, encore en usage dans la société ukrainienne. Enfin, la politique nationale de l'époque de l'ukrainisation a eu, à long terme au moins, un effet imprévu. Le fameux droit des nations à l'autodétermination, qui, indépendamment des buts réels de ses instigateurs, était le fondement formel de la constitution de l'URSS, est devenu la base juridique de sa désintégration pacifique.

*Traduit du russe par Olga Fioretti*

**BIBLIOGRAPHIE**

BORISENOK Elena (2006), *Fenomen sovetskoj ukrainizacii. 1920-1930-e gody* [Le phénomène de l'ukrainisation soviétique. Années 1920-1930], Moscou : Evropa.

HIRSCH Francine (2005), *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Ithaca : Cornell University Press.

KRAWCHENKO Bohdan (1985), *Social Change and National Consciousness in Twentieth-Century Ukraine*, Londres : Macmillan.

MARTIN Terry (2001), *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca : Cornell University Press.

SMOLIJ Valerij (éd.) (2003), « *Ukraïnizacija* » 1920-30-h rokiv : *pere-dumovy, zdobutky, uroky* [L'ukrainisation des années 1920-1930 : contexte, réalisations, bilan], Kyiv : Instytut istorii Ukraïny.

# LA GRANDE FAMINE (1932-1933)

NICOLAS WERTH

Notre connaissance de la Grande Famine qui a frappé, en 1932-1933, l'Ukraine ainsi que le Kouban, riche région agricole du Caucase du Nord peuplée majoritairement d'Ukrainiens, a considérablement progressé grâce notamment à l'immense travail accompli par les historiens ukrainiens pour lesquels la compréhension des mécanismes de la Grande Famine, appelée aujourd'hui *Holodomor* en Ukraine<sup>1</sup>, sont devenus un enjeu central de mémoire et d'histoire. Aujourd'hui, cette catastrophe majeure de l'histoire européenne du XX<sup>e</sup> siècle commence enfin à être reconnue à sa juste mesure. Pour Timothy Snyder, c'est le premier acte d'un terrible cycle de violence, perpétré par le nazisme et le stalinisme entre le début des années 1930 et la fin de la Seconde Guerre mondiale contre les populations civiles au cœur de l'Europe, dans les « Terres de sang ».

La famine ukrainienne de 1932-1933 fut différente des nombreuses famines qui, à intervalles réguliers, frappaient un certain nombre de régions de l'Empire russe. Elle ne fut précédée d'aucun de ces cataclysmes météorologiques qui créent les conditions d'une telle catastrophe. Comme l'a écrit l'historien James Mace, la famine ukrainienne, comme les autres famines qui frappèrent aussi le Kazakhstan et les régions de la Volga, fut une « *man-made famine* », la conséquence directe d'une politique d'extrême violence, la collectivisation forcée des campagnes. Elle fut mise en œuvre à partir du début de l'année 1930 par le régime stalinien dans le but d'extraire de la paysannerie un lourd tribut afin de réaliser « l'accumulation socialiste primitive » indispensable à l'industrialisation

1. Le terme *holodomor* signifie l'extermination de masse des Ukrainiens par la faim. Il résulte de la fusion des mots *holod*, la faim, et *mor*, racine du verbe *moryty*, qui signifie épuiser, laisser souffrir sans intervenir, tuer par privations.



Premier labour collectivisé au kolkhoze Demian Bedny, circonscription d'Artemivsk, 1930 (archives photographiques centrales d'État d'Ukraine H.S. Pchenychny).

accélérée du pays, et d'imposer un contrôle politique sur les campagnes. Conséquence directe, mais non « programmée », la famine fut, en Ukraine et au Kouban *intentionnellement* aggravée à partir de l'automne 1932 par la volonté inébranlable de Staline de briser, par l'arme de la faim, la résistance opiniâtre des paysans ukrainiens à la collectivisation et aux prélèvements démesurés sur les récoltes. Rappelons ce fait capital : près de la moitié des quelque 14 000 émeutes paysannes en 1930 eut lieu en Ukraine et au cours des deux années suivantes, l'Ukraine resta la région la plus insoumise. En réalité, ce n'était pas nouveau : au cours de la guerre civile, les paysans ukrainiens avaient déjà été très actifs contre les réquisitions menées par les *Moskali*, terme péjoratif pour désigner les « gens de Moscou ». Pour Staline, la paysannerie ukrainienne constituait indubitablement la colonne vertébrale du nationalisme ukrainien, jugé comme *la* principale menace à l'édification du système stalinien et à la consolidation de l'Union soviétique.

Aussi n'est-il pas étonnant que le traitement de la famine ukrainienne par le pouvoir stalinien se distingue nettement de celui des autres famines : par sa dureté, et par la volonté de briser la résistance paysanne. Concernant la plupart des régions frappées par la famine, le groupe dirigeant stalinien manifesta une totale indifférence aux

souffrances humaines. La famine n'y était, pour utiliser un terme contemporain – et anachronique – qu'un « dommage collatéral » de la modernisation introduite par la collectivisation, mode « supérieur » de production. Pour autant, ces « autres » famines n'en furent pas moins terriblement meurtrières : au Kazakhstan, la plus grande région d'élevage de l'Union soviétique, dévastée par une double politique de collectivisation massive du cheptel (qui accusa une chute de 85 % entre 1928 et 1932) et de sédentarisation forcée des éleveurs nomades et semi-nomades, plus d'un tiers de la population autochtone kazakhe (1,4 million sur 4 millions) disparut en trois ans des suites de la famine et de terribles épidémies – une mortalité bien plus élevée qu'en Ukraine, où la famine n'emporta « que » 12 à 13 % de la population (3,5 à 4 millions sur 30 millions). La famine fit encore un million de morts environ dans les régions de la Volga et dans la région centrale des terres noires, là où il y avait le plus à prendre aux paysans.

La famine ukrainienne fut totalement passée sous silence par le régime soviétique, y compris au moment du « dégel » khrouchtchévien, au cours duquel un certain nombre de crimes de Staline furent dénoncés. Hors d'URSS, malgré les nombreux témoignages rassemblés par la communauté ukrainienne émigrée au Canada et aux États-Unis, il fallut attendre le milieu des années 1980 pour voir paraître le premier ouvrage majeur consacré à cette famine, fondé, pour l'essentiel, sur des sources de l'émigration (Conquest, 1995). En URSS, ce n'est qu'à partir de la perestroïka que la famine de 1932-1933 fut enfin abordée. Avec la disparition de l'URSS et l'ouverture des archives soviétiques, l'accès à un certain nombre de sources, comme les résolutions secrètes du Politburo et du Comité central du Parti communiste d'Ukraine, les lettres échangées entre Staline et ses proches collaborateurs, Viatcheslav Molotov et Lazar Kaganovitch, la correspondance entre les responsables locaux du parti, les rapports de la police politique sur la situation dans les campagnes, ou encore les lettres des paysans affamés, interceptées par la censure postale pour éviter que la nouvelle de la famine ne se répandît à travers le pays, a permis aux historiens de mieux comprendre les causes de la famine, d'analyser les mécanismes politiques et économiques à l'œuvre, d'évaluer les responsabilités des dirigeants soviétiques dans la genèse, puis dans l'aggravation, intentionnelle à partir de l'automne 1932, de la famine en Ukraine et au Kouban, de rendre compte enfin des



Dékoulakisation d'un paysan à Oudatchné dans le Donbass, 1932  
(archives photographiques centrales d'État d'Ukraine H.S. Pchenytchny).

souffrances indicibles endurées par les populations, soumises à un véritable blocus et donc à un « châtement par la faim », pour avoir résisté à l'imposition du système kolkhozien. Résumons à grands traits ce dossier.

### **LES MÉCANISMES D'UNE FAMINE MEURTRIÈRE:**

#### **DÉBUT 1932 – JANVIER 1933**

En 1931, les organismes soviétiques de collecte de céréales parvinrent, au plan national, à tirer d'une récolte très médiocre (69 millions de tonnes de céréales) un chiffre record de près de 23 millions de tonnes, dont plus de 5 millions furent exportés. En raison des mauvaises récoltes en Sibérie occidentale et au

Kazakhstan, l'Ukraine, le Caucase du Nord et la région centrale des terres noires furent tout particulièrement mis à contribution cette année-là. Ainsi, l'Ukraine fut ponctionnée à hauteur de 42 % de sa récolte globale, un prélèvement exceptionnel qui acheva de désorganiser le cycle productif déjà très perturbé par la collectivisation forcée et la dékoulakisation<sup>2</sup> entreprises l'année précédente. De nombreux kolkhozes (exploitations collectives) durent céder une partie des semences indispensables pour la future récolte, compromettant ainsi gravement l'avenir. Dès février-mars 1932, les rapports de l'OGPU (police politique) envoyés aux principaux dirigeants soviétiques faisaient état de « foyers isolés de difficultés alimentaires ». Au cours des semaines suivantes, la situation alimentaire s'aggrava considérablement, à tel point que Hryhorïï Petrovsky, le président du comité exécutif des soviets d'Ukraine, et Vlas Tchoubar, le chef du gouvernement ukrainien, adressèrent le 10 juin 1932, chacun de leur côté, une lettre à Staline et à Molotov, dans laquelle ils décrivaient la situation critique des campagnes ukrainiennes et demandaient une aide alimentaire d'urgence. Ces demandes restèrent sans réponse.

À la III<sup>e</sup> Conférence du parti ukrainien, qui se réunit à Kharkiv début juillet, l'immense majorité des orateurs juge « irréaliste » le plan de collecte imposé par Moscou. Néanmoins, sous la pression de Molotov et de Kaganovitch, les délégués de la conférence finissent par entériner le plan : en 1932, l'Ukraine devra livrer près de 6 millions de tonnes.

L'opposition manifestée par les responsables ukrainiens ne passe pas inaperçue de Staline. Le 11 août, dans une lettre à Kaganovitch, Staline écrit notamment :

Le plus important maintenant, c'est l'Ukraine. Les affaires de l'Ukraine vont lamentablement mal. Ça va mal du côté du parti. On dit que dans deux régions d'Ukraine [...] environ 50 comités de district se sont exprimés contre le plan de collecte après l'avoir déclaré irréaliste. Dans les autres comités de district on affirme que les choses ne vont pas mieux. À quoi cela ressemble-t-il ? Ce n'est plus un parti, c'est un parlement, une caricature de parlement. Au lieu de diriger, Kossior n'a cessé de louvoyer entre les directives du Comité central du parti et les demandes des comités de district :

2. Élimination « en tant que classe » des *koulaks* (paysans riches selon le classement des autorités soviétiques), en les expropriant et en les déportant.

le voilà enfoncé jusqu'à la garde [...] Ça va mal du côté des soviets. Tchoubar n'est pas un dirigeant. Ça va mal du côté du GPU. Redens n'est pas de taille à diriger la lutte contre la contre-révolution dans une république aussi grande et aussi spécifique que l'Ukraine. Si nous n'entreprenons pas immédiatement le redressement de la situation en Ukraine, nous pouvons perdre l'Ukraine. Ayez à l'esprit que Pilsudski ne sommeille pas, son antenne d'espionnage en Ukraine est beaucoup plus forte que ne le pensent Redens et Kossior. Ayez également à l'esprit que dans le Parti communiste ukrainien (500 000 membres, ha, ha!) on ne trouve pas peu (non, pas peu!) d'éléments pourris, de pétiouriens conscients et inconscients, et enfin des agents directs de Pilsudski.

Pour Staline, l'Ukraine est vulnérable, mais pas à cause de la famine imminente qui menace de mort des millions d'Ukrainiens. Elle est vulnérable politiquement. Une reprise en main s'impose donc. Sur le « front des collectes », les mois de septembre et d'octobre 1932 sont catastrophiques. Les rapports confidentiels de l'OGPU éclairent les multiples stratagèmes mis en place par les paysans, souvent avec la complicité de l'administration des kolkhozes, pour tenter de soustraire une part de la récolte aux collectes d'État : blés enfouis à peine récoltés, cachés dans des entrepôts clandestins, disséminés à la périphérie des villages, moulus dans des « moulins à bras » de fabrication artisanale, détournés lors du transport vers les silos, ou au moment de la pesée ; enfants, femmes et personnes âgées, que les paysans pensaient peut-être moins exposés aux rigueurs de la loi, envoyés couper, souvent de nuit, quelques épis. Ce sont ces résistances que le Politburo décide de briser en décidant, le 22 octobre, d'envoyer en Ukraine et au Caucase du Nord deux « Commissions plénipotentiaires », l'une dirigée par Molotov, l'autre par Kaganovitch.

De fin octobre 1932 à fin janvier 1933, ces commissions jouent un rôle décisif dans l'aggravation de la famine. Parmi les premières mesures prises figurent « l'inscription au tableau noir » de centaines de kolkhozes. Cette mesure entraîne le retrait de tous les produits, manufacturés et *alimentaires*, des magasins, l'arrêt total du commerce, le remboursement immédiat de tous les crédits, individuels ou collectifs en cours, une imposition exceptionnelle, des arrestations massives de tous les « saboteurs du plan de collecte ».



Jeune communiste armé gardant la réserve de grain à semer pour l'année 1934 à Vilchany près de Kharkiv (archives photographiques centrales d'État d'Ukraine H.S. Pchenychny).

Dernière étape de l'escalade répressive : la déportation collective de tous les habitants des villages « rebelles » : ainsi, en janvier 1933, les habitants de trois grandes *stanitsy* du Kouban, soit plus de 45 000 personnes, sont collectivement déportés vers la Sibérie, l'Oural et le Kazakhstan.

C'est dans la seconde quinzaine de décembre 1932 que sont prises les mesures fatales qui condamnent des dizaines de millions de paysans ukrainiens à la famine. Le 14 décembre 1932, sur proposition de Staline, le Politburo condamne la politique d'ukrainisation\* menée depuis 1923, au prétexte qu'elle a favorisé l'émergence d'un « nationalisme ukrainien ». Quelques jours plus tard, Kaganovitch propose d'annuler une résolution du Parti communiste ukrainien qui stipulait que seul le comité exécutif régional des soviets pouvait autoriser, à titre de sanction exceptionnelle, la confiscation des « fonds de semences » des kolkhozes et leur inclusion au titre des livraisons obligatoires d'État. Ayant reçu l'accord

de Staline, Kaganovitch impose cette mesure à la direction du Parti communiste ukrainien. Celle-ci cède également sur un autre point capital : les kolkhozes qui n'ont pas rempli le « plan de collecte » seront tenus de rendre, dans un délai de cinq jours, leurs « soi-disant fonds de semences », dernières réserves permettant d'assurer la prochaine récolte, même la plus minimale, ou d'apporter une ultime aide aux kolkhoziens affamés. Le 1<sup>er</sup> janvier 1933, la direction du Parti communiste ukrainien adopte une résolution stipulant que tous les kolkhoziens et paysans individuels chez lesquels seraient découverts des « stocks cachés » seraient assimilés à des « voleurs de la propriété socialiste » et jugés « avec toute la sévérité de la loi du 7 août 1932 ». La répression franchit un nouveau palier.

Du 7 au 12 janvier 1933, au plénum du Comité central à Moscou, Staline reconnaît que malgré une récolte globalement meilleure en 1932 que l'année précédente, la campagne de collecte a connu davantage de difficultés. Celles-ci ont pour origine le « travail de sape » mené par les « éléments koulaks infiltrés dans les kolkhozes », « la nonchalance criminelle des communistes ruraux », leur « attitude non marxiste vis-à-vis de l'agriculture collective ». Comme tous les orateurs, les dirigeants du Parti communiste ukrainien, dont certains avaient tenté de résister aux pressions de Moscou, célèbrent les « succès grandioses du premier plan quinquennal réalisé en quatre ans et trois mois » et passent sous silence la situation réelle en Ukraine.

Au même moment, l'exode des paysans s'amplifie. Le 22 janvier 1933, Staline rédige une directive secrète ordonnant de mettre immédiatement fin à l'exode massif des paysans qui fuient l'Ukraine et le Kouban « sous prétexte d'aller chercher du pain » :

Le Comité central et le Conseil des commissaires du peuple ont les preuves que cet exode en provenance d'Ukraine, de même que l'exode de l'an dernier, est organisé par les ennemis du pouvoir soviétique, les socialistes-révolutionnaires et les agents polonais dans un but de propagande, afin de discréditer, par l'intermédiaire des paysans fuyant vers les régions de l'URSS au nord de l'Ukraine, le système kolkhozien en particulier et le système soviétique en général.

Le même jour, Genrikh Iagoda envoie aux dirigeants régionaux de l'OGPU une circulaire, qui ordonne la mise en place

de patrouilles spéciales chargées d'intercepter tous les « fuyards ». Après « filtration » des individus arrêtés, les « éléments koulaks et contre-révolutionnaires », les « individus propageant des rumeurs contre-révolutionnaires sur de prétendues difficultés alimentaires », ainsi que tous ceux qui refuseraient de rentrer chez eux devaient être déportés vers des « villages spéciaux », voire envoyés en camp. Les autres fuyards seraient « renvoyés chez eux », une mesure qui les condamnait à une mort certaine dans des villages privés de tout secours alimentaire. Dès le lendemain, le dispositif visant à empêcher toute fuite des affamés (et toute diffusion des nouvelles sur une famine niée par les autorités) est complété par des directives suspendant la vente des billets de chemin de fer aux paysans. En deux mois, plus de 225 000 personnes sont appréhendées, dont 85 % renvoyées mourir de faim au village, les autres étant envoyées en camp.

### LE PAROXYSMES : FÉVRIER-JUILLET 1933

C'est entre les mois de février et de juillet 1933 que sont rédigés, par les hauts responsables du GPU d'Ukraine, les quelques rares documents (en dehors des témoignages de survivants collectés ultérieurement) sur ce qui se passe dans les campagnes ukrainiennes livrées à la faim. Les rares textes exhumés des archives du FSB reflètent une vision policière, très distanciée, des « difficultés alimentaires » attribuées au « sabotage occasionné dans l'agriculture de l'Ukraine par les éléments koulaks et contre-révolutionnaires infiltrés dans les kolkhozes, les sovkhoses [exploitations d'État] et un certain nombre de villages ». Particulièrement révélatrices sont les précisions données par le chef de la police politique de la région de Dniepropetrovsk (Dnipro), concernant les autopsies pratiquées pour déterminer les « causes exactes de la mort » des affamés : ces individus étaient-ils *vraiment* morts de faim ? N'avait-on pas eu affaire à une « provocation de l'ennemi » ? Quant aux cas de cannibalisme et de nécrophagie, ils sont relatés avec la distance de l'ethnologue décrivant les mœurs sauvages d'une peuplade primitive. La hantise d'un soulèvement des masses paysannes affamées transparait aussi clairement dans les rapports des responsables de l'OGPU. Au plus fort de la famine, des plans « grandioses » de déportation de millions « d'éléments koulaks, contre-révolutionnaires et socialement nuisibles » sont élaborés, tandis que les

pouvoirs des juridictions d'exception sont encore renforcés par crainte d'insurrections paysannes.

Parmi les autres questions importantes soulevées par les rapports figure celle de l'aide alimentaire allouée *in extremis* à certains districts frappés par la famine. De janvier à juin 1933, les autorités centrales adoptèrent pas moins de 35 résolutions d'aide aux régions touchées par des « difficultés alimentaires ». Les aides débloquées s'élevèrent à 320 000 tonnes environ, ce qui, rapporté à la trentaine de millions de personnes frappées par la famine, ne représentait que dix kilos de céréales par personne, soit à peine 3 % de la consommation annuelle moyenne d'un paysan ! En 1932, l'URSS exporta 1 730 000 tonnes de céréales ; en 1933, 1 680 000 tonnes. En outre, les réserves d'État atteignaient, au début de 1933, plus de 1 800 000 tonnes. Quelle part de la dérisoire aide alimentaire débloquée par les autorités parvint jusque dans les villages ? Une part minime, sans aucun doute, les villes d'Ukraine et du Caucase du Nord ayant bénéficié de la plus grande part de l'aide alimentaire. Les instructions envoyées le 19 mars 1933 par Vsevolod Balitski précisait que les aides alimentaires d'urgence, accordées « sur une base de classe », étaient exclusivement destinées « à ceux qui les méritent, c'est-à-dire en priorité et par ordre, aux kolkhoziens ayant un nombre important de journées de travail, aux brigadiers, aux tractoristes, aux familles ayant un membre dans l'Armée rouge, aux kolkhoziens et aux paysans individuels s'étant engagés à adhérer au kolkhoze ».

Une autre préoccupation majeure ressort des rapports du GPU au printemps 1933 : comment assurer, dans les régions ravagées par la famine, les travaux des champs pour la future récolte ? Étant donné leur état d'affaiblissement, les kolkhoziens survivants parvenaient difficilement, comme le reconnaissent, non sans cynisme, les rédacteurs des rapports policiers, à travailler : ils « sont incapables de remplir les normes. Par conséquent, ils ne reçoivent pas suffisamment de pain et commencent à gonfler. » Pour remédier au manque dramatique de main d'œuvre rurale, les autorités mobilisèrent, *manu militari*, une partie de la population urbaine, envoyée aux champs, avant de procéder à de vastes transferts de « colons » en provenance d'autres régions de l'URSS : plus de 200 000 paysans furent ainsi déplacés, en 1933-1934, vers les contrées dévastées par la famine, la plupart d'entre eux aussitôt après leur service militaire.

Dernier point éclairé par les rapports de l'OGPU sur les campagnes d'Ukraine et du Caucase du Nord en 1932-1933 – l'extraordinaire brutalisation qui accompagna les disettes et la famine. Celle-ci se traduisit par l'essor du banditisme rural et par la remontée d'une immense violence sociale au quotidien, dans un univers traumatisé par la faim : voleurs lynchés, y compris les enfants attrapés en train de chaparder quelques légumes, jugements sommaires administrés par les paysans eux-mêmes, tortures, brutalités, exactions diverses, abandons d'enfants, cannibalisme et nécrophagie. La violence extrême exercée par le régime et ses représentants à l'encontre de la population finit par gagner les victimes elles-mêmes.

Les témoignages des survivants, recueillis à divers moments (années 1950, parmi les émigrés de la « seconde vague » ; années 1990, après la chute de l'URSS, en Ukraine même) constituent une autre source exceptionnelle pour comprendre, de l'intérieur, ce qu'a été la famine de 1932-1933. Tous décrivent l'extraordinaire acharnement des « brigades d'activistes », composées de policiers, de responsables locaux du parti, mais aussi d'individus extérieurs au village, à confisquer systématiquement les dernières réserves alimentaires des paysans. Leurs exactions, qui s'apparentaient souvent à un pillage généralisé, montrent qu'elles avaient pour but non seulement de « remplir à tout prix le plan de collecte de céréales », mais aussi de « punir » les paysans hostiles au système kolkhozien et qui tentaient de survivre en glanant (en « volant » selon les autorités) quelques épis ou quelques pommes de terre, en cachant une poule, ou en cultivant un minuscule potager – « aux dépens du travail collectif ». Tous les témoignages dépeignent la lente agonie de la mort par famine, la progressive déshumanisation des victimes, la multiplication des transgressions (anthropophagie, abandons massifs de jeunes enfants, suicides collectifs). Ils montrent aussi que la famine ne frappait pas toutes les catégories de la population de façon égale : les campagnes ukrainiennes payèrent un tribut plus lourd que les villes, où vivait une forte minorité de non-Ukrainiens (Russes, Polonais, Juifs) ; les simples paysans étaient plus vulnérables que les cadres des kolkhozes ou que les « spécialistes » (techniciens, tractoristes). Ces témoignages soulignent enfin le sentiment d'abandon total ressenti par les habitants des zones rurales, bloqués dans leur village et privés de la moindre aide.

Entre janvier et juillet 1933, plus de 15 000 personnes meurent de faim et d'épuisement chaque jour en Ukraine. Pour prendre toute

la mesure de cette hécatombe, rappelons qu'au cours de la Première Guerre mondiale, environ 6000 combattants étaient morts quotidiennement sur l'ensemble des champs de bataille européens.

### **LA FAMINE - UN GÉNOCIDE ?**

Après plus d'un demi-siècle de silence total, la famine de 1932-1933 est devenue le fondement de la nouvelle identité ukrainienne. La période postcommuniste dans l'Ukraine indépendante s'est ouverte sur une remise en question radicale des valeurs du régime communiste et de la mémoire historique institutionnalisée par le pouvoir soviétique. On le sait, toute collectivité en cours de reconstruction identitaire redéfinit la mémoire collective et nationale dans laquelle elle s'enracine, revoit son passé, en y choisissant les faits qui vont asseoir le nouveau mythe national. Aujourd'hui, la Grande Famine – ou *Holodomor* – occupe une place centrale dans la politique mémorielle du pouvoir ukrainien. En 2006, le Parlement ukrainien a officiellement reconnu l'*Holodomor* comme un génocide perpétré contre le peuple ukrainien. Cette qualification, votée à une très faible majorité des députés ukrainiens, est loin de faire l'unanimité. Les Ukrainiens sont profondément divisés sur la question. Les russophones, fortement implantés dans la partie orientale de l'Ukraine, et parmi lesquels on compte un certain nombre d'anciens communistes, nostalgiques de l'URSS, mettent en avant le fait que la famine a aussi frappé de nombreux paysans russes. Ils refusent donc la thèse du génocide. À l'opposé, les Ukrainiens des régions occidentales de l'Ukraine, incorporées à l'URSS à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, et dont certains combattirent le communisme stalinien les armes à la main (mais ne connurent pas la famine puisqu'au moment où celle-ci sévissait, les régions occidentales de l'Ukraine faisaient partie de la Pologne) adhèrent à la thèse du génocide. Qu'en est-il des historiens ? Eux aussi sont divisés sur la question. Certains (pour l'essentiel les historiens anglo-saxons et les quelques rares historiens russes qui ont travaillé sur la famine) rejettent la qualification de génocide. Ils font valoir le fait que la famine a frappé des régions très diverses (l'Ukraine, mais aussi les régions de la Volga, peuplées de Russes, ainsi que le Kazakhstan) ; que l'Ukraine a particulièrement souffert non pas à cause d'une ukrainophobie supposée de Staline, mais parce qu'elle était le principal grenier à blé de l'URSS ; que si les paysans ukrainiens ont



Fosses communes de victimes de la famine près de Kharkiv, 1933  
(archives photographiques centrales d'État d'Ukraine H.S. Pchenychny).

été les principales victimes de la famine, celle-ci n'a pas épargné les minorités allemandes et polonaises des campagnes, voire des artisans et des ouvriers juifs des petites villes, l'essentiel du ravitaillement allant aux villes les plus importantes et aux centres industriels. Tout en reconnaissant la nature criminelle de la politique stalinienne, ces historiens estiment nécessaire d'étudier l'ensemble des famines du début des années 1930 comme un phénomène complexe, non intentionnel, dans lequel plusieurs facteurs, de la situation géopolitique aux impératifs d'industrialisation et de modernisation accélérées ont joué un rôle important. Pour d'autres historiens (pour l'essentiel les historiens ukrainiens, mais aussi quelques historiens occidentaux, comme Andrea Graziosi), la qualification de génocide est recevable, le cas de l'Ukraine présentant des caractéristiques spécifiques par rapport aux famines ayant frappé d'autres régions soviétiques. Les autres disettes et les famines qui surviennent à partir de 1931 – et notamment la terrible famine kazakhe – apparaissent comme les conséquences directes, mais non intentionnelles, des politiques mises en œuvre depuis la fin de l'année 1929 : collectivisation forcée, dékoulakisation, imposition brutale du système kolkhozien, prélèvements démesurés sur les récoltes et le cheptel, sédentarisation forcée des éleveurs nomades au Kazakhstan. Mais à partir de l'automne 1932, la famine ukrainienne change d'échelle et de nature, lorsque Staline décide d'aggraver la famine, de l'instrumentaliser, de *l'amplifier intentionnellement* pour punir les paysans ukrainiens qui

refusent ce qu'ils ressentent comme un « nouveau servage », et pour briser le « nationalisme ukrainien » considéré par Staline comme une menace au projet de construction d'un État soviétique centralisé et dictatorial. Si les paysans sont le plus durement frappés, une autre forme de répression, policière celle-ci, s'abat au même moment sur les élites politiques et intellectuelles ukrainiennes, des instituteurs de village aux dirigeants nationaux, en passant par l'intelligentsia. Plus de 200 000 Ukrainiens – chiffre considérable, sans égal dans d'autres régions de l'URSS – sont condamnés à de lourdes peines de camp en 1932-1933. En décembre 1932, deux décrets secrets du Politburo mettent fin en Ukraine – et en Ukraine exclusivement – à la politique « d'indigénisation des cadres » menée depuis une dizaine d'années dans toutes les Républiques fédérées de l'URSS.

Est-il fondé de qualifier la famine ukrainienne de 1932-1933 de génocide ? La Convention de l'ONU de 1948 définissant le crime de génocide insiste sur deux conditions indispensables à l'établissement de cette qualification : l'intentionnalité et le ciblage ethnique-national du groupe. L'intentionnalité semble suffisamment établie. À cet égard, la résolution du 22 janvier 1933 ordonnant le blocus de l'Ukraine et du Kouban, et dont la conséquence est l'aggravation de la famine dans les régions de population ukrainienne, est un document capital. Sur la question du groupe cible : Staline visait-il les paysans d'Ukraine et du Kouban en tant que paysans ou en tant qu'Ukrainiens ? Les avis divergent. Pour certains historiens, la famine avait pour objectif principal de briser une résistance paysanne, plutôt que nationale. D'autres insistent, au contraire, sur le fait que les paysans de l'Ukraine et du Kouban étaient visés en premier lieu en tant qu'Ukrainiens. Pour Staline, en effet, la question paysanne ukrainienne était « par essence, une question nationale, la paysannerie constituant la force principale du mouvement national ». Briser la paysannerie ukrainienne permettait de casser le seul mouvement national capable de s'opposer au processus de construction de l'URSS sous l'égide de Moscou. Au moment où la famine décimait la paysannerie ukrainienne, les élites ukrainiennes étaient poursuivies et arrêtées. Selon le juriste Raphael Lemkin, qui inspira la convention des Nations Unies de 1948, c'est précisément cette combinaison d'une famine intentionnellement aggravée dans le but de briser la résistance de la paysannerie et d'une répression policière visant à éliminer les élites ukrainiennes qui permet de qualifier les événements de 1932-1933 de génocide.

Il n'en reste pas moins que le *Holodomor* a été très différent de la Shoah. Il n'avait pas pour but l'extermination de la nation ukrainienne tout entière (12 à 13% de la population ukrainienne mourut de faim). Il ne reposa pas sur le meurtre direct des victimes. Il fut motivé et élaboré sur la base d'une rationalité politique et non pas sur des fondements ethniques ou raciaux. Toutefois, par le nombre de ses victimes, l'*Holodomor*, analysé avec ses spécificités et replacé dans son contexte historique, est le seul évènement du XX<sup>e</sup> siècle européen qui peut être comparé au génocide arménien et à la Shoah.

#### BIBLIOGRAPHIE

- CONQUEST Robert (1995), *Sanglantes moissons*, Paris : Robert Laffont.
- GRAZIOSI Andrea (1989), « Lettres de Kharkov : la famine en Ukraine et dans le Caucase du Nord à travers les rapports des diplomates italiens, 1932-1934 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 30, n° 1-2.
- KULČYCKYJ, Stanyslav (éd.) (1995), *Golodomor 1932-1933 rr. v Ukraïni: pryčyny i naslidky* [Le Holodomor de 1932-1933 en Ukraine : causes et conséquences], Kyiv : NAN Ukraïny. Instytut istoriji Ukraïny.
- MARTIN, Terry (2001), *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca/Londres : Cornell University Press.
- ŠAPOVAL, Jurij, Vasil'jev, Valerij (2001), *Komandyry velykogo Golodu : poïzdky V. Molotova i L. Kaganovyča v Ukraïnu ta na Pivničnyj Kavkaz, 1932-1933* [Les commandants de la grande famine : les voyages de Molotov et de Kaganovitch en Ukraine et au Caucase du Nord], Kyiv : Geneza.
- SNYDER Timothy (2012), *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris : Gallimard (première édition en anglais, 2010).
- SOKOLOFF Georges (2000), *1933. L'année noire. Témoignages sur la famine en Ukraine*, Paris : Albin Michel.
- WERTH Nicolas, BERELOWITCH Alexis (2011), *L'État soviétique contre les paysans. Rapports de la police politique sur les campagnes, 1918-1939*, Paris : Tallandier.



# LE PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE (1939)

GABRIEL GORODETSKY

La question des origines de la « Grande Guerre patriotique » est une des questions les plus controversées depuis 1991. Cette controverse s'est répandue au-delà des frontières russes, en Allemagne, en Pologne et dans les États baltes, mais aussi ailleurs en Europe. Dans *Le Brise-Glace [Ledokol]* (1989), Viktor Souvorov dépeint une Russie soviétique, en juin 1941, scélérate, et non victime : entre 1939 et 1941, Staline aurait méticuleusement préparé une guerre révolutionnaire contre l'Allemagne. L'opération, dont le nom de code aurait été « Tonnerre », aurait dû avoir lieu le 6 juillet 1941, mais aurait été déjouée par la guerre préventive d'Hitler le 22 juin 1941. Les conjectures de Souvorov ne s'appuient sur aucune archive et reposent sur deux hypothèses : Staline poursuivait le paradigme idéologique marxiste, visant à fomenter une guerre inter-capitaliste mondiale (entre l'Allemagne et les pays d'Europe occidentale) pour que l'URSS puisse propager la révolution mondiale jusqu'au cœur de l'Europe. Enfin, la taille, la composition, la force de l'Armée rouge et la façon dont elle s'est déployée en juin 1941 montraient son caractère offensif.

Les interprétations de Souvorov ont eu d'importantes répercussions sur les relations de la Russie avec la Pologne et les États baltes après 1991. Elles ont notamment inspiré l'ancien premier ministre estonien Mart Laar à publier un article dans le *Wall Street Journal* en août 2004, intitulé « Quand la Russie demandera-t-elle pardon ? » L'auteur y proclame que « de nouvelles preuves montrent qu'en encourageant Hitler à provoquer la Seconde Guerre mondiale, Staline espérait déclencher une révolution mondiale et conquérir l'Europe entière ». Ces arguments ont également été propagés par l'ancien président polonais Lech Kaczyński, et ils forment aujourd'hui la trame du récit historique de ces pays.

Il serait toutefois erroné de réduire tant la politique impériale russe, la façon dont Staline menait les affaires étrangères, que le comportement actuel de Vladimir Poutine dans les affaires mondiales, aux caprices d'une tyrannie ou à un besoin irrésistible d'expansionnisme. Ce faisant, on ignore les impératifs profondément enracinés dans l'histoire et la mentalité nationale russes, ainsi que l'échec de l'Occident à se défaire d'idées préconçues qui génèrent souvent une politique d'émotion.

Dès sa signature en août 1939, le Pacte germano-soviétique est devenu un sujet de controverse. Il a transformé l'URSS de championne antifasciste en quasi-alliée de l'Allemagne nazie, et a permis à Hitler de commencer la guerre sans avoir à combattre sur deux fronts. Cela explique les efforts rétrospectifs de Staline pour minimiser sa coopération avec Hitler et nier l'existence des protocoles secrets (partition de la Pologne et annexion des États baltes). Après la guerre, le pacte a permis à l'Occident d'identifier la Russie communiste au régime nazi, transformant l'image d'une vaillante URSS alliée en celle d'un ennemi diabolique. Quant au discours soviétique, il suggérait que la politique d'apaisement du Royaume-Uni et de la France, soutenue par les États-Unis, n'était en fait qu'une conspiration antisoviétique, conçue pour entraîner l'URSS et le Troisième Reich dans une guerre afin de les affaiblir.

Ces points de vue ignorent les preuves aujourd'hui disponibles sur la politique soviétique des années 1930. En premier lieu, l'aspect moral et idéologique de la politique de « sécurité collective » est discutable. La politique soviétique n'a manifesté d'opposition constante ni au fascisme en général, ni au nazisme et au Troisième Reich en particulier. Même à l'apogée de la « sécurité collective », Moscou fut soucieuse de ne pas s'aliéner Berlin. Certains historiens ont suggéré que Staline menait deux politiques étrangères simultanément : d'un côté, avec Maksim Litvinov, ministre soviétique des Affaires étrangères et partisan de la « sécurité collective », et de l'autre avec Viatcheslav Molotov, qui remplaça Litvinov en mai 1939 et qui poursuivait l'option allemande à l'insu de Litvinov. D'autres ont affirmé que la « sécurité collective » n'était qu'un paravent à la préférence de Staline pour l'alliance avec Hitler, qui aurait toujours été au cœur de la politique étrangère soviétique. En réalité, plus qu'une aversion morale ou idéologique au fascisme, c'est le rejet par Berlin des ouvertures soviétiques qui a forcé l'Union soviétique

à abandonner « l'orientation de Rapallo » et l'a embarquée dans une politique de « sécurité collective » antiallemande.

### LES TENTATIVES POUR ÉVITER L'ÉCLATEMENT

#### DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE: RÉCIT D'UN ÉCHEC

Les débuts furent prometteurs. En mars 1935, Anthony Eden se rendit à Moscou. Il en repartit convaincu que l'idée selon laquelle la sécurité européenne pourrait être assurée sans la participation soviétique était absurde. Cependant, nommé secrétaire aux Affaires étrangères à la fin de l'année, il se rallia presque immédiatement à ses collègues du *Foreign Office*, où régnait un profond sentiment anticommuniste.

L'apogée de l'effort soviétique pour construire une alliance antinazie fut le Traité franco-soviétique d'assistance mutuelle conclu en mai 1935, suivi par un accord avec la Tchécoslovaquie deux semaines plus tard. Toutefois, les espoirs initiaux furent anéantis quand Louis Barthou, alors ministre des Affaires étrangères et partisan de relations plus étroites avec l'URSS, fut assassiné à Marseille en octobre 1934. Son successeur, Pierre Laval, resta en place un temps record de seize mois, assez longtemps pour saborder le rapprochement. Sa visite à Moscou en mai 1935 doucha les espoirs de Staline. Les archives en témoignent :

[Laval déclara] avec la plus haute courtoisie parlementaire qu'il était enchanté de la très récente signature du Traité franco-soviétique, qui, disait-il, n'était pas dirigé contre un pays en particulier. Staline répondit : « Que voulez-vous dire ? Il est totalement dirigé contre un pays en particulier – l'Allemagne. » Laval fut quelque peu étonné, mais il se reprit rapidement et avec la même charmante courtoisie, il exprima son plaisir quant à la franchise de Staline... Staline interrompit Laval : ... « Vous êtes un ami des Polonais, donc essayez de les persuader qu'ils sont en train de jouer à un jeu qui ne leur apportera que le désastre. Les Allemands les duperont et les ruineront. Ils entraîneront la Pologne dans des aventures, et quand elle sera affaiblie, soit ils en prendront le contrôle, soit ils la partageront avec une autre puissance. »

Il s'agissait d'un avertissement clair : l'« apaisement » pourrait mener à une collaboration avec l'Allemagne.

En réalité, le *Foreign Office* et le Quai d'Orsay semblaient beaucoup plus désireux de se réconcilier avec l'Allemagne que de la dissuader de s'étendre à l'est. Le Royaume-Uni fut le premier à conclure un accord avec Hitler en signant un Traité naval germano-britannique en juin 1935. Litvinov en conclut que « Laval nous a déjà montré à quel point il est facile de transformer un pacte d'assistance mutuelle en chiffon de papier ». L'échec à faire du Traité franco-soviétique un accord militaire contraignant permet de comprendre l'insistance obstinée de Staline lors des négociations avec l'Occident de l'été 1939 afin d'obtenir un accord politique et militaire solide. En attendant, il cherchait sans succès un dialogue clandestin avec les Allemands, afin de prévenir les efforts des conciliateurs de détourner Hitler à l'est.

Au printemps 1936, en France, le Front Populaire de centre gauche, qui incluait le Parti communiste français, gagna les élections et forma un gouvernement sous la présidence de Léon Blum. Le Kremlin aurait dû être enchanté. Cependant, Staline craignait une réaction violente de la droite française et un basculement vers le fascisme. Déjà, quand Hitler avait envoyé ses troupes en Rhénanie le 7 mars, ni le gouvernement français, ni le gouvernement britannique n'avaient eu d'autres réactions que de faibles protestations. Le soulèvement de Franco, en juillet 1936, perturba les efforts soviétiques pour restaurer la coalition antiallemande de la Première Guerre mondiale. Alors que l'Espagne n'était pas au centre de l'attention soviétique en Europe, Moscou réagit rapidement. Les chefs du Parti communiste espagnol furent encouragés à soutenir le gouvernement républicain, mais ils furent également avertis de faire profil bas. Par ailleurs, les Soviétiques répondirent favorablement à la proposition française de joindre le comité de « non-intervention ». De même, l'aide militaire aux Républicains s'accompagna d'efforts accrus pour consolider les pactes de l'URSS avec la France et la Tchécoslovaquie. Litvinov craignait que la guerre en Espagne n'encourage Hitler à mener une croisade anti-communiste, qui trouverait un écho positif en Occident.

Il devenait toutefois de plus en plus difficile pour Staline de se désengager d'Espagne. Les Allemands et les Italiens ne tenaient pas compte de l'embargo et aidaient ouvertement Franco. Ni le Royaume-Uni, ni la France n'étaient préparés à intervenir au nom de la République espagnole, et un nombre considérable de *Tories* et de conservateurs français espéraient la victoire de Franco,

qui créerait un rempart contre l'expansion du communisme. La situation révolutionnaire n'avait pas été initiée par les Soviétiques et allait à l'encontre de leurs intérêts d'État. Cependant, la pression des idéologues des partis communistes soviétiques et étrangers pour intervenir était trop forte, d'autant plus que la gauche antistalinienne tentait de prendre la tête du camp républicain. Staline approuva donc en septembre l'envoi de matériel de guerre à la République espagnole. La contre-attaque fut rapide. Les Français avertirent que si l'Union soviétique continuait son intervention en Espagne, cela affecterait « tout l'avenir des relations entre la France et la Russie ainsi que le fonctionnement du Pacte franco-soviétique ». Comme plus d'une fois dans l'histoire soviétique, les intérêts d'État prirent le dessus sur les intérêts idéologiques. Début novembre, alors que le destin de Madrid était toujours incertain, Litvinov indiqua à Ivan Maïski, ambassadeur soviétique à Londres, que la participation soviétique dans la guerre d'Espagne avait empiré les relations de l'URSS avec le Royaume-Uni et la France.

En juin 1937, Staline tourna sa colère vers son haut commandement : de nombreux officiers furent exécutés. Un bain de sang similaire eut lieu au Ministère des affaires étrangères. Bien que les Français et les Britanniques aient déjà distendu leurs relations avec l'Union soviétique, les purges stalinienne apparurent dorénavant comme un magnifique prétexte *post facto* pour justifier le maintien à distance de l'URSS.

En juillet 1937, Maïski assura à Chamberlain que l'Union soviétique n'avait aucune intention d'exploiter la crise internationale afin d'imposer « un système communiste ou tout autre système » en Espagne ou ailleurs en Europe. Néanmoins, Chamberlain sortit de la réunion avec la crainte que « les Russes [fussent] furtivement et adroitement en train de tirer les ficelles en coulisse pour nous impliquer dans une guerre avec l'Allemagne », ce qui, pour la plupart des conservateurs, signifiait l'expansion du communisme. Il devenait clair pour Moscou que Chamberlain non seulement sacrifierait l'Espagne, mais tolérerait également une « hégémonie allemande » en Europe centrale et du Sud-Est. En effet, le 12 mars 1938, Hitler annexa l'Autriche sans qu'aucun coup de feu ne soit tiré. Litvinov réclama rapidement une conférence internationale, ce qui fut catégoriquement rejeté par les gouvernements britanniques et français. Le *Foreign Office* estimait que cette initiative avait comme but « de créer de la confusion et de précipiter la guerre en

Europe». Quiconque a examiné les dossiers de Litvinov les quatre années précédentes comprend l'absurdité de cette affirmation.

Les regards se tournèrent alors vers la Tchécoslovaquie. Bien que n'étant pas invitée à la Conférence de Munich, l'URSS fut un acteur principal du drame. Georges Bonnet, le nouveau ministre français des Affaires étrangères, s'enquit auprès de Moscou afin de savoir si les Soviétiques avaient prévu d'aider la Tchécoslovaquie. Toutefois, il annonça brusquement aux Anglais que si la Tchécoslovaquie refusait une solution arbitrée, ce serait « tant pis pour eux ». Il accusa l'URSS « de diriger la guerre dans les eaux troubles dans lesquelles elle pêcherait ». Or, début septembre, Litvinov informa l'ambassadeur français que si la France aidait la Tchécoslovaquie, l'URSS respecterait ses engagements avec la plus grande détermination. Poussant l'ouverture de discussions militaires tripartites, il revint aussi sur l'idée d'une conférence franco-anglo-soviétique pour dissuader Hitler d'envahir la Tchécoslovaquie.

Toutefois, le soir du 14 septembre, on apprit que Chamberlain était en vol pour rencontrer Hitler à Berchtesgaden sans avoir consulté les Français et les Tchécoslovaques, et encore moins les Soviétiques. Litvinov fut obligé d'admettre devant Staline que les Français semblaient avoir capitulé : « Il ne subsiste aucun doute que la Tchécoslovaquie sera trahie, la seule question est : est-ce que la Tchécoslovaquie l'acceptera ? » Le 19 septembre, Edward Beneš, président tchécoslovaque, somma l'ambassadeur soviétique à Prague de dire si le gouvernement soviétique aiderait la Tchécoslovaquie si la France le faisait aussi. Le Politburo répondit par l'affirmative. Toutefois, Prague avait déjà accepté l'ultimatum franco-britannique. Entre-temps, l'Armée rouge avait commencé à se mobiliser. Un déploiement militaire fut ordonné aux frontières polonaises et roumaines. La Tchécoslovaquie commença à mobiliser le 22 septembre. Six mois plus tard, la Tchécoslovaquie disparaissait en tant qu'État. La politique de Litvinov était en ruines.

La fameuse mise en garde de Staline du 10 mars 1939 disant qu'il n'avait pas l'intention de « tirer les marrons du feu » pour l'Occident est souvent perçue comme l'annonce du tournant soviétique vers l'Allemagne nazie. Cependant, un examen même superficiel du texte entier du discours montre que tout en ouvrant la porte à l'Allemagne, Staline pressait avant tout les Occidentaux de reconsidérer leur position sur la « sécurité collective ». De plus, en moins d'une semaine, la scène européenne changea dramatiquement

quand Hitler abrogea le Traité de Munich et força Chamberlain à adopter temporairement une attitude plus belliqueuse.

Les Soviétiques réagirent à l'occupation de Prague en insistant encore une fois sur la nécessité d'organiser une conférence internationale entre l'URSS, le Royaume-Uni, la France, la Pologne et la Roumanie. Toutefois, le gouvernement britannique considéra la proposition soviétique « prématurée ». Lord Halifax (Edward Frederick Lindley Wood) proposa à la place une déclaration conjointe entre le Royaume-Uni, l'URSS, la France et la Pologne signifiant leur intérêt à sauvegarder l'intégrité et l'indépendance des États à l'est et au sud-est de l'Europe. Les Soviétiques répondirent très vite positivement. Cependant, confronté à l'opposition polonaise et roumaine, le gouvernement britannique retira cette proposition et revint à la place à une approche en deux étapes dans laquelle la Pologne et la Roumanie remplaçaient l'URSS comme axe d'une éventuelle alliance à l'est.

Des années de recherches dans les archives russes et occidentales, désormais confirmées par le journal de Maïski, m'ont conduit à la conclusion que l'évènement crucial ayant mené au Pacte germano-soviétique ne fut ni la conférence de Munich, ni le discours « sur les marrons », ni même le renvoi de Litvinov en tant que ministre des Affaires étrangères le 3 mai 1939. Le changement fut provoqué par les garanties britanniques unilatérales, qui furent étendues à la Pologne le 31 mars. Involontairement, ces garanties changèrent la scène d'un coup. En faisant cette déclaration, Chamberlain avait à peine consulté le *Foreign Office* et les Soviétiques ; il réagissait de façon émotionnelle et spontanée à l'humiliation personnelle qui lui avait été infligée quand Hitler s'était emparé de Prague le 15 mars 1939.

En donnant des garanties à la Pologne, Chamberlain abandonna la position traditionnelle du Royaume-Uni en tant qu'arbitre de l'équilibre des puissances en Europe, et s'opposa à l'Allemagne. Les garanties étaient prévues pour ramener Hitler à la table des négociations. Chamberlain n'avait toutefois pas pensé que si Hitler persévérait dans ses demandes territoriales à l'égard de la Pologne, cela rendrait impératif pour les nazis la recherche d'un accord avec l'URSS selon l'axiome militaire, inspiré par les leçons des guerres précédentes, qui commande d'éviter une guerre sur deux fronts. En conséquence, l'option allemande, jusque-là bloquée, s'ouvrait soudainement pour l'Union soviétique. Lorsque Chamberlain se

rendit compte que le chemin vers un « second Munich » n'était pas aussi simple que cela et que la possibilité d'une guerre était devenue réelle, il fut forcé d'obtenir au moins une mesure d'engagement militaire soviétique, essentielle pour la mise en œuvre des garanties. Dès lors, l'URSS devint le pivot de l'équilibre des forces européennes.

Ayant abandonné l'idée d'une action conjointe avec les Soviétiques, Halifax proposa à Maïski le 14 avril que l'URSS fasse une déclaration publique unilatérale « de sa propre initiative », méticuleusement limitée par des conditions, notamment que « dans le cas d'une agression contre tout voisin européen de l'Union soviétique et à laquelle le pays concerné *résisterait*, l'assistance du gouvernement soviétique serait disponible, *si le pays le souhaitait*, et serait apportée de la manière *qui lui semblerait la plus opportune* ». Halifax croyait qu'une « déclaration positive » du gouvernement soviétique « aurait un effet *stabilisateur* sur la situation internationale ». Le gouvernement britannique cherchait toujours un moyen de se réconcilier avec l'Allemagne et ne changea guère de position tout au long des pénibles mois d'été de 1939.

Le temps était donc venu pour le Kremlin de réévaluer sa politique. Les récentes propositions de Litvinov de traités d'assistance mutuelle avec le Royaume-Uni et la France furent jugées « excessivement insuffisantes » par le Politburo. Elles furent révisées par Staline et Molotov, et des contre-propositions détaillées furent soumises aux Anglais le 17 avril. Contrairement à Litvinov, Staline proposait désormais une triple alliance d'une durée de cinq à dix ans, obligeant le Royaume-Uni, la France et l'URSS à rendre immédiat tout type d'assistance, incluant une assistance militaire, en cas d'agression contre l'un d'entre eux ou contre tout pays situé entre la mer Baltique et la mer Noire. Le traité réclamait en outre un débat immédiat sur l'étendue et les formes de l'aide militaire qui serait apportée. La contre-proposition représentait ainsi les conditions irréductibles de Moscou pour une grande alliance en temps de guerre.

Pendant ce temps, à Berlin, un armistice dans la guerre de propagande soviéto-allemande était perceptible. Le 17 avril, l'ambassadeur soviétique à Berlin apprenait du secrétaire d'État Ernst von Weizsäcker que l'Allemagne était prête à développer des relations commerciales avec l'URSS, qui pourraient éventuellement devenir politiques. La politique étrangère soviétique fut réévaluée dans le bureau de Staline au Kremlin les 19 et 21 avril. Rappelés des ambassades de Londres et de Berlin, Litvinov, Maïski et Alexei

Merekalov étaient présents. Pour le Kremlin, les Britanniques s'étaient éloignés de leurs propositions de « sécurité collective » de mars, et avaient tardé à répondre à la contre-proposition soviétique, croyant de toute évidence que Moscou serait poussée, par manque d'alternative, de rendre publiques les garanties unilatérales proposées par le Royaume-Uni. Staline demanda à Merekalov : « Les Allemands vont-ils lancer une guerre contre nous ? » Merekalov répondit qu'Hitler s'emparerait de la Pologne d'ici à l'automne 1939, ce qui amènerait les Allemands à la frontière soviétique. Ils chercheraient ensuite à obtenir la neutralisation de l'URSS pendant qu'ils s'occuperaient de la France. Les perspectives commençaient à se tourner vers Berlin, alors que Londres s'éloignait du concept soviétique de « sécurité collective » et que Paris hésitait.

Le 3 mai 1939, Litvinov fut forcé de démissionner. Son renvoi servit d'avertissement à Londres et à Paris que le rapprochement avec l'Allemagne était devenu une option pour Moscou. Chamberlain fut désormais forcé de transiger, mais il restait très méfiant envers l'URSS. Son objectif était « de maintenir la Russie en arrière-plan sans éveiller son hostilité », conscient qu'une alliance signifierait « certainement un alignement de blocs opposés et une association qui rendrait toute négociation ou discussion avec les totalitaires difficile voire impossible ». De toute évidence, il n'était pas prêt à faire la seule concession que le gouvernement soviétique considérait comme vitale : celle du droit de passage de l'Armée rouge à travers la Pologne et la Roumanie pour attaquer l'ennemi.

L'étude des négociations germano-soviétiques en 1939 tend à montrer que le Pacte Molotov-Ribbentrop n'a pas été signé uniquement sous la contrainte et faute d'alternative. Lors de sa nomination en tant que ministre des Affaires étrangères, Molotov ne semble pas avoir reçu d'instructions explicites pour changer d'orientation et chercher un rapprochement politique avec l'Allemagne. Pendant un moment, l'alternative demeura soit un véritable accord avec les Occidentaux, soit l'isolement. Pour l'URSS, l'avantage de l'isolement était sa capacité à préserver sa position nouvellement acquise comme détenteur de l'équilibre des puissances en retardant le choix le plus longtemps possible. L'isolement était aussi un manteau confortable sous lequel d'autres possibilités pouvaient être cultivées. Au moment de la nomination de Molotov, l'échec de la « sécurité collective » était clair et les nouvelles perspectives en Allemagne identifiées.

Début mai, Hitler élabora le *plan Weiß* qui prévoyait l'offensive contre la Pologne. Staline en fut informé par son service des renseignements militaires. Cependant, le soupçon d'une connivence entre le Royaume-Uni et l'Allemagne persistait. En témoigne un mémorandum détaillé soumis à Molotov le 15 mai, intitulé « La sombre manœuvre de la diplomatie anglaise d'août 1914 », qui tente de démontrer que les événements de cette période « ressemblent beaucoup à la manœuvre de mai 1939 ». Molotov y vit de nombreuses références au prétendu consentement britannique de 1914 à rester neutre et à garantir la passivité de la France si l'Allemagne déviait la guerre vers l'est.

Les Soviétiques soupçonnaient que les ouvertures allemandes étaient destinées à creuser un fossé entre Moscou et Londres. Comme Molotov l'indiqua le 20 mai à Friedrich-Werner von der Schulenburg, l'ambassadeur allemand à Moscou, le moyen de surmonter cette méfiance était l'établissement d'une « base politique » appropriée. Une semaine plus tard, Karl Schnurre, chef de la division de politique commerciale du Ministère allemand des affaires étrangères, assura aux Soviétiques que l'Allemagne ne nourrissait aucune intention agressive envers l'URSS. Weizsäcker confirma que les différences idéologiques ne devaient pas être un obstacle à la normalisation de leurs relations. On fit comprendre aux Soviétiques que si Moscou se dissociait du Royaume-Uni et de la France, les Allemands pourraient trouver un accord concernant « une division des sphères d'influences ».

Début juin, alors que les négociations avec les Anglais traînaient, Staline envoya à Molotov des directives pour les négociations avec l'Allemagne et fournit une liste de marchandises exigées, y compris des articles militaires. Il s'agissait de toute évidence de tester leurs intentions. Le 19 juin, Staline reçut un rapport de ses services d'espionnage au quartier général du général Kleist, disant qu'Hitler était déterminé à régler la question polonaise à tout prix, même au risque de devoir se battre sur deux fronts. Le rapport confirmait également qu'Hitler comptait sur Moscou « pour conduire des négociations avec nous, car Moscou n'avait aucun intérêt à un conflit avec l'Allemagne, et n'avait pas non plus envie d'être battue pour le bien de l'Angleterre et de l'Allemagne ». Le rapport concluait qu'Hitler croyait « qu'une nouvelle étape Rapallo serait atteinte dans les relations germano-russes », au moins pour une période limitée. L'information fut confirmée par l'interception de télégrammes de



Le président du Komintern, Dimitroff, et le commissaire du peuple à la défense, Vorochilov, à la datcha de Staline, 1939 (collection personnelle de Gabriel Gorodetsky).

Schulenburg à Berlin. Staline apprit aussi de l'ambassadeur bulgare à Berlin que l'idée d'un accord avantageux aux deux côtés serait favorablement accueillie par la capitale allemande. Pendant ce temps, Chamberlain rejeta les propositions soviétiques et renouvela ses efforts pour dissuader Hitler d'avoir recours à la force en lui offrant diverses incitations économiques. Une série d'intermédiaires préparèrent le terrain pour une réunion entre les industriels britanniques importants et Hermann Goering. Si ces négociations furent infructueuses, elles alimentèrent la suspicion soviétique.

Le 10 juillet, les Allemands acceptèrent la proposition soviétique de lier les négociations économiques et politiques. Staline réagit immédiatement : « Nous sommes prêts à aller de l'avant. » Au vu de l'avertissement de Maïski que les Anglais essayaient toujours de trouver un accord avec les Allemands, Staline était résolu à passer à la vitesse supérieure. Le 2 août, le chargé d'affaires soviétique Gueorgui Astakhov reçut l'autorisation de rencontrer Ribbentrop. Ce dernier insista sur le fait qu'aucun conflit n'existait entre les deux pays « de la mer Noire à la Baltique » et que « toutes les questions en lien étaient ouvertes à la discussion ». Satisfait par ce « bond en avant », Molotov considéra curieusement comme « inopportun » une référence énigmatique à un éventuel protocole secret. Cependant, les Allemands insistaient. Le moment de vérité était venu, à plus forte raison quand Kliment Vorochilov découvrit que la mission militaire franco-britannique, arrivée à Moscou le 13 août, était évasive et n'avait pas l'autorité pour conclure un accord.

Le 19 août, Staline reçut des renseignements sur les objectifs d'Hitler à court et à long terme. Hitler comptait sur les résultats des négociations avec l'URSS, car il ne croyait pas que Staline risquerait

une guerre dans l'intérêt du Royaume-Uni et de la France. Le même jour, Staline reçut une lettre du Führer avec des propositions qui ressemblaient fort à un ultimatum. Staline souligna soigneusement le « conseil » d'Hitler d'accepter ces propositions, car le comportement de la Pologne envers l'Allemagne était tel « qu'une crise pourrait se produire à tout moment ». Hitler écrivait qu'il serait sage de « ne pas perdre de temps ». Staline répondit dans les deux heures. Il conditionna la signature du Pacte de non-agression à un accord de principe pour un protocole secret divisant l'Europe centrale et orientale en « sphères d'influence ». Hitler donna son consentement sur-le-champ. À peine une semaine plus tard, l'Allemagne envahit la Pologne et la Seconde Guerre mondiale éclatait.

### CONCLUSION

Il n'y a pas de quoi glorifier ni blâmer Staline pour cette décision. Dans le monde corrompu et sale des grandes puissances de l'entre-deux-guerres, la politique de Moscou ne fut ni pure ni diabolique, à l'instar de la politique des démocraties en ce qui concerne la crise d'Abyssinie, l'occupation japonaise de la Mandchourie, la non-intervention dans la guerre en Espagne, et pour finir les Accords de Munich.

Toutefois, curieusement, l'explication apologétique de Staline du Pacte germano-soviétique a été adoptée sans critique par l'Occident. Staline a soutenu que le rejet par le Royaume-Uni et la France d'une alliance militaire avec l'Union soviétique en 1939 ne lui avait pas laissé d'autre choix que de signer un accord avec Hitler, qu'une guerre entre les deux pays était inévitable et que l'URSS avait désespérément besoin de répit. En réalité, Staline était convaincu en signant le Pacte Molotov-Ribbentrop qu'il pourrait éviter la guerre.

De façon étonnante, l'esprit de Staline n'était pas focalisé sur la guerre, mais plutôt sur l'ordre du jour d'une conférence de paix qu'il voulait convoquer pour 1942. Il espérait que la conférence, à laquelle devait participer un Empire britannique affaibli, accepterait les nouvelles dispositions soviétiques de sécurité en Europe centrale et du Nord. Cependant, tout en embrassant la conception géopolitique russe traditionnelle, Staline voyait le Pacte Molotov-Ribbentrop comme une occasion de réparer les injustices qu'il ressentait comme ayant été infligées à la Russie tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, pendant la lutte pour la domination de l'Europe, et plus

spécifiquement lors des conférences de paix de Paris et de Berlin après la guerre de Crimée en 1856 et les guerres russo-turques en 1877-1878. L'histoire oubliée de la ruée sur les Balkans en 1939-1941 illustre parfaitement le « continuum géopolitique » du mode opératoire de Staline en politique étrangère. L'annexion de la Bessarabie en juin 1940 en vertu des protocoles secrets du pacte est généralement perçue par les historiens comme un exemple de l'expansionnisme bolchevique. Toutefois, cette démarche était motivée par la volonté d'améliorer la position stratégique soviétique vis-à-vis du Royaume-Uni et de l'Allemagne en sécurisant le littoral de la mer Noire et le contrôle des bouches du Danube. La conduite de Staline est presque une réplique de celle du tsar Alexandre II pendant la guerre de 1877-1878 avec la Turquie, qui se termina avec le très ambitieux Traité de San Stefano, établissant la présence russe à l'ouverture du détroit du Bosphore. Malheureusement, ces précédents historiques sont rarement mobilisés pour analyser l'obsession russe actuelle pour la Crimée.

#### **BIBLIOGRAPHIE**

DULLIN Sabine (2001), *Des hommes d'influences : les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris : Payot.

DUROSELLE Jean-Baptiste (1979), *La décadence 1932-1939*, Paris : Imprimerie Nationale et Sorbonne (coll. « Politique étrangère de la France »).

GORODETSKY Gabriel (2000), *Le grand jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, Paris : Les Belles Lettres.

MAÏSKI Ivan, *Journal (1932-1943). Les révélations inédites de l'ambassadeur russe à Londres* (2017). Texte établi et commenté par Gabriel Gorodetsky, Paris : Les Belles Lettres.

ROBERTS Geoffrey (1992), « The Soviet Decision for a Pact with Nazi Germany », *Soviet Studies*, vol. 44, n° 1, pp. 57-78.

ULDRICKS Teddy J. (1994), « Soviet Security Policy in the 1930s », in Gabriel Gorodetsky (éd.), *Soviet Foreign Policy, 1917-1991. A Retrospective*, Londres : Frank Cass.



## KATYN (1940)

ANDRE LIEBICH

La Pologne a perdu près de 6 millions de ses citoyens durant la Seconde Guerre mondiale. Pourquoi la mort de quelques 21 000 individus dans ce qu'on appelle en Pologne « Katyń » a-t-elle ému la nation tout entière et continue-t-elle de résonner ?

C'est, en partie, parce que les victimes de « Katyń » représentaient l'orgueil et l'espoir de la Pologne tout entière. Les morts de « Katyń » faisaient partie de l'intelligentsia de la Deuxième République, celle de la période 1919-1939, des années de résurrection du pays après plus d'un siècle de sujétion par les puissances avoisinantes. Parmi les victimes, il y avait des médecins, des ingénieurs, des avocats. De plus, ils portaient tous l'uniforme d'officiers, de réserve ou de carrière, dans un pays qui vivait dans l'adoration de son armée. Mais si la mort de 21 000 individus dans la forêt de Katyn et ailleurs mit brutalement fin à l'espoir d'un renouveau de la Pologne d'après-guerre, que dire de la disparition tragique de quelques 200 000 Polonais de l'Armée de l'intérieur [*Armia Krajowa*] et des civils tués lors de l'insurrection de Varsovie de 1944, disparition qui facilita grandement la prise de pouvoir par les communistes polonais sous l'égide de l'Union soviétique après la guerre ?

La découverte des ossements des victimes de « Katyń » en 1943 amena la rupture des relations diplomatiques, pourtant récemment rétablies, entre le gouvernement polonais en exil à Londres et l'Union soviétique. Cette rupture, contre laquelle les alliés britanniques et américains ne protestèrent pas, donna toute latitude au Kremlin pour mettre la main sur la Pologne d'après-guerre et pour la réorganiser à sa guise. Cela non plus n'explique pas pourquoi « Katyń » est devenu, et reste encore aujourd'hui, un des termes les plus chargés du vocabulaire politique, en Pologne et ailleurs.

La force du terme « Katyń » réside dans son accouplement avec l'expression « le mensonge de Katyń ». La découverte des fosses communes où gisaient plusieurs milliers d'officiers polonais fut annoncée en 1943 au monde entier par l'occupant allemand de la région de Smolensk. Elle fut présentée comme un crime « bolchevique » commis en 1940, donc durant l'occupation soviétique de ce territoire à la suite du Pacte germano-soviétique\*. Les Allemands invitèrent une commission de la Croix-Rouge internationale, qui comportait des spécialistes suisses, afin qu'ils vérifient leurs dires. Lors de la reprise du territoire par l'Union soviétique, le Kremlin lança sa propre enquête, la « commission Bourdenko », qui statua que le crime avait été commis en 1941, par les Allemands, lors de leur avancée vers l'intérieur de la Russie.

1940 ou 1941 ? Voici le nœud de la question et les deux versions de ce qui s'est réellement passé à Katyn. En fait, « Katyń » est un raccourci puisqu'on a appris, bien plus tard, que seule une minorité des 21 000 victimes gisait dans la forêt de Katyn. Les autres avaient été tués ailleurs en Russie soviétique et près de Kharkiv à l'est de l'Ukraine soviétique. Il n'en reste pas moins que « Katyń » est devenu pour une bonne partie de la société polonaise un symbole de la perfidie russe, un raccourci pour « le grand mensonge » qui enveloppait la République populaire de Pologne et qui n'était soutenu que par les pantins de Moscou, les communistes polonais.

C'est à l'extérieur de la Pologne, initialement dans l'émigration polonaise en Occident, que le terme « Katyń » est devenu un cri de bataille. Une série de publications, en commençant par *Souvenirs de Starobielsk [Wspomnienia Starobielskie]*, le livre de Jozef Czapski (1896-1993), une grande figure culturelle miraculeusement réchappée de « Katyń », évoqua le crime en pointant du doigt les Soviétiques. Un des résultats de ces démarches fut la constitution, en 1951, de la Commission Madden, un comité de la Chambre des représentants du Congrès américain, qui enquêta sur le « massacre de la forêt de Katyn ». Les conclusions de la Commission Madden étaient sans équivoque, ne laissant aucun doute sur la responsabilité des Soviétiques dans ce crime. Ces conclusions furent étayées par des livres bien documentés qui furent publiés en langue anglaise et maintinrent la mémoire de « Katyń », du crime et du mensonge, bien vivante. En 1956, durant une grande manifestation à Londres, 20 000 Polonais, représentants d'une



Mémorial Katyn 1940, cimetière de Gunnersbury (Londres).  
© Jake from Manchester, UK.

émigration pourtant très divisée, commémorèrent « Katyń » et protestèrent contre la visite du nouveau leader soviétique, Nikita Khrouchtchev.

Du côté soviétique, on semblait tenir ferme à la version alternative des faits. En 1946, un obélisque fut érigé à Katyn qui blâmait, en polonais et en russe, les Allemands pour le massacre. En Pologne même, la responsabilité allemande, et donc la date de 1941, devint un des mythes fondateurs du régime. La rumeur veut que quand Khrouchtchev proposa en 1956 d'ajouter le massacre de Katyn à la liste des crimes de Staline, c'est la direction du Parti communiste polonais qui l'implora de renoncer, en arguant que la réaction populaire serait incontrôlable. Néanmoins, déjà dans les années 1950, des hommages anonymes aux victimes de « Katyń »,

apparurent dans le cimetière Powązki de Varsovie. Le souvenir de « Katyń » est donc resté bien vivant en Pologne et avec lui l'accusation contre l'Union soviétique.

La recherche de la vérité sur le crime commis, c'est-à-dire la reconnaissance de la culpabilité soviétique, est devenue le thème majeur de l'argumentaire sur « Katyń ». Les nombreux livres publiés en Occident soulignèrent l'impératif de la vérité, et les monuments aux victimes de « Katyń » se multiplièrent. À Stockholm, en 1975, un monument fut érigé avant d'être vandalisé une année plus tard. À Londres, en 1976, un projet de monument fut l'objet de pressions contradictoires, tant de la part de ceux qui dénonçaient le « mensonge de Katyń » que du gouvernement polonais communiste et du gouvernement soviétique. Les autorités britanniques, d'abord opposées, cédèrent finalement aux pressions de la société civile et de la communauté polonaise locale en acceptant que le monument porte la date 1940, plutôt que 1941. Néanmoins, le monument était situé loin du centre-ville et aucun officiel britannique n'assista à la cérémonie d'inauguration. L'inscription sur le monument était sans équivoque : « La conscience du monde exige un témoignage de vérité. »

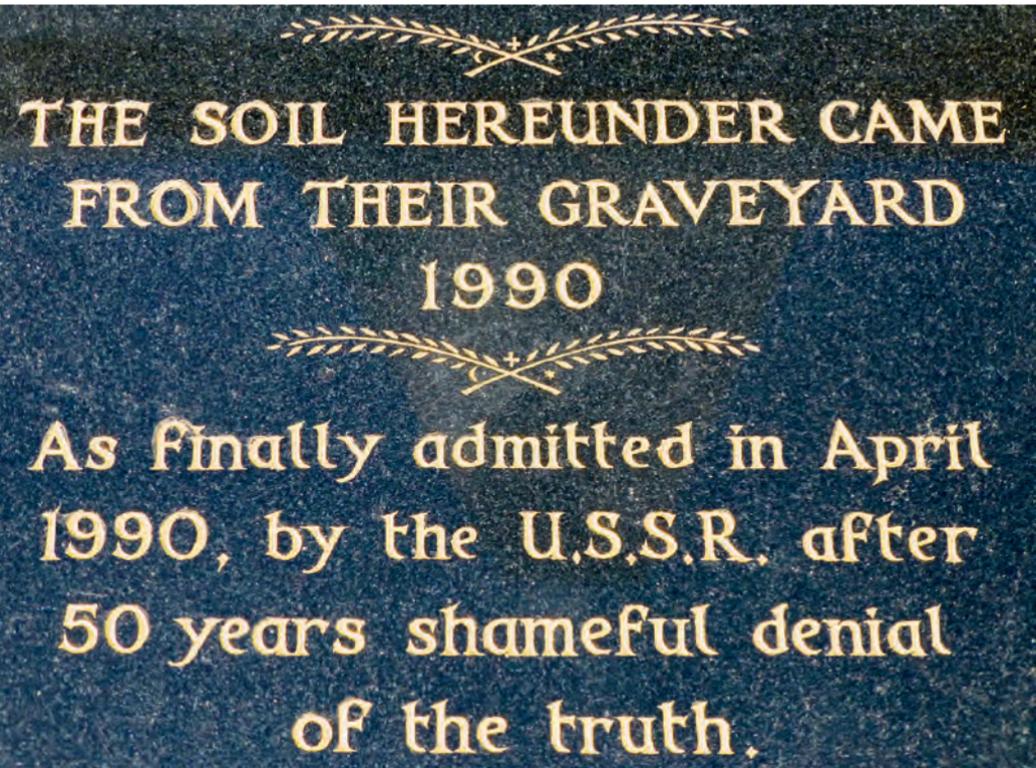
L'affaire de « Katyń » a eu des répercussions à l'intérieur du bloc soviétique. En premier lieu, bien entendu, en Pologne où une presse clandestine florissante à partir du milieu des années 1970 prêtait une attention particulière à la question de « Katyń » et au mensonge qui l'entourait. Pendant la période de *Solidarność*\*, en 1980-1981, les manifestants qui marquaient la date « 1940 » sur des croix ou des plaques de fortune commémorant « Katyń » jouaient au chat et à la souris avec les services de sécurité, qui enlevaient ou changeaient la date en inscrivant « 1941 ». En Union soviétique, *La Chronique des événements courants [Hronika tekysčih sobytij]*, une des principales publications de la dissidence, mentionna « Katyń » pour la première fois en 1970 dans le contexte de la défense d'un poète qui avait évoqué le massacre. Avec le temps, « Katyń » est devenu le synonyme des iniquités du système soviétique. En Ukraine, et dans l'émigration ukrainienne, on a toutefois regretté la notoriété du terme « Katyń » à un moment où l'*Holodomor*, la Grande Famine\* ukrainienne de 1932-1933, n'était pas encore universellement connu. Par ailleurs, « Katyń » est resté un terme choc après la chute du système soviétique : on parla du massacre de Srebrenica en Bosnie en 1995 comme d'un nouveau « Katyń ».

En Union soviétique, sous l'apparente sérénité d'une version imputant la responsabilité de la tuerie aux Allemands en 1941, une inquiétude régnait. En 1959, le chef du KGB, Aleksandr Chelepine, recommanda que tous les documents sur Katyn soient détruits, arguant qu'ils contredisaient la version officielle des faits. En 1969, le responsable du KGB ukrainien écrivit aux autorités à Kiev (Kyiv) et à Moscou pour les informer qu'on avait découvert des cadavres d'officiers polonais près de Kharkiv. Le chef du KGB, Iouri Andropov, ordonna que les traces de ce massacre soient effacées. Toutefois, le lien entre les tueries des purges staliniennes des années 1930 et l'affaire de « Katyń » était désormais fermement établi, même en URSS. Depuis longtemps, l'émigration ukrainienne dénonçait les fosses communes des victimes des purges staliniennes à Vinnytsia en Ukraine, comme le « Katyń de l'Ukraine ». En effet, l'opération médiatique allemande sur Katyn s'était répétée à Vinnytsia en 1943, avec certains des mêmes enquêteurs, et la riposte soviétique avait été la même. Avec la découverte de cadavres d'officiers polonais ailleurs en Ukraine, on répondait à une des questions irrésolues autour de « l'affaire Katyń » : le nombre de Polonais tués sur place ne correspondait pas au nombre total de Polonais disparus. On établissait ainsi une communauté de destin entre toutes les victimes de Staline, soviétiques ou polonaises.

### **LA RECONNAISSANCE DE « KATYŃ »**

À la fin des années 1980, le côté soviétique lâcha du lest par rapport à « l'affaire Katyń ». En 1988, une délégation du Parti communiste polonais visita Katyn, et l'inscription sur la plaque commémorative « Aux victimes du fascisme d'Hitler » fut remplacée par « À ceux qui sont tombés à Katyn ». La même année, le conseil des ministres de l'URSS décida de construire un complexe mémoriel à Katyn pour commémorer la mort des officiers polonais – ainsi que la mort de prisonniers de guerre soviétiques au même endroit. L'année suivante, la question de « Katyń » fut soulevée durant les négociations de la table ronde polonaise qui engendrèrent le changement de régime. Le comité polonais qui enquêtait sur « l'affaire de Katyń » sortit de la clandestinité pour s'établir officiellement comme fondation.

En 1990, Moscou suivit l'avis des historiens et des conseillers politiques et reconnut la responsabilité soviétique pour les massacres de Katyn. Mikhaïl Gorbatchev lui-même donna à la



THE SOIL HEREUNDER CAME  
FROM THEIR GRAVEYARD  
1990  
As finally admitted in April  
1990, by the U.S.S.R. after  
50 years shameful denial  
of the truth.

Pierre tombale du Mémorial Katyn 1940, cimetière de Gunnersbury (Londres).  
© Jake from Manchester, UK.

partie polonaise une liste des Polonais fusillés. En 1992, le nouveau président polonais, Lech Wałęsa, ancien dirigeant du syndicat Solidarność, visita Katyn ; trois ans plus tard, il déclara 1995 « l'année de Katyń » en Pologne. Entre-temps, le président russe Boris Eltsine, en visite à Varsovie, s'agenouilla devant la croix commémorant « Katyń » et il demanda pardon aux Polonais, ajoutant : « Si vous pouvez pardonner. » Avant la chute de l'Union soviétique, les autorités soviétiques avaient annoncé publiquement la découverte du site lié au massacre de Katyn dans les alentours de Kharkiv.

Les années suivantes, le processus de construction du complexe mémoriel à Katyn avançait, mais lentement et péniblement. Un compromis fut trouvé : le complexe commémore les victimes

polonaises de «Katyń» et les victimes de la Terreur en Union soviétique ainsi que les prisonniers de guerre soviétiques morts aux mains des Allemands. Les Polonais, qui occupent une petite partie de l'ensemble, reposent dans un cimetière militaire. Le complexe est agencé de manière à ce que les visiteurs soient obligés de s'incliner d'abord devant le monument aux prisonniers de guerre soviétiques. Pourtant, s'il y a plus de 1000 lieux de commémoration du Goulag à travers l'ex-URSS, le complexe de Katyn est l'un des seuls à jouir d'un statut fédéral russe et à posséder un caractère international. Les autres émanent d'initiatives citoyennes telles que l'organisation non gouvernementale Memorial, ou des autorités locales.

La chute de l'Union soviétique fit beaucoup, dans un premier temps, pour dissiper le «mensonge de Katyń». En 1994, l'Ukraine indépendante transmit la liste des Polonais tués près de Kharkiv. Le seul pays postsoviétique qui refusa «de jouer le jeu» était le Bélarus. Les demandes réitérées des Polonais adressées à Minsk de transmettre la liste de leurs compatriotes qui avaient péri sur le sol biélorusse dans le cadre de l'opération Katyn restèrent sans réponse. Déjà à l'époque soviétique, les autorités avaient créé un complexe mémorial dans le village biélorusse de Khatyn – le rapprochement avec le nom de Katyn n'est pas accidentel – où les Allemands avaient incontestablement tué un nombre important de civils en mars 1943. Le mémorial de Khatyn commémorait toutes les victimes biélorusses, estimée à quelque 2 millions, de la Seconde Guerre mondiale. C'est la société civile biélorusse qui s'est donnée pour tâche de faire la lumière sur le grand nombre de victimes des purges staliniennes en Biélorussie (Bélarus), ainsi que sur les Polonais de «Katyń» tués sur le sol biélorusse. Parmi les milliers de cadavres et les restes des victimes des purges staliniennes des années 1930 qui gisaient dans la forêt de Kourapaty, dans les environs de Minsk, se trouvaient des objets ayant apparemment appartenu aux Polonais disparus de Katyn et dont la mort avait été initialement attribuée aux Allemands. Une enquête ouverte dès 1988, à l'époque soviétique encore, sur les crimes survenus à Kourapaty n'aboutit toutefois pas et depuis l'élection à la présidence d'Alexandre Loukachenko en 1994, le régime biélorusse ne parle plus de Kourapaty. Pourtant, les Polonais continuèrent de s'y intéresser. En 1993, le président polonais Lech Wałęsa déposa une gerbe devant une croix érigée à Kourapaty par une organisation polonaise. Dans l'esprit des Polonais, comme des opposants

biélorusses au régime de Loukachenko, il est évident qu'il y a un lien direct entre Kourapaty et Katyn.

Même si la question de « Katyń » resta vivante après la reconnaissance par Mikhaïl Gorbatchev de la responsabilité soviétique dans le crime et la mise en œuvre de la construction du mémorial, elle connut un certain apaisement. Ainsi, si certaines familles polonaises insistaient pour que les restes de leurs proches soient rapatriés en Pologne, elles n'obtinrent pas gain de cause, et l'ouverture du mémorial à Katyn eut lieu, finalement, en 2000, à peu près au même moment que l'ouverture des autres complexes mémoriaux, tel celui de Mednoe dans la région de Tver en Russie, et celui près de Kharkiv en Ukraine. Boris Eltsine ne voulut pas assister à la cérémonie qui marquait le début de la construction du mémorial à Katyn, mais lui-même, comme son prédécesseur, Mikhaïl Gorbatchev, et tous ses successeurs, Dimitri Medvedev et Vladimir Poutine, reconnurent la culpabilité soviétique pour le crime. Toutefois, Vladimir Poutine jeta un pavé dans la mare en donnant libre cours à ses spéculations, affirmant que Staline avait voulu se venger de la mort de milliers de prisonniers de guerre soviétiques aux mains des Polonais à la suite de la guerre polono-soviétique de 1920.

Les éclaircissements divers ne mirent pas fin à la question de « Katyń ». Sergueï Karaganov, un universitaire russe membre de l'élite, affirma que « toute la Russie est un grand Katyń », en utilisant donc un raccourci familier, mais en diluant en même temps la singularité et la signification de « Katyń » pour les Polonais. Il laissait entendre, indirectement, que Staline avait exécuté bien plus de ses propres citoyens, y compris des citoyens soviétiques de nationalité polonaises qui avaient péri dans les purges des années 1930. En Pologne, le futur premier ministre et récemment président du Conseil européen, Donald Tusk, déclara que « dans un certain sens, nous, les Polonais, nous sommes une seule grande famille de Katyń ». Cela ne l'empêcha pas de croiser les armes avec son rival, le président Lech Kaczyński, sur l'interprétation de l'histoire polonaise. La perfidie russe, perceptible tant à Katyn que dans le refus soviétique de venir en aide aux insurgés de Varsovie en 1944, a joué un rôle important dans la vision du monde du président Kaczyński.

« L'Affaire de Katyń » connut un nouveau rebondissement avec la sortie du film *Katyń* en 2007. Le réalisateur du film, Andrzej

One of the most shocking crimes of World War II...

"A POWERFUL CORRECTIVE TO DECADES  
OF DISTORTION & FORGETTING"

A. J. SCOTT, NEW YORK TIMES

"WORDS FROM A PROPHET"

LEIGH FELPETA, VARIETY

"KATYŃ IS BRAVURA FILM-MAKING"

GEOFFREY FANGLER, THE GUARDIAN



"ABSORBING & EXCITING"

ANDREW O'BRIEN, EMPIRE MAGAZINE

WINNER  
BEST FOREIGN LANGUAGE FILM  
EUROPEAN FILM AWARDS 2008

OSCAR® NOMINATED  
BEST FOREIGN LANGUAGE FILM 2008

# KATYŃ

FROM THE DIRECTOR OF  
DANTON, MAN OF IRON,  
ASHES & DIAMONDS

A FILM BY  
ANDRZEJ WAJDA

IN CINEMAS 19 JUNE

Affiche du film *Katyń* d'Andrzej Wajda (2007).

Wajda, alors âgé de 81 ans, était la plus grande personnalité du cinéma polonais depuis des décennies. Parmi ses œuvres, on ne compte plus les films qui retracent l'histoire douloureuse de la Pologne ni les honneurs, polonais et internationaux, qu'il a reçus. Ayant perdu son père à Katyn, Wajda avait longtemps mûri l'idée de faire un film sur ce thème et, enfin, empruntant un texte littéraire qui convenait, il réalisa ce chef-d'œuvre. La première du film à Varsovie en septembre 2007 réunit non seulement la crème de la société polonaise, mais aussi les représentants de l'association russe Memorial. Le film connut un succès tout aussi retentissant en Ukraine où le père de Wajda avait été fusillé quelques décennies plus tôt.

Le film reçut certaines critiques, notamment à l'étranger. On fit remarquer dans le journal français *Le Monde* que le film suivait le destin tragique de quatre officiers d'ethnie polonaise, sans mentionner la présence de Juifs – le grand rabbin de Pologne se trouvant parmi les victimes de Katyn. Cette critique provoqua

une réponse cinglante d'Adam Michnik, rédacteur de la *Gazeta wyborcza* et un des personnages marquants de l'opposition polonaise d'avant 1989. Michnik défendit le film contre l'accusation d'antisémitisme – ni *La Liste de Schindler* de Steven Spielberg ni *Le Pianiste* de Roman Polański ne mentionnent Katyn, parce que ce sont des films sur la Shoah; *Katyń* est un film sur Katyn, pas sur la Shoah, écrit-il. Surtout, Michnik s'en prit aux intellectuels français qui refusaient de mettre sur le même plan les crimes des totalitarismes nazi et soviétique. Les critiques en Pologne furent plus rares. Elles évoquaient le fait qu'il n'y eut pas de témoins oculaires des tueries de Katyn, et donc que la dernière séquence du film, la plus déchirante, qui montre l'exécution des prisonniers polonais, relevait de l'imagination. Les critiques accusaient aussi le film de céder à l'interprétation romantique de l'histoire polonaise et à sa tradition martyrologique, qui voit la Pologne comme le « Christ des nations ». Ce sont précisément ces qualités qui furent applaudies par les pouvoirs publics en Pologne, lesquels ont introduit le film dans le curriculum scolaire obligatoire des élèves polonais.

On pourrait croire que le dossier « Katyń » ne peut pas être refermé. En avril 2010, les premiers ministres polonais et russes, Donald Tusk et Vladimir Poutine, s'entendirent pour organiser une cérémonie de commémoration à Katyn à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire du massacre. Le président polonais, Lech Kaczyński, ayant appris cette intention, se précipita pour assister aux cérémonies, accompagné d'une centaine de dignitaires polonais. L'avion s'écrasa près de Smolensk en entraînant la mort de toutes les personnes à bord. Adam Michnik compara l'immense choc provoqué par cette tragédie à l'explosion d'un gigantesque barrage. La Russie déclara un deuil national et le film de Wajda, diffusé quelques jours plus tôt sur une chaîne relativement peu regardée, fut diffusé sur la principale chaîne de télévision russe. En Pologne, Lech Wałęsa parla d'un « deuxième Katyń », et il fut loin d'être le seul à faire le rapprochement. La disparition du président renforça ceux qui épousaient la vision romantique du président défunt et qui, refusant de croire à la thèse de l'accident, pointaient du doigt la Russie, éternel ennemi de la Pologne, comme instigateur d'un nouvel assassinat.

Depuis 2010, les relations polono-russes ne se sont guère améliorées. En Russie, le pourcentage de ceux qui ont entendu parler de Katyn a triplé après 2010, mais la moitié des répondants refusaient de dire ou ne savaient pas qui avait commis le crime,

ce pourcentage étant encore plus élevé parmi les jeunes. Le ralentissement, voire l'arrêt de la déstalinisation sous la présidence de Vladimir Poutine, a légitimé un discours qui se moque du « complexe de Katyń » des Polonais. On s'est excusé, est-ce que cela ne suffit pas ? C'est un refrain qu'on entend de plus en plus souvent dans les hautes sphères du pouvoir. En Pologne, le parti Droit et Justice (PiS), dirigé par le jumeau survivant du « président martyr », a pris le pouvoir en 2015, et il propage une politique historique fondée, entre autres, sur le rapprochement entre le massacre de Katyn et la tragédie de Smolensk. Le régime impose la thèse d'un génocide de la nation polonaise, promulgué non seulement par l'URSS stalinienne, mais également par la Russie postsoviétique. Malgré les appels d'intellectuels, comme Andrzej Wajda et le Prix Nobel de littérature Wisława Szymborska, ou encore le premier ministre postcommuniste, Tadeusz Mazowiecki, à ne pas se laisser entraîner sur ce chemin périlleux, la thèse de l'inimitié éternelle entre la Russie et la Pologne se voit de plus en plus accréditée. Presque quatre-vingt ans après les faits, « l'affaire de Katyń » reste actuelle dans ses effets.

#### **BIBLIOGRAPHIE**

ETKIND Aleksandr (2012), *Remembering Katyn*, Cambridge: Polity Press.

CIENCIALA Anna M., LEBEDEVA Natalia S., MATERSKI Wojciech (éd.) (2008), *Katyn: A Crime without Punishment*, New Haven: Yale University Press.

MICHNIK Adam (2009), « *Katyn* ou le film du massacre des Polonais par les Soviétiques », *Le Monde*, 14 avril 2009.

« 13 avril 1943. Katyn, pomme de discorde entre Russes et Polonais ». En ligne: [https://www.herodote.net/13\\_avril\\_1943-evenement-19430413.php](https://www.herodote.net/13_avril_1943-evenement-19430413.php)



# LE MASSACRE DE BABI YAR (1941)

LUBA JURGENSON

Pour la mémoire de l'extermination des Juifs à l'Est, Babi Yar apparaît comme un symbole aussi puissant qu'Auschwitz dans le monde occidental. Lieu du plus grand massacre mené par les *Einsatzgruppen* en URSS (33 771 Juifs y furent fusillés, selon les sources allemandes), c'est aussi la première exécution massive organisée, les 29 et 30 septembre 1941, par les forces d'occupation de la Wehrmacht, étape cruciale dans la réalisation de la solution finale. Toutefois, si Babi Yar est comparable à Auschwitz en tant que désignation métonymique des « opérations mobiles de tuerie », ces deux lieux ne le sont absolument pas en ce qui concerne l'histoire de leur patrimonialisation et de leur mémorialisation.

## UNE MÉMOIRE DISSIDENTE

Longtemps laissé en l'état, le ravin où étaient enfouis les corps en partie brûlés des victimes fut intégré à partir des années 1950 dans les plans de réaménagement des abords de Kiev (Kyiv), avec notamment le projet de construction d'un stade à son emplacement. Les travaux conduisirent à un affaissement de terrain, qui fit au moins 150 morts (la « tragédie de Kourenivka » de 1961), à la suite de quoi il fut décidé de niveler le fossé et de détruire les vestiges des cimetières caraïte et juif qui se trouvaient à proximité. Bien que des projets de mémorialisation aient existé dès 1944, c'est en 1976 seulement qu'un monument fut érigé sur les lieux, sans aucune mention de l'identité juive des victimes. À partir de 1979, un espace situé en partie à l'endroit de l'ancien fossé fut dédié explicitement à Babi Yar. Cependant, des commémorations spontanées en ont fait, bien en amont, un lieu de mémoire : des meetings y étaient organisés régulièrement, le jour anniversaire du



Monument « Aux citoyens soviétiques, aux soldats prisonniers et aux officiers de l'Armée rouge, fusillés par les fascistes allemands à Babi Yar », 1976, œuvre des sculpteurs M. Lysenko, V. Soukhenko et O. Vitrik, et des architectes A. Ignachtchenko, L. Ivantchenko et V. Ivantchenkov.

massacre, à partir du milieu des années 1960. S'y retrouvaient des intellectuels ukrainiens, dont le poète Ivan Dziouba ou le mathématicien Leonid Pliouchtch, des Kieviens russes, comme l'écrivain Viktor Nekrassov qui milita toute sa vie pour la mémoire de Babi Yar, ou juifs comme Boris Kotchoubievski.

Mal vus des autorités, ces rassemblements entraînent des représailles. Ainsi, Kotchoubievski est emprisonné pour avoir prononcé un discours au meeting du 29 septembre 1968, Nekrassov se voit confisquer le manuscrit d'un ouvrage sur Babi Yar lors d'une

perquisition à son domicile en janvier 1974. Pliouchtch, quant à lui, est arrêté en janvier 1972, puis placé en hôpital psychiatrique, pour son activité dissidente en général et pas seulement pour son implication dans la mémoire de Babi Yar. Celle-ci fait cependant partie des engagements qui font de lui une personne indésirable.

Pendant la période soviétique, la mémoire de Babi Yar est ainsi une mémoire dissidente qui émerge dans le sillage du Dégel. Face à la persécution, les revendications de reconnaissance et de patrimonialisation du lieu de massacre regroupent, dans cette phase de consensus au sein des oppositions, des acteurs différents, défenseurs de la culture nationale ukrainienne, de l'identité et de la mémoire juive, du mouvement pour le respect des droits de l'homme. Ces différentes causes sont alors intimement imbriquées, comme le montre notamment le cas de Pliouchtch, engagé simultanément dans la lutte pour la mémoire juive à Babi Yar et pour les droits de l'homme en Ukraine, ou le cas de Nekrassov, qui cherche à promouvoir une mémoire non officielle de la Seconde Guerre mondiale. Cet engagement d'intellectuels non juifs et, notamment, ukrainiens pour la patrimonialisation de Babi Yar montre l'enjeu que représente alors la mémoire de ce massacre dans le bras de fer avec les autorités soviétiques, qui tentent par ailleurs de récupérer les meetings annuels en les plaçant sous le signe de l'antisionisme.

### **CONSTRUCTIONS ET MYTHES IDENTITAIRES**

Avec la chute du régime soviétique et l'indépendance de l'Ukraine en 1991, le consensus mémoriel autour de Babi Yar se fissure rapidement. La nécessité de construire une identité ukrainienne commune dans un espace en réalité scindé en deux par des héritages trop différents (l'Empire austro-hongrois puis la Pologne pour l'Ukraine occidentale, l'Empire russe puis l'URSS pour l'Ukraine orientale) change clairement la donne (Ostriitchouk, 2011). D'une part, la participation d'auxiliaires ukrainiens au massacre fait tache dans le nouveau tableau identitaire, d'autre part le peu d'attention que la communauté internationale porte à la mémoire de l'*Holodomor* de 1932-1933 (voir Grande Famine\*) et le refus des officiels russes de reconnaître l'ampleur et la nature criminelle de cette extermination par la faim vont vite aboutir à une sorte de duel entre deux mémoires désormais perçues comme antagonistes : celle de l'anéantissement des Juifs sur le territoire ukrainien et celle de la déportation massive

des soi-disant koulaks au début des années 1930, accompagnée de la destruction par la faim de plusieurs millions d'Ukrainiens.

Les polémiques au sujet de l'*Holodomor*, sur lesquelles il est impossible de s'arrêter ici en détail, sont réactivées à l'occasion du conflit autour de la Crimée, dans les milieux académiques comme sur les réseaux sociaux, où la représentation de « l'ennemi » est souvent rattachée à une mémoire idéologisée et émotionnelle des violences historiques : les Ukrainiens sont présentés sur certains sites russes comme ceux qui ont aidé les nazis à Babi Yar tandis que les Russes sont accusés par des Ukrainiens d'avoir orchestré l'*Holodomor*. On oublie alors qu'une partie des fonctionnaires en charge des territoires touchés par la famine était bel et bien ukrainienne (Werth, 2020), et que les bourgades concernées n'étaient pas peuplées que d'Ukrainiens : on y trouvait, entre autres, des Juifs. On oublie également que les différentes strates de répressions, depuis l'annexion de l'Ukraine à la Russie bolchevique en 1919, avaient fait le lit du collaborationnisme pro-nazi – la Grande Famine ayant joué en ce sens un rôle catalyseur –, et que malgré cela, le phénomène de collaboration ne toucha pas tous les Ukrainiens, qui furent nombreux dans l'armée soviétique.

La situation semble pour le moment inextricable, le thème de la collaboration ukrainienne avec l'occupant étant problématique, voire tabou, des deux côtés. Le culte de la « Grande Guerre patriotique », érigé en mythe fondateur de l'État russe actuel, demeure un obstacle à l'émergence de la vérité sur la question ; du côté ukrainien, des mythes hérités de l'antisémitisme ancien adaptés à des situations nouvelles supplantent souvent l'histoire : l'assimilation des Juifs aux bolcheviques, responsables des souffrances ukrainiennes, alimente la thèse des « deux génocides », proposée comme socle d'une mémoire commune et d'une réconciliation judéo-ukrainienne (Bechtel, 2017). On tend respectivement à minimiser les aspects criminels du régime stalinien et à effacer la dimension antijuive de l'engagement ukrainien avec l'occupant. La situation de conflit ne favorise certainement pas le dialogue autour de ces questions, qui divisent l'Ukraine, où la vision antirusse des événements prévaut à l'ouest et celle prorusse à l'est. S'y ajoute le fait que la concurrence des mémoires a représenté un enjeu important dans la vie politique ukrainienne : les tentatives d'aligner l'*Holodomor* sur la Shoah en revendiquant pour cette extermination le statut de génocide, tout comme la promotion des « héros » ukrainiens, tels que Stepan

Bandera\* ou Iaroslav Stetsko, ont marqué la période de rapprochement avec l'Union européenne sous le mandat de Viktor Iouchtchenko, alors que la présidence prorusse de Viktor Ianoukovytch voit le recul de l'héroïsation de l'OUN/UPA et le retrait de la revendication de génocide (Bechtel, 2012). Un autre élément qui tend à exacerber la mémoire ukrainienne est le déséquilibre, dans l'espace public international, entre, d'une part la centralité de la Shoah et de la question coloniale, et d'autre part la place périphérique laissée aux répressions staliniennes. Si la communauté internationale attend (à juste titre) des pays ayant un passé collaborationniste un travail de mémoire approfondi, si par ailleurs les pays occidentaux s'engagent dans une réflexion sur leur passé colonial, la mémoire des violences staliniennes et du colonialisme soviétique, souvent perçue comme extérieure à l'Europe, reste confinée dans le domaine académique sans grand impact sur les sphères sociale et politique.

### **LE LIEU DE MÉMOIRE**

La mémoire de Babi Yar est prise dans cette complexité. Devenu lieu de promenade dominicale pour les Kieviens, le parc qui s'étend à l'emplacement de l'ancien ravin s'est enrichi ces dernières années de nombreux monuments (une trentaine en tout), par lesquels différents groupes commémorent leurs victimes, témoignant de la pluralité et de la complémentarité des mémoires qui s'y enchevêtrent, mais aussi des guerres mémorielles qui s'y jouent. En effet, les Juifs ne furent pas les seules victimes à y être assassinées. En tout, plus de 100 000 personnes furent exécutées là : des Roms, des ecclésiastiques, des prisonniers de guerre ainsi que, ironie macabre des nazis, des nationalistes ukrainiens persécutés à leur tour. Il est aujourd'hui impossible d'entreprendre des travaux d'exhumation de même que la reconstitution exacte de la topographie de la fosse, ce qui ouvre la voie aux débats non seulement sur les catégories des victimes, mais également sur l'endroit précis où se tenaient les auxiliaires ukrainiens présents sur les lieux et, partant, leur degré d'implication dans les massacres. On assiste à Babi Yar à la volonté de masquer cette participation des locaux à la tuerie par la visibilité disproportionnée d'une « allée des Justes » qui compte plus de 600 Kieviens sauveurs de Juifs, contre 150 reconnus par Yad Vashem. Le nombre a en effet quadruplé grâce à la création du statut de « Juste de Babi Yar », décerné par la fondation Mémoire de Babi



Menorah en mémoire des victimes juives, 1991. © Nina Norambuena, 2019.

Yar, qui tend à élargir cette catégorie, de manière parfois arbitraire, à l'entourage des personnes ayant réellement sauvé des Juifs.

L'espace de Babi Yar, qui permet la coexistence de scénographies différentes et éventuellement contradictoires, est ainsi conçu comme une mosaïque mémorielle capable d'accueillir sans cesse de nouveaux monuments. Rappelons, parmi les exemples problématiques de cette « cohabitation » des mémoires, une croix en l'honneur des 620 membres de l'OUN fusillés, installée ici en 1992. Plus récemment, en février 2017, un monument fut érigé à la poétesse Olena Teliha, nationaliste ukrainienne connue pour son antisémitisme. Sur la plaque qui orne le socle de la sculpture, signée par Viktor Lypovka et Aleksandra Rouban, l'OUN est présentée comme une organisation « clandestine antifasciste ». Un mois plus tard, la statue était recouverte de peinture rouge, protestation jugée par plusieurs médias et réseaux sociaux ukrainiens comme du vandalisme, présentée par les médias russes comme un acte de résistance contre le fascisme. Nettoyé et remis en état, ce monument est surtout un symbole du relativisme qui domine largement à Babi Yar.

Loin de combattre ce relativisme, le Comité public pour la commémoration des victimes de Babi Yar, en la personne de son secrétaire Vitali Nakhmanovytsch – un des principaux acteurs de la mémoire du lieu – l'érige en fatalité. Selon ce dernier, les



Le maire de Kyiv, Vitali Klytchko inaugure le monument dédié à Olena Teliha sur le site de Babi Yar en février 2017 (DR).

constructions historiographiques du massacre remontent à des « mythologies » consciemment téléguidées par des idéologues de tout bord, voire par des entrepreneurs manipulant les représentations des espaces de Babi Yar et la patrimonialisation en fonction des projets de construction. Sont ainsi renvoyés dos à dos, parmi d'autres, « le mythe nationaliste ukrainien » et « le mythe historique juif » selon lequel « la Shoah, dans l'ampleur que nous connaissons, aurait été impossible sans le soutien massif apporté à ses organisateurs par la population non juive ». Si, en parlant du « mythe nationaliste ukrainien de la Shoah », Nakhmanovytsch ne ménage pas non plus le négationnisme et la manipulation des sources entreprise notamment par Volodymyr Viatrovytsch, le directeur de l'Institut de la mémoire nationale en Ukraine jusqu'en 2019 (Bechtel, 2012), il résulte toutefois de ce propos que l'histoire ne serait qu'un kaléidoscope de différentes versions, chacune au service d'un « patron » si ce n'est d'un complot. Une telle histoire « postmoderne », qui relativise la réalité des faits, quels qu'ils soient, et le brouillage mémoriel qui en résulte, portent paradoxalement les traces du passé que l'on cherche justement à dénoncer. La manipulation constante des faits durant les décennies soviétiques et, plus encore, les révélations reçues à l'époque de la perestroïka

et dans les années 1990 (avant la construction de nouveaux récits nationaux en Ukraine comme en Russie), ont produit le sentiment que l'histoire était un rêve ou un cauchemar, mais en tout cas un récit pouvant être remplacé par un autre du jour au lendemain en fonction du pouvoir en place. Le relativisme mémoriel à Babi Yar apparaît ainsi comme la variante déconstructionniste d'une « quête de la vérité » consistant à renverser les discours dominants de la période communiste ou ceux de la Russie redevenue hostile.

### LA LITTÉRATURE

Dans ce paysage mémoriel accidenté, la littérature joue un rôle essentiel. Nous n'avons pas la possibilité de citer ici d'autres œuvres d'art, notamment musicales. Bornons-nous à mentionner, dans le domaine du cinéma, *Les Insoumis* [*Nepokorennye*] de Mark Donskoï réalisé en 1945, qui représente la persécution des Juifs et, notamment, Babi Yar, entreprise unique dans la filmographie soviétique.

Souvent en avance sur la science historique en Russie comme en Europe centrale, la littérature est la première à prendre en charge la construction des événements, en témoignant, en documentant, en donnant à comprendre, en érigeant des monuments immatériels à des morts sans sépulture, en ouvrant aussi un espace pour l'imaginaire. Elle permet de replacer la mémoire de Babi Yar dans le contexte plus large de l'histoire des idées et des idéologies. Les premiers textes consacrés au massacre sont poétiques et véhiculent principalement l'idée de vengeance, fer-de-lance de la propagande soviétique pendant la guerre, par exemple sous la plume d'Ilya Ehrenbourg, auteur du célèbre article « Tue [l'Allemand] ! » (24 juillet 1942). Son « Babi Yar », publié en janvier 1945 dans la revue *Novyi Mir*, se termine sur l'image saisissante des ravins qui marchent sur les villes allemandes. Avant lui, au moment de la découverte du charnier en 1943, le poète ukrainien Mykola Bajan appelait à la vengeance dans son poème intitulé « Yar ». Dans l'immédiat après-guerre, Lev Ozerov, l'un des auteurs du *Livre noir sur l'extermination scélérate des Juifs* [*Černaja kniga o zlodejskom pousemestnom ubijstve evreev nemecko-fašistskimi zahvatčikami vo vremenno okkupirovannyh rajonah Sovetskogo Sojuza i v lagerjah Pol'si vo vremja vojny 1941-45 gg.*], reprend le thème du châtiment en conclusion de son poème cénotaphe et documentaire « Baby Yar », publié dans la revue *Oktiabr* en mars 1946. Par la suite, le thème de Babi Yar devient synonyme d'ouverture idéologique et

esthétique. Ainsi, en 1961, le jeune poète Evgueni Evtouchenko, choqué par la transformation du ravin en décharge publique, signe un poème intitulé «Babi Yar» qui débute ainsi: «Il n'y a pas de monuments à Babi Yar.» Si les pressions ultérieures lui feront modifier dans un sens patriotique et internationaliste ce poème dont les paroles accompagnent la 13<sup>e</sup> *Symphonie* de Chostakovitch, dédiée à Babi Yar, celui-ci n'en montre pas moins les enjeux que Babi Yar représente en littérature dans les années 1960. En 1966, une version expurgée du récit d'Anatoli Kouznetsov *Babi Yar* paraît dans la revue *Iounost* et fait l'effet d'une bombe dans le silence qui entoure alors l'extermination des Juifs. Après la fuite de Kouznetsov au Royaume-Uni, les exemplaires de la revue sont retirés de la circulation. Le texte intégral est publié aux Éditions Possev (Francfort) en 1970 et verra le jour en URSS en 1991, à la veille de l'écroulement du régime. Traduit en ukrainien en 2008, sa parution sera suivie, l'année d'après, de la création d'un monument (par Vladimir Jouravel), représentant Kouznetsov en petit garçon en train de lire un décret nazi affiché sur un mur. La cérémonie d'inauguration a donné lieu à un véritable *reenactment*: des rues barrées avec des fils de fer barbelés, des décrets de 1941 collés sur les murs, des ordres en allemand hurlés dans les haut-parleurs, des voitures d'époque, des chiens, des acteurs jouant les Juifs regroupés pour être fusillés. En 1968, Mykola Bajan publie dans la revue ukrainienne *Vitczyzna* un nouveau poème sur Babi Yar, «Deborah», où l'imaginaire héroïque ne fuse plus qu'en filigrane, à travers le nom de la prophétesse guerrière de la Bible, donné ici à une victime. Ce poème n'entrera par la suite dans aucun de ses recueils, rejeté par la censure.

Tandis que la littérature sur Babi Yar reste interdite ou marginalisée jusqu'à la dissolution de l'URSS, voire après – *Le Livre noir* ne sera publié en Russie qu'en 2015 –, dans les années 1980, la chanson d'auteur, en la personne du très populaire Aleksandr Rozenbaum, prend en charge cette mémoire en l'intégrant à celle d'autres catastrophes historiques. Dans cette période qui précède immédiatement la perestroïka, Rozenbaum semble reprendre la tradition des années 1960, faisant de Babi Yar une tragédie personnelle, familiale, mais également universelle.

Cette liste ne saurait être exhaustive. On peut mentionner le récit testimonial de Zakhhar Troubakov (1912-1998) qui, détenu au camp de Syrets attendant à Babi Yar, a été employé par les Allemands à la destruction des cadavres dans le ravin. Son ouvrage *Le Secret de Babi*

*Yar [Tájna Bab'ego Jara]* paraît à Tel-Aviv en 1997, ce qui limite bien entendu sa diffusion en Russie. En 2005, Leonid Guirchovitch, écrivain de langue russe vivant en Allemagne, revisite Babi Yar dans son roman *Schubert à Kiev [«Vij», vokal'nyj cikl Šuberta na slova Gogolja]*. L'action qui se déroule à Kiev en 1942, des mois après le massacre, met ainsi en scène, outre un tableau de la collaboration ukrainienne qui apparaît comme subversif sur fond de la sacralisation de la « Grande Guerre patriotique », celui de la « mort de l'auteur », dans la mesure où l'on y voit un monde sans Juifs. Revenu par un véritable coup de théâtre dans les dernières pages du roman, l'auteur commente sa propre absence, obligeant le lecteur à reconsidérer le dispositif narratif. L'évènement apparaît ainsi recouvert de silence, cette reconstruction en apparence réaliste s'inscrivant de fait dans un corpus plus large d'œuvres qui, au sein de l'art européen (et pas seulement de la littérature) marqué par les violences de masse, notamment la Shoah, ont fait de la disparition un paradoxal objet de représentation en creux.

Appartenant de plein droit à la littérature russe, imprégné de culture européenne, ce roman permet de réfléchir à la façon dont la postérité de Babi Yar est touchée par ce que l'on a pu considérer comme une « globalisation » de la mémoire. Le thème de la disparition s'est développé davantage dans la littérature occidentale, où il a donné lieu notamment au dispositif narratif de l'enquête, déclenchée souvent par un secret familial (par exemple, dans *Les Disparus* de Daniel Mendelsohn, 2006). Cette littérature se fait en partie l'écho d'une vision apophatique de la Shoah, perçue à la suite de Claude Lanzmann comme un évènement inconnaissable et sans représentation possible. Cette vision s'est élaborée à partir de la centralité d'Auschwitz et de l'extermination par le gaz qui, en effet, ne laissa pas de survivants. Progressivement relativisée en Occident après la chute du « Rideau de fer », notamment à partir de la réception contrastée des travaux du père Patrick Desbois (Jurgenson, 2015), cette « théologie négative » se métabolise, donnant lieu à des dispositifs hybrides intégrant des documents réels ou inventés, des archives familiales, des montages énonciatifs complexes. Le topos de la disparition se décale paradoxalement vers l'est, pas seulement les camps et les ghettos, mais également les massacres perpétrés par les *Einsatzgruppen* et, thème peu exploré auparavant, les violences de proximité, comme on le voit justement dans les ouvrages de Daniel Mendelsohn, de Jonathan Safran Foer ou de Kevin Vennemann. Cette littérature

pénètre dans les espaces culturels russe et ukrainien, notamment à partir de traductions, comme on l'a vu ces dernières années avec *Les Bienveillantes* (2006) de Jonathan Littell et *L'Hôtel Blanc* (1981) de D.M. Thomas, traduits presque simultanément en russe (alors que quelques décennies séparent les ouvrages originaux), et avec le très remarqué *Peut-être Esther* de Katja Petrowskaja. Ce roman écrit et publié en allemand en 2013 par un auteur de langue maternelle russe issue d'une famille juive d'Ukraine, traduit en ukrainien (et en français) en 2015, mêle chronique familiale, documents et fictions.

La mémoire de Babi Yar est ainsi loin d'être confinée dans le lieu physique de l'extermination des Juifs kiéviens, dans les échanges académiques et les polémiques savantes. Elle dépasse les acteurs institutionnels et les politiques mémorielles et irrigue aujourd'hui les processus culturels au-delà de la Russie et de l'Ukraine, avec toutes les dérives que cela suppose, parfois diluée dans le discours universalisant sur les violences du XX<sup>e</sup> siècle, néanmoins partie prenante de l'élaboration de nouvelles esthétiques littéraires et artistiques.

*Cet article a été rédigé avant que la création du « Babyn Yar Holocaust Memorial Center » soit confiée à Ilija Khrjanovski, auteur du très controversé DAU. Degeneration, nomination qui fait craindre une « disneylandisation » du site et qui a poussé Karel Berkhoff, historien en chef du musée, à démissionner.*

## BIBLIOGRAPHIE

BECHTEL Delphine (2012), « Mensonges et légitimation dans la construction nationale en Ukraine (2005-2010) », in *Écrire l'Histoire*, n° 10 (Pierre Savy [dir.], dossier *Mensonges*), pp. 47-56.

BECHTEL Delphine (décembre 2017), « Colloque Shoah en Ukraine. Un Ukrainien révisionniste invité à Paris », *Mémoires en Jeu*, n° 5, pp. 19-20.

CZERNY Boris, « Baby Yar », *Encyclopédie critique du témoignage et de la mémoire*. En ligne: <http://memories-testimony.com/notice/babi-yar/>, consulté le 27 août 2018.

CZERNY Boris (2012), « Literaturni svidčennja masovogo znyščennja jevreïv u Babynomu jaru » [Témoignages littéraires sur l'assassinat de masse de Juifs à Babi Yar], in *Babyn Jar, masove ubyvtstvo i pam'jat' pro*

*n'ogo* [Babi Yar, l'assassinat de masse et sa mémoire], Kyiv: Centre français en Ukraine/Centre ukrainien d'histoire de l'Holocauste, pp. 198-210.

CZERNY Boris (2015), « Babi Yar 1941-1948 dans la presse et la poésie », *Fabula/Les colloques*, Témoigner sur la Shoah en URSS. En ligne : <http://www.fabula.org/colloques/document2797.php>.

GRAZIOSI Andrea (2005), « Les famines soviétiques de 1931-1933 et le Holodomor ukrainien. Une nouvelle interprétation est-elle possible et quelles en seraient les conséquences ? », *Cahiers du monde russe*, vol. 46, n° 3, pp. 453-472.

JURGENSON Luba (2015), « L'extermination des Juifs à l'Est: construction des savoirs et enjeux épistémologiques », *Fabula/Les colloques*, Témoigner sur la Shoah en URSS, <http://www.fabula.org>. En ligne : [org/colloques/document2757.php](http://www.fabula.org/colloques/document2757.php).

KONDRAŠIN Viktor (2010), *Golod 1932-1933 godov. Tragedija sovetskoj derevni*, [La famine des années 1932-1933. La tragédie des campagnes soviétiques], Moscou: Rosspen.

NAKHMANOVITCH, Vitali, « La manipulation des souvenirs des témoins », *Fabula/Les colloques*, Témoigner sur la Shoah en URSS, <http://www.fabula.org/colloques/document2720.php>.

OSTRITCHOUK Olha (2011), « La mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Ukraine », *Anamnesis*. En ligne : <https://vimeo.com/21808582>, consulté le 28 août 2018.

*Babi Yar, 1941-1991* (1991), New York: Simon Wiesenthal Center. *Le Livre noir, textes et témoignages réunis par I. Ehrenbourg, V. Grossman* (1995), Michel Parfenov (dir.), traduit du russe par Y. Gauthier, L. Jurgenson, M. Kahn, P. Lequesne et C. Moroz, Arles: Actes Sud.

SHRAYER Maxim D. (2010), « Jewish-Russian Poets Bearing Witness to the Shoah, 1941-1946: Textual Evidence and Preliminary Conclusions », *Studies in Slavic Languages and Literatures*, pp. 55-119.

WERTH Nicolas (2020), *Les grandes famines soviétiques*, Paris: PUF, coll. Que sais-je?

ZELTSEY Arkardy (2012), « Le thème des Juifs à Babi Yar », *Babi Yar: Tuerie de masse et mémoire. Matériel de la conférence scientifique des 24-25 octobre 2011*, Kyiv: Institut français d'Ukraine, Ukraïns'kiï Centr Vyvčennja Istorii Golokostu (en russe).

# LES MASSACRES DE VOLYNIE (1943)

ANDRII PORTNOV

La Volynie, région frontalière située dans le nord-ouest de l'Ukraine actuelle, est devenue en 1943 le lieu d'un massacre de masse de la population polonaise perpétré par les membres de l'une des branches du mouvement nationaliste ukrainien clandestin. Bien qu'il s'agisse d'un des plus grands massacres de la Seconde Guerre mondiale, il reste peu connu en Europe occidentale. Dans la Pologne postcommuniste en revanche, le thème du «génocide de Volynie» se retrouve au centre des politiques mémorielles et joue un rôle de plus en plus important dans la formation de l'image de l'Ukraine et des Ukrainiens.

## QUE S'EST-IL PASSÉ EN VOLYNIE EN 1943 ?

Située dans le nord-est de la Pologne de l'entre-deux-guerres, la Volynie était une région agricole de plus de 2 millions d'habitants appartenant aux trois principaux groupes ethniques : les Ukrainiens (67,94 %), les Polonais (16,5 %) et les Juifs (9,78 %). En automne 1939, la région fut occupée par les troupes soviétiques et, en été 1941, par la Wehrmacht allemande. Peu de temps après, les Juifs de Volynie devinrent les victimes de la politique nazie d'extermination. En automne 1942, l'OUN(b) (aile bandériste de l'Organisation des nationalistes ukrainiens, organisation qui s'était scindée en 1940 en deux factions – celle de Stepan Bandera\* et celle d'Andriï Melnyk), créa sa propre force armée, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA). Dès ce moment, l'OUN(b) décida «d'expulser tous les Polonais». La bataille de Stalingrad en février 1943, évènement annonciateur de la défaite du Troisième Reich, laissait prévoir la révision des frontières en Europe. Dès lors, selon la logique des nationalistes, «l'action antipolonaise» en

Volynie devait garantir que cette région ne ferait plus partie de la Pologne après la guerre. Les dirigeants de l'OUN(b) se fondaient sans doute sur l'expérience de la Première Guerre mondiale, à la suite de laquelle les frontières européennes avaient en grande partie été déterminées conformément à la « composition nationale de la population ».

En d'autres termes, l'« action antipolonaise », selon le terme utilisé par l'UPA, s'inspirait de la logique nationaliste selon laquelle un territoire pouvait être revendiqué au nom de l'homogénéité ethnique de sa population. Les sentiments antipolonais résultaient également de la politique discriminatoire de l'État polonais de l'entre-deux-guerres, dans lequel les personnes d'origine ukrainienne avaient de nombreuses raisons de se sentir des « citoyens de second ordre ». Afin de présenter cette épuration ethnique planifiée comme une révolte paysanne spontanée, les unités de l'UPA massacrèrent les Polonais avec des haches et non avec des armes à feu. Ils tentèrent également d'inciter les paysans ukrainiens locaux de se joindre aux massacres. Les récits des survivants mettent généralement l'accent sur la cruauté des meurtres perpétrés sans pitié à l'égard des femmes et des enfants, sur les tortures, ainsi que sur la destruction des églises catholiques romaines.

Les historiens estiment le nombre de victimes parmi la population civile polonaise de Volynie à environ 60 000. L'« action antipolonaise » de l'UPA fut probablement inspirée par « l'opération antijuive » nazie qui avait eu lieu peu auparavant. Certains épisodes s'en rapprochent d'ailleurs. L'un des documents de l'UPA constate ouvertement : « La résistance de la défense polonaise est tellement faible que les opérations ukrainiennes rappellent les actions allemandes contre les Juifs. » Quant à l'administration allemande en Volynie, elle ne tenta pas d'empêcher le nettoyage ethnique de la population polonaise. Enfin, agissant dans la clandestinité et subordonnée au gouvernement polonais en exil, l'Armée de l'intérieur [*Armia Krajowa*] lança un peu plus tard des « actions préventives de représailles » dirigées contre la population civile ukrainienne.

Les historiens polonais estiment le nombre total de victimes polonaises de l'UPA à environ 100 000 personnes (y compris les victimes des « actions antipolonoises » en Galicie orientale, moins meurtrières que les événements de Volynie), et le nombre de victimes ukrainiennes de 10 000 à 15 000. Dès lors, selon Grzegorz

Motyka, « même l'évaluation la plus critique des opérations polonaises contre les civils ukrainiens ne peut les rapprocher de la destruction planifiée des Polonais en Volynie et en Galicie orientale ».

### « WOLYŃ-43 » DANS LA MÉMOIRE POLONAISE

La mémoire polonaise de la Seconde Guerre mondiale comprend plusieurs lieux de mémoire importants. Parmi les plus importants d'entre eux figurent : la destruction de l'État polonais à la suite de l'agression conjointe germano-soviétique en septembre 1939 (voir Pacte germano-soviétique\*); le massacre des officiers polonais commis par l'État soviétique au printemps 1940 à Katyn\*; l'insurrection de Varsovie de 1944 cruellement réprimée par les troupes allemandes et non soutenue par l'Armée rouge. Tous ces événements sont avant tout des histoires martyrologiques. La discussion publique provoquée par la publication du livre de Jan Tomasz Gross *Les voisins [Neighbors: The Destruction of the Jewish Community in Jedwabne, Poland]* (2001) a toutefois ajouté à cette liste un lieu de mémoire complètement différent, Jedwabne où, en juillet 1941, une partie des habitants polonais ont tué leurs voisins juifs. L'histoire de Jedwabne, qui dépeint les Polonais comme des criminels et non comme des victimes, a provoqué des débats houleux dans la société et les milieux politiques en Pologne.

« Wolyń-43 » est devenu un autre lieu de mémoire extrêmement important en Pologne. Sa caractéristique principale est le fait que les massacres de la population polonaise ont eu lieu sur des territoires situés en dehors des frontières de la Pologne d'après-guerre. Dans la mythologie nationale polonaise, ces terres sont connues sous le nom de *kresy* (frontières, confins), vastes territoires situés à l'est de l'Europe qui avaient appartenu à l'État polonais du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles et, dans une moindre mesure, de 1919 à 1939. Il s'agit à la fois du « paradis perdu » de la « mission civilisatrice » polonaise, et d'un espace d'affrontements sanglants et romantiques tant contre les cosaques que contre les Tatars (voir Crimée\*). À la suite des accords internationaux conclus après la Seconde Guerre mondiale, la Pologne a perdu des territoires à l'est (notamment la Volynie et la Galicie orientale, intégrées à l'Ukraine soviétique), mais a acquis de nouvelles terres à l'ouest (une partie de l'ancienne Prusse orientale avec les villes de Wrocław, Poznań et Szczecin).

Dans la Pologne socialiste, les crimes de l'UPA contre les Polonais ont été largement abordés dans des livres et des films, mais toute l'attention était portée sur les territoires de la Pologne d'après-guerre, et ce pour éviter, sans doute, le moindre soupçon de revendications territoriales polonaises à l'égard de l'URSS. En conséquence, les massacres de Volynie n'étaient jamais évoqués. De leur côté, les intellectuels polonais émigrés ont largement contribué à repenser la « politique orientale » de la Pologne. La revue parisienne *Kultura*, éditée par Jerzy Giedroyc, défendait l'idée d'un soutien conscient de l'indépendance de l'Ukraine, de la Lituanie et de la Biélorussie (Bélarus) (les anciens *kresy*), et rejetait toute revendication territoriale à l'égard des pays voisins comme condition indispensable à la renaissance politique de la Pologne. Après 1989, l'approche de Giedroyc prédomina dans la politique étrangère de Varsovie. La Pologne fut d'ailleurs le premier État à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine et acquit ainsi la réputation d'« avocat de l'Ukraine en Europe ». Le soutien de la Révolution orange de 2004 et de l'Euro-maïdan de 2013-2014 par la société civile polonaise a confirmé cette réputation.

Durant les années 1990, les débats historiques polono-ukrainiens se sont moins penchés sur le thème de « Wołyń-43 » que sur le problème du « cimetière des aiglons » [*Cmentarz Orłąt*], lieu de sépulture des Polonais morts lors des batailles ukraino-polonaises de 1918 pour la ville de Lwów (Lviv) (voir Révolutions et guerres 1917-1922\*). Détruit à l'époque soviétique, ce cimetière a été restauré et ouvert en 2005 après de longues discussions, en présence des présidents des deux pays. Ce sont les organisations et les sociétés des *Kresowiaczy* (dont la plupart des membres sont des descendants de Polonais qui vivaient dans les *kresy*) qui ont le plus contribué à promouvoir en Pologne le thème du massacre de Volynie comme histoire d'un martyr national et d'un « génocide oublié ». Il a même été suggéré de parler de *genocidium atrox* (« génocide sans précédent »), afin de souligner la cruauté exceptionnelle des meurtres, qui « a surpassé les atrocités soviétiques et nazies ». Un essayiste de droite a déclaré en 2013 que le nationalisme ukrainien « est allé plus loin que les autres nationalismes (y compris celui des nazis) dans l'apologie des meurtres et la justification déchaînée de la cruauté ». Pour maximiser leurs reproches, certains auteurs ont commencé à appliquer la terminologie de la Shoah à l'expérience de la population polonaise de Volynie. Le mot polonais *Zagłada*

(extermination, destruction), utilisé pour désigner le génocide des Juifs par les nazis, a commencé à être appliqué aux Polonais des *kresy*. Selon la même logique, les Ukrainiens qui avaient aidé leurs voisins polonais furent honorés du titre de « Justes dans les *kresy* », par analogie avec le titre honorifique de « Justes parmi les nations » décerné par l'État d'Israël aux personnes non juives qui risquèrent leur vie pour sauver des Juifs de l'extermination nazie.

### « WOLYŃ-43 » DANS LA MÉMOIRE UKRAINIENNE

L'Ukraine postsoviétique est confrontée à la coexistence et à la concurrence de deux récits fondamentaux sur la Seconde Guerre mondiale : l'un, soviétique, et l'autre, nationaliste. Le premier souligne le rôle de l'Ukraine dans la lutte de l'URSS contre le fascisme et décrit l'OUN et l'UPA exclusivement comme des collaborateurs des nazis. Le second se concentre sur la lutte antisoviétique de l'UPA, qui dura jusqu'au début des années 1950 et provoqua des répressions brutales dans l'ouest de l'Ukraine de la part du pouvoir soviétique. Aucun de ces récits n'accorde une attention particulière aux événements de Volynie. Par exemple, ce thème était absent des manuels d'histoire soviétiques, et bien que Stepan Bandera, dirigeant de l'OUN(b), fût l'un des principaux antihéros soviétiques, le plus grand crime du mouvement politique qu'il dirigeait – le nettoyage ethnique de la population polonaise de Volynie – n'était quasiment pas mentionné. En conséquence, le thème même de la Volynie reste totalement inconnu de nombreux Ukrainiens, en particulier de ceux dont l'histoire familiale n'est pas liée à l'Ukraine occidentale.

Dans le récit nationaliste, le massacre de Volynie a été passé sous silence ou complètement sous-estimé. Les publicistes liés à l'OUN(b) ont développé des stratégies de silence dans les années 1950 et 1960. Ils ont décrit « l'action antipolonaise » comme une révolution paysanne spontanée contre le pouvoir polonais, justifiée par le « droit des opprimés à la légitime défense ». Il a également été déclaré que les violents affrontements auraient été provoqués par les Allemands et/ou des partisans soviétiques. Certains auteurs, enclins à justifier la politique de l'OUN(b), ont souligné que la population civile polonaise de Volynie a été victime de la « politique irresponsable du gouvernement polonais en exil, qui n'était pas prêt à renoncer à la restitution des frontières

polonaises d'avant la guerre». Il existe aussi une argumentation qui tente de placer sur un pied d'égalité les actions antipolonaises de l'UPA et les opérations antiukrainiennes de l'*Armia Krajowa*, en les réunissant sous l'appellation commune de «tragédie de Volynie». Ce faisant, on minimise l'ampleur des massacres et on réduit la responsabilité personnelle des commandants de l'OUN(b) et de l'UPA.

Ces manœuvres visent à protéger l'UPA, symbole national de la lutte ukrainienne pour l'indépendance. Toutefois, certains intellectuels ukrainiens sont plus critiques. Ils ont tendance à souligner que le fait de reconnaître la responsabilité des exécuteurs du massacre de Volynie «ne condamne pas automatiquement toute l'activité clandestine ukrainienne». Ils prétendent que tant l'UPA que l'*Armia Krajowa* ont commis des crimes contre des civils, et qu'aucune de ces deux organisations ne peut être qualifiée de «criminelle par essence». Certains auteurs acceptent de parler de génocide, mais ils évoquent un «génocide bilatéral»: malgré le fait que le nombre de victimes des deux côtés soit différent, les objectifs des criminels étaient pratiquement les mêmes, à savoir établir par la force l'homogénéité ethnique sur ce territoire.

Au niveau politique, l'État ukrainien a montré peu de compréhension face à l'importance du thème «Wołyń-43» pour la société polonaise. En 2003, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire des massacres en Volynie, le président Leonid Koutchma a insisté pour que la *Rada* ukrainienne adopte une déclaration commune des Parlements ukrainien et polonais, consacrée à la mémoire de toutes les victimes du conflit polono-ukrainien pendant la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins, il n'a pas pris de mesures convaincantes pour introduire ce problème dans le débat public. Selon les sondages, en 2003, 48,9% des Ukrainiens ne savaient rien des massacres en Volynie.

En 2010, le successeur de Leonid Koutchma, le président Viktor Iouchtchenko, a décerné à Bandera le titre de «Héros de l'Ukraine» sans tenir compte de la réaction de la Pologne. En juillet 2013, le président Viktor Ianoukovytch a décidé de ne pas rejoindre le président polonais Bronisław Komorowski lors de la cérémonie de deuil à Loutsk consacrée au 70<sup>e</sup> anniversaire du massacre de Volynie. En avril 2015, immédiatement après le discours du président Komorowski devant la *Rada* ukrainienne, celle-ci a adopté une loi qui qualifiait les anciens combattants de l'UPA de «combattants

pour l'indépendance de l'Ukraine ». Dans les médias polonais, cette décision a été interprétée comme un manque criant de respect et comme une incompréhension de l'importance, pour l'Ukraine, de développer un partenariat stratégique avec la Pologne.

### UN GÉNOCIDE OUBLIÉ ?

À l'heure actuelle, un certain nombre de forces politiques (en majorité de droite) en Pologne insiste pour que les événements de Volynie soient qualifiés de « génocide ». Ceci est également largement admis dans le milieu universitaire. Toutefois, pour répondre sérieusement à la question de savoir si « l'action antipolonaise » de l'UPA était un génocide, il faut définir le terme « génocide ». Or, il existe des dizaines de définitions, allant des acceptions juridiques normatives strictes aux acceptions sociologiques les plus larges. Quoi qu'il en soit, qualifier un événement historique de « génocide » implique la volonté de le présenter comme le pire crime possible et d'attirer l'attention sur sa mémoire. Ainsi, en 2013, la chambre basse du Parlement polonais, alors dominée par le parti libéral Plateforme civique [*Platforma Obywatelska*], a adopté la première déclaration politique sur « Wołyń-43 », qualifiant les crimes de l'UPA d'« épuration ethnique comportant des signes évidents de génocide ». Le président du Sénat polonais, Bogdan Borusewicz, a alors souligné que « nous ne parlons pas de la responsabilité des Ukrainiens ni de l'État ukrainien, mais de la responsabilité de l'OUN et de l'UPA ». Trois ans plus tard, le Parlement polonais a à nouveau abordé la question. En juillet 2016, une déclaration a été adoptée par la Diète polonaise nouvellement élue, où la majorité constitutionnelle appartenait au parti conservateur Droit et Justice (PiS). Le massacre de Volynie a été reconnu comme un « génocide » et une Journée à la Mémoire de ses victimes a été instaurée le 11 juillet – date des attaques coordonnées de l'UPA contre des dizaines de villages polonais en Volynie. Dans la même déclaration a été exprimée la gratitude aux Ukrainiens qui avaient aidé leurs voisins polonais, ainsi que « la solidarité avec l'Ukraine actuelle, qui lutte contre l'agression étrangère pour son intégrité territoriale ». Aucun des 442 députés de la Diète n'a voté contre la déclaration.

En 2013, la première déclaration de la Diète avait déjà été critiquée par d'influents intellectuels libéraux et de gauche en Pologne. Ils considéraient que la société polonaise devrait repenser

de manière critique la mythologie des *kresy* et prendre conscience du fait que « pour l'Ukraine, la Pologne fut une puissance coloniale et un occupant pendant des siècles ». En 2016, même des essayistes conservateurs ont exprimé leurs craintes quant aux conséquences possibles de la nouvelle déclaration de la Diète, soulignant que la Pologne devait éviter d'adopter une attitude paternaliste à l'égard de l'Ukraine, prendre conscience de « l'intérêt que porte Poutine aux affrontements entre la Pologne et l'Ukraine » et ne pas laisser « les tragédies du passé » déterminer la politique d'aujourd'hui. Néanmoins, la thèse politique (soutenue en particulier par le PiS) sur le « génocide de Volynie » reste toujours un des instruments importants de la promotion de la martyrologie polonaise et de « l'affranchissement de la pédagogie de honte », principalement liée aux débats sur Jedwabne, qui portent une atteinte douloureuse à l'orgueil national.

Dans les amendements à la loi sur l'Institut polonais de la mémoire nationale, adoptés le 26 janvier 2018, la personne qui nie « les crimes des nationalistes ukrainiens » engage sa responsabilité pénale (et risque jusqu'à trois ans d'emprisonnement). La même peine a été proposée pour « l'attribution de responsabilité pour les crimes du Troisième Reich à l'État polonais ou à la nation polonaise ». Après la protestation active des États-Unis et d'Israël, le Parlement polonais a décriminalisé le dernier article. Toutefois, l'article sur les « nationalistes ukrainiens » est resté en vigueur.

### **LES RÉPONSES UKRAINIENNES**

En 2016, comme les années précédentes, toutes les initiatives importantes concernant « Wolyń-43 » sont venues de Pologne. Les autorités de Kyiv ont manqué de nombreuses occasions – que ce soit pour proposer la création d'une commission historique internationale (et non seulement bilatérale) ou pour mettre en route des recherches archéologiques approfondies sur les lieux des massacres de masse. En juillet 2016, le geste important du président Petro Porochenko lors de sa visite à Varsovie est venu trop tard. Le président ukrainien s'est agenouillé devant le monument aux victimes du massacre de Volynie, comme l'avait fait, en 1970, Willy Brandt devant le monument au soulèvement du ghetto de Varsovie. Toutefois, c'était trop tard pour influencer le vote de la « résolution sur le génocide » au Parlement polonais. Les lettres des

politiciens et des intellectuels ukrainiens influents, qui ont défendu la formule « nous pardonnons et nous demandons pardon », ont également eu très peu d'effet, tout autant que les mémorandums rédigés auparavant par l'Église gréco-catholique ukrainienne et l'Église catholique romaine polonaise.

La décision de la Diète polonaise en juillet 2016 a été interprétée par de nombreuses personnalités politiques et journalistes ukrainiens comme un « geste antiukrainien », fait à un moment particulièrement inopportun du conflit militaire dans le Donbass. Elle a également été interprétée comme une tentative délibérée du Kremlin d'utiliser le thème de la Volynie pour compliquer davantage les relations entre la Pologne et l'Ukraine. Cependant, en septembre 2016, malgré quelques propositions radicales, la *Rada* ukrainienne s'est limitée à exprimer ses regrets au sujet de la décision de leurs collègues polonais. Un document très modéré a condamné « l'évaluation politique unilatérale des événements historiques », sans cependant mentionner la question clé de la responsabilité de l'OUN(b) et de l'UPA pour les massacres de civils polonais.

La présentation de la « question de la Volynie » dans les manuels d'histoire ukrainiens est la meilleure illustration de la position ukrainienne officielle. L'un des manuels les plus populaires, publié par Fedir Tourtchenko en 1994, présente les choses de la manière suivante :

Les relations de l'UPA avec les détachements armés polonais de différentes tendances politiques en Ukraine occidentale ont tourné au tragique. L'UPA a annoncé la nécessité de supprimer tous les fronts secondaires, en dehors des fronts bolcheviques et nazis. Mais elle n'a pas réussi à s'entendre avec les forces nationales polonaises. Les Ukrainiens accusaient de tous les maux les Polonais, qui voulaient le rétablissement des frontières polonaises d'avant-guerre. Les Polonais, pour leur part, voyaient la cause des hostilités dans l'intransigeance des Ukrainiens. Ce sont principalement les civils qui ont payé le prix de cet antagonisme.

Dans l'édition de 2011, une phrase a été ajoutée à la description ci-dessus : « La tragédie de Volynie – la destruction massive de la population polonaise et partiellement ukrainienne – a jeté une ombre noire sur les relations entre l'Ukraine et la Pologne pendant la Seconde Guerre mondiale. »



Statue du Christ sans bras au square de Volynie à Varsovie. © Apilek.

### LA WOŁYŃ TÉLÉOLOGIQUE

De nombreux monuments aux victimes du massacre de Volynie ont été érigés en Pologne. En 1993, le premier monument a été inauguré à Varsovie, assez loin du centre-ville. Dédié aux soldats de la 27<sup>e</sup> division d'infanterie de Volynie de l'*Armia Krajowa*, il utilise une symbolique purement militaire (épée géante). En 2003, ce monument a été complété par un nouvel élément : 12 bougies de pierre représentant les 12 unités administratives de la Volynie, là où les massacres se sont déroulés. En 2013, un autre élément a été ajouté : une croix de sept mètres de hauteur portant un Christ sans bras. Dans ses publications, Zuzanna Bogumił a montré de manière convaincante que la sculpture du Christ sans bras est une référence directe à la tradition du messianisme religieux et de la martyrologie polonaise. Le rapprochement entre les souffrances de la population polonaise de Volynie et les souffrances du Christ transforment les Polonais en martyrs innocents morts au nom des plus hautes valeurs nationales. Leur pureté morale et leurs souffrances physiques sont mythologiquement associées à la représentation romantique des Polonais comme « Christ parmi les nations ».

Dans un tel contexte mythologique, « Wołyń-43 » n'est pas uniquement un évènement historique extrêmement tragique, mais une expérience collective, révélant la vérité éternelle sur la nation polonaise. En outre, il fait revivre la mythologie des *kresy*, accentue sa composante martyrologique et renforce les vieilles représentations des cruels soulèvements antipolonais perpétrés par les Ukrainiens au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles (voir Cosaques zaporogues\* et Bohdan Khmelnytsky\*).

En 2013, des militants polonais de droite ont organisé une « reconstruction historique du massacre de Volynie » dans le village de Radymno. Devant 5000 spectateurs, sept maisons en bois ont été incendiées et la vidéo de l'évènement a été largement diffusée sur internet. Alors qu'il commentait la nécessité de telles « reconstitutions », l'un des organisateurs de la manifestation a déclaré avec fierté que l'action « avait comme but non seulement de préserver la mémoire, mais aussi de faire abandonner le mythe dépassé et profondément discrédité de Giedroyc ». Par ailleurs, en Pologne, le film *Wołyń* de Wojtek Smarzowski (2017), qui contient des références directes à la mythologie martyrologique des *kresy*, a été largement médiatisé et a reçu des critiques positives – et pas seulement dans les milieux conservateurs d'ailleurs.

L'intensification de la discussion sur « Wołyń-43 » a-t-elle un impact sur la vie de près d'un million d'Ukrainiens qui vivent et travaillent en Pologne ? En janvier 2016, la première ministre polonaise Beata Szydło a déclaré devant le Parlement européen que la Pologne ne pouvait pas accepter les quotas de l'Union européenne pour l'accueil de réfugiés, car elle avait déjà « accueilli environ un million de travailleurs migrants d'Ukraine ». Cette tentative de mélanger les réfugiés et les travailleurs migrants est très révélatrice. Cependant, ces dernières années, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Pologne a cessé d'être un pays mono-ethnique et mono-religieux. Cela en raison de l'afflux de migrants et d'étudiants ukrainiens.

En juin 2016, à Przemyśl, ville polonaise située à la frontière de l'Ukraine, qui a une longue histoire de coexistence polono-ukrainienne, des extrémistes polonais de droite (liés par ailleurs aux organisateurs de la « reconstruction du massacre de Volynie ») ont attaqué la procession gréco-catholique ukrainienne, organisée à la mémoire des soldats de l'Armée ukrainienne de Galicie qui avaient combattu dans les années 1920 aux côtés des forces polonaises contre les bolcheviks. Dans ce cas-là, comme dans beaucoup d'autres, tous les Ukrainiens et tous les symboles ukrainiens ont été assimilés à Stepan Bandera et aux responsables des massacres de la population polonaise. Dans des études récentes consacrées à l'internet polonais, on peut trouver de nombreux exemples d'une telle attitude, ainsi que la réduction de toute l'histoire polono-ukrainienne au thème de « Wołyń-43 ». La conséquence en est la multiplication des stéréotypes négatifs sur la population ukrainienne qui vit en Pologne.

### **HISTOIRES À USAGE PRIVÉ**

La plupart des textes polonais et ukrainiens sur le massacre de Volynie sont des monologues dont la principale motivation est de protéger « leur » vérité nationale. Dans cette logique, le nationalisme radical est effrayant tant qu'il s'agit du nationalisme radical de « l'autre », et il est perçu comme raisonnable et même utile lorsque c'est « le nôtre ».

En Ukraine, malgré l'augmentation du nombre de publications sur « Wołyń-43 » que les initiatives polonaises provoquent, le sujet reste marginal et n'a pas d'incidence sur les cas, de plus en plus



Affiche du film  
*Wołyń* de Wojtek  
Smarzowski (2016).

fréquents, d'héroïsation de Bandera et de l'UPA. En Pologne en revanche, « Wołyń-43 » se déplace progressivement au centre des politiques mémorielles, devenant la preuve « récemment découverte » et « auparavant cachée » de la vieille vérité sur le martyre polonais exceptionnel.

La popularité croissante du thème de « génocide sans précédent » en Pologne d'une part, et le développement des diverses interprétations « défensives » en Ukraine de l'autre, sont des phénomènes qui semblent dépasser le contexte local. En effet, dans de nombreuses régions du monde, on constate une tendance beaucoup plus large, à savoir la croissance d'un sentiment d'insécurité culturelle et le renforcement du nationalisme ethnique.

*La première version de ce texte a été publiée sous le titre « Clash of Victimhoods. The Volhynian Massacre 1943 in Polish and Ukrainian Memory »* (<https://www.opendemocracy.net/od-russia/andrii-portnov/clash-of-victimhood-1943-volhynian-massacre-in-polish-and-ukrainian-culture>).

*Traduit du russe par Olga Fioretti*

## BIBLIOGRAPHIE

BOGUMIŁ Zuzanna (2016), « Pamięć o konfliktach i dialogach Polaków z sąsiadami zapisana w kulturowym krajobrazie stolicy » [La mémoire des conflits et des dialogues des Polonais avec leurs voisins est imprimée dans le paysage culturel de la capitale], in Joanna Kurczewska (éd.), *Przemiany kulturowe we współczesnej Polsce: ramy, właściwości, epizody*, Varsovie: Instytut Filozofii i Socjologii PAN, pp. 416-440.

IL'JUŠIN Igor (2009), *UPA i AK. Protystojannja v Zahidnij Ukraïni (1939-1945 rr.)* [L'UPA et l'Armia Krajowa. Conflits en Ukraine occidentale], Kyiv: Kyjevo-Mogyłjans'ka akademija.

MOTYKA Grzegorz (2013), *Cień Kłyma Sawura. Polsko-ukraiński konflikt pamięci* [L'ombre de Kłym Sawur. Le conflit mémoriel polono-ukrainien], Gdańsk: Oskar.

MOTYKA Grzegorz (2011), *Od rzezi wołyńskiej do akcji «Wista».* *Konflikt polsko-ukraiński 1943-1947* [Du massacre de Volynie à l'action «Vistule». Le conflit polono-ukrainien], Cracovie: Wydawnictwo Literackie.

SNYDER Timothy (2003), « The Causes of Ukrainian-Polish Ethnic Cleansing 1943 », *Past and Present*, n° 179, pp. 197-234.

TORZECKI Ryszard (1993), *Polacy i Ukraińcy. Sprawa ukraińska w czasie II wojny światowej na terenie II Rzeczypospolitej* [Polonais et Ukrainiens. Le cas ukrainien pendant la Seconde Guerre mondiale sur le territoire de la Deuxième République de Pologne], Varsovie: Wydawnictwo Naukowe PWN.

ZAJARNJUK Andrij (2003), « Vykonavci etničnoï čystki poljakiv na Volyni jak intelektual'na problema » [Les perpétrateurs du nettoyage ethnique des Polonais en Volynie comme problème intellectuel], in *Ukraïna: kul'turna spadščyna, nacional'na svidomist', deržavnist'*, t. 10, pp. 261-286.

## LE 8/9 MAI

MISCHA GABOWITSCH

**L**e 8 mai 1945, le carnage n'a pas encore touché à sa fin. En Asie, la guerre bat son plein. En Europe, l'offensive de Prague est en cours; les affrontements continuent en Yougoslavie; les îles Anglo-Normandes ne seront libérées que le lendemain. De Moldavie jusqu'en Estonie, les forces soviétiques mettront plusieurs années à éliminer les partisans anticommunistes.

### FÊTER LA VICTOIRE DE L'ARMÉE ROUGE

C'est cependant à cette date que l'Acte de capitulation de l'Allemagne est signé à Berlin. L'Acte de reddition paraphé la veille à Reims n'avait pas satisfait Staline, qui insiste pour que la fin de l'empire nazi soit scellée dans sa capitale, prise par l'Armée rouge, devant son plus célèbre commandant, le maréchal Joukov. La capitulation entre en vigueur le 8 mai à 23h01, soit le 9 mai, heure de Moscou: voilà pourquoi le Jour de la Victoire sera célébré le 8 mai en Europe occidentale et le 9 en Union soviétique et dans ses États satellites. Quant au début de la guerre, il correspond au 22 juin 1941, date de l'agression nazie contre l'Union soviétique: à l'intérieur de l'URSS on commémorera donc la Grande Guerre patriotique de 1941-1945 et non pas la Seconde Guerre mondiale.

Le statut de cette date va pourtant subir des changements, aussi bien en URSS qu'en Europe de l'Est, où le calendrier festif n'est pas soviétisé partout de manière homogène. À Moscou et à Varsovie, les dirigeants communistes décident dès le 8 mai 1945 de déclarer le 9 comme étant une fête d'État. En Roumanie, le 9 mai remplace le Jour de la monarchie, célébré auparavant le 10 mai. Dès décembre 1947, cependant, Staline signe un décret réorganisant les jours fériés en Union soviétique, qui fait perdre au 9 mai son statut

de jour chômé en faveur du 1<sup>er</sup> janvier (le Jour de la Victoire sur le Japon, le 3 septembre, subit le même sort). En Pologne, le Jour de la Victoire est exclu de la nouvelle liste des jours chômés promulguée en 1951. Elle voit cependant réapparaître certaines fêtes religieuses et liées à l'histoire nationale, supprimées du calendrier officiel depuis 1946. En revanche, cette même année la Tchécoslovaquie déclare le 9 mai, Jour de la libération du fascisme, seule fête d'État et jour chômé.

Les transformations de ce genre ne sont pas propres au monde soviétique : en France, le statut du 8 mai subit également plusieurs modifications sous Charles de Gaulle avant d'être rayé du calendrier officiel par Valéry Giscard d'Estaing, puis réintroduit comme jour férié par François Mitterrand. En URSS comme en Pologne et dans les autres pays socialistes, ce changement de statut ne signifie pas la fin des commémorations. Le Jour de la Victoire s'inscrit en effet dans la tradition des fêtes d'État socialistes, rigidement contrôlées même quand les discours et les défilés se doublent de fêtes populaires.

Dans les États satellites, le 9 mai sert surtout à exprimer l'amitié avec l'Union soviétique et la gratitude envers son armée, présente sous forme de chars et casernes, mais aussi de manière symbolique : les nombreux monuments aux morts de l'Armée rouge servent d'arrière-plan à des cérémonies aussi bien commémoratives que politiques en présence de représentants de l'URSS.

À l'intérieur de l'Union soviétique, cette fonction est tout aussi importante : ainsi le Jour de la Victoire est marqué chaque année par des salves d'honneur qui ont lieu non seulement dans les villes héros (telles que Leningrad, Odessa, Sébastopol, Stalingrad), mais aussi à Kaliningrad et à Lviv, chefs-lieux de régions frontalières acquises pendant la Seconde Guerre mondiale. Les discours officiels soulignent la continuité entre l'effort de guerre soviétique et la politique internationale de Staline depuis la guerre. Cette dimension géopolitique se double cependant d'une fonction pédagogique focalisée surtout sur l'armée : c'est l'occasion de discours, cérémonies et événements sportifs visant à faire de la propagande pour l'armée soviétique, ses dirigeants et leurs prédécesseurs prérévolutionnaires parmi la jeunesse et surtout les recrues. Au centre des commémorations sont placés quelques héros exemplaires, choisis parmi les millions de morts pour intégrer le panthéon soviétique en tant que martyrs pour la cause communiste et patriotique. De ce point de

vue, le Jour de la Victoire s'inscrit dans un calendrier qui comprend aussi des fêtes militaires célébrées avec une ferveur semblable, comme le Jour de l'armée soviétique et de la marine de guerre, le Jour du tankiste ou encore celui de l'Armée de l'air. Pendant cette période, le Jour de la Victoire n'est donc principalement ni une fête des anciens combattants, ni une commémoration des morts, ni une fête nationale, mais bien une fête de propagande politico-militaire. Au niveau local, ce sont souvent les unités militaires ou les bureaux de recrutement et d'instruction qui sont chargés d'en organiser le programme. Là encore, une attention particulière est accordée à la périphérie de l'Union soviétique, surtout aux régions occidentales comme les pays Baltes, la Biélorussie (Biélarus) et l'Ukraine: ici, les cérémonies, expositions et autres manifestations commémoratives sont censées soviétiser ou re-soviétiser les populations qui ont subi l'occupation et associer exclusivement à l'Armée rouge et à l'URSS la mémoire de la résistance antiallemande.

Toutes les pratiques commémoratives ne s'inscrivent cependant pas dans les plans de propagande du parti. En dehors des grands projets mémoriaux, comme les monuments ou musées dans les capitales, l'armée jouit d'une certaine autonomie dans la commémoration de ses morts. En URSS comme dans les pays à présence soviétique, les monuments – inaugurés d'habitude le 9 mai – sont souvent projetés et construits par les officiers du génie militaire, voire par de simples habitants: proches survivants, paysans biélorusses, rescapés juifs, etc. Certes, certains de ces musées ou monuments finiront par être modifiés, remplacés ou détruits faute de conformité aux directives officielles, mais le contrôle n'est pas systématique. S'ajoutent à cela les traditions religieuses de commémoration des défunts, qu'a fait ressurgir l'atténuation des répressions anticléricales pendant la guerre. Enfin, les anciens combattants commencent eux aussi à s'approprier la date du 9 mai pour des réunions informelles, mais aussi des rencontres dans les écoles ou usines, ou encore des visites guidées sur les champs de bataille.

Ces pratiques ne disparaissent pas pendant le dégel khrouchtchévien, mais elles sont éclipsées par le culte renouvelé de la Révolution d'octobre et la nouvelle vision progressiste galvanisée par les exploits des cosmonautes et physiciens soviétiques. Le débat (assez pudique et mené à huis clos) sur les répressions politiques de la période précédente jettent de l'ombre sur Staline, jusque-là

symbole principal de la Victoire. La propagande de la victoire soviétique continue pourtant à jouer un rôle important à l'étranger – en témoignent les manifestations chorégraphiées dans les États satellites, mais aussi la popularité de récits comme *La chaussée de Volokolamsk [Volokolamskoe šosse]* (1943) d'Aleksandr Bek à travers le monde, d'Israël jusqu'à Cuba. En URSS, la commémoration locale se développe pendant cette période surtout dans les régions directement touchées par la guerre, tout particulièrement l'Ukraine et la Biélorussie, dont les dirigeants cultivent notamment le culte des partisans.

### **LE CULTE BREJNÉVIEN DE LA GRANDE GUERRE PATRIOTIQUE**

La revalorisation du Jour de la Victoire est en effet d'abord un projet ukrainien. En novembre 1964, Petro Chelest, dirigeant du Parti communiste d'Ukraine, est élu membre de la présidence du Comité central à Moscou en récompense de l'appui qu'il a donné à la destitution récente de Nikita Khrouchtchev. L'une de ses premières propositions est de redonner au 9 mai son statut de jour chômé pour séparer du 1<sup>er</sup> Mai les défilés militaires, mais aussi les pratiques commémoratives comme, par exemple, le maintien des tombes et des monuments aux morts.

Les nouveaux dirigeants soviétiques autour de Leonid Brejnev, Mikhaïl Souslov et Alexeï Kossyguine s'en enthousiasment. D'un côté ils cherchent à rappeler aux Occidentaux et surtout aux « revanchistes » ouest-allemands les sacrifices de l'URSS, mais surtout à en affirmer la puissance militaire en pleine guerre froide et face au défi lancé par le mouvement non-aligné. En 1965, lorsque, pour la première fois, une parade militaire a lieu sur la place Rouge, les invités étrangers sont à l'honneur, et le discours de Brejnev porte davantage sur la situation internationale que sur l'histoire de la guerre. D'un autre côté, dans une Union soviétique secouée par une série d'émeutes locales autour de questions sociales, les leaders du parti sont soucieux de relâcher la pression sur les classes laborieuses en ajoutant deux nouveaux jours chômés au calendrier : le Jour de la Victoire et la Journée internationale des femmes.

Enfin, ce changement répond aussi à un souci de réaffirmer la légitimité du système : le 7 novembre reste la fête politique principale, mais la Révolution d'octobre qu'elle commémore est déjà trop distante, et trop peu présente dans la mémoire des simples

Soviétiques, pour pouvoir à elle seule générer la loyauté requise, d'autant plus qu'il n'en reste que peu de protagonistes parmi les figures de proue du parti. La Grande Guerre patriotique, quant à elle, a touché chaque famille soviétique. Vingt ans plus tard, elle reste fraîche dans la mémoire, et les anciens combattants, qui sont nombreux à avoir assumé des positions de responsabilité, se font volontiers fêter par les nouvelles générations. Les éléments de commémoration développés localement sont repris et incorporés dans un culte de la Grande Guerre patriotique de plus en plus homogénéisé à travers le territoire. Le Jour de la Victoire devient une fête nationale du peuple soviétique.

Ce faisant, le culte de la guerre se transforme : si, à l'époque stalinienne, il avait souligné l'héroïsme collectif du peuple soviétique et surtout des Russes, désormais la commémoration rappelle la contribution de telle ou telle région, ville ou usine. Elle s'urbanise, aussi. Grâce à l'aubaine des hydrocarbures, l'Union soviétique devient une société de consommation. Les banlieues résidentielles se multiplient, avec de nouveaux monuments et des ononymes qui renvoient à des héros de guerre. Éloignés et aliénés des zones rurales et forestières où avait eu lieu la plupart des affrontements, les nouveaux résidents des villes redécouvrent les champs de bataille en tant que lieux touristiques. Le Jour de la Victoire est l'occasion de remercier les vétérans d'avoir rendu possible la vie paisible et le bien-être des jeunes générations. Les réunions avec les anciens combattants pour leur remettre des fleurs et écouter leurs récits hautement aseptisés font désormais partie du programme obligatoire de chaque élève soviétique. En même temps, le 9 mai devient la date où l'on visite les cimetières où l'on se réunit en famille pour commémorer les morts, mêlant ainsi les rites religieux, voire païens, aux nouvelles traditions soviétiques.

Le Jour de la Victoire s'inscrit aussi dans un calendrier festif modifié : depuis les années 1960 se multiplient les fêtes spécialisées comme la Journée des cosmonautes ou celle du pêcheur, mais aussi celles qui reprennent, dans un cadre soviétisé, des éléments de traditions religieuses, populaires ou ethniques, comme la *mas-lenitsa* russe (semaine des crêpes précédant le Grand Carême), les *vetchornytsi* ukrainiennes (soirées pour les jeunes pendant les nuits d'hiver) ou les fêtes du chant dans les pays Baltes. Les éléments de divertissement et de carnaval que cela représente se répercutent également sur les dates commémoratives comme le Jour de la

Victoire: les cérémonies solennelles se doublent de plus en plus de pratiques moins formelles comme la prise de photos en famille devant les monuments aux morts.

### **LES CONFLITS MÉMORIELS POSTSOVIÉTIQUES**

Après l'effondrement de l'empire soviétique, la plupart des pays d'Europe centrale cessent de célébrer le 9 mai. Les manifestations de commémoration passent au 8. Avec l'accession (espérée ou achevée) de nombreux pays de la région à l'Union européenne, le 9 mai devient Journée de l'Europe, officiellement introduite dans la Communauté européenne en 1985 pour célébrer la signature de la déclaration Schuman en 1950. Seules la Pologne et quelques républiques de l'ex-Yougoslavie continuent à observer le Jour de la Victoire: notamment le Monténégro, la Serbie et la Bosnie (où le 9 mai est une fête d'État, mais un jour férié dans la seule partie serbe).

Cependant, le 9 mai conserve largement son statut de fête officielle et jour férié dans les anciennes républiques de l'URSS, à l'exception des pays Baltes. Son statut varie toutefois d'un pays à l'autre: avec l'introduction de nouvelles dates commémoratives qui renvoient à l'histoire nationale, le Jour de la Victoire passe souvent à l'arrière-plan du calendrier festif. Dans certains cas, la fête change de nom; presque partout, les célébrations sont nationalisées. On évoque certes l'effort commun du peuple soviétique, mais ce sont les exploits des héros nationaux qui sont mis en relief.

En Russie, politiquement fracturée après la crise sanglante d'octobre 1993 quand le président Boris Eltsine fait bombarder le parlement, les autorités partent à la recherche de rituels qui puissent étayer l'unité nationale. Le 9 mai 1995, une parade militaire sur la place Rouge marque la renaissance du Jour de la Victoire comme grande fête nationale. Le 1<sup>er</sup> Mai ou le 7 novembre (fête de la révolution d'Octobre rebaptisée Journée de la concorde et de la réconciliation en 1996) sont trop étroitement associés à la tradition communiste; le 12 juin, qui marque la déclaration de la souveraineté en 1990, est odieuse pour les nostalgiques de l'URSS. Moins controversé et aisément relié à l'histoire familiale de chacun, le Jour de la Victoire va éclipser les autres dates commémoratives. Cette tendance se renforce sous Vladimir Poutine: le 9 mai sert désormais de support à la nouvelle fierté nationale à la suite d'une décennie largement interprétée comme une période d'humiliation



Défilé de l'Institut technique à Nevel (Russie), le 9 mai 2015.  
© Dmitri Netchiporuk.

et d'abaissement d'un grand pays. En 2005, le Jour de la Victoire prend une envergure considérable.

Par-delà la consolidation à l'intérieur du pays, la commémoration redevient également un instrument géopolitique. Les fonctionnaires russes commencent à accuser de falsification de l'histoire tous ceux – notamment historiens et personnalités politiques nationalistes en Europe centrale – qui mettent en question l'interprétation traditionnelle de la Grande Guerre patriotique. La participation des représentants étrangers aux parades et autres manifestations à Moscou est vue comme indicatrice de leur soutien à la politique de la Russie actuelle. Plusieurs ambassades russes sont dotées de nouveaux bureaux chargés de la commémoration, qui s'occupent des tombes militaires, mais essaient également d'orienter dans un sens favorable à Moscou un certain nombre d'initiatives commémoratives non étatiques.

Ces dernières se multiplient en effet depuis la dissolution de l'Union soviétique. Il s'agit par exemple des *poiskoviki*, groupes dédiés à la recherche des dépouilles de soldats morts au combat, mais aussi des amateurs de reconstitution historique ou de ce qu'on peut appeler les pèlerins militaires séculiers qui, en voiture ou en moto, retracent le chemin de telle ou telle unité militaire, suivant un itinéraire qui aboutit souvent le 9 mai à Berlin. De manière paradoxale, c'est bien la disparition du Rideau de fer



Participants du défilé à Narva (Estonie) le 9 mai 2015. © Mārtiņš Kaprāns.

qui rend possible ce genre d'activités. Les ressortissants de l'ex-URSS peuvent désormais franchir les frontières sans faire partie d'une délégation officielle. Les nombreux immigrés russophones introduisent des pratiques commémoratives de tradition soviétique dans de nouveaux pays, au point de modifier les traditions locales, comme en Israël, où, en 2017, le 9 mai est officiellement déclaré Jour de la Victoire en Europe. C'est dans ces milieux associatifs que persistent ou se renouent (non sans nouveaux conflits) des liens internationaux, y compris entre les anciennes Républiques de l'URSS comme l'Ukraine et la Russie. Dans des pays comme la Russie et le Bélarus, les autorités essaient certes de prendre en main ces initiatives en cooptant par exemple les *poiskoviki* dans les structures de l'État. Toutefois ces efforts n'apaisent que partiellement le potentiel critique propre à des initiatives dont le patriotisme n'équivaut pas à une obéissance sans condition. Dans d'autres pays, comme les États baltes ou l'Allemagne, la participation aux rituels du 9 mai suit une logique propre : pour une grande partie des participants, il s'agit de manifester une identité ethnique ou politique distincte de celle de la majorité. Pour cela, ils reprennent souvent des pratiques jadis obligatoires, comme les défilés commémoratifs,

et les réinventent par en bas. Cependant, dans le contexte géopolitique actuel, la Russie réclame souvent le patronage de ce genre d'activités, ce qui n'est pas sans renforcer la méfiance déjà présente des élites politiques locales.

En Ukraine postsoviétique, la mémoire retrouvée de l'*Holodomor* ou encore des forces nationalistes antisoviétiques de l'OUN-UPA se reflète dans de nouveaux monuments et rituels commémoratifs. Le premier président de l'Ukraine postsoviétique, Leonid Kravtchouk, mène une politique mémorielle hybride : les discours et monuments aux victimes du régime soviétique coexistent désormais avec ceux qui vantent la victoire de 1945. Son successeur Leonid Koutchma poursuit d'abord une ligne similaire avant de s'aligner plus nettement sur les nouveaux rituels commémoratifs russes vers la fin de son second mandat. Son successeur, Viktor Iouchtchenko, tente de faire de l'*Holodomor* la pièce maîtresse de la culture commémorative ukrainienne. Viktor Ianoukovytch reprend à nouveau certains symboles soviétiques. Cependant, tous ces revirements mémoriels ont lieu sur fond d'une certaine tolérance des pratiques commémoratives des uns et des autres au niveau local. Le Jour de la Victoire garde son statut de fête d'État ; la tradition du 9 mai reste largement intacte pour une grande partie de la population. Surtout à l'est du pays et en Crimée\*, les élites politiques régionales donnent leur appui aux nouvelles initiatives, parfois en accusant leurs homologues en Ukraine occidentale de révisionnisme historique. À l'ouest, en revanche, les protestations contre le Jour de la Victoire prennent de l'ampleur. Le 9 mai 2011, des affrontements violents ont lieu à Lviv entre des militants du parti nationaliste Svoboda d'un côté et, de l'autre, des activistes prorusses venus soutenir les vétérans soviétiques locaux.

Aussi les nouvelles pratiques commémoratives deviennent-elles un enjeu des conflits politiques et géopolitiques depuis 1991. Cependant, elles ne sont pas un pur produit de ces conflits. Des tendances plus profondes sont à l'œuvre dans le monde postsoviétique comme ailleurs : d'un côté, la dynamique générationnelle et, de l'autre, l'individualisation de la commémoration. Deux initiatives peuvent servir à illustrer ces tendances et la manière dont ils interagissent avec la donne politique actuelle : le Ruban de Saint-Georges et le Régiment immortel.

Introduit en 2005, le ruban noir et orange dit de Saint-Georges est d'abord proposé par une journaliste moscovite employée par



9 mai 2018, Berlin, Mémorial du Treptower Park (Berlin) : lors d'un concert improvisé de chansons de guerre, une participante au « Régiment immortel » tient une carte avec l'itinéraire suivi pendant la guerre par un soldat originaire de Sibérie, probablement son grand-père. La photo du soldat est datée du 9 mai 1947. © Mischa Gabowitsch.

une agence de presse d'État. Petite-fille d'un combattant mort juste avant le 9 mai 1995, elle s'inspire des couleurs d'un ordre militaire de la Russie tsariste déjà repris pour les rubans d'une série d'insignes et médailles soviétiques à partir de 1942. On retrouve aussi l'influence des coquelicots en papier dont la vente, dans les pays du Commonwealth, sert la collecte de fonds pour les anciens combattants ou autres services des forces armées. En Russie, l'idée de vendre les rubans ne prend pas, mais ils se répandent rapidement comme symbole gratuit et omniprésent de la mémoire de guerre et moyen d'exprimer le patriotisme au niveau individuel. Propagés d'abord par des journalistes et des bénévoles – en Russie et ailleurs –, les rubans sont bientôt découverts par l'État russe qui rend leur port quasi-obligatoire pour ses officiels lors d'occasions comme le 9 mai et organise leur distribution à l'étranger. Aux yeux des dirigeants des pays voisins, cela transforme le ruban en symbole

de soutien à la politique impérialiste de la Russie (surtout depuis 2014, étant donné son utilisation par les soldats russes et les forces séparatistes en Ukraine). Aussi ces derniers encouragent-ils le port d'emblèmes alternatifs pour le Jour de la Victoire : des rubans couleur des drapeaux nationaux au Bélarus, au Kazakhstan, Kirghizstan et Ouzbékistan et, en Ukraine, le coquelicot britannique, dans une version légèrement remaniée par un designer de Kharkiv.

Le « Régiment immortel », qui date de 2012, est également une initiative lancée par des petits-enfants de combattants, des journalistes russes employés par une chaîne de télévision plutôt oppositionnelle à Tomsk. Critiques d'une tradition du Jour de la Victoire qu'ils jugent trop institutionnelle, ils proposent à tous les citoyens de célébrer le 9 mai en défilant avec des portraits de leurs grands-parents ou autres membres de leur famille ayant participé à la guerre, qu'ils aient survécu ou non. Comme le Ruban de Saint-Georges, le « Régiment immortel » se répand rapidement à travers la Russie et ailleurs grâce à des bénévoles souvent issus de la même génération. Si les auteurs de l'idée tentent de proscrire toute symbolique politique, certains organisateurs locaux acceptent volontiers le soutien de Russie unie, le parti au pouvoir, qui tente de récupérer le « Régiment immortel » dans le cadre d'une campagne patriotique coordonnée par l'appareil de l'État. Alors que le conflit entre les deux réseaux d'organisateur continue, certains résultats de cette initiative sont évidents. En Russie, le « Régiment immortel » contribue à une individualisation qui renforce le statut de la mémoire familiale dans la commémoration collective de la victoire soviétique. À l'étranger et surtout en Ukraine, le « Régiment » s'inscrit dans une série d'initiatives discréditées du fait de leur association ressentie avec la politique de l'État russe.

Le mouvement séparatiste et l'intervention militaire russe dans le Donbass radicalisent le conflit mémoriel autour du 9 mai. En avril 2014, l'Institut de la mémoire nationale à Kyiv propose de réformer le Jour de la Victoire. Il faudra dorénavant parler de la Seconde Guerre mondiale de 1939-1945 (et non plus de la Grande Guerre patriotique commencée en 1941), rendre les honneurs à tous les combattants ukrainiens (ceux de l'OUN-UPA aussi bien que les soldats de l'Armée rouge). L'institut propose le 8 mai comme nouvelle Journée de mémoire et de réconciliation plus « européenne », et le coquelicot comme nouveau symbole commémoratif. Une série de lois passées en 2015 introduisent officiellement ces changements, qui laissent cependant au 9 mai son statut de fête d'État, rebaptisée

Jour de la Victoire sur le nazisme en Europe. Si le discours officiel russe place la lutte des séparatistes contre les nouveaux dirigeants ukrainiens dans la tradition de la guerre antifasciste, Kyiv s'approprie également la tradition commémorative soviétique, par exemple avec des vidéos où un ancien combattant soviétique s'apprête à célébrer le 9 mai lorsqu'il reçoit un appel de son petit-fils actuellement engagé dans l'opération militaire ukrainienne dans le Donbass.

La Pologne réagit elle aussi à la crise ukrainienne. Le 9 mai y avait gardé son statut de fête d'État, quoique sans manifestations officielles au plus haut niveau. En 2015, cependant, la Diète, la chambre basse du Parlement polonais, donne suite à une proposition de l'Institut de mémoire nationale pour remplacer la Fête nationale de la victoire et de la liberté du 9 mai par une Journée nationale de la Victoire désormais observée la veille.

Au-delà des grands gestes des pouvoir publics, la divergence entre la Russie et l'Ukraine est également réelle, même si les changements se manifestent de manière moins subite et radicale. En Ukraine, les nouveaux rituels et symboles se popularisent sans pour autant refouler complètement le répertoire de pratiques de provenance russo-soviétique. Dans plusieurs régions, des conflits violents éclatent le 9 mai 2017 entre ceux qui défilent en « Régiment immortel » et des groupes nationalistes ou combattants de l'« Opération antiterroriste ».

En Russie, les sondages constatent l'importance croissante du Jour de la Victoire : entre 2010 et 2018, le nombre de ceux qui l'incluent parmi les trois fêtes les plus importantes passe de 38 % à 71 %, dépassant le Jour de l'An et les fêtes religieuses comme Pâques ou Noël. Cette importance symbolique se reflète dans les pratiques : le 9 mai, on constate en effet une pointe dans la statistique des morts violentes (souvent sous effet de l'alcool), ce qui n'est pas le cas pour d'autres jours fériés comme le Jour de la Russie (12 juin) ou la Fête de l'Unité nationale (4 novembre).

En Ukraine, la situation est bien différente : ici, ce sont systématiquement les fêtes chrétiennes qui sont à l'honneur. Cependant, parmi les fêtes politiques, le 9 mai conserve sa première place, même si le nombre de personnes qui disent le célébrer baisse de 58 % en 2010 à 37 % en 2017 et 31 % en 2018. En 2015, juste avant l'introduction de la nouvelle fête du 8 mai, 78 % des personnes interrogées en Ukraine déclaraient qu'il fallait continuer à commémorer la fin de la guerre le 9 mai. Deux ans plus tard, 82 % disent toujours considérer le 9 mai comme une fête hautement symbolique. Quant à la Journée

internationale des femmes, désormais plus populaire malgré des tentatives de la supprimer comme ancienne fête communiste, elle n'a jamais récupéré dans les pays postsoviétiques le statut politique et émancipateur qui est le sien dans certains pays de l'ouest et du sud. En Ukraine, comme en Russie, c'est principalement une occasion pour affirmer une conception traditionnelle du rôle des femmes en leur offrant des fleurs.

Ces résultats montrent que les traditions soviétiques ne se laissent pas abolir du jour au lendemain. Il est clair, toutefois, que le 9 mai ne saura jamais récupérer, en Ukraine, son statut de date centrale du calendrier festif. Même en Russie, la signification de cette date ne se laisse pas simplement décréter par les autorités, puisqu'elle dépend largement d'une dynamique générationnelle. Quel avenir donc pour le 9 mai? On peut supposer qu'au-delà du 75<sup>e</sup> anniversaire, puis du centenaire de 1945, nous verrons une commémoration de plus en plus spécialisée, animée par des groupes de reconstitution historique, de *poiskoviki* ou d'historiens amateurs, comme c'est le cas pour des guerres plus éloignées dans le temps. En même temps, son association avec la Russie risque de transformer le 9 mai, en dehors de ce pays, en une fête ethnique des communautés russophones. Elle pourrait même perdre ses connotations politiques, comme ce *Cinco de Mayo* qui, au Mexique, marque la victoire des forces républicaines sur un corps expéditionnaire français, mais qui, aux États-Unis, s'est transformé en un festival de la culture hispanique. Enfin, dans le pire des cas, le 9 mai pourrait subir le sort du *Sedantag*, jour de victoire et principale fête nationale en Allemagne entre 1871 et 1918, rendu obsolète par l'effondrement de l'Empire suivant sa défaite dans une nouvelle guerre, et vite oublié.

**BIBLIOGRAPHIE**

ARHIPOVA A.S., DORONIN D.Ju., KIRZJUK A.A., RADČENKO D.A., SOKOLOVA A.D., TITKOV A.S., JUGAJ E.F. (2017), « Vojna kak prazdnik, prazdnik kak vojna: performativnaja kommemoracija Dnja Pobedy » [La guerre comme fête, la fête comme guerre: la commémoration performative du Jour de la Victoire], *Antropologičeskij forum*, n° 33, pp. 84-122.

GABOWITSCH Mischa (2016), « Are Copycats Subversive? Strategy-31, the Russian Runes, the Immortal Regiment, and the Transformative Potential of Non-Hierarchical Movements », *Problems of Post-Communism*. Publié en ligne le 29 novembre 2016. DOI: 10.1080/10758216.2016.1250604.

GABOWITSCH, Mischa, GDANIEC, Cordula, MAKHOTINA, Ekaterina (dir.) (2017), *Kriegsgedenken als Event: Der 9. Mai 2015 im postsozialistischen Europa*, Paderborn: Schöningh.

GABOVIČ Mihail (dir.), *Pamjatnik i prazdnik: etnografija Dnja Pobedy* [Monument et fête: une ethnographie du Jour de la Victoire], Moscou/Saint-Pétersbourg: Nestor-Istorija, 2020.

NIKIPORETS-TAKIGAWA, Galina (2013), « Memory Events and Memory Wars. Victory-Day in Lviv, 2011 through the Prism of Quantitative Analysis », in Ellen Rutten, Julie Fedor, Vera Zvereva (éds), *Memory, Conflict and New Media*, Londres: Routledge, pp. 48-62.

SKLOKINA Iryna (2013), « Prazdničnye kommemoracii kak sostavljajuščaja oficjal'noj sovetskoj politiki pamjati o nacistkoj okkupacii (na materjaljah Har'kovskoj oblasti), 1943-1953 gg. » [Les commémorations festives comme élément de la politique soviétique de la mémoire de l'occupation nazie (le cas de l'oblast de Kharkov), 1943-1953], *History and Historians in the Context of the Time*, vol. 10, n° 1, pp. 40-46.

YEKELCHYK Serhy (2006), « The Leader, the Victory, and the Nation: Public Celebrations in Soviet Ukraine under Stalin (Kiev, 1943-1953) », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, vol. 54, n° 1, pp. 3-19.

## L'« OPÉRATION VISTULE » (1947)

CATHERINE GOUSSEFF

Réalisée au printemps 1947, l'Opération Vistule [*Akcja Wisła*] fut le nom de code donné à l'intervention de l'armée polonaise pour expulser la minorité ukrainienne installée de longue date dans les régions de l'est et du sud-est du territoire polonais d'après-guerre. 150 000 personnes, environ, pour l'essentiel des paysans et leurs familles, furent brutalement délogés de leurs foyers et acheminées *manu militari* vers les nouvelles régions, de Poméranie et Silésie, acquises par la Pologne sur l'Allemagne en 1945. Déclenchée un mois après l'assassinat du général Karol Świerczewski par les partisans de l'UPA [*Ukraiń'ska Povstans'ka Armija*] (armée insurrectionnelle ukrainienne, voir Stepan Bandera\*), encore actifs dans les territoires frontaliers de l'est, cette opération s'est inscrite à première vue dans l'objectif d'éradiquer de la région les groupes de la résistance nationaliste ukrainienne. Néanmoins, l'assassinat du général servit surtout de prétexte à l'expulsion et à la dispersion des Ukrainiens de la région, l'action, comme l'indiquent les sources, ayant été planifiée bien en amont pour faire disparaître cette minorité présente de longue date.

Avant que les historiens, polonais et ukrainiens pour l'essentiel, ne s'emparent de cet épisode pour en disséquer les différents tenants, l'Opération Vistule fut l'une des premières « taches blanches » reconnues et déplorées par le gouvernement postcommuniste de Pologne. Dans une résolution adoptée par le Sénat le 3 août 1990, les nouvelles autorités polonaises condamnèrent cette action radicale et cruelle perpétrée par le gouvernement de l'époque à l'encontre des Ukrainiens. Le *mea culpa* fut régulièrement réitéré, notamment en 2002, par le président Aleksander Kwaśniewski ou encore en 2007 par le président Jarosław Kaczyński, cette fois-ci dans une déclaration conjointe avec le président ukrainien Viktor

Iouchtchenko qui rejeta explicitement la responsabilité de cette atteinte aux droits de l'homme sur le régime totalitaire communiste.

Ces déclarations en faveur d'une réconciliation, émanant des plus hautes personnalités de l'État, n'ont pas suffi cependant à lever les suspicions ni à contenir les contentieux qui s'expriment en marge des équipes gouvernementales et dans d'autres arènes, telle celle des médias, des Instituts de la mémoire nationale, des associations mémorielles ou encore, de manière anonyme, dans la chronique des actes de vandalisme commis à l'encontre des monuments commémoratifs de part et d'autre de la frontière.

À quoi tient donc la charge explosive de l'Opération Vistule dans les relations houleuses entre la Pologne et l'Ukraine, deux pays où l'usage politique du passé s'est récemment exacerbé? De toute évidence, cette opération violente fut l'épilogue d'une histoire, dont la dimension véritablement sanglante et meurtrière remonte à la Seconde Guerre mondiale. Mais de quelle histoire l'Opération Vistule est-elle l'épilogue? De celle des antagonismes entre résistances nationales polonaise et ukrainienne qui effectivement s'affrontèrent dans le cours et aux lendemains du conflit mondial? De celle d'un conflit entre deux peuples dans des territoires frontaliers disputés et remodelés par la volonté des grandes puissances? Ou, *in fine*, de celle des principaux protagonistes de la guerre dans leur projet convergent de détruire la réalité multiculturelle des confins de l'Europe? Comme les poupées russes, les *matriochki*, que l'on remonterait à partir de la petite figurine initiale, l'Opération Vistule est l'épilogue d'une histoire tragique emboîtée qu'il est impossible de lire à l'aune des seuls faits qu'elle semble révéler. Sa dimension emblématique réside au contraire dans l'épaisseur des tragédies successives dont elle ne fut que l'aboutissement.

Les lectures mémorielles de cette histoire peinent cependant à s'élever au-delà du contentieux entre deux nations, que l'introspection sur les conflits passés entretient davantage qu'elle ne dénoue. Ce constat renvoie en particulier à la sélection des séquences historiques sollicitées dans l'analyse du passé et sa ré-élaboration dans la construction des grands récits nationaux. La focale du national est en effet dominante, en porte-à-faux avec le passé pluriel, mêlé, des différentes communautés historiques installées dans ce territoire frontalier que l'Opération Vistule a achevé de dépeupler. Ne faudrait-il donc pas relocaliser l'histoire, la situer dans la mémoire

des lieux afin de la dépendre du conflit binational et lui restituer sa véritable dimension, européenne ?

**L'OPÉRATION VISTULE : UNE OPÉRATION ANTINATIONALISTE  
OU ANTIUKRAINIENNE ?**

Malgré ce que prétendent certains historiens, les archives de l'Opération Vistule ne contiennent pas de documents clairs quant aux raisons de l'offensive radicale de l'armée polonaise, et ils ne permettent pas non plus d'évaluer dans quelle mesure cette action fut décidée en concertation avec les autorités soviétiques, voire dictée par elles. Il existe certes un certain nombre de rapports, en particulier des services de sécurité soviétiques relatifs aux « bandes » de nationalistes ukrainiens durant cette période, mais qui ne peuvent suffire à éclairer les buts de l'Opération Vistule. L'imprécision concernant les décideurs et leurs buts joue évidemment un rôle important quant à la diversité des interprétations faites de l'Opération Vistule au sein d'une historiographie désormais impressionnante consacrée, en Pologne surtout, au conflit polono-ukrainien. Si la responsabilité du gouvernement polonais et la co-responsabilité polono-soviétique font débat, il est plus largement admis qu'à l'époque des faits, la dissociation des acteurs était difficile à établir. Ceci est particulièrement vrai de l'armée polonaise, qui comprenait un grand nombre d'officiers soviétiques d'origine polonaise. Ainsi, une certaine symbiose polono-soviétique existait de fait. En condamnant le régime totalitaire communiste, le président Viktor Iouchtchenko a bien suggéré cette appréhension des responsabilités qui correspond aussi à la majorité des opinions conclusives de la commission historique polono-ukrainienne chargée d'étudier les « questions difficiles » relatives au passé de la relation bilatérale.

Beaucoup plus compliquée et conflictuelle est la question des buts poursuivis par l'Opération Vistule. S'agissait-il avant tout d'éradiquer les groupes de partisans ukrainiens qui, de part et d'autre de la nouvelle frontière polono-soviétique d'après-guerre, continuaient de circuler, de combattre les autorités constituées et d'agir auprès de la minorité ukrainienne de Pologne ? Au-delà des controverses sur l'évaluation des capacités de nuisance de la guérilla ukrainienne, au-delà du fait de savoir si la paysannerie ukrainienne de Pologne était complice des troupes irrégulières, si elle s'en trouvait au contraire captive ou distancée, l'évocation des

agissements des organisations nationalistes ukrainiennes ouvre une véritable boîte de Pandore où s'engouffrent aussi bien les historiens qu'à leur suite les opinions publiques. Car l'Opération Vistule se manifeste dans ce débat comme le dernier acte d'une série d'offensives et de contre-offensives des Ukrainiens contre les Polonais et vice-versa. Les massacres de Volynie\*, dans la région jouxtant celle de Lublin, de l'autre côté de la frontière, perpétrés en 1943 par l'UPA à l'encontre des paysans polonais constituent, à cet égard, l'une des séquences les plus remémorées et discutées. Avec un bilan allant d'au moins 40 000 et jusqu'à 100 000 victimes civiles si l'on compte les offensives des troupes ukrainiennes en Galicie, cette vague de violences a été assimilée par le Sénat de Pologne, dans une résolution adoptée en juillet 2016, à un génocide des Polonais d'Ukraine. Vers la fin de la guerre, ce fut au tour des Ukrainiens de Pologne de subir des attaques répétées des bataillons paysans polonais et autres groupes de résistance qui firent au moins 20 000 victimes. Ces chiffres disent l'acuité du conflit qui s'est joué pour la domination des territoires dans un climat de haine attisé par l'enchaînement des agressions. De part et d'autre, celles-ci sont lues comme des revanches ou des représailles dans un scénario où il s'agit de déterminer à qui revient d'avoir initialement fait couler le sang.

La reconstitution de cette véritable guerre entre partisans au sein de la guerre a accompagné, après 1989, le processus de réappropriation de l'histoire, jusque-là taboue, des résistances nationales. Au cours de cette relecture, la nation est réapparue comme un acteur de premier plan dans des territoires pris en étau entre nazisme et stalinisme. L'héroïsation des résistances dans chacun des deux pays heurte inévitablement le voisin, car les héros des uns sont perçus de l'autre côté de la frontière comme des ennemis, voire des criminels. Bien des exemples, à commencer par la figure de Stepan Bandera, pourraient être déclinés qui illustrent le rejeu des antagonismes polono-ukrainiens dans la mise en place des panthéons nationaux. Les agressions commises durant et aux lendemains de la guerre sont elles aussi renvoyées dos à dos et l'Opération Vistule est ainsi avant tout perçue comme l'ultime revanche des Polonais sur leurs frères ennemis. Ce qui expliquerait *in fine* la radicalité de cette opération d'épuration ethnique qui, selon les termes du général Mossor, grand chef d'orchestre de l'Opération Vistule, visait à régler une fois pour toutes le problème des Ukrainiens de Pologne. Dans cette

vision très commune des faits, l'acteur étatique est présenté comme le porte-parole complice du contentieux binational déployé tout au long de la guerre. Peut-on s'arrêter à cette seule interprétation de l'histoire ?

### **L'OPÉRATION VISTULE OU L'ACHÈVEMENT D'UNE NOUVELLE FRONTIÈRE**

Si les débats autour du conflit polono-ukrainien se sont beaucoup concentrés sur les mouvements de résistance et leurs actions, ils se sont curieusement moins préoccupés du rôle des États, polonais et soviétique, dans l'histoire des communautés nationales de la région. Pourtant le territoire de l'Opération Vistule a fait l'objet d'une intense opération d'« homogénéisation » ethnique dès le départ des armées allemandes à la mi-1944.

La priorité de l'époque était en effet de confirmer la nouvelle frontière, établie en 1939-1941 dans le cadre du Pacte germano-soviétique\*. Les régions d'Ukraine occidentale, sous tutelle polonaise durant l'entre-deux-guerres, allaient être définitivement intégrées à l'Ukraine soviétique, faisant des Polonais des lieux une nouvelle minorité, tandis que subsistait sur le flanc polonais une importante communauté ukrainienne estimée à environ 700 000 personnes. Cette frontière fut *de facto* mise en œuvre, avant même la conférence de Yalta, par l'organisation du déplacement des minorités des deux côtés de la nouvelle frontière. Ces transferts de populations conçus à l'instigation des Soviétiques, sous forme d'accords bilatéraux, durèrent près de deux ans. Ils entraînèrent officiellement le départ de plus de 800 000 Polonais d'Ukraine et de 500 000 Ukrainiens de Pologne, chacune des minorités étant appelée à rejoindre sa « patrie ». Tout en étant spécifiques, dans la mesure où ce fut le seul véritable échange de populations réalisé en Europe dans la sortie de guerre, ces transferts s'inscrivaient dans le projet, défendu par l'ensemble des puissances victorieuses, de déplacement des minorités d'Europe centrale et orientale pour assurer une pacification durable du Vieux Continent. La guerre avait démontré à quel point s'étaient exacerbées les relations entre communautés nationales, le conflit polono-ukrainien pouvant, à cet égard, être pris comme exemple. Dès la première décennie postcommuniste, la réécriture des histoires nationales s'est focalisée sur les luttes sanglantes entre les parties, de la Volynie à l'Opération Vistule, négligeant, voire ignorant l'épisode des transferts de populations entre 1944

et 1946, comme s'il s'agissait d'une action incontestable définie dans un contexte interétatique clairement établi. Or, la création de la frontière par le déplacement forcé des minorités fut une histoire sombre, tout particulièrement pour les Ukrainiens de Pologne, une histoire qu'il est, à notre avis, impossible de dissocier de l'Opération Vistule.

Quels horizons s'offraient aux minorités à partir de la mi-1944? Les Polonais d'Ukraine étaient sommés de partir pour matérialiser le déplacement du territoire polonais d'environ 200 kilomètres vers l'ouest. Ils devaient justement s'installer dans les nouveaux territoires occidentaux dits «recouvrés», acquis sur l'Allemagne qu'ils étaient appelés à (re)poloniser et où, leur disait-on, ils étaient attendus comme pionniers. Quelles qu'aient été les résistances, les heurs et malheurs de ce déplacement forcé, et les difficultés à l'arrivée, l'avenir se présentait sous les traits d'une certaine promesse. La «chirurgie démographique», pour reprendre l'expression de Norman Davies, fut considérée comme réussie. Il en alla bien différemment des Ukrainiens de Pologne sommés, eux, de partir vers l'est pour contribuer à la reconstruction de la patrie ukrainienne socialiste. La majorité d'entre eux, selon la planification, devait être envoyée en Ukraine centrale et orientale, soit vers des régions particulièrement meurtries par l'occupation allemande. Une première vague d'Ukrainiens partit tôt, fin 1944, quittant avec soulagement un environnement hostile, pour découvrir à l'arrivée des terres de misère où ils n'étaient pas attendus, et où ils étaient perçus tout à la fois comme des «Polaks» et des «koulaks». L'histoire du déplacement de la minorité ukrainienne de Pologne vers l'Ukraine fut celle d'un véritable fiasco. Sitôt arrivés à destination, les familles déplacées mettaient tout en œuvre pour revenir en Pologne, quitte à devoir subir l'animosité des voisins polonais. Les innombrables retours spontanés des Ukrainiens transférés eurent un effet bien plus dissuasif auprès de la minorité ukrainienne encore présente en Pologne que la propagande contre le transfert, propagée par les organisations nationalistes. À partir de l'automne 1945, les réfractaires au départ étaient si nombreux que, déjà, les forces armées polonaises étaient requises pour forcer les départs et, au printemps 1946, le climat dans la région était décrit par les autorités comme celui d'une véritable guerre. La situation était-elle là si différente, par sa violence, de celle qui allait prévaloir durant l'Opération Vistule? Les transferts de population furent considérés comme achevés au

début de l'été 1946 et leur fin sanctionnée par la fermeture de la nouvelle frontière polono-soviétique. Les Ukrainiens demeurés en Pologne étaient, selon la terminologie officielle, des familles mixtes qui, à ce titre, étaient en droit de rester. Quelles raisons allaient donc justifier moins d'un an plus tard leur expulsion de la région ?

Beaucoup a été dit et écrit à propos de la circulation avérée des résistants ukrainiens entre l'URSS, la Pologne et la Tchécoslovaquie au sud, nonobstant la fermeture des frontières qui, de fait, restaient poreuses. La sécurité des États était en jeu, mais ne nécessitait pas, pour être assurée, une action aussi radicale que l'Opération Vistule. Pour autant, la raison d'État a été, à notre avis, décisive, et elle s'éclaire à l'analyse de la situation sur les deux flancs polonais et nouvellement soviétique de la frontière.

Dans leur volonté d'ériger l'État soviétique en forteresse, les autorités de Moscou avaient, dès les années 1930, conçu un « régime frontalier » qui, pour garantir le caractère hermétique des limites du territoire, consistait à créer de vastes zones interdites au peuplement tout au long des lignes de démarcation interétatiques. À partir de la mi-1946, l'établissement de ce régime frontalier entre la Pologne et l'URSS fut dévolu aux autorités de la République soviétique d'Ukraine. Or, la tâche était redoutable. Les régions visées par les opérations de dépeuplement étaient en réalité surpeuplées. Elles l'étaient non seulement par l'arrivée de centaines de milliers d'Ukrainiens, tout juste expulsés de Pologne, mais aussi en raison de l'afflux spontané de paysans d'Ukraine centrale et orientale fuyant ce qui allait s'avérer être la dernière grande famine de l'histoire soviétique. Les organes de sécurité de Kiev (Kyiv) plaidèrent longuement à Moscou pour la non-application du régime frontalier sur un tronçon majeur de la ligne polono-ukrainienne et finirent par obtenir gain de cause. Peu après était enclenchée l'Opération Vistule qui, de fait, conduisit à dépeupler le territoire frontalier, mais sur le flanc polonais. S'il n'existe pas trace, à ce jour, d'un accord conclu entre États pour ce faire, l'hypothèse la plus vraisemblable néanmoins est que le régime frontalier ait été établi côté polonais à travers l'expulsion des résidents de la région. Cette version des faits n'oblitére ni le passif polono-ukrainien, ni l'intérêt du gouvernement polonais à éradiquer les minorités pour assurer l'homogénéité ethnique de la nouvelle Pologne. Mais elle restitue le rôle des intérêts d'État dans une histoire jusqu'à présent trop souvent confinée aux seuls antagonismes nationaux.

Au terme de l'Opération Vistule, deux destinées de la minorité ukrainienne se dégagent. D'une part, celle des Ukrainiens, déplacés de force vers l'Ukraine soviétique, qui feront bientôt l'expérience violente de la collectivisation agricole dans des conditions de pénurie extrême et, pour certains, l'expérience de la déportation lors de l'offensive antinationnaliste déclenchée dans son sillage. D'autre part, la destinée des Ukrainiens dispersés après l'Opération Vistule dans les territoires dits « recouvrés » de Pologne occidentale, sommés de taire leur identité et de s'assimiler à la majorité, en investissant les exploitations laissées vacantes par le départ des Allemands... De ces deux destinées, les plus grandes victimes n'ont sans doute pas été celles que semble désigner l'Opération Vistule.

### **L'OPÉRATION VISTULE, DERNIER ACTE DE LA GUERRE**

L'Opération Vistule a été le dernier acte de l'entreprise de destruction d'une région caractérisée par sa forte dimension multiculturelle. Située aux confins des Empires, russe et habsbourgeois, elle avait conservé, après leur effondrement et jusqu'en 1939, une pluralité de cultures, de langues et de religions qui en faisait un véritable laboratoire de la diversité européenne. Le territoire de l'Opération Vistule ne composait qu'une partie de ces confins, devenus polonais dans l'entre-deux-guerres, qui s'étendaient au nord et à l'est à l'Ukraine et à la Biélorussie (Bélarus) occidentales et à la région de Vilnius en Lituanie. Mais ce territoire fut celui qui subit le plus explicitement les offensives successives des belligérants pour mettre fin à cette exceptionnelle diversité. C'est dans cette région, zone orientale de la Pologne sous occupation allemande jusqu'au déclenchement de l'opération Barbarossa, en juin 1941, que fut engagé un premier transfert de population sur critère ethnique vers l'Ukraine occidentale dont les Soviétiques venaient de prendre possession. Bien que peu important (14 000 départs d'Ukrainiens environ), il allait donner le ton, dès 1940, à l'entreprise de remise en ordre nationale des lieux. Une entreprise qui se manifesta sous ses traits les plus funestes avec le déclenchement du plan d'extermination de la population juive dont cette région fut le premier terrain d'application. La présence d'une importante communauté juive y avait été renforcée par l'arrivée de tous celles et ceux qui, jusqu'à la guerre, résidaient dans les régions occidentales de la Pologne et en avaient été expulsés dans le cours de l'annexion de ces territoires au Reich. Sous le nom



Plaque commémorative à la mémoire de la population ukrainienne déplacée au cours de l'action « Vistule ». Église gréco-catholique Saint-Nicolas à Jelikhovo-Tsyhanku. © Ivan Parnikoza, 2019.

d'Action Reinhard, débutèrent, dans les premiers mois de l'année 1942, des vagues de rafles à destination des camps de la mort, tout juste édifiés sur la frontière du Pacte germano-soviétique, de Belzec et de Sobibor, puis de Majdanek. En moins d'un an, l'immense majorité de la population juive de la région disparut. Sitôt l'Action Reinhard achevée, les occupants se lancèrent, en 1943, dans la mise en œuvre du *Generalplan Ost*, un projet qui consistait à créer, au cœur de cette région, à Zamość et ses environs, une zone de colonisation allemande, appelée à concrétiser la grande extension germanique vers l'est. La création de cette zone allait entraîner l'expulsion de dizaines de milliers d'exploitants polonais avec l'aide, requise, de nombreux Ukrainiens des lieux. L'animosité polono-ukrainienne s'en trouva exacerbée. En septembre 1944, un mois après l'arrivée de l'Armée rouge dans la région, était signé le premier accord sur les transferts de populations polono-ukrainien, ultime séquence de la « nationalisation » des anciens confins devenus région frontalière et dont l'Opération Vistule marqua l'achèvement différé.

Le rappel de ces multiples « actions » et plans qui, à partir de 1939, ponctuent l'histoire de la destruction de la société multi-culturelle de cette région de confins, témoigne à quel point s'y sont concentrées les multiples dimensions de la tragédie humaine engendrée par l'hystérie ethnico- raciale de la guerre. S'impose alors la mémoire des lieux qui seule est à même de désenclaver les catégorisations victimaires nationales et de rendre justice à la localité plurielle de cette histoire infiniment tragique, emblématique du traumatisme de l'Europe.

#### BIBLIOGRAPHIE

DAVIES Norman (1984), *Histoire de la Pologne*, Paris : Fayard.

GOUSSEFF Catherine (2015), *Échanger les peuples. Le déplacement des minorités aux confins polono-soviétiques 1944-1947*, Paris : Fayard.

*Materiały VIII międzynarodowego seminarium historycznego « Stosunki polsko-ukraińskie w latach II wojny światowej »* [Matériaux du VIII<sup>e</sup> séminaire historique « Les relations polono-ukrainiennes durant la Seconde Guerre mondiale »] (2001), *Polska-Ukraina: trudne pytania* [Pologne-Ukraine. Questions difficiles], t. 8, Varsovie : Centre Karta.

MOTYKA Grzegorz (2011), *Od rzezi Wołyńskiej do akcji « Wisła »*. *Konflikt polsko-ukraiński 1943-1947* [Du massacre de Volynie à l'Action « Vistule ». Le conflit polono-ukrainien 1943-1947], Varsovie : Literackie.

SNYDER Timothy (2003), *The Reconstruction of Nations: Poland, Ukraine, Lithuania, Belarus, 1569-1999*, New Haven/Londres : Yale University Press.

V'ATROVYCH Volodymyr (2011), *Druha pol's'ko-ukainska vijna, 1942-1947* [La deuxième guerre polono-ukrainienne, 1942-1947], Kyiv : Académie Mohyla de Kyiv.

WNUK Rafał (2004), « Recent Polish Historiography on Polish-Ukrainian Relations during World War II and its Aftermath », *Inter Marium*, vol. 7/1, Institute of East-Central Europe (<http://tinyurl.com/czejzjz>).

# SOLIDARNOŚĆ

ANDRE LIEBICH

Durant sa première vie, Solidarność, de son nom complet Syndicat indépendant autogéré Solidarité [*Niezależny Samorządny Związek Zawodowy Solidarność*], n'a connu qu'une brève existence légale, d'août 1980 à la mi-décembre 1981. Près de quarante ans plus tard, l'héritage de Solidarność, que l'on peut qualifier de « mythe de Solidarność », reste une inspiration pour certains, alors que pour d'autres, il demeure troublant.

Le mouvement qui a abouti à la création de Solidarność a commencé par une grève dans le chantier naval de Gdańsk, du nom – ô ironie ! – de chantier Lénine. La grève était due au mécontentement provoqué par le renvoi pour activités politiques, d'Anna Walentynowicz, une ouvrière toute proche de la retraite. Le dirigeant de la grève était Lech Wałęsa, un électricien de 37 ans, au chômage, qui avait derrière lui une dizaine d'années de militantisme politique. Ce personnage charismatique allait incarner le mouvement Solidarność et, en 1990, être élu premier président de la Pologne postcommuniste. Un comité d'experts, des intellectuels qui avaient déjà milité contre le régime, a rejoint la grève, qui s'est achevée par la signature d'un accord entre les représentants du gouvernement et la direction des grévistes au chantier Lénine le 31 août 1980. Quelques semaines plus tard, le 17 septembre 1980, une vingtaine de comités locaux, inspirés par le succès de l'expérience de Gdańsk, se sont unis dans une organisation nationale, une initiative validée par les tribunaux compétents en novembre 1980.

Les quinze mois d'existence légale de Solidarność ont été une période turbulente pour la Pologne. Sur le plan économique, le produit national brut avait reculé de 2 % déjà en 1979, et il continuait de reculer en 1980, tandis que la dette extérieure du pays, résultat d'une stratégie erronée poursuivie depuis le début

des années 1970, se rapprochait de 20 milliards de dollars. Sur le plan politique, la période de Solidarność a vu la montée du général Wojciech Jaruzelski, nommé d'abord chef de gouvernement, puis en octobre 1981, premier secrétaire du parti au pouvoir, le Parti unifié ouvrier polonais (PZPR). Seul militaire de carrière à diriger un pays du bloc soviétique, le général Jaruzelski, décédé en 2014, reste un personnage controversé de par sa décision d'imposer la loi martiale en décembre 1981, geste qui a mis fin à l'existence légale de Solidarność. Il s'est justifié en disant que l'alternative était une intervention soviétique, argument contredit en partie sur la base de documents soviétiques.

La spécificité de Solidarność, surtout par rapport aux protestations précédentes dans le bloc soviétique, notamment l'insurrection ouvrière à Berlin en 1953 et la révolution nationale à Budapest en 1956, était son caractère non violent. Cette option, qui visait essentiellement à prévenir une éventuelle intervention armée soviétique, faisait de la contestation lancée par Solidarność une « révolution autolimitée ». Par ailleurs, Solidarność, contrairement au Printemps de Prague en 1968, était un mouvement d'en bas et non pas un mouvement d'en haut, lancé par le Parti communiste. Les premières revendications n'étaient pas essentiellement politiques. Solidarność demandait une justice sociale et non pas le renversement du système. Le seul domaine où le syndicat employait un langage révolutionnaire était en ce qui concerne « la révolution antibureaucratique », un terme courant, même dans les régimes communistes, malgré ses relents trotskistes. Très rapidement, toutefois, Solidarność a acquis un caractère politique, processus probablement inévitable dans un pays dirigé par un parti unique. Les attaques de Solidarność contre le système dans son ensemble, en particulier contre les privilégiés du système, les membres de la « nomenklatura » à la tête du parti et de l'État, mettaient le syndicat en porte-à-faux vis-à-vis du régime. L'intention originale, du moins de certains responsables de Solidarność, de se borner à défendre les intérêts des travailleurs, a dû céder face à la situation économique désastreuse, à la décision de promettre de prendre en charge le fonctionnement de l'économie, en premier lieu des grandes entreprises où le mouvement Solidarność était né et où le syndicat était fortement implanté. L'autogestion, déjà annoncée en Pologne en 1956 et bafouée alors par le régime, est devenue un des principaux mots d'ordre du syndicat.

# Solidarność

Wier w łódź jest. Ols masz Czele-  
nika w roku pierwszy numer „Tyg-  
dnika Solidarność”. Pierwszy numer  
pierwszego niezależnego pisma na-  
szego świata.

Pierwszy numer długo na nie czekał.  
Do czytelników był chwila nie wyobrażona  
czyśś nam się wydają że w ustalonym  
terminie. Ten pierwszy numer został  
zamknięty w nocy, z 30 na 31 marca.  
Niktoms w Polsce nie pamięta (mamy) w  
jakim to nie dzień obywatelskich  
w jakimś alimbożem komunistycznym  
państwie. To jest historia. Nie obywateli się  
przebudziła trudnością. Chcemy  
trzeba stwierdzić taki oszczędnie wy-  
rażenie, jakie rozpręży się w kraju w  
ostatnich dwóch tygodniach i to, że do  
ostatniej chwili nie było wiadomości, czy  
można będzie przynieść ostatnie do  
druku, wszystko to sprawdził, pierwszy  
numer numer przedstawiła się os-  
tatecz, nie był zaplanowany. Z pewnością  
przejść.

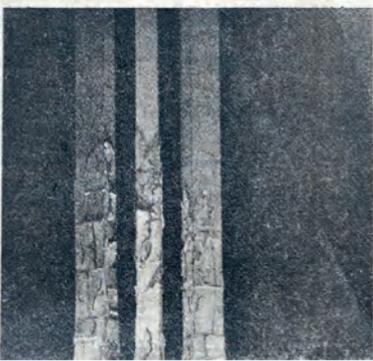
To była sprawa dramatyczna: czy udało  
się start o tydzień, albo dwa i wydać  
pierwszy numer dopracowany, zapo-  
sta na wyrażeniu czułości, czy też okazał  
się na elegancji i doskonałości. Dotyczy  
do historii. Czytelników czytelników  
nie śledzić kryzysie, w którym walczy się  
wzrostem.

Wybraliśmy te drugie możliwości, bo  
sądziłem, że taki był nasz obywatel.

Długoś czasu do Was z dziełem  
niezależnym, które właśnie dopiero  
się rodzi i będzie stopniowo ulepszane.  
Długoś czasu nie mamajmy nieustannie  
informacje, Staraliśmy się uwzględ-  
nić najpełniejszą i najbardziej odważną  
tygodni, a dzieło się rozwija tak wolno.  
W ksiż powstały różne pomysły redakcyj-  
ne, jakieś dwa tygodnie temu wywarły  
się jeszcze nieobecne. Proszę się nie  
wzrostemajmy pora.

Zupełnie natomiast całkowicie różna  
niepamiętamy znowu, które stanowią  
dla nas sens tego pisma i jego rozwój  
światowa. Po pierwsze, chcemy, aby ono  
było możliwie najbardziej związane z ja-  
kiem polskim społeczeństwem. Po au-  
te, chcemy, aby miało prawo, jeśli  
nie ma innego sposobu powiedzieć o-  
tę prawdę — aby nie kłamać.

Planujemy nadal podjąć rozmowy. Uka-  
żę się się nim na podstawie Pierwszego  
Gdańskiego i innych ówczesnych zdarzeń



## POCZĄTEK ROZMÓW

TADEUSZ MAZOWIECKI

Każdy człowiek i każdy naród po-  
trzebują nadziei. Nie można być bez  
nadziei. W historii świata są jednak  
momenty kiedyś na naszych  
ocach staje się wyrazem nadziei ca-  
łego narodu.

Przeżyliśmy najpierw taki moment  
w ciągu dziejstwa dni 1979 r. Kiedy  
Jan Paweł II modlił się na placu  
Zwycięstwa w Warszawie słowami  
pejzami: „Nieważni Duch Twój i  
odnow oblicze Ziemi. Tej zlecił”  
— czytelnicy, że słowo że może nie od-

niej, jako do podstawy społeczeń-  
stwa już spotępniała przyszłość?

Wydaje mi się, że istnieje trzy  
podstawowe źródła nadziei łączącej  
z tym co się stało w Polsce od sier-  
pnia 1980.

Pierwsza z nich stęga samych ko-  
rzeni „Solidarność”. Wiemy co stało  
się nasz ruch, nadało mu kształt  
i siłę. Członkiem tym jest poczucie  
solidności i jedności, świadomość praw  
prywatnych obywateli i tak w

Une du premier numéro du journal *Solidarność*, 3 avril 1981.

Surtout, l'ombre de la domination soviétique a plané sur Solidarność et a contribué à creuser une division entre une orientation « ouvrière » ou sociale et une orientation « nationale » ou patriotique. Les préférences de Wałęsa pour cette deuxième orientation, fondée sur sa religiosité profonde et son instinct, traditionnellement polonais, ont pesé sur l'évolution de Solidarność. Toutefois, durant la période de l'existence légale de Solidarność, en 1980 et 1981, cette division est restée secondaire. Tout le monde reconnaissait l'exigence de justice sociale et décriait la main sclérosée de Moscou qui pesait sur la Pologne. Ainsi, durant le premier congrès de Solidarność, à l'automne 1981, on a proclamé la nécessité d'une république autogérée fondée sur des valeurs de justice, la démocratie, la vérité, la liberté d'opinion et le renouveau de l'État, sous-entendu un État libre d'ingérence extérieure, dans un pays qui avait subi de nombreuses violations des droits civils et humains pendant plus de trente ans. À ce moment, Solidarność comprenait 10 millions de membres. Le mouvement syndical né récemment à Gdańsk s'était transformé en un véritable mouvement social qui englobait presque toute la société polonaise.

Parmi les initiatives marquantes de ce congrès de *Solidarność* – décrit, en toute confiance, comme le premier, mais qui allait être le seul –, il y avait l'élection de Lech Wałęsa au poste de président du syndicat, alors qu'il était auparavant simplement responsable du comité de coordination des syndicats issus de *Solidarność*. Surtout, « l'appel aux travailleurs de l'Europe de l'Est », était un geste très osé, malgré la modération affichée par Wałęsa. L'appel encourageait « tous ceux qui s'engageaient sur le chemin difficile de la lutte en faveur d'un mouvement libre de travailleurs ». Il défendait aussi *Solidarność* contre les accusations mensongères répandues dans les pays du bloc soviétique en faisant valoir le fait qu'il s'agissait d'un authentique mouvement ouvrier, et en mettant en exergue, fièrement, ses 10 millions de membres. Certes, les clauses du programme de *Solidarność* insistaient tant sur son respect envers « l'alignement des forces » en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale (et donc envers la domination soviétique à l'est), que sur la voie « évolutionniste » et non pas révolutionnaire que *Solidarność* entendait suivre. Néanmoins, l'appel a été dénoncé par le Parti communiste polonais comme une « folle provocation », tandis que la *Pravda* de Moscou a décrit le congrès tout entier comme « une orgie antisocialiste et antisoviétique ».

### LE DÉCLIN DE SOLIDARNOŚĆ

Il est vrai que le terme « socialisme » ne figurait pas dans le programme de *Solidarność*, et la logique de sa position menait vers une confrontation avec le parti-État au pouvoir. Indépendamment de ces facteurs, « l'appel aux travailleurs de l'Europe de l'Est » n'a pas suscité les réactions positives attendues. Tchécoslovaques et Allemands de l'Est, imprégnés de sentiments antipolonais séculaires, n'ont guère répondu aux appels de *Solidarność*, fermant même la frontière avec la Pologne. Il s'agissait d'éviter la contagion de la *Polnische Wirtschaft* (économie polonaise), expression péjorative allemande qui mettait en relief le chaos, économique et autres, qui était supposé caractériser le voisin polonais. Même en Ukraine soviétique, la population, pourtant sensible à l'insurrection hongroise de 1956 et au Printemps de Prague de 1968, a réagi de manière tiède à l'appel, considérant *Solidarność* comme un mouvement national polonais et non pas comme un mouvement social qui la concernait. À la surprise et au soulagement des autorités de Moscou et de Kiev (Kyiv), qui suivaient de très près les réactions de l'opinion publique face aux événements polonais de 1980 et de

1981, le patriotisme soviétique semble l'avoir emporté, du moins à ce moment, sur la sympathie pour les braves Polonais.

Si les destinataires premiers de l'appel de Solidarność sont restés plutôt sourds à son message, les syndicats et la gauche à l'Ouest ont en revanche été enthousiastes vis-à-vis de l'épopée Solidarność. Les liens entre le syndicat polonais et ses admirateurs occidentaux se sont tissés rapidement, et ils allaient rester solides après l'interdiction de Solidarność en décembre 1981. Le bureau de Solidarność à Bruxelles a défendu la cause du syndicat pendant les nombreuses années où l'organisation était bannie dans son pays d'origine, et ses représentants se sont exprimés dans de nombreux forums internationaux. Surtout, Solidarność a bénéficié, en tant que mouvement clandestin, de l'appui de l'administration Reagan aux États-Unis. Malgré quelques dérapages, comme l'appui manifesté par Lech Wałęsa pour la politique de Madame Thatcher contre les syndicats anglais, Solidarność a continué de bénéficier d'une auréole à l'Ouest, même au-delà de la gauche qui avait accueilli sa naissance: le syndicat polonais était devenu un enjeu de la guerre froide.

La déclaration de l'état de guerre en Pologne le 13 décembre 1981 a mis fin à la première période fondatrice du « mythe de Solidarność ». En décrétant la dissolution de toutes les organisations du pays, y compris du Parti communiste et, bien entendu, de Solidarność, mais à l'exception de l'Église catholique, le 13 décembre 1981 a aussi marqué un tournant dans l'histoire du pays. La délégalisation brutale a mis fin au rêve optimiste incarné par Solidarność. C'en était fini du sentiment de solidarité nationale que le syndicat avait su créer et de la croyance qu'un développement positif était possible dans un pays gouverné par un parti unique sous le parapluie soviétique. L'état de guerre a été levé en 1983 et une première amnistie a été introduite la même année avant une amnistie générale trois ans plus tard. En 1984, Lech Wałęsa a reçu le Prix Nobel de la paix. Au début de 1989, le gouvernement polonais a invité les représentants du syndicat Solidarność, toujours illégal, aux négociations de la table ronde qui devaient aboutir au changement de régime en Pologne et, par extension, ailleurs en Europe de l'Est.

Toutefois, l'interdiction de Solidarność en décembre 1981 a coupé court à son élan de manière durable. Durant la période de clandestinité, malgré plusieurs manifestations sanglantes, le syndicat a perdu son caractère de masse. Les grèves qui ont finalement eu raison des faibles tentatives de réforme du gouvernement étaient

des grèves sauvages, entreprises par une nouvelle génération de travailleurs, sans directive ni même l'aval de la part de Solidarność. Si, à l'issue des accords conclus en 1989 durant les négociations de la table ronde, la Pologne a connu les premières élections partiellement libres, remportées au-delà de ses espérances par une coalition électorale sous la bannière de Solidarność, ce triomphe n'était pas celui du syndicat d'antan, et il allait être de courte durée.

Le ministre des Finances du premier gouvernement postcommuniste, Leszek Balcerowicz, qui avait pourtant collaboré à l'élaboration de la plateforme économique de Solidarność en 1981, a inauguré une « thérapie du choc » qui a orienté la Pologne dans une direction néo-libérale. Elle y est restée fidèle depuis lors, bien loin de la vision prônée à l'origine par Solidarność. Lech Wałęsa n'a fait qu'un mandat comme président de la Pologne à partir de 1990, avec une cote de popularité qui a continûment baissé durant sa présidence au point qu'il s'est exclu de la vie politique. Son successeur, Aleksander Kwaśniewski, ancien ministre des Sports du gouvernement communiste, a bénéficié de l'impopularité de Wałęsa, des difficultés causées par « la thérapie du choc », et du désarroi du camp dit de Solidarność. En 2005, Wałęsa a finalement démissionné de la présidence du syndicat Solidarność, qui était réduit à ce moment à quelques centaines de milliers de membres.

En analysant le « mythe de Solidarność », la première question qui se pose est de comprendre le rôle que le syndicat a joué dans la chute du communisme en Europe du centre, de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique. Les commentateurs de ces pays, contrairement aux analystes occidentaux, sont réticents à reconnaître le rôle déterminant de Mikhaïl Gorbatchev. Tout au plus s'accordent-ils pour dire que les réformes gorbatchéviennes, y compris son refus d'intervenir militairement dans les pays satellites, ont déclenché un processus qui a dépassé les intentions de celui qui l'avait lancé. En Pologne, le rôle clé de Solidarność est un dogme : l'affaiblissement du régime communiste provoqué par un syndicat indépendant du pouvoir en place aurait fragilisé le système ; l'interdiction du syndicat et l'échec des efforts de réforme du système entrepris par le gouvernement communiste auraient montré, une fois de plus, l'impossibilité d'une rénovation autre que totale. On insiste moins aujourd'hui sur le caractère héroïque de la période de clandestinité, entre la fin de 1981 et 1989, souvent comparée à l'époque à la période de l'occupation allemande. En effet, durant la Seconde Guerre mondiale, la Pologne

avait connu un État clandestin et elle s'enorgueillissait des exploits de ses résistants. On insiste désormais davantage sur le rôle, dans l'origine de Solidarność, joué par le « pape polonais » Jean Paul II, qui s'était rendu dans son pays natal en 1979, un an après son élection. Il avait alors galvanisé la population, lui montrant par les manifestations de masse qu'il avait provoquées, la puissance de la société civile, et en enjoignant la population polonaise à « ne pas avoir peur ».

### **SOLIDARNOŚĆ DANS LE MONDE**

À l'extérieur de la Pologne, « le mythe de Solidarność » reste vivant à gauche, pour ce qui en reste. Certains commentateurs insistent sur le caractère socialiste de Solidarność. De nombreux mouvements syndicaux qui essaient de faire face à l'avancée du capitalisme se sont appropriés le terme « solidarité », y compris dans l'ancienne Union soviétique. En Pologne aussi, on entend parfois la voix, désenchantée, des défenseurs de la Solidarność de 1980. En 2005, Karol Modzelewski, un monument de l'opposition anticommuniste depuis 1956 et qui est à l'origine du nom « Solidarność », analysait froidement l'échec de l'expérience à laquelle il a donné son nom. Selon lui, Solidarność n'avait pas d'idéologie cohérente. Le syndicat était en quelque sorte l'enfant illégitime du régime communiste, de l'Église catholique et du soulèvement populaire. « Trois parents en même temps, cela fait trop » dit-il. Mais, toujours selon Modzelewski, c'est grâce au « mythe de Solidarność » qu'il n'y a pas eu de réelle résistance sociale au capitalisme qui s'est instauré en Pologne, et dont il déplorait vivement le caractère.

Aujourd'hui, l'héritage de Solidarność est ambivalent. Tel un vénérable aïeul envers lequel on montre du respect, mais dont on a un peu honte, tant la droite conservatrice que les partis dits post-Solidarność acquis au libéralisme démocratique se réclament « du mythe de Solidarność », tout en le tenant à distance. Jarosław Kaczyński, l'éminence grise du parti Droit et Justice au pouvoir (PiS), a été autrefois très proche de Lech Wałęsa dont il était le bras droit quand ce dernier a accédé à la présidence. Les deux hommes se sont séparés, de manière acrimonieuse, et Kaczyński, comme feu son frère jumeau, président polonais de 2005 à 2010, privilégie la tradition insurrectionnelle polonaise par rapport à l'héritage évolutionniste et pacifique de Solidarność. Ce sont les frères Kaczyński qui ont créé, en 2004, le Musée de l'Insurrection de Varsovie de 1944,

moment tragique et terrible, mais combien héroïque de l'histoire polonaise. Aujourd'hui, Jarosław Kaczyński et son parti considèrent la table ronde de 1989 comme une capitulation de l'opposition, et ils cherchent à régénérer une Pologne salie par le compromis conclu avec les tenants de l'ancien régime communiste. L'autre grand parti polonais, la Plateforme civique, est directement issu du parti Action électorale Solidarité, branche politique du syndicat, fondée en 1996. Fortement pro-européenne et libérale dans son orientation économique, la Plateforme civique, qui a gouverné de 2007 à 2015 sous la direction de Donald Tusk (président du Conseil de l'Union européenne jusqu'en 2019), est plutôt embarrassée par la rhétorique autogestionnaire et ouvrière du syndicat Solidarność en 1981.

Le 31 août 2014, jour anniversaire des grèves de 1980 qui avaient lancé le mouvement Solidarność, un Centre européen de Solidarność a été ouvert à Gdańsk. Ce complexe impressionnant, qui comprend un musée et un centre de documentation sur l'opposition au communisme dans les pays de l'Est, marque par son emplacement le rôle primordial de Solidarność. En 2005, 22 chefs d'État ou de gouvernements étaient présents à l'acte de fondation du Centre, financé à moitié par l'Union européenne et à moitié par la ville de Gdańsk. «Solidarność relégué au musée», avait alors titré un article. Le titre n'est pas innocent, et il n'est pas tout à fait faux.

## BIBLIOGRAPHIE

«L'héritage discuté de Solidarność» (2010), *VoxEurop*, 30 août.

GAUDILLIÈRE Jean-Paul, JAMI Irène, RICHTER Matthias, THUNECKE Inka (2005), «De l'autogestion ouvrière au mythe de Solidarność. Entretien avec Karol Modzelewski», *Mouvements*, 1, n° 37, pp. 109-118.

GARTON ASH Timothy (1999), *The Polish Revolution*, Londres : Penguin Books.

OSTROWSKA Magdalena (septembre 2005), «“Solidarność” a lutté pour le socialisme», *Inprecor.fr*, n° 509.

REPA Jan (2005), «Solidarity's Legacy», *BBC News*, 12 août.

ZAPPNER Zan (2005), «Solidarność relégué au musée», *Courrier international*, 31 août.

## FIGURES



# LES COSAQUES ZAPOROGUES

ANDREAS KAPPELER

Les cosaques zaporogues sont un mythe national ukrainien primordial, dont l'influence sur la culture politique et le sentiment national perdure jusqu'à aujourd'hui. En Ukraine, ils symbolisent la liberté, l'égalité et la démocratie, des valeurs perçues comme opposées à la servitude, au collectivisme et à l'autocratie des Russes et à l'aristocratie des Polonais. Enfin, les cosaques zaporogues symbolisent l'indépendance de l'Ukraine. En revanche, en Russie et en Pologne, ils sont perçus comme des guerriers sauvages.

## APERÇU HISTORIQUE

Les cosaques apparaissent dans l'histoire de l'Europe orientale à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, à l'orée de la steppe au nord de la mer Noire, qui était depuis l'Antiquité une zone de passage pour les nomades venant de l'Asie intérieure. Les premiers cosaques sont des Tatars, et le mot « cosaque », qui désigne un « homme libre », ou un « libre guerrier », dérive du terme turco-mongol *qazaq*. Au cours du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècles, de plus en plus de Slaves, pour la plupart des paysans qui échappent au servage et aux impôts en Pologne-Lituanie (voir République polono-lituanienne\*) et en Moscovie, ainsi que des aventuriers de toutes sortes, arrivent aux bords de la steppe, où ils trouvent un espace libre. Peu à peu, la communauté cosaque devient majoritairement slave orientale et orthodoxe, avec des minorités polonaises, moldaves, caucasiennes et même juives.

Comme dans les steppes les cavaliers nomades sont nettement supérieurs aux cosaques, ceux-ci vivent dans les forêts le long des rives ou sur les îles du Dniepr et du Don, ce qui leur offre un abri contre les raids des Tatars de Crimée (voir Crimée\*). Les cosaques pratiquent la pêche et la chasse. Le butin des razzias leur fournit un

revenu supplémentaire. Ils se déplacent surtout en bateau, et seulement plus tard à cheval. Avec leurs petits bateaux, ils naviguent sur la mer Noire jusqu'à Constantinople, dont ils pillent les faubourgs.

Dès la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, les cosaques s'organisent en communautés militaires. Une assemblée de tous les cosaques, le « cercle » [*kolo*, *krub/krug*] ou le « conseil » [*rada*], élit les officiers et le chef suprême, l'*ataman* et l'hetman<sup>1</sup>. Celui-ci dispose de larges compétences, mais peut être révoqué. L'organisation politique des cosaques unit la discipline militaire avec des éléments proto-démocratiques et anarchiques.

Les confréries cosaques slaves orientales offrent de nombreuses similitudes dans leur mode de vie et leur organisation militaire égalitaire. Les cosaques russes du Don, de la Volga, du Iaïk (Oural) et du Terek constituent des communautés frontalières qui organisent parfois de grandes révoltes, comme celle dirigée par Stenka Razine (1670-1671) contre le pouvoir moscovite. Toutefois, seuls les cosaques ukrainiens entrent dans la « grande politique » et deviennent, au XVII<sup>e</sup> siècle, des acteurs militaires et politiques importants. Ils installent un camp militaire, la *Sitch*, sur une des îles située en aval des rapides (*porohy* en ukrainien, *porogi* en russe) du Dniepr, d'où leur nom de Zaporogues, qui signifie « au-delà des rapides ». Les cosaques zaporogues n'habitent pas seulement le long des rives du Dniepr, mais aussi dans des forteresses aux confins méridionaux de la Pologne. Le roi de Pologne-Lituanie cherche à les contrôler : il commence à les enregistrer et leur donne une solde et des propriétés foncières. En même temps, la plupart des cosaques restent libres et vivent autour de la *Sitch* zaporogue, qui demeure un refuge pour les paysans fugitifs. Dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, les cosaques zaporogues se soulèvent plusieurs fois, entraînant les paysans et occupant plusieurs villes. Néanmoins, les armées polonaises réussissent chaque fois à réprimer ces révoltes. En réalité, les rois de Pologne-Lituanie entretiennent avec les Zaporogues une relation ambiguë. D'un côté, ils ont besoin d'eux comme puissance militaire qui renforce leur armée et comme gardes-frontières contre les Tatars de Crimée. Toutefois, les troupes cosaques, pratiquement indépendantes, et la *Sitch*, avec son organisation égalitaire, sont aussi un foyer de désordre.

1. Le terme « hetman » provient de l'allemand *Hauptmann*. Les Polonais désignaient ainsi le chef de leur armée. Les cosaques se sont réappropriés ce terme pour désigner leur chef. Quant au terme *ataman*, qui serait d'origine turque, il désigne un chef d'unité cosaque.

La force militaire des cosaques zaporogues s'accroît au cours des premières décennies du XVII<sup>e</sup> siècle. Ils participent aux combats de la Pologne contre les Ottomans et contre les troupes moscovites durant le Temps des Troubles\* au début du XVII<sup>e</sup> siècle. En même temps, leur hetman Petro Konachevytch-Sahaïdatchny se présente comme l'avocat de l'orthodoxie, déstabilisée par l'union de l'Église orthodoxe de la Pologne-Lituanie avec Rome en 1595-1596. Il promeut la restauration de la métropole orthodoxe de Kiev (Kyiv) et l'adhésion de l'armée cosaque à la Confrérie orthodoxe de Kiev. De même, il soutient l'essor de la culture ukrainienne au Collège de Kiev (la future Académie de Kiev), fondé en 1632 par le métropolite Petro Mohyla. Par cet engagement, les cosaques zaporogues gagnent l'auréole de défenseurs non seulement des paysans ukrainiens contre la noblesse polonaise, mais aussi des orthodoxes contre la Pologne catholique.

En 1648, les cosaques zaporogues déclenchent la plus importante révolte populaire d'Europe orientale avant le XX<sup>e</sup> siècle, une révolte qui peut être qualifiée de révolution sociale, mais qui est aussi politique, religieuse et proto-nationale. Sous la direction de l'hetman Bohdan Khmelnytsky\*, ils mènent l'attaque depuis le Dniepr vers l'ouest, battent les troupes polonaises à plusieurs reprises et libèrent une grande partie du territoire de l'Ukraine actuelle de la domination polonaise. Les paysans, les citadins, les prêtres orthodoxes et beaucoup de petits nobles se joignent à eux. Les paysans serfs sont libérés, les nobles polonais, les prêtres catholiques et les Juifs, considérés comme complices de la noblesse, sont chassés ou tués. Ce sont les premiers pogroms antijuifs en Europe orientale, qui font au moins 20 000 victimes. Un siècle plus tard, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les insurrections des Haïdamaks, cosaques et paysans ukrainiens, contre la noblesse polonaise s'accompagneront, encore une fois, de pogroms contre la population juive.

En 1649, les cosaques établissent une entité politique indépendante, un Hetmanat, officiellement nommé « Armée zaporogue ». Tous les paysans sont déclarés libres cultivateurs de leurs terres. L'organisation politique de l'Hetmanat correspond à la confrérie militaire et égalitaire des cosaques. Les cosaques élisent l'hetman et les officiers (les *starchyny*), qui remplissent des fonctions gouvernementales.

Toutefois, les Zaporogues ne peuvent pas préserver l'indépendance de l'Hetmanat contre les troupes du roi de Pologne-Lituanie,

qui ne s'accommode pas de la perte du territoire ukrainien. Ils sont donc forcés de trouver un allié. Après des alliances éphémères avec les Tatars de Crimée et les Ottomans, ils se soumettent en 1654 au tsar de Moscou. Celui-ci confirme toutefois les droits et les libertés des cosaques zaporogues, qui élisent leur hetman et gardent une armée et une administration indépendantes. Après une guerre polono-russe, l'Hetmanat est divisé entre la Moscovie et la Pologne-Lituanie en 1667. La nature de l'accord conclu à Pereïaslav en 1654 a fait l'objet d'innombrables discussions. Du point de vue du tsar, il signifiait l'incorporation définitive de l'Hetmanat dans l'État moscovite; du point de vue des cosaques, il s'agissait plutôt d'une soumission temporaire.

Au cours de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, l'Hetmanat jouit toujours d'une vaste autonomie dans le cadre de la Russie tsariste. Son autonomie se réduit toutefois progressivement, en particulier sous le règne du tsar Pierre I<sup>er</sup>, qui entend centraliser l'Empire russe. Après la défection d'Ivan Mazepa\*, qui, en 1708-1709, tente de restaurer l'Hetmanat indépendant avec le soutien du roi de Suède Charles XII, cette autonomie est encore plus restreinte. L'élite de la *starchyna* cosaque se transforme alors progressivement en une noblesse terrienne. En 1782, l'Hetmanat est aboli, en 1783, le servage a été réintroduit en Ukraine, et en 1785, une partie de la *starchyna* cosaque est cooptée dans la noblesse impériale. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les résultats de la révolution de 1648 sont donc largement annulés. Quant à la *Sitch* zaporogue, qui était restée une entité indépendante et le dernier bastion de la confrérie cosaque, elle avait déjà été détruite par les troupes russes en 1775. Les cosaques zaporogues sont réorganisés dans différentes armées. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la plupart d'entre eux sont intégrés dans l'armée du Kouban. Ainsi prend fin l'histoire des Zaporogues qui, désormais, se transforment en mythe national ukrainien.

Tout comme les cosaques ukrainiens, les cosaques russes ont eux aussi été intégrés dans l'Empire russe et ont perdu leur autonomie au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Au XIX<sup>e</sup> siècle, réorganisés en plusieurs armées (entre autres celles du Don, du Kouban et de l'Oural), un statut militaire distinct leur est octroyé. Dès lors, les cosaques restent une force militaire considérable, qui sert les tsars lors des guerres, mais aussi lors des répressions internes du mouvement révolutionnaire russe. Les défenseurs des libertés cosaques sont désormais devenus les serviteurs loyaux de l'autocratie tsariste.

Après l'effondrement de l'URSS, on a tenté de faire revivre les cosaques en Russie et en Ukraine. Des organisations néo-cosaques russes se sont mises au service de l'État comme force de police et comme unités paramilitaires en Tchétchénie, puis au Donbass. Dans l'Ukraine indépendante, le mythe des cosaques zaporogues a été utilisé pour mobiliser le mouvement national : en 1990, on a célébré leur 500<sup>e</sup> anniversaire. Un grand nombre d'organisations néo-cosaques ont été créées au niveau national, régional et local, et l'une d'entre elles a été nommée la « *Sitch* zaporogue ». Toutefois, l'influence politique de ces groupements reste limitée, tant en Russie qu'en Ukraine.

### HISTORIOGRAPHIES

Les historiographies ukrainienne, russe et polonaise se sont penchées sur les cosaques zaporogues dès leurs origines. En Ukraine, cela a commencé au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec les « chroniques des cosaques », suivies par l'*Histoire des Rous [Istorija Rusov, ili Maloj Rossii]* au début du XIX<sup>e</sup> siècle et plus tard par les œuvres classiques des historiens Mykola Kostomarov (1817-1885) et Mykhailo Hrouchevsky (1866-1934). Les cosaques sont au centre de leur récit : comme symboles de la liberté, comme héros de l'insurrection antipolonaise de 1648 et comme créateurs du premier « État-nation » ukrainien. Les cosaques apparaissent dans ces récits comme l'incarnation du peuple ukrainien. Leur image est pourtant ambiguë. Leur initiative de se soumettre au tsar russe, puis la transformation de ces avocats du peuple en nobles terriens opprimant les paysans ont été critiqués par Hrouchevsky et d'autres historiens « populistes », alors que les historiens « étatistes » comme Viatcheslav Lypynsky (Wacław Lipiński) (1882-1931) les ont considérés avant tout comme les fondateurs de l'Hetmanat.

L'historiographie russe s'est focalisée sur la « réunion des "Petits-Russiens" [qui était le nom officiel des Ukrainiens à l'époque tsariste] avec la Russie » en 1654, et sur les intérêts communs des deux peuples orthodoxes dans leur lutte contre la Pologne et les Ottomans. En revanche, les cosaques zaporogues restaient soupçonnés de trahison. L'exemple classique est l'hetman Mazepa, qui a subi l'anathème de l'Église orthodoxe. L'expression russe *mazepintsy* est utilisée pour s'en prendre aux Ukrainiens comme

traîtres à la Russie, comme c'est le cas dans la guerre de propagande antiukrainienne depuis 2014.

Quant aux historiens polonais, ils ont critiqué les cosaques zaporogues avec véhémence. Ces derniers apparaissent comme des « aventuriers, des guerriers et des pillards, sans aucune idée nationale » (Józef Szujski, 1835-1883). Leur rôle historique apparaît ainsi comme seulement destructif, se manifestant par leur trahison de la Pologne en 1648 et par la crise profonde que cela provoqua. Dans la tradition juive, les cosaques zaporogues sont condamnés comme responsables des pogroms de 1648, ce qui a servi de base pour le stéréotype de l'Ukrainien antisémite, encore renforcé par les pogroms qui eurent lieu en Ukraine aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

En Union soviétique, les cosaques rebelles ont été honorés comme force révolutionnaire. Avec la Seconde Guerre mondiale, l'hetman Khmelnytsky est devenu un héros progressiste qui a « réuni » l'Ukraine à la Russie. Cette « réunification » est devenue un dogme incontestable pour les historiens soviétiques ukrainiens et a été promue dans de nombreux romans et films. En revanche, le sujet des cosaques ukrainiens comme force nationale était pratiquement un tabou. Quand Petro Chelest (1908-1996), premier secrétaire du Parti communiste d'Ukraine de 1963 à 1972, glorifia le passé cosaque dans son livre *Notre Ukraine soviétique [Ukraiïno naša Radjans'ka]*, publié en 1970, on lui reprocha sa « déviation nationaliste » et son « idéalisation du passé », et il fut déposé deux ans plus tard.

Après l'effondrement de l'URSS, les historiographies nationales ont renoué avec les traditions prérévolutionnaires. Pour les historiens ukrainiens, les cosaques zaporogues sont des héros nationaux en lutte contre les Polonais et les Russes. Leur histoire est au centre d'innombrables publications, visant pour beaucoup le grand public. En Russie, le dogme de la réunification progressive des deux peuples en 1654 reste enraciné dans l'historiographie, mais aussi dans la politique officielle, ce qui a été confirmé par le président Vladimir Poutine à l'occasion des festivités du 350<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Pereiaslav en 2004.

## LITTÉRATURE

Les cosaques zaporogues ont joué un rôle capital dans la tradition folklorique ukrainienne. Des chansons populaires et des poèmes épiques (*doumy*) racontent les exploits des cosaques dans les guerres contre les

musulmans, mais aussi le triste sort de ceux qui sont faits prisonniers et souffrent dans un pays étranger. Les *doumy* étaient chantées par des bardes ambulants, souvent aveugles, qui s'accompagnaient à la *bandoura* ou *kobza*, instruments à cordes populaires. De même, les cosaques ont été un des motifs privilégiés de l'art populaire. L'image la plus répandue est celle du cosaque Mamaï avec sa moustache, le crâne rasé à l'exception d'une seule mèche, la pipe à tabac et la *kobza* à la main, le cheval sellé, son arme et une bouteille en arrière-plan. Dans le folklore russe, on trouve aussi des cosaques, mais il s'agit surtout du rebelle Stenka Razine et de Ermak, le conquérant de la Sibérie à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle.

Les cosaques zaporogues ont été largement représentés dans la littérature ukrainienne, comme en témoigne déjà le premier ouvrage écrit dans la langue populaire ukrainienne, le poème *Eneïda* d'Ivan Kotliarevsky (1769-1838) publié à partir de 1798. Il s'agit d'une parodie de l'œuvre de Virgile, dans laquelle les Troyens sont transformés en cosaques zaporogues. Les cosaques occupent une place centrale dans l'œuvre du poète national ukrainien Taras Chevtchenko (1814-1861), qui a intitulé son premier recueil de poésie, publié en 1840, *Kobzar* (le ménestrel, joueur de *kobza*). Chevtchenko lui-même se présente comme un barde cosaque. Son œuvre est directement reliée aux *doumy* folkloriques, leur forme et leur langage servent de modèles pour sa poésie. Le héros de ses poèmes est le simple cosaque, qui incarne le peuple ukrainien et défend sa liberté contre les seigneurs polonais et contre la couche supérieure des *starchyny*. Le cosaque lutte aussi contre les Turcs, et il est opprimé par les tsars. Chevtchenko a eu une influence énorme sur la littérature et la conscience nationale ukrainiennes. Sa vie et son œuvre sont devenues un mythe national. Ainsi, les deux mythes nationaux primordiaux, les cosaques zaporogues et Chevtchenko, sont réunis. Enfin, le premier roman historique en ukrainien, le *Conseil noir* [*Čorna Rada*] (1858) de Panteleïmon Koulich (1819-1897) a pour thème une assemblée des cosaques zaporogues au XVII<sup>e</sup> siècle. Un drame de Koulich est également consacré à l'hetman Sahaidatchny. Plus tard, Koulich critiquera néanmoins l'idéalisation des cosaques par Chevtchenko.

Sous l'influence du romantisme, les cosaques et leur monde pittoresque deviennent également un sujet populaire dans la littérature russe et polonaise. Parmi ces ouvrages, le roman historique *Taras Boulba* de Nikolaï Gogol (Mykola Hohol, 1809-1852), publié en 1835 et dans une seconde version en 1842, est peut-être le plus connu.

Gogol, qui était d'origine ukrainienne, émigra à Saint-Pétersbourg. Il écrivait en russe, mais a incorporé des éléments ukrainiens dans ses premières œuvres. Le roman raconte l'histoire dramatique d'un cosaque zaporogue et de ses deux fils à l'époque des insurrections antipolonaises du XVII<sup>e</sup> siècle. Taras Boulba représente le type du cosaque audacieux, sauvage et cruel (il sacrifie son fils aimé), il défend les libertés cosaques et la foi orthodoxe. Le roman *Taras Boulba* a été adapté plusieurs fois à l'écran (films allemand, américain, français, italien, russe, ukrainien et même indien), dans un opéra du compositeur ukrainien Mykola Lysenko (1842-1912) et dans une rhapsodie du compositeur tchèque Leoš Janáček (1854-1928).

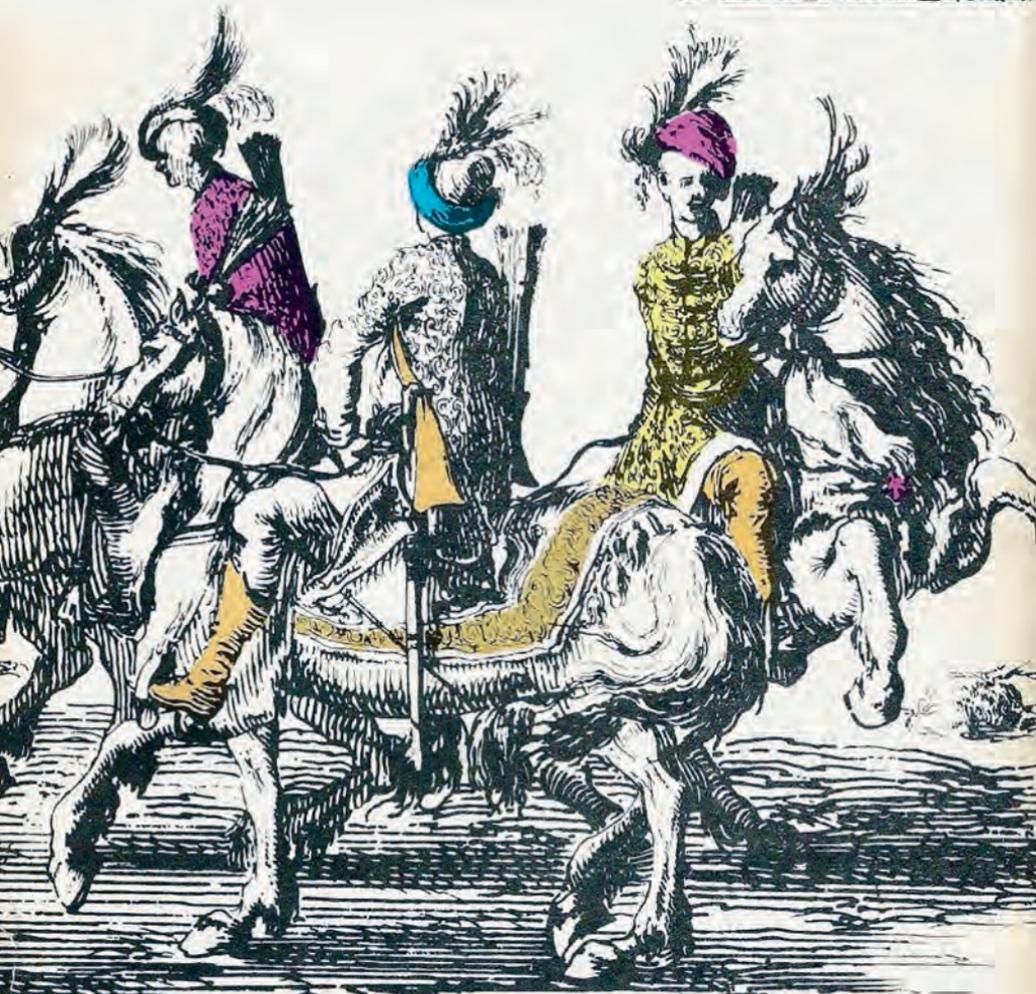
Dans la littérature russe, ce ne sont pas les cosaques zaporogues, mais les cosaques russes qui sont au premier plan. Les exemples les plus connus sont les œuvres de Lev Tolstoï (1828-1910) (*Les Cosaques [Kazaki]*, 1863) et de Mikhaïl Cholokhov (1905-1984) (*Le Don paisible [Tihij Don]*, 1928-1940). Les Zaporogues, en particulier Mazepa, apparaissent néanmoins dans la littérature russe de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour le décembriste-révolutionnaire Kondratii Ryleev (1795-1826), Mazepa et le cosaque Voïnarovsky, le héros de son poème, ont lutté pour la liberté de l'Ukraine. En revanche, dans son poème *Poltava*, Alexandre Pouchkine (1799-1837) prend le parti de Pierre le Grand et dessine un portrait plutôt négatif du « traître Mazepa ». Mazepa est aussi un thème présent dans la littérature d'Europe occidentale, de Lord Byron et Victor Hugo jusqu'à Bertolt Brecht.

La représentation la plus célèbre au monde des cosaques zaporogues est le tableau du peintre russe Ilia Répine (1844-1930) (« Les cosaques zaporogues écrivant une lettre au sultan de Turquie », 1880-1891). Les cosaques, qui écrivent une missive pleine d'insultes, sont montrés comme des guerriers exotiques passionnés. Répine avait des racines ukrainiennes et il éprouvait de la sympathie « pour ce peuple avide de liberté... Personne dans le monde entier n'a ressenti aussi profondément la liberté, l'égalité et la fraternité », comme Répine l'écrivit dans une lettre. En confrontant les cosaques ukrainiens orthodoxes au sultan musulman, le tableau souhaite également souligner les points communs avec les Russes. Le poète Guillaume Apollinaire s'est inspiré de ce tableau dans sa « Réponse des cosaques zaporogues au sultan de Constantinople », insérée dans le poème *La Chanson du mal-aimé* (1913) qui sera mise en musique plus tard par Léo Ferré.



Ilia Répine, « Les cosaques zaporogues écrivant une lettre au sultan de Turquie » (1880-1891) (The Yorck Project (2002) 10.000 Meisterwerke der Malerei (DVD-ROM), distributed by DIRECTMEDIA Publishing GmbH. ISBN: 3936122202.).

Dans la tradition polonaise, l'image des cosaques zaporogues comme ennemis des Polonais prédomine. Pourtant, il y a eu une tendance « cosaquophile » dans la littérature romantique. Les œuvres de Michał Czajkowski (1804-1886), notamment son roman *Wernyhora prophète ukrainien* [*Wernyhora wieszcz ukraiński: powieść historyczna z roku 1768*] (1838), idéalisent le passé cosaque. Le poète Juliusz Słowacki (1809-1849) reprend des thèmes de l'histoire des cosaques zaporogues dans ses drames *Mazepa* (1839) et *Samuel Zborowski* (1844). Toutefois, l'œuvre littéraire polonaise qui a le plus modelé l'image des cosaques zaporogues dans toute l'Europe est le roman *Par le fer et par le feu* [*Ogniem i Mieczem*] de Henryk Sienkiewicz (1846-1916), publié en 1884. Les romans historiques de Sienkiewicz revêtaient un caractère patriotique dans une Pologne démembrée. *Par le fer et par le feu* raconte l'histoire d'un officier polonais qui se bat contre les cosaques zaporogues pendant l'insurrection de 1648 et la guerre qui a suivi. Les cosaques sont présentés comme des sauvages cruels qui commettent des atrocités contre les Polonais et les Juifs. Le conflit armé est interprété comme une lutte entre des hommes sans culture, guerriers enragés et buveurs, et la civilisation polonaise occidentale. Les



Couverture de *Par le fer et par le feu* d'Henryk Sienkiewicz, Édition PIW, Varsovie, 1978.

cosaques sont des traîtres, une force destructive et anarchiste qui a ruiné la Pologne et l'Ukraine. Le film polonais de Jerzy Hoffman, tiré du livre et paru en 1999 dans le climat du rapprochement polono-ukrainien après 1991, atténue néanmoins la confrontation nationale, centrale dans le roman de Sienkiewicz.

#### **SYMBOLES POLITIQUES**

Dans la tradition ukrainienne, l'Hetmanat des cosaques zaporogues est considéré comme le précurseur des État-nations du XX<sup>e</sup> siècle.

Ses symboles ont été repris par le mouvement national ukrainien moderne, lequel s'est d'abord structuré en Ukraine occidentale, alors sous domination austro-hongroise. Une association étudiante nommée *Sitch* et fondée en 1868 à Vienne a joué un rôle important dans le mouvement national ruthène puis ukrainien dans la province austro-hongroise de Galicie. C'est d'ailleurs en Galicie qu'une association sportive *Sitch* a été créée en 1900, loin du centre des cosaques zaporogues. Quant à l'unité des « Fusiliers de la *Sitch* » [*Sičovi Stril'ci*], elle rassemblait les volontaires ukrainiens qui ont lutté pendant la Première Guerre mondiale comme légion spéciale dans l'armée austro-hongroise. En automne 1917, des prisonniers de guerre de cette unité sont devenus le noyau des « Fusiliers de la *Sitch* » dans l'armée de la République populaire d'Ukraine des années 1917-1921.

Quand le mouvement national ukrainien s'épanouit en Russie après la Révolution de février 1917 (voir Révolutions et guerres 1917-1921\*), la première institution nationale est nommée *Tsentralna Rada*. Ce nom dérive de la cosaquerie du XVII<sup>e</sup> siècle, comme le nom d'*Universal*, donné à ses décrets, qui proclament d'abord l'autonomie puis l'indépendance de l'Ukraine en janvier 1918. Pavlo Skoropadsky, le chef de « l'État ukrainien » créé par les Empires centraux en 1918, descendant d'un hetman zaporogue du XVIII<sup>e</sup> siècle, est alors appelé « hetman », afin de donner de la légitimité à cet État vassal. Après la Première Guerre mondiale, il est suivi par Symon Petlioura\*, qui devient *Holovny Otaman* (ataman principal) en novembre 1918 avant de devenir chef du Directoire de la République populaire ukrainienne en février 1919.

L'Ukraine indépendante, créée en 1991, a repris certains symboles cosaques. Ainsi, lors de son investiture, le président reçoit la *boulava*, la massue de cérémonie de l'hetman. Sur les billets de banque de 5 et de 10 hryvnias, les hetmans Khmelnytsky et Mazepa sont représentés. On a érigé en Ukraine d'innombrables monuments, aux cosaques en général, ou sur les lieux de telle ou telle bataille des Zaporogues contre la Pologne, ou encore en hommage à des figures cosaques populaires comme Mamai avec sa *bandoura* et son cheval. Parmi les personnages, c'est Khmelnytsky qui prédomine largement, avec plus de 100 monuments, dépassé seulement par le poète national Taras Chevtchenko. Le fameux monument de Khmelnytsky érigé à Kiev en 1888 est le plus connu. La plupart des monuments de l'hetman sont érigés à l'époque soviétique, quand

Khmelnysky a été honoré comme fondateur de «la réunion des deux peuples frères». En revanche, Ivan Mazepa, le deuxième plus grand hetman, n'a pas eu un seul monument avant 1991, car il était dénié comme traître tant en Russie tsariste qu'en Union soviétique. En 1994, un monument a été inauguré à Mazepintsy, dans son village d'origine. Quinze ans plus tard, un autre monument a suivi à Tchernihiv, puis en 2016 (après de longs débats) à Poltava, le lieu de la défaite de Charles XII et de Mazepa contre Pierre le Grand. Trois monuments sont dédiés à l'hetman Sahaïdatchny-Konachevytch, à Kyiv, à Khotyn (le lieu d'une bataille polono-cosaque contre les Ottomans en 1621) et à Sébastopol. Celui-ci a toutefois été renversé après l'annexion de la Crimée\* par la Russie. Ainsi, le destin des monuments reflète directement les inflexions politiques.

En 1983, un Musée national de l'histoire des cosaques zaporogues a ouvert ses portes sur l'île de Khortytsia, siège de la *Sitch* zaporogue. On trouve un autre musée cosaque non loin de Tcherkassy, sur la rive droite du Dniepr, et un musée nommé L'Hetmanat à Kyiv. Par ailleurs, les cosaques zaporogues occupent une place privilégiée dans les musées d'histoire de l'Ukraine, ainsi que dans les manuels scolaires. En réalité, lorsqu'on se promène dans les villes ukrainiennes, on rencontre les cosaques partout. D'innombrables restaurants promettent une cuisine cosaque. Dans la publicité, on trouve les cosaques sur les bouteilles de bière, des paquets de fromages, de cigarettes, de cacahuètes et de pralines. Une chercheuse a compté que 30 des 80 différentes étiquettes des bouteilles de *horilka* (vodka) font référence aux cosaques zaporogues. On y trouve notamment les marques Sahaïdatchny, Khmelnysky, Mazepa et Mamaï. Sur l'étiquette de la vodka Hetman, on lit que cette eau-de-vie est produite avec des recettes du temps de la *Sitch* zaporogue, et qu'elle rappelle «les victoires de nos ancêtres» (Bürgers, 2003, 2006).

Le mythe cosaque a joué un rôle considérable durant les manifestations de 2013-2014 à Kyiv. Sur la place de l'Indépendance, on rencontrait des hommes en costume et en coiffure cosaque, portant des étendards et des armes cosaques. Andreï Kourkov, fameux écrivain ukrainien de langue russe, a comparé les barricades et les tentes érigées sur le Maïdan avec la *Sitch* des Zaporogues: «Sur le Maïdan, la *Sitch* des Zaporogues a été réinventée.» L'exemple de l'auto-organisation des cosaques, exprimée par des «conseils» (*rada*), leur insubordination au pouvoir et leur modèle d'une société libre ont été de puissantes forces de mobilisation. Les traditions cosaques, vivantes



Le cosaque Mamaï et un seigneur polonais (détail d'une peinture populaire anonyme du XIX<sup>e</sup> siècle).

dans toutes les régions de l'Ukraine, ont contribué à l'intégration du Maïdan au récit national, et en général à la formation d'une communauté politique pan-ukrainienne, alors que le Maïdan était d'abord et surtout l'affaire de Kyïv et de l'Ukraine occidentale.

Les cosaques restent aujourd'hui de puissants symboles de la liberté et de l'indépendance de l'Ukraine et de l'égalité de ses citoyens. On en use et on en abuse en politique, mais ils sont enracinés dans la mentalité et la mémoire culturelle ukrainienne. L'importance du mythe des cosaques se reflète dans le refrain de l'hymne national ukrainien : « Pour notre liberté, nous donnerons nos âmes et nos corps/ Et prouverons, frères, que nous sommes de la lignée des cosaques. »

## CONCLUSION

Les cosaques zaporogues constituent une des pages centrales de l'histoire de l'Ukraine. Mythe national sans équivalent, ils apparaissent dans l'historiographie, le folklore, la littérature, les symboles politiques et même dans la vie quotidienne. Leur histoire est étroitement liée à celle de la Pologne et de la Russie, mais dans l'histoire et la mémoire culturelle de ces deux pays, les cosaques zaporogues

ont beaucoup moins d'importance qu'en Ukraine. Les mémoires ukrainiennes et russes ont des points communs, notamment la lutte des cosaques zaporogues contre la Pologne, l'Église catholique et les Tatars de Crimée, ainsi qu'en raison de l'existence des armées cosaques dans les deux pays. Toutefois, ces mémoires s'opposent sur un point fondamental : les cosaques zaporogues sont perçus en Ukraine comme des combattants pour la liberté, l'égalité et l'indépendance, alors qu'en Russie, ils sont présentés comme une force anarchique et peu fiable, et surtout, ils n'ont pas droit à une histoire séparée de celle de la Russie. Ces mémoires divisées se sont à nouveau clairement manifestées dans le conflit russo-ukrainien depuis 2013.

Quant aux mémoires ukrainiennes et polonaises, elles sont diamétralement opposées : en Pologne, les cosaques zaporogues sont perçus comme des guerriers sauvages et comme des fossoyeurs de la Pologne indépendante. En Ukraine en revanche, ils sont héroïsés comme défenseurs d'une Ukraine indépendante de la Pologne catholique, qui les oppressait. L'idée d'une opposition commune des cosaques et des Polonais à l'Empire russe pourrait rapprocher les mémoires polonaises et ukrainiennes. Toutefois, cette idée est récente, et encore faible.

## BIBLIOGRAPHIE

BÜRGERS Jana (2003), « Bohdan Chmel' nyc'kyj et le mythe cosaque en Ukraine postsoviétique », *Outre-terre*, n° 3, pp. 119-123.

BÜRGERS Jana (2006), *Kosakenmythos und Nationsbildung in der postsowjetischen Ukraine*, Constance : Hartung-Gorre Verlag.

KAPPELER Andreas (2013), *Die Kosaken. Geschichte und Legenden*, Munich : Beck.

LEBEDYNSKY Iaroslav (1995), *Histoire des cosaques*, Paris : Terre Noire.

O'ROURKE Shane (2007), *The Cossacks*, Manchester : Manchester University Press.

PLOKHY Serhii (2012), *The Cossack Myth : History and Nationhood in the Age of Empires*, New York : Cambridge University Press.

# BOHDAN KHMELNYTSKY (1595-1657)

VOLODYMYR MASLIYCHUK, ANDRII PORTNOV

**B**ohdan Khmelnytsky est une figure emblématique de l'histoire ukrainienne, polonaise, juive et russe du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. La grande révolte cosaque dont il fut à la tête a ébranlé les fondements mêmes de la République polono-lituanienne\* au sein de laquelle la noblesse polonaise (la *szlachta*) jouissait de privilèges sans précédents pour l'époque. Khmelnytsky est l'auteur du Traité de Pereïaslav signé en 1654 avec l'État moscovite, et qui cristallise aujourd'hui encore de violentes oppositions idéologiques. Pour certains, le chef cosaque est un symbole de l'État ukrainien, alors que pour d'autres, il est un exemple de loyauté envers l'Empire russe. Par ailleurs, dans la tradition juive, Khmelnytsky est l'une des figures les plus terribles et les plus maudites. Dès lors, dans les représentations posthumes, l'hetman oscille entre le héros national et l'Antéchrist.

## **KHMELNYTSKY : LES MYSTÈRES D'UNE BIOGRAPHIE**

Bohdan-Zinovii Khmelnytsky est issu d'une famille de la petite noblesse polonaise. Il est vraisemblablement né en 1596, à savoir l'année de la déclaration de l'Union de Brest entre la Métropole orthodoxe de Kiev (Kyiv) et le Saint-Siège au concile de Brest, qui marqua l'émergence, en Ukraine et en Biélorussie (Belarus), de l'Église gréco-catholique, soumise au pape, mais qui conservait le rite orthodoxe. La biographie du jeune Bohdan Khmelnytsky est pleine d'incertitudes. Il semble avoir étudié dans l'un des collèges jésuites situé à l'ouest de l'Ukraine, peut-être à Lwów (Lviv). En tous les cas, il connaissait bien le latin et le polonais et écrivait sans faute. À la suite de la bataille de Țuțora (Cecora) en 1620 contre l'armée ottomane (au cours de laquelle son père fut tué), Bohdan

fut fait prisonnier et passa un certain temps à Constantinople. On ne sait pas comment il réussit à se libérer de la captivité. On ignore également comment il atteint le sommet de la hiérarchie de l'armée cosaque. Une chose est sûre : le futur hetman représentait déjà la cosaquerie lorsque le gouvernement polonais tenta en 1638 de régler la condition des cosaques après une série de révoltes.

De nombreuses énigmes entourent aussi la vie personnelle de Khmelnytsky. À 30 ans (ce qui était assez âgé pour l'époque), il épousa Hanna Somko, fille d'un riche commerçant de Pereïaslav (Pereïaslav-Khmelnytsky), avec laquelle il eut six enfants (deux garçons et quatre filles). En 1648, après la mort de Hanna un an auparavant, il se remaria avec Motrona (Heleną Czaplińska), une jeune fille élevée par sa première femme et qui, en 1651, fut pendue pour adultère par Tymich, fils issu de son premier mariage. La troisième épouse de Khmelnytsky, Hanna Zolotarenko, était la fille d'une influente famille de bourgeois cosaques de Nejjyn (Nijyn).

Peu auparavant, en 1646-1647, des événements tragiques avaient eu lieu dans la vie de Khmelnytsky. Le magnat Stanisław Koniecpolski, qui lui était auparavant favorable, décida de lui retirer le domaine de Subotów (Soubotiv) pour le remettre à son adjoint Daniel Czapliński. En l'absence de Khmelnytsky, Czapliński attaqua Subotów, battit à mort son fils et emmena avec lui Motrona, qu'il épousa selon le rite catholique. Toutes les tentatives de Khmelnytsky pour obtenir la protection du roi s'avérèrent vaines. Magnat puissant, Koniecpolski agissait de son propre chef. Soupçonnant (d'ailleurs à juste raison) que les officiers cosaques préparaient un nouveau soulèvement, il ordonna d'arrêter Khmelnytsky et de l'exécuter à Tchyhyryne. C'est le parrain des enfants de Khmelnytsky et son ami proche Stanisław (Mykhailo) Krzyczewski qui fut chargé de cette mission. Toutefois, ce dernier prit volontairement du retard, laissant ainsi Khmelnytsky quitter Tchyhyryne pour se réfugier avec ses partisans dans le bassin inférieur du Dniepr.

#### **LA « RÉVOLUTION COSAQUE »**

Même si l'une des causes directes du soulèvement des cosaques fut le ressentiment personnel profond de Khmelnytsky, « la révolution cosaque » acquit rapidement un caractère de masse. En effet, c'est

le statut des cosaques dans la République polono-lituanienne qui était en jeu, ainsi que les droits de l'Église orthodoxe, la question de la libre colonisation du bassin inférieur du Dniepr et l'ensemble des relations polono-turco-russo-suédoises.

Khmelnysky, devenu le chef des cosaques zaporogues\*, chercha à nouer une alliance avec le khanat de Crimée\* afin de renforcer l'infanterie cosaque par la cavalerie tatare. Si cette alliance s'avéra extrêmement efficace dans les opérations militaires, son prix fut le droit accordé aux Tatars d'emmener des captifs en Crimée pour les vendre ensuite comme esclaves.

Le gouvernement de la République polono-lituanienne prit d'abord à la légère cette nouvelle révolte cosaque à sa frontière. En effet, les soulèvements précédents s'étaient soldés par les défaites des cosaques. La cosaquerie représentait pour la République polono-lituanienne une force militaire à faible coût, qui lui avait permis de gagner la bataille décisive de Khotyn (1621), et de bloquer ainsi l'avancée de l'Empire ottoman. La sous-estimation de la puissance de Khmelnysky fut catastrophique pour la République. Après s'être jointe aux unités cosaques « fidèles », l'armée envoyée contre les révoltés se scinda en deux parties. Son avant-garde, séparée du corps de l'armée, avança le long du Dniepr, sûre d'une victoire facile. Toutefois, près de Kamenny Zaton (Kamianka-Dniprovska), les cosaques de l'armée polono-lituanienne passèrent du côté de Khmelnysky, confirmant ainsi le vieux proverbe : « Les loups ne se mangent pas entre eux. » Grâce à une manœuvre habile près de Jovti Vody, Khmelnysky força l'ennemi à s'immobiliser dans un camp fortifié, puis à se retirer. À la suite des combats du printemps 1648, l'adversaire fut battu et le chef de l'armée polonaise, Stefan Potocki, fut mortellement blessé. Un mois plus tard, en mai 1648, l'armée polonaise dirigée par Mikołaj Potocki fut détruite près de Korsun (Korsun-Chevtchenkivsky) par les forces cosaques et tatars réunies et dirigées par Khmelnysky.

L'éclatement de la révolte dirigée par Khmelnysky et sa propagation sur des territoires étendus sont considérés par les historiens contemporains comme « une révolution cosaque ». En effet, déjà au cours du printemps et de l'été 1648, le soulèvement était soutenu par la population de la rive gauche du Dniepr, d'où le principal magnat Jeremi Wiśniowiecki s'était échappé à force de batailles, ravageant sur son passage les localités rebelles. La terreur, les pillages, les « nettoyages » de territoire se propagèrent alors dans

tout l'est de la République polono-lituanienne. Les Juifs furent aussi les victimes des troupes cosaques. En effet, beaucoup administraient en régie les domaines des magnats polonais et étaient donc associés par les cosaques à la domination de la *szlachta*. Les pogroms et les massacres des Juifs dans les villes de Podolie et de Volynie font partie intégrante de l'histoire de la révolte de Khmelnytsky. Selon les estimations, le nombre total de victimes juives varie entre 20 000 et 40 000 personnes.

Un exode massif de la population juive, des membres du clergé catholique, des fidèles de l'Église gréco-catholique, ainsi que des magnats polonais et de leur entourage, commença alors sur les territoires touchés par la guerre. Les rebelles pillèrent les châteaux des seigneurs et les monastères, exécutèrent les opposants. La population paysanne et citadine se joignit massivement aux révoltés. Un nouveau système de division administrative, fondé sur les régiments cosaques, fut instauré. Placé dans une perspective historique européenne, le soulèvement de Khmelnytsky peut être qualifié d'écho tardif de la guerre de Trente Ans, aboutissant à la création d'un État cosaque mono-confessionnel, orthodoxe.

La mort, en mai 1648, du roi polonais Ladislas IV (Władysław IV Waza), considéré comme protecteur des cosaques, modifia de nombreux plans. En septembre 1648, Khmelnytsky battit les troupes de la République polono-lituanienne près de Pyliavtsi et s'empara d'un grand convoi. Les troupes de Khmelnytsky assiégèrent Lwów et se dirigèrent vers l'ouest. Toutefois, l'hetman ne poursuivit pas l'offensive. S'attendait-il à une trêve avec le nouveau roi et espérait-il que la cosaquerie et l'Église orthodoxe trouveraient leur place légale dans le système politique de la Pologne-Lituanie ? Quoi qu'il en soit, un compromis stable des deux côtés n'était déjà plus possible. Après une série de victoires militaires, un véritable triomphe attendait l'hetman lors de son entrée à Kiev, centre de la métropole orthodoxe. Il fut accueilli en héros par le clergé, les étudiants et les bourgeois de la ville, qui le comparaient à « Moïse qui avait libéré son peuple de l'esclavage égyptien ». Le Patriarche de Jérusalem, Paisée I<sup>er</sup>, qui, en route pour Moscou, passait par Kiev, bénit et encouragea Khmelnytsky. La légitimation de l'insurrection était évidente.

Jean II Casimir Vasa (Jan Kazimierz Waza), le nouveau roi de la République polono-lituanienne, soutenu par la noblesse, réussit à lever une nouvelle armée et menaça les cosaques. Les dignitaires

polonais arrivèrent à négocier une trêve avec Islam III Giray, khan de Crimée et principal allié de Khmelnytsky, qui fut dès lors obligé de signer la paix en 1649 avec la Pologne-Lituanie dans la ville de Zboriv. Le Traité de Zboriv stipula la création d'un Registre cosaque de 40 000 personnes (c'est-à-dire d'une armée cosaque recevant une solde de l'État), l'autonomie cosaque sous le pouvoir de l'hetman dans les trois voïvodies de Kijów (Kiev/Kyiv), Braclaw (Bratslav) et Czernihów (Tchernihiv), ainsi que l'expulsion de ces territoires des Juifs et des partisans de l'union des Églises.

L'autonomie cosaque proclamée était en fait très semblable à la structure de la République polono-lituanienne. Comme la noblesse polono-lituanienne, les cosaques bénéficiaient de privilèges et étaient soumis au service militaire obligatoire. Cependant, l'existence d'une communauté cosaque à l'est de la République n'arrangeait en rien l'élite polonaise, d'autant plus que les révoltes et les conflits sociaux débordaient régulièrement sur le territoire polonais. En février 1651, les troupes de la République polono-lituanienne envahirent les terres contrôlées par les cosaques. La bataille décisive se déroula près du village de Beresteczko (Berestetchko). Une coordination défailante avec le khan de Crimée ainsi qu'une mauvaise position stratégique aboutirent à une défaite fulgurante des troupes cosaques. Khmelnytsky s'enfuit à Biła Cerkiew (Bila Tserkva). Comme l'armée de la Pologne-Lituanie avait également subi des pertes importantes, le roi n'était pas prêt à prolonger davantage la guerre. Un nouveau traité de paix fut donc signé dans cette ville. Si ce traité limitait sensiblement les droits des cosaques – le nombre de cosaques enregistrés fut réduit de moitié et le territoire soumis à l'hetman était limité à la voïvodie de Kiev), Khmelnytsky échappa à la défaite définitive et gagna du temps, démontrant encore une fois ses talents de diplomate.

Dès les premiers échecs du soulèvement cosaque, une forte émigration avait commencé en Ukraine: d'abord de la rive gauche du Dniepr, puis progressivement de la rive droite, en direction de l'est, vers les territoires inhabités dépendant en principe de Moscou. L'hetman chercha en vain à limiter ce processus. C'est toutefois à cette époque qu'une nouvelle région commença à se former à l'est de l'Ukraine, appelée l'Ukraine des Slobodes (actuellement les régions de Kharkiv et de Sumy), peuplée de colons venus des territoires ukrainiens non soumis à l'hetman.

## LA QUÊTE DE PROTECTEURS EXTÉRIEURS

### ET LE CHOIX EN FAVEUR DE MOSCOU

En 1650, Bohdan Khmelnytsky entreprit plusieurs projets géopolitiques. Il chercha notamment à marier son fils Tymich avec la fille du prince moldave Basile le Loup (Vasile Lupu) (ce qui autorise à parler des ambitions monarchiques de Khmelnytsky et de sa volonté de rendre l'Hetmanat héréditaire). La tentative de l'armée polonaise de bloquer le passage des troupes cosaques en Moldavie se solda par un échec. Cependant, les cosaques s'empêtrèrent dans les « guerres des Balkans » pour les trônes moldave et transylvain, et Tymich Khmelnytsky mourut près de Iași. Néanmoins, ces conflits dépassaient les limites de la République polono-lituanienne et eurent une portée internationale.

Les États situés à la frontière de l'Europe – la Transylvanie, la principauté de Moldavie, le khanat de Crimée – étaient des États aux « loyautés multiples ». Constamment à la recherche d'alliés, ils n'hésitaient pas à signer des accords de sujétion avec des voisins puissants, tels l'Empire ottoman, la Suède, l'Empire des Habsbourg, et même la lointaine Perse. L'État cosaque ne fit pas exception. Bohdan Khmelnytsky signa des engagements d'aide avec l'Empire ottoman, entama des pourparlers avec la Suède tout en s'efforçant parallèlement d'obtenir le soutien de Venise en lui promettant de futures campagnes contre Istanbul. Le khan de Crimée reçut de sa part les promesses d'une future guerre avec Moscou. Cependant, c'est bien les relations avec la Moscovie que Khmelnytsky privilégiait dans ses projets. Il espérait que ses conflits de longue date avec la Pologne-Lituanie finiraient par pousser Moscou à mener une guerre contre cette dernière et, par conséquent, à aider les cosaques.

En juin 1648, Khmelnytsky avait envoyé une première lettre au tsar de Moscou, dans laquelle il sollicitait sa protection. L'hetman n'avait pas oublié de préciser dans cette lettre que le soulèvement cosaque visait à défendre l'orthodoxie. Des propositions presque similaires (à l'exception de l'argument orthodoxe) avaient déjà été adressées par l'hetman à Constantinople, à Stockholm et à Varsovie. Or, la Moscovie, qui avait signé la paix avec la République polono-lituanienne en 1634, n'était pas pressée de réagir et attendait de voir la suite. Ce n'est qu'en automne 1653 que les états généraux russes [*zemskij sobor*] autorisèrent le tsar à prendre les terres cosaques « sous sa haute main » et à rompre la paix avec la Pologne-Lituanie afin de

protéger « la sainte foi orthodoxe ». Ces décisions furent approuvées par Khmelnytsky et par les cosaques à la *Rada*, l'assemblée des cosaques, à Pereïaslav.

Il est intéressant de noter qu'à Pereïaslav apparurent déjà des différences de culture politique entre les cosaques qui avaient assimilé les pratiques de la « république nobiliaire » et les ambassadeurs du tsar moscovite. Les cosaques, conduits par Khmelnytsky, prêtèrent serment au tsar de Moscou, tout en exigeant que la délégation moscovite, au nom du tsar russe, prête également un serment par lequel le tsar s'engagerait à respecter les droits et privilèges des cosaques. Cependant, dans la tradition politique moscovite, les personnes royales ne prêtaient pas serment, et la délégation moscovite rejeta cette demande.

Ainsi commença le processus d'intégration de l'Ukraine à l'État russe. La Moscovie soutint Khmelnytsky dans la guerre, mais cela n'empêcha pas le tsar Alexis I<sup>er</sup> Romanov d'entamer des négociations avec la République polono-lituanienne à Wilno (Vilnius), sans en informer la partie ukrainienne. L'État polono-lituanien était sur le point de disparaître : les troupes suédoises avaient envahi le littoral de la Baltique et une partie de la noblesse du Grand-Duché de Lituanie avait prêté serment à la Suède. La « trêve de Vilnius » (1656) mit fin à de nombreux projets de Khmelnytsky. L'hetman entama des négociations avec la Suède, la Transylvanie et le Brandebourg au sujet de la création d'une coalition visant la destruction de la République polono-lituanienne. L'union avec Moscou était presque caduque.

Le 27 juillet 1657, Bohdan Khmelnytsky mourut à Subotów (Soubotiv) sans avoir réalisé une grande partie de ses intentions. À son enterrement, de nombreux cosaques pleurèrent la mort de « leur chef » et élirent Iouri, son fils comme nouvel hetman (des tuteurs furent toutefois nommés jusqu'à sa majorité). Bohdan Khmelnytsky avait réussi à créer un clan puissant, composé, en plus de sa famille, de parrains, de filleuls (Pavlo Teteria), de domestiques (Ivan Brioukhovetsky), ainsi que d'amis – qui tous étaient de futurs candidats à l'Hetmanat. Bien qu'aucun des successeurs de Khmelnytsky n'eût ses capacités, ni son influence, et malgré le fait que l'Ukraine entraît dans une période de guerres intestines, l'État cosaque autonome survécut en Ukraine de la rive gauche du Dniepr jusqu'en 1764, et certaines de ses institutions persistèrent même jusqu'aux années 1780.

### MÉMOIRE ET REPRÉSENTATIONS

L'histoire des représentations de Bohdan Khmelnytsky après sa mort montre l'incroyable variété d'associations qu'une figure historique contradictoire du XVII<sup>e</sup> siècle peut générer. Dans la tradition polonaise, Khmelnytsky est devenu l'incarnation du « rebelle » et du « destructeur de l'État ». Cette image a eu une grande influence grâce au roman de Henryk Sienkiewicz *Par le fer et par le feu [Ogniem i mieczem]*, écrit en 1883-1884. Dans le folklore juif, « Khmel le scélérat » est une des figures les plus terrifiantes. 1648, l'année du début de la révolte, est appelée « la maudite année 5408 » (dans le calendrier hébreu) et est considérée comme un châtiment de Dieu pour les péchés d'Israël. Les chroniques ukrainiennes écrites immédiatement après le soulèvement de Khmelnytsky ne glorifient pas encore l'hetman, mais, à partir du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire après la bataille de Poltava (voir Ivan Mazepa\*), il commence à être représenté comme un « monarque éclairé » ayant libéré l'Ukraine du « joug polonais ».

Dans la tradition ukrainienne, l'alliance avec la Moscovie ainsi que ses conséquences constituent le nœud de la réflexion sur la révolte de Khmelnytsky. Pour Taras Chevtchenko (1814-1861), Khmelnytsky était un hetman « ivre » et « stupide » qui trompa les cosaques. Dans le poème « La tombe ouverte » [*Rozryta mohyla*], la mère-Ukraine elle-même traite Khmelnytsky de « fils inconscient » pour avoir accepté de se soumettre à Moscou. Cette interprétation de Chevtchenko rompt de manière décisive avec la tradition des chroniques et des brochures historiques de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui cherchaient à faire coexister la mythologie « du peuple cosaque petit-russe » avec sa loyauté envers l'Empire russe. Dans son *Histoire de la Petite-Russie [Istoriya Maloj Rossii]* (1822), Dimitri Bantych-Kamenski souligne que dès le début de la révolte antipolonaise, Khmelnytsky était orienté vers Moscou. C'est précisément le livre de Bantych-Kamenski qui a ouvert à Khmelnytsky le chemin du panthéon historique russe.

Dans ce panthéon, l'hetman joue le rôle fondamental de représentant des attentes et des aspirations « panrusses ». Tel est le sens du monument de Bohdan Khmelnytsky, érigé à Kiev en 1888 (à l'occasion du 900<sup>e</sup> anniversaire du baptême de la *Rous* de Kiev\*) et qui orne toujours la place Sainte-Sophie. Au départ, le piédestal était décoré d'une plaque sur laquelle il était inscrit en russe : « La Russie, unie et indivisible, rend hommage à Bogdan Khmelnitski. »



Monument  
à Bohdan  
Khmelnysky  
de Mikhaïl  
Mikéchine, 1888.

Dans l'historiographie ukrainienne, Khmelnytsky acquiert progressivement les traits d'un grand homme d'État. Sa véritable glorification commence dans les travaux de l'école « étatique » de l'historiographie ukrainienne de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, dirigée par Viatcheslav Lypynsky (Wacław Lipiński), un historien d'origine polonaise qui choisit consciemment l'identité ukrainienne. Dans les textes de Lypynsky, l'hetman apparaît comme un homme d'État brillant, obligé de mener une lutte épuisante sur deux fronts en même temps : contre l'ennemi extérieur (la République polono-lituanienne) et contre l'ennemi intérieur (la masse sauvage des cosaques de la steppe). Par ailleurs, les historiens de l'école « étatique » interprétaient l'accord avec Moscou comme une alliance militaire ordinaire. Le caractère historiquement douteux de cette interprétation était compensé par un style littéraire raffiné ainsi que par le contexte politique des révolutions de 1917-1920

(voir Révolutions et guerre 1917-1921\*), lorsque le mouvement ukrainien avait un besoin urgent de trouver des précédents historiques pour ses aspirations étatiques.

L'historiographie marxiste (russe et ukrainienne) des années 1920 a mis quant à elle l'accent sur les contradictions qui existaient durant la révolte de Khmelnytsky entre les masses rebelles et leurs dirigeants. Le marxiste ukrainien Matvii Iavorsky a décrit la révolte de Khmelnytsky comme une «révolution aristocratique», et le Traité de Pereïaslav comme une «alliance de classe conclue entre les cosaques enregistrés et la noblesse russe». La première édition de la *Grande Encyclopédie soviétique* [*Bolšaja sovjetskaja enciklopedija*] de 1935 présente Khmelnytsky comme «un traître et un ennemi féroce des masses révoltées, cosaques et paysannes», comme celui qui contribua au «renforcement de la domination coloniale russe en Ukraine ainsi qu'au durcissement du servage».

#### LA GLORIFICATION SOVIÉTIQUE DE KHMELNYTSKY

La glorification soviétique de Khmelnytsky a commencé à la fin des années 1930, dans le contexte du tournant idéologique vers la propagande russocentriste et, parallèlement, de la formation du patriotisme soviétique ukrainien. Sans renoncer ouvertement à la théorie de «la lutte des classes», le rattachement à la Russie des terres ukrainiennes (comme d'ailleurs le rattachement d'autres territoires) était désormais qualifié de «moindre mal». Les écrivains et les historiens perçurent immédiatement ce changement de ligne politique. L'écrivain ukrainien Oleksandr Korniiitchouk, un protégé de Staline, écrivit très vite la pièce de théâtre *Bohdan Khmelnytsky*, dans laquelle l'hetman était dépeint comme un remarquable dirigeant des masses populaires, comme «le libérateur du joug polonais». En 1941, la pièce de Korniiitchouk remporta le Prix Staline. Le film *Bogdan Khmelnytsky*, tourné par le réalisateur Igor Savtchenko d'après cette même pièce de théâtre, parut sur les écrans en avril 1941.

Le culte soviétique de Khmelnytsky, initié la veille de la Seconde Guerre mondiale, prit de l'ampleur durant les années de guerre. En octobre 1943, lorsque l'offensive de l'Armée rouge atteint le territoire de l'Ukraine, une nouvelle distinction militaire soviétique fut créée: l'Ordre de Bohdan Khmelnytsky. Khmelnytsky est le seul personnage historique non russe à avoir fait l'objet d'un tel



Billet de 5 hryvnias à l'effigie de Bohdan Khmelnytsky, 2004.

honneur. De plus, son nom sur la médaille est écrit en ukrainien. Deux jours après l'apparition de la nouvelle distinction, la ville de Pereïaslav, dans laquelle avait eu lieu la célèbre Assemblée cosaque, fut rebaptisée Pereïaslav-Khmelnytsky. Peu après, l'Armée rouge entra dans la ville. Le 18 janvier 1944, le 290<sup>e</sup> anniversaire de la *Rada* de Pereïaslav fut célébré à l'échelle nationale.

Nikita Khrouchtchev, un des initiateurs du culte de Khmelnytsky pendant la guerre, eut la possibilité de le renforcer davantage lorsqu'il devint secrétaire général du Parti communiste. Le concept de « la réunification de l'Ukraine avec la Russie » devint l'élément clé du renforcement de ce culte. Khmelnytsky fut proclamé le plus grand héros de l'histoire ukrainienne qui, depuis son plus jeune âge, aurait rêvé de la fameuse « réunification ». En 1954, le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique approuva les « Thèses pour le 300<sup>e</sup> anniversaire de la réunification de l'Ukraine et de la Russie », qui devinrent l'interprétation obligatoire des accords de Pereïaslav pour tous les historiens soviétiques.

L'année 1954 représente l'apogée du culte soviétique de Bohdan Khmelnytsky. Des monuments furent érigés à travers toute l'Ukraine, des rues et des parcs reçurent son nom. À Soubotiv, l'église dans laquelle l'hetman avait été enterré fut reconstruite et la ville de Proskouriv fut rebaptisée Khmelnytsky.

Dans l'historiographie ukrainienne postsoviétique, la « guerre pour la libération du peuple ukrainien » est devenue la « révolution

nationale ukrainienne», dont le but était «la création d'un État indépendant et la réunification de toutes les terres ukrainiennes dans ses frontières». Dans le cadre de cette construction, les accords de Pereïaslav de 1654 se sont transformés en «une alliance militaire et politique forcée, mais indispensable, destinée à légitimer la création de l'État ukrainien». Cette image n'est rien d'autre qu'une variante du schéma soviétique, embellie de certains éléments issus des constructions de l'école «étatique» de l'entre-deux-guerres. Le caractère artificiel et idéologiquement conditionné de ce schéma sert à adapter le cliché soviétique de l'hetman aux nouvelles réalités socio-politiques. Il n'est donc pas surprenant que lors de l'introduction de la monnaie nationale – la hryvnia –, l'apparition de Khmelnytsky sur les billets de banque n'ait provoqué aucune polémique.

*Traduit du russe par Olga Fioretti*

#### **BIBLIOGRAPHIE**

GLASER Amelia M. (éd.) (2015), *Stories of Khmelnytsky. Competing Literary Legacies of the 1648 Ukrainian Cossack Uprising*, Stanford: Stanford University Press.

MÉRIMÉE Prosper (2007), *Bogdan Chmielnicki* (première édition 1865), Paris: L'Harmattan.

KACZMARCZYK Janusz (1988), *Bohdan Chmielnicki*, Wrocław: Wydawnictwo Ossolineum.

SMOLIJ Valerij, Valerij Stepankov (2013), *Bogdan Hmel'nic'kij*, Kyiv: Arij.

SYSYN Frank (1998), «The Changing Image of the Hetman: On the 350th Anniversary of the Khmel'nyts'kyi Uprising», *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, vol. 46, n° 4, pp. 531-545.

WEINRYB Bernard D. (1977), «The Hebrew Chronicles on Bohdan Khmel'nyts'kyi and the Cossack-Polish War», *Harvard Ukrainian Studies*, vol. 1, n° 2, (juin), pp. 153-177.

YEKELCHYK Serhy (2004), *Stalin's Empire of Memory: Russian-Ukrainian Relations in the Soviet Historical Imagination*, Toronto: University of Toronto Press.

## IVAN MAZEPA (1639-1709)

VOLODYMYR MASLIYCHUK

Ivan Mazepa est l'hetman ukrainien le plus connu après Bohdan Khmelnytsky\*. Il est même souvent considéré comme plus important et davantage romantisé que ce dernier. Par ailleurs, il serait difficile de trouver dans l'histoire ukrainienne un personnage aussi contradictoire que lui. Pendant les événements de 1708-1709, Mazepa a été frappé d'anathème par le patriarcat orthodoxe de Moscou. Son nom est devenu synonyme de traître et d'hypocrite. Néanmoins, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, Mazepa devient un symbole de la lutte pour la liberté de l'Ukraine, fût-ce au prix d'une trahison, pourvu que cela favorise une noble cause. De telles personnalités ont été une aubaine pour les écrivains romantiques, tel Heinrich von Kleist (avec Hermann dans *La Bataille d'Arminius*, 1808), ou Adam Mickiewicz (*Konrad Wallenrod*, 1828). On retrouve un Mazepa romantique dans la poésie de Lord Byron (*Mazeppa*, 1819) et dans *Poltava* (1828) d'Alexandre Pouchkine. Au fil du temps, le nom de Mazepa a acquis une connotation politique. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les acteurs du mouvement national ukrainien étaient déjà qualifiés de « mazepistes », en allusion à leur infidélité envers le gouvernement russe et au caractère secret et « séparatiste » de leurs activités. Si les Russes considéraient Mazepa comme un « traître » et un individu double, les Ukrainiens commençaient en revanche au même moment à percevoir Mazepa comme un souverain instruit s'étant opposé à l'agression russe, comme un patriote et un symbole de la lutte pour l'indépendance. Cette tendance était déjà perceptible durant les événements révolutionnaires et les guerres de 1917-1921.

Mazepa est plus connu en Europe que les autres hetmans ukrainiens. Plusieurs ouvrages lui ont, par exemple, été consacrés en Suède. Une biographie historique romancée écrite par Élie Borschak

et René Martel est parue en français en 1931. Pour certains auteurs, son alliance avec le roi suédois Charles XII contre le tsar russe Pierre le Grand témoigne « du choix européen » de l'Ukraine et de son désir de se libérer de l'autocratie russe. Les contacts de l'hetman Mazepa avec les aristocrates polonais, sa connaissance des langues et des coutumes européennes, sa capacité à s'entendre avec des personnalités militaires et politiques constitue aujourd'hui encore le charme de Mazepa comme dirigeant d'envergure européenne. En URSS en revanche, on a présenté Mazepa comme « un ennemi du petit peuple ukrainien », un traître et une personne aux qualités morales douteuses. En réalité, Mazepa était une personnalité complexe, qui a suscité aussi bien l'admiration que l'indignation de ses contemporains. Sa personnalité et son activité sont caractéristiques de l'espace est-européen, où les « loyautés » des individus sont multiples et les bifurcations du destin nombreuses.

#### **IVAN MAZEPA : LE CHEMIN VERS L'HETMANAT**

Le futur hetman est né vers 1639 dans la famille de Stepan Mazepa, un gentilhomme polonais de confession orthodoxe, proche des cosaques. S'il n'est pas sûr qu'Ivan Mazepa ait étudié à l'Académie Mohyla de Kiev (Kyiv), il l'a beaucoup soutenue plus tard. Il semble être parti étudier à Varsovie lorsqu'il était jeune et a rapidement pris du service à la cour du roi Jean II Casimir Vasa (Jan Kazimierz Waza). Cette période de sa vie est entourée d'énigmes et de légendes romantiques. Selon une version, c'était un duelliste, et il se querrela avec un courtisan nommé Jan Chryzostom Pasek. Un jour, il tira l'épée à la cour royale – ce qui était interdit – et, puni, fut éloigné. La seconde version, plus romantique, du renvoi de Mazepa de la cour royale, évoque sa liaison avec l'épouse d'un des gentilshommes polonais. Ce dernier, après avoir surpris Mazepa en flagrant délit d'adultère, l'aurait attaché, nu, sur le dos d'un cheval qui l'emporta loin – à l'est, vers « les steppes sauvages ». L'image de Mazepa, nu, sur le cheval au galop est une des préférées des écrivains : elle a inspiré George Byron, Juliusz Słowacki, Victor Hugo et Bertolt Brecht.

Une partie de l'historiographie russe reproche jusqu'à aujourd'hui à Mazepa son éducation jésuite, son service à la cour de « l'ennemi des cosaques », sa maîtrise du polonais, « sa politique » (de bonnes manières et un comportement raffiné en présence des membres de

la famille royale), ainsi que son ignorance des aspirations du petit peuple.

Au début des années 1660, Mazepa rentre dans son pays natal, épouse la veuve Hanna Frydrykevych et, grâce au soutien de la famille de sa femme, continue à servir, cette fois-ci l'hetman de l'Ukraine de la rive droite Petro Dorochenko. Ce dernier, aidé par le khanat de Crimée\* et l'Empire ottoman, cherchait à s'opposer à la République polono-lituanienne\*. Si la biographie de Mazepa est une suite de mystères, par la suite, les historiens ont souvent évoqué son absence de scrupules. En effet, après avoir abandonné la cour du roi polonais, il se met immédiatement au service de son pire ennemi. Cependant, en 1669, au moment où Mazepa entrait au service de Dorochenko, Jean II Casimir avait déjà abdiqué et s'était retiré en France.

La carrière de Mazepa fut une réussite. Après avoir dirigé la garde de l'hetman, il devint son secrétaire en chef. En 1674, alors qu'il effectuait une mission diplomatique pour Dorochenko et que, selon la coutume, il apportait des cadeaux – et en particulier des chrétiens captifs – au khan de Crimée, Mazepa fut capturé avec son entourage par les cosaques zaporogues\*. Selon les sévères lois frontalières qui prévoyaient la peine de mort pour le commerce ou le don de chrétiens aux musulmans, Mazepa risquait sa vie. Mais il fut gracié grâce à l'intervention d'Ivan Samoilovytsch, hetman de l'Ukraine de la rive gauche et ennemi de Dorochenko, ainsi que des autorités russes. Mazepa fut envoyé pour interrogatoire à Batouryn, la capitale de l'Hetmanat. Là, il finit par s'engager auprès de son sauveur.

Avant de reprocher à Mazepa un nouveau changement de souverain, il faut se rappeler que les officiers cosaques de l'entourage de Dorochenko passaient assez fréquemment sur la rive gauche pour rejoindre l'armée de Samoilovytsch, qui leur offrait alors de généreuses récompenses. Vassyl Kotchoubey et Iakiv Lyzogoub, devenus célèbres par la suite, avaient eux aussi servi Dorochenko et connaissaient bien Mazepa. Chercher à attirer de son côté les cadres cosaques éduqués et changer de souverain n'étaient pas une chose rare dans l'espace instable de l'Europe orientale.

Si Mazepa n'obtint pas immédiatement un poste élevé, il faisait tout de même partie de l'élite de la noblesse cosaque. Il exécutait certaines missions, diplomatiques et personnelles, en particulier celles qui concernaient les rapports de l'Hetmanat avec Moscou.

Il noua des relations avec la noblesse russe. Toutefois, selon la légende, lors de ses premières années en Ukraine de la rive gauche, le futur hetman vivait si pauvrement qu'il était incapable de cultiver le terrain qui lui avait été octroyé. Ce n'est qu'en 1682 que Samoïlovytch nomma Mazepa capitaine des cosaques. À cette époque, Mazepa jouissait déjà d'une reconnaissance et d'une autorité considérables auprès des officiers cosaques ainsi que du clergé orthodoxe. On sait également qu'il participa en tant que représentant du haut commandement cosaque au concile de Kiev en 1685, lors duquel Gedeon Sviatopolk-Chetvertynsky fut élu métropolite, ce qui marqua le début de la soumission de Kiev au patriarcat de Moscou. Les nobles moscovites avaient toutes les raisons de faire confiance à Mazepa.

En 1687, avec l'armée cosaque, l'État moscovite entama une campagne en Crimée. Mal organisée et coûteuse, la campagne échoua et après la retraite au camp de la rivière Kolomak, à la suite d'un entretien avec les chefs cosaques, le commandant Vassili Golitsyne rendit l'hetman Ivan Samoïlovytch responsable de cet échec. En réalité, la démarche du commandant russe ne faisait que mettre à nu les contradictions qui existaient dans les milieux politiques cosaques à ce moment : l'autoritarisme de Samoïlovytch et de sa famille, l'accroissement des inégalités sociales, l'amertume face aux réalités géopolitiques (l'Ukraine de la rive droite était dévastée), le renforcement du rôle de Moscou et sa politique agressive contre le khanat de Crimée voisin. À l'Assemblée des chefs cosaques à Kolomak, Ivan Mazepa fut élu nouvel hetman, non sans l'aide de Golitsyne.

#### **VINGT ET UNE ANNÉES À LA TÊTE DE L'AUTONOMIE COSAQUE**

La position du nouvel hetman n'était pas très enviable. Profitant de l'arrestation de Samoïlovytch et des déclarations démagogiques des autorités de Moscou, les basses couches de la société cosaque se mirent à massacrer leurs chefs. Le colonel Lazar Horlenko fut brutalement assassiné, et des émeutes eurent lieu dans l'Hetmanat. Par ailleurs, malgré l'arrestation d'Ivan Samoïlovytch et l'exécution de son fils Hrohorii, de nombreux chefs cosaques restaient proches de l'ancien hetman (en particulier, Daniil Apostol, à Myrhorod, Leonty Poloubotok, à Pereïaslav [Pereïaslav-Khmelnysky], et Mikhail Samoïlovytch, le neveu de l'hetman). Dès lors, la tâche de

Mazepa ne se limitait pas à calmer les troubles populaires, il devait également trouver un langage commun avec l'opposition existante. Il dut également faire des concessions importantes au gouvernement de Moscou en signant les articles de Kolomak (1687), qui supprimaient dans les faits les relations diplomatiques légales de l'Hetmanat.

La fin de l'Hetmanat de Samoïlovytch en 1687 est considérée par l'historien Nikolaï (Mykola) Kostomarov comme la fin de la « Ruine » – trente ans de conflits, de guerres externes et de guerres civiles auxquels le gouvernement « stable » de Mazepa mit un terme. L'opinion de Kostomarov n'est pas dénuée de fondement.

Une fois arrivé au pouvoir, Mazepa dut effectivement travailler dur : accepter la diminution de l'autonomie, réprimer les émeutes, exécuter une partie de l'opposition, en attirer une autre de son côté. Mazepa réussit l'impossible : il fut l'hetman ukrainien qui a tenu le sceptre (en l'espèce, la *boulava*, la masse d'armes cosaque) le plus longtemps (vingt et un ans), manœuvrant habilement entre les intérêts de l'Hetmanat et ceux du gouvernement tsariste d'un côté, et les intérêts des divers groupes de l'élite ukrainienne de l'autre. L'époque de Mazepa est en réalité l'âge d'or de l'Ukraine de la rive gauche. L'hetman finançait volontiers de ses propres fonds la construction des églises, le développement de l'imprimerie et des arts, il soutenait les aspirations des chefs de l'armée, contribuait à promouvoir le commerce et à renforcer les villes. Son époque fut marquée par une relative stabilité, qui contrastait avec la récente époque de « la révolution cosaque » et des guerres internes et externes.

Mazepa lui-même n'était pas un « enfant de la révolution », mais plutôt un représentant de la noblesse de la génération suivante, prête à faire des compromis. Déjà éloignée des classes sociales inférieures, cette nouvelle noblesse était en train de créer sa propre identité. Elle se préparait à léguer, d'une génération à l'autre, ses positions, son statut et sa fortune ; elle forgeait sa propre idéologie et une vision du monde conservatrice, qui visaient la pérennité et l'inviolabilité de ses droits. Le conflit avec Moscou, qui limitait ses « droits et libertés », était inévitable. L'hetman devint simplement le porte-parole de ce conflit.

Les évènements en Ukraine au début du XVIII<sup>e</sup> siècle s'inscrivent parfaitement dans le prolongement de la crise européenne du XVII<sup>e</sup> siècle : lutte de l'aristocratie locale contre la formation de

l'absolutisme, « fronde contre le roi », guerres civiles. Faute de forces propres, les rebelles de ces « frondes » cherchèrent le soutien des États plus puissants – une situation typique pour l'Ukraine depuis l'époque de Bohdan Khmelnytsky. Les États voisins passèrent par des processus similaires et firent apparaître sur la scène historique des personnalités brillantes (tels Stanislas [Stanisław] Leszczyński dans la République polono-lituanienne, Johann Reinhold von Patkul dans la région de la Baltique, François [Ferenc] II Rákóczi en Transylvanie, Dimitrie Cantemir en Moldavie).

Mazepa était un homme politique et donc un hypocrite de haut niveau. Le chroniqueur ukrainien Samiïlo Velytchko, qui le connaissait personnellement, l'appelait « Machiavel ». L'hetman savait convaincre et éviter des situations critiques, il maîtrisait les procédés rhétoriques, était polyglotte et lisait beaucoup. La littérature ukrainienne de cette époque glorifia Mazepa de maintes manières. Théophane Prokopovytch, l'un des principaux auteurs de cette période, recteur de l'Académie de Kiev, compara l'hetman au prince Vladimir (Volodymyr) de Kiev, qui avait apporté en 988 « la lumière de la doctrine chrétienne » dans ces terres. L'hetman menait une vaste correspondance personnelle, aussi bien avec les principaux fonctionnaires de la Moscovie qu'avec les nobles de la République polono-lituanienne. En ce qui concerne les stéréotypes ethniques, si on se fie à ses lettres, on pourrait qualifier l'hetman d'antisémite, en particulier après une dénonciation qu'un Juif converti, Petro Iatsenko, rédigea contre lui. Par ailleurs, la rhétorique de l'hetman, surtout à la fin de sa vie, fut la défense de la liberté et la lutte contre la tyrannie. Enfin, selon certains témoignages, Mazepa jouait des instruments de musique et composait des chants d'édification.

Malgré son caractère « éclairé », Mazepa exacerba les anciens conflits et les confrontations. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne la frontière méridionale de l'Hetmanat et de la *Sitch* zaporogue. Dans le sud de l'Ukraine existait une sorte de république cosaque – la *Sitch* zaporogue, qui donnait refuge à toutes sortes d'individus, aussi bien des volontaires que des fugitifs. Les relations entre la *Sitch* zaporogue et l'Hetmanat étaient ambiguës : dans les années 1660-1670, la *Sitch* avait imposé à son entourage une série de conditions politiques, tout en demeurant un îlot d'instabilité. Pendant les campagnes de Crimée, qui se déroulaient aux environs de la *Sitch*, l'État moscovite construisit plusieurs forteresses subventionnées par l'hetman Mazepa. Les querelles frontalières

étant constantes, les cosaques zaporogues ne voulaient pas voir la garnison de Moscou dans leur voisinage. Ils n'étaient pas non plus satisfaits de la politique russe concernant la Crimée, qui menaçait l'existence même de la *Sitch*. Pour les cosaques zaporogues, Mazepa était l'élément principal de cette politique. Les régiments cosaques du sud, ceux de Myrhorod, de Hadiatch, de Poltava, demeuraient eux aussi hostiles à l'hetman. En 1694, après avoir conclu un accord avec le khan de Crimée, l'imposteur Petro Ivanenko (Petryk) dirigea sa petite armée contre Mazepa – l'homme de Moscou – et lança un appel pour le renverser. Toutefois, Mazepa réussit à localiser les forces rebelles et à les battre. La participation des troupes de Mazepa dans les campagnes d'Azov ainsi que la prise de la forteresse turque Kazikarmen, située dans le cours inférieur du Dniepr, en 1695-1696, ne firent qu'approfondir l'instabilité frontalière.

La politique de l'hetman fut plus efficace sur le territoire ukrainien de la rive droite du Dniepr. Cette région, principal centre cosaque, relativement dévastée à la suite de nombreuses guerres – faisait partie de la République polono-lituanienne depuis la signature du Traité de paix éternelle signé avec la Moscovie en 1686. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, s'appuyant sur les conflits qui régnaient au sein de la République polono-lituanienne, Mazepa commença à introduire progressivement ses troupes sur la rive droite et à la contrôler de plus en plus. Le principal concurrent de Mazepa dans cet espace, le colonel Semen Paliï, fut arrêté par le gouvernement du tsar et envoyé en exil. Toute la politique de Mazepa avait pour but d'augmenter la puissance de l'hetman aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Elle fut largement couronnée de succès.

#### **LA DIMENSION UKRAINIENNE DE LA GRANDE GUERRE DU NORD**

Toutefois, la politique du gouvernement russe irritait les élites de l'État cosaque. Avec le début de la Grande Guerre du Nord, les troupes cosaques devaient partir servir Moscou dans la région de la Baltique ou sur le territoire de la République polono-lituanienne, loin de chez eux. Le jeune tsar Pierre I<sup>er</sup> s'était par ailleurs engagé à réformer les structures de l'État moscovite, et il s'efforçait d'unifier et de détruire les autonomies cosaques dans la zone frontière. La création d'une armée régulière et le mépris des nouveaux officiers supérieurs envers les cosaques et leurs chefs traditionnels, de nouveaux impôts et confiscations, l'envoi des cosaques aux travaux

de fortification et de construction de Saint-Pétersbourg, la nouvelle capitale russe, tout cela ne faisait qu'augmenter le mécontentement à l'égard du gouvernement russe.

Le principal enjeu de la Grande Guerre du Nord était l'hégémonie en Europe orientale. La Suède, qui, à la suite de la guerre de Trente Ans, contrôlait la région de la Baltique, s'opposa à l'appétit croissant de Moscou. Le déroulement de la guerre était incertain. En 1706-1707, le roi suédois Charles XII prit le contrôle des capitales de la République polono-lituanienne et avança ses troupes sur le territoire biélorusse. Les succès de Charles étaient impressionnants. L'hetman Mazepa entama alors une correspondance secrète avec le roi dans l'espoir de se libérer de la domination russe avec l'aide de l'armée suédoise.

L'une des pages les plus fortes de la biographie d'Ivan Mazepa, et qui est aussi une des plus tragiques de toute l'histoire ukrainienne, est la dénonciation de l'hetman par le général de justice Vassyl Kotchoubèï et par l'ancien colonel Ivan Iskra. Cette dénonciation, qui révèle les antagonismes politiques qui perduraient au sein de l'élite cosaque, éclaire aussi les relations de Mazepa et de Pierre I<sup>er</sup>. Cette question est d'ailleurs devenue l'un des sujets les plus importants dans la littérature historique ukrainienne. La dénonciation repose sur des rancunes personnelles. Mazepa était le parrain de Motrona, la fille du juge Kotchoubèï. Lorsque Motrona grandit, elle aurait eu une liaison avec l'hetman et se serait même enfuie de la maison pour le rejoindre. Les lettres d'amour de Mazepa à Motrona Kotchoubèï ont été conservées jusqu'à nos jours. Une liaison avec sa filleule est un péché grave pour un chrétien ; on peut y ajouter la grande différence d'âge ainsi que l'absence de consentement des parents. On ne peut pas non plus exclure que l'histoire de la liaison entre Mazepa et Motrona soit une rumeur malveillante, renforcée par des légendes. En 1707, Motrona Kotchoubèï était déjà mariée et, par conséquent, d'âge adulte. Un nombre important de mystères demeure dans cette histoire. En tout état de cause, Kotchoubèï et ses proches collectèrent du matériel compromettant contre l'hetman, assez pour l'accuser de trahison, et réclamèrent vengeance. La dénonciation fut remise au tsar. Comme ce dernier avait une confiance absolue en Mazepa, les dénonciateurs furent arrêtés et décapités publiquement aux alentours de Kiev.

Ces évènements ainsi que la proximité de l'armée suédoise exigeaient de l'hetman une action immédiate. Au même moment,

Charles XII renonça à son intention d'avancer dans la direction de Moscou, et en automne 1708, il décida de se rendre en Ukraine (qui n'était pas soutenue par l'armée russe) pour prendre ses quartiers d'hiver. Mazepa n'hésita pas à saisir sa chance. Le 24 octobre 1708, avec une poignée d'hommes, dont la majorité de l'élite cosaque, et une armée de 4000 hommes, il accueillit l'armée suédoise. Son passage du côté du roi de Suède est l'un des événements majeurs de l'histoire ukrainienne.

Pierre I<sup>er</sup> réagit rapidement. Une armée nombreuse fondit sur le nord de l'Ukraine. Un nouvel hetman obéissant, Ivan Skoropadsky, fut « élu » dans la ville de Hloukhiv/Gloukhov. L'Église orthodoxe, soumise à l'autorité impériale, refusa d'honorer Mazepa et le frappa d'anathème. Il fut comparé à Judas et fut accusé d'avoir préparé l'introduction du luthéranisme en Ukraine à la place de l'orthodoxie. On utilisa la tactique de la « terre brûlée » contre le roi suédois et l'hetman. Un grand renfort de troupes russes assiégea la ville de Batouryn, capitale de l'Hetmanat. À la suite d'une trahison, la ville fut prise. Selon la légende, tant les défenseurs que la population de Batouryn furent exterminés, et la ville fut brûlée. Pendant de nombreuses années, cela servit d'argument quant à la nature répressive du pouvoir impérial en Ukraine. La réputation de Mazepa en fut très affectée.

La répression de la fin de 1708 et la chute de Batouryn posent symboliquement l'Ukraine comme victime dans l'histoire. On tenta même de recréer Batouryn à l'époque du dernier hetman Kirill Razoumovski (Kyrylo Rozumovsky) (1750-1764), qui fut enterré dans l'une des églises de la ville. La gloire de la capitale de Mazepa ne laissa pas non plus indifférentes les générations suivantes. En 2005, la création d'un Musée de l'Hetmanat et la reconstruction de la forteresse en dehors de l'ancien emplacement commença à Batouryn, petit village de la région de Tchernihiv. Aujourd'hui, Batouryn est l'un des exemples les plus intéressants des lieux touristiques recréés.

La retraite d'hiver en Ukraine fut une erreur stratégique. En effet, Mazepa ne contrôlait pas la situation et ne bénéficiait pas de la confiance de la population. Après la promesse de l'amnistie annoncée par Pierre I<sup>er</sup>, des officiers et de simples cosaques commencèrent à abandonner Mazepa. La population locale n'était pas disposée à accueillir les Suédois, qui étaient protestants. Les forces russes menaient des attaques préventives et la tentative d'atteindre



Monument aux morts des soldats russes à la bataille de Poltava par N. Nikonov et A. Barivnov, 1894-1909. © Batsv.

Kharkov (Kharkiv) échoua. La seule force qui soutenait clairement l'hetman dans la lutte contre l'armée russe était les cosaques zaporogues, qui lui étaient encore hostiles il y a peu. Avec leur chef Kost Hordiïenko, ils rejoignirent Charles XII au printemps 1709. C'est dans cette situation difficile que débuta le siège de la ville de Poltava, place d'arme russe la plus au sud. Pierre avança son armée, renforcée de réserves, afin d'aider la garnison de Poltava.

La bataille de Poltava, qui se déroula le 9 juillet 1709, reste l'une des batailles les plus mystérieuses de cette époque. Vraisemblablement, ce ne sont pas la stratégie et la tactique qui jouèrent le rôle principal, mais l'état psychologique des armées. Celle de Charles XII et de Mazepa, épuisée et sans véritable soutien, abandonna honteusement le champ de bataille après une longue journée de combats. Le roi de Suède, avec les restes de ses troupes, et Mazepa, avec une poignée d'hommes, réussirent à traverser la steppe pour arriver en Moldavie, sur le territoire ottoman. Là, près de la ville de Galați (en Roumanie actuelle), l'hetman mourut dans la nuit du 22 septembre 1709. Après la mort de l'hetman, Pylyp Orlyk, qui



Billet de 10 hryvnias à l'effigie d'Ivan Mazepa, 2004.

était le secrétaire de Mazepa et son intime, fut élu hetman par les cosaques émigrés. L'aboutissement des activités de Mazepa et de son entourage fut certainement les « Traités et résolutions des droits et libertés de l'Armée zaporogue » de 1710, déclaration d'accord sur la création d'un État cosaque indépendant de l'Empire russe (« Constitution de Pylyp Orlyk » [*Konstitucija Pylypa Orlyka*]).

#### **MAZEPA COMME SYMBOLE DU MOUVEMENT UKRAINIEN**

Les historiens ukrainiens ont tendance à clore le XVII<sup>e</sup> siècle sur la bataille de Poltava et la mort dans l'émigration d'Ivan Mazepa. L'Ukraine cosaque se retrouva par la suite complètement coincée dans la politique est-européenne et russe. La question de l'abolition de l'autonomie cosaque n'était plus qu'une question de temps.

Pour des générations de militants du mouvement ukrainien, Mazepa est devenu un symbole de liberté et de volonté d'émancipation face à l'oppression impériale. Néanmoins, son nom reste assez controversé et l'Ukraine indépendante a mis du temps à ériger des monuments à son effigie (voir *Mémoire et monuments\**). Il reste qu'on observe une héroïsation croissante de Mazepa: il a été représenté sur les billets de 10 hryvnias après l'introduction de la nouvelle monnaie en 1996, et les manuels d'histoire lui consacrent une place importante. Il a aussi inspiré plusieurs films, notamment *Une Prière pour l'hetman Ivan Mazepa* [*Molytva za getmana Mazepu*] (2001)

de Iouri Illienko, une production originale et avant-gardiste, la première œuvre cinématographique à être entièrement financée par l'État ukrainien depuis la proclamation de l'indépendance. Toutefois, il faut attendre la présidence de Viktor Iouchtchenko (2005-2010) pour que Mazepa soit pleinement consacré comme le nouveau héros central de la proto-histoire de l'État ukrainien. Finalement, les événements qui ont suivi l'Euromaïdan de 2013-2014 ont encore renforcé le poids symbolique des actions de Mazepa à la fin de sa vie, tout autant que la tendance à son idéalisation, tant dans la société que dans les milieux officiels.

*Traduit du russe par Olga Fioretti*

#### **BIBLIOGRAPHIE**

BORSCHAK Élie, MARTEL René (1931), *Vie de Mazepa*, Paris: Calmann-Lévy.

JENSEN Alfred (1909), *Mazepa*, Lund: Gleerups.

OGLOBLIN, Oleksander (1960), *Getman Ivan Mazepa ta jogo doba [L'hetman Mazepa et son époque]*, New York: ODFFU, 1960.

SUBTELNY, Orest (1986), *The Domination of Eastern Europe, Foreign Absolutism and Native Nobilities*, Montréal: McGill-Queen's University Press.

TAIROVA-JAKOVLEVA, Tat'jana (2011), *Ivan Mazepa i Rossijskaja imperija. Istorija «predatel'stva» [Ivan Mazepa et l'Empire russe. Histoire d'une «trahison»]*, Moscou: Centrpoligraf.

# LÉNINE, LA « GRANDE-RUSSIE » ET L'UKRAINE

ROMAN SZPORLUK

À l'époque tsariste, il n'y avait pas de terme admis qui désigne la Russie sans la faire coïncider avec l'Empire russe. Comme le disait l'historien britannique Geoffrey Hosking, « La Grande-Bretagne *avait* un empire, mais la Russie *était* un empire. » Il continuait en soulignant qu'à la différence de l'Empire britannique, « l'Empire russe faisait partie de la métropole, et les “indigènes” étaient inextricablement mêlés aux Russes sur leurs marchés, dans leurs écoles et rues, comme ils le sont encore aujourd'hui. »

Hosking invoquait également l'ancien premier ministre russe Sergueï Witte qui notait, en 1910, que « depuis des décennies, nous faisons l'erreur de ne pas admettre que depuis l'époque de Pierre le Grand et de Catherine la Grande, il n'y a plus de Russie : il n'y a plus qu'un Empire russe ».

## **EMPIRE RUSSE ET NATIONALISME RUSSE**

Un texte de Lénine, *De la fertilité nationale des Grands-Russes [O nacional'noj gordosti velikorossov]*, publié dans l'émigration en décembre 1914 à Genève, montre que le leader bolchevique partageait cet avis. Non seulement Lénine fondait sa politique sur le caractère multinational de l'Empire russe, mais il reconnaissait aussi que les Grands-Russes et les Ukrainiens constituaient deux nations distinctes. Dans cet article, Lénine distingue la Russie en tant que nation (et potentiellement en tant qu'État) qu'il appelle *Velikorossia*, « Grande-Russie », de cet empire que tout le monde désignait à son époque comme « la Russie » (comme beaucoup le feront aussi plus tard avec l'Union soviétique). Lénine évoque le combat des démocrates



Timbre soviétique représentant la statue de Lénine à Kyiv (sculpteur Sergueï Merkourov), inaugurée en décembre 1946 et détruite en décembre 2013 lors du Maïdan. Le piédestal portait la citation : « Une Ukraine libre est possible dans l'union des prolétaires grands-russes et ukrainiens. » (Collection particulière.)

grands-russes pour une « libre et démocratique Grande-Russie » et la « fraternité prolétarienne de tous les peuples de Russie » dans leur lutte conjointe pour « la cause du socialisme ».

Il y avait donc d'une part la Grande-Russie, pays des Grands-Russes, et de l'autre une « Russie » où de nombreux peuples (dont les Ukrainiens) étaient sous le joug grand-russe. Condamnant le but d'une guerre déclenchée par l'État tsariste « pour étrangler la Pologne et l'Ukraine », Lénine reconnaissait sans équivoque l'Ukraine comme l'égal – et la victime – de la « Grande-Russie ». Il rejetait ainsi l'idée de « nation panrusse » promue par la majorité des hommes politiques russes de premier plan à l'époque. Il est clair que, pour Lénine, la « question russe », ou, plus précisément, la « question de la Russie » était le problème national central dans l'empire. Les idées formulées par Lénine dans cet article de 1914 expliquent sa politique en 1917-1922. Les décisions prises alors ont d'ailleurs créé les conditions politiques et intellectuelles des changements survenus à la fin du XX<sup>e</sup> siècle et qui conduisirent à l'avènement de l'État que nous connaissons depuis 1991 sous le nom de Russie.

Lénine débutait « De la fierté nationale... » en affirmant que le sentiment national n'était pas inconnu des « prolétaires conscients », même si les classes dirigeantes – propriétaires terriens et capitalistes – des nations occidentales développées invoquaient le principe des nationalités pour servir leurs intérêts de classe. « Le sentiment de la fierté nationale nous est-il étranger, à nous, prolétaires grands-russes conscients ? Évidemment non ! Nous aimons notre langue et notre patrie ; ce à quoi nous travaillons le plus, c'est à élever ses masses laborieuses (c'est-à-dire les neuf dixièmes de sa population) à la vie consciente de démocrates et de socialistes. » Pour Lénine, « nous, social-démocrates grands-russes [avons le devoir de] définir notre attitude envers ce courant d'idées » qu'est le nationalisme :

Pour nous, représentants de la nation dominante de l'extrême-est européen et d'une bonne partie de l'Asie, il serait inconvenant d'oublier l'importance considérable qui s'attache à la question nationale – surtout dans un pays que l'on appelle avec juste raison la « prison des peuples » – à un moment où, justement à l'extrême-est de l'Europe et en Asie, le capitalisme éveille à la vie et à la conscience tout un ensemble de nations « nouvelles », grandes et petites ; à un moment où la monarchie tsariste a mis sous les armes des millions de Grands-Russes et d'« allogènes » pour « régler » un ensemble de

questions nationales, conformément aux intérêts [...] des Goutchkov et des Krestovnikov, des Dolgoroukov, des Kutler, des Roditchev.

Face à ces représentants de la Russie réactionnaire, Lénine cite des personnes dont les Grands-Russes peuvent être fiers : « Radichtchev, les décembristes, les révolutionnaires-roturiers de 1870-1880 ; la classe ouvrière grand-russe [qui a] créé en 1905 un puissant parti révolutionnaire de masse ; le moujik [qui a] commencé à renverser le pape et le propriétaire foncier. » Il reprend les mots du « démocrate grand-russe » Tchernychevski sur la Russie, « Nation misérable, nation d'esclaves ; de haut en bas, tous sont esclaves », mais il souligne que la situation a changé : « Nous sommes tout pénétrés d'un sentiment de fierté nationale : la nation grand-russe a créé, elle aussi, une classe révolutionnaire, elle aussi a prouvé qu'elle est capable de fournir à l'humanité de grands exemples de lutte pour la liberté et pour le socialisme, et pas seulement de grands pogroms, des rangées de potences, des cachots, de grandes famines et une extrême servilité devant les papes, les tsars, les propriétaires fonciers et les capitalistes. »

Les opposants grands-russes au tsarisme devaient, poursuivait Lénine, combattre pour l'établissement d'une « libre et démocratique Grande-Russie » qui deviendrait l'une des composantes de la nouvelle union des peuples libres de l'ancien empire tsariste :

... Et nous, ouvriers grands-russes, tout pénétrés d'un sentiment de fierté nationale, nous voulons à tout prix une Grande-Russie fière, libre et indépendante, autonome, démocratique, républicaine, qui baserait ses rapports avec ses voisins sur le principe humain de l'égalité, et non sur le principe féodal des privilèges qui avilit une grande nation. Précisément parce que nous la voulons telle, nous disons : on ne saurait au XX<sup>e</sup> siècle, en Europe (fût-ce l'Europe extrême-orientale), « défendre la patrie » autrement qu'en combattant par tous les moyens révolutionnaires la monarchie, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes de sa patrie, c'est-à-dire les *pires* ennemis de notre patrie [...] qu'en souhaitant au tsarisme la défaite dans toute guerre, comme un moindre mal pour les neuf dixièmes de la population de la Grande-Russie. Car le tsarisme non seulement opprime, économiquement et politiquement, ces neuf dixièmes de la population, mais il la démoralise, il l'avilit, la déshonore, la prostitue, en l'accoutumant à opprimer les autres peuples, en l'accoutumant à voiler sa honte sous des phrases hypocrites pseudo-patriotiques.

Lénine ne voyait pas la révolution triompher dans un avenir immédiat. Au contraire, il convenait que le tsarisme serait d'abord remplacé par « une autre force historique », à savoir le capitalisme grand-russe dont certains pensaient qu'il « fait œuvre de progrès en centralisant, en unissant économiquement de vastes régions ». Même si Lénine n'acceptait pas cet argument, il concédait que le capitalisme grand-russe pourrait réussir pour un temps :

Admettons même que l'histoire tranche la question en faveur du capitalisme impérialiste grand-russe contre cent et une petites nations [...] Nous ne sommes pas le moins du monde partisans absolus des petites nations ; nous sommes résolument, *toutes proportions gardées*, pour la centralisation et contre l'idéal petit-bourgeois des rapports fédératifs. Toutefois, même en ce cas, premièrement ce n'est pas notre affaire, ce n'est pas l'affaire des démocrates (à plus forte raison des socialistes) d'aider les Romanov-Bobrinski-Pourichkevitch à étrangler l'Ukraine, etc. [...] En second lieu, si l'histoire tranche la question en faveur du capitalisme impérialiste grand-russe, il s'ensuit que le rôle socialiste du prolétariat grand-russe sera d'autant plus grand.

[L]'épanouissement économique et le prompt développement de la Grande-Russie exigent que le pays soit délivré de la violence des Grands-Russes sur les autres peuples. [...]

[P]our la révolution du prolétariat, il faut éduquer longuement les ouvriers dans l'esprit de *la plus complète* égalité nationale et de la fraternité. Ainsi donc, c'est bien du point de vue des intérêts du prolétariat grand-russe qu'il faut éduquer longuement les masses dans l'esprit de la lutte la plus résolue, la plus conséquente, la plus courageuse, la plus révolutionnaire – pour l'égalité complète et le droit de libre disposition de toutes les nations opprimées par les Grands-Russes. L'intérêt de la fierté nationale [...] des Grands-Russes coïncide avec l'intérêt socialiste des prolétaires grands-russes (et de tous les autres). [...]

Les chauvins socialistes de chez nous – Plekhanov et les autres – s'avèreront des traîtres non seulement à leur patrie, à la libre et démocratique Grande-Russie, mais aussi des traîtres à la fraternité prolétarienne de tous les peuples de Russie, c'est-à-dire à la cause du socialisme.

Plusieurs articles écrits en 1914-1916 le confirment: en 1917 Lénine était arrivé à la conclusion que la question russe, c'est-à-dire le nationalisme russe, représentait le plus grand défi pour le mouvement révolutionnaire dans l'Empire russe. Ces articles déplacent l'accent que Lénine avait mis jusqu'en 1913 sur la critique des tendances « nationalistes » juive et ukrainienne dans le mouvement socialiste. À l'époque, il semblait considérer que ces tendances étaient aussi dangereuses pour la solidarité prolétarienne que l'étaient les tendances nationalistes grands-russes ou celles des nations établies et dominantes en Europe :

Chaque culture nationale comprend deux cultures nationales. Il y a une culture grand-russe des Pourichkevitch, des Goutchkov et des Strouve, mais il y a également une culture grand-russe caractérisée par les noms de Tchernychevski et de Plekhanov. Il y a les *deux mêmes* cultures chez les Ukrainiens, comme il y en a deux également en Allemagne, en France, en Angleterre, chez les Juifs, etc.

Incontestablement, il était simpliste sinon démagogique d'affirmer que « les *deux mêmes* cultures » (c'est Lénine qui souligne) existaient aussi bien en Ukraine et parmi les Juifs qu'en Allemagne et en France. Plus sérieusement, Lénine ne se risquait pas à expliquer à laquelle des deux cultures nationales appartenaient les paysans grands-russes et même s'ils étaient déjà devenus « nationaux ». En 1914, Lénine n'opposait plus la nation « des Pourichkevitch, des Goutchkov et des Strouve » à celle « de Tchernychevski et de Plekhanov », comme s'il s'agissait de données immuables. Dans un article intitulé « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » [*O prave nacij na samoopredelenie*], écrit au printemps 1914, plusieurs mois avant que la guerre n'éclate, Lénine admettait que le problème de la nationalité grand-russe était un phénomène si complexe qu'il représentait un danger particulièrement grave pour la cause du prolétariat. Lénine reconnaissait que le nationalisme grand-russe poursuivait son évolution selon « différentes phases ». « Avant 1905, nous avons connu presque exclusivement des national-réactionnaires. » Après 1905 apparurent les « national-libéraux » dont l'idéologie fut adoptée par « toute la bourgeoisie contemporaine ». Après les national-libéraux, Lénine prédisait qu'« il est inévitable qu'ensuite nous voyions apparaître des national-démocrates grands-russes ». De plus, poursuivait Lénine, ces national-démocrates s'efforceraient d'en appeler à la paysannerie,

peut-être avec succès. Comme nous l'avons remarqué, quand Lénine parlait de deux cultures en 1913, il n'abordait pas la possible orientation nationaliste de la paysannerie; en 1914, il reconnaissait que non seulement la bourgeoisie, mais aussi la paysannerie pourrait embrasser le nationalisme: « La démocratie prolétarienne doit, dès à présent, tenir compte du nationalisme des paysans grands-russes [...], et elle devra probablement en tenir compte assez longtemps encore. » Mais Lénine mettait en garde: il s'agissait d'en tenir compte « non pour lui faire des concessions, mais pour le combattre », au contraire.

De tous les nationalismes de l'Empire russe, c'était clairement le nationalisme grand-russe qui s'avérait le plus dangereux pour la cause du prolétariat, et Lénine admettait qu'un nationalisme grand-russe *populaire* pourrait émerger. Sous ce rapport, il faut noter qu'il envisageait que les Grands-Russes suivent les Polonais dans leur transition d'un nationalisme nobiliaire vers un nationalisme bourgeois, puis paysan: « C'est vers cela que l'on s'achemine aussi en Russie. » Pour Lénine, il ne s'agissait pas d'un changement de position vis-à-vis de la paysannerie; les bolcheviks n'avaient jamais « idéalisé » le paysan. Au contraire, « nous avons toujours fait et nous continuerons de faire une stricte distinction entre le jugement du paysan et ses préjugés, entre le démocratisme du paysan qui l'oppose à Pourichkevitch et la tendance du paysan qui le porte à s'accommoder du pape et du hobereau. » À l'automne 1916, juste quelques mois avant la Révolution de février, Lénine revint à l'idée selon laquelle la position de la paysannerie dans une quelconque révolution à venir n'était pas garantie. Il rappelait à ses lecteurs que « 1905 » avait été une « révolution démocratique-bourgeoise » à laquelle avaient participé « des masses aux préjugés les plus barbares, luttant pour les objectifs les plus vagues et les plus fantastiques ». L'important pour Lénine était qu'« objectivement, le mouvement des masses ébranlait le tsarisme et frayait la voie à la démocratie, et c'est pourquoi les ouvriers conscients étaient à sa tête ».

### RÉVOLUTION SOCIALE ET RÉVOLUTIONS NATIONALES

Lénine n'expliquait pas spécifiquement jusqu'à quel point « les ouvriers conscients » avaient vraiment dirigé un mouvement populaire dans lequel, selon son propre aveu, les masses poursuivaient des objectifs très vagues et fantastiques. En revanche, il utilisait la mémoire de 1905 pour montrer en général ce qu'une révolution sociale était ou n'était pas:

Croire que la révolution sociale soit *concevable* sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., c'est *répudier la révolution sociale*.

Lénine se moquait ainsi de ceux qui pensaient qu'on pouvait exclure les révoltes nationalistes des révolutions sociales et qu'existerait une révolution sociale dans laquelle un côté affirmerait « Nous sommes pour le socialisme », et l'autre « Nous sommes pour l'impérialisme. » Il illustre son propos en faisant référence au soulèvement irlandais qui avait éclaté à la Pâque 1916 : « C'est seulement en procédant de ce point de vue pédantesque et ridicule qu'on pouvait qualifier injurieusement de "putsch" l'insurrection irlandaise. » Pour Lénine, il suffisait que de tels mouvements populaires déstabilisent le système auquel lui-même s'opposait : « Nous serions de piètres révolutionnaires, si, dans la Grande Guerre libératrice du prolétariat pour le socialisme, nous ne savions pas tirer profit de tout mouvement populaire dirigé contre tel ou tel fléau de l'impérialisme, afin d'aggraver et d'approfondir la crise. »

Cette dernière citation permet de comprendre pourquoi Lénine, mieux que tout autre dirigeant politique russe, a pu répondre à l'émergence de l'Ukraine comme problème majeur après février 1917. Elle montre aussi le sens des réalités de Lénine si on le compare à celui d'autres révolutionnaires du temps. Comme le rappelle Andrea Graziosi, en 1916, Gueorgui Piatakov, Evguenia Bosch et Nikolai Boukharine avaient élaboré une plateforme politique qui non seulement méconnaissait la question nationale, mais niait la possibilité de créer de nouveaux États nationaux.

Lénine ne fit pas la même erreur. Il avait réalisé que l'opposition à la guerre qu'il avait professée en 1914 ne provoquerait pas une révolution socialiste du prolétariat à l'échelle européenne. Il avait compris que la seule révolution européenne qui avait effectivement lieu était une révolution des nationalités dont le soulèvement irlandais était un exemple; et la tâche des révolutionnaires prolétariens était de manipuler ces révolutions de façon à ce qu'elles servent la cause du socialisme. Lénine s'attendait à de nouvelles révolutions nationalistes à l'est de l'Europe, y compris dans l'Empire russe; et il reconnaissait que les mouvements nationalistes rendraient la

tâche des révolutionnaires prolétariens bien plus difficile en Russie. Cependant, plutôt que d'ignorer la «nationalisation des masses», Lénine demandait aux socialistes prolétariens de chercher les moyens par lesquels les mouvements populaires pourraient servir la cause du prolétariat. Quand le tsarisme s'effondra soudainement quelques mois plus tard, Lénine savait ce qu'il fallait faire.

Cette nouvelle approche – plus réaliste et flexible – était en conformité avec les idées de Lénine sur le rôle des révolutionnaires professionnels ou sur le «socialisme scientifique» comme idéologie devant être apportée «de l'extérieur» au prolétariat (sans quoi, les ouvriers ne pouvaient développer qu'une «conscience trade-unio-niste» au mieux). La tâche du parti était d'élever les «masses ouvrières» à une «conscience sociale-démocrate» et d'éduquer les ouvriers «dans l'esprit de *la plus complète* égalité nationale et de la fraternité». Ces efforts pédagogiques étaient nécessaires, car «le tsarisme [...] démoralise, avilit, déshonore, prostitue» la population; sans les révolutionnaires, le tsarisme pourrait «l'accoutum[er] à opprimer les autres peuples, en l'accoutumant à voiler sa honte sous des phrases hypocrites pseudo-patriotiques». La flexibilité de Lénine n'impliquait donc aucune concession sur les principes; c'était un appel à éduquer, sinon à manipuler habilement, l'action des masses populaires.

La révolution se produisit en février 1917, plus tôt que Lénine ne le croyait, et avant que le capitalisme grand-russe n'ait eu l'occasion de remplacer le tsarisme par un «système plus progressiste», avant que les national-libéraux ou national-démocrates n'aient réussi à assurer leur pouvoir et avant que les paysans n'aient embrassé le nationalisme grand-russe. Comme la «libre et démocratique Grande-Russie» n'avait pas pu s'établir, Lénine passa à l'étape suivante: «La fraternité prolétarienne de tous les peuples de Russie» devait prendre le pouvoir pour la «cause du socialisme». De la même façon que le Parti bolchevique n'était pas un parti grand-russe, mais représentait le prolétariat de toutes les nationalités de l'ancien Empire russe, le gouvernement de Lénine ne se considérait pas comme celui de la Grande-Russie. En effet, après avoir pris le pouvoir, Lénine s'attendait à ce que la révolution socialiste s'étende à d'autres pays et il considérait les nations et le nationalisme comme un phénomène que les révolutionnaires prolétariens pouvaient utiliser dans leur lutte pour le socialisme. Par conséquent, Lénine pouvait proposer aux nationalités des compromis qu'aucun autre homme politique russe n'était prêt à faire. À cet égard, les relations russo-ukrainiennes étaient un champ privilégié. Comme

l'écrivit Serhii Plokyh, en 1917, les bolcheviks acceptèrent « non seulement en paroles, mais aussi en actes que la nationalité panrusse soit divisée en trois nations distinctes : russe, ukrainienne et biélorusse ». C'était un « tournant décisif dans le démantèlement de la Russie impériale ».

Il ne fallut pas longtemps pour que les Ukrainiens découvrent ce que la reconnaissance de l'Ukraine signifiait en pratique : les bolcheviks n'entendaient pas plus respecter l'indépendance de l'Ukraine qu'ils n'avaient respecté celle de la Russie, ainsi qu'on l'avait vu lors du renversement violent du Gouvernement provisoire, puis de la dissolution de l'Assemblée constituante. L'Ukraine que voulait Lénine devait être une République soviétique, formellement égale à la Russie, mais gouvernée par des responsables locaux du même parti bolchevique. Néanmoins, dans ces temps troublés de guerres et de révolutions (voir Révolutions et guerres, 1917-1921), ce type de concession « rapprocha les autorités bolcheviques des leaders du mouvement national ukrainien ». Comme le souligne Serhii Plokyh, dans les années 1920, cela permit à Mykhailo Hrouchevsky de rentrer en Ukraine en 1924 et d'y travailler plusieurs années.

Si l'on se souvient que Lénine considérait que les idées et les actions « fantastiques », « inconscientes » ou « semi-conscientes » des masses aidaient néanmoins à la révolution, on comprend pourquoi il était prêt à un accord avec la gauche ukrainienne (comme avec les *borotbistes*, les socialistes-révolutionnaires de gauche ukrainiens) : il poursuivait le but stratégique de vaincre l'ennemi principal, à savoir les Russes blancs. Dans leur guerre contre la contre-révolution russe, les bolcheviks avaient besoin de former « un bloc avec la paysannerie ukrainienne », et le soutien de Lénine aux *borotbistes* servait cet objectif.

Quel que fût le gain que leurs « partenaires » ukrainiens aient pensé y trouver, la majorité des dirigeants du nouveau régime bolchevique considérait les garanties données aux nationalités (dont principalement la reconnaissance de l'indépendance des Républiques soviétiques comme l'Ukraine) comme des concessions temporaires. Dès 1919, ils exigeaient qu'il ne soit établi qu'un seul État soviétique, russe de fait, avec Moscou pour capitale. Cette solution fut proposée par Staline et soutenue par d'autres leaders centraux du parti. La seule opposition sérieuse fut le fait de Lénine. Staline présenta de nouveau son plan lors de la discussion de 1922 au sein du parti et entre les Républiques. Il voulait que l'Ukraine, la Biélorussie (Bélarus), l'Arménie et les

autres Républiques soient intégrées à la République socialiste fédérative soviétique de Russie, au titre de Républiques autonomes au sein de la RSFSR, avec le même statut que les Républiques autonomes bachkire et tatare. La proposition de Staline fut combattue par les communistes nationaux d'Ukraine et de Géorgie, mais surtout par Lénine qui écrivit : « Nous nous reconnaissons égaux en droit avec la R[épublique] S[ocialiste] S[oviétique] d'Ukraine, etc., et entrons avec elle sur un pied d'égalité dans une nouvelle Union, une nouvelle Fédération, "l'Union des Républiques soviétiques d'Europe et d'Asie" ». Du point de vue ukrainien, l'adoption de la proposition de Staline aurait signifié la restauration de la Russie impériale, même si cela eût été une Russie gouvernée différemment et avec une autre idéologie. Pour Lénine, en 1922, la construction du socialisme en Russie courait des risques nouveaux et inattendus. L'égalité de l'Ukraine et des autres Républiques avec celle de Russie était un moyen de contrôler la résurgence du nationalisme grand-russe.

## CONCLUSION

L'éclatement de l'URSS en décembre 1991 fut une grande surprise. Pour l'expliquer, on a mis en exergue le Traité d'Union de 1922 qui reconnaissait le droit des Républiques à faire sécession. Néanmoins, ce « droit » n'avait pas été pensé pour donner la possibilité à la Russie de quitter l'Union soviétique. Or, l'avènement d'une Russie indépendante a joué le premier rôle dans l'éclatement de l'État soviétique. On n'avait pas compris que le problème de nationalité le plus grave dans l'Empire russe, puis en URSS, était le problème russe, ou plus précisément, le problème grand-russe. Lénine en était conscient, car il savait, comme l'écrit Dominic Lieven, que « même en 1914, les Russes ne formaient pas véritablement une nation ».

La « question russe » n'a pas été résolue pendant la période soviétique. Pour Jerry F. Hough, c'est « en définitive la Russie qui a mis fin à "l'Empire russe" en faisant sécession ». Effectivement, c'est la Russie qui, conjointement avec l'Ukraine et la Biélorussie, a dénoncé en décembre 1991 l'accord de 1922 formant l'URSS. En novembre 1990, c'était déjà le chef d'État russe qui avait signé un traité avec l'Ukraine à l'occasion d'une visite officielle à Kiev (Kyiv).

Si la solution apportée par Lénine à la question russe (la reconnaissance de l'Ukraine comme nation et le rejet d'une nation panrusse) n'a pas provoqué d'éclatement, nous pouvons conclure

rétrospectivement qu'elle favorisa une dissolution pacifique quelles qu'en furent les causes. Bien qu'il ait voulu une Ukraine et une Russie soumises au parti bolchevique et pas plus indépendantes l'une que l'autre, le gouvernement de Lénine fut néanmoins le premier à reconnaître l'Ukraine comme un État indépendant égal à la Russie. Il y a ici une profonde ironie historique et un vrai paradoxe : c'est l'idéologue du communisme et de l'internationalisme prolétarien, fondateur d'un système totalitaire, qui a modelé les relations entre la Russie et l'Ukraine de cette façon.

On peut se demander comment est né, chez Lénine, le rejet d'une « nation panrusse » et l'idée que Grands-Russes et Ukrainiens formaient des nations séparées : on lui avait sûrement appris l'inverse à l'école. Un étudiant en histoire ukrainienne qui lirait « De la fierté nationale... », écrit en 1914, se dirait que cet article est postérieur à celui publié en 1904 par Mykhaïlo Hrouchevsky sous le titre « Le schéma traditionnel de l'histoire "russe" et le problème de la segmentation rationnelle de l'histoire des Slaves orientaux » [*Zvičajna shema « russkoï » istorii j sprava racional'nogo ukladu istorii shidnogo slov'jans-tva*]. Sans qu'on puisse savoir si Lénine avait lu Hrouchevsky (ou s'il en avait entendu parler par un de ses camarades de parti, par exemple l'historien Mikhaïl Pokrovski), ne serait-on pas fondé à conclure que sa position politique sur le problème Ukraine-Russie faisait écho au schéma de Hrouchevsky ? Notons enfin que les travaux des historiens des relations ukraïno-russes n'abordent pas ou peu les conceptions de Lénine sur cette question avant 1917, malgré le rôle capital qu'il joua dans l'histoire de l'Ukraine entre 1917 et 1922.

*La version originale de ce texte, comprenant des références bibliographiques complètes, a été publiée sous le titre « Lenin, "Great Russia," and Ukraine », dans Harvard Ukrainian Studies, vol. 28, n° 1-4, 2006, pp. 611-626.*

*Les citations de Lénine sont adaptées de la quatrième édition des Œuvres de Lénine publiées en français conjointement aux Éditions du Progrès et aux Éditions Sociales en 1976.*

**BIBLIOGRAPHIE**

GRAZIOSI Andrea (2000), *A New, Peculiar State: Explorations in Soviet History*, Westport / Londres : Praeger.

HOSKING Geoffrey (1997), *Russia: People and Empire 1552-1917*, Cambridge (MA) : Harvard University Press.

HOUGH Jerry F. (1997), *Democratization and Revolution in the USSR, 1985-1991*, Washington : Brookings Institution Press.

LEWIN Moshe (2015), *Le dernier combat de Lénine* (première édition 1967), Paris/Lausanne : Syllepse/Page 2.

LIEVEN Dominic (2000), *Empire: The Russian Empire and Its Rivals*, New Haven : Yale University Press.

MARTIN Terry (2001), *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca/Londres : Cornell University Press.

MILLER Alexei (2003), *The Ukrainian Question: The Russian Empire and Nationalism in the Nineteenth Century*, Budapest : Central European University Press.

PLOKHY Serhii (2005), *Unmaking Imperial Russia: Mykhailo Hrushevsky and the Writing of Ukrainian History*, Toronto/Buffalo/Londres : University of Toronto Press.

RENAULT Matthieu (2017), *L'empire de la révolution. Lénine et les musulmans de Russie*, Paris : Syllepse.

SMITH Jeremy (1999), *The Bolsheviks and the National Question, 1917-1923*, New York/Basingstoke/Londres : St Martin's Press/Macmillan Press.

SZPORLUK Roman (1991), *Communism and Nationalism: Karl Marx versus Friedrich List* (première édition 1988), New York/Oxford : Oxford University Press.

SZPORLUK Roman (2000), *Russia, Ukraine, and the Breakup of the Soviet Union*, Stanford : Hoover Institution Press.



## FELIX DZERJINSKI (1877-1926)

ÉRIC AUNOBLE

D'après les historiens Dina Khapaeva et Nikolai Kopussov, Felix Dzerjinski fut le premier des « demi-dieux » du panthéon soviétique : de 1919 à 1990, il fit l'objet des plus forts tirages d'hagiographies, juste derrière Lénine et Staline. Entre les deux « guides », Dzerjinski occupe une position médiane dans le champ mémoriel. Si Staline a largement disparu de l'espace public après 1956, alors que Lénine y a encore sa place, excepté en Ukraine, la chute symbolique de Dzerjinski a eu lieu au moment charnière de la dislocation du bloc soviétique et de l'URSS. Ses statues sont détruites en novembre 1989 dans le centre de Varsovie et en août 1991 devant le siège du KGB à Moscou. En abattant l'effigie du fondateur de la *Tcheka*, il s'agissait de tourner définitivement la page d'un communisme assimilé à ses organes de répression. Toutefois, aujourd'hui que l'État russe, dirigé par un ancien *guédiste*, met la préservation de l'ordre au premier plan, on évoque régulièrement la remise en place de la statue.

Incarnation de la violence d'État soviétique et de ses usages mémoriels, la figure de Dzerjinski pose d'autres questions intéressantes pour comprendre le régime né en 1917, son évolution et son legs : comment un homme issu de la noblesse polonaise a-t-il pu devenir un des dirigeants de la Russie rouge ? Comment faire coïncider l'image d'un des pères du « totalitarisme communiste » avec celle d'un proche de Rosa Luxemburg, socialiste plutôt libertaire ? Jusqu'à nos jours, le parcours de Dzerjinski interroge l'engagement révolutionnaire, les débats européens sur le socialisme et la question nationale, les rapports polono-russes ainsi que la continuité de la mémoire et des pratiques coercitives en Russie-URSS.



Feliks Dzierżyński  
(timbre polonais, 1977 ;  
collection particulière).

### DE FELIKS DZIERŻYŃSKI À FELIX EDMUNDOVITCH

Dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, dans l'Empire russe, de nombreux jeunes gens de bonne famille font le choix de sacrifier la perspective d'une vie confortable à la lutte contre un ordre politique et social qu'ils trouvent injuste. Les Polonais abhorrent d'autant plus le tsarisme qu'après la répression par les Russes de l'insurrection de 1863, ils subissent toujours une politique de russification. Dans le petit domaine familial de Lituanie (situé aujourd'hui sur le territoire du Bélarus), le jeune Feliks Dzierżyński est bercé dans un sentiment de révolte patriotique, mais aussi de foi dans le progrès : c'est le legs d'un père, diplômé ès sciences à Saint-Pétersbourg qui avait fait sa carrière dans l'Éducation en Russie. Au lycée – russifié – de Wilno (Vilnius), où Józef Piłsudski\* est son aîné de dix ans, Feliks commence à fréquenter les cercles contestataires, d'abord catholiques et nationalistes, puis de plus en plus socialistes et marxistes. Après la mort de sa mère, en 1896, il s'engage à corps perdu et quitte le lycée avant d'en être exclu pour sédition.

Dès lors, comme Piłsudski, Lénine et bien d'autres, Feliks est un révolutionnaire professionnel que ses camarades connaîtront sous divers pseudonymes : Jacek, Franek, l'Astronome, etc. Ces efforts de « conspirativité » répondent aux persécutions de l'Okhrana, la police politique du tsar. Entre 1897 et 1917, il passe dix ans en détention. Il a été arrêté six fois, mais il est parvenu à trois reprises à s'évader de son exil sibérien. En revanche, il n'échappe pas aux mauvais traitements en prison, particulièrement dans la sinistre « 10<sup>e</sup> section » de la Citadelle de Varsovie. Néanmoins, la tuberculose et le trachome n'auront raison ni de son insoumission aux autorités ni de son sens de l'entraide avec ses codétenus.

En liberté, Dzierżyński est un militant et un organisateur infatigable. À Wilno, à Kowno (Kaunas) puis à Varsovie, il construit des groupes marxistes parmi les ouvriers et gagne à la cause révolutionnaire de jeunes intellectuels comme Karl Radek (1885-1939). Cofondateur du Parti social-démocrate de Lituanie en 1896, il en organise la fusion avec les autres marxistes polonais au sein de la social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie (SDKPiL) en 1899. Toujours présent sur le terrain quand il n'est pas emprisonné, il en fait une organisation efficace, centralisée, mais fondée sur des cellules d'usine. Au sortir de la Révolution de 1905, après une série de grèves puissantes et de soulèvements violents en Pologne « russe », la SDKPiL compte 40 000 adhérents et talonne le Parti socialiste polonais (PPS) de Piłsudski, d'orientation plus nationaliste. Dans le déclin qui suit, Dzierżyński défend bec et ongles son organisation contre les *rozłamowcy* (scissionnistes) au sein de son propre parti.

Tous ces éléments, qui permettront aux Soviétiques d'écrire la biographie d'un parfait léniniste polonais ne dessinent qu'une moitié du portrait. Loin d'être sectaire, Dzierżyński sait que face à la répression, il faut faire front. Individuellement ou au titre de la SDKPiL, il collabore ponctuellement avec le PPS et le Bund, l'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie. Sa première fiancée était d'ailleurs la sœur de Mark Liber (Mikhaïl Goldman, 1880-1937), fondateur de ce parti. Et ce noble polonais d'éducation catholique avait appris le yiddish pour les mêmes raisons qu'il pouvait utiliser le russe : pour s'adresser à *tous* les ouvriers. C'est dire son opposition à tout nationalisme, et d'abord polonais. C'est pourquoi Dzierżyński travaille en bonne intelligence avec Rosa Luxemburg au sein de la SDKPiL : par foi dans une révolution socialiste prochaine, ils rejettent tous deux la revendication d'indépendance de la Pologne. Pour le reste, si Rosa est le « cerveau théorique » du parti, Feliks en est « l'âme organisationnelle » (Robert Blobaum). Grâce à son expérience de terrain, en 1905, le second fournit à la première la matière de sa brochure *Grève de masse, parti et syndicat* [*Massenstreik, Partei und Gewerkschaften*] (1906), qui marque « la polonisation de la gauche radicale allemande » (Jean-François Fayet) et secoue la quiétude de plus en plus réformiste du Parti social-démocrate allemand (SPD).

En situation de pivot dans le socialisme européen, Dzierżyński entretient aussi des relations étroites à l'est, avec le Parti ouvrier

social-démocrate de Russie (RSDRP). En 1906, la SDKPiL en devient une des composantes territoriales et nationales, au même titre que le Bund. C'est à ce moment-là seulement que Dzierżyński se rapproche d'une des deux tendances du RSDRP, les bolcheviks. En désaccord sur la question nationale (voir Lénine, la « Grande-Russie » et l'Ukraine\*), la question paysanne et la question syndicale, les partisans de Lénine et les marxistes polonais se retrouvent néanmoins dans la défense d'une politique intransigeante « d'indépendance de classe » contre toute conciliation avec la bourgeoisie libérale. Au comité central du RSDRP, Dzierżyński défend donc la politique de Lénine contre des militants dont il avait été proche à Wilno et qui sont désormais les leaders du menchevisme, tels Mark Liber et Iouli Martov.

Si Dzierżyński est désormais pleinement intégré au mouvement révolutionnaire *russe*, c'est dans une période de recul et de scissions : après les dissensions dans la SDKPiL, c'est le RSDRP qui éclate en deux partis concurrents en 1912. Dzierżyński n'aura guère le temps d'exprimer son désaccord avec cette situation provoquée par Lénine. En effet, il est de nouveau arrêté et subit sa détention la plus longue et la plus dure. En plus des avanies des gardiens, il subit l'évacuation précipitée de la prison quand les troupes des puissances centrales progressent en Pologne « russe » en 1914, puis les travaux forcés au bagne d'Orel. Il est libéré par la Révolution de février en 1917.

#### **FELIX EDMUNDOVITCH DEVIENT « FELIX DE FER »**

Sorti de prison, il veut d'abord s'adresser aux Polonais qui sont sur le sol russe – des centaines de milliers de soldats, d'ouvrières et d'ouvriers évacués –, pour en faire une force révolutionnaire à leur retour en Pologne. La perspective n'a rien d'absurde, car la communauté polonaise se politise rapidement dans l'effervescence russe et elle vire à gauche. À côté des courants conservateurs et nationalistes, les groupes de la SDKPiL se multiplient ainsi que ceux de la gauche du PPS qui avait rompu avec Piłsudski. Soudés par une commune opposition au Gouvernement provisoire russe, beaucoup de militants polonais se rapprochent des bolcheviks (l'historiographie communiste en comptera 1300). C'est à ce moment que la carrière politique de Dzierżyński bascule définitivement : en pleine crise de juillet 1917, le social-démocrate polonais

intègre le Comité central du Parti bolchevique russe, en même temps que l'ancien menchevik Léon Trotski.

Dès lors, le cursus des deux « nouveaux bolcheviks » présente des similitudes. Tous deux sont membres du Comité militaire révolutionnaire qui organise l'insurrection en octobre 1917. Tous deux sont les premiers *siloviki*, les « hommes des services de force » soviétiques, Dzerjinski à la tête de la *Tcheka* dès sa création en décembre 1917 et Trotski à celle de l'Armée rouge au printemps suivant. En 1920, Trotski est, de plus, commissaire aux Voies de Communication, alors que Dzerjinski occupera ce poste à partir de 1921. Après la guerre civile, l'économie devient un secteur clé. Dzerjinski prend la tête du Conseil suprême de l'économie nationale (VSNKh) en 1924 quand Trotski s'occupe des concessions d'activités aux capitaux étrangers à partir de 1925. Notons que, pas plus que Trotski, Dzerjinski n'hésite à s'opposer à Lénine : en 1918, il est « communiste de gauche » contre la paix de Brest-Litovsk. La promotion de tels « outsiders » au sein de l'élite bolchevique montre d'une part son ouverture, mais trahit aussi une pénurie de cadres fiables politiquement et techniquement capables.

Cette double contrainte pèse particulièrement sur la *Tcheka* ou « Commission extraordinaire panrusse pour la répression de la contre-révolution, de la spéculation et du sabotage ». Son titre indique l'étendue de ses attributions : au-delà des opposants politiques aux bolcheviks, sont visés les commerçants qui accaparent les denrées, les patrons qui lock-outent les ouvriers et les hauts fonctionnaires qui ont arrêté le travail à l'arrivée des nouveaux « commissaires du peuple » dans les ministères. Pourquoi avoir confié cette tâche à Dzerjinski ? Lénine pense qu'il est un « solide jacobin prolétarien » et qu'il sera « notre Fouquier-Tinville ». En même temps, il reconnaît que sa tâche est ingrate : « Voyez Dzerjinski, de quoi a-t-il l'air ? C'est dur ? bien sûr ! » Isaac Deutscher, un communiste polonais de la génération suivante, devenu oppositionnel puis historien, notera qu'il fallait « un homme aux mains propres pour faire ce "sale ouvrage" » et que Dzerjinski était « si totalement dévoué à la révolution, qu'il en devenait un fanatique ne reculant devant aucun acte de terreur ».

Or, la révolution paraît toujours en danger mortel : en juillet 1918, trois mois après le désarmement des milices anarchistes à Moscou, c'est le soulèvement des S-R de gauche contre les bolcheviks qui a des ramifications jusqu'au sein de la *Tcheka* ;

fin août, des S-R de droite assassinent le chef de la *Tcheka* de Petrograd et blessent Lénine à Moscou. La « Terreur rouge » est proclamée le 5 septembre. Elle prévoit d'« isoler les ennemis de classe dans des camps de concentration et de fusiller sur-le-champ tout individu impliqué [...] dans des complots ». Pour ce faire, on renforce la *Tcheka*, dont le pouvoir augmente au point d'empiéter localement sur celui de l'administration soviétique et même du Parti bolchevique.

L'institution qui prolifère indépendamment de tout cadre légal et même réglementaire est exemplaire de l'appareil bureaucratique qui se met en place au pays des Soviets. Elle est largement composée de militants issus des comités et conseils de l'an 17, lesquels sont encadrés par de vieux révolutionnaires ayant subi la répression. En 1918, 60 % des tchékistes de Moscou ne sont pas d'origine russe, mais d'autres nationalités de l'ancien Empire russe. Dzerjinski fait partie des quelque 14 % de Polonais. Son passé de prisonnier le rend peut-être sensible aux conditions de détention, mais aussi sans pitié pour les représentants de l'Ancien Régime. Enfin, sa haine des officiers ou des socialistes d'autres tendances n'a pu que s'aiguïser après l'assassinat sauvage de Rosa Luxemburg à Berlin en janvier 1919 par des Corps Francs aux ordres d'un gouvernement social-démocrate. Les contradictions de Dzerjinski reflètent celles de tous les tchékistes.

Homme d'organisation, Dzerjinski fait preuve d'un sens de la loyauté absolu vis-à-vis du Parti bolchevique, ce qui donne sens à ses prises de position politiques. En juillet 1920, avec Julian Marchlewski, il dirige le *Polrevkom* (Comité révolutionnaire provisoire polonais) mis en place lors de la contre-offensive de l'Armée rouge contre la Pologne. Les bolcheviks espéraient susciter un soulèvement dans le prolétariat et la paysannerie polonaise et avaient créé cet organisme composé de révolutionnaires polonais vivant sur le sol soviétique pour pallier la faiblesse du Parti communiste ouvrier de Pologne (KPRP) dans le pays. Pour Dzerjinski, la démarche est évidente tant la lutte révolutionnaire ne connaît pas de frontières pour lui. Mais, comme la défense de Varsovie contre les Rouges provoque un sursaut national et que l'initiative est un échec, les communistes polonais – dont Dzerjinski – garderont l'image d'agents de l'ennemi héréditaire russe.

Le même légitimisme de parti explique l'attitude de Dzerjinski dans les luttes intestines qui agitent le Parti bolchevique à partir de

1923, pendant la maladie de Lénine et après sa mort. Il soutient le clan regroupé autour de Staline au nom de la tradition des « vieux bolcheviks » contre les oppositionnels, dont Trotski est la figure emblématique. La rhétorique officielle de défense de « l'unité du parti » contre les « fractionnistes » fait écho à ses préoccupations. À cette occasion, le *Guépéou* (nouveau nom de la *Tcheka* depuis 1922) aide à bâillonner les contestataires, désormais au sein du parti. Nature tourmentée, Dzerjinski a néanmoins peur que ces tensions ne favorisent l'ascension d'un « dictateur, fossoyeur de la révolution ». Deux semaines après avoir exprimé ses craintes en privé, il meurt d'une crise cardiaque au sortir d'une réunion particulièrement violente du Bureau politique du parti, le 20 juillet 1926. Il avait 49 ans.

#### **LA BÉATIFICATION D'UN « SAINT BOURREAU » (ANDREÏ SINIAVSKI)**

Le défunt chef du *Guépéou* laisse l'image d'un stalinien irréprochable. Toutefois, Dzerjinski a d'autres atouts pour devenir un symbole du régime, et tout d'abord son rôle de fondateur de la police politique. Sa « vigilance révolutionnaire » est érigée en vertu, alors que l'histoire est présentée de plus en plus comme une série de conjurations qu'il a fallu déjouer. Les conjurations des S-R de gauche, puis des S-R de droite et le « complot des ambassadeurs » occidentaux (reconnu à demi-mot en 1932 par Bruce Lockhart dans ses *Mémoires d'un agent britannique*) forment une trame narrative dans laquelle s'inséreront toutes les oppositions réelles ou fantasmées au sein du parti, d'autant que la théorie stalinienne veut que les antagonismes s'exacerbent à mesure qu'on avance victorieusement vers le socialisme.

Cette lecture policière de l'histoire ne vaut toutefois pas louange des organes de répression en tant que tels. Si Dzerjinski est célébré comme le « chevalier de la Révolution », la *Tcheka* n'est que le « glaive du parti », c'est-à-dire un outil *du* pouvoir et non une source *de* pouvoir. Même au pire de la « Grande Terreur » de 1936-1938, jamais le NKVD (ex-*Guépéou*) ne fut autonome et ses sbires subirent à leur tour la répression, même au plus haut niveau (son chef, Nikolai Iejov est arrêté en 1938 et exécuté en 1940). C'est ici que la personnalité de Dzerjinski, sa loyauté et ses inquiétudes, ont une utilité discursive : il est bon de douter, car la répression ne doit pas devenir un but en soi, et seul le parti peut

en justifier l'usage et apaiser la conscience des bourreaux. Cela n'a rien d'une figure de style. On lisait dès 1922 dans une revue ukrainienne qu'il fallait « accept[er...] la *Tcheka*, la terreur et les exécutions seulement comme autant de tourments rédempteurs ». C'est pourquoi les carnets de prison de Dzerjinski sont publiés et régulièrement réédités en URSS : ils donnent l'idée des souffrances et de l'humanitarisme du fondateur de la police politique.

L'éthique professionnelle qui s'était formée dans la corporation des tchékistes ne se réduisait pas à des déchirements moraux, mais était censée incarner également des vertus éducatives d'efficacité et de perfectibilité. Dzerjinski avait parrainé dès 1922 une colonie d'enfants abandonnés à Bolchevo près de Moscou. Après sa mort, les tchékistes s'impliquent de plus en plus dans le suivi des mineurs, sachant que le vocabulaire des domaines éducatif et répressif – centré sur les notions de *correction* et de *rééducation* – était fort proche. Pour le pédagogue ukrainien Anton Makarenko qui est à la pointe de cette évolution, « les tchékistes, c'est avant tout une collectivité [qui] possédait les qualités mêmes que [...] j'avais voulu inculquer à la collectivité des colons ». En conséquence, il se lance dans un nouveau projet, « la commune Dzerjinski [...] fondée à la fin 1927, un an après la mort de F.E. Dzerjinski. La commune s'est construite et organisée grâce aux soins et à l'argent de l'équipe du *Guépéou* d'Ukraine ». Dans le cadre du plan quinquennal, la commune crée, en 1932, une usine à Kharkiv qui produira jusque dans les années 1990 des appareils photo de qualité sous la marque FED (pour *Felix Edmundovitch Dzerjinski*).

L'image de Dzerjinski que le pouvoir veut transmettre dans la culture populaire est facile à suivre dans son évolution grâce au cinéma. Dans *Lénine en 1918 [Lenin v 1918 godu]* de Mikhaïl Romm (1939), Dzerjinski coordonne l'action de la *Tcheka* contre un groupe de conspirateurs S-R, blancs et anarchistes qui essaient d'abord de prendre le Kremlin et, une fois leur plan déjoué par un tchékiste qui se sacrifie, tentent d'assassiner Lénine. On apprend qu'ils bénéficient du soutien des ambassadeurs occidentaux et de la complicité de Nikolai Boukharine et Gueorgui Piatakov, « communistes de gauche », mais aussi de celle de Grigori Zinoviev, Lev Kamenev et Léon Trotski. Quand le film sort, seul ce dernier a encore quelques mois à vivre avant de tomber lui aussi sur ordre de Staline.



Piotr Garlicki dans le rôle de Dzerjinski dans *Pas de signes particuliers* [*Osobyh primet net*] d'Anatoli Bobrovski (coproduction soviéto-polonaise sur un scénario de Ioulian Semenov, 1978), *Sputnik Kinozritelja*, n°9, 1979.

Il était non seulement contraire à la vérité, mais même à la logique de présenter Dzerjinski luttant contre les « communistes de gauche » dont il faisait partie, mais le cinéma soviétique pouvait faire mieux dans l'affabulation. Mikhaïl Kalatozov le prouva avec *Les Tourbillons hostiles* [*Vihri vraždebnye*] en 1953. On suit Dzerjinski

à partir de 1918, toujours en lutte contre un seul et même complot, du soulèvement des S-R de gauche à l'affirmation de l'opposition trotsko-zinoviéviste, en passant par les difficultés industrielles dans le Donbass en 1921. L'homme n'y apparaît pas comme un demi-dieu qui a encore besoin des conseils d'un guide, mais bien comme une divinité à part entière, capable de guider les jeunes héros en formation y compris dans leurs choix matrimoniaux. C'est dans ce cadre que sa polonité est évoquée une fois : il raconte son premier amour, une fiancée morte de la tuberculose, à qui il déclamaient des vers d'Adam Mickiewicz pendant qu'elle jouait du Chopin. C'est sensiblement à la même époque (1951) qu'une statue du héros ceint d'une cape de chevalier est inaugurée à Varsovie en présence de Viatcheslav Molotov et du maréchal Joukov.

Après de tels excès, la déstalinisation ramène Dzerjinski à des proportions plus justes et pousse à transformer certains traits du personnage en atouts scénaristiques : un révolutionnaire est un aventurier, un tchékiste est à la fois un policier et un espion. *Pas de signes particuliers [Osobyh primet net]* d'Anatoli Bobrovski (coproduction soviéto-polonaise sur un scénario de Ioulian Semenov, 1978) est un film d'aventure qui retrace une des évasions de Sibérie du héros et ses efforts pour échapper à la traque de l'*Okhrana* tsariste en Pologne. C'est la première partie d'un diptyque dont le second volet, *L'Échec de l'opération « Terreur » [Krah operacii « Terror »]* (Bobrovski, Semenov, 1980) lorgne vers le film d'espionnage (tout comme *Le Complot des ambassadeurs [Zagovor poslov]* de Nikolai Rozantsev, 1965). Ces films sont néanmoins l'occasion de faire passer des messages idéologiques de circonstance. Dzerjinski défend dans le premier la revendication d'indépendance de la Pologne contre Rosa Luxemburg. Dans le second, il rassure des « spécialistes bourgeois » qu'il veut gagner à la cause des Soviets : la *Tcheka* veille et ne laissera pas les anarchistes recommencer les pillages de 1917.

Comme les autres héros révolutionnaires, Dzerjinski est largement vidé de sa capacité d'évocation à la fin du « siècle soviétique » ou plutôt, il n'est plus que la divinité tutélaire du KGB. On comprend qu'il ait le premier fait les frais de l'ébranlement du système.

En février 1982, sa statue est dégradée à Varsovie deux mois après que le général Jaruzelski a banni le syndicat Solidarność\*. Elle est finalement détruite légalement en novembre 1989, quelques mois après le début de la « table ronde » qui entérine la fin du

monopole politique du Parti ouvrier unifié polonais (PZPR). Dès l'année suivante, on réédite à Cracovie *Dzierżyński, le « bourreau rouge »* [*Dzierżyński, « Czerwony kat »*] de Bogdan Jaxa-Ronikier, un opuscule sensationnaliste publié originellement en 1933. Aujourd'hui, Dzerjinski est régulièrement cité dans des listes de « traîtres », aux côtés d'autres « antihéros nationaux », selon l'expression d'Agnieszka Mrozik.

En ex-URSS, la situation est plus complexe et la figure de Dzerjinski est un bon sismographe des soubresauts d'un passé qui ne passe pas. La statue de la place de la Loubianka avait été abattue par la foule le 22 août 1991, juste après l'échec du putsch censé rétablir un pouvoir fort. Cet « acte fondateur pour la nouvelle Russie » (Etkind, 2004) marquait l'apogée de l'activisme de rue qui s'était affirmé avec l'approfondissement de la perestroïka. Ultérieurement, les difficultés de la vie quotidienne et les désillusions politiques ont eu raison de l'engagement civique dans les années 1990. En 2002, quand Iouri Loujkov, le maire de Moscou, a proposé de la remettre en place, il n'a provoqué l'indignation que des libéraux les plus radicaux et des orthodoxes les plus conservateurs. En somme, un espace s'était ouvert au *centre* pour un culte rénové, associé à l'image d'un État russe fort. Si la statue n'a en définitive pas (encore?) retrouvé son piédestal, le révolutionnaire internationaliste polonais est aujourd'hui devenu une idole mineure, mais menaçante du pandémonium poutinien.

**BIBLIOGRAPHIE**

BLOBAUM Robert (1984), *Feliks Dzierżyński and the SDKPiL. A Study of the Origins of Polish Communism*, New York: Columbia University Press.

ETKIND Alexander (2004), «Hard and Soft in Cultural Memory: Political Mourning in Russia and Germany», *Grey Room*, 16, pp. 36-59.

FAYET Jean-François (2007), «1905 de Varsovie à Berlin. La polonisation de la gauche radicale allemande», *Cahiers du monde russe*, vol. 48, n° 2-3, pp. 413-426.

KC PZPR. Zakład Historii Partii (1967), *Księga Polaków uczestników Rewolucji Październikowej 1917-1920* [Le livre des participants polonais à la Révolution d'octobre], Varsovie: Książka i Wiedza.

KHAPAEVA Dina et KOPOSSOV Nicolai (1992), «Les demi-dieux de la mythologie soviétique. Étude sur les représentations collectives de l'histoire», *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 47<sup>e</sup> année, n° 4-5, pp. 963-987.

LAUHLAN Iain (2015), «Young Felix Dzerzhinsky and the Origins of Stalinism», in Markku Kangaspuro et Vesa Oittinen (éds), *Discussing Stalinism: Problems and Approaches*, Helsinki: Aleksanteri Institute, pp. 93-113.

MROZIK Agnieszka (2013), «“Komuniści (nie) mają ojczyzny...” Wanda Wasilewska jako polska (anty) bohaterka narodowa» [«Les communistes [femmes] n'ont pas de patrie...?» Wanda Wasilewska en tant qu'(anti)héros national], *Studia Litteraria et Historica*, n° 2, pp. 528-554.

PLEHANOV A.M. (2007), *Dzerżinskij. Pervyj čekist Rossii* [Dzerjinski, le premier tchékiste de Russie], Moscou: OLMA Media Grupp.

RATKOVSKI I.S. (2017), *Dzerżinskij: ot Astronoma do Železnogo Feliksa* [Dzerjinski: De l'Astronome à Felix de fer], Moscou: Algoritm.

WERTH Nicolas (1991), «Qui étaient les premiers tchékistes?», *Cahiers du monde russe*, vol. 32, n° 4, pp. 501-512.

# SYMON PETLIOURA (1879-1926)

THOMAS CHOPARD

Symon Petlioura est l'une des premières figures historiques du nationalisme ukrainien au XX<sup>e</sup> siècle, l'une des plus importantes, et l'une des plus controversées aussi. À chacune des initiatives mémorielles à son sujet, en Ukraine et à l'étranger, son héritage divise. Toutefois, contrairement à d'autres figures du nationalisme ukrainien, son effigie est largement moins présente aujourd'hui dans les commémorations et l'espace public ukrainien. Autrement dit, l'héritage de Symon Petlioura embarrasse, sans que ce phénomène ne soit uniquement dû à un passé soviétique qui ne passerait pas.

Celui qui fut surtout journaliste avant la Première Guerre mondiale et la révolution devint, à partir de 1917, secrétaire puis ministre à la Guerre de la République populaire ukrainienne (UNR), avant de prendre la tête de son gouvernement, le Directoire, en 1919. Petlioura ne fut ainsi pas tant l'homme de l'indépendance proclamée en 1918 que celui de la guerre civile et de la défaite face à l'Armée rouge. Contraint à l'exil, il est assassiné en France, à Paris, le 25 mai 1926, par Samuel Schwartzbard, militant juif originaire d'Ukraine et proche des milieux anarchistes.

## **PETLIOURA ET LES POGROMS**

Dirigeant engagé dans la guerre civile, l'ataman en chef de l'UNR ne fut pas assassiné pour son antibolchevisme, mais, selon son meurtrier Samuel Schwartzbard, pour venger les victimes des pogroms qui dévastèrent l'Ukraine après 1917. Cette persécution, qui fit un million de victimes juives et plus de 100 000 morts, constitue la pire persécution antisémite avant la Shoah. Les armées de l'UNR en furent l'un des principaux coupables. En effet, au gré

des diverses estimations, les armées ukrainiennes indépendantistes ont fait, à elles seules, entre le quart et le tiers des victimes.

Le procès de Schwartzbard, qui se déroula à Paris en 1927, initia deux récits antagonistes qui perdurent jusqu'à aujourd'hui. Petlioura était contesté depuis la fin de la guerre civile dans son propre camp – à l'image de tout homme politique défait par la guerre. Toutefois, son assassinat le transforma immédiatement en icône nationaliste et en martyr dans les milieux exilés. On ne compte plus les brochures et les ouvrages d'hommage à sa personne publiés dans l'émigration, en France, en Amérique du Nord et jusqu'en Argentine, tandis que la bibliothèque ukrainienne de Paris porte son nom. Dans le camp adverse, Petlioura fut très tôt accusé non seulement d'avoir couvert les violences, mais aussi de les avoir suscitées. Les avocats de Schwartzbard et la campagne qui entourait le procès parvinrent à transformer la séquence judiciaire, non en procès du meurtre lui-même, dont l'accusé ne nia jamais être l'auteur, mais en un procès des pogroms et du Directoire ukrainien. Ce retournement fut efficace puisque Schwartzbard fut acquitté. Mais avec le procès, la question des pogroms s'est résumée à la question du degré de culpabilité d'un seul homme, devenu la métonymie de toute la République ukrainienne. L'accusation d'antisémitisme colle, depuis, indéfectiblement à la personne de Petlioura. Ses défenseurs répondirent à ces accusations par de véhémentes dénégations et un semblable réductionnisme : selon eux, les armées de l'UNR ne se rendirent jamais coupables de pogroms, ou alors ceux-ci furent le fait de marginaux ou de provocateurs, d'éléments bolcheviques infiltrés. Plus encore, toujours selon eux, par ses statuts et la création d'un Ministère aux affaires juives, l'UNR aurait totalement émancipé les Juifs et leur aurait conféré des droits inédits.

Avec les années, la polémique a déserté les prétoires au profit des milieux scientifiques, sans guère évoluer. Des historiens de l'émigration ukrainienne ont dressé un portrait de Petlioura en philosémite, mettant en avant quelques anecdotes et articles. Plus déterminant, on cite ses proclamations, pourtant inefficaces en leur temps, intimant de mettre fin aux violences antisémites, ainsi que les fonds débloqués pour venir en aide aux victimes. Toutefois, jusqu'à aujourd'hui, tout se résume à des considérations psychologiques, traquant la moindre déclaration ou la moindre décision relative aux Juifs avant et pendant la guerre, afin de souligner qu'il

n'eut jamais aucun penchant antisémite. Toute la politique juive de l'UNR se réduit à l'attitude de Petlioura. De ce point de vue, après l'indépendance de l'Ukraine en 1991, une large part des historiens ukrainiens ne fit qu'accentuer ce mouvement, déterrants le moindre document. Ce faisant, en défendant Petlioura, cet homme qui, selon Taras Hunczak, «personnifiait les idéaux et les aspirations politiques de l'Ukraine», ces historiens s'imaginent dédouaner l'ensemble des forces armées de l'UNR et plus largement le nationalisme ukrainien, dans un mouvement abusif de généralisation. Dans le même temps, ils n'omettent toutefois pas de trouver une explication à ces violences antisémites en arguant d'un vaste soutien des Juifs au bolchevisme. Ainsi, en reprenant à leur compte une accusation infondée située au cœur de l'antisémitisme, ils légitiment un antisémitisme pourtant nié dans un premier temps.

Dans l'autre camp de la polémique, certains auteurs, dans le sillage d'une historiographie juive précoce, se focalisèrent uniquement sur le pogrom de Proskouriv (Khmelnysky) de février 1919, qui fut un des pogroms les plus meurtriers (il fit 1600 victimes), et que certains historiens imputent à un ordre donné par Petlioura. L'argument fut repris par Saul S. Friedman dans un ouvrage dont le titre dévoile d'emblée la conclusion : *Pogromschik*, le pogromiste. Le style est vigoureux et la démonstration fragile ; surtout, elle s'appuie sur des documents introuvables.

Un historien américain, Henry Abramson, traduit récemment en ukrainien, a tenté de dépasser cet antagonisme mémoriel. Dans cette entreprise, Petlioura est central. L'étude précise des documents empêche en effet d'avancer que Petlioura a directement ordonné le déclenchement de violences antisémites. Abramson distingue dès lors une responsabilité directe dans l'organisation des pogroms et une responsabilité morale. En effet, estime l'historien américain, Petlioura, «en tant que chef de l'État», doit par définition être considéré comme comptable des actions des hommes placés sous son commandement. Responsable, mais pas directement coupable. Sous l'apparente posture de réconciliateur de mémoires antagonistes, c'est *in fine* le présumé d'une histoire politique où les hommes d'État dont le destin est exceptionnel sont responsables de tout et de tous, et les gouvernés réduits à une masse obscure et passive. Un historien polonais, Andrzej Kowalczyk, a accentué plus encore cet argument, parlant de «culpabilité métaphysique». Il reprend à son compte tous les arguments sur le philo-sémitisme

de Petlioura. Sa seule responsabilité serait de n'avoir pas arrêté le mal qui se perpétrait sous ses yeux, une situation que Kowalczyk compare à celle des Polonais confrontés à l'extermination des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Le parallèle est éclairant : il tend à faire des pogroms et plus généralement des ravages de la guerre civile un événement dont les Ukrainiens ne seraient de rien l'origine, sur lequel ils n'auraient eu aucune prise et qui serait entièrement provenu de l'étranger. La vie de Petlioura sert ainsi de prisme pour présenter les paisibles nations ukrainiennes, polonaises et juives victimes des velléités étrangères et d'une forme de destin implacable. L'écrasante majorité des violences antisémites fut toutefois le fait d'Ukrainiens, et parfois de voisins de longue date. Cette culpabilité morale ou métaphysique a ainsi l'avantage de s'épargner toute étude critique des divers courants du nationalisme ukrainien.

Nombre d'historiens ukrainiens déplorent régulièrement le manque d'une biographie de référence de Petlioura. Mais peut-être faudrait-il finalement cesser de se concentrer sur Petlioura. Car la focalisation sur sa seule personne fait écran à des questions plus complexes comme la participation massive de milliers d'officiers et de soldats de l'Armée ukrainienne aux violences antisémites, le refus de pans entiers de l'armée et des administrations de réprimer les pogromistes, ou l'imprégnation plus générale du nationalisme ukrainien par des motifs antisémites. Cette imprégnation a notamment conduit à l'organisation de pogroms en Ukraine occidentale à l'été 1941. Fin juillet, quelques semaines après l'invasion de la ville, le second pogrom de Lviv fut ainsi baptisé « Journées Petlioura » par les occupants nazis. De concert avec ces derniers, les nationalistes ukrainiens de l'OUN jouèrent un rôle décisif dans ces violences, perpétrées par les populations locales, et tout particulièrement par la police auxiliaire ukrainienne.

#### **PETLIOURA, DIRIGEANT ANTIBOLCHEVIQUE**

En France et à l'étranger, les organes soviétiques firent tout pour attiser la campagne de soutien à Schwartzbard. Une publication des éditions de la « Krasnaïa Gazeta » rendit compte en détail du procès. Maxime Gorki vint y témoigner. Un Petlioura antisémite serait-il donc purement une fabrication soviétique, comme le prétend une bonne part de l'historiographie ukrainienne actuelle ? Les efforts dans la campagne de soutien à Schwartzbard et dans

la transformation du procès en affaire publique furent en réalité principalement fournis par des milieux juifs souvent antibolcheviques, dont certains exilés d'Ukraine, déçus du bolchevisme comme du nationalisme ukrainien. Et la presse juive s'est montrée plus active et plus virulente que la presse procommuniste. Dès 1926, Schwartzbard fut toutefois présenté par la presse ukrainienne nationaliste non comme un vengeur juif, mais comme un agent soviétique manipulé par Moscou. On broda de toutes pièces un parcours passant par le Parti bolchevique, l'Armée rouge et la *Tcheka*. Cette légende tenace, qu'on retrouve dans les manifestations scientifiques autour du centenaire de 1917 comme dans le film historique *Le Journal secret de Symon Petlioura [Tajemnyj ščodennyk Symona Petljury]* d'Oles Iantchouk (2018), est infondée et n'est soutenue à ce jour par aucun document. Mais dans une large part de la littérature, y compris celle à vocation scientifique, Schwartzbard reste qualifié d'agent soviétique sans qu'aucun document ne soit venu confirmer cette accusation, en dépit des efforts et des contorsions de certains hagiographes de Petlioura. Schwartzbard fut proche des milieux anarchistes à Odessa pendant la révolution, membre de la Garde rouge, mais en aucune façon de l'armée ou de la police politique soviétique. Cette fabrication permet toutefois d'insérer Petlioura dans une lignée de dirigeants ukrainiens qui furent réellement assassinés par des agents soviétiques, dont Ievhen Konovalts en 1938 et Stepan Bandera\* en 1959. Cette distorsion perdure jusqu'à aujourd'hui et constitue un des fondements du martyrologue des nationalistes ukrainiens comme victimes des seules autorités soviétiques.

L'accusation d'antisémitisme n'était pas limitée aux seuls Juifs rescapés des pogroms ni à l'arène judiciaire française. Durant la guerre civile déjà, la presse et la propagande soviétiques accusaient constamment le Directoire, et Petlioura en particulier, d'organiser les violences antisémites en Ukraine. L'équation bolchevique était simple : l'antisémitisme était un héritage du tsarisme et, en ce sens, un trait marquant des contre-révolutionnaires. Accuser les indépendantistes ukrainiens d'antisémitisme visait donc à les camper dans la contre-révolution, à leur dénier le droit d'appartenir au mouvement révolutionnaire. Cet accollement qui vaut condamnation ne fut pas seulement employé contre Petlioura. L'anarchiste Nestor Makhno, actif dans le sud de l'Ukraine, fut qualifié de la même façon. Une des publications soviétiques autour du procès



Symon Petlioura  
et Józef Piłsudski  
dans un train  
des chemins de fer  
polonais (PKP)  
à Vinnytzia en 1920.

Schwartzbard dédie toute une section aux pogromistes. Le chapitre s'ouvre sur des photographies de Petlioura et de Makhno, suivies d'innombrables portraits et photos de groupe de pogromistes plus méconnus. Le but des bolcheviks n'était donc pas tant de faire la lumière sur les pogroms et d'en venger les victimes que de discréditer Petlioura comme dirigeant antibolchevique et, à travers lui, l'expérience de la République populaire ukrainienne.

Un film reflète tout particulièrement ce dessein: *Piłsudski a acheté Petlioura* [*P.K.P. / Piłsudskij kupil Petljuru*]. Le film, commandé en 1925, est réalisé par Aksel Loundine et Georguiï Stoboï. D'abord promis à une diffusion limitée, il sort en septembre 1926, quelques mois après l'assassinat de Petlioura, à grand renfort de publicités et après un montage chaotique. L'aubaine le fait bénéficier de quelques diffusions à l'étranger. Petlioura y est dépeint comme un imbécile et un pleutre, et il est présenté sur l'affiche avec un visage penaud, entouré de femmes dévoyées. Le film est autant une satire qu'un film de batailles que le montage rend incompréhensibles. L'argument politique au cœur du film est que Petlioura a trahi l'Ukraine en formant une alliance en 1920 avec la Pologne, par laquelle la République populaire ukrainienne concédait à la Pologne indépendante les régions d'Ukraine occidentale, anciennement austro-hongroises et finalement annexées à l'Ukraine soviétique après la Seconde Guerre mondiale. Selon ce raisonnement, seule l'URSS serait donc garante de l'intégrité de l'Ukraine. À l'inverse, une historiographie récente, essentiellement polonaise, y voit les préfigurations d'une alliance contre l'agression russe. L'accueil de Petlioura et des lambeaux défaits de son armée en Pologne en 1920 permet, quoique marginalement, d'envisager

autrement les relations polono-ukrainiennes que par les débats houleux qui opposent aujourd'hui récits nationalistes ukrainien et polonais à propos de la Seconde Guerre mondiale.

Avec l'avènement du pouvoir stalinien, la figure de Petlioura s'efface. La Seconde Guerre mondiale a rebattu les cartes et mis en avant d'autres acteurs. Le nom même de Petlioura est absent de la dernière édition de la *Grande Encyclopédie soviétique* [*Bol'saja sovetskaja enciklopedija*] en 1975. Seule demeure l'entrée pour la « Petliourovchtchina », le mouvement petliouriste, sommairement renvoyé à son caractère historique et antibolchevique. Seule l'*Encyclopédie soviétique ukrainienne* [*Ukrain'ska radjans'ka encyklopedija*] conserve sa trace : l'article qui lui est consacré en 1963 ne compte que quelques lignes, mais elles sont suffisantes pour décrire un « contre-révolutionnaire bourgeois nationaliste » et pour donner quelques dates clés de l'histoire du Directoire. D'anathème, « petliouriste » devient une anecdote.

#### **PETLIOURA ET LA « RÉVOLUTION UKRAINIENNE »**

Les controverses mémorielles se sont essentiellement jouées dans l'émigration avant de faire leur retour en Ukraine après 1991. Avec l'indépendance, Petlioura ne s'est pas pour autant imposé comme une figure majeure du panthéon national ukrainien. La présidence de Viktor Iouchtchenko a amorcé un tournant dans les politiques mémorielles. En effet, nouvellement élu, Iouchtchenko s'est rendu sur la tombe de Petlioura à Paris. Ce dernier figurait dans la liste des « combattants pour l'indépendance de l'Ukraine au XX<sup>e</sup> siècle », sanctionnée par la loi de 2005, aux côtés d'autres acteurs du Directoire et du nationalisme ukrainien au siècle passé. L'initiative présidentielle de 2006 d'ériger un monument à l'ataman en plein centre de Kyiv est toutefois restée lettre morte. Chaque initiative mémorielle tend à rejouer les polémiques précédentes. Ainsi que le note Viktor Savtchenko en introduction de sa biographie de Petlioura parue en 2004, celui-ci demeure enfermé dans des oppositions binaires, entre « caricature » et « icône » : révolutionnaire et contre-révolutionnaire, dictateur et démocrate, aventurier et dirigeant politique, traître et patriote, antisémite et défenseur des Juifs, etc. Il semble que pour cette raison, la figure de Petlioura continue d'embarrasser. Le 14 octobre 2017 a été inaugurée à Vinnytsia sa première statue commémorative (seul un buste en

son honneur avait été installé auparavant à Rivne en 2001). Cette initiative a réactivé les polémiques passées. Le Congrès juif mondial a critiqué vertement « la décision honteuse et regrettable de la mairie de Vinnytsia de célébrer le dirigeant nationaliste et antisémite Symon Petlioura » et a appelé au retrait du monument. Cette protestation, dans la continuité de l'entre-deux-guerres, fait suite à d'autres polémiques qui avaient notamment marqué la transformation à Kyiv de la rue du Komintern en rue Symon Petlioura en 2009. L'introduction de Petlioura dans l'espace public semble aussi inquiéter par sa tendance à éclipser l'héritage communiste. À Poltava, sa ville natale, l'imposition d'une plaque commémorative en 2007 a donné lieu à des affrontements entre des militants communistes et des militants d'extrême-droite nationaliste.

L'année 2005 a d'une certaine façon été un faux départ pour Petlioura et a plus profité aux acteurs nationalistes de la Seconde Guerre mondiale qu'à ceux des années 1917-1920. Depuis 2014, il a pourtant bénéficié des initiatives de décommunisation. Partout à travers l'Ukraine, à présent, des rues portent son nom. Le monument de Vinnytsia participe plus généralement d'une réhabilitation et d'une monumentalisation de la République populaire ukrainienne : sur ses genoux, une carte, plaçant Vinnytsia comme capitale temporaire de l'UNR, et Kyiv, capitale rêvée. La statue tente littéralement de replacer l'UNR sur la carte de l'Ukraine. L'approche du centenaire et le contexte post-« Maïdan » ont durci le récit des événements révolutionnaires proposé par l'Institut ukrainien de la mémoire nationale (UINP) et les historiens qui le soutiennent. Ces derniers tendent à présenter la République populaire ukrainienne comme l'unique expression politique de la nation ukrainienne, et tout autre courant politique, au premier rang desquels le bolchevisme, comme une importation de l'étranger. On fait de Petlioura un chef d'État, un des pères fondateurs, garants de l'indépendance et de l'intégrité de la nation. Petlioura paraît résister à la patrimonialisation. Dans ce rôle, on lui préfère toutefois largement Mikhaïlo Hrouchevsky, notamment dans le Musée de la République populaire d'Ukraine inauguré à Kyiv en 2009. En effet, Petlioura n'a pas écrit de grande œuvre intellectuelle, jusque dans l'exil. Il n'a laissé aucune œuvre centrale, aucun testament politique. Et lorsque son nom est évoqué, la question de l'antisémitisme ressurgit à chaque fois.

Marginal dans la mémoire nationaliste en dépit de son rôle central et pour ainsi dire totémique dans la diaspora, Petlioura s'est



Monument inauguré en 2017 à Vinnytsia. © Aniskov

immiscé dans le débat mémoriel à la faveur d'une opposition plus frontale avec le passé communiste et avec la Russie. Ce phénomène tend aussi à entraîner anachroniquement Petlioura dans le camp des « fascistes » décriés notamment en Russie. Ainsi Vladimir Poutine n'hésite-t-il pas à l'évoquer au détour d'une réunion du club Valdai à Sotchi, le 19 octobre 2017 : « Un monument à Petlioura a été érigé – c'est un homme aux opinions nazies, un antisémite qui a tué des Juifs pendant la guerre. » Les historiens russes sont généralement plus mesurés. Analysant surtout la séquence qui suit 1917 comme un affrontement entre Rouges et Blancs, ils minimisent systématiquement les autres acteurs de la période. Ce prisme tend à ne prendre en compte que la force de l'État, donc la puissance militaire et le nombre des baïonnettes. Unanimité nationale et guerre civile dépolitisent, par des biais différents, la révolution, gommant les dissensions internes et éclipsant les innovations et les alternatives politiques. Dans les deux cas, Petlioura tient une position commode. Pour l'Institut ukrainien de la Mémoire nationale, il reste le héros incarnant l'élan national vers l'indépendance, injustement calomnié. Pour certains historiens russes, sa faiblesse militaire le relègue au rang d'aventurier à la tête d'un État failli.

**BIBLIOGRAPHIE**

ABRAMSON Henry (1999), *A Prayer for the Government. Ukrainians and Jews in Revolutionary Times* (traduit en ukrainien 2017), Cambridge: Harvard University Press.

ENGEL David (éd.) (2016), *The Assassination of Symon Petliura and the Trial of Scholem Schwarzbard. A Selection of Documents*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.

FRIEDMAN Saul S. (1976), *Pogromschik. The Assassination of Simon Petlura*, New York: Hart Publishing.

HUNCZAK Taras (2008), *Symon Petliura and the Jews. A Reappraisal* (première édition 1985, traduit en ukrainien 1993), Lviv/New York/Toronto: Ukrainian Historical Association.

KOWALCZYK Andrzej Stanisław (1998), *Pan Petlura?* [Monsieur Petlioura?] (traduit en ukrainien, 2011), Varsovie: Open.

SAVTCHENKO Viktor (2004), *Simon Petljura*, Kharkov: Folio.

SERGIJČUK Volodymyr (2006), *Symon Petljura i jevrejstvo*, Kyiv: Kyïvs'kyj nacional'nyj universytet imeni Tarasa Ševčenko/Centr ukraïnoznavstva.

UINP [Institut ukrainien de la mémoire nationale], *Sto rokiv borot'by – Ukraïns'ka revolucija 1917-1921 rr.* [Cent ans de lutte – La Révolution ukrainienne 1917-1921], <http://unr.memory.gov.ua>, consulté le 10 septembre 2018.

# STALINE ET LA POLOGNE

DARIUSZ JAROSZ

Toute réflexion sur l'attitude de Staline envers la Pologne revient en réalité à questionner le rapport de l'État soviétique vis-à-vis de l'État polonais sous ses diverses formes entre 1918 et 1953. Le chef du Parti bolchevique contrôlait les structures de l'État et décidait de sa politique. Après la mort de Lénine en 1924, le pouvoir de Staline n'a cessé d'augmenter et Staline a poursuivi une politique de puissance de l'empire soviétique selon la vision qu'il en avait. Cette vision a évolué avec le temps, mais l'attitude de Staline envers la Pologne a toujours été un élément important de la politique soviétique. Par ailleurs, il est difficile de distinguer son attitude de son appréhension des Polonais en tant que peuple qui, pour des raisons historiques, a également constitué un problème *intérieur* important pour l'URSS. Tout en gardant en mémoire ces facteurs, nous allons tenter de suivre les méandres de la politique, ou plutôt des politiques de Staline concernant la Pologne et les Polonais.

## LE POIDS DU PASSÉ

Les traditions du voisinage polono-russe ont fortement influencé le rapport de Staline à la Pologne et aux Polonais. Il suffit de rappeler les événements du XIX<sup>e</sup> siècle qui sont restés vifs dans la conscience de la première génération des leaders bolcheviques de 1917. À la suite des trois partages de la Pologne en 1772, 1793 et 1795, l'État polonais cessa d'exister, comme l'avaient décidé la Russie des tsars, la Prusse et l'Autriche. La majeure partie de son territoire (62 %) et de sa population (45 %) fut annexée par la Russie. Refusant d'accepter cette dissection du pays et désirant retrouver leur

indépendance, les Polonais organisèrent plusieurs soulèvements, dont celui de Novembre 1830 et celui de Janvier 1863. Ces soulèvements furent réprimés dans le sang par l'armée russe et se terminèrent par la déportation des insurgés polonais en Sibérie, la suppression des libertés nationales et une russification continue des citoyens polonais.

À la suite de la victoire de la Révolution de 1917, à laquelle une partie des sociaux-démocrates polonais participèrent aux côtés des bolcheviks, ceux-ci déclarèrent, le 16 novembre 1917, que les nations soumises à la Russie avaient le droit à l'autodétermination, c'est-à-dire de retrouver leur autonomie et de créer des États indépendants. Le 29 août 1918, les traités décidant du partage de la Pologne furent annulés, ce qui facilita la reconstitution de l'État polonais.

### **L'ENTRE-DEUX-GUERRES**

La République de Pologne, reconstituée en novembre 1918, se vit obligée dès le début de son existence de décider de ses rapports avec sa voisine de l'est. Le chef de l'État polonais, Józef Piłsudski, considérait que la Russie, indépendamment de son régime politique, était profondément impérialiste. Par ailleurs, selon la stratégie des dirigeants bolcheviques (dont Staline), la Pologne était devenue un obstacle à la révolution européenne, dans laquelle l'Allemagne devait jouer un rôle prépondérant : il fallait donc la vaincre et lui imposer la révolution selon le modèle bolchevique. Les deux pays se préparèrent à la guerre, qui éclata en février 1919. Les troupes polonaises réussirent à retenir la marche de l'Armée rouge vers l'ouest. Durant les combats de 1919, les unités polonaises prirent possession de Vilna (Wilno/Vilnius) et de Minsk, capitales de la Lituanie et de la Biélorussie (Biélarus). L'armée polonaise conquiert ensuite Kiev (Kyiv) le 7 mai 1920, avec le soutien des unités de la République populaire d'Ukraine, avant d'être forcée à la retraite. L'Armée rouge grâce à son offensive, arriva au début du mois d'août 1920 aux portes de Varsovie. Les 13-25 août, les Polonais arrêtaient la tempête bolchevique pendant la bataille de Varsovie, appelée en Pologne le «Miracle de la Vistule». Tout danger d'expansion communiste en Europe était dès lors écarté. La Russie rouge perdit la guerre avec la Pologne et, le 18 mars 1921, un traité de paix fut signé à Riga.

Staline avait participé activement à la guerre contre la Pologne naissante en tant que membre du Conseil révolutionnaire du front du sud-ouest d'Aleksandr Egorov. Par la suite, pour Staline, la question de la Pologne et des Polonais a toujours constitué un problème tant de politique étrangère que de politique intérieure. Dans le cadre de la première, occupés à bâtir le socialisme dans leur pays et ayant été déçus dans leur espoir d'exporter la révolution, les Soviétiques étaient plutôt intéressés à préserver la paix dans la région. Par conséquent, ils signèrent un Pacte de non-agression avec la Pologne le 25 juillet 1932.

Après la mise en place de la nouvelle frontière entre la Pologne et l'Union soviétique, les Polonais qui se retrouvèrent ressortissants soviétiques devinrent pour Staline un grave défi de politique intérieure. Jusqu'à la moitié des années 1930, ils furent traités sans hostilité et, dans le cadre de la politique des minorités nationales (voir *Ukrainisation\**), ils eurent même l'autorisation de créer des communautés polonaises, essentiellement dans les Républiques soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie. Cependant, après 1935, la situation changea radicalement. Les Polonais furent parmi les premières victimes de la Grande Terreur déclenchée par Staline. Dans le cadre de ce qu'on appela l'opération polonaise, le NKVD déporta 200 000 personnes, c'est-à-dire entre 12 et 16 % de tous les Polonais d'Union soviétique.

## **LES ANNÉES 1939-1943**

### **LE QUATRIÈME PARTAGE DE LA POLOGNE**

Pour le chef du Kremlin, la Pologne restait avant tout un problème de politique étrangère. À la suite de l'expansion territoriale de l'Allemagne nazie en 1938-1939, la Pologne se retrouva prise au piège entre un Troisième Reich agressif et une URSS tout aussi hostile. En 1939, Staline se retrouva maître du jeu dans la diplomatie européenne. Ayant le choix entre Paris et Londres d'une part, et l'Allemagne d'autre part, il mita sur l'Allemagne, estimant qu'il réduisait ainsi le risque immédiat d'impliquer l'URSS dans la guerre. Le 23 août 1939, à Moscou, le ministre des Affaires étrangères du Troisième Reich, Joachim von Ribbentrop et le commissaire aux Affaires étrangères de l'URSS, Viatcheslav Molotov, signèrent un Pacte de non-agression entre l'Allemagne

et l'Union soviétique (voir Pacte germano-soviétique\*). L'un des protocoles secrets de ce pacte définissait les zones d'influence de l'Allemagne et de l'URSS en cas de changements territoriaux ou politiques en Pologne.

Les effets de ce pacte ne se firent pas longtemps attendre : le 17 septembre 1939, soit dix-sept jours après l'invasion de la Pologne par l'armée du Troisième Reich, les Soviétiques franchirent la frontière orientale de la Deuxième République. À la fin du mois de septembre et au début du mois d'octobre 1939, d'autres traités et des protocoles complémentaires concernant le tracé de la nouvelle frontière entre l'Allemagne et l'Union soviétique furent signés. Pour les Polonais, cela signifiait un quatrième partage de la Pologne.

### LES DÉPORTATIONS ET LES MEURTRES

Quelque 13 millions de citoyens polonais (37,3% de la population), dont 5 millions de personnes parlant le polonais (parmi les différentes autres nationalités se trouvaient avant tout des Ukrainiens, des Biélorusses et des Juifs), se retrouvèrent sur le territoire passé sous contrôle soviétique. La propagande soviétique soutenait que l'annexion de ces territoires par l'URSS signifiait la « libération des prolétaires du joug des seigneurs polonais ». L'URSS s'appropriâ plus de 200 000 km<sup>2</sup>, c'est-à-dire 51% du territoire de la Pologne d'avant-guerre. Dans ces régions, les Polonais furent traités en ennemis potentiels. Staline décida de se débarrasser avant tout des élites polonaises, considérées comme un vivier en puissance de rebelles et d'opposants. Le 5 mars 1940, la décision fut prise de réaliser des exécutions massives des prisonniers de guerre, parmi lesquels de nombreux officiers de l'armée polonaise et agents de police polonais. Du 3 avril au 20 mai 1940, plus de 21 000 personnes furent fusillées puis enterrées dans des charniers situés entre autres à Katyn\*, près de Smolensk.

Mais ce n'est pas tout. Entre le mois d'octobre 1939 et le mois de juin 1941, la population civile de l'ancienne Pologne d'origine polonaise et juive vécut quatre vagues de déportations, donc de déplacements forcés (il y en eut cinq selon certains historiens). Parmi les victimes se trouvaient des réfugiés (surtout des Juifs venus de la Pologne centrale et occidentale), qui avaient abandonné leur domicile pour échapper à la guerre et s'étaient retrouvés en zone occupée par les Soviétiques, à l'est. Il y avait

également des gardes forestiers, des anciens colons, des personnes établies à l'est de la Pologne avant la guerre, les familles des officiers de l'armée polonaise, des policiers, des gardiens de prison, des gendarmes, d'anciens propriétaires terriens, des fabricants, des fonctionnaires de l'administration polonaise, des cheminots et d'autres personnes encore, classées dans la catégorie toujours plus large des « éléments étrangers à la société ». La plupart de ces hommes et femmes furent déportés dans des régions éloignées de l'URSS. Selon de récentes études, la majorité de ces personnes (200 000) était d'origine polonaise.

Cette politique de la Terreur et de répressions envers les Polonais continua jusqu'au début du conflit entre l'Allemagne et l'Union soviétique. L'attaque du Troisième Reich contre l'URSS et les premières défaites soviétiques obligèrent Staline à changer d'attitude envers la Pologne.

#### **DE LA SIGNATURE DU TRAITÉ DU 30 JUILLET 1941**

##### **À LA RUPTURE DES RELATIONS ENTRE SOVIÉTIQUES ET POLONAIS**

Les dirigeants soviétiques se virent obligés de nouer des relations diplomatiques avec le gouvernement polonais en exil (le gouvernement de Londres), dirigé par le général Władysław Sikorski. En effet, Staline se rendait parfaitement compte que la coalition de l'URSS avec les forces alliées, permettant de soutenir l'Armée rouge dans son combat contre Hitler, était impossible sans l'aval des représentants de la Pologne. Pour sa part, la partie polonaise tenait avant tout à améliorer le sort de ses citoyens, des prisonniers de guerre, des détenus, des personnes déportées en URSS.

Dans ces circonstances, des entretiens furent organisés avec l'ambassadeur soviétique à Londres, Ivan Maïski, et un accord fut signé le 30 juillet 1941 entre le gouvernement polonais et le gouvernement soviétique (accord Sikorski-Maïski). Les Soviétiques ne voulurent pas, il est vrai, reconnaître la frontière avec la Pologne telle qu'elle avait été dessinée en 1921, mais ils acceptèrent de déclarer caducs les traités germano-soviétiques. Les relations diplomatiques entre les deux pays, rompues en septembre 1939, furent renouées. L'on annonça également la création, sur le territoire de l'URSS, d'une armée polonaise. Dans un protocole secret, les dirigeants soviétiques s'engagèrent à accorder l'amnistie à tous les citoyens polonais emprisonnés alors en URSS. Cet accord a permis de sauver la vie à beaucoup d'entre eux grâce à

l'organisation par l'ambassade de Pologne en Union soviétique d'une vaste campagne d'aide alimentaire et vestimentaire.

Les Polonais furent nombreux à s'engager sous les ordres du général Anders dans l'armée polonaise (en URSS). Cependant, de multiples problèmes compliquèrent son fonctionnement dès sa création. Participation controversée des unités de l'armée polonaise aux combats, ravitaillement insuffisant, équipement défaillant, conflits politiques, tous ces facteurs eurent pour conséquence l'évacuation de l'armée d'Anders en Perse dès 1942 (en tout 116 000 personnes dont 41 000 civils.)

Cette évacuation reflétait une détérioration des relations polono-soviétiques. La crise éclata à la suite de la découverte par les Allemands des charniers où avaient été enterrés les officiers polonais assassinés par le NKVD (fait dénié par le Kremlin). Staline considéra comme un acte hostile la décision du gouvernement Sikorski de demander à la Croix-Rouge Internationale d'examiner ces fosses communes. Le 25 avril 1943, l'URSS rompit ses relations diplomatiques avec le gouvernement polonais en exil. Dans cette situation, Staline décida d'introduire un nouvel élément dans sa bataille pour la conquête de la Pologne : les communistes polonais.

En réalité, leurs activités sur le territoire de la Pologne occupée furent camouflées. Les communistes polonais, rassemblés après 1918 dans le Parti communiste ouvrier de Pologne et puis, à partir de 1925, dans le Parti communiste polonais, furent les victimes de la terreur stalinienne des années 1930. Invités à Moscou, ses dirigeants furent arrêtés et exécutés sur accusations d'infiltration par les autorités polonaises. Le parti lui-même fut dissous en 1938 par le Komintern, sous l'impulsion de Staline. En Pologne et en URSS, ne restèrent que des groupes peu nombreux. Après juin 1941, on entreprit de réactiver le Parti communiste, avec l'assentiment du Kremlin. Le Parti ouvrier polonais (PPR) fut créé le 5 janvier 1942. Le noyau du parti était constitué de communistes polonais, et ses fondateurs (le prétendu groupe d'initiative) furent parachutés d'URSS en territoire polonais occupé par l'Allemagne. Ce nouveau parti n'utilisait pas le nom de « communiste » pour des raisons tactiques et stratégiques. Staline espérait en effet que grâce à l'adoption d'un programme de front national de lutte contre l'Allemagne hitlérienne, il serait possible d'attirer dans les rangs du nouveau parti des résistants non communistes.

**NOUVELLE PARTIE (1943-1945)**

Le chef du Kremlin décida de répondre favorablement aux demandes des communistes polonais en URSS, qui voulaient également la création d'un « centre des affaires polonaises ». En juin 1943, celui-ci prit le nom d'Union des patriotes polonais [*Związek Patriotów Polskich*]. D'autre part, Staline créa une division polonaise portant le nom de Tadeusz Kościuszko, sous les ordres du colonel Zygmunt Berling (qui n'avait pas quitté l'URSS avec l'armée d'Anders). Ces instruments, en URSS et en Pologne (avec le PPR), servirent Staline dans ses efforts de gagner la partie contre les Alliés occidentaux. Ces derniers étaient conscients du fait que le sang versé par les Soviétiques pour la libération de l'Europe occupée par les Allemands avait un prix : l'acceptation des influences soviétiques en Pologne et dans les autres pays de l'Europe orientale.

Le 20 juillet 1944, les communistes polonais convoqués au Kremlin furent informés de la décision de Staline de fonder un Comité polonais de libération nationale [*Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego – PKWN*]. C'est à Moscou également que fut rédigé le Manifeste du PKWN, annonçant les principales réformes du système socio-économique polonais, dont la réforme agraire et la nationalisation de l'industrie. Les membres du PKWN, reconnu par l'URSS, signèrent avec les Soviétiques un accord sur la création de la frontière à l'est, le long de la ligne Curzon.

Dans ces conditions, la position des dirigeants polonais en exil se trouva encore affaiblie. Afin de la renforcer et de mettre les Soviétiques dans une situation politique inconfortable, la majorité des membres du « gouvernement de Londres » entreprit d'organiser une insurrection antiallemande à Varsovie, ce qui avait été exclu auparavant. Conformément aux prévisions des militaires, la conquête de la capitale polonaise devait avoir lieu au moins vingt-quatre heures avant l'entrée de l'armée soviétique et avait pour objectif de permettre l'installation d'un pouvoir polonais légal. Toutefois, le déclenchement de l'insurrection, le 1<sup>er</sup> août à 17 heures, se révéla être une grave erreur de stratégie. Staline, pour qui l'insurrection constituait un acte politique hostile, donna l'ordre à l'armée soviétique de s'arrêter sur les bords de la Vistule, sans porter secours aux insurgés. Aujourd'hui encore, les historiens débattent de l'interprétation des faits : dans quelle mesure s'agissait-il d'un acte prémédité ? Dans quelle mesure l'inaction de l'Armée rouge était-elle la conséquence de l'épuisement des soldats, à la suite des combats contre les Allemands ? En tout état

de cause, les insurgés et la population civile furent systématiquement exterminés par les Allemands. Le soulèvement se termina par la capitulation du 2 octobre 1944. Quelque 200 000 personnes périrent, et Varsovie fut rasée sur l'ordre d'Hitler.

La défaite de l'insurrection de Varsovie renforça le PKWN. Toutefois, Staline se rendait compte de la faiblesse des communistes polonais. En octobre 1944, lors de leur visite au Kremlin, il leur fit de violents reproches, puis menaça de les écarter du pouvoir : « Se réorganiser ou céder », aurait-il déclaré, et il les obligea à « approfondir la révolution », c'est-à-dire à intensifier les mesures de répression et de terreur contre les « ennemis », surtout les anciens insurgés, membres de l'Armée de l'intérieur [*Armia Krajowa – AK*], et à accélérer la mise en place de la réforme agraire pour obtenir le soutien de la population rurale. La terreur devait décourager la population polonaise opposée à l'instauration d'un régime communiste. Le 31 décembre 1944, sur initiative de Staline, les communistes polonais transformèrent formellement le PKWN en Gouvernement provisoire.

Lors de la conférence de Yalta (du 4 au 11 février 1945), les Trois Grands discutèrent du régime politique de la Pologne et de ses frontières territoriales. À l'issue des débats, il fut décidé que le Gouvernement provisoire serait transformé sur une base plus largement démocratique, avec la participation des chefs des partis démocratiques établis en Pologne et le concours de Polonais venus de l'étranger, et qu'il serait appelé le Gouvernement provisoire d'union nationale [*Tymczasowy Rząd Jedności Narodowej – TRJN*]. Son objectif principal serait d'organiser des élections libres et sans contraintes. Une Commission des Trois, dirigée par Viatcheslav Molotov, avec la participation des ambassadeurs du Royaume-Uni et des États-Unis à Moscou, devait trouver un accord concernant ce gouvernement.

Les Trois Grands optèrent également pour une frontière orientale de la Pologne suivant, à quelques exceptions près, la ligne de Curzon. La frontière occidentale ne fut pas définie, la Pologne devant cependant obtenir un accroissement sensible de son territoire au nord et à l'ouest aux dépens de l'Allemagne.

La mise en place des résolutions prises à Yalta s'avéra difficile par suite d'une série de mesures prises par Staline. La plus importante eut lieu les 27 et 28 mars 1945 : à Pruszków, près de Varsovie, le NKVD procéda à l'arrestation des représentants légaux de la République de Pologne, chefs de l'État polonais clandestin, parmi

lesquels le commandant en chef de l'*Armia Krajowa* (dissoute le 19 janvier 1945), le général Leopold Okulicki. Les Soviétiques empêchèrent de cette façon la création du Gouvernement provisoire d'unité nationale, et des hommes politiques dont la participation à ce gouvernement avait été prévue furent arrêtés. De plus, Staline traitait la Pologne en territoire conquis et n'avait nulle intention de partager ce territoire avec quiconque. Le 3 mai 1945 seulement, Molotov admit, au nom des autorités soviétiques, que 16 dirigeants de l'État polonais clandestin avaient été arrêtés, et il annonça leur comparution devant les tribunaux sous prétexte d'activités menées contre l'Armée rouge. La réaction de l'Occident fut critique, il est vrai, mais mitigée.

Les pourparlers sur la formation du Gouvernement provisoire (avec la participation de communistes polonais et, à leur tête, Bolesław Bierut et Władysław Gomułka ainsi que les représentants du gouvernement polonais en exil de Londres, dont le chef du Parti populaire, Stanisław Mikołajczyk) débutèrent à Moscou le 17 juin 1945, et le 18 juin commença le procès des dirigeants de l'État polonais clandestin. La sentence fut prononcée le 21 juin, Okulicki écopant de la peine la plus lourde : dix ans de prison. Une partie des accusés ne revint jamais en Pologne.

Les négociations concernant le Gouvernement provisoire se poursuivaient dans une atmosphère tendue, Gomułka ne laissait aucune illusion à Mikołajczyk sur le fait que les communistes ne cèderaient pas le pouvoir. Le 21 juin, la composition du gouvernement fut fixée : sur 21 ministères, 17 furent attribués à des communistes ou à des personnes soumises au parti, dont 3 à des représentants du Parti populaire fondé en exil (nommé Parti populaire polonais à partir du mois de juillet). Mikołajczyk obtint la fonction de vice-ministre et le Ministère de l'agriculture et des réformes agraires. Ce gouvernement fut bientôt reconnu à l'échelle internationale.

La formation du gouvernement marqua une étape importante de la résolution du problème polonais tel que le voyait Staline. À la conférence des Trois Grands de Potsdam (du 17 juillet au 2 août 1945), il fut admis que le gouvernement polonais s'engageait à organiser des élections libres et sans contraintes. L'on s'accorda aussi sur le fait que la frontière occidentale de la Pologne suivrait le cours de l'Oder et de la Neisse, tant que cette frontière ne serait pas redéfinie lors d'une conférence de paix. La ville libre de Gdańsk et une partie de la Prusse orientale devaient être rattachées à la Pologne.

Les changements des frontières entraînent de nombreux mouvements de populations : les Allemands furent déplacés vers l'ouest, les Ukrainiens et les Biélorusses furent déplacés vers l'est, en URSS, d'où étaient rapatriés les Polonais qui habitaient en Union soviétique. Les Polonais venant d'Europe occidentale retournèrent quant à eux dans la nouvelle Pologne qui, à cette époque, était un pays de « citoyens aux valises ».

### **LA POLOGNE SOUS TUTELLE (1945-1953)**

L'influence de Staline sur le cours des affaires polonaises ne se limita pas aux décisions concernant la superficie du territoire polonais ou la composition du gouvernement. Les communistes polonais et une partie des socialistes alliés aux communistes se rendaient régulièrement en pèlerinage au Kremlin, où le chef du Parti communiste soviétique tranchait tant les questions générales que les détails de la politique intérieure et étrangère de la Pologne populaire. La police politique communiste, formée par des conseillers soviétiques, participa activement aux premières élections d'après-guerre (19 janvier 1947), falsifiant leurs résultats et terrorisant les partisans et les activistes du parti de Mikołajczyk (craignant pour sa vie, il quitta secrètement la Pologne, le 17 octobre 1947).

Après y avoir installé le pouvoir communiste, Staline ne s'intéressa plus à la Pologne que dans le contexte de la zone d'influence soviétique en Europe de l'Est. La Pologne devint l'un des éléments, important, du « bloc ». C'est Staline qui incita la Pologne, comme les autres pays du bloc soviétique, à refuser de participer au plan Marshall (juillet 1947). En échange, il obligea les communistes de ces pays (ainsi que ceux de France et d'Italie) à créer le Kominform (septembre 1947), organisation destinée à coordonner leurs activités suivant les directives du Kremlin. Staline fut également l'instigateur des purges visant les chefs des partis communistes et les dirigeants des États d'Europe centrale et orientale (1948-1949), à la suite desquelles de nombreuses personnes haut placées furent écartées du pouvoir, arrêtées, traînées en justice, assassinées même. En Pologne, le chef des communistes polonais, Władysław Gomułka, fut accusé de déviationnisme et de nationalisme et arrêté, mais il échappa à la mort.

Une accélération des réformes staliniennes fut imposée à la Pologne et aux autres pays du bloc de l'Est en 1948. Les nouveaux



Timbre polonais  
« Mois de l'approfondissement  
de l'amitié polono-soviétique »,  
1951 (collection particulière).

chefs de partis et d'États (Bolesław Bierut, Hilary Minc et Jakub Berman en Pologne) durent calquer leur politique sur le modèle soviétique. L'économie devait servir des objectifs militaires pour préparer la guerre, la propriété privée des terres arables devait disparaître (collectivisation) et le réalisme socialiste devait être le seul et unique mode de toute création artistique. La terreur comme moyen de gouverner devint une méthode massive et généralisée (en octobre 1952, il y aurait eu quelque 50 000 prisonniers politiques en Pologne). Aucune fonction, aucun poste, même important, ne mettait personne à l'abri des répressions.

Les Polonais vivaient désormais dans un pays où la propagande, diffusée par tous les médias, imposait l'image d'une Union soviétique à l'avant-garde de l'humanité, ainsi que le culte de Joseph Staline, qui atteignit son apogée le jour de son 70<sup>e</sup> anniversaire.

Après la mort de Staline, le 5 mars 1953, une période de libéralisation relative du régime politique commença en Pologne. En octobre 1956, ce processus atteignit son apogée lorsque Władysław Gomułka, ancien prisonnier de Staline, fut porté au pouvoir par des foules enthousiastes, à l'issue de mouvements sociaux massifs. La déstalinisation devenait la nouvelle idéologie officielle. Désormais, traiter quelqu'un de stalinien le condamnait à l'infamie et à la stigmatisation. L'ombre géante de Staline sur la Pologne s'estompa, pour être bientôt remplacée par celle de Nikita Khrouchtchev. Mais il s'agit là d'une autre histoire.

**BIBLIOGRAPHIE**

IWANOW Nikolaï (2014), *Zapomniane ludobójstwo. Polacy w państwie Stalina. «Operacja polska» 1937-1938* [Le génocide oublié. Les Polonais sous l'emprise de Staline. «L'Opération polonaise»], Cracovie : Społeczny Instytut Wydawniczy ZNAK.

JAROSZ Dariusz (2007), «Ouvriers et paysans en Pologne. La construction des classes sociales, 1944-1956», in François Bafoil (éd.), *La Pologne*, Paris : Fayard/CERI, pp. 179-198.

KERSTEN Krystyna (1991), *The Establishment of Communist Rule in Poland, 1943-1948*, Berkeley : University of California Press.

MATERSKI Wojciech (éd.) (1993), *Katyn: Documents of Genocide: Documents and Materials from the Soviet Archives Turned Over to Poland on October 14, 1992*, introduit par Janusz K[azimierz] Zawodny, traduit du russe par Jan Kolbowski et Mark Canning, Varsovie : ISP PAN, 1993.

MATERSKI Wojciech (1994), *Tarcza Europy: stosunki polsko-sowieckie 1918-1939* [Le bouclier de l'Europe: les relations polono-soviétiques], Varsovie : Książka i Wiedza.

MATERSKI Wojciech (éd.) (1996), *Kremlin Versus Poland 1939-1945: Documents from the Soviet Archives*, Varsovie : ISP PAN.

PACZKOWSKI Andrzej (2003), *The Spring will Be Ours. Poland and the Poles from Occupation to Freedom*, University Park, Pennsylvania : Penn State University Press.

# JÓZEF PIŁSUDSKI (1867-1935)

MARIUSZ WOŁOS

Józef Piłsudski occupe une place centrale dans le panthéon national des Polonais. Cela s'explique par sa lutte constante pour l'indépendance de la Pologne, qui fut le but suprême de sa vie. Une fois parvenu à rendre aux Polonais un État, il s'attacha à renforcer et à consolider sa position en Europe à une époque difficile où des dictatures regardaient vers la Pologne et s'ingéniaient sinon à l'anéantir, tout au moins à l'assujettir. Aujourd'hui, les grandes villes comme les petites lui rendent hommage par des monuments ou des rues nommées à sa gloire.

## **VERS L'INDÉPENDANCE DE LA POLOGNE**

Qui était cet homme d'une énergie inépuisable, exerçant une influence profonde sur son entourage et même sur des adversaires politiques, capable de rassembler un groupe d'adeptes pour qui il restera à jamais un oracle? Qui était cet homme dont la légende sortit renforcée après que le régime communiste l'eut combattue?

Józef Piłsudski est né le 5 décembre 1867 dans une famille de riches propriétaires terriens de Żułów aux environs de Wilno (Vilnius), quelques années après la répression impitoyable de l'insurrection de Janvier (1863-1864) contre la Russie. Piłsudski dira plus tard qu'il appartenait à une classe de *bene nati et possessionati* (gentilshommes et propriétaires fonciers). Sa famille cultivait l'idéal de la lutte armée pour l'indépendance perdue de la patrie. La Russie était désignée comme le principal coupable de ce désastre national et la cause de tous les malheurs des Polonais. La mère de Józef, Maria, façonna la vision du monde de ses enfants alors que son père avait pris une part active à l'insurrection de Janvier. Peu douée pour

la gestion de son grand domaine, la famille Piłsudski s'appauvrit et déménagea à Wilno qui devint la « petite patrie » de Józef.

La région de Wilno se trouvait dans les frontières du vaste Empire russe. Pour les Polonais de là-bas, elle restait partie intégrante de la République polono-lituanienne\* et ils la désignaient sous le nom de « confins nord-est » du pays. Cet héritage multiséculaire n'appartenait pas uniquement à la noblesse terrienne polonaise, mais intégrait des représentants des autres nationalités qui y vivaient : Lituanais, Biélorusses et Juifs. Seuls les Russes étaient perçus comme des intrus et des usurpateurs. Piłsudski lui-même se définissait comme un Lituanien par référence au riche patrimoine de la Pologne-Lituanie d'avant les partages, c'est-à-dire du Royaume de Pologne et du Grand-Duché de Lituanie dont l'élite chevaleresque avait, au Moyen Âge, cédé volontairement au processus de polonisation. Pour les Russes, en revanche, la région de Wilno faisait partie des gouvernements occidentaux de la Russie, bref, d'une zone qui leur ouvrait l'accès à la mer Baltique et, plus loin, à l'Europe occidentale. Ces deux regards s'excluaient mutuellement. Cela devait conduire inévitablement à des frictions aiguës et à des conflits aux conséquences dramatiques, débouchant plus d'une fois sur un bain de sang. Force est de souligner enfin qu'il n'était pas sans signification que les Polonais et les Russes s'opposaient non seulement sur le plan de la vision du passé ou de la politique actuelle, mais aussi sur celui de la religion. Pour les représentants de l'Église orthodoxe, les Slaves catholiques soumis au Vatican étaient des apostats de la sainte foi. Or, le christianisme orthodoxe était, en Russie, non seulement la religion dominante, mais aussi la religion d'État.

Dans le cadre des représailles qui suivirent l'insurrection de Janvier, les Russes mirent en place une politique de russification brutale, luttant contre toute expression de la polonité. L'école servait de principal relais idéologique à cet effet. Les établissements polonais n'étant pas autorisés à Wilno, Piłsudski dut fréquenter un *gymnasium* russe, où tout ce qui avait trait à la Pologne était diffamé. L'un de ses biographes remarquera qu'une telle école ne pouvait former que des opportunistes ou des rebelles. Józef appartenait à cette deuxième catégorie. Il apprenait aussi à mieux connaître tant l'appareil étatique russe que l'attitude des enseignants et des fonctionnaires de l'empire tsariste envers les Polonais. Dès lors, il ne fera plus jamais confiance ni aux Russes ni plus tard aux Soviétiques,

et il les considéra comme les principaux ennemis des Polonais, mus par des visées sinon nationalistes et idéologiques, en tout cas toujours impérialistes. Il n'associait le pouvoir russe qu'à la force de détruire tout ce qui lui était cher et qui lui avait été inculqué dans sa maison familiale. Cela ne pouvait que l'encourager à combattre le tsarisme et l'Empire russe et le pousser à lutter pour la création d'un État polonais indépendant. Il subordonna tout à la réalisation de cet objectif.

En 1887, Józef Piłsudski, étudiant d'à peine 20 ans, participa à la préparation d'un attentat contre le tsar Alexandre III. Les jeunes conspirateurs, polonais et russes, pensaient naïvement que sa mort ouvrirait la voie à des changements profonds dans les domaines social, politique et national. La conjuration, vite dévoilée, se solda par des condamnations très sévères: les autorités n'avaient pas oublié l'assassinat d'Alexandre II en 1881 et voulaient étouffer dans l'œuf toute activité subversive. Les meneurs les plus impliqués furent condamnés à mort et parmi eux, le frère aîné de futur Lénine, Aleksandr Oulianov. Bronisław, le frère aîné de Józef fut condamné à mort, peine commuée plus tard à quinze ans de baigne sur l'île de Sakhaline, où il mena des recherches ethnographiques sur les peuples aborigènes, notamment les Aïnous. Quant à Józef, dont la participation à la conspiration n'était que symbolique, il fut condamné à cinq ans d'exil en Sibérie orientale. Déporté dans les environs d'Irkoutsk, il côtoya d'anciens combattants de l'Insurrection de Janvier. La Sibérie devint donc pour le jeune Piłsudski une école de formation politique. Comme c'était souvent le cas pour les Polonais déportés, il en sortit renforcé dans sa conviction de la nécessité de poursuivre la lutte pour l'indépendance de son pays.

Une fois de retour, Piłsudski s'impliqua aussitôt dans l'activité du Parti socialiste polonais (PPS) nouvellement formé, dont il devint un des leaders. Le socialisme indépendantiste polonais (c'est ainsi qu'il est désigné dans l'historiographie polonaise) était fort différent du socialisme d'Europe occidentale. Son objectif principal était l'émancipation nationale, préalable aux réformes sociales nécessaires. On ne renonçait point à ces dernières, mais on voulait les mettre en place uniquement dans un pays libre. Les socialistes, issus en grande partie de familles nobles, suivaient de fait les sentiers battus par leurs prédécesseurs, seigneurs démocrates qui s'étaient soulevés à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au cours du XIX<sup>e</sup> siècle pour lutter contre les envahisseurs, principalement la Russie.

Ces aristocrates voyaient bien que la condition du succès des luttes ultérieures était le ralliement du plus grand nombre possible de paysans et ils prétendaient d'ailleurs revendiquer leurs droits. Pour diverses raisons, il n'en fut pas ainsi, ce qui provoqua l'échec des soulèvements ultérieurs. Les socialistes indépendantistes avaient, quant à eux, les yeux rivés non sur les paysans, mais sur les ouvriers, de plus en plus conscients de leurs droits et de plus en plus disposés à se battre pour leur défense contre le pouvoir de l'occupant. Cela encourageait les socialistes polonais à chercher dans leur milieu des alliés objectifs pour combattre le régime tsariste. C'est bien dans cet esprit que Piłsudski édita le *Robotnik* [L'ouvrier], organe de presse clandestin de son parti. En tant que leader du parti, il se trouvait constamment sous l'œil vigilant de l'*Okhrana*, la police politique secrète russe. Son activité se concentrait principalement dans l'ancien Royaume du Congrès que les Russes avaient incorporé dans les années 1866-1874 et rebaptisé « Pays de la Vistule » [*Privislinskij Kraj*]. Piłsudski fit également le tour de l'Europe occidentale où les socialistes polonais menaient leur activité en exil. En 1900, à la suite de la découverte à Łódź de l'imprimerie clandestine du *Robotnik*, il fut arrêté et transféré dans une prison de Varsovie. L'année suivante, il parvint à éviter de justesse une condamnation sévère en réalisant, grâce à la complicité de médecins russes et polonais ainsi qu'à celle de sympathisants du parti, une évasion audacieuse de l'Hôpital psychiatrique Saint Nicolas de Saint-Pétersbourg : il fit semblant d'être un fou phobique des uniformes.

La lutte armée des militants socialistes fut lancée dans la Pologne russe durant la Révolution de 1905-1907, au moment où l'empire des tsars, affaibli par la défaite contre le Japon, traversait de fortes turbulences. En 1904, Piłsudski s'était rendu à Tokyo afin de solliciter le soutien pour un mouvement insurrectionnel polonais. Si ces démarches n'apportèrent que peu de résultats, les Japonais conserveront de l'attitude de Piłsudski un souvenir qui facilitera, dans l'entre-deux-guerres, la coopération polono-japonaise dans le domaine du renseignement militaire contre l'Union soviétique. En 1905-1907, le résultat de la lutte armée de l'Organisation de combat du PPS dirigée par Piłsudski s'avéra néanmoins décevant : les attentats à la bombe contre des hauts fonctionnaires tsaristes, des policiers et des informateurs, les hold-up (« expropriations ») pour financer la cause, l'organisation de manifestations et d'émeutes, tout cela ne précipita pas l'indépendance. L'Empire russe chancela,

mais ne tomba pas. Pire, une scission au sein des socialistes polonais s'ensuivit : un groupe de « jeunes » opposé à Piłsudski mit en avant des revendications de classe, reléguant ainsi au second plan la question de l'indépendance de la Pologne. À l'issue de la scission, Piłsudski prit la tête de la fraction dite révolutionnaire du PPS. Dans sa pensée, « révolution » rimait avec « soulèvement national », bien sûr contre la Russie.

Après son évasion de Saint-Petersbourg, Piłsudski s'installa en Galicie, province de l'Empire austro-hongrois où les Polonais jouissaient à l'époque d'une large autonomie. Dès 1908, il se mit à construire les structures militaires qui seraient le noyau d'une future armée polonaise. Cela résultait d'un calcul fondé sur l'imminence d'un conflit entre les puissances occupantes, appartenant désormais à deux alliances antagonistes – l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie parmi les États centraux, et la Russie parmi les États de l'Entente. Afin de former des unités paramilitaires de volontaires, Piłsudski devait obtenir au préalable l'accord des autorités de Vienne en faisant un compromis avec elles. Il s'agissait d'aider le service de renseignement austro-hongrois qui visait la Russie. Cette dernière était l'adversaire le plus puissant et le plus dangereux pour Piłsudski, mais aussi pour les Habsbourg dans le contexte du conflit russo-autrichien de plus en plus exacerbé, particulièrement dans les Balkans. C'est pourquoi Piłsudski et ses camarades avaient mis en place, dès 1908, à Lemberg (Lviv), capitale de la Galicie, l'Union de Lutte active illégale [*Związek Walki Czynnej*], et à partir de 1910, des organisations paramilitaires légales, les Sociétés de Tir [*Związki Strzeleckie*]. Leur réseau se densifia avec le temps en attirant un nombre grandissant de jeunes patriotes. Outre la Galicie, on en forma aussi sur le territoire de l'ancien Royaume de Pologne, dans les profondeurs de l'Empire russe ainsi que dans les centres universitaires de France, de Belgique, de Suisse et d'Autriche. En fait, ce fut pour lui le moment du divorce d'avec le socialisme.

En 1914 également, les Ukrainiens formèrent leur Légion de tirailleurs de la *Sitch* [*sičovi stril'ci*] au sein de l'armée austro-hongroise. C'était la meilleure preuve de leur volonté de créer un État ukrainien comprenant la Galicie orientale et Lemberg. Or, pour des personnes comme Piłsudski et la plupart des membres de l'intelligentsia polonaise, Lemberg était une ville polonaise et devait faire partie de l'État polonais. Avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, Leon Wasilewski, proche collaborateur de Piłsudski et futur

ministre des Affaires étrangères de la République de Pologne, était convaincu que les Ukrainiens et les Polonais se battraient ensemble contre la Russie. Toutefois, parmi les socialistes polonais, il y avait des voix discordantes. Ainsi, Władysław Gumpłowicz estimait que Lemberg devrait être confié à la nation ukrainienne afin d'arracher 30 millions d'Ukrainiens à la Russie.

Après ses expériences datant de la révolution russe de 1905, Piłsudski croyait-il toujours en la possibilité d'un soulèvement polonais? S'il continuait sans doute à l'appeler de ses vœux, sa priorité était désormais de construire sa propre force militaire. Piłsudski raisonnait de manière lucide. Une nation privée d'État et de gouvernement devait disposer au moins de sa propre force armée qui deviendrait un enjeu de négociation au moment du conflit opposant les puissances copartageantes. D'autant que l'affrontement entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, d'une part, et la Russie, d'autre part, allait probablement éclater sur les territoires ethniquement polonais. C'est là que passerait le front Est de la Grande Guerre. Ainsi, le fait de posséder une armée pourrait non seulement devenir un moyen de faire monter les enchères autour de la cause polonaise, mais aussi servir d'argument en faveur des concessions aux Polonais que chaque partie belligérante – Vienne, Berlin ou Saint-Petersbourg – préférerait avoir de son côté.

Au lendemain du déclenchement du conflit mondial, les membres des sociétés de tir de Piłsudski s'engagèrent en tant que volontaires aux côtés des troupes austro-hongroises et allemandes. Ils pénétrèrent aussitôt sur le territoire du Royaume de Pologne, province de l'Empire des tsars, sans toutefois parvenir à provoquer le soulèvement tant attendu. Piłsudski n'abandonna pas pour autant l'idée d'une armée polonaise. Il accepta l'idée de Légions polonaises qui intégreraient l'armée autrichienne tout en gardant leur caractère national. En officier autodidacte, il commanda pendant plus de deux ans la 1<sup>re</sup> Brigade des Légions dont seront issus ses plus dévoués partisans, qui lui réserveront le surnom de « Papi ». Piłsudski fit habilement monter les enchères autour de la cause polonaise. La conjoncture d'événements internationaux – l'affaiblissement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie et le déclenchement de la révolution en Russie en 1917 – favorisa l'internationalisation de la cause polonaise. Dès 1916, Berlin et Vienne annonçaient la création future d'un Royaume de Pologne comme satellite des empires centraux. Les Allemands et les Austro-hongrois avaient remarqué la

vaillance du soldat polonais (les Allemands qualifiaient les légionnaires polonais de *Heldenbande* – bande de héros). Quelques mois plus tard, en mars 1917, le Gouvernement provisoire russe annonça à son tour l'avènement imminent d'une Pologne indépendante, bien sûr alliée à la Russie. États-Unis, France, Royaume-Uni et Italie s'exprimaient dans le même esprit. Piłsudski tenta de subordonner ses Légions, germe de la future armée, au Conseil d'État provisoire, ersatz de pouvoir politique national formé à Varsovie avec l'assentiment des autorités allemandes. En vain. À l'été 1917, il rompit donc définitivement avec les États centraux ce qui lui valut d'être arrêté par les Allemands. Dans les territoires polonais et ceux de l'Empire russe chancelant, l'Organisation militaire polonaise [*Polska Organizacja Wojskowa*] s'activa alors. Cette structure clandestine fondée par Piłsudski parviendra en novembre 1918, à l'issue de la guerre, à désarmer les soldats allemands et autrichiens présents sur le territoire polonais, et ainsi à ramasser le pouvoir qui traînait alors littéralement dans la rue.

#### **LE CONSTRUCTEUR DE L'ÉTAT**

À la suite des événements révolutionnaires en Allemagne, Piłsudski fut relâché et revint en novembre 1918 à Varsovie. Ses compatriotes voyaient en lui le champion de l'indépendance renaissante et l'homme d'État providentiel. Piłsudski se consacra dès lors à la construction des fondations de cet État recouvré en luttant, militairement et diplomatiquement pour ses frontières. Il avait de grands rivaux politiques qui étaient aussi des partenaires : Roman Dmowski, leader du mouvement nationaliste polonais, et Ignacy Jan Paderewski, grand patriote et pianiste célèbre. Dans cette période cruciale, ces trois Polonais éminents surent surmonter leurs différences et trouver un langage commun, conscients qu'ils étaient de la gravité de la situation. Le rôle de Piłsudski, chef de l'État et commandant en chef des armées en 1918-1922, est difficile à surestimer. En peu de temps, il construisit sur les ruines des puissances copartageantes un État entièrement indépendant. L'unification du pays morcelé fut une réussite : on convoqua le parlement ; on adopta une constitution ; on codifia la loi ; l'armée et toutes les institutions étatiques nécessaires furent mises en place ; l'industrie en ruine fut reconstruite et on finit par réaliser une réforme agraire. Désormais, la priorité de Piłsudski consistait dans le renforcement

interne et externe de l'État renaissant de manière à l'ériger, pour les pays voisins ou les puissances de l'époque, en partenaire égal et non en une zone d'influence et de rivalités.

Dans les années 1918-1921 (voir Révolutions et guerres 1917-1921\*), la Pologne indépendante mena des guerres contre presque tous ses voisins pour consolider ses frontières extérieures. Le combat le plus sérieux, celui qui provoqua les pertes humaines les plus importantes, l'opposa à l'État bolchevique avec Lénine à sa tête. Pour les Polonais ce fut un conflit de vie ou de mort, pour une existence souveraine, pour la survie de l'État, pour sa place en Europe, pour la frontière orientale et, finalement, pour le refoulement du communisme perçu comme une simple patine idéologique masquant le vieil impérialisme russe. Les bolcheviks désiraient porter l'incendie révolutionnaire à l'ouest de l'Europe, et d'abord en Allemagne, en passant sur le cadavre de la Pologne. Pour eux, la Pologne n'était donc qu'un obstacle à éliminer. Afin de contrer ces projets, Piłsudski voulait, quant à lui, créer à l'est de la Pologne un système d'États indépendants (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie fédérée avec la République de Pologne, Biélorussie [Bélarus] et Ukraine) qui la sépareraient du péril russe en en affaiblissant en même temps le potentiel destructeur. Les Polonais étaient censés soutenir de manière significative les efforts de leurs voisins orientaux dans ce domaine. Pourtant, ces projets échouèrent. Les Lituaniens, les Biélorusses et les Ukrainiens regardaient les Polonais avec suspicion, craignant leur domination et cherchant à affirmer leur indépendance par leurs propres voies. La conception de Piłsudski anticipait sur le cours des événements : elle ne s'est réalisée qu'après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, dans des conditions complètement différentes. Le sort de la guerre soviéto-polonaise de 1919-1921 fut joué en août 1920 avec la manœuvre menée par l'armée polonaise commandée par Piłsudski au sud et à l'est de Varsovie, dont la défense face à l'avancée de l'Armée rouge fut l'une des clés de la victoire. En septembre 1920, Piłsudski infligea aux bolcheviks une autre défaite cinglante dans les batailles sur le Niémen. L'indépendance était sauvée. Piłsudski, élevé entre-temps au grade de maréchal, en sortit victorieux. Il demeurera d'ailleurs le seul dans l'histoire à avoir vaincu les Soviétiques militairement dans un conflit ouvert. Le Traité de paix signé à Riga en mars 1921 ne signifiait pas l'accomplissement des rêves polonais, mais il assura, du moins pour un certain temps, l'indépendance tant de la République



Józef Piłsudski avec le général Edward Śmigły-Rydz pendant la guerre soviéto-polonaise en 1920.

de Pologne que d'autres États bordant la Russie soviétique de l'ouest. Pour l'est de l'Europe, la paix de Riga apporta donc un complément nécessaire à l'ordre établi à Versailles à l'issue de la Grande Guerre.

Sur les ruines de la monarchie des Habsbourg, au tournant d'octobre et novembre 1918, les luttes polono-ukrainiennes pour dominer la Galice orientale avaient commencé. En octobre 1918, les Ukrainiens de cette région de la monarchie avaient créé la République populaire d'Ukraine occidentale (ZUNR) avec Ievhen Petrouchevitch à sa tête. Ce n'était pas une guerre civile

à proprement parler, car les deux nations qui s'opposaient étaient conscientes de leurs différences et de leurs objectifs. Les Ukrainiens considéraient la Galicie orientale comme leur patrie éternelle et cherchaient à obtenir leur propre État. Les Polonais ne pouvaient pas imaginer une renaissance de leur République sans Lwów (Lviv), centre important de la vie politique, culturelle et scientifique. Piłsudski ne refusait pas aux Ukrainiens le droit de posséder un État, mais celui-ci devait être situé à l'est de la rivière Zbroutch, c'est-à-dire à l'est de l'ancienne frontière entre l'Autriche et la Russie. Dans les instructions de novembre 1918 écrites pour une délégation se rendant à Paris pour une conférence de la paix, il n'exclut même pas le transfert de la partie orientale de la Galicie aux Ukrainiens, mais à condition que Lwów et les champs pétroliers de la région de Borysław (Boryslav) et Drohobycz (Drohobytch) restent à l'intérieur des frontières de la Pologne. Ignacy Daszyński, un dirigeant socialiste, estima également que la Pologne ne pourrait pas se retirer de Lwów. En revanche, contrairement à Piłsudski et Daszyński, Dmowski refusait aux Ukrainiens le droit de posséder un État. La guerre pour la Galicie orientale provoqua des tensions entre les Polonais et les Ukrainiens et rendit la minorité ukrainienne réticente ou hostile à l'égard de l'État polonais.

En fait, depuis la fin de 1919, l'allié de Piłsudski dans la lutte contre la Russie soviétique était le commandant suprême de l'Armée et président de la République populaire ukrainienne (UNR), Symon Petlioura\*. Contrairement aux Ukrainiens de la Galicie orientale, il avait accepté de transférer à la Pologne la région située à l'ouest de la rivière Zbroutch. Ce fut la base du compromis avec Piłsudski, signé en avril 1920, juste avant le début de l'offensive en direction de Kiev (Kyiv). L'hostilité envers les Soviétiques, l'aversion pour les Russes blancs et aussi leur passé socialiste rapprochaient Piłsudski et Petlioura. Les troupes ukrainiennes combattirent donc aux côtés des Polonais jusqu'à la fin de la guerre contre les Soviétiques. Petlioura, cependant, ne fut pas invité à la conférence de la paix à Riga. Piłsudski savait que la présence des Ukrainiens pouvait constituer un obstacle aux efforts pour faire la paix. Cependant, il soutint les troupes ukrainiennes qui, en novembre 1920, continuèrent à se battre contre l'Armée rouge. Après ces combats perdus, Petlioura dut quitter la Pologne en 1923 sous la pression des Soviétiques. L'attitude changeante de la partie polonaise envers l'allié ukrainien était due à des raisons

politiques. Dans l'historiographie ukrainienne, mais aussi en partie dans la polonaise, c'est considéré comme une trahison.

### LE DICTATEUR

En 1922, les frontières de l'État polonais renaissant étaient établies. La Pologne n'avait obtenu qu'un accès limité à la mer Baltique, malgré les efforts de la diplomatie polonaise, et Dantzig (Gdańsk) devint une ville libre placée sous le contrôle de la Société des Nations. La République de Pologne avait des frontières étendues avec l'Allemagne et l'Union soviétique, ce qui ne favorisait pas la stabilité politique et n'augurait rien de bon pour l'avenir, d'autant plus que les autorités bolcheviques et allemandes n'étaient pas prêtes à abandonner leurs visées territoriales. Piłsudski était bien conscient de la situation difficile de son pays, raison pour laquelle il façonna la politique étrangère polonaise de manière à construire en Europe centrale et orientale, entre l'Allemagne et l'URSS, une « troisième force » : un bloc de pays rassemblés autour de la Pologne. Dans la première moitié des années 1930, on tenta de maintenir une distance égale à l'égard de Berlin et de Moscou. Cela explique la conclusion des accords de non-agression avec les Soviétiques, puis avec le Troisième Reich, afin d'éviter de se rapprocher de l'un des deux grands voisins au risque de créer un antagonisme avec le second. Était-il possible d'agir différemment entre Joseph Staline et Adolf Hitler ? Malgré son alliance avec la France et sa recherche constante d'une alliance avec le Royaume-Uni, Piłsudski ne faisait pas confiance aux puissances occidentales, pour qui la Pologne représentait une zone périphérique de moindre importance, et il croyait encore moins en l'efficacité de la Société des Nations. Il redoutait toujours le diktat des puissances aux dépens de la Pologne et était sceptique quant à la « sécurité collective ». Il savait aussi qu'avec la montée en puissance de l'Union soviétique et du Troisième Reich, le rôle, l'importance et les possibilités réelles de son pays s'amenuiseraient. C'était donc avant tout pour des raisons géopolitiques que l'entre-deux-guerres fut pour les Polonais la période d'une indépendance tragique.

Entre 1923 et 1926, Piłsudski se retira de la vie politique active à la suite de l'assassinat par un fanatique, en décembre 1922, du premier président de la République de Pologne, Gabriel Narutowicz, à qui le maréchal avait transmis le pouvoir en tant que chef de l'État. Piłsudski supportait mal que les responsables moraux de ce

crime soient entrés au gouvernement. La mort de Narutowicz lui fit envisager l'avenir avec pessimisme, car elle ébranlait sa foi dans la démocratie polonaise. En mai 1926, le maréchal revint au pouvoir par un coup d'État. À l'origine, il croyait pouvoir prendre les rênes du pays en exerçant simplement une pression militaire sur les dirigeants en place, mais la démonstration de force, qui prit la forme d'une marche sur Varsovie des unités prêtes à le soutenir, n'entraîna point la capitulation de ses adversaires politiques. Il fallut par conséquent se résoudre à user de la force. L'abandon aurait été perçu comme un signe de faiblesse et aurait pu conduire non seulement à la marginalisation de Piłsudski sur la scène politique polonaise, mais aussi à sa condamnation à mort ou, du moins, à la prison. Le coup d'État coûta la vie à près de 400 personnes et la manière dont Piłsudski reprit le pouvoir divisa jusqu'à aujourd'hui ses compatriotes. Selon les partisans du maréchal, la Pologne se trouvait au bord de l'abîme en raison d'une situation politique instable favorisée par les failles de la Constitution. À cela s'ajoute le fait que la position polonaise sur la scène internationale s'était détériorée suite au relâchement de l'alliance avec la France, à l'importance croissante de l'Allemagne (accords de Locarno de 1925) et au rapprochement soviéto-allemand qui s'exprimait par l'intensification de la coopération militaire menaçant l'ordre de Versailles, et donc l'existence même de la Pologne. Selon les critiques de Piłsudski, le coup d'État était dicté par ses penchants dictatoriaux, par son désir de briser la colonne vertébrale du parlement et, plus généralement, de la jeune démocratie polonaise. Il faut toutefois souligner que pour Piłsudski, l'État était toujours plus important que la démocratie.

Jusqu'à sa mort, en mai 1935, Piłsudski exerça en fait en Pologne un pouvoir quasi dictatorial, tout en occupant des postes relativement modestes, celui de ministre des Affaires militaires ou d'inspecteur général des Forces armées. S'il ne fut jamais président de l'État, il occupa le poste de premier ministre pendant une courte période en 1926-1928 et encore durant la seconde moitié des années 1930. Dans tous les cas cependant, il prenait lui-même toutes les décisions importantes ou du moins donnait un avis prééminent. Il voulait renforcer le pouvoir exécutif au détriment du pouvoir législatif et augmenter l'importance de l'armée dans les structures étatiques, car celle-ci demeurait sa favorite. Tout cela trouva son expression dans la Constitution adoptée en avril 1935, peu avant sa mort. Il réprima également de plus en plus sévèrement

l'opposition de centre-gauche (dont les dirigeants furent arrêtés en septembre 1930) et de droite (dissolution en 1933 du Camp de la Grande Pologne, fondé par Dmowski). S'il sanctionna résolument tout trouble antiétatique fomenté par des membres de minorités nationales, en particulier ukrainienne et biélorusse, il ne fut jamais antisémite, d'autant que parmi ses légionnaires et les partisans de son gouvernement, on trouvait bon nombre de Juifs polonais. Pour Piłsudski, toute action subversive visant à l'affaiblissement de l'État, qu'il considérait comme la valeur suprême après plus d'un siècle de sujétion, devait être condamnée.

Piłsudski était partisan de l'« assimilation étatique » des minorités nationales, ce qui supposait une attitude loyale des minorités envers les autorités et institutions de l'État polonais, y compris le service militaire. Cette expérience s'est soldée par un échec. En réponse à la vague croissante de violence et d'activités terroristes des nationalistes ukrainiens (voir Stepan Bandera\*), en 1930, l'Armée polonaise procéda à la prétendue pacification de la Petite Pologne orientale (Galicie orientale). Des unités militaires sévirent dans des villages ukrainiens selon le principe de la responsabilité collective, des maisons furent fouillées et des personnes soupçonnées de sympathies nationalistes furent battues. Le scandale retentit jusqu'à la Société des Nations et porta préjudice à l'image de la Pologne sur la scène internationale. De plus, l'« assimilation étatique » fut de plus en plus remplacée, dans les années 1930, par une « assimilation nationale », qui signifiait la polonisation des minorités nationales slaves, encouragée par Dmowski et les nationaux démocrates. Ce processus prit de l'ampleur après la mort de Piłsudski.

En fait, dans les années 1920, la Pologne emprunta le chemin typique de la plupart des pays d'Europe centrale et orientale – de la démocratie au système autoritaire. En raison de la situation interne, malgré les succès économiques incontestables et l'unification réussie du pays, l'indépendance polonaise dans l'entre-deux-guerres ne fut certainement pas des plus faciles.

Józef Piłsudski décéda le 12 mai 1935 à Varsovie d'un cancer du foie. Il fut inhumé dans une crypte de la cathédrale du Wawel à Cracovie, où reposent les rois de Pologne, les héros nationaux, les grands chefs d'armée et les poètes les plus distingués. En dépit de controverses autour de sa personnalité, le nom du maréchal reste associé au mot « indépendance ». Il est également associé au mot « liberté » et au prix qu'il faut payer pour y accéder.

**BIBLIOGRAPHIE**

GARLICKI Andrzej (2008), *Józef Piłsudski 1867-1935*, Cracovie: Wydawnictwo Znak.

HEIN Heidi (2002), *Der Piłsudski-Kult und seine Bedeutung für den polnischen Staat 1926-1939*, Marburg: Verlag Herder-Institut.

HETHERINGTON Peter (2012), *Unvanquished. Joseph Piłsudski, Resurrected Poland, and the Struggle for Eastern Europe* (première édition 2011), Houston: Pingora Press.

JĘDRZEJEWICZ Wacław (1986), *Józef Piłsudski: une biographie* (édition originale 1982), traduit du polonais par T. Sas, Lausanne/Paris: L'Âge d'homme.

NOWAK Andrzej (2015), *Polska i trzy Rosje. Studium polityki wschodniej Józefa Piłsudskiego (do kwietnia 1920 roku)* [La Pologne et trois Russies. Étude de la politique orientale de Józef Piłsudski (jusqu'en avril 1920)], Cracovie: Wydawnictwo «Arcana».

POBÓG-MALINOWSKI Władysław (2015), *Józef Piłsudski: 1867-1914*; posłowie [postface] P. Cichoracki, Łomianki: Wydawnictwo LTW.

SULEJA Włodzimierz (2018), «*Mundur na nim szary...*». *Rzecz o Józefie Piłsudskim (1867-1935)* [«L'uniforme gris sur lui...». Le dossier de Józef Piłsudski], Varsovie: Instytut Pamięci Narodowej.

WOŁOS Mariusz (2017), «La voie de l'indépendance dans la conception de Józef Piłsudski avant et pendant la Première Guerre mondiale», in Marek Kornat, Małgorzata Willaume et Mariusz Wołos (éds), *Polonais et Roumains dans la Première Guerre mondiale. Études et essais*, Cracovie: Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Pedagogicznego, pp. 58-70.

## ANDREÏ CHEPTYTSKY (1865-1944)

ANTOINE NIVIÈRE

L'archevêque gréco-catholique de Lemberg (Lviv) Andreï Cheptytsky est l'une des figures majeures de l'éveil national ukrainien dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, une figure singulière et complexe, qui incarne l'identité religieuse spécifique de la Galicie (par opposition au christianisme orthodoxe, majoritaire dans le reste de l'Ukraine) et l'histoire troublée de cette région. Pour les catholiques ukrainiens de rite byzantin (les «gréco-catholiques», appelés également «uniates»), il est à la fois le guide spirituel et le père de la nation, le symbole de la lutte pour l'unité ukrainienne. En même temps, il demeure un sujet de discorde entre les peuples qui se sont côtoyés en Galicie, mais qui se sont aussi souvent combattus, voir persécutés, pendant ce demi-siècle : Ukrainiens, Polonais, Juifs, Russes, Allemands. Autant dire que le personnage ne laisse pas indifférent. Il suscite passions, tensions et crispations, du fait d'un long parcours mouvementé et compliqué, à l'instar de son nom de famille (en polonais Szeptyćkyj, en ukrainien Šeptic'kij) pour lequel on rencontre pratiquement autant de façons d'écrire que d'auteurs. Le comte Roman-Aleksander (en religion Andreï) Cheptytsky était né en 1865, dans la propriété familiale de Prylbytchi, un village de Galicie orientale, près de Lemberg. Il appartenait à une ancienne lignée de la noblesse ruthène, entrée au service des rois de la République polono-lituanienne\*, puis de l'Empire autrichien. À la suite de l'acte d'Union de Brest, en 1596, les Cheptytsky avaient abandonné la foi orthodoxe au profit du catholicisme romain, tout en gardant le rite grec-byzantin. Mais, au XIX<sup>e</sup> siècle, la famille s'était entièrement «polonisée» jusqu'à adopter le rite latin.

### LE DÉFENSEUR DE LA CAUSE RUTHÈNE

Après un début de carrière dans l'armée autrichienne, vite interrompu par une grave maladie, Cheptytsky annonça sa décision de revenir au rite byzantino-slave de ses ancêtres et d'entrer dans l'ordre des moines basilien, au grand désespoir de son entourage, car l'Église gréco-catholique était alors regardée comme l'Église du peuple des campagnes. Ce n'est d'ailleurs qu'à partir de l'encyclique *Orientalium dignitas* (1894) que le rite oriental sera reconnu officiellement par Rome égal au rite latin. Cheptytsky attendit cependant la fin de ses études de droit à Breslau (Wrocław), en 1888, pour recevoir les ordres et faire sa théologie chez les jésuites à Cracovie. Devenu prêtre en 1892, il connaît une ascension fulgurante : évêque de Stanisławów (Ivano-Frankivsk) en 1899, archevêque de Lemberg et métropolite de Galicie en décembre 1900, à seulement 35 ans.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, après de longues décennies de polonisation et de latinisation, les élites ruthènes gréco-catholiques revendiquaient leur originalité. Face à la progression des tendances russophiles, le renouveau d'un catholicisme de rite byzantino-slave épuré des influences latines devait servir de gage à un réveil national en quête de jalons identitaires. La présence à la tête des 3 millions d'uniates d'un aristocrate au physique imposant, débordant d'idées et d'énergie, allait permettre de donner une forte assurance à ce courant, tout en apportant une alternative chrétienne aux idées laïques et radicales qui se répandaient alors dans le nationalisme naissant.

Loyal sujet de l'Empire austro-hongrois, le métropolite Cheptytsky encourage le maintien de l'orientation pro-autrichienne, en proposant que l'Église gréco-catholique reçoive un statut national équivalent à celui de l'Église latine pour les Polonais. Même s'il place au centre de ses préoccupations la réforme de la pratique religieuse et du monachisme, il donne aussi une large dimension sociale à son action auprès des masses paysannes et il agit en représentant d'une nation brimée et privée de voix politique depuis des siècles, s'efforçant d'obtenir pour elle une certaine autonomie administrative et culturelle.

Formé à la théologie post-tridentine, le métropolite Cheptytsky a également l'ambition d'étendre son influence aux régions d'Ukraine sous domination russe, et même au-delà, afin de propager la cause unioniste comme instrument de restauration de l'unité chrétienne



Le métropolitte  
Cheptytsky  
à Philadelphie (1910).

par le biais de l'intégration des orthodoxes dans la juridiction de Rome. Dans ce but, il obtient du pape des pouvoirs secrets spéciaux et se rend incognito en Russie, en 1907, afin d'y organiser un groupe semi-clandestin de catholiques russes, ce qui ne manque pas de susciter l'irritation du gouvernement du tsar.



Sur le front austro-russe pendant la Première Guerre mondiale : le colonel Kazimir Houjkovskí, le métropolite Cheptytsky, le prince Wilhelm de Habsbourg (hiver 1917-1918) (DR).

Au début de la Première Guerre mondiale, l'armée russe occupe Lemberg. S'ouvre une campagne de « russification » de la Galicie, tant politique que religieuse. Cheptytsky est alors arrêté, avant d'être interné dans une prison monastique en Russie. Il accueille avec satisfaction la Révolution de février 1917 qui lui semble offrir des perspectives à la mission catholique en Russie. Libéré par le Gouvernement provisoire, avant de regagner Lemberg, il s'arrête à Petrograd (Saint-Pétersbourg) pour s'entretenir du futur statut de l'Ukraine, puis il établit des contacts avec la *Rada* centrale de Kiev (Kyiv). Il croit possible d'aboutir, dans le cadre d'un État indépendant, à une unification des Ukrainiens orthodoxes et grecs-catholiques, au sein d'un patriarcat de Kiev qui accepterait l'autorité romaine, et dont il n'exclut pas de devenir le primat.

La chute de la dynastie des Habsbourg voit la proclamation, en novembre 1918, d'une République populaire d'Ukraine occidentale, à laquelle le métropolite apporte son soutien. Mais les Polonais ont constitué leur propre république et entendent y incorporer la Galicie orientale. Jusqu'en mai 1919, la bataille fait rage autour de Lwów (Lviv) (voir Józef Piłsudski\* et Révolutions et guerres 1917-1921\*). Victorieuses, les forces polonaises se livrent à des pogroms, les activistes ukrainiens sont internés, le métropolite est placé en résidence surveillée. Profitant d'une visite *ad limina* à Rome, il part en Europe et en Amérique du Nord plaider la cause



Le métropolite Cheptytsky avec des membres du mouvement national ukrainien de scouts Plast (1929) (DR).

d'une Galicie souveraine. Mais ses efforts restent vains. À son retour, en août 1923, il est arrêté et détenu deux mois à Poznań, le gouvernement polonais exigeant une déclaration de loyauté. Seule l'intervention du pape lui permet de rentrer à Lwów.

Cheptytsky poursuit ses efforts pour faire progresser l'idée de nation ukrainienne, mais son autorité paraît limitée, dans un contexte de radicalisation qui rend sa ligne modérée difficile à tenir, entre un gouvernement polonais qui veut imposer sa politique d'« assimilation nationale » et des extrémistes ukrainiens qui militent pour un « nationalisme intégral ». Les combattants du mouvement clandestin de l'OUN commettent une série d'assassinats de ministres polonais, mais aussi de notables modérés ukrainiens, attentats auxquels Varsovie répond par une brutale campagne de « pacification ». Quoique proche de certains dirigeants de l'OUN, Cheptytsky désapprouve la violence de l'organisation et il publie, en 1934, une lettre pastorale pour condamner ses « méthodes terroristes » (voir Stepan Bandera\*).

**DES RELATIONS AMBIGUËS DANS UNE GALICIE****RAVAGÉE PAR LA GUERRE**

L'idéal d'une Pologne multiethnique emporté par la mort de Piłsudski\*, la polonisation agressive s'intensifie et s'étend au domaine religieux. En 1938, au prétexte qu'il s'agissait d'anciens biens uniates, des centaines de lieux de culte orthodoxe en Polésie, à Chełm et en Volynie sont détruits ou transformés de force en églises catholiques de rite latin. Cheptytsky prend publiquement ses distances avec cette vague de répression. Il critique également l'État soviétique, auquel il reproche son régime de terreur et ses persécutions antireligieuses. En 1933, il publie une déclaration, dans laquelle il dénonce l'horreur de la Grande Famine\* en Ukraine soviétique.

Dans les six dernières années de sa vie, Cheptytsky voit la Galicie subir trois occupations étrangères successives, sur fond de conflits interethniques d'une violence inimaginable. Dès le Pacte germano-soviétique\* (août 1939), le métropolite multiplie les appels pour exhorter les Ukrainiens à ne pas succomber aux sentiments antipolonais. Mais les événements s'emballent. L'Armée rouge entre à Lwów en septembre 1939, la Galicie est incorporée à l'Ukraine soviétique et une répression massive s'abat sur les élites locales sur fond, peu après, de collectivisation forcée et de reprise en main idéologique. Cependant, le métropolite, désormais paralysé des jambes, n'est pas inquiet. Il entend d'ailleurs tirer profit de la nouvelle configuration pour relancer son plan d'extension de l'union vers l'est. À cet effet, il nomme quatre exarques chargés d'organiser le travail d'évangélisation à travers l'URSS. Mais ce projet qui contrarie l'*Ostpolitik* vaticane est bloqué par Pie XII.

Le 22 juin 1941, Hitler lance ses troupes contre l'Union soviétique. La population ukrainienne de Galicie accueille les Allemands en libérateurs. Cheptytsky salue la victoire du Reich sur « l'ennemi athée et inhumain » et écrit même à Hitler, en juillet 1941, pour lui exprimer l'adhésion du peuple ukrainien à la construction du « nouvel ordre en Europe ». Sans doute attendait-il des nazis la création d'un État ukrainien indépendant, un espoir vite déçu, puisque la Galicie est rattachée au Gouvernement général de Pologne tandis que les territoires plus à l'est sont transformés en colonies, tout en devenant le terrain d'un vaste nettoyage racial et ethnique.

Dès l'arrivée des Allemands, des Ukrainiens se livrent à Lwów et ailleurs à des pogroms contre la population juive, accusée d'avoir

soutenu le régime soviétique. Cheptytsky s'avère impuissant à stopper ces massacres qui, en un mois, font plus de 20 000 morts, même s'il n'hésite pas à héberger les fils du grand rabbin de la ville, assassiné en pleine rue. Dans les mois qui suivent, il entretient des relations ambiguës avec des dignitaires du Reich en échange de maigres facilités (les séminaires gréco-catholiques restent ouverts), alors que la situation devient de plus en plus complexe, au gré des renversements d'alliance de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), et de plus en plus violente, car au génocide perpétré par les nazis contre la minorité juive avec l'aide de supplétifs ukrainiens s'ajoute une épuration de masse pour vider l'Ukraine occidentale de ses habitants polonais (voir Massacres de Volynie\*).

Cheptytsky s'émeut de l'extermination des Juifs de Galicie. En février 1942, il écrit à Himmler de cesser d'associer des policiers ukrainiens aux exactions de la SS. Furieux, les nazis procèdent à une fouille du palais épiscopal et de la cathédrale. Dans un rapport à Rome, en août 1942, Cheptytsky livre son état d'esprit face aux atrocités : « Le régime allemand est mauvais, presque diabolique. [...] En moins d'un an, il n'y a pas un jour où n'ont été commis les crimes les plus terribles. Le nombre de Juifs assassinés dépasse déjà, sans doute, les 200 000 [...] ». À la parole, le métropolite ajoute les actes. Il sauve des enfants juifs (entre 200 et 300, selon les sources), qu'il fait héberger dans les couvents basilien grâce au réseau qu'a mis en place son frère, l'abbé Klymenty Cheptytsky.

Cependant, ses déclarations publiques restent modestes, peut-être par crainte de se compromettre ou de la censure. Si, en novembre 1942, dans sa lettre pastorale « Tu ne tueras point », Cheptytsky exhorte les Ukrainiens à vivre en paix avec leurs voisins selon les commandements évangéliques, il n'y mentionne explicitement ni les Juifs ni les Polonais. Et, dans sa correspondance avec l'archevêque latin de Lemberg, il se refuse à incriminer les nationalistes ukrainiens, préférant rejeter les massacres de Polonais sur des bandes armées incontrôlées. Ultime paradoxe, au printemps 1943, il appuie la création de la division SS Halytchyna (Galicie) composée de volontaires galiciens, estimant que cette formation pourra servir d'ossature à une future armée ukrainienne dans la lutte finale face aux Soviétiques : il envoie l'un de ses auxiliaires bénir les troupes et détache dans leurs rangs une vingtaine d'aumôniers.

Après la prise de Lemberg par l'Armée rouge en juillet 1944, Cheptytsky est étroitement surveillé par le NKVD, comme le

montrent les documents d'archives récemment publiés. Prudent, il donne quelques gages, en affirmant possible de trouver un terrain d'entente avec un État soviétique qui semble avoir adouci sa politique religieuse. En octobre 1944, une lettre élogieuse est rédigée en son nom pour remercier Staline d'avoir libéré et unifié l'ensemble de l'Ukraine. Les agents du NKVD proposent d'utiliser l'autorité du métropolite, âgé alors de 79 ans, pour renforcer l'emprise du régime soviétique en Ukraine occidentale. Toutefois, sa mort, survenue le 1<sup>er</sup> novembre, met fin à ce plan. À la place, ordre est donné de liquider l'Église gréco-catholique ukrainienne, dont tous les évêques sont arrêtés et déportés en 1945 (y compris Klymenty Cheptytsky, mort en détention en 1951), tandis que les paroisses uniates se voient intégrées de force au patriarcat de Moscou, lors du concile réuni à Lviv/Lvov, en mars 1946, pour abroger l'Union de Brest.

Quinze ans après sa mort, une démarche en vue de la béatification du métropolite Cheptytsky est engagée auprès de Rome, mais elle est rejetée par le Vatican alors en plein rapprochement avec les orthodoxes. Une deuxième procédure est ensuite bloquée par le cardinal Wyszyński, primat de Pologne. Après la chute de l'URSS et la renaissance de l'Église gréco-catholique en Ukraine, l'archidiocèse de Lviv introduit une nouvelle demande, mais une partie de l'épiscopat polonais se montre à nouveau opposée, en dépit de l'avis favorable donné par Jean-Paul II lors de sa visite à Lviv, en 2001. Finalement, en juillet 2015, après une intervention du pape François, la congrégation pour les causes des saints a reconnu les « vertus héroïques » de Cheptytsky, première étape vers sa béatification.

### **UN HÉROS TRAGIQUE À LA PERSONNALITÉ ÉQUIVOQUE**

Pourtant, déjà de son vivant, Cheptytsky suscitait des passions extrêmes : enthousiasme des uns, comme c'est le cas du jeune ecclésiastique français Louis (Lev) Gillet qui, à son contact, découvre le christianisme oriental, aversion et animosité de beaucoup d'autres. Chez ses contemporains polonais, le prélat uniate provoque la méfiance parce qu'il a abandonné sa culture d'origine, puis ce sentiment évolue vers une franche hostilité quand il se met à prôner la souveraineté de la Galicie. Sa spectaculaire ascension suscite un temps la suspicion des Ruthènes qui craignaient de sa part une

tentative de polonisation de leur Église. Pour l'administration tsariste, Cheptytsky passe pour un agent d'influence des Habsbourg, voire un espion de l'état-major autrichien.

Depuis, le métropolite n'a cessé d'être au centre de débats qui tournent autour de thèmes tels que sa nationalité, sa contribution à l'idée nationale ukrainienne, son rôle dans les relations conflictuelles entre les peuples de la région dans l'entre-deux-guerres, son attitude durant la Seconde Guerre mondiale. Ces questions restent très clivantes. Parmi les historiens polonais, Adam Kubasik considère que Cheptytsky a utilisé son ministère pastoral pour s'imposer comme un « leader politique » et Hieronim Wyczawski estime que cet activisme a débouché sur « un nationalisme chauvin » qui a contribué à l'exacerbation des tensions entre les deux peuples. À l'inverse, Andrzej Zięba, mettant l'accent sur l'ostracisation de Cheptytsky par les élites polonaises, et notamment l'épiscopat de rite latin, affirme que les torts sont partagés.

En Ukraine, là non plus, Cheptytsky n'est pas perçu partout de la même manière, même si l'Église gréco-catholique déploie une grande énergie pour populariser son nom : de nombreux colloques, livres et films ont pour objet de réhabiliter son action, des rues et des monuments lui sont dédiés, comme la monumentale statue inaugurée en 2015, devant la cathédrale Saint-Georges de Lviv, par le président Petro Porochenko. Dans la mémoire collective de l'Ukraine occidentale, Cheptytsky est admiré comme « une personnalité charismatique hors norme [qui] pensait et agissait en dehors des sentiers battus » (Borys Gudziak, évêque), il est présenté comme le « Serviteur de Dieu », le « Moïse ukrainien », autant de titres qui lui confèrent une dimension quasi messianique. Mais, dans les régions centrales et orientales, où prévaut la présence orthodoxe, son image s'avère bien différente, encore marquée par la vision qu'a longtemps véhiculée de lui la propagande soviétique avec tous les clichés du genre, celui de l'« élève des jésuites, ambitieux et intrigant », du prélat sans scrupule servant les intérêts des « nationalistes bourgeois », de l'artisan du *Drang nach Osten* de Vienne, puis de Berlin.

Côté russe, l'attitude demeure, aujourd'hui encore, très négative. L'Église gréco-catholique est toujours dénoncée comme un « cheval de Troie » du Vatican et le métropolite Cheptytsky accusé d'avoir cherché, sa vie durant, à arracher l'Ukraine à la Russie. Ce point de vue est défendu par les historiens du patriarcat de

Moscou, tel Vladislav Petrouchko, pour qui l'uniatisme paraît à la fois une entreprise de prosélytisme et une manœuvre politique, ce qui permet de fustiger la duplicité d'un prélat qui, en un demi-siècle, a servi, sans difficulté, tant de régimes successifs. L'escalade des tensions entre la Russie et l'Ukraine depuis 2014 contribue à relancer les attaques *ad personam* contre Cheptytsky, comme dans un article (anonyme) paru, en 2016, sur le site de l'Union des journalistes orthodoxes (de Russie), sous le titre « Un schizophrène ou un froussard ? » Pour preuve qu'il reste considéré comme un ennemi dangereux de la Russie, une brochure, publiée par le métropolite en 1900, et rééditée en 1990 à Lublin, a été inscrite par un tribunal de Moscou sur la liste des livres « à caractère extrémiste » en raison de ses « positions contre l'orthodoxie et la Russie ».

L'attitude de Cheptytsky durant la Seconde Guerre mondiale, et notamment face au génocide des Juifs de Galicie, constitue le point culminant du débat entre ses défenseurs et ses détracteurs. Tous les arguments *pro et contra* ont été avancés pour interpréter ses déclarations de l'époque, avec leurs non-dits et prudentes circonvolutions. Il est probable qu'aucun des deux camps n'arrivera à convaincre l'autre définitivement et que, de ce fait, Cheptytsky restera un héros pour les uns, un collaborateur pour les autres. C'est ainsi que son inscription sur la liste des Justes parmi les nations, proposée par des rescapés de la Shoah, entre autres certains de ceux qu'il avait hébergés, n'a pas été acceptée par le comité du mémorial de Yad Vashem qui juge cette candidature inappropriée, alors que, de son côté, la communauté juive d'Ukraine a décidé, en 2008, d'honorer celui qui a sauvé des centaines de Juifs, en lui décernant le titre de « Juste ».

Toutes ces polémiques montrent combien il est difficile de dégager une appréciation globale non univoque de Cheptytsky. On ne saurait mésestimer le travail qu'il a engagé pour désenclaver la Galicie et l'ouvrir vers les terres ukrainiennes à l'est. D'une part, en préconisant l'emploi du mot « ukrainien » au lieu de « ruthène » devenu trop étroit, Cheptytsky élevait les Galiciens à un stade supérieur de conscience historique. D'autre part, alors que l'Église orthodoxe à Kiev s'avérait incapable de quitter l'orbite russe, sortir l'Église gréco-catholique de son régionalisme permettait d'en faire un instrument de l'essor ukrainien et, dans un deuxième temps, de lui conférer une envergure nationale avec une orientation résolument souverainiste.

Ce qui paraît aussi incontestable, c'est la force de caractère d'un homme, né de culture polonaise, baptisé dans le catholicisme latin, mais qui a fait sienne l'identité ruthène et dont l'image s'est trouvée ensuite entièrement associée à celle de ce peuple d'adoption. En particulier, le souvenir des tribulations personnelles du métropolite (emprisonné par l'occupant russe, exilé par les autorités polonaises, harcelé par le régime soviétique) lui a conféré un statut de martyr dans laquelle pouvait se reconnaître une nation tout entière, longtemps opprimée par ses deux puissants voisins.

Certes, Cheptytsky a traversé des périodes particulièrement troubles, quand les frontières et les régimes changeaient avec une rapidité et une brutalité aussi déconcertantes que dangereuses, d'où une action politique menée par à-coups, en fonction des circonstances, ce qui ne manque pas de donner à son parcours cette sinuosité que d'aucuns attribuent à la duplicité et à l'ambition, mais qui reflète plutôt chez cet homme de conviction le tragique enchaînement des doutes et des égarements, des espoirs et des désillusions. Plus que ses mérites ou erreurs politiques, c'est probablement cette dimension tragique qui fait de Cheptytsky un personnage légendaire dans la mémoire collective de sa Galicie natale.

#### BIBLIOGRAPHIE

CHEPTYTSKY André (1967), « Lettre au pape Pie XII du 29-31 août 1942 », in Pierre Blet s.j. *et al.*, *Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale*, vol. 3, n° 406, p. 265.

COCO Giovanni (2006), « Tra la Galizia e la Russia: la nomina episcopale di Andrej Szeptycki nell'ambito dell'Unionismo di Leone XIII », in *Dall'Archivio Segreto Vaticano*, vol. 1, pp. 31-168.

GALADZA Peter (2009), *Unité en Division: Lettres de Lev Gillet (un moine de l'Église d'Orient) à Andrei Cheptytsky 1921-1929*, Paris: Parole et Silence.

HIMKA John-Paul (1998), *Religion and Nationality in Western Ukraine: The Greek Catholic Church and the Ruthenian National Movement in Galicia, 1867-1900*, Montréal: McGill-Queen's University Press.

HIMKA John-Paul (2013), «Metropolitan Andrey Sheptytsky and the Holocaust», *Polin. Studies in Polish Jewry*, vol. XXVI: *Jews and Ukrainians*, pp. 337-359.

KOROLEVSKIJ Cyrille (2005), *Le prophète ukrainien de l'unité: Métropolite André Szeptyckij (1865-1944)*, Paris: F.-X. de Guibert.

KRAWCHUK Andrii (1997), *Christian Social Ethics in Ukraine: The Legacy of Andrei Sheptytsky*, Edmonton: Canadian Institute of Ukrainian Studies / University of Alberta.

KUBASIK Adam (1999), *Arcybiskupa Andrzeja Szeptyckiego wizja ukraińskiego narodu, państwa i Cerkwi* [La vision du peuple ukrainien, de son État et de son Église chez l'archevêque André Cheptytsky], Lwów/Cracovie: Wydawnictwo bł. Jakuba Strzemię.

MAGOCSI Paul-Robert (éds) (1989), *Morality and Reality: The Life and Times of Andrei Sheptytsky*, Edmonton: Canadian Institute of Ukrainian Studies/University of Alberta.

PETRUŠKO Vladislav (1999), «K predpolagaemoj beatyfikacii uniatskogo mitropolita Andreja Šeptickogo» [À propos du projet de béatification du métropolite uniate André Cheptytsky], in *Eżegodnaja bogoslovszkaja konferencija Pravoslavnogo Sv. Tihonovskogo Bogoslovszkogo Instituta (1999 g.). Materialy*, Moscou, pp. 374-380.

WYCZAWSKI Hieronim (1979), «Kosciol w odrodzonym panstwie polskim (1918-1939)» [L'Église dans le nouvel État polonais (1918-1939)], *Historii Kościoła w Polsce*, Varsovie: Kumor/Obertynski, vol. 2, pp. 309 et ss.

ZAITSEV Oleksandr (2015), «Ukrainian Integral Nationalism and the Greek-Catholic Church in the 1920-1930s», in J. Nelis, A. Morelli, D. Praet (éds), *Catholicism and Fascism in Europe, 1918-1945*, Hildesheim: G. Olms Verlag, pp. 389-401.

ZIĘBA Andrzej (1998), «Dzieje legendy pośmiertnej metropolity Andrzeja Szeptyckiego wśród Polaków» [Histoire de la légende posthume du métropolite André Cheptytsky parmi les Polonais], in *Polska-Ukraina. 1000 lat sąsiedztwa*, Przemyśl: Południowo-Wschodni Instytut Naukowy, vol. 4, pp. 287-310.

# STEPAN BANDERA (1909-1959)

ANDRII PORTNOV

Le 25 juillet 1934, l'aile radicale de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) dirigée par Stepan Bandera, âgé de 25 ans, assassinait (ou « exécutait », selon leur terminologie) Ivan Babii, directeur du Gymnase académique de Lwów (Lviv). Babii, ancien officier de l'Armée ukrainienne de Galicie (voir Révolutions et guerres 1917-1921\*) et partisan d'une coexistence pacifique entre Ukrainiens et Polonais, était accusé par les jeunes radicaux de « collaboration active avec la police polonaise ». Aujourd'hui, la rue où se trouve le bâtiment du Gymnase académique porte le nom de Stepan Bandera.

Comment et pourquoi Bandera est-il devenu l'un des symboles principaux (sinon le principal) du nationalisme ukrainien ? Dans quelle mesure les différents mythes qui entourent ce terroriste politique reflètent-ils sa vie réelle ? Enfin, pourquoi sa mort de la main d'un agent soviétique (ou plutôt l'agitation politique provoquée par les aveux volontaires du meurtrier) est-elle presque devenue le facteur le plus important de la commémoration héroïque de celui qui fut le chef de l'aile radicale de l'OUN ?

## **LE NATIONALISME UKRAINIEN DANS LA POLOGNE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES**

Après la Première Guerre mondiale, nombreux étaient ceux qui, en Europe, pensaient que l'homogénéité ethnique d'un État était la condition nécessaire de son développement et de sa stabilité. Néanmoins, malgré la grande popularité du slogan sur le « droit des nations à l'autodétermination », les groupes ethniques n'ont de loin pas tous obtenu leur propre État.

La République populaire d'Ukraine, avec Kiev (Kyiv) pour capitale, et la République populaire d'Ukraine occidentale, avec Lviv pour capitale, proclamées après l'effondrement des Empires russe et austro-hongrois, ont subi une défaite militaire face à leurs opposants et n'ont pas pu maintenir leur indépendance. La Galicie orientale et la Volynie ont été intégrées au nouvel État polonais. Quant à « l'Ukraine du Dniepr », elle a formé l'une des Républiques soviétiques de l'URSS.

La Pologne de l'entre-deux-guerres n'a connu ni Grande Famine\*, comme cela fut le cas en 1932-1933 en Ukraine soviétique, ni répressions politiques de masse. Néanmoins, les 5 millions d'Ukrainiens de Pologne ont constamment dû faire face à diverses formes de discrimination. Le droit à l'enseignement scolaire en ukrainien était limité et les autorités polonaises n'avaient pas tenu leur promesse d'ouvrir une université ukrainienne à Lwów. En effet, les gouvernements polonais de l'entre-deux-guerres ne cachaient pas leur crainte des Ukrainiens, qui constituaient la minorité nationale la plus nombreuse. En outre, dans les régions proches de la frontière soviétique, les Ukrainiens constituaient la majorité de la population (par exemple, 72 % de la population dans la voïvodie de Stanisławów (Ivano-Frankivsk), 68 % dans celle de Wołyń (Volynie). La Pologne n'a pas réussi à résoudre la question nationale, et ses pratiques discriminatoires ont poussé les Ukrainiens politiquement actifs tantôt vers une soviétophilie, tantôt vers un nationalisme radical, avec ses slogans de « révolution nationale contre la domination polonaise » et ses méthodes de lutte terroristes. Certes, il serait trop simple de prétendre que la politique polonaise porte toute la responsabilité de la radicalisation de la scène politique ukrainienne. Toutefois, les nombreuses mesures prises par le gouvernement polonais n'ont fait qu'augmenter l'antagonisme et les conflits. En même temps, comme l'écrit l'historien Andriy Zayarnyuk, il ne faut pas oublier que « malgré les tendances à la radicalisation, l'Union nationale-démocrate ukrainienne (UNDO) est restée pour les Ukrainiens de Galicie la force politique majeure tout au long des années 1930... Ce n'est qu'après la destruction définitive du système politique pluraliste, à la suite de l'agression soviétique de 1939, que le nationalisme intégral s'est imposé. »

L'histoire de l'OUN (ainsi que d'autres groupes nationalistes radicaux) en plein cœur de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle, est un vif rappel du danger de la formule politique « une nation ethnique – un

État» et de la conviction que tous les moyens sont bons pour obtenir l'indépendance nationale. Au cours des années 1921-1939, les nationalistes ukrainiens radicaux ont commis 63 attentats. Parmi leurs victimes figuraient 25 Polonais, un Russe, un Juif et 36 Ukrainiens. En outre, ce sont avant tout les Ukrainiens modérés qui étaient visés, ceux qui étaient favorables à la résolution pacifique des conflits politiques et qui, selon la logique de l'OUN, portaient préjudice à la cause de la «révolution nationale», en détournant d'elle l'attention de la partie active de la société.

L'Organisation des nationalistes ukrainiens, fondée en hiver 1929 lors d'un congrès à Vienne, était une structure illégale dotée de règles strictes en matière de conspiration. Elle était dirigée par le colonel Ievhen Konovalts (1891-1938), vétéran de la révolution ukrainienne de 1917-1919. Stepan Bandera, né le 1er janvier 1909 à Stary Uhryniv dans la famille d'un prêtre gréco-catholique, était une des figures éminentes parmi les jeunes militants de l'OUN en Galicie orientale. Bandera n'était pas un idéologue de l'OUN, mais plutôt un activiste, adepte du terrorisme. La brochure *Nationalisme [Nacionalizm]*, écrite par Dmytro Dontsov (1883-1973) et publiée pour la première fois en 1926, joua le rôle de manifeste non officiel de l'organisation. Les ouvrages de Dontsov, qui avait quitté l'Empire russe en 1914 et qui n'a jamais appartenu à l'OUN, sont néanmoins devenus les livres de chevet de nombreux nationalistes. Émotionnels et métaphoriques, ces textes appelaient à une lutte sans merci pour la création d'un État ukrainien indépendant. À partir des années 1930, Dontsov idéalisait sans équivoque les pratiques totalitaires du fascisme italien et du national-socialisme allemand. Si ses textes avaient une orientation principalement antirusse, l'OUN considérait quant à elle que l'ennemi principal était l'État polonais, dont elle ne reconnaissait pas la légitimité en Ukraine occidentale (région appelée Petite Pologne orientale selon la terminologie polonaise de l'époque). La préparation et le déclenchement d'un soulèvement contre la Pologne constituaient l'objectif principal de la politique de l'OUN, y compris au moyen de la terreur politique.

C'est Bandera qui organisa (mais ne réalisa pas lui-même) deux assassinats politiques très médiatisés. En octobre 1933, au moment de la Grande Famine, le secrétaire du consulat soviétique fut tué à Lwów pour protester «contre la destruction criminelle des Ukrainiens». En juin 1934, Bronisław Pieracki, ministre polonais

de l'Intérieur, fut assassiné. L'auteur de cet assassinat réussit à s'enfuir à l'étranger, mais Bandera et 11 autres membres de l'OUN furent arrêtés par les autorités polonaises. En novembre 1935 débuta le procès de Varsovie, à l'issue duquel Bandera et ses deux collaborateurs les plus proches furent condamnés à mort. Cette peine fut commuée en prison à perpétuité. En mai 1938, alors que Bandera était en prison, un agent soviétique tua à Rotterdam Konovalets, le « dirigeant de l'OUN ». Une bombe dissimulée dans une boîte de chocolats d'Ukraine explosa entre les mains du colonel, qui était un grand amateur de friandises.

### LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La chute de l'État polonais à la suite de l'agression germano-soviétique de septembre 1939 permit à Bandera de sortir de prison. Peu de temps après, en 1940, l'OUN se scinda officiellement en deux fractions, chacune connue sous le nom de son dirigeant : les *melnykivtsy*, du nom d'Andriï Melnyk (1890-1964), le successeur de Konovalets, et les *banderivtsy*. Les *banderivtsy* avaient la réputation d'être plus intransigeants, plus radicaux, et ils bénéficiaient avant tout du soutien des jeunes membres de l'organisation. La relation entre les deux courants de l'OUN était empreinte d'hostilité, allant même jusqu'aux meurtres. Les *melnykivtsy* ont notamment accusé les *banderivtsy* d'avoir tué deux membres importants de leur fraction, Omelian Senyuk et Mykola Stsiborsky, abattus à Jytomyr le 30 août 1941.

Le début de la guerre germano-soviétique en été 1941 fut un défi majeur pour les deux courants de l'OUN. Le 30 juin 1941, lorsque les troupes allemandes entrèrent à Lvov (Lviv), Bandera et ses partisans (OUN-b) décidèrent de proclamer un État ukrainien indépendant, plaçant ainsi le Troisième Reich devant le fait accompli. Iaroslav Stetsko (1912-1986), émissaire de Bandera, diffusa la « Déclaration d'indépendance de l'Ukraine » rédigée par l'OUN-b. C'était en contradiction avec la politique des nazis à l'est de l'Europe, qui ne prévoyait pas la création d'une Ukraine indépendante et considérait les terres ukrainiennes comme une partie du *Lebensraum* allemand. Bandera et Stetsko furent donc tous deux arrêtés et placés en résidence surveillée dans un baraquement spécial du camp de concentration de Sachsenhausen (où ils restèrent jusqu'en septembre 1944).

Ainsi, Bandera n'a pas pris part personnellement aux activités clandestines de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), créée en 1942, ni au nettoyage ethnique de la population polonaise de Volynie. Il n'a pas non plus participé directement au mouvement antisoviétique d'après-guerre dans l'ouest de l'Ukraine, qui représenta un défi énorme pour la politique soviétique. Les chiffres diffusés le 26 mai 1953 lors d'une réunion du Praesidium du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique témoignent de l'ampleur du problème : « De 1944 à 1952, dans les régions occidentales de l'Ukraine, près de 500 000 personnes ont subi les répressions, parmi lesquelles 134 000 ont été arrêtées, plus de 153 000 ont été tuées et plus de 203 000 ont été déportées hors des frontières de la République socialiste soviétique d'Ukraine. »

À la fin des années 1940, Lev Rebet, un des opposants de Bandera au sein de l'OUN, écrivait ceci sur le phénomène de l'identification du mouvement au nom de Bandera : « Arrêté en 1934, Bandera n'est jamais revenu en Ukraine et, à l'exception de la brève période de 1940 et 1941, n'a pas été directement impliqué dans les activités de l'organisation, se trouvant soit en prison, soit dans un camp de concentration, soit dans l'émigration. Toutefois, son nom est intimement lié à l'histoire de l'organisation, de façon disproportionnée par rapport à sa contribution personnelle. »

Ironie du sort, c'est cet adversaire de Bandera, Lev Rebet, qui est devenu la première victime des services secrets soviétiques dans leur chasse aux nationalistes ukrainiens dans l'émigration. Le 12 octobre 1957, à Munich, l'agent du KGB Bogdan Stachinski lança au visage de Rebet un poison liquide spécial à l'aide d'un pistolet. Au bout de quelques minutes, les traces du poison se dissipèrent complètement et le décès, attribué à une crise cardiaque, n'éveilla aucun soupçon.

### **L'ASSASSINAT À MUNICH: UNE OPÉRATION SPÉCIALE**

#### **DU KGB ET L'ÉMERGENCE D'UN MYTHE**

Le 23 mai 1958, une commémoration eut lieu au cimetière de Rotterdam à l'occasion du vingtième anniversaire de l'assassinat de Konovalts, fondateur de l'OUN. Bandera, Melnyk et d'autres personnalités du mouvement nationaliste se trouvaient au cimetière. Stachinski, chargé de retrouver et d'identifier Bandera parmi les participants de la cérémonie, était aussi présent. À Munich, le 15 octobre 1959, Stachinski lança du poison liquide au visage de

Bandera à l'aide d'un nouveau pistolet amélioré. Cette fois-ci, les médecins découvrirent la présence de poison dans le sang de la victime. Cependant, la version privilégiée de la mort de Bandera fut le suicide, qui aurait été provoqué soit par les relations amoureuses du chef de l'OUN, soit par la déception dans la lutte politique.

L'histoire de l'assassinat de Bandera (et de Rebet) acquit une dimension radicalement nouvelle dans la nuit du 12 au 13 août 1961, durant laquelle le mur séparant la partie orientale de la partie occidentale de la ville de Berlin fut érigé. Cette nuit-là, l'agent soviétique Bogdan Stachinski et son épouse, une Allemande de l'Est, s'enfuirent de Berlin-Est pour se rendre aux autorités. Lors du procès qui se déroula à Karlsruhe en automne 1962, Stachinski décrivit de façon détaillée les deux meurtres qu'il avait commis et fut condamné à huit ans de prison. Cette peine légère fut justifiée par le fait qu'il n'était pas l'auteur direct du meurtre, mais seulement un « instrument aux mains du véritable criminel », à savoir le gouvernement soviétique.

Le procès de Stachinski a suscité une très grande attention et a influencé la politique internationale, les méthodes de travail du KGB, et même la culture de masse. Les révélations du meurtrier de Bandera ont mis fin à la carrière politique de l'ancien président du KGB, Aleksandr Chelepine, et ont contraint l'URSS à abandonner la pratique consistant à tuer des opposants politiques à l'étranger. Les confessions de Stachinski ont inspiré la « technologie du meurtre » que l'on trouve dans l'un des romans de Ian Fleming, *L'homme au pistolet d'or* (1965) et dont le protagoniste est le célèbre James Bond. Et, surtout, le procès a contribué à transformer Bandera en un symbole de la « lutte sans concession pour l'Ukraine » et en une « victime de la terreur soviétique ». Selon l'historien Serhii Plokhyy, qui a étudié le procès de Stachinski, « au lieu de semer la discorde dans les rangs des émigrés et de provoquer une lutte interne entre les dirigeants de l'organisation ukrainienne la plus combative, l'assassinat de Bandera a marqué l'élimination d'un leader qui, à ce moment, ne jouissait pas d'une popularité inconditionnelle et ne représentait pas une menace réelle. L'assassinat de Bandera l'a transformé en martyr et a fourni à ses partisans l'instrument de mobilisation qui leur manquait auparavant. »

Tant l'agitation internationale autour du procès de Stachinski que la propagande soviétique, qui attribua à Bandera les traits de « l'antihéros n° 1 », contribuèrent à transformer son nom de famille



Monument à Stepan Bandera à Lviv. © Andrii Portnov, 2008.

en « marque ». Tous les nationalistes ukrainiens et, dans certains contextes, même les habitants de l'Ukraine occidentale ou tout simplement ceux parlant l'ukrainien, commencèrent à être appelés des « bandéristes ». Or, le terme « bandériste » n'est jamais neutre, et il est toujours saturé idéologiquement au maximum, que ce soit de façon positive ou extrêmement négative.

#### **LES « PASSIONS POUR BANDERA » DANS L'UKRAINE POSTSOVIÉTIQUE**

La commémoration publique de Bandera en Ukraine n'est devenue possible que depuis le début des années 1990, après l'effondrement de l'URSS. Dans les localités de trois régions de l'Ukraine occidentale – celles de Lviv, de Ternopil et d'Ivano-Frankivsk, des



Timbres à l'effigie de Stepan Bandera émis en 2006, (collection particulière).

statues de Bandera (40 au total) et des rues portant son nom ont commencé à apparaître. Tous les présidents ukrainiens (y compris Viktor Ianoukovytch) ont donné leur consentement tacite à la canonisation locale (en Ukraine occidentale) de l'UPA, en supposant sans doute qu'un consensus national au sujet de la Seconde Guerre mondiale et de la Grande Guerre patriotique était impossible en Ukraine. Chez les intellectuels, on trouvait les opinions les plus opposées, de la condamnation catégorique à l'héroïsation sans équivoque. Il y eut également des propositions de reconnaissance des crimes et des erreurs de l'UPA, afin de préserver la mémoire du mouvement clandestin antisoviétique dans le récit national.

Après le premier tour des élections présidentielles de 2010, au cours duquel le président sortant Viktor Iouchtchenko a recueilli 5,45% des votes, celui-ci a surpris l'électorat en signant un décret accordant à titre posthume à Bandera le titre de « Héros d'Ukraine » (titre calqué sur la plus grande décoration en Union soviétique). Les raisons avancées étaient : « Une force d'esprit inébranlable dans la défense de l'idée nationale, l'héroïsme et le sacrifice de soi dans la lutte pour l'indépendance de l'État ukrainien. » Après le deuxième tour des élections et la victoire de Viktor Ianoukovytch, le tribunal

régional de Donetsk a invalidé le décret de Iouchtchenko en évoquant que le titre de « Héros d'Ukraine » ne pouvait être attribué qu'à un citoyen de l'État ukrainien, ce que Bandera n'avait jamais été.

Les manifestations de masse sur le Maïdan en 2013-2014 ont réactualisé la mythologie de Bandera. Aux côtés des représentants des partis radicaux de droite qui promulguaient consciemment l'image positive de Bandera, un nombre important de partisans du Maïdan se sont mis à se qualifier de « bandéristes ». Dans la plupart des cas, c'était une manière d'exprimer le rejet de la propagande russe officielle, qui visait à présenter le Maïdan comme un « coup d'État fasciste ». Toutefois, en utilisant un cliché de propagande pour se décrire de façon positive, ces personnes sont tombées dans un piège idéologique. En effet, elles ignoraient presque tout des opinions politiques et des méthodes de Bandera, qui étaient très éloignées des idéaux démocratiques du Maïdan. D'ailleurs, l'un des résultats symboliques du Maïdan a été la légitimation du mot d'ordre utilisé par les membres de l'OUN : « Gloire à l'Ukraine ! Gloire aux héros ! » Pendant le « Maïdan », ce slogan s'est transformé en une déclaration de loyauté politique envers l'État ukrainien. Selon certains chercheurs, l'image de Bandera a subi un processus similaire.

Pour l'historien Serhy Yekelchuk, « on peut affirmer que pendant l'Euromaïdan, l'image de Bandera a acquis une nouvelle signification en tant que symbole de l'opposition au régime prorusse corrompu et a quasiment perdu tout lien avec la personnalité historique de Bandera, ardent défenseur du nationalisme ethnique exclusif ». Un autre historien, John-Paul Himka, a souligné la capacité des mouvements de masse à absorber et à réinterpréter les symboles historiques. Il pose néanmoins la question suivante : « Est-il possible d'accepter un héritage nationaliste en tant qu'héritage national et de simplement oublier son côté sombre ? » Il nous semble quant à nous que la société ukrainienne devrait en savoir plus sur le potentiel antidémocratique du culte de Bandera et sur les dangers d'une représentation idéaliste d'une organisation illégale qui a commis des crimes contre ceux qu'elle considérait comme ses « ennemis », qu'ils soient polonais, juifs ou ukrainiens.

On peut noter que ni les partisans de la glorification de Bandera ni ses adversaires ne constituent un groupe homogène en Ukraine. De plus, la glorification de Bandera est critiquée en Ukraine de différents points de vue, fussent-ils « pro-poutine » ou démocratiques.

Autrement dit, la critique de Bandera ne fait pas automatiquement de quelqu'un un partisan de la démocratie ou du récit soviétique. C'est pourquoi toute prise de position sur cette question nécessite de prendre en compte le contexte d'énonciation.

Compte tenu de tout ce qui a été dit, le fait qu'après le « Maïdan », l'annexion de la Crimée et le début de la guerre dans le Donbass, la commémoration de Bandera a pour la première fois dépassé le cadre territorial de l'Ukraine occidentale ne paraît que plus flagrant. Le 7 juillet 2016, le conseil municipal de Kyiv a rebaptisé l'avenue de Moscou en avenue Bandera. En juillet 2018, le conseil régional de Jytomyr, située au centre de l'Ukraine, a proclamé l'année 2019 « l'année de Bandera ».

On peut supposer que ces décisions ne sont pas uniquement dues au contexte d'une guerre dans laquelle Bandera est considéré comme un « symbole antirusse » important. Elles révèlent la faiblesse, dans la société ukrainienne, d'une critique publique de la commémoration du nationalisme radical qui soit basée sur des positions démocratiques et qui soit dénuée de connotation pro-poutinienne.

Il est important de rappeler que la critique démocratique du nationalisme radical a sa propre tradition dans la pensée intellectuelle ukrainienne. En 1932, les sociaux-démocrates Isaak Mazepa, Olgerd Botchkovsky et Panas Fedenko avaient sévèrement critiqué les méthodes terroristes de l'OUN dans la brochure *Construisent-ils ou détruisent-ils? [Budujuť čy rujnujuť?]*, et ils avaient attiré l'attention sur les tendances autoritaires inhérentes de cette organisation. Dans les années 1960-1970, les intellectuels ukrainiens Ivan L. Rudnytsky et George (Yuri) Shevelov ont relevé le caractère antidémocratique et intolérant du nationalisme radical, et ont souligné sa proximité avec le bolchevisme et le nazisme.

Dans l'Ukraine actuelle, une discussion responsable sur le futur modèle de gouvernement et de politique culturelle constitue la condition première pour le développement démocratique du pays.

*Traduit du russe par Olga Fioretti*

**BIBLIOGRAPHIE**

- AMAR Tarik Cyril, Ihor BALYNS'KYJ, Jaroslav HRYCAK (éds) (2010), *Strasti za Banderoju* [Passions autour de Bandera], Kyiv: Grani-T.
- ARMSTRONG John A. (1990), *Ukrainian Nationalism* (première édition 1955), New York: Ukrainian Academic Press.
- HIMKA John-Paul (2015), «The History behind the Regional Conflict in Ukraine», *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 16, 1, pp. 129-136.
- MOTYL Alexander J. (1980), *The Turn to the Right: The Ideological Origins and Development of Ukrainian Nationalism, 1919-1929*, New York: Columbia University Press.
- PLOKHY Serhii (2016), *The Man with the Poison Gun: A Cold War Spy Story*, New York: Basic Books.
- ROSSOLINSKI-LIEBE Grzegorz (2014), *Stepan Bandera: The Life and Afterlife of a Ukrainian Nationalist: Fascism, Genocide, and Cult*, Stuttgart: ibidem-verlag.
- WYSOCKI Roman (2003), *Organizacja Ukraińskich Nacjonalistów w Polsce w latach 1929-1939* [L'organisation des nationalistes ukrainiens en Pologne, 1929-1939], Lublin: Wydawn, Uniwersytetu Marii Curie-Skłodowskiej.
- YEKELCHYK Serhy (2015), *The Conflict in Ukraine. What Everyone Needs to Know*, New York / Oxford: Oxford University Press.
- ZAJCEV Oleksandr (2013), *Ukraińskij integral'nyj nacjonalizm (1920-ti-1930-ti roki). Narysy intelektual'noi istorii* [Le nationalisme intégral ukrainien], Kyiv: Krytyka.
- ZAYARNYUK, Andriy (2015), «A Revolution's History. A Historian's War», *Ab imperio*, 1, pp. 449-479.



**MONUMENTS, MUSÉES, LOIS  
ET CULTURES MÉMORIELLES**



# MÉMOIRE ET MONUMENTS

VITA SUSAK

*Lorsque vous détruisez des monuments,  
gardez les socles, ils pourront toujours  
servir un jour.*

Stanisław Lem

Les études sur la politique mémorielle s'attachent surtout à ses expressions matérielles, à savoir les monuments et les mémoriaux. Les historiens s'intéressent aux personnages représentés, aux thèmes, aux réactions que ces monuments ont provoquées dans la société et bien moins à leur apparence, leur style ou leur langage artistique. Nous aborderons ici ces dernières questions en nous fondant surtout sur les monuments créés en Ukraine et en Russie après l'effondrement de l'URSS.

## DE LA LUTTE CONTRE L'IDOLÂTRIE AU RETOUR DES IDOLES

Avec l'adoption du christianisme à Kiev (Kyiv) en 988, les idoles de bois des dieux slaves furent jetées dans le Dniepr. Suivant l'exemple de Byzance, la *Rous* de Kiev\* renonça à la sculpture en trois dimensions pour plusieurs siècles. Le besoin de commémorer les événements importants persista, mais il s'exprima à travers l'édification d'églises, comme le montre la construction de la cathédrale de Saint-Basile-le-Bienheureux, par exemple, qui fut érigée en l'honneur de la prise de Kazan par Ivan IV, dit Ivan le Terrible. C'est seulement au début du XVIII<sup>e</sup> siècle que Pierre I<sup>er</sup> le Grand vainquit la peur de l'idolâtrie. Il permit même au sculpteur italien Carlo Bartolomeo Rastrelli de réaliser un masque sur son visage en vue d'un monument équestre à son effigie en tant qu'empereur.

Le « Cavalier de bronze » d'Étienne Falconet, édifié en 1782 à Saint-Pétersbourg, marque le point de départ de l'histoire des monuments et des mémoriaux en Russie impériale. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle apparaissent les monuments commémorant la guerre de 1812 et le « Millénaire de la Russie » (1862). Un Pouchkine en

bronze, pensif, est dressé sur la place de la Passion (place Pouchkine actuelle) à Moscou en 1880. En 1910, environ 650 monuments s'élèvent dans toute la Russie. Au cours des quatre années suivantes, leur nombre augmente de plus d'un millier grâce à la création des monuments dédiés à l'anniversaire de la bataille de Poltava de 1709 (1909), à l'abolition du servage en 1861 (1911) et au 300<sup>e</sup> anniversaire de la dynastie Romanov (1913). Au même moment, la production massive de monuments standardisés du tsar réformateur Alexandre II est lancée à l'usine Novitski de Saint-Pétersbourg, qui mettra sur le marché 3000 monuments du tsar en deux ans. La Première Guerre mondiale freine cette prolifération. Après la révolution, les bolcheviks, tout en promettant de « détruire jusqu'à ses fondements » l'ancien monde, adoptent curieusement cette tradition. Ayant renversé les tsars, ils se mettent rapidement à ériger les monuments *aux révolutionnaires*, en utilisant souvent les anciens piédestaux. En avril 1918, Lénine signe le décret « Sur les monuments de la République ». Il oblige à retirer les monuments de « tsars et de leurs serviteurs » et organise un concours de projets pour de nouveaux monuments commémorant la révolution socialiste. Parmi les solutions vraiment innovantes, il faut citer le projet d'une tour de 400 mètres dédiée à la Troisième Internationale, plus connue sous le nom de « tour de Tatline » (1919), car elle fut conçue par Vladimir Tatline pour la ville de Petrograd, ainsi que les monuments cubistes au leader bolchevique Artem conçus par Ivan Kavaleridze et édifiés dans les villes de Bakhmout (1924) et de Bannoe (Sviatohirsk) (1927) dans le Donbass.

La sculpture « L'Ouvrier et la Kolkhoziennne » de Vera Moukhina a été créée pour le pavillon soviétique de l'Exposition universelle de 1937 à Paris. Elle a été transférée ensuite au VDNKh (Exposition des réalisations de l'économie nationale) à Moscou. Les figures d'un homme et d'une femme, réalisées en acier et hautes de 25 mètres, brandissent une faucille et un marteau qui se réunissent au-dessus de leurs têtes, ce qui symbolise l'union des villes et des campagnes. Le pas en avant que font les personnages symbolise, lui, l'avancée vers l'avenir. À partir de 1947, « L'Ouvrier et la Kolkhoziennne » ouvre le générique de chaque production du studio Mosfilm : la sculpture est devenue un symbole de l'ère soviétique.

Les monuments aux guides du peuple, Lénine et Staline (ce dernier étant effacé à la fin des années 1950 au cours de la lutte contre le « culte de la personnalité »), deviennent des attributs indispensables

des places centrales de chaque ville et village soviétiques. Si, dans les grandes villes, ils sont créés d'après des projets originaux de sculpteurs, les petites localités se contentent d'objets de production de masse, comme cela avait été le cas du monument d'Alexandre II. Les types de figures varient : les « Lénine chef du peuple », debout et de grande taille sont destinés aux places centrales ; les bustes de Lénine sont plutôt installés dans les jardins et les parcs, ceux du jeune Volodia Oulianov sont prévus pour les écoles et les camps de pionniers.

Sous Brejnev, le narratif héroïco-triomphant de la Grande Guerre patriotique (1941-1945) se forme à travers de grands complexes mémoriaux à Volgograd (1967, Evgueni Voutchetitch), à Khatyn (1969, Sergueï Selikhanov), à Brest (1971, Aleksandr Kibalnikov). La Mère-patrie, un soldat qui monte au front ou qui meurt pour la patrie, la flamme éternelle, un obélisque en granit ou un mur où sont gravés les noms des combattants tombés sur le champ de bataille, tel était « le thesaurus commémoratif standard ». Stylisés, réalistes, d'une grandeur hyperbolique, ils relèvent de la variante héroïsée du « style austère » du réalisme socialiste. En 1981, le Musée de la Grande Guerre patriotique s'ouvre à Kiev. Au-dessus du bâtiment central s'élève la figure en acier, haute de 102 mètres, de la Mère-patrie brandissant une épée et un bouclier (Vasyl Borodai). D'un point de vue technique, elle relève d'un tour de force incontestable : la figure est réalisée en blocs d'acier inoxydable soudés ensemble. Dotée de deux ponts d'observation et de deux ascenseurs intérieurs, elle est capable de résister à des séismes de magnitude 9. Descendante des idoles scythes, elle domine la capitale ukrainienne, rivalisant, sur les hautes rives du Dniepr, avec la silhouette voisine du clocher du monastère des Grottes de Kiev.

#### **LA « CHUTE DE LÉNINE » (LÉNINOPAD)**

Le rejet du passé soviétique au début des années 1990 s'est traduit par la destruction de ses monuments, comme cela avait été le cas des tsars et des hommes politiques de la période tsariste après la Révolution de 1917 : un des premiers démontages avait alors été celui de la statue dédiée à Piotr Stolypine à Kiev, qui avait pris la forme d'une véritable performance politique. Les révolutionnaires avaient mis en scène « un tribunal du peuple » pour juger la statue du premier ministre du tsar : grâce à une sorte de potence, il fut arraché du socle, pendu et ensuite jeté à terre. En août 1991, le

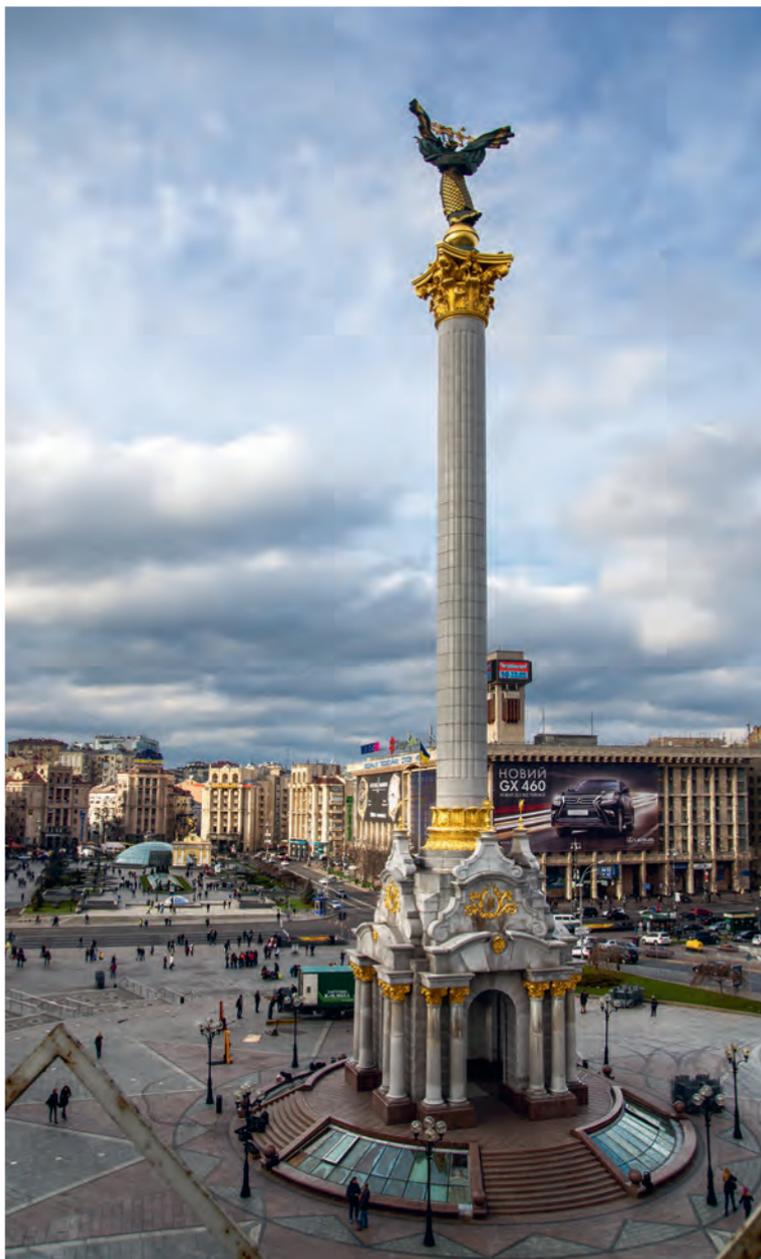
monument dédié à Felix Dzerjinski\* sur la place Loubianka devant le bâtiment du KGB à Moscou a été le premier à tomber dès le lendemain de l'échec du « putsch de Moscou ». Il a ensuite été transporté, comme d'autres monuments soviétiques, dans le parc Muzéon, créé *ad hoc*.

Au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, il y avait 7000 statues de Lénine en Russie, 5500 en Ukraine et 600 en Biélorussie (Bélarus). En juin 2016, il reste 6000 statues en Russie, 400 au Bélarus et seulement 900 en Ukraine. Les ex-Républiques n'ont donc pas adopté la même attitude envers le leader prolétarien depuis leur indépendance. À Minsk, Lénine se dresse toujours sur la place centrale, et à Moscou, il repose toujours dans son mausolée. Il en va bien autrement en Ukraine. Au début des années 1990, les statues de Lénine ont disparu des places centrales des villes et villages d'Ukraine occidentale ; une deuxième vague de démontages a eu lieu après la Révolution orange (2004-2005). Toutefois, la véritable chute des statues de Lénine a commencé en décembre 2013, après la démolition du Lénine érigé à quelques centaines de mètres du Maïdan à Kyiv. À la suite des affrontements sanglants survenus en février 2014, 320 statues de Lénine ont été démontées dans le pays en un mois, certaines par décision des autorités locales, mais la plupart spontanément, à l'initiative de la population. Au pire de la répression sanglante contre la protestation populaire, l'acte même de détruire ou d'abattre une idole a pris une signification sacrée. Même si on se rendait compte dans l'intelligentsia qu'il se trouvait parmi ces monuments des œuvres de valeur à sauvegarder comme vestiges d'une époque, cette idée n'avait aucune chance d'être entendue. La statue de Lénine sur le boulevard Chevtchenko à Kyiv avait été édifée en quartzite rouge rare par Serguei Merkourov en 1939. Il était l'un des meilleurs sculpteurs de l'époque du réalisme socialiste. Gravement endommagée par sa chute, la statue a été « achevée » à coups de marteau. La refonte des statues de Lénine en bronze et leur transformation en nouveaux monuments avaient un sens non seulement pratique, mais aussi symbolique. Par exemple, à Lviv, le métal a été recyclé pour un monument aux victimes des crimes communistes (1997), et à Rivne, il a été utilisé pour une statue de Taras Chevtchenko (1999). Des statues de Lénine ont même été transformées en cosaque ou en Dark Vador. Le « léninopad » a marqué la fin de l'époque « qui idolâtrait les monuments » (Andreas Meier).



Musée sous-marin « l'Allée des chefs ». Cap Tarkhankout, Crimée. Années 1990 (DR).

En 1992, Vladimir Boroumski, un instructeur de plongée, avait descendu une statue de Lénine à 15 mètres de profondeur au cap Tarkhankout en Crimée. C'était le début de l'« Allée des chefs », une action artistique extraordinaire aussi bien qu'un défi lancé à son temps. Dans le journal des plongées, Boroumski nota : « Oulianov », il inscrivit la durée, puis il ajouta : « Sans retour. » Bien que n'étant pas partisan du communisme, le conservateur sous-marin avait compris que des monuments originaux, mais aussi des produits de masse du réalisme socialiste allaient bientôt disparaître. Il avait donc décidé de leur donner refuge sous la mer. On y trouve maintenant plus de 50 sculptures de Lénine et de ses compagnons d'armes, ainsi que celles de Karl Marx, Maxime Gorki, Iouri Gagarine, etc. Il les a noyées... et sauvées.



Monument de l'Indépendance. Kyiv, 2001. © Pedro J Pacheco, 2013.



Berhynia,  
Monument  
de l'Indépendance.  
Kyiv, 2001.  
© Amit  
just amit, 2015

### MONUMENT DE L'INDÉPENDANCE À KYIV

Après l'effondrement de l'URSS, les États nouvellement créés ont jugé nécessaire d'affirmer leur indépendance grâce à des monuments «à l'ancienne». Cela ne concerne pas la Russie, qui intègre la période soviétique dans l'histoire de l'État russe, ni le Bélarus qui s'est tu sous le règne d'Alexandre Loukachenko. En Ukraine, le monument de l'Indépendance (Anatoli Kouchtch) a été inauguré au centre de Kyiv sur le Maïdan, la place de l'Indépendance, pour le dixième anniversaire de celle-ci en 2001. Sur un piédestal en forme de petite église baroque ukrainienne se dresse une colonne revêtue de marbre blanc sur laquelle est édifiée la statue de bronze d'une fille en costume national (62 mètres de hauteur totale). Sur les côtés du monument se trouvent des fontaines figurant les fondateurs de Kyiv (Kyï, Chtchek, Khoryv et leur sœur Lybid), ainsi que Mamaï, cosaque et joueur de *bandoura*, avec son cheval.

Ces personnages légendaires, choisis comme emblèmes nationaux, permettent de souligner l'histoire pluriséculaire de l'Ukraine, dont les racines plongent dans un passé mythique.

Le style du monument de l'Indépendance est « un mélange de baroque ukrainien et d'empire », les formes classiques exprimant solennité et intelligibilité. Cela s'inscrit dans un courant qu'on retrouve dans des pays ayant accédé à l'indépendance avant l'Ukraine : monument du Millénaire à Budapest (1900), monuments de l'Indépendance à Mexico (1910) et à Riga (1935). Dans tous ces cas, l'élément principal est une colonne, archétype qui remonte à la colonne Trajane à Rome. Elles sont couronnées de l'archange Gabriel, de Niké, déesse de la victoire, ou encore de la Liberté tenant des étoiles dans ses mains. Les monuments de l'Indépendance sont en fait des monuments dédiés aux nouveaux États.

À Kyiv, la jeune fille qui tient une branche de viorne entre ses mains au sommet du monument de l'Indépendance est souvent appelée Berehynia, en référence à la « vieille déesse slave », protectrice de l'Ukraine. Cependant, ce mythe date du XX<sup>e</sup> siècle. Cette erreur historique a été démentie, mais sans succès. Le mythe est né, car il correspondait à un besoin, et il a donc fonctionné rapidement. Le monument de l'Indépendance à Kyiv, malgré son absence d'originalité artistique, est devenu le témoin et l'arrière-plan des événements révolutionnaires du Maïdan en 2004-2005 et en 2013-2014. Comme certaines icônes particulièrement révérees, la sculpture de Berehynia, juchée au sommet de la colonne, est désormais un symbole visuel important de l'histoire de l'Ukraine au XXI<sup>e</sup> siècle.

### **PIERRE À MOSCOU, LE PLUS GRAND**

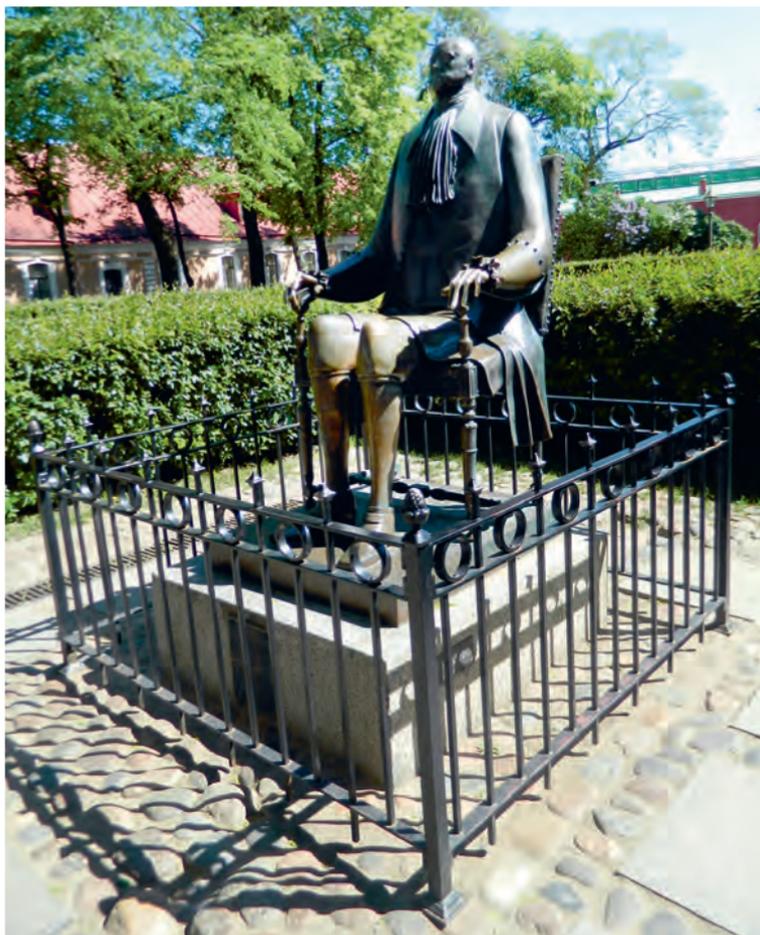
Dans la Russie des années 1990, lorsque la vérité sur les persécutions et les crimes de la période soviétique est devenue publique, le gouvernement a tenté de corriger les « erreurs du passé » en attirant l'attention sur les pages héroïques de l'histoire russe. On peut mentionner la reconstruction de la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou. Bâtie en 1883 pour commémorer la victoire sur Napoléon, elle avait été détruite lors du réaménagement de la capitale entreprise par Staline en 1931. Elle a été entièrement rebâtie en 1997. Ce projet coûteux a été beaucoup critiqué, mais la nouvelle cathédrale est devenue le symbole visuel du retour à l'orthodoxie et du



Statue de Pierre le Grand. Moscou, 1997. © Vita Susak, 2005

rétablissement de la continuité de l'histoire russe. L'ouverture d'un complexe mémoriel au mont Poklonnaïa à Moscou pour les 50 ans de la victoire sur le nazisme est également importante pour rappeler qui a gagné la Seconde Guerre mondiale. L'élément central de ce mémorial est un obélisque de 140 mètres, surmonté de la déesse Niké et d'anges qui soufflent dans des trompettes d'or. Le langage formel est le même que celui des monuments de l'Indépendance édifiés dans les anciennes Républiques soviétiques. Le réalisme, dorénavant non socialiste, reste le langage artistique officiel dans tout l'espace postsoviétique: il est simplifié, agrémenté d'éléments décoratifs et il s'inscrit dans l'esthétique postmoderne globale.

L'auteur tant des sculptures sur le mont Poklonnaïa que du décor de la cathédrale du Christ-Sauveur est Zourab Tsereteli. Son influence hégémonique a déterminé le style des sculptures qui ont envahi la capitale russe dès la fin des années 1990: des héros de contes populaires russes, coulés en bronze, sont alignés le long des murs du Kremlin; un Arbre de vie de 16 mètres a «poussé» dans



Statue de Pierre le Grand. Forteresse Pierre-et-Paul. Saint-Pétersbourg, 1991.  
© Tara-Amingu, 2016.

le zoo de Moscou. Le monument dédié à Pierre I<sup>er</sup> le Grand, haut de 98 mètres, perché sur les rives de la Moskova depuis 1997, est devenu un symbole rappelant la puissance de l'Empire russe et appelant à la restauration de son ancienne grandeur. Ici, la grandeur se comprend au pied de la lettre. Le monument à Pierre le Grand a la forme d'un pilier sur lequel, dans un bateau de bronze, se dresse une sculpture de l'empereur haute de 18 mètres, avec une carte dorée à

la main. Au début, beaucoup critiquaient son aspect gigantesque et maladroit, indiquant des incohérences historiques (tel le costume de marin espagnol de l'empereur). Le bruit a couru que la statue de Pierre le Grand n'était autre qu'un recyclage de celle de Christophe Colomb, créée en 1991-1992 à l'occasion du 500<sup>e</sup> anniversaire de la découverte de l'Amérique et que Tsereteli n'avait, à l'époque, pas réussi à vendre. Toutefois, « un monument raté n'est pas celui qui suscite des polémiques, mais celui qui s'efface progressivement de la conscience publique » (Gębczyńska-Janowicz, 2010). Le Pierre le Grand sculpté par le dissident Mikhaïl Chemiakine et installé en 1991 dans la forteresse Pierre-et-Paul à Saint-Pétersbourg a provoqué tout autant de discussions que le géant de Moscou. Assis dans un fauteuil, un homme à la silhouette étirée, avec une petite tête chauve, laissait le public stupéfait : de quoi s'agit-il ? Vérité artistique ou moquerie ? Chemiakine a avoué que le changement des proportions (« comme celles des apôtres sur les icônes ») avait permis de créer l'effet d'une grande taille chez un personnage assis. Enlever la perruque et placer l'empereur, fatigué, non pas sur un cheval, mais dans un fauteuil, a permis au sculpteur de montrer la face cachée de la nature despotique de Pierre le Grand. Selon la politique mémorielle de l'État, une telle représentation n'est acceptable que dans des sculptures non monumentales. Les deux Pierre le Grand, celui de Chemiakine et celui de Tsereteli, continuent de susciter des discussions, mais ils ont pris racine dans la conscience collective russe.

#### **NOUVEAUX VIEUX MONUMENTS**

Dans la mémoire collective russe, l'hetman ukrainien Ivan Mazepa\* a une réputation tenace de traître. Il en va différemment en Ukraine : « Mazepa a fait la même chose que George Washington, Simon Bolivar ou Mahatma Gandhi. [...] Aux yeux du peuple, ils furent des combattants pour la liberté et l'indépendance », a déclaré le président ukrainien Petro Porochenko lors de l'inauguration du monument à l'hetman à Poltava en 2016. Le monument avait été coulé en bronze pour le 300<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Poltava en 2009, mais il n'avait pas pu être installé en raison de l'opposition des autorités locales. La figure de l'hetman sur un haut piédestal (œuvre de Mykola Bilyk et Nazar Bilyk) a été érigée sur la place de la Cathédrale. Mazepa, assis, tenant une masse d'armes et un



Statue d'Ivan Mazepa.  
Poltava, 2009/2016.  
© Slovoljub, 2015.

parchemin, est représenté vêtu d'une luxueuse tenue d'hetman, il a le visage sévère et le regard vide. En dépit de la moustache tombante de cosaque, il fait penser aux statues des scribes de l'Égypte antique.

La même année 2016, un monument de 17 mètres de hauteur dédié au prince Vladimir (Volodymyr) (par Salavat Chtcherbakov), qui a baptisé la *Rous* en 988, a été inauguré sur la place Borovitskaïa à Moscou. Dans son discours d'inauguration, le président Vladimir Poutine a qualifié le prince de « fondateur spirituel de l'État russe ». Les autorités ont jugé inutile de mentionner le fait que Vladimir était le prince de Kiev, et elles ont souligné que sa conversion au christianisme avait eu lieu en Crimée\*. Selon l'historien russe Andreï Zoubov, il s'agit de « montrer que nous, les Russes, ne cédon en rien aux Ukrainiens, nous sommes également les héritiers du prince Vladimir ». En comparant le monument de Moscou avec celui de Kyiv (édifié en 1853), on constate que le chapeau que Volodymyr tient dans sa main à Kyiv a été remplacé à Moscou par une épée. L'ornement des vêtements est un faible écho de l'armure



Statue du prince Vladimir  
(Volodymyr), Moscou.  
© Sergey Korovkin 84.

d'Octave Auguste des musées du Vatican. L'art officiel dans chaque pays continue de parler le langage formel développé à l'époque de l'Empire romain.

La politique, la religion et la culture restent les trois principales sources qui fournissent des personnages pour de nouveaux monuments. On les érige avec une régularité méthodique pour baliser les territoires avec des héros issus des romans nationaux. Stepan Bandera\* est devenu une sorte d'anti-Lénine en Ukraine occidentale. Dans cette région, au début de 2014, 46 monuments lui sont dédiés, contre un seul à Andreï Cheptytsky\*. Les statues de Bandera se ressemblent toutes et la position du personnage fait penser à celle, bien connue, du « guide du prolétariat ». Le monument le plus ambitieux dédié à Bandera est une figure de bronze (haute de 7 mètres) avec, en arrière-plan, une colonnade de granit haute de 30 mètres. Il a été inauguré à Lviv en 2007. Son auteur, Mykola Posykyra, a admis qu'il avait voulu créer « une sculpture politique » et trouver le « geste archétypal du chef ».



Monument au nouveau monument. Charhorod, région de Vinnytsia, 2009  
(photo du site de Janna Kadyrova, prêtée pour cette publication).

Les statues du poète Taras Chevtchenko se dressaient déjà à l'époque soviétique dans les villes de l'Ukraine orientale, ainsi qu'en Russie et au Kazakhstan, en témoignage de respect au poète ukrainien, « défenseur du peuple ». Son archétype est l'image du *kobzar*, ou barde itinérant, coiffé de la *papakha* (toque) avec une longue moustache. Après l'indépendance de l'Ukraine, Chevtchenko est devenu le symbole national par excellence. Les sculpteurs ont essayé de diversifier l'iconographie du poète en représentant un Chevtchenko jeune, vêtu non pas d'une pelisse, mais d'un manteau, ou parfois d'une chemise brodée. C'est le mémorial (œuvre de Leo Mol) ouvert en 1964 à Washington qui a servi d'exemple. Le monument de Lviv (par les frères Volodymyr et Andriï Soukhorsky) a été érigé en 1992-1996. Il se situe sur le même axe urbain que la statue du poète polonais Adam Mickiewicz (Antoni Popiel, 1904). En arrière-plan de Chevtchenko s'élève une grande « vague » de bronze, recouverte d'un récit en relief symbolisant le passé dramatique de l'Ukraine. C'est à croire que rien ne changera en Ukraine tant qu'on n'y représentera pas un Chevtchenko souriant...

L'érection de monuments donne à voir la politique de l'État. En 2015, un an après l'annexion de la Crimée par la Russie, le monument aux « trois grands » (Staline, Roosevelt et Churchill à la conférence de Yalta en 1945), a été inauguré dans cette ville : en bronze, comme en 3D, le sculpteur Zourab Tsereteli a reproduit une photo d'archive. En novembre 2017, dans le palais de Livadia, ancienne résidence d'été des Romanov, une statue d'Alexandre III (Andreï Kovaltchouk) a été installée. L'empereur, en uniforme militaire, est représenté de manière naturaliste, en position assise, comme pour se reposer ; il prend appui sur une épée.

À côté du fétichisme monumental officiel, il en existe un autre « populaire » dans tout l'espace postsoviétique : des monuments peuvent être dédiés à des héros de romans et de films, à des personnages de contes populaires, à des animaux. Au Bélarus, on peut voir un énorme bison près de l'autoroute Brest-Minsk et un petit castor à Bobrouïsk. Dans différentes villes, les touristes et les habitants frottent jusqu'à les rendre brillants les nez, les doigts et les chaînes des personnages en bronze. Ils font des vœux qu'ils espèrent voir exaucés rapidement.

Ce cycle de destruction-reconstruction de monuments a inspiré à l'artiste ukrainienne Janna Kadyrova le « Monument au nouveau monument » (2009), qui a été installé dans la petite ville de

Charhorod, dans la région de Vinnytsia. On voit une figure debout sur un piédestal (hauteur totale de plus de 4 mètres), mais cachée derrière un voile, comme le jour de l'inauguration. Cependant, le voile est fabriqué en béton et en carrelage, et il ne sera jamais enlevé. Kadyrova a créé la statue de « tous les temps et de tous les peuples ». Elle a ainsi mis le doigt sur le besoin qu'éprouve la société d'ériger des monuments, et a signalé le caractère récurrent du processus.

### NOUVEAUX ESPACES MÉMORIELS

Malheureusement, non seulement les monuments « individuels », mais également les monuments « collectifs » peuvent subir la colère (ou l'indifférence) des nouvelles générations en fonction des événements auxquels ils ont été consacrés. Parmi eux, figurent (ou plutôt, figuraient) des œuvres remarquables, comme le monument à « La Cavalerie rouge » (Valentin Borysenko, Anatoli Konsoulov), inauguré en 1975 dans le village d'Olesko près de Lviv. Des cavaliers en bronze, dressés sur une colline, « volaient » au-dessus de la route et étaient visibles sur plusieurs kilomètres. Le processus de décommunisation les a touchés dans le sens littéral du terme : les habitants leur ont progressivement enlevé leur « peau » de bronze pour la vendre aux ferrailleurs. Le squelette du monument, quasiment nettoyé, a finalement été démonté au printemps 2017.

Le mouvement « anti-monument » est né de la nécessité de commémorer les victimes de massacres de masse en remplaçant des *signes* plastiques singuliers par des *espaces* architecturaux de mémoire visant à affecter émotionnellement un spectateur immergé. Le meilleur exemple est le mémorial de l'Holocauste à Berlin, avec ses 2700 stèles grises (Peter Eisenman, 2005) qui permet de visualiser la tragédie grâce à de pures formes abstraites. Ouvert la même année, le monument aux héros du ghetto de Cracovie (Piotr Lewicki, Kazimierz Łatak) occupe également une place centrale. Le symbole clé de ce mémorial est une chaise ordinaire, comme celles que les Juifs emportaient avec eux en se déplaçant dans le ghetto. L'austérité du lieu, avec ses chaises de bronze, contraste avec l'ambiance multicolore et saturée de publicité du paysage urbain. L'Espace des synagogues, aménagé à Lviv en 2016 d'après le projet de l'architecte berlinois Franz Reschke obéit au même principe : il incite le spectateur à accomplir « un travail de mémoire ». La lecture du passé s'y effectue au sens propre du terme ; les paroles de Juifs célèbres de Lviv sont



Ancien monument à la Cavalerie rouge. Olesko, région de Lviv.  
© Vita Susak, 2015.



L'espace des synagogues. Lviv, 2015. © Tomasz Leśniowski, 2017.



Monument à la catastrophe de Smolensk. Varsovie, 2018. © Vita Susak, 2018.

gravées sur des stèles rappelant des pierres tombales qui se dressent à côté des fondations de synagogues détruites.

Des évènements très récents sont également commémorés. Le monument aux 96 victimes de l'accident d'avion survenu le 10 avril 2010 près de Smolensk (par Jerzy Kalina) a été inauguré en avril 2018 sur la place Piłsudski à Varsovie. Il a aussi une forme abstraite, celle d'un triangle en pierre noire de six mètres de haut, qui fait penser à une passerelle mobile d'avion avec les marches sur le côté penché.

Dans l'histoire de chaque pays, il reste des pages qui nécessitent une élaboration plus approfondie : le Goulag, l'*Holodomor*, la Shoah. De nombreux monuments sont consacrés aux victimes des répressions politiques là où elles se sont déroulées, que ce soit en Russie ou dans les anciennes Républiques. Des croix commémoratives dédiées

aux victimes de la famine des années 1930 se dressent dans de nombreux villages ukrainiens. La commémoration de l'*Holodomor* prend principalement la forme de symboles chrétiens (croix, bougie), et elle inclut souvent la représentation d'enfants, notamment à Kyiv, à Kharkiv et à Oboukhiv. Ces monuments sont, pour le moment, de dimensions modestes, mais des monuments de plus en plus imposants émergeront probablement.

Le nombre total de monuments renversés et érigés en Europe orientale au cours des dernières décennies trahit une hyperactivité dans ce domaine. La forme traditionnelle du monument figuratif domine encore, mais des formes abstraites et des éléments architecturaux commencent à apparaître. Les monuments continuent d'être activement implantés dans les espaces publics en tant qu'expression de la mémoire collective, mais aussi en tant qu'outils efficaces de propagande idéologique. L'utilisation de matériaux solides – métal, pierre, béton – ne garantit en rien la durabilité des monuments. Au contraire, ils servent de « paratonnerres » et, en règle générale, ce sont eux qui reçoivent les premiers coups lors des changements de régimes et d'idéologies. Le zèle à ériger des monuments fait penser à une grande partie d'échecs. Chaque communauté a ses « rois », ses « reines », ses « fous » et ses « pions ». L'opposition des noirs et des blancs symbolise parfois celle des voisins, parfois le conflit des ancêtres avec leurs descendants ou encore l'antagonisme de différentes forces et idéologies au sein d'une même société. Et, après chaque victoire ou chaque défaite, une nouvelle partie commence.

*Traduit du russe par Olga Fioretti*

#### **BIBLIOGRAPHIE**

ACKERMANN Niels, GOBERT, Sébastien, HARTMOND, Myroslava (2017), *Looking for Lenin*, Lausanne: Noir sur Blanc.

GĘBCZYŃSKA-JANOWICZ Agnieszka (2010), *Polski założenia pomnikowe. Rola architektury w tworzeniu miejsc pamięci od połowy XX wieku* [L'attitude polonaise vis-à-vis des monuments. Le rôle de l'architecture dans la création des lieux mémoriaux à partir de deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle], Varsovie: Neriton.

KUDINOV Dmitrij (2015), *Skol'ko vsego pamjatnikov Leninu?* [Combien y a-t-il en tout de monuments à Lénine?]. En ligne: <http://lenin.tilda.ws/skolko>, consulté le 22 juillet 2018.

LIEBICH André, MYSHLOVSKA Oksana (2014), «Bandera Memorialization and Commemoration», *Nationalities Papers*, vol. 42, n° 5.

*Memento monumenti. Le moment du monument* (1991), Catalogue de l'exposition, Curateur et éditeur Andreas Meier, Bienne: Centre PasquArt.

OSTRITCHOUK Olha (2013), *Les Ukrainiens face à leur passé. Vers une meilleure compréhension du clivage Est/Ouest*, Bruxelles: Peter Lang.

PLOKHII Serhii (2017), «Goodbye Lenin: A Memory Shift in Revolutionary Ukraine». En ligne: <http://gis.huri.harvard.edu/images/leninfall/LeninfallPaper.pdf>, consulté le 22 juillet 2018.

RYLEJEVA Anna, KONRADOVA Natalija, (2005), «Geroi i žertvy. Memorialy Velikoj Otečestvennoj» [Les héros et les victimes. Monuments de la Grande Guerre patriotique], *Neprikosnovennyj zapas*, 2-3. En ligne: <http://magazines.russ.ru/nz/2005/2/ko16.html>, consulté le 22 juillet 2018).

SMIRNOVA Elena (2004), «Synovnej ljubvi k bol'shevikam ja ne pital...» [Je n'éprouvais pas un amour filial pour les bolcheviks...]. En ligne: <https://fakty.ua/63643>, consulté le 6 octobre 2019.

SOKOL Kirill (1999), *Monumenty imperii* [Monuments de l'Empire], Moscou: Geos.

ZUBOV Andrej (2016), «Pamjatnik Vladimiru v Moskve: čto vygljadit glupo» [Le monument de Vladimir à Moscou: ce qui a l'air stupide]. En ligne: <https://inosmi.ru/social/20161107/238147860.html>, consulté le 6 octobre 2019.

# EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE : COMPÉTITIONS VICTIMAIRES, HISTOIRES PARTAGÉES

PAUL GRADVOHL

Depuis l'automne 2015 et l'arrivée au pouvoir en Pologne d'un gouvernement dirigé par le parti Droit et Justice (PiS), l'histoire et en particulier les souffrances passées des Polonais sont devenues des thèmes majeurs du discours politique officiel, tant à usage interne que vis-à-vis de l'étranger. Ce tournant est également porté par quelques historiens, dont Andrzej Nowak, professeur de la très ancienne et respectée Université Jagellon de Cracovie et historien très médiatique. Conseiller pour les affaires historiques et la politique mémorielle du président de la République polonaise, Andrzej Duda, Monsieur Nowak est un historien conservateur, spécialiste des histoires russe et polonaise, tout en étant un des rares tenants du nationalisme du parti au pouvoir à être disposé à dialoguer avec les historiens étrangers. En été 2017, dans un entretien intitulé « Extrayez et liquidez la saleté polonaise et espionne », accordé au bimestriel polonais *Nowa Europa Wschodnia* (mai-août 2017), qui rend compte de la sensibilité officielle face aux pays de l'ancien bloc soviétique, le professeur de Cracovie présentait les Polonais comme des héros et des victimes ne pouvant compter que sur eux-mêmes. En arrière-plan, on trouve l'idée que chaque être humain est avant tout membre d'une nation qui lui donne son cadre de référence. Le catholicisme, pourtant par essence universel, sert ici d'outil de ségrégation nationale. Ainsi, les « bons Polonais », dont Marie est devenue officiellement « la reine » en 2016, sont différents des étrangers, y compris catholiques, dont il convient de se méfier selon les porteurs de cette vision officielle qui n'apprécient guère le pape François. En définitive, une image se construit, celle du Polonais héroïque par essence et par héritage, image que les récits historiques officiels ont pour mission de décliner sans que cet idéal inatteignable ne puisse jamais être écorné.

**VICTIMES POLONAISES EN URSS OUBLIÉES**

Dans son entretien, Andrzej Nowak revient sur « l'opération polonaise » de la Grande Terreur soviétique de 1937-1938, qui fut menée par le NKVD. Il s'agit du massacre d'environ 700 000 personnes choisies en fonction de leur catégorie sociale (notamment des koulaks, ou paysans « riches ») ou de leur nationalité (qui se distinguait en URSS de la citoyenneté, soviétique ; on pouvait être citoyen soviétique et de nationalité polonaise, grecque ou française, par exemple). L'historien insiste lourdement sur la surreprésentation polonaise parmi les victimes des répressions staliniennes entre 1934 et 1939. Selon lui, les Polonais représentaient 1,2 % de la population de l'URSS, mais presque 40 % des décès liés aux répressions staliniennes, un chiffre exagéré, qui ne correspond ni aux statistiques de la Grande Terreur ni aux données globales comprenant les famines organisées (1930-1933), lesquelles ont durement touché d'autres nationalités, notamment les Caréliens ou les Ukrainiens (voir Grande Famine\*). Dans le même entretien, il est toutefois précisé que sur les 782 000 Polonais du recensement de 1926, il n'en restait plus que 600 000 en 1939. Mais plus que cette comptabilité macabre, c'est la dimension mémorielle qui nous intéresse. L'historien polonais oppose en effet les mémoires de « l'affaire de Katyń »\* et de la Grande Terreur, comme s'il s'agissait d'une concurrence asymétrique. Il explique l'oubli, en Pologne, de « l'opération polonaise » de 1937-1938 – qui fut plus meurtrière (200 000 morts signalés par *Nowa Europa Wschodnia* et plus de 110 000 par Nicolas Werth dans *Livrogne et la marchande de fleurs*) que le massacre de Katyń (22 000 décès environ) – par le fait que contrairement aux morts commandités par le Politburo le 5 mars 1940, ceux du premier massacre (1937-1938) n'étaient pas des citoyens de l'État polonais, mais des citoyens soviétiques, qu'ils étaient essentiellement issus de catégories sociales inférieures, et qu'ils n'avaient personne pour maintenir leur souvenir. Or, une société ne peut consacrer énergie, émotion et moyens de façon égale à l'entièreté du passé, fût-il le plus douloureux. Andrzej Nowak souhaite donc que la mémoire de ces victimes polonaises soit enfin honorée.

Ce souhait tardif montre que les compétitions victimaires ne se réduisent pas à des revendications opposant un État à un autre État autour de victoires, de gloires ou de défaites, voire de hontes passées. Il met également en lumière le rôle important de quatre facteurs dans la concurrence affective en matière de mémoire collective (nationale) : la citoyenneté, c'est-à-dire le fait de relever d'un État

au moment historique concerné et pour le territoire en question de nos jours; le statut social des acteurs, souvent des victimes; l'existence de groupes porteurs de telle ou telle affaire/personnalité; et enfin, partiellement lié au point précédent, le contexte mémoriel et les émotions nationales. Deux facteurs (victimes/héros, et porteurs de mémoires) mettent en avant des groupes sociaux, le quatrième concerne une communauté nationale, et le premier renvoie au rapport au territoire et à la vision du rôle de l'État dans sa relation avec les nations.

Or, comme la fin de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle est marquée, en Europe tout particulièrement, par une vague souverainiste, le rapport au territoire est central dans la vision de l'État, lui-même vu comme l'émanation d'une nation clairement circonscrite et porteuse d'une destinée propre. Toutefois, celle-ci est censée avoir pris forme dans une succession de conflits, et la paix actuelle ne saurait masquer le fait que ce sont les guerres à venir qui seront décisives. Dans ses contours actuels, l'État se construit ainsi moralement et intellectuellement dans un rapport au territoire fondé sur les alliances passées qui garantiraient le futur, et sur les antagonismes anciens qui le menaceraient encore et toujours. Le douloureux questionnement d'Andrzej Nowak sur les inévitables conflits entre priorités mémorielles relève ainsi non de l'histoire, mais de la politique actuelle, puisqu'il s'agit de mobiliser les émotions aujourd'hui.

Le problème est qu'il ne rend pas explicite la mise en territoire de l'histoire. En effet, les centaines de milliers de Polonais soviétiques de l'entre-deux-guerres étaient minoritaires dans des territoires situés près des frontières occidentales de l'URSS et peuplés essentiellement d'Ukrainiens ou de Biélorusses. Et même le retour à la frontière polono-soviétique d'avant l'annexion soviétique de 1939 (annexion confirmée en 1944-1945) ne changerait rien à l'impossibilité de commémorer *in situ* la mémoire des victimes du stalinisme de 1937-1938. Ainsi, même d'un point de vue très national, la souveraineté étatique ne suffit pas à garantir la sécurité des nationaux (ici des Polonais) hors des frontières de l'État où ils sont le groupe dominant, et les sociétés sont trop complexes pour permettre une mise en adéquation des processus historiques avec la victimisation ou l'héroïsation à base nationale. Cela permet de saisir combien une analyse historique prédéterminée par les frontières actuelles ou passées génère des obstacles pour la compréhension de l'histoire.

## LES ENJEUX DU MUSÉE

### DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE DE GDAŃSK

Pour comprendre les points de vue qui peuvent éclairer le rapport à la mémoire et au territoire, la personnalité complexe d'Andrzej Nowak peut à nouveau être sollicitée. Il a en effet signé une lettre avec Timothy Snyder, l'auteur d'un ouvrage à succès international (*Terres de sang*, 2010), consacré à la zone qui a connu successivement les massacres staliniens et hitlériens. Cette lettre visait à défendre le Musée d'histoire de la Seconde Guerre mondiale ouvert à Gdańsk en 2016. Son ancienne direction, qui avait conçu et construit l'exposition permanente, a été remerciée par le gouvernement Droit et Justice. Depuis, ce musée est devenu un lieu emblématique des conflits autour du rapport à l'histoire et au territoire. Cette dimension est en effet centrale dans la tentative de transformation de l'exposition permanente par la nouvelle direction. Le musée est désormais dirigé par un fidèle du PiS, qui tente de poloniser le récit et a déjà donné le ton dans le cadre des expositions temporaires. Ainsi les quatre expositions temporaires de septembre 2018 étaient toutes consacrées à la Pologne et à ses héros (avocats résistants, service des douanes et des finances avant 1939, citoyens des États-Unis d'Amérique d'origine polonaise dans l'armée américaine) ou à la destruction de la Pologne en 1939 (« notre première tâche », pouvait-on lire sur l'affiche sur fond de caractères gothiques allemands).

Cette vision centrée sur *une* nation et *un* État est à l'opposé de la conception même de ce musée. S'appuyant sur un comité scientifique international qui comprenait entre autres Elie Barnavi, Henry Rousso, Krzysztof Pomian ou Timothy Snyder, ses concepteurs et son premier directeur Paweł Machcewicz avaient en effet choisi de systématiquement éclairer cette guerre dans ses dynamiques transnationales. Ainsi, l'exposition permanente évoquait le massacre de Jedwabne, où des dizaines de Juifs<sup>1</sup> de tous âges et sexes avaient été brûlés vivants dans une grange par des habitants de cette région polonaise que les Soviétiques n'ont pas réannexée en 1944-1945 (un petit territoire aujourd'hui situé à l'est-nord-est de Varsovie). Le prétexte à ce massacre était que pendant l'occupation soviétique de cette zone, entre octobre 1939 et juin 1941, les Juifs auraient coopéré avec les communistes. Ce massacre a fait couler beaucoup

1. Le substantif « juif » en français est écrit en général avec une minuscule, car il renvoie à une confession religieuse. En Europe médiane et en Russie, l'usage de la majuscule est fréquent, car il renvoie à une nationalité ou une nation, comme pour « les Français ».



Couverture de *Muzeum* de Paweł Machcewicz. L'affiche dit : « Politiciens ! Bas les pattes de l'exposition ! Le musée est fait pour les citoyens, et pas pour les hommes politiques. »

d'encre depuis la publication de l'ouvrage *Les voisins* (2000, en français 2002) de Jan Tomasz Gross, et ce d'autant que la Pologne sous domination soviétique puis libérée de celle-ci a dû assumer la justice pour les crimes de guerre. Comme le rappelle Machcewicz, l'ancien directeur du musée, dans son livre-témoignage intitulé *Musée [Muzeum]*, les deux objets retenus pour l'exposition permanente sont des clés que des personnes assassinées avaient prises avec elles (puisqu'elles pensaient pouvoir revenir chez elle) et que le feu n'avait pas détruites, et une statue de Lénine que les Juifs réunis de force avaient été contraints, en tant qu'« agents du communisme », de renverser, ce qui était vu comme un moyen de les humilier en les obligeant ainsi à renier leur prétendue idole. Ce deuxième objet rappelait que l'antisémitisme était le plus souvent

associé à l'antisoviétisme et à l'anticommunisme. Cette association fait qu'il est parfois difficile pour certaines personnes, et ce jusqu'à aujourd'hui, de faire la différence entre les deux, ne serait-ce que sur le plan théorique. Il s'agissait donc de faire comprendre que tuer une personne juive sous prétexte que par essence il s'agirait d'un agent communiste n'a de sens que si on adopte le point de vue nazi et un racisme intégral. C'est dire combien les choix muséographiques de Paweł Machcewicz ont choqué les partisans d'un gouvernement qui défend que « les Polonais » sont par essence innocents, ou que tuer un judéobolchevique est par essence juste. Il faut ajouter que l'exposition permanente du musée présente, dans sa section « Shoah » (*Holocaust* en anglais), un ensemble de massacres du même type, incluant Kovno (Kaunas, Lituanie) et Iași (Roumanie) sous l'appellation « Pogroms antijuifs en 1941 », soulignant ainsi la force de l'antisémitisme après quelques mois d'annexion soviétique. Les concepteurs de l'exposition permanente souhaitaient ainsi faire saisir les comportements extrêmes (comme le massacre de Jedwabne), limités à cette zone grise, lorsque les autorités allemandes n'avaient pas encore mis en place un système d'occupation stabilisé, dans la mesure où elles désiraient en finir rapidement avec l'URSS. On soulignait ainsi l'efficacité des propagandes nazie et nationalistes, qui associaient les personnes juives aux bolcheviks, et pas uniquement en Pologne. Le cadre national d'explication de l'histoire s'effrite alors nettement, de même que la justification implicite de l'antisémitisme comme une collusion alléguée entre Juifs et communistes, et dont les Polonais auraient souffert plus que tout autre peuple.

Cette approche fondée sur la contextualisation et la comparaison était centrale dans la conception de l'exposition permanente. Ainsi, la section intitulée « Une guerre sans pitié » montre le traitement inhumain réservé aux prisonniers de guerre, la famine organisée par les nazis et leurs alliés, mais aussi le bombardement des villes par les belligérants des deux camps. La Pologne est certes victime de ces trois pratiques, mais elle n'est pas la seule, ni toujours la plus touchée. De plus, les Alliés, qui défendaient officiellement la cause polonaise contre les nazis, apparaissent aussi comme coupables d'actes criminels, et on trouve des civils allemands parmi les victimes. Enfin, le territoire de la Pologne, de l'Ukraine, de la Russie, est traité de façon égale, et le visiteur se trouve face à une souffrance humaine universelle.

Cette dimension se retrouve dans la section « Shoah », qui s'achève sur une immense série de photos de visages, exposés sur un panneau intitulé « Des gens comme nous ». De même, la section qui suit (« Purges ethniques ») met en avant deux situations peu connues hors des zones concernées. En Volynie (voir Massacres de Volynie\*) et à l'ouest de la Galicie, plus de 100 000 Polonais ont été tués en 1943 par des nationalistes ukrainiens. Il s'agit d'une épuration ethnique qui était fondée sur l'idée d'une appropriation sans partage des terres « nationales ». Et c'est dans le même esprit que les oustachis croates, alliés de Hitler, ont tué 500 000 Serbes, 60 000 Juifs et 25 000 Roms. Dans le premier cas, les nazis ont utilisé l'animosité des nationalistes ukrainiens contre les Polonais à leur propre fin, alors même qu'ils avaient refusé de créer un État ukrainien, même fantôme. Dans le second cas, la Croatie « indépendante », alliée de Berlin, n'eut pas besoin de stimulation particulière pour développer l'esprit d'épuration. Ainsi, la mise en parallèle des deux situations montre que le sort des Polonais tués par des Ukrainiens ne peut se comprendre de façon isolée. En réalité, il faut questionner la forme bien spécifique du nationalisme exclusiviste, raciste, et xénophobe, forme dominante au-delà de la seule sphère allemande.

On comprend donc pourquoi le Musée de Gdańsk a causé un choc chez les amateurs de récits univoques, qui voient l'histoire comme un recueil de contes héroïques où les Polonais ont de tout temps résisté à l'agresseur et se sont sacrifiés, même en vain, en pensant à la Vierge Marie. En effet, les concepteurs de ce musée insistaient sur le fait que des populations de tous les pays ont pu être tant victimes de la guerre que coupables de crimes. Ils ont mis en avant l'absence de discernement des organisateurs des violences de tous bords, mais aussi les ambivalences de ceux qui étaient en position de faiblesse qu'ils soient, entre autres, Polonais (cela a été vu pour Jedwabne) ou Ukrainiens (qui massacrèrent en 1943 une centaine de milliers de personnes polonaises en Volynie). Au Musée de Gdańsk, c'est donc la force destructrice de la guerre qui est stigmatisée, alors qu'une idéologie inverse règne aujourd'hui en Pologne : la guerre est présentée comme une bonne chose qui met à l'épreuve l'élan national. De même, l'exposition permanente du musée souligne la dimension mortifère de toute ambition d'épuration (religieuse, ethnique...) et ne met pas en avant le droit « historique » de tel État à tel territoire, au nom d'une nation qui seule mériterait d'y vivre.

Le détour par Gdańsk permet de comprendre que la concurrence victimaire peut être mise en cause non seulement du point de vue d'une nation particulière, comme l'a indiqué Andrzej Nowak, défenseur du Musée de Gdańsk parce que conscient des limites d'une vision uniquement nationale, mais aussi en changeant de focale. En effet, il s'agit de prendre en compte des espaces plus vastes que ceux d'un État censé porter les préoccupations nationales, comme le fait le gouvernement polonais actuel. On voit également combien la transgression des frontières étatiques et la comparaison entre différents espaces peuvent être utiles à la compréhension des comportements humains, sans évidemment les justifier, comme dans le cas des pogroms de l'été 1941. Ces pogroms nous amènent à questionner la présence juive puis sa destruction dans une région très largement polonaise jusqu'au premier partage de la Pologne en 1772 (voir République polono-lituanienne\*).

#### **ACTUALITÉ DE LA SHOAH**

Comment ne pas évoquer la Shoah ? Si la Russie use et abuse de la thématique de la Grande Guerre patriotique soviétique, qui a fondé le statut de grande puissance et qui lui sert aujourd'hui d'horizon, la Shoah représente un modèle de « réussite mémorielle » qui obsède les nationalistes polonais et ukrainiens. Ce modèle fait désormais néanmoins débat, même en Israël. En 2018, le gouvernement de Benyamin Netanyahou a en effet choisi de tourner le dos à la tradition mémorielle qui rappelait que l'antisémitisme avait préparé les esprits à la Shoah. De fait, il privilégie des alliances avec les gouvernements nationalistes d'Europe centrale, énonçant un discours nouveau sur la Shoah, fondé sur la séparation entre le sort des Juifs et des non-Juifs. Cela ne se fait pas sans heurts, comme le prouvent les résistances de Yad Vashem, le grand musée et centre scientifique sur la Shoah ouvert en 1957 à Jérusalem, qui semble garder une relative indépendance académique. En prenant en compte ce nouvel acteur, et quelques autres, on peut affirmer qu'il n'y a pas un triangle mémoriel isolé entre Russie, Ukraine et Pologne, mais bien un réseau international et transnational plus large, dont les acteurs ne sont pas seulement des États, mais aussi des associations, des lieux touristiques, ou encore des plateformes sur internet.

S'agissant des enjeux de la présence/absence de la plus grande communauté juive au monde en 1939, le meilleur exemple de musée est celui de Polin<sup>2</sup>, le Musée de l'histoire des Juifs de Pologne, situé à Varsovie. Son exposition permanente, ouverte en octobre 2014, a reçu des centaines de milliers de visites ainsi qu'une reconnaissance muséographique qui s'est traduite par des prix internationaux. Ce lieu ne relève pas des autorités polonaises et bénéficie de financements privés internationaux et des rentrées de sa billetterie. Il est « le » musée d'histoire des Juifs, mais aussi le musée d'histoire de la Pologne le plus accessible et le plus riche en termes de discours sur l'histoire du pays. Contrairement au Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau, qui porte sur l'histoire de la Shoah et de la répression nazie, le Musée Polin de Varsovie offre une perspective millénaire sur la présence juive en Pologne. Le musée retrace cette présence en particulier à travers ses mutations territoriales et l'enchevêtrement des histoires juives et polonaises, sans les réduire à un face à face national, selon les catégories adoptées par une partie des nationalistes polonais et des sionistes. On ne trouve ni définition « du » Juif ni réduction de celui-ci à une forme de religiosité, de pratique économique, de rapport « au chrétien », mais des récits multiples d'interactions très évolutives et diverses, parfois conflictuelles, où la Shoah a certes une place importante, mais où elle ne représente pas l'horizon final. Au mémorial de Yad Vashem à Jérusalem, la visite se conclut par la perspective d'une colline de la ville sainte signifiant le passage du judaïsme de l'Europe criminelle à celui de la terre d'Israël. Au contraire, Polin affirme une continuité au moins potentielle de la présence juive, et plus encore la continuité d'une relation entre la société polonaise et le judaïsme. Cette continuité est bien sûr faite de tensions, composée de philosémitisme et d'antisémitisme. Elle est aussi faite de fascination parfois noire et mortifère des catholiques pour leurs frères aînés en monothéisme, tels que les voyait Jean-Paul II. Cette continuité de la relation judéo-polonaise est sous-tendue par l'idée qu'il n'y a pas nécessairement des Juifs d'un côté, et des Polonais de l'autre.

Cet ensemble de choix fait que tant Polin que le Musée de Gdańsk déjouent la concurrence mémorielle et montrent qu'il

2. Les initiateurs du musée ont souligné que *Polin* signifiait *Po* (ici) *Lin* (tu te reposeras) en hébreu, et que *Polin* avait pris le sens de Pologne dans cette langue pour souligner l'accueil dont les Juifs y avaient bénéficié.

n'est pas nécessaire de s'y livrer. Toutefois, les attaques subies par ces deux institutions signalent combien il est difficile de refuser d'instrumentaliser l'histoire. L'histoire est utilisée le plus souvent pour légitimer la politique au jour le jour de gouvernements qui sont persuadés que la mobilisation patriotique exige un récit historique univoque, même s'il est inexact ou faux. De fait, une nation qui vit dans une fièvre obsidionale savamment entretenue a besoin d'une image pure d'elle-même.

Aujourd'hui, dans le cadre de la « guerre de l'information » autour de la guerre dans le Donbass, la télévision russe évoque parfois un partage de l'Ukraine entre Pologne et Russie. Quant au gouvernement israélien, il soutient Viktor Orbán et Mateusz Morawiecki, les premiers ministres hongrois et polonais, dans leur propagande contre le milliardaire américain d'origine juive hongroise, George Soros, accusé de cosmopolitisme comme le furent les Juifs soviétiques sous Staline. Il soutient aussi leur propagande de séparation entre les personnes chrétiennes et juives, une séparation qui est au cœur de la vision du mouvement Habad (Loubavitch), lequel coopère avec tous les pouvoirs nationalistes en Europe. Néanmoins, l'instrumentalisation de l'histoire, sous forme de mémoire nationale qui sert à justifier tous crimes ou gestes peu glorieux du passé, ne s'impose pas si facilement. En effet, elle requiert un monopole idéologique et une censure d'État, appuyés entre autres par des autorités religieuses.

### **IMPASSE DE LA SÉCURITÉ PAR LA MÉMOIRE**

Or s'il faut déployer tant de moyens, c'est bien que les « peuples » concernés, si prompts à visiter avec intérêt et plaisir les deux musées évoqués ci-dessus, ne sont pas « naturellement » sujets aux illusions des compétitions victimaire. Les histoires partagées sont encore stimulantes, elles poussent à réfléchir de façon critique sur sa propre histoire, et à prendre conscience du caractère décisif non seulement des confrontations sanglantes, mais aussi parfois des interactions positives avec les autres, quels qu'ils soient. Ce constat n'a rien de spécifique à l'Europe centrale. L'exceptionnalisme n'est pas de mise ici, puisque l'utilisation de la mémoire comme garantie de sécurité est une pratique assez générale, en particulier dans tout l'ancien bloc soviétique, mais aussi bien au-delà.

**BIBLIOGRAPHIE**

APRYŠČENKO Viktor (2016), « Pamjat' kak bezopasnost' » [La mémoire comme sécurité] *Novoe prošloe*, n° 3, pp. 86-108.

GRADVOHL Paul (2017), « Orban et le souverainisme obsidional », *Politique étrangère*, n° 1, pp. 35-45.

KIRSHENBLATT-GIMBLETT Barbara, POLONSKY Antony (dir.) (2014), *Polin. 1000 Year History of Polish Jews*, Varsovie : Museum of the History of Polish Jews.

GAŁKA-OLEJKO Oliwia, JASIŃSKI Łukasz, MACHCEWICZ Paweł, WNUK Rafał (2016), *Museum of the Second World War. Catalogue of the Permanent Exhibition*, Gdańsk : Muzeum II Wojny Światowej.

MACHCEWICZ Paweł (2017), *Muzeum*, Cracovie : Znak Horyzont.

*Monde(s)* (2018), « L'Europe médiane, carrefours et connexions », Marès, Antoine, Gradwohl, Paul (dir.), n° 14.

*Respublica daje do myślenia, Res Publica Nowa* [La république donne à penser, La nouvelle Res Publica] (2017), dossier « Pamięć i bezpieczeństwo » [Mémoire et sécurité], 3, n° 229, XX<sup>e</sup> année, pp. 6-34.

SNYDER Timothy (2012), *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris : Gallimard (première édition en anglais, 2010).

WERTH Nicolas (2009), *L'ivrogne et la marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse (1937-1938)*, Paris : Tallandier.



# LES CULTURES MÉMORIELLES EN EUROPE AU MIROIR DES LOIS SUR LE PASSÉ: UNE DICHOTOMIE « EST-OUEST » ?

NIKOLAY KOPOSOV

**E**n ce qui concerne les cultures mémorielles, la dichotomie est-ouest est-elle valable? Sur cette question, les opinions divergent. Certains chercheurs opposent la culture mémorielle de l'ancienne « Europe de l'Est », fortement influencée, selon eux, par le nationalisme et la conception ethnique de la nation, à celle qui s'est développée en « Europe de l'Ouest » depuis les années 1970. Cette culture dite « cosmopolite » est centrée sur la mémoire de la Shoah et se caractérise par la sympathie à l'égard des victimes de l'histoire et par la repentance des États-nations pour les crimes qu'ils ont commis par le passé. Cette culture a été formée par l'essor de la démocratie libérale, le déclin du nationalisme et la montée du patriotisme constitutionnel en Occident. Par contre, les pays de l'est de l'Europe ont échoué à s'intégrer dans la mémoire paneuropéenne de l'Holocauste et tendent à minimiser le rôle de leurs populations dans l'extermination des Juifs. D'autres chercheurs rejettent cette opposition comme caricaturale et y voient la manifestation de l'« hégémonie » que l'Union européenne essaye d'imposer à ces pays en soulignant leur caractère « sous-développé ».

Comme il arrive souvent, chacune des deux théories saisit certains aspects de la réalité. En effet, il est naïf d'idéaliser la politique historique des gouvernements occidentaux et de ne pas remarquer une vague populiste. Toutefois, il est difficile de nier que dans l'ancien « bloc de l'Est », les institutions démocratiques récemment créées se sont révélées inefficaces pour empêcher l'arrivée, dans plusieurs pays, de « populistes » au pouvoir. C'est bien à l'est de l'Europe que des régimes populistes et autoritaires se sont formés, notamment dans la Russie de Vladimir Poutine, la Hongrie de Viktor Orbán et la Pologne de Jarosław Kaczyński, en même temps que la Turquie

de Recep Tayyip Erdoğan. Or tous ces régimes poursuivent une politique de la mémoire très éloignée du modèle occidental décrit plus haut.

Il s'agira ici de dresser un tableau d'ensemble de la législation européenne sur le passé pour montrer en quoi les lois mémorielles est-européennes, et avant tout celles en Pologne, en Ukraine et en Russie, diffèrent de leurs homologues ouest-européennes. Une étude comparative des lois mémorielles renforce en effet la thèse de la polarité des cultures mémorielles en Europe, avec toutefois des nuances importantes sur lesquelles nous reviendrons.

### **LOIS MÉMORIELLES ET «GESCHICHTSPOLITIK»**

L'utilisation de moyens législatifs comme instrument de la politique historique remonte à une époque lointaine : des lois peuvent amnistier les participants de certains événements douloureux (par exemple, la Commune de Paris), accorder des privilèges aux anciens combattants ou à leurs familles, ou interdire certains symboles devenus ignominieux (comme le svastika) ; elles peuvent aussi ordonner l'érection ou la destruction de monuments, changer les noms de rues pour honorer ou déshonorer certains personnages historiques, etc. Il s'agit déjà de lois mémorielles, au sens large de cette notion. Toutefois, la notion de lois mémorielles a été inventée en France pour désigner la loi Gayssot de 1990, qui a criminalisé la négation de la Shoah, ainsi qu'une série de lois « déclaratives » postérieures exprimant le point de vue du gouvernement français sur certains événements historiques (notamment le génocide arménien et l'esclavage) sans pénaliser d'ailleurs les opinions alternatives à leur sujet. Les dernières années du XX<sup>e</sup> siècle et du début du XXI<sup>e</sup> siècle ont été marquées par une prolifération de nouveaux concepts renvoyant aux usages politiques du passé : politique de l'histoire (*Geschichtspolitik*), guerres de mémoire, lois mémorielles. Leur invention s'explique par un sentiment de nouveauté, sinon de ces phénomènes, au moins de leurs formes et de leur statut dans la culture et la politique contemporaines.

En effet, la fin du XX<sup>e</sup> siècle a vu s'affirmer la mémoire historique alors que déclinaient les idéologies politiques traditionnelles (communisme, libéralisme et social-démocratie) fondées sur tel ou tel projet de l'avenir. Les batailles idéologiques de l'époque de la guerre froide se déroulaient autour des « grands récits » qui légitimaient les systèmes sociaux en concurrence. Désormais, le passé s'est substitué

au futur en tant que source ultime de la légitimité politique. Gleb Pavlovski, qui fut dans les années 2000 un des créateurs de la politique historique du régime de Vladimir Poutine, déclarait en 2008 qu'après la fin des idéologies traditionnelles, la politique de la mémoire allait devenir « le standard de la politique en tant que telle ». Les confrontations politiques plus récentes s'expriment de plus en plus souvent à travers les conflits mémoriels autour d'évènements – le plus souvent tragiques – du passé qui fonctionnent comme symboles sacrés des États-nations et des autres communautés de mémoire.

Les lois mémorielles au sens étroit sont le produit de cette conjoncture historique. Cela concerne tout particulièrement les lois qui criminalisent certaines énonciations sur le passé. Il n'y avait pas de telles lois avant les années 1980. Même le gouvernement soviétique, qui disposait d'un système de censure formidable, ne pénalisait pas explicitement les déviations de sa conception officielle de l'histoire (mais pouvait les punir comme propagande antisoviétique). Dans ce sens, les lois qui pénalisent certains propos sur le passé sont une vraie nouveauté. Elles reflètent la juridicisation croissante de nos sociétés ainsi que les caractères particuliers de la conscience historique de l'âge de la mémoire : toutes ces lois sans exception interdisent ce que leurs auteurs considèrent comme de fausses interprétations des événements historiques concrets, et aucune ne pénalise des énonciations générales et philosophiques sur l'histoire. Ces lois sont donc des statuts *ad hoc* qui créent un régime légal spécial pour la mémoire de certains événements du passé.

### **LOIS MÉMORIELLES: ESQUISSE DE TYPOLOGIE**

Actuellement, 27 pays européens ont des statuts *ad hoc* qui interdisent, sous peine de sanction pénale, certains propos sur l'histoire. Une moitié de ces lois a été édictée en Europe occidentale, et l'autre moitié en Europe orientale. En dehors de l'Europe, il n'y a presque pas de lois mémorielles qui prévoient des sanctions. Les deux exceptions sont Israël, qui a pénalisé le négationnisme en 1986, et le Rwanda, où la Constitution de 2003 et un statut *ad hoc* de la même année déclarent la négation du génocide comme un délit criminel. Les pays de *common law* (notamment les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni) et les pays nordiques qui ont subi cette influence, refusent d'introduire de telles interdictions.

Les lois mémorielles au sens étroit se divisent en quelques groupes bien distincts. Les anciennes démocraties continentales qui ont connu les régimes fascistes ou profascistes et dont les gouvernements et les populations ont participé à l'extermination des Juifs interdisent de nier l'existence de la Shoah (ou des crimes nazis contre l'humanité). Tel est le cas de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France et de la Belgique (la Cour suprême des Pays-Bas a décidé que la négation de la Shoah était punissable sous l'article du Code pénal interdisant les discours de haine, tandis que l'Italie considère le négationnisme comme une circonstance aggravante dans les délits racistes). Certains autres pays (dont l'Espagne, le Portugal et l'Italie), qui ont été beaucoup moins impliqués dans la Shoah, mais qui ont néanmoins leur propre passé sombre, pénalisent la négation des génocides en général. La Suisse a été le premier pays à introduire une telle loi en 1993 (en vigueur depuis 1995), peu avant le scandale autour de l'or nazi dans les banques suisses. D'autres pays interdisent la négation des crimes nazis aussi bien que d'autres génocides. Ce modèle a été inventé par le Parlement du Luxembourg en 1997, il a ensuite été repris par le Conseil de l'Europe dans une série d'actes, dont la Décision-cadre du 28 novembre 2008 sur la lutte contre le racisme et la xénophobie, puis a été reproduit par quelques pays est-européens.

Il existe une tension entre la mise en exergue de l'extermination des Juifs et l'élargissement de la protection légale à la mémoire d'autres crimes contre l'humanité. Il arrive que les partisans de la première stratégie accusent ceux de la seconde de négliger le caractère unique de la Shoah et de provoquer la compétition des victimes dans des buts électoraux. Les partisans de la seconde stratégie répondent que les premiers établissent une hiérarchie implicite des victimes. Néanmoins, toutes ces lois protègent la mémoire des victimes et expriment la repentance des nations respectives pour les mauvaises actions du passé.

La situation est bien plus ambivalente à l'est de Europe. Certains pays ont adopté des lois mémorielles semblables à celles de l'Europe occidentale, tandis que d'autres pays ont préféré un modèle plus problématique, qui néanmoins reflètent leurs préoccupations quant à l'histoire.

L'idée de criminaliser certains propos sur le passé a été empruntée par les législateurs est-européens à leurs collègues occidentaux, souvent sous la pression du Conseil de l'Europe, préoccupé par son projet de créer une mémoire partagée par tous les États-membres.

En ce qui concerne le Conseil de l'Europe, dont l'histoire remonte à la victoire sur l'Allemagne nazie, il semblait naturel d'essayer de construire une identité européenne autour de la mémoire de la Shoah, vue comme le symbole des pires souffrances causées par un régime totalitaire. Toutefois, le discours des vainqueurs de la guerre, qui mettait l'accent sur l'unicité des crimes nazis, ne correspondait pas exactement à l'expérience historique vécue par les pays de l'Est. À l'issue de la guerre, ces pays ont été conquis par l'un des vainqueurs – l'URSS – avec le consentement des autres pays (ce qui est perçu dans cette région comme la « trahison de Yalta »). La mémoire du communisme, dont la domination a duré bien plus longtemps que l'occupation allemande, est devenue centrale pour ces pays. La résistance au communisme et la lutte pour la libération nationale contre l'impérialisme soviétique se confondent dans la mémoire collective de plusieurs d'entre eux.

Par ailleurs, l'est de l'Europe est loin d'être une région homogène, y compris du point de vue de la mémoire historique. En fait, sa carte mémorielle est même plus complexe que celle de l'Europe occidentale, ce qui s'explique par l'héritage des trois grands Empires (ottoman, autrichien et russe) et la formation plus tardive des États-nations dans la région. Ce dernier processus a repris après la disparition du communisme, et il se poursuit encore sous nos yeux. Ces pays essaient de formuler, de promouvoir et de protéger leurs récits nationaux dans un contexte historique dans lequel le concept même d'État-nation semble périmé.

La persistance avec laquelle ces pays opposent leurs narrations historiques à celle de l'Union européenne varie d'un pays à l'autre. D'où la pluralité des législations mémorielles dans cette région de l'Europe. Certains États, en particulier la Roumanie, l'Albanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Croatie, la Macédoine, le Monténégro et la Bulgarie, ont suivi les recommandations du Conseil de l'Europe et ont criminalisé la négation de la Shoah et/ou les crimes contre l'humanité en général. Selon l'historien allemand Stefan Troebst, ces pays sont « ambivalents » ou même « apathiques » à l'égard de leur passé communiste. En outre, la plupart d'entre eux jouissaient d'une indépendance, au moins relative, du Kremlin à l'époque soviétique, ou entretiennent des rapports traditionnellement privilégiés avec la Russie.

Par contre, d'autres pays, et notamment ceux qui ont une histoire particulièrement complexe de résistance à l'occupation soviétique,

qui se méfient profondément des ambitions néo-impériales du Kremlin et qui sont en désaccord avec Moscou sur les questions du passé, ont adopté des lois mémorielles de type différent. La Pologne a été le premier pays à criminaliser, en 1998, la négation des crimes nazis et communistes. Son exemple a été suivi par la République tchèque (2000), la Hongrie (2010), la Lituanie (2010) et la Lettonie (2014).

Le problème avec ces lois n'est pas tant qu'elles mettent sur un pied d'égalité le nazisme et le communisme, ce qu'on peut comprendre vu les particularités de l'expérience historique de ces pays. Le problème est qu'elles sont formulées de façon à décharger ces nations de toute responsabilité pour les crimes du passé et à la transférer entièrement à des forces étrangères, l'Allemagne nazie et l'URSS. Ainsi, la loi polonaise de 1998 interdit de nier les crimes nazis et communistes « perpétrés contre des personnes de nationalité polonaise et des citoyens polonais d'autres [...] nationalités ». À l'évidence, il s'agit de minimiser l'importance de la Shoah, de présenter les Polonais – et non pas les Juifs – comme les principales victimes d'Hitler, et d'obscurcir la participation des Polonais à la Shoah. La loi lituanienne de 2010 interdit de nier les « crimes [...] commis par l'URSS ou l'Allemagne nazie sur le territoire de la République de Lituanie ou contre les habitants de la République de Lituanie », comme si aucun Lituanien n'avait participé à certains de ces crimes.

Les nuances, relevées plus haut, entre ces différents pays n'enlèvent donc rien aux différences entre les cultures mémorielles à l'est et à l'ouest de l'Europe. En effet, le « noyau dur » de ces pays, à savoir la République tchèque, la Hongrie et la Pologne, a développé un modèle de législation mémorielle particulier. Toutefois, le seul facteur « géographique » ne permet pas de comprendre les causes de ces différences. Il faut également rappeler le contraste entre les années 1980 et 1990, quand les premières lois mémorielles ont été adoptées en Occident, et les années 2000 et 2010, quand le centre des activités législatives sur le passé s'est déplacé vers l'est de l'Europe.

Dans les anciennes démocraties occidentales, les premières lois mémorielles ont été adoptées dans le contexte du triomphe de la démocratie libérale, qui était en train de vaincre définitivement ses adversaires communistes. En 1989, juste un an avant l'adoption de la loi Gayssot, Francis Fukuyama a annoncé « la fin de l'histoire », c'est-à-dire l'affirmation de la démocratie libérale comme

seul modèle légitime d'organisation sociale. En même temps, malgré les premières manifestations, bruyantes, mais marginales, du négationnisme, les années 1970 et 1980 ont vu l'établissement de l'hégémonie culturelle de la gauche libérale, y compris dans le domaine mémoriel, dont un moment clé consistait dans l'essor de la mémoire de la Shoah.

Par contre, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, le climat politique et culturel a changé avec la montée continue de l'extrême-droite à travers l'Europe et la formation des régimes autoritaires à l'est du continent. Le populisme, surtout de droite, s'est transformé dans certains pays en une force politique importante, voire occasionnellement dominante. Rien d'étonnant que les approches populistes de la législation mémorielle aient prévalu dans des pays où la culture démocratique de la mémoire n'a pas eu assez de temps pour se développer. En criminalisant certains cas d'énonciations sur le passé, les gouvernements démocratiques ont forgé durant les années 1980-1990 des outils dont les populistes de droite se sont servis dans leurs propres buts.

### **TROIS CAS EXTRÊMES: LA RUSSIE, L'UKRAINE ET LA POLOGNE**

La législation mémorielle à l'est de l'Europe tend à évoluer dans le sens d'une nationalisation de plus en plus prononcée de l'histoire. Dans les cas russe, polonais et ukrainien, cette tendance se manifeste de façon particulièrement évidente. Elle est cependant également perceptible dans d'autres pays. Ainsi, la Hongrie a adopté une loi contre le négationnisme en janvier 2010. Toutefois, un mois après son arrivée au pouvoir en mai de la même année, le parti populiste Union civique (Fidesz) en a modifié la formulation pour défendre également la négation des crimes communistes. La Constitution hongroise de 2011, modifiée en 2013 et 2018, exprime une vision extrêmement nationaliste de l'histoire du pays. De son côté, la Lettonie a aussi promulgué une loi contre le négationnisme en 2010, puis l'a modifiée pour inclure l'interdiction de nier les crimes communistes en 2014, immédiatement après l'annexion russe de la Crimée. Dans ce cas, le facteur russe a été décisif, alors qu'en Hongrie, la montée du nationalisme a joué un rôle central. En Ukraine et en Pologne, ces deux facteurs ont aussi été présents. L'essor du nationalisme populiste a ainsi fortement influencé l'évolution des lois mémorielles.

Malgré quelques conflits durant l'époque précédente, les guerres de mémoire entre la Russie, la Pologne et l'Ukraine n'ont commencé qu'au milieu des années 2000, avec la formation du régime autoritaire de Vladimir Poutine et l'essor des mouvements nationalistes dans certains pays. En 2005, l'arrivée au pouvoir, en Pologne, du parti ultranationaliste des frères Kaczyński, Droit et Justice (PiS), et l'élection à la présidence de l'Ukraine de Viktor Iouchtchenko, fortement soutenu par les nationalistes ukrainiens, ont parachevé le dispositif politique dans lequel l'histoire a pu devenir l'arme absolue des conflits internationaux. Les tentatives d'arriver à des interprétations partagées du passé et d'apaiser les passions à son sujet étaient caractéristiques des années 1990, marquées par la volonté commune de rompre avec l'héritage communiste. Ces tentatives ont désormais été abandonnées dans ces pays. La criminalisation de certains propos sur l'histoire a été fortement stimulée par cette évolution.

En Russie, dont l'évolution vers un régime autoritaire a exercé une très forte influence sur la situation dans les pays voisins dans les années 2000, provoquant la peur de l'impérialisme russe, les premières tentatives de promouvoir des lois mémorielles datent du milieu des années 1990 déjà. Les démocrates organisés autour du Centre antifasciste de Moscou ont proposé au Parlement quelques projets inspirés par la loi Gayssot, qui tous interdisaient la négation des crimes nazis et de ceux des autres régimes totalitaires (par cela, les auteurs entendaient avant tout le stalinisme). Toutefois, ces projets dirigés contre les néo-fascistes et les stalinistes russes n'avaient aucune chance d'être approuvés, car les communistes et les nationalistes contrôlaient alors le Parlement. Il faut souligner qu'en Russie, l'idée de criminaliser la négation des crimes communistes a une signification différente de celle qu'elle a dans les autres pays. En effet, la responsabilité pour les répressions staliniennees ne pouvait pas être attribuée en Russie à un pays étranger.

Avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la politique mémorielle du Kremlin a fortement évolué. Elle se centre désormais sur la promotion du culte de la Seconde Guerre mondiale, dans une version qui reprend les motifs principaux de la propagande stalinienne. L'unité de l'État et du peuple russe face aux ennemis extérieurs est le thème principal de ce culte, qui est devenu le vrai mythe des origines pour la Russie postsoviétique. Ce mythe de la guerre sert à éclipser la mémoire des crimes commis par l'État

soviétique contre les peuples de l'URSS et des autres anciens pays socialistes, aussi bien qu'à légitimer les prétentions de Moscou à son ancien empire, des prétentions qui, selon le Kremlin, ont été reconnues par les Alliés à Yalta et à Potsdam. La critique de la politique extérieure de Staline, et notamment les accusations selon lesquelles l'URSS aurait été coresponsable, avec l'Allemagne nazie, de la Seconde Guerre mondiale, aussi bien que la comparaison entre les crimes communistes et les crimes nazis, sont considérées au Kremlin comme inacceptables. Elles sont en effet incompatibles avec le mythe de la « Grande Guerre patriotique ». D'où la réaction très agressive de Moscou vis-à-vis de la politique mémorielle de certains pays, pour lesquels les thèmes des crimes communistes et de la coresponsabilité russe de la guerre sont centraux.

C'est dans ce contexte qu'en mai 2014, quelques semaines après l'occupation de la Crimée, le gouvernement russe a passé une loi interdisant « la négation des faits, établis par le jugement du Tribunal [de Nuremberg], ainsi que la diffusion de fausses informations concernant les actions de l'URSS pendant la Seconde Guerre mondiale ». La formule « diffusion de fausses informations » est empruntée au Code pénal soviétique : elle était alors utilisée contre les dissidents accusés de propagande antisoviétique. Cette législation est unique parmi les lois mémorielles : car même si cette loi prétend protéger la mémoire des victimes du nazisme, elle protège en réalité la mémoire du régime oppressif de Staline au lieu de protéger celle de ses victimes.

En Pologne, la politique mémorielle du parti Droit et Justice comporte certaines similarités avec la politique mémorielle russe. La Pologne, comme la Russie, se vante d'être le pays le plus antifasciste du monde. Les Polonais ont certes massivement participé à la résistance contre l'occupation allemande et ont souffert de la terreur nazie plus que les autres pays de l'Europe de l'Est, dont la majorité a collaboré avec Hitler. Toutefois, la participation à la Shoah, sinon du gouvernement polonais alors en exil, du moins de Polonais, a aussi été un phénomène de masse, même si de nombreux Polonais ont risqué leur vie pour sauver des Juifs. La mémoire de la Shoah en Pologne est même plus ambivalente que dans d'autres pays, précisément à cause du conflit entre la mémoire héroïque officielle et la mauvaise conscience des héritiers des participants aux pogroms.

En 2006, le gouvernement polonais contrôlé par le parti Droit et Justice a criminalisé « les calomnies contre le peuple polonais », à savoir les accusations de coresponsabilité dans les crimes communistes et nazis. Cette loi a été abrogée en 2008, quand le parti libéral Plateforme civique avait la majorité au Parlement. Mais en janvier 2018, le parti Droit et Justice, revenu au pouvoir, a fait adopter une nouvelle loi mémorielle qui, cette fois, interdit d'accuser « la République et le peuple polonais » non seulement des crimes nazis, mais aussi « d'autres délits qui constituent des crimes contre la paix et l'humanité ou des crimes de guerre ». Cette dernière formule est suffisamment « élastique » pour couvrir les crimes commis par les Polonais contre les Juifs, ce qui a évidemment provoqué une vague d'indignation à l'étranger, en Israël surtout. Le gouvernement a dû céder à la pression internationale et révoquer cet article en juin de la même année. Toutefois, d'autres dispositions de la loi sont restées en vigueur (y compris la possibilité d'imposer des amendes administratives importantes pour ces « délits »). À la différence de la loi russe de 2014, la loi polonaise protège la mémoire non pas d'un régime oppressif, mais du peuple opprimé, dont certains membres ont été impliqués dans des crimes contre l'humanité.

L'Ukraine n'a actuellement aucune loi mémorielle punitive, quoique les tentatives pour l'introduire n'ont pas manqué. Plusieurs lois en vigueur interdisent certains propos sur le passé sans prévoir de sanctions pénales pour ceux qui les violent. En 2006, le président Iouchtchenko a proposé de criminaliser la négation de l'*Holodomor* de 1932-1933 (voir Grande Famine\*), considéré comme un génocide de la nation ukrainienne, mais le Parlement n'a adopté qu'une loi déclarative à ce sujet. Les années suivantes, les communistes ukrainiens et les politiciens pro-russes de l'est du pays ont proposé plusieurs projets interdisant la propagande du fascisme et la « réhabilitation des criminels nazis et de leurs complices ». De leur côté, les libéraux et les nationalistes ukrainiens ont tenté plusieurs fois de criminaliser l'idéologie communiste et (en reprenant les formules de la loi polonaise de 1998 mentionnée plus haut) la négation des crimes nazis et communistes, y compris de la Shoah et de l'*Holodomor*. Toutefois, dans ce pays qui était profondément divisé au sujet de l'histoire, aucune de ces lois n'a été adoptée.

Ce n'est que pendant la crise politique de janvier 2014 que les partisans du président pro-russe Viktor Ianoukovytch ont forcé le Parlement à adopter une série des « lois dictatoriales », dont en

particulier la «loi Symonenko», proposée par le leader des communistes ukrainiens, qui a introduit des sanctions pénales pour la négation des crimes nazis. Contrairement aux autres «lois dictatoriales» abrogées peu après leur adoption, la loi Symonenko est restée en vigueur jusqu'en avril 2015, sans toutefois être appliquée. En avril 2015, le Parlement ukrainien, cette fois dominé par les libéraux et les nationalistes, a adopté une série de lois de décommunisation qui ont largement porté sur la politique de la mémoire. Ces lois interdisent en particulier l'usage des symboles nazis et communistes, «la négation en public du caractère criminel» des régimes nazis et communistes et le «manque de respect» à l'égard des participants à la lutte pour l'indépendance de l'Ukraine, dont plusieurs ont collaboré avec les nazis et se sont souillés de crimes contre l'humanité. Toutefois, comme je l'ai déjà mentionné, aucune de ces lois n'a introduit de sanctions pénales pour les énonciations sur le passé.

«Le propre du populisme est de construire et d'utiliser le passé», affirme Patricia Chiantera-Stutte. L'histoire a toujours servi la politique, mais la question est le degré et les formes de sa politisation. Comme il a été dit plus haut, les démocraties libérales et les régimes communistes ont fondé leur légitimité sur leurs philosophies de l'histoire. Toutefois, avec la crise des «grands récits» et l'émergence de l'âge de la mémoire, les tragédies du passé ont occupé la place qui appartenait jadis aux visions (plus ou moins utopiques) de l'avenir. La formation de la mémoire démocratique, centrée sur les tragédies du passé, a préparé le terrain pour une politique «populiste» de la mémoire, consistant non plus dans la repentance des États-nations pour leurs délits, mais dans leur glorification comme victimes de délits commis par leurs adversaires. Malgré leurs désaccords sur les questions du passé, la Russie, l'Ukraine et la Pologne représentent de bons exemples de cette politique.

**BIBLIOGRAPHIE**

BELAVUSAU Uladzislau, GLISZCZYNSKA-GRABIAS Aleksandra (éds) (2017), *Law and Memory: Towards Legal Governance of History*, Cambridge: Cambridge University Press.

BELAVUSAU Uladzislau, WÓJCIK Anna (2018), « La criminalisation de l'expression historique en Pologne: la loi mémorielle de 2018 », *Archives de politique criminelle*, n° 40, pp. 175-188.

CHIANTERA-STUTTE Patricia (2005), « Populist Use of Memory and Constitutionalism: Two Comments – I », *German Law Journal*, 6/2, pp. 391-397.

KAHN Robert A. (2004), *Holocaust Denial and the Law: A Comparative Study*, New York / Basingstoke: Palgrave Macmillan.

KASIANOV Georgiy (2018), *Past Continuous: Istoryžna polityka 1980-h-2000-h: Ukraïna ta susydy* [Past Continuous: Politique historique 1980-2000. L'Ukraine et ses voisins], Kyiv: Laurus.

KOPOSOV Nikolay (2017), *Memory Laws, Memory Wars: The Politics of the Past in Europe and Russia*, Cambridge: Cambridge University Press.

KOPOSOV Nikolay (2016), « Les lois mémorielles en Russie et en Ukraine: Une histoire croisée », *Écrire l'histoire*, n° 16, pp. 251-256.

KOPOSOV Nikolay (2018), « Lois mémorielles: Histoire et typologie », *Le Débat*, n° 201, pp. 165-175.

LEVY Daniel, SZNAIDER Nathan (2006), *The Holocaust and Memory in the Global Age*, Philadelphie: Temple University Press.

PORTNOV Andrii (2010), *Upražnenija s istoriej po-ukrainski* [Exercices avec l'histoire en ukrainien], Moscou: O.G.I./Polit.ru/Memorial.

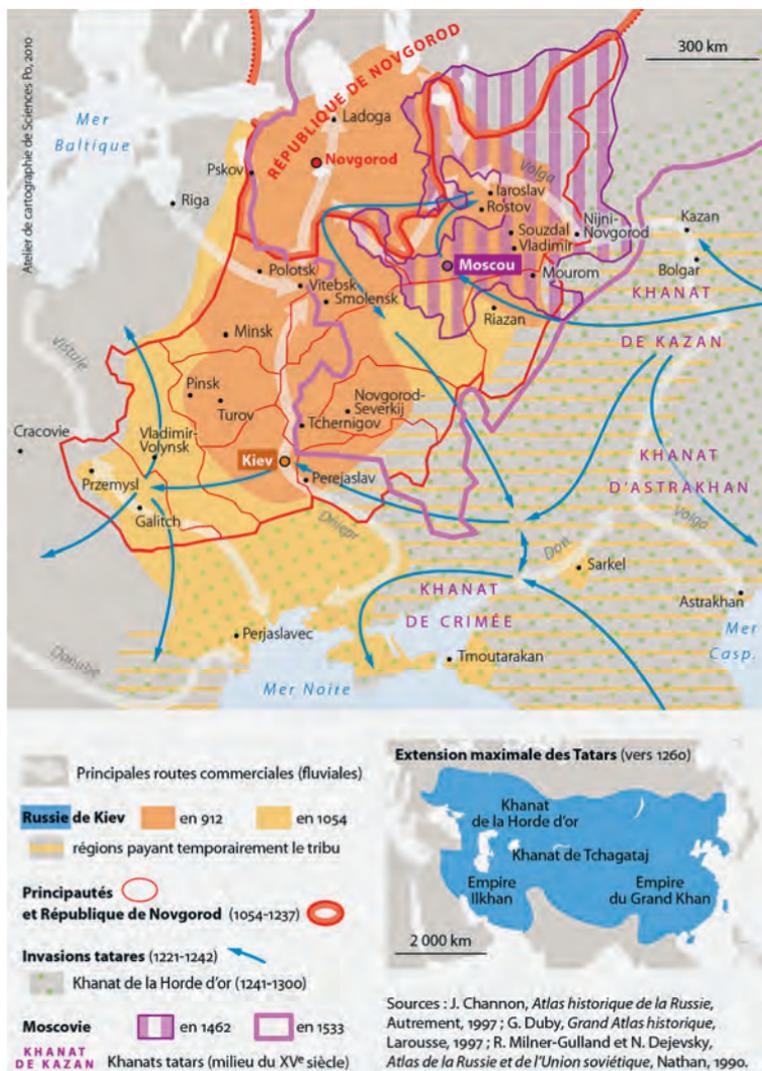
TROEBST Stefan, « Halecki Revisited: Europe's Conflicting Cultures of Remembrance », in Pakier, Małgorzata, Strâth, Bo (éds) (2010), *A European Memory? Contested Histories and Politics of Remembrance*, New York / Oxford: Berghahn Books, pp. 58-63.

## CARTES

Les cartes reproduites dans notre ouvrage ont été obligeamment mises à disposition par les éditeurs de l'*Atlas des peuples d'Europe centrale* d'André et Jean Sellier (Paris, La Découverte, 1991), ainsi que de l'Atelier de cartographie de SciencesPo et de la Documentation française (DILA).

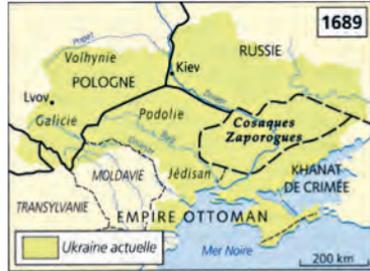
Ces cartes datent des années 1990, quand l'héritage d'une vision « russo-centrée » de l'histoire de cette région était encore prégnant. Ainsi, elles parlent de « Russie de Kiev », ou encore de « Russie médiévale ». Depuis, l'historiographie a évolué. En ce qui concerne l'histoire ancienne, de nombreux historiens et historiennes utilisent désormais le terme de « Rous », et non plus celui de « Russie ».

## LA RUSSIE MÉDIÉVALE (912-1533)



Françoise Durand *et al.*, *Atlas de la mondialisation*, Spécial Russie – 2010.  
© 2010 Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

**CARTES DE L'UKRAINE**



Jean Sellier et André Sellier, *Atlas des peuples d'Europe centrale.*

© 2014 La Découverte.



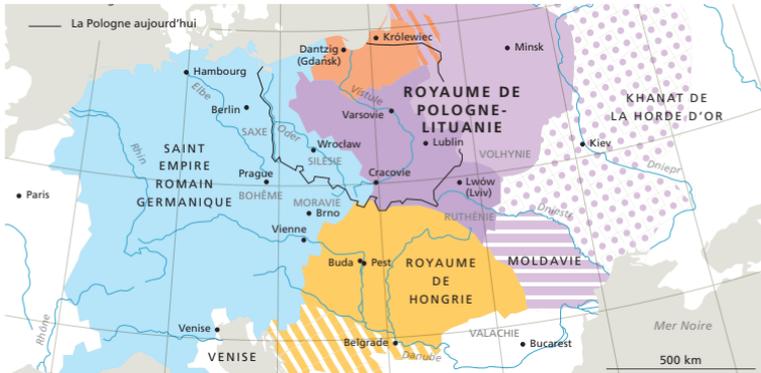
Carte de l'Ukraine dans ses frontières reconnues internationalement en 1991.

En 2014, la Crimée a été annexée par la Russie.

Jean Sellier et André Sellier, *Atlas des peuples d'Europe centrale*.

© 2014 La Découverte.

**CARTES DE LA POLOGNE**



Royaume Pologne-Lituanie.

Questions internationales n° 69 – La Documentation française. © DILA.



Les trois partages de la Pologne (1772, 1793, 1795).

Questions internationales n° 69 – La Documentation française. © DILA.



La disparition de la Pologne (XIX<sup>e</sup> siècle).

*Questions internationales* n° 69 – La Documentation française. © DILA.



La Pologne (1918-1945).

*Questions internationales* n° 69 – La Documentation française. © DILA.

## INDEX



## INDEX DES NOMS PROPRES

### A

Aïvazovski, Ivan 79  
Akhmatova, Anna 79  
Alexandre (Aleksander) I<sup>er</sup>  
  Jagellon 41, 42  
Alexandre I<sup>er</sup> 48, 55, 60, 94  
Alexandre Nevski 27, 33  
Alexandre II 95, 155, 317,  
  356, 357  
Alexandre III 317, 369  
Alexis I<sup>er</sup> 92, 249  
André Algirdajtis  
  (Olgierdovitch) 40  
Andropov, Iouri 161  
Anna Iaroslavna  
  (Anne de Kiev) 8  
Anne (impératrice de Russie) 92  
Antonovytych, Volodymyr 28  
Apollinaire, Guillaume 236  
Apostol, Daniil 258  
Artem 356  
Astakhov, Gueorgui 153  
Auguste II 47  
Auguste III 47

### B

Babel, Isaac 106  
Babiï, Ivan 341  
Bajan, Mykola 176, 177

Balcerowicz, Leszek 224  
Balitski, Vsevolod 136  
Balzac, Honoré de 50  
Bandera, Stepan 12, 13, 106,  
  172, 181, 185, 186, 192,  
  193, 209, 212, 297, 327,  
  333, 341, 343-351, 367, 374  
Bantych-Kamenski, Dimitri 250  
Barnavi, Élie 378  
Barthou, Louis 145  
Basile (Vassili) II 41,  
Basile (Vassili) III 41, 42  
Basile le Loup (Vasile Lupu) 248  
Bedny, Demian 96, 128  
Bek, Aleksandr 198  
Beneš, Edward 148  
Berehynia 361, 362  
Berkhoff, Karel 179  
Berling, Zygmunt 309  
Berman, Jakub 313  
Bierut, Bolesław 311, 313  
Bilyk, Mykola 365  
Bilyk, Nazar 365  
Blum, Léon 146  
Bobrinski, Vladimir 271  
Bobrovski, Anatoli 289, 290  
Boïtchouk, Mykhaïlo 122, 125  
Boleslas I<sup>er</sup> le Vaillant  
  (Bolesław I Chrobry) 25

- Bolesławski, Ryszard 105  
 Bolivar, Simon 365  
 Bolotnikov, Ivan 91, 96  
 Bonnet, Georges 148  
 Boris et Gleb (saints) 27  
 Borodaï, Vasył 357  
 Boroumenski, Vladimir 359  
 Borschak, Élie 255  
 Borusewicz, Bogdan 187  
 Borysenko, Valentin 370  
 Bosch, Evguenia 274  
 Botchkovsky, Olgerd 350  
 Boukharine, Nikolai 274, 288  
 Bounine, Ivan 79  
 Bourdenko (commission) 158  
 Brandt, Willy 188  
 Brecht, Bertolt 236, 256  
 Brejnev, Leonid  
     10, 125, 198, 357  
 Brioukhovetsky, Ivan 249  
 Byron George (Lord)  
     236, 255, 256
- C**
- Casimir (Kazimierz) IV  
 Jagellon 41  
 Catherine II (la Grande)  
     47-49, 53-58, 60, 61,  
     69-71, 82, 93, 267  
 Cemblat, Grégoire  
     (Grzegorz) 40  
 Chamberlain, Neville 147-149,  
     151, 153  
 Chaoumian, Stepan 114  
 Charles XII 232, 240, 256,  
     262-264  
 Chelepine, Aleksandr 161, 346  
 Chelest, Petro 10, 108,  
     198, 234  
 Chemiakine, Mikhaïl 365
- Cheptytsky, Andreï  
     329-340, 367  
 Cheptytsky, Klymenty 335, 336  
 Chevtchenko, Taras 120, 121,  
     235, 240, 250, 358, 369  
 Cholokhov Mikhaïl 236  
 Chopin, Frédéric 290  
 Chostakovitch, Dimitri 177  
 Chouïski, Basile (Vassili)  
     46, 86, 91, 92,  
 Choumsky, Aleksandr  
     117, 123, 125  
 Chtchek 361  
 Chtcherbakov, Salavat 366  
 Churchill, Winston 80, 369  
 Colomb, Christophe 365  
 Constantin  
     (petit-fils de Catherine II) 57  
 Copernic, Nicolas 44  
 Cyrille (patriarche) 34, 80, 98  
 Czajkowski, Michał 237  
 Czapliński, Daniel 244  
 Czapski, Jozef 158
- D**
- Danylo (Daniel) 27, 33  
 Daszyński, Ignacy 110, 324  
 Davies, Norman 214  
 Denikine, Anton 64, 96, 114  
 Desbois, Patrick 178  
 Dimitri (fils d'Ivan IV) 46, 91  
 Dimitri (grand-prince de  
 Moscou) 68  
 Dimitrie Cantemir 260  
 Djemilev, Moustafa 78  
 Dmowski, Roman 49, 321,  
     324, 327  
 Dolgoroukov, Pavel 270  
 Donskoï, Mark 176  
 Dontsov, Dmytro 343

Dorochenko, Petro 257  
 Dovjenko, Oleksandr 106  
 Duda, Andrzej 375  
 Dzerjinski, Felix 107, 281-291  
 Dziouba, Ivan 170

**E**

Eden, Anthony 145  
 Edwige d'Anjou 39  
 Egorov, Aleksandr 305  
 Ehrenbourg, Ilya 176  
 Eisenman, Peter 370  
 Eisenstein, Sergueï 33  
 Élisabeth  
 (impératrice de Russie) 59  
 Eltsine, Boris  
 11, 76, 162, 164, 200  
 Erdoğan, Recep Tayyip 388  
 Ermak 235  
 Étienne (István) 1<sup>er</sup>  
 Báthory 45  
 Evtouchenko, Evgueni 177

**F**

Fadeïev, Aleksandr 108  
 Falconet, Étienne 355  
 faux Dimitri (premier) 87  
 voir Otrepiev, Grichka  
 faux Dimitri (second)  
 86-87, 91, 92  
 Fedenko, Panas 350  
 Ferré, Léo 236  
 Fleming, Ian 346  
 Fouquier-Tinville, Antoine 285  
 Franco, Francisco 146  
 François (Ferenc) II  
 Rákóczi 260  
 François (pape) 336, 375  
 Frydrykevitch, Hanna 257  
 Fukuyama, Francis 392

**G**

Gabriel (archange) 362  
 Gagarine, Iouri 359  
 Gandhi, Mahatma 365  
 Gaulle, Charles de 196  
 Gayssot (loi) 388, 392, 394  
 Giedroyc, Jerzy 184, 191  
 Gillet, Louis (Lev) 336, 339  
 Giray, Chahin 54  
 Giscard d'Estaing, Valéry 196  
 Glinka, Mikhaïl 95  
 Glinski, Michel (Michał) 41  
 Godounov, Boris 46, 86, 91, 95  
 Godounova, Irina 86  
 Goering, Hermann 153  
 Gogol, Nikolai  
 (Mykola Hohol) 15, 235, 236  
 Golitsyne, Vassili 258  
 Gomułka, Władysław  
 311-313  
 Gorbatchev, Mikhaïl 34, 74,  
 161, 164, 224  
 Gorki, Maxime 79, 296, 359  
 Goutchkov, Aleksandr 270, 272  
 Gross, Jan Tomasz 183, 379  
 Gudziak, Borys 337  
 Gueorguiev, Viktor 108  
 Guirchovitch, Leonid 178  
 Gumpłowicz, Władysław 320

**H**

Halifax (lord)  
 (Edward Frederick  
 Lindley Wood) 149, 150  
 Henri I<sup>er</sup> 8, 24,  
 Henri III de Valois 45  
 Hermogène 87, 90, 91, 95  
 Himmler, Heinrich 335  
 Hitler, Adolf 51, 110, 141,  
 143, 144, 146-149,-151-154,

161, 307, 310, 325, 334,  
381, 385, 392, 395,  
Hoffman, Jerzy 109, 238  
Holszańska, Sonka (Sophie) 41  
Hordiienko, Kost 264  
Horlenko, Lazar 258  
Hrouchevsky, Mykhailo  
17, 29, 30, 109, 116, 233,  
276, 278, 300  
Hughes, John 63  
Hugo, Victor 236, 256

**I**

Iagoda, Genrikh 134  
Ianoukovytch, Viktor  
11, 13, 34, 77, 173, 186,  
203, 348, 396  
Iantchouk, Oles 297  
Iaroslav (le Sage) 8, 23-25,  
31, 33,  
Iatsenko, Petro 260  
Iavorsky, Matvii 252  
Iejov, Nikolai 287  
Ilia Mouromets 27  
Illienko, Iouri 266  
Ingigerd de Suède 8  
Iouchtchenko, Viktor 12, 173,  
186, 203, 210, 211, 266,  
299, 348, 349, 394, 396  
Ioutkevitch, Sergueï 108  
Irtchan, Myroslav 106  
Iskra, Ivan 262  
Islam III Giray 247  
Ivan III 41, 93  
Ivan IV (le Terrible)  
8, 42, 44, 46, 68, 86, 89, 355  
Ivanenko, Petro (Petryk) 261  
Ivanov, Vsevolod 106

**J**

Jabłoński, Henryk 107  
Janáček, Leoš 236  
Jaruzelski, Wojciech 220, 290  
Jaxa-Ronikier, Bogdan 291  
Jean I<sup>er</sup> Albert (Jan-Olbracht)  
Jagellon  
Jean II Casimir Vasa  
(Jan Kazimierz Waza) 41, 42  
Jean-Paul II 336, 383  
Joseph II 56,  
Joukov, Gueorgui 195, 290  
Jouravel, Vladimir 177

**K**

Kaczyński, Jarosław  
209, 225, 226, 387, 394  
Kaczyński, Lech 143, 164,  
166, 225, 394  
Kadyrova, Janna 368-370  
Kaganovitch, Lazar 117, 129,  
131-134, 141  
Kalatozov, Mikhaïl 289  
Kalédine, Alexeï 102  
Kalenytchenko, Pavlo 107  
Kalina, Jerzy 372  
Kamenev, Lev 288  
Karaganov, Sergueï 164  
Karakozov, Dimitri 95  
Karamzine, Nikolai 28, 93, 96  
Kavaleridze, Ivan 73, 356  
Kęstutaitis/Kiejstutovicz,  
Sigismond (Žygimantas) I<sup>er</sup> 41  
Khmelnysky, Bohdan 9, 46, 47,  
69, 80, 98, 103, 191, 231,  
234, 239, 240, 243-255, 260  
Khmelnysky, Iouri 249  
Khmelnysky, Tymich 244, 248  
Khoryv 361  
Khrjanovski, Ilia 179

- Khrouchtchev, Nikita 75, 125,  
 159, 198, 253, 313  
 Khvylovy, Mykola 122, 125  
 Kibalnikov, Aleksandr 357  
 Kleist (von), Ewald 152  
 Kleist (von), Heinrich 255  
 Klioutchevski, Vassili 28, 30, 90  
 Kofman, Alexander 66  
 Komorowski, Bronisław 186  
 Konachevych-Sahaïdatchny,  
 Petro 81, 231, 235, 240  
 Konarski, Stanislas  
 (Stanisław) 47  
 Koniecpolski, Stanisław 244  
 Konovalets, Ievhen 297,  
 343-345  
 Konsoulov, Anatoli 370  
 Kornitouchouk, Oleksandr 252  
 Korovine, Konstantin 79  
 Kościuszko, Tadeusz 48, 309  
 Kossyguine, Alexeï 198  
 Kossior, Stanislav 131, 132  
 Kostomarov, Nikolai (Mykola)  
 96, 233, 259  
 Kotchoubèï, Motrona 262  
 Kotchoubèï, Vassyl 257, 262  
 Kotchoubievski, Boris 170  
 Kotliarevsky, Ivan 235  
 Kotsioubynsky, Mykhailo 81  
 Kouchtch, Anatoli 361  
 Koulich, Panteleïmon 235  
 Kouprine, Aleksandr 79  
 Kourbas, Les 122, 125  
 Kourkov, Andreï 240  
 Koutchma, Leonid 11, 76,  
 186, 203  
 Kouznetsov, Anatoli 177  
 Kovaltchouk, Andreï 369  
 Kravtchouk, Leonid 203  
 Krestovnikov, Grigori 270  
 Krzyczewski, Stanisław  
 (Mykhailo) 244  
 Kutler, Nikolai 270  
 Kyï 361  
 Kwaśniewski, Aleksander  
 209, 224
- L**
- Laar, Mart 143  
 Ladislas II Jagellon  
 (Władysław II  
 Jagajlo/Jagiełło) 39  
 Ladislas IV Vasa  
 (Władysław IV Waza) 46, 246  
 Langeron (de), Alexandre-Louis  
 Andrault 55, 61  
 Lanzmann, Claude 178  
 Lasco (de) Jean (Jan Łaski), 42  
 Łatak, Kazimierz 370  
 Laval, Pierre 145, 146  
 Lemkin, Raphael 140  
 Lénine (Vladimir) 7, 64, 102,  
 104, 108, 109, 114-116, 219,  
 267-279, 281, 282, 284-288,  
 303, 317, 322, 356-359,  
 367, 374, 379  
 Leszczyński,  
 Stanislas (Stanisław) 260  
 Lewicki, Piotr 370  
 Liber, Mark  
 (Mikhail Goldman) 283, 284  
 Ligne (de),  
 Charles-Joseph (prince) 70  
 Littell, Jonathan 179  
 Litvinov, Maksim  
 144, 146, 147-151  
 Lockhart, Bruce 287  
 Loujkov, Iouri 291  
 Loukachenko, Alexandre  
 17, 163, 164, 361

Loundine, Aksel 298  
 Luxemburg, Rosa 281, 283,  
 286, 290  
 Lybid 361  
 Lypovka, Viktor 174  
 Lypynsky, Viatcheslav  
 (Wacław Lipiński) 233, 251  
 Lysenko, Mykola 236  
 Lyzogoub, Iakiv 257

## M

Mace, James 127  
 Machcewicz, Paweł 378-380,  
 Maïakovski, Vladimir 79  
 Maïski, Ivan 147, 149, 150,  
 153, 307  
 Makarenko, Anton 288  
 Makhno, Nestor 109, 297, 298  
 Maksymovytch, Mykhailo 28  
 Mamaï (chef mongol 68),  
 (personage de cosaque  
 ukrainien au XVII<sup>e</sup> siècle  
 dans un film de 2003, 80),  
 (figure cosaque légendaire  
 235, 239, 240, 361)  
 Manousevitch, Aleksandr 107  
 Marchlewski, Julian 286  
 Marie (Vierge Marie)  
 97, 375, 381  
 Markevytch, Mykola 28  
 Martel, René 256  
 Martov, Iouli 284  
 Marx, Karl 359  
 Mazepa, Isaak 350  
 Mazepa, Ivan 232, 233, 236,  
 237, 239-241, 250, 255-266,  
 350, 365, 366  
 Mazowiecki, Tadeusz 167  
 Medvedev, Dmitri 164  
 Melnyk, Andriï 181, 244, 345

Mendelsohn, Daniel 178  
 Merekalov, Alexei 151  
 Merkourov, Serguei 358  
 Michel I<sup>er</sup> 88  
 Michnik, Adam 166, 167  
 Mickiewicz, Adam  
 255, 290, 369  
 Miechowita (de Miechow),  
 Mathieu 44  
 Mikołajczyk, Stanisław 311, 312  
 Miłosz, Czesław 15  
 Minc, Hilary 313  
 Minine, Kouzma 92-96, 98  
 Mitterrand, François 196  
 Mniszech, Jerzy 46  
 Mniszech, Maryna 46  
 Modrevius (Modrzewski),  
 Andrzej Frycz 43  
 Modzelewski, Karol 225, 226  
 Moguilianski, Nikolai 64  
 Mol, Leo 369  
 Molotov, Viatcheslav  
 129, 131, 132, 141, 144,  
 150-154, 290, 305, 310, 311  
 Morawiecki, Mateusz 384  
 Motrona  
 (Heleną Czaplińska) 244,  
 Motyka, Grzegorz 183  
 Moukhina, Vera 356  
 Moussorgski, Modeste 96

## N

Nabokov, Vladimir 79  
 Najdus, Walentyna 107  
 Nakhmanovytch, Vitali  
 174, 175  
 Narutowicz, Gabriel  
 110, 325, 326  
 Nekrassov, Viktor 170, 171  
 Netanyahou, Benyamin 382

Nicolas I<sup>er</sup> 49, 94  
 Nicolas (Mikołaj)  
   le Rouge (Radziwiłł) 43  
 Nicolas le Noir (Radziwiłł) 43  
 Nicolas II 79  
 Niké 362, 363  
 Nowak, Andrzej 375-378, 382

**O**

Octave Auguste 367  
 Okulicki, Leopold 311  
 Orbán, Viktor 384, 385, 387  
 Orlyk, Pylyp 264, 265  
 Ostrogski, Constantin  
   (Konstanty) 42  
 Otrepiev, Grichka 46, 86  
 Oukraïnka, Lessia 81  
 Oulianov, Aleksandr 317  
 Ouvarov, Sergueï 94, 98  
 Ozerov, Lev 176

**P**

Paderewski, Ignacy Jan 321  
 Paisée I<sup>er</sup> 246  
 Paliï, Semen 261  
 Pallas, Peter Simon 56  
 Pasek, Jan Chryzostom 256  
 Patkul (von),  
   Johann Reinhold 260  
 Paoustovski, Konstantin 79  
 Paul I<sup>er</sup> 55, 61  
 Pavlovski, Gleb 389  
 Petlioura, Symon 103-106,  
   239, 293-302, 324  
 Petrouchevytch, Ievhen 323  
 Petrovsky, Hryhorii 131  
 Petrowskaja, Katja 179  
 Philarète 91, 95  
 Piatakov, Guergui, 274, 288  
 Pie XII 334, 339

Pieracki, Bronisław 343  
 Pierre I<sup>er</sup> (le Grand)  
   232, 261-263, 355, 364  
 Piłsudski, Bronisław 317  
 Piłsudski, Józef 49, 102-105,  
   108, 110, 132, 282-284, 298,  
   304, 315-328, 332, 334, 372  
 Platonov, Sergueï 89, 90  
 Plekhanov, Guergui 271, 272  
 Pliouchtch, Leonid 170, 171  
 Pogodine, Mikhaïl 28  
 Pojarski, Dimitri 88, 92, 93-98  
 Pokrovski, Mikhaïl 90, 278  
 Polański, Roman 166  
 Poloubotok, Leonty 258  
 Pomian, Krzysztof 378  
 Poniatowski,  
   Stanislas-Auguste 48  
 Popiel, Antoni 369  
 Poppe, Andrzej 31  
 Porochenko, Petro  
   36, 188, 337, 365  
 Possevino, Antonio 45  
 Posykyra, Mykola 367  
 Potemkine, Grigori  
   53, 55, 56, 58  
 Potocki, Mikołaj 245  
 Potocki, Stefan 245  
 Pouchkine, Alexandre 79, 95,  
   96, 236, 255, 355, 356  
 Pourichkevitch,  
   Vladimir 271-273  
 Poutine, Vladimir 11, 34, 36,  
   65, 77, 78, 80, 97, 98, 110,  
   144, 164, 166, 167, 188,  
   200, 234, 301, 349, 366,  
   387, 389, 394  
 Prokopovytch, Théophile 260

**R**

Radek, Karl 283  
 Radichtchev, Aleksandr 270  
 Radziwiłł, Barbara 43  
 Rastrelli, Carlo Bartolomeo 355  
 Razine, Stenka 230, 235  
 Razoumovski,  
 Kirill (Kyrylo Rozumovsky) 263  
 Rebet, Lev 345, 346  
 Redens, Stanislav 132  
 Répine, Ilia 236, 237  
 Reschke, Franz 370  
 Ribas (de), José 61  
 Ribbentrop 151-154, 305  
 Richelieu (duc de),  
 Armand-Emmanuel  
 du Plessis 55, 61, 62  
 Roditchev, Fiodor 270  
 Romm, Mikhaïl 288  
 Roosevelt, Franklin D. 80, 369  
 Rouban, Aleksandra 174  
 Rousseau, Jean-Jacques 48  
 Rousso, Henry 378  
 Rozantsev, Nikolai 290  
 Rozenbaum, Aleksandr 177  
 Rudnytsky, Ivan L. 350  
 Ryleev, Kondratiï 236

**S**

Safran Foer, Jonathan 178  
 Samoïlovytch, Hrohorii 258  
 Samoïlovytch, Ivan 257, 258  
 Samoïlovytch, Mikhaïl 258  
 Sanin, Oles 80  
 Savtchenko, Igor 252  
 Schnurre, Karl 152  
 Schulenburg (von der),  
 Friedrich-Werner 152, 153  
 Schwartzbard, Samuel  
 293, 294, 296-298, 302

Selikhhanov, Sergueï 357  
 Semenov, Ioulian 289-290  
 Senyk, Omelian 344  
 Sforza, Bona 43  
 Shevelov, George (Yuri) 350  
 Sienkiewicz, Henryk  
 237, 238, 250  
 Sigismond (Zygmunt) I<sup>er</sup>  
 Jagellon 41, 43  
 Sigismond II Auguste  
 (Zygmunt II August)  
 Jagellon 43, 44  
 Sigismond (Zygmunt) III Vasa  
 45, 46, 87, 90  
 Sikorski, Władysław 307, 308  
 Siniavski, Andreï 287  
 Skarga, Piotr 45, 46  
 Skirgaila (Skirgielło) 40  
 Skopine-Chouïski 92, 95  
 Skoropadsky, Pavlo 63, 239  
 Skoropadsky, Ivan 263  
 Skrypyk, Mykola  
 117, 119, 121, 123, 125  
 Słowacki, Juliusz 237, 256  
 Smarzewski, Wojtek 191, 193  
 Snyder, Timothy 50, 127, 378  
 Sobieski, Jean 47, 98  
 Soloviev, Sergueï 28, 85  
 Somko, Hanna 244  
 Soros, George 384  
 Souslov, Mikhaïl 198  
 Soussanine, Ivan 95, 96, 99  
 Souvorov, Viktor 143  
 Spielberg, Steven 166  
 Stachinski, Bogdan 345, 346  
 Staline, Joseph 33, 49, 51, 74,  
 75, 80, 107, 116, 117, 118,  
 124, 125, 128, 129, 131-134,  
 138-141, 143-148, 150-155,  
 159, 161, 164, 195-197,

252, 276, 277, 281, 287,  
288, 303-314, 325, 336, 356,  
362, 369, 384, 385, 395  
Stetsko, Iaroslav 173, 344  
Stobovoï, Georguiï 298  
Stolypine, Piotr 357  
Struve, Piotr 272  
(orthographié Strouve)  
Stsiborsky, Mykola 344  
Sviatopolk 25  
Sviatopolk-Chetvertynsky,  
Gedeon 258  
Švitrigaila (Świdrygiełło), 41  
Świerczewski, Karol 209  
Symonenko (loi) 397  
Szujski, Józef 234  
Szydło, Beata 192  
Szymborska, Wisława 167

## T

Tamerlan 40  
Tarlé, Evguéni 79  
Tatichtchev, Vassili 92  
Tatline, Vladimir 356  
Tchekhov, Anton 79  
Tchernychevski, Nikolaiï  
270, 272  
Tchoubar, Vlas 131, 132  
Teliha, Olena 174, 175  
Teteria, Pavlo 249  
Thatcher, Margaret 223  
Théodore I<sup>er</sup> (Fedor)  
44, 86, 91  
Thomas, D.M. 179  
Tioutiounyk, Iouri 106  
Tokhtamych 68  
Tolstoï, Alekseï 108  
Tolstoï, Lev 79, 236  
Toukhatchevski, Mikhaïl 106  
Tourtchenko, Fedir 189

Trotski, Léon  
106, 285, 287, 288  
Troubakov, Zakhar 177  
Tsereteli, Zourab  
80, 363, 365, 369  
Tsvetaeva, Marina 79  
Tusk, Donald 164, 166, 226

## V

Vasnetsov, Viktor 27  
Velytchko, Samiïlo 260  
Vennemann, Kevin 178  
Viatrovytch, Volodymyr 175  
Virgile 235  
Vladimir (Volodymyr) (saint)  
23, 27, 29, 31, 32-37,  
58, 80, 260, 366, 367, 374  
Voïnarovski, Andriï 236  
Volobouev, Mykhaïlo  
(Mikhaïl) 123  
Volochine, Maximilian 79  
Voltaire 48, 57  
Vorochilov, Kliment 153  
Voutchetitch, Evgueni 357

## W

Wajda, Andrzej 105, 165-167  
Walentynowicz, Anna 219  
Wałęsa, Lech 162, 163, 166,  
219, 222-225  
Washington, George 365  
Wasilewski, Leon 319  
Wiśniowiecki, Jeremi 245  
Witte, Sergueï 267  
Wollant (de), François 61  
Wrangel, Piotr 72  
Wyszyński, Stefan (cardinal)  
336

## Z

- Zamoyski, Andrzej 48  
Zamoyski, Jan 45  
Zebrzydowski, Mikołaj 45  
Zerov, Mykola 122, 125  
Zinoviev, Grigori 288  
Żółkiewski, Stanisław 98  
Zolotarenko, Hanna 244  
Zouïev, Vassili 56

## INDEX GÉOGRAPHIQUE

Les noms des trois pays au centre de ce livre, Pologne, Russie et Ukraine, ne sont pas repris dans cet index, comme ne le sont pas les noms des États qui les ont représentés et/ou intégrés dans l'histoire (*Rous*, République polono-lituanienne, République populaire d'Ukraine, URSS, etc.).

### A

Abyssinie 154  
Albanie 391  
Androussovo (traité) 69  
Arménie 276  
Asie centrale 74  
Astrakhan 68  
Auschwitz (Auschwitz-Birkenau)  
169, 178, 383  
Autriche 9, 27, 45, 48, 56,  
147, 303, 319, 320, 324, 390  
Azov 55, 58, 59, 69, 261

### B

Babi Yar 169-179  
Bakhmout 356  
Bakhtchisarai 79  
Balkans 155, 248, 319  
Bannoe voir Sviatohirsk  
Batouryn 257, 263  
Biélarus  
(Russie blanche, Biélorussie)  
17, 39, 44, 48, 70, 72, 107,

163, 184, 197, 202, 205,  
216, 243, 276, 277, 282,  
304, 305, 322, 358, 361, 369  
Belgique 319, 390  
Belzec 217  
Berchtesgaden 148  
Berestetchko (Beresteczko) 247  
Berlin 102, 144, 150, 151,  
153, 155, 195, 201, 204,  
220, 286, 292, 320, 325,  
337, 346, 370, 381  
Bessarabie 55, 155  
Biélorussie : voir Bélarus  
Bila Tserkva  
(Biała Cerkiew) 247  
Bobrouïsk 369  
Boryslav (Borysław) 324  
Bosnie 160, 200  
Bosphore 155  
Boug (cours d'eau)  
9, 40, 54, 60  
Bracław (Bratslav) 247  
Brandebourg 249  
Breslau : voir Wrocław

Brest-Litovsk (traité et ville)  
46, 64, 72, 89, 243, 285,  
329, 336, 357, 369

Bruxelles 223

Budapest 81, 220, 362

Bulgarie 41, 59, 391

Byzance : voir Constantinople

## C

Caucase 74, 82, 124, 127, 131,  
132, 136, 137, 141

Cecora : voir Țuțora

Charhorod 370

Chełm 334,

Cherson/Chersonèse  
(en Crimée)

33, 56, 58, 67, 71, 80

Constance 40

Constantinople (Byzance)  
41, 58, 355

Cracovie 40-43, 45, 194, 291,  
327, 330, 370, 375

Crimée 7-9, 33, 36, 40, 41,  
53-60, 63-65, 67-81, 155,  
172, 203, 229, 230, 232,  
240, 242, 245, 247, 248,  
257, 258, 260, 261, 350,  
359, 366, 369, 393, 395

Cuba 198

Czernihów : voir Tchernihiv

## D

Dąbrowa Górnicza 105

Dago 59

Dantzig : voir Gdańsk

Danube (cours d'eau) 155

Darmstadt 59

Dniepr (cours d'eau) 9, 17, 26,  
28, 33, 36, 54, 56, 59, 60,  
69, 80, 229-231, 240, 244,

245, 247, 249, 261, 342,  
355, 357

Dniestr (cours d'eau) 54

Dnipro

(Ekaterinoslav, Novorossiisk,  
Dniepropetrovsk,  
Dnipropetrovsk)

55, 58-60, 63, 65, 135,

Don (cours d'eau)

64, 68-70, 230, 232, 236

Donbass (Donbas)

13, 64, 65, 108, 109, 117,  
130, 189, 205, 206, 233,  
290, 350, 356, 384

Donetsk (Iouzovka)

53, 63, 65, 66, 110, 349

Drohobytch (Drohobycz) 324

## E

Ekaterinoslav : voir Dnipro

Empire austro-hongrois

102, 114, 171, 319, 330

Empire britannique 154, 267

Empire byzantin

23, 24, 26, 57, 71

Empire mongol 27, 68

Empire ottoman

8, 54, 69, 71, 245, 248, 257

Empire de Trébizonde 68

Espagne 146, 147, 154, 390

Estonie 195, 202, 322

États-Unis 81, 129, 144, 188,  
207, 223, 310, 321, 378, 389

Evpatoria 71

## F

Feodossia 79

Finlande 322

France 49, 50, 144, 146-152,  
154, 196, 257, 272, 293,

294, 296, 312, 319, 321,  
325, 326, 388, 390

## G

Galați 264

Galicie 8, 9, 26, 27, 29,  
102, 103, 105, 107, 212,  
239, 319, 324, 329, 330,  
332-336, 338, 339,  
341-342, 381

Galicie orientale

(Petite Pologne orientale)  
16, 116, 182, 183, 319, 324,  
327, 329, 332, 343

Gdańsk (Dantzig) 219, 221,  
226, 311, 325, 378,  
381, 382

Genève 267

Géorgie 277

Gloukhov: voir Hloukhiv

Grundwald 40

## H

Hadiatch 261

Halicz (Halytch) 26, 29, 40

Hloukhiv (Gloukhov) 263

Hongrie 24, 27, 387, 392, 393

Horodło 40

## I

Iaik (cours d'eau) 230

Iaroslav 41

Iași (Jassy) (traité et ville)  
54, 60, 248

Îles Anglo-Normandes 195

Iouzovka: voir Donetsk

Irkoutsk 317

Israël 185, 188, 198, 202, 250,  
382, 383, 389, 396

Italie 17, 312, 321, 390

Ivano-Frankivsk

(Stanisławów, Stanyslaviv)

33, 330, 342, 347

## J

Jassy: voir Iași (traité)

Jedwabne

183, 188, 378, 380, 381

Jovti Vody 245

## K

Kaiserdorf 59

Kamenny Zaton

(Kamianka-Dniprovska) 245

Karlowitz (traité) 69

Katyn (Katyń) 9, 10, 157-167,  
183, 306, 376,

Kaunas (Kovno, Kowno)

283, 380

Kazakhstan 127, 129, 131,  
133, 138, 139, 205, 369

Kazan 68, 97

(Notre-Dame de Kazan) 355

Kazikarmen 261

Kertch 54

Khadjibey 60

Khanat d'Astrakhan 68

Khanat de Crimée

54, 68, 69,

245, 248, 257, 258

Khanat de Kazan 68

Kharkiv (Kharkov)

17, 53, 64, 35, 81, 106, 117,

120, 121, 131, 133, 139,

158, 161-164, 205, 247,

264, 288, 373

Khatyn 163, 357

Kherson 55-57, 60, 65, 71

Khmelnitsky (Proskouriv)

253, 295

Khortytsia 240  
 Khotyn 69, 24, 245  
 Kiev : voir Kyiv  
 Kiltchen (cours d'eau) 60  
 Kirghizstan 205  
 Klouchino 87, 98  
 Kolomak (cours d'eau  
 et bourgade) 258, 259  
 Korsun  
 (Korsun-Chevtchenkivsky)  
 245  
 Kouban 54, 127-129, 133,  
 134, 140, 232  
 Koulikovo 68  
 Kourapaty (forêt) 163, 164  
 Kourenivka 169  
 Koutchouk-Kaïnardji (traité)  
 54, 59, 70  
 Kovno, Kowno : voir Kaunas  
 Krementchouk  
 (Krementchoug) 54, 56  
 Krewo (Kreva) 39  
 Krivoï Rog : voir Kryvyi Rih  
 Krouty 109  
 Kryvyi Rih (Krivoï Rog)  
 63-65, 116  
 Kyiv (Kijów, Kiev)  
 8, 11, 16, 17, 19, 23-36,  
 40, 41, 47, 56, 58, 64, 66,  
 75, 80, 103, 106, 109,  
 111, 114, 117, 126, 141,  
 161, 169, 175, 178-180,  
 188, 194, 205, 206, 215,  
 218, 222, 231, 240, 241,  
 243, 246, 247, 250, 254,  
 256, 258, 260, 262, 268,  
 277, 299, 300, 302, 304,  
 324, 332, 338, 342, 350,  
 351, 355, 357, 358, 360-362,  
 366, 373, 398

## L

Lemberg : voir Lviv  
 Leningrad :  
 voir Saint-Pétersbourg  
 Leopoldis : voir Lviv  
 Lettonie 322, 392, 393  
 Lituanie 8, 16, 27, 31, 39,  
 41-43, 45, 46, 48, 50, 98,  
 184, 216, 249, 282, 283,  
 304, 316, 322, 380, 392  
 Locarno (accords) 326  
 Łódź 105, 318  
 Londres 63, 107, 147,  
 150, 151, 152, 157, 158,  
 160, 305, 307, 309, 311  
 Louhansk (Lougansk) 53, 65  
 Lublin 40, 44, 45, 46, 49, 51,  
 212, 338  
 Lufwigstahl 59  
 Lutsdorf 59  
 Luxembourg 390  
 Lviv (Leopolis, Lemberg,  
 Lwów, Lvov) 12, 16, 26, 29,  
 33, 78, 102, 103, 105, 109,  
 184, 196, 203, 243, 246,  
 296, 319, 320, 324, 329,  
 330, 332-337, 341-344,  
 347, 358, 367, 369-371  
 Lytchakiv (Łyczakow cimetièr)  
 12, 105

## M

Macédoine 391  
 Mahiliow (Moguilev) 48, 60  
 Majdanek 217  
 Mandchourie 154  
 Marienfeld 59  
 Marioupol 59, 70, 71  
 Marseille 145  
 Mednoe 164

mer Baltique 8, 24, 150, 153,  
249, 260, 261, 316, 325,  
mer Noire 24, 40, 53-61, 63,  
64, 67-71, 76, 150, 153,  
155, 229, 230  
Mexico 362  
Minsk (accords et ville)  
66, 163, 304, 358, 369  
Mogouïev : voir Mahiliow  
Moldavie 195, 248, 260, 264  
Monténégro 200, 391  
Moscou 9, 11, 17, 26-30,  
32-42, 45-47, 49, 66, 68,  
69, 74, 75, 79, 86, 87, 92-94,  
97-99, 103, 107, 110, 124,  
128, 131, 134, 140, 144-148,  
150-154, 158, 161, 180, 195,  
198, 201, 208, 215, 221,  
222, 232, 246-251, 255,  
257-263, 276, 281, 285, 286,  
288, 291, 297, 305, 308,  
309-311, 325, 336-338, 350,  
356, 358, 362, 363-367,  
392, 394, 395  
Moscovie 16, 33, 41, 44,  
45, 68, 69, 85, 87, 88, 91,  
92, 98, 229, 232, 248-250,  
260, 261  
Munich 148-150, 154, 345  
Mykolaïv (Nikolaïev) 55, 60  
Myrhorod 258, 261

## N

Navahroudak :  
voir Nowogrodek  
Neisse (cours d'eau) 311  
Nejine : voir Nijyn  
Neu Jamburg 59  
Niémen 322  
Nijni Novgorod 88

Nijyn (Nejine) 244  
Nikolaïev : voir Mykolaïv  
Nikopol 71  
Nouvelle Serbie 54, 59  
Novgorod 24, 26, 27, 33,  
40, 41, 87, 88, 95  
Novorossiisk : voir Dnipro  
Nowogrodek (Navahroudak)  
39, 40  
Nuremberg (Tribunal) 395

## O

Oboukhiv 373  
Oder (cours d'eau) 311  
Odessa 55, 56, 59-62, 64-66,  
71, 73, 117, 196, 297  
Olesko 370, 371  
Oural 133, 230, 232  
Ouzbékistan 205  
Ovidiopoul 71

## P

Paris 45, 47, 151, 155,  
293, 294, 299, 305, 324,  
356, 388  
Pereïaslav (traité) 75, 232, 234,  
243, 244, 249, 252-254, 258  
Perekop 67, 72, 73  
Petite Pologne orientale :  
voir Galicie orientale  
Petite-Russie 17, 28  
Petrograd :  
voir Saint-Pétersbourg  
Podolie 41, 216  
Polatsk (Połock, Polotsk)  
26, 40, 45  
Polésie 334  
Połock : voir Polatsk  
Pologne-Lituanie 8, 9, 29, 69,  
87, 98, 230-232, 246-248, 316

Polotsk : voir Polatsk  
 Poltava (poème et ville)  
 236, 240, 250, 255, 261,  
 264, 265, 300, 356, 365, 366  
 Potsdam 311, 395  
 Poznań 183, 333  
 Prague 148, 149, 195,  
 220, 222  
 Proskouriv :  
 voir Khmelnytsky  
 Prout (cours d'eau) 55  
 Prusse 9, 48, 303, 311  
 Pruszków 310  
 Prylbytchi 329  
 Pskov 40, 45  
 Pyliavtsi 246

## R

Rapallo (traité) 145, 152  
 Reims 195  
 République des Deux  
 Nations : voir République  
 polono-lituanienne  
 République  
 polono-lituanienne  
 8, 16, 39, -50, 69, 87, 98,  
 229, 243, 245-249, 257,  
 260-262, 316, 329  
 République tchèque 392  
 Riga (ville et traité) 49, 106,  
 304, 322-324, 362  
 Rome 29, 41, 45, 89, 231,  
 330-332, 335, 336, 362  
 Rostov 41, 70  
 Roumanie 114, 116, 149,  
 151, 195, 264, 380, 391  
 Royaume-Uni : 81, 144, 146,  
 147, 149-152, 154, 155,  
 267, 310, 321, 325, 38  
 Russie blanche : voir Bélarus

## S

Sachsenhausen 344  
 Saint-Pétersbourg  
 (Petrograd et Leningrad)  
 16, 28-30, 57, 65, 95, 101,  
 110, 169, 236, 262, 282,  
 286, 318, 319, 320, 332, 355,  
 356, 364, 365  
 Sakhaline 317  
 San Stefano (traité) 155  
 Sandomierz 40  
 Sarre 15  
 Schleswig-Holstein 15  
 Sébastopol 58, 60, 71, 76, 79,  
 81, 82, 196, 240  
 Serbie 34, 200  
 Serbie slave 59  
 Severski Donets 59  
 Simferopol 60, 71  
 Slobodes (Ukraine des) 54, 247  
 Slovaquie 391  
 Slovénie 391  
 Smolensk 10, 40, 42, 46, 87,  
 89, 158, 166, 167, 306, 372  
 Sobibor 217  
 Soubotiv (Subotów)  
 244, 249, 253  
 Srebrenica 160  
 Stalingrad (bataille) 181, 196  
 Stanisławów, Stanyslaviv :  
 voir Ivano-Frankivsk  
 Starobilsk (Starobielsk)  
 (*Souvenirs de*, mémoires) 158  
 Stary Uhryniv 343  
 Stockholm 160, 248  
 Subotów : voir Soubotiv  
 Suède 8, 27, 45, 87, 88, 232,  
 248, 249, 255, 262-264  
 Suisse 7, 18, 158, 319, 390  
 Sumy 247

Sviatohirsk (Bannoe) 356  
Syrets 177  
Szczecin 183

## T

Tallinn 12  
Taman 54  
Tarnopol: voir Ternopil  
Tauride 55, 67, 70, 71  
Tchécoslovaquie 114, 116,  
145, 146, 148, 196, 215  
Tcherkassy 240  
Tchernihiv  
(Czernihów, Tchernigov)  
46, 240, 247, 263  
Tchéchénie 74, 233  
Tchyhyryne 244  
Terek (cours d'eau) 230  
Ternopil (Tarnopol, Ternopol)  
347  
Théodosie 67  
Thorn: voir Toruń  
Tiergart 59  
Tilsit (paix) 94  
Tiraspol 71  
Tokyo 318  
Toruń (Thorn) 47  
Transcaucasie 72  
Transylvanie 45, 248, 249, 260  
Trieste 15  
Turquie 54, 72, 78, 155,  
236, 237, 387  
Țuțora (Cecora) 243  
Tver 41, 164

## V

Valachie 59  
Varsovie 7, 44, 46, 48,  
104-106, 109, 157, 160, 162,  
164, 165, 183, 184, 188,

190, 191, 195, 225, 248,  
256, 281, 282, 283, 286,  
290, 304, 309, 310, 318,  
321, 322, 326, 327, 333,  
344, 372, 378, 383  
Velikié Luki 45  
Versailles (traité) 49, 323, 326  
Vienne 47, 98, 239, 319,  
320, 337, 343  
Vilna: voir Vilnius  
Vilnius (Wilno, Vilna)  
15, 16, 41, 45, 48, 216, 249,  
282-284, 304, 315, 316  
Vinnysia 161, 298, 299,  
300, 301, 368, 370  
Vistule (cours d'eau) (Wisła)  
105, 109, 304, 309  
Vistule (Opération) 9, 209-218  
Vistule, *Pays de la*  
[*Privislinskij Kraj*] 318  
Vitsiebsk (Vitebsk) 48  
Vladimir/Vladimir-Souzdal  
26, 27, 29  
Volga (cours d'eau)  
24, 68, 127, 129, 138, 230  
Volgograd 357  
Volokolamsk  
(*La chaussée de*, roman) 198  
Volynie 8, 9, 26, 27, 29, 41,  
181-194, 212, 213, 246,  
334, 335, 342, 345, 381  
Voznesensk 60

## W

Werder 59  
Wilno: voir Vilnius  
Wisła: voir Vistule  
Wiślica 40  
Wola (quartier de Varsovie) 44  
Wroclaw (Breslau) 42, 330

## **Y**

Yalta 71, 79, 80, 213, 310,  
369, 391, 395

Yougoslavie 195, 200

## **Z**

Zamość 217

Zboriv (traité) 247

Zbrouch (cours d'eau) 324

Zułów 315

## AUTEUR·E·S

**Korine Amacher** est professeure d'histoire russe et soviétique à l'Université de Genève. Ses travaux portent sur les mouvements révolutionnaires dans l'Empire russe, l'historiographie soviétique, la mémoire historique et les politiques mémorielles en Russie. Elle est l'auteure de nombreuses publications, parmi lesquelles *La Russie, 1598-1917. Révoltes et mouvements révolutionnaires* (Infolio, 2012) et « Mikhail N. Pokrovsky and Ukraine: A Normative Marxist between History and Politics » (*Ab Imperio*, 2018). Elle a également codirigé plusieurs ouvrages, parmi lesquels *Le retour des héros. La reconstitution des mythologies nationales à l'heure du postcommunisme* (avec L. Heller), Academia Bruylant, 2009 ; *Histoire et mémoire dans l'espace postsoviétique. Le passé qui encombre* (avec W. Berelowitch), Academia, 2013 ; « Historiographies après 1989 : La Russie et l'Europe médiane au XX<sup>e</sup> siècle » (avec P. Gradwohl), *RECEO*, 2014.

**Éric Aunoble**, historien, chargé de cours à l'Université de Genève, travaille sur la période révolutionnaire et les débuts du régime soviétique en Ukraine. Il s'intéresse aux formes de mobilisation des classes pauvres, ainsi qu'à la mise en place des institutions et d'une culture soviétiques. Il est l'auteur de « *Le communisme tout de suite !* » *Le mouvement de communes en Ukraine soviétique 1919-1920*, Paris, Les Nuits Rouges, 2008 ; *La Révolution russe, une histoire française : Lectures et représentations depuis 1917*, Paris, La Fabrique, 2016 (*Revoljucija 1917 roku: francuz'kyj pogljad – 100 rokiv tlumatčen' i reprezentacij* [La Révolution de 1917 : Un Regard français – Un Siècle d'interprétations et de représentations], éditions Nika Centr, Kyiv, 2016).

**Daniel Beauvois**, ancien directeur des études polonaises à Lille et du Centre d'histoire des Slaves de Paris I, est l'auteur d'une thèse sur l'histoire culturelle du territoire de l'ancien Grand-Duché de Lituanie annexé par l'Empire russe en 1793 (Champion, 1977) et de trois livres sur les rapports polono-russo-ukrainiens entre 1793 et 1914. Ces ouvrages sont traduits dans les langues des pays concernés. Son ouvrage *Pologne, des origines à nos jours* a connu quatre éditions entre 1995 et 2010 (Seuil).

**Wladimir Berelowitch** est professeur honoraire d'histoire à l'Université de Genève et à l'École des Hautes Études en sciences sociales (EHESS, CERCEC). Ses travaux portent sur l'histoire socioculturelle des élites dans la Russie impériale, notamment sur l'histoire de l'éducation, ainsi que sur l'écriture de l'histoire en Russie. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels *Histoire de Saint-Petersbourg* (avec Olga Medvedkova, Paris, Fayard, 1996); *Le grand siècle russe d'Alexandre I<sup>er</sup> à Nicolas II*, (Paris, Gallimard, 2005); *Histoire de Russie avec sa partie politique, par Mr Koch, professeur à Strasbourg* (avec Rodolphe Baudin, Presses universitaires de Strasbourg, 2018); *Ideal vospitanija dvorjanstva v Evropie: XVII-XIX veka* [L'idéal d'éducation de la noblesse en Europe: XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles] (avec Vladislav Rjéoutski et Igor Fediukin, Moscou, NLO, 2018).

**Thomas Chopard** est docteur en histoire de l'EHESS. Ses recherches portent sur les violences antisémites en Ukraine entre 1917 et 1924. Elles ont donné lieu récemment à la coordination d'un numéro de la revue *Quest. Issues in Contemporary Jewish History*, dédié aux pogroms. Il est actuellement chercheur au Wiesenthal Institute for Holocaust Studies de Vienne, où il mène un nouveau volet de recherches sur les migrations juives d'Europe centrale et orientale au XX<sup>e</sup> siècle, en particulier après la Seconde Guerre mondiale et la Shoah. Il participe au projet ERC «Lubartworld» porté par Claire Zalc. Il est l'auteur de *Le Martyre de Kiev: 1919. L'Ukraine en révolution entre terreur soviétique, nationalisme et antisémitisme*, Paris, Vendémiaire, 2015.

**Mischa Gabowitsch**, historien et sociologue, est chercheur à l'Einstein Forum à Potsdam (Allemagne). Diplômé d'Oxford et docteur de l'EHESS, il est spécialiste des mouvements contestataires en Russie postsoviétique (*Protest in Putin's Russia*, Cambridge, Polity Press, 2017) ainsi que de la mémoire des guerres et des génocides.

Codirecteur de deux projets d'ethnographie comparée des pratiques commémoratives dans les pays postsocialistes, il a dirigé les ouvrages *Pamjat' o vojne 60 let spustja: Rossija, Germanija, Evropa* [Mémoire de la guerre soixante ans plus tard: Russie, Allemagne, Europe] (Moscou, NLO, 2005); *Kriegsgedenken als Event: Der 9. Mai 2015 im postsozialistischen Europa* (avec Cordula Gdaniec et Ekaterina Makhotina, Paderborn, Schöningh, 2017); *Replicating Atonement: Foreign Models in the Commemoration of Atrocities* (Cham, Palgrave Macmillan, 2017); *Pamjatnik i prazdnik: etnografija Dnja Pobedy* [Monument et fête: une ethnographie du Jour de la Victoire] Moscou/Saint-Pétersbourg: Nestor-Istorija, 2020. Il écrit actuellement une histoire des monuments aux morts soviétiques de la Seconde Guerre mondiale.

**Gabriel Gorodetsky** est Quondam Fellow du All Souls College de l'Université d'Oxford et professeur émérite de l'Université de Tel-Aviv. Il a notamment été membre de l'Institut d'études avancées de l'Université de Princeton, et chercheur au Rockefeller's Bellagio Research Center. Il est l'auteur de travaux sur la politique étrangère de l'Union soviétique pendant l'entre-deux-guerres et la Seconde Guerre mondiale, en particulier *Le Grand jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, Les Belles Lettres, Paris, 2000 (traduit par Isabelle Rozenbaum). Sa dernière publication est *The Maisky Diaries. The Wartime Revelations of Stalin's Ambassador in London*, Yale University Press, New Haven, 2016.

**Catherine Gousseff** est historienne, directrice de recherche au CNRS (fellow de l'Institut Piast de l'Académie des sciences de Pologne en 2018-2019). Ses recherches portent sur les migrations contraintes et forcées dans l'espace est-européen et soviétique au XX<sup>e</sup> siècle. Elle est notamment l'auteure de *Lexil russe. La fabrique du réfugié apatride 1920-1939* (2008), et de *Échanger les peuples. Le déplacement des minorités aux confins polono-soviétiques 1943-1947* (2015).

**Paul Gradwohl**, historien, est spécialiste de l'Europe centrale contemporaine. Il est professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, où il dirige le Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine. Ses recherches portent notamment sur le rapport à l'histoire en Europe centrale (historiographie, politiques mémorielles). Avec Violaine Gelly, il a publié *Charlotte*

*Delbo* (Paris, Fayard, 2013). Ses analyses de l'évolution actuelle du « souverainisme obsidional » comme forme de dynamique politique propre à l'Union européenne et de son obsession pour l'histoire ont été publiées dans de nombreux journaux et revues, notamment *Esprit*, *Eurozine*, *La Croix*, *Le Monde*, *Politique étrangère* et *Le Temps*.

**Dariusz Jarosz** est professeur à l'Académie polonaise des sciences de Varsovie, et l'auteur de plusieurs monographies sur l'histoire sociale de la Pologne et des relations franco-polonaises. Ses principaux ouvrages sont *Polityka władz komunistycznych w Polsce a chłopi* [La politique des autorités communistes face aux paysans en Pologne dans les années 1948-1956] (Éditions DiG, Varsovie, 1998) ; *Polacy a stalinizm 1948-1956* [Les Polonais et le stalinisme 1948-1956] (Éditions de l'Institut de l'Académie polonaise des sciences, Varsovie, 2000) ; « La Patrie ou le Parti ? Les élites polonaises entre deux loyautés, 1944-1956 », in *Le Communisme et les élites en Europe centrale*, PUF, Paris, 2006 ; « Ouvriers et paysans en Pologne. La construction des classes sociales, 1944-1956 », in F. Bafoil (dir.), *La Pologne*, Fayard/CERI, Paris, 2007 ; avec M. Pasztor, *Polish-French Relations, 1944-1989*, Peter Lang, Francfort, 2015.

**Luba Jurgenson** est professeure à l'UFR d'Études slaves de Sorbonne-Université, directrice d'Eur'ORBEM (Cultures et sociétés d'Europe balkanique, orientale et médiane), spécialiste des représentations des violences en Europe centrale et orientale. Elle codirige le séminaire Récit, Fiction, Histoire à l'EHESS. Membre de la rédaction en chef de la revue *Mémoires en jeu* et de l'Encyclopédie critique du témoignage et de la mémoire, elle dirige également la collection Usages de la mémoire aux Éditions Petra et Poustiaki aux Éditions Verdier. Parmi ses dernières publications, « La Mémoire se fond-elle dans le paysage ? » (dossier du n° 7 de *Mémoires en jeu*, 2018), *Le Goulag, témoignages et archives* (avec Nicolas Werth, Laffont, 2017), *Muséographie des violences en Europe centrale et en ex-URSS* (avec Delphine Bechtel, Kimé, 2016), *Témoigner par l'image* (avec Paul Bernard-Nouraud, Petra, 2015).

**Andreas Kappeler** est professeur émérite d'histoire de l'Europe orientale de l'Université de Vienne (doctorat et habilitation, Université de Zurich). Il a également été professeur à l'Université de Cologne de 1982 à 1998. Il est l'auteur de nombreuses publications

sur l'histoire russe et ukrainienne, notamment *La Russie. Empire multiethnique* (1996), *Petite histoire de l'Ukraine* (1997), *Russland und die Ukraine. Verflochtene Biographien und Geschichten* (2012), *Die Kosaken. Geschichte und Legenden* (2013), *Ungleiche Brüder. Russen und Ukrainer vom Mittelalter bis zur Gegenwart* (2017, traduit en ukrainien).

**Nikolay Kuposov** est un historien russe attaché actuellement à l'Université d'Emory aux États-Unis. Il a enseigné à l'École des Hautes Études en sciences sociales à Paris, aux Universités de Johns Hopkins, de Helsinki et de Saint-Pétersbourg et à l'Institut technologique de la Géorgie à Atlanta. De 1998 à 2009, il a été doyen fondateur du Collège Smolny des arts libéraux et des sciences à Saint-Pétersbourg. Ses recherches portent sur l'historiographie, la mémoire historique et la politique de l'histoire en Russie et en Europe. Il a publié en particulier *Memory Laws, Memory Wars: The Politics of the Past in Europe and Russia* (Cambridge University Press, 2017), *De l'imagination historique* (Éditions de l'EHESS, 2009) ainsi que de nombreux articles, dont «Lois mémorielles: Histoire et typologie», *Le Débat*, 201, septembre 2018.

**Andre Liebich** est professeur honoraire d'histoire et politique internationales à l'Institut de Hautes Études internationales et du développement, où il enseigne depuis 1989. Auparavant, il était professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal. Docteur en science politique de l'Université Harvard et docteur *honoris causa* de l'Université Babes-Bolyai en Roumanie, il a enseigné à l'Université McGill, l'Université de Montréal, l'Université de Fribourg et l'Université de Genève. Il a été chercheur à Harvard, au Hoover Institution, au Kennan Institute à Washington, à l'Université d'Oxford, à l'Université de Londres, et à l'IWM à Vienne. Il est l'auteur de divers travaux sur l'Europe de l'Est, notamment *Les minorités en Europe centrale et orientale* (Georg, 1997) et *From the Other Shore: Russian Social Democracy after 1921* (Harvard University Press, 1997, 1999), ouvrage qui a gagné le Prix Fraenkel.

**Volodymyr Maslychuk**, historien, a accompli ses études à l'Université de Kharkov. Il a consacré son doctorat à l'élite cosaque des régimes des slobodes de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> et du début du XVIII<sup>e</sup> siècles. Il a enseigné à l'Université nationale Académie

Mohyla de Kyiv (2006-2009) et à l'Université catholique ukrainienne de Lviv (2014). Il est membre de la direction de la Société historico-philosophique de Kharkiv et rédacteur du site *historians.in.ua* depuis 2012. Il est l'auteur de plus de 170 publications consacrées à l'histoire sociale, à l'historiographie, à l'histoire de l'éducation dans l'Ukraine du XVIII<sup>e</sup> siècle au XX<sup>e</sup> siècle. Sa dernière monographie est intitulée *Accomplissements et illusions: les initiatives éducatives dans l'Ukraine de la rive gauche et des slobodes de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle au début du XIX<sup>e</sup> siècle* (en ukrainien, Kharkiv, 2018).

**Antoine Nivière** est professeur de langue, littérature et civilisation russes à l'Université de Lorraine (site de Nancy), où il dirige l'unité de recherche CERCLE – Centre d'étude et de recherche sur les cultures littéraires d'Europe centrale et orientale (EA 4372). Il travaille sur l'histoire des transferts culturels entre la Russie et la France aux XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles ainsi que sur l'histoire des mouvements des idées et l'histoire religieuse en Russie et dans l'émigration russe.

**Andrii Portnov** est professeur d'histoire croisée de l'Ukraine à l'Université européenne Viadrina (Francfort-sur-l'Oder). Il est le directeur de Prisma Ukraïna, Research Network Eastern Europe (Berlin). Diplômé des Universités de Dnipropetrovsk (2001) et de Varsovie (2003), il a soutenu sa thèse sur l'histoire de l'émigration ukrainienne dans la Pologne de l'entre-deux-guerres à l'Institut des recherches sur l'Ukraine Ivan Kripiakévitch, à Lviv en 2005. De 2007 à 2010, il a été le rédacteur en chef de la revue *Ukraina Moderna*, et en 2012, il a cofondé le portail internet <https://www.historians.in.ua/>. Il a été professeur invité et chercheur invité dans les Universités d'Amsterdam, Bâle, Berlin, Bruxelles, Genève, Lyon, Paris, Postdam et Helsinki. Il est l'auteur de cinq livres et de nombreux articles sur l'histoire intellectuelle, l'historiographie, les politiques de la mémoire en Europe centrale et orientale. Il prépare une monographie sur l'histoire de la ville de Ekaterinoslav-Dnipropetrovsk-Dnipro.

**Viktoriia Serhiienko** est chercheuse scientifique à l'Institut d'archéographie et d'études de sources ukrainiennes de l'Académie nationale des sciences de l'Ukraine. Elle est diplômée du département d'histoire de l'Université nationale de Poltava et a terminé des études de doctorat au département d'histoire de

l'Université nationale Taras Chevtchenko de Kyiv. Ses recherches portent sur l'histoire religieuse et sociale de l'Ukraine aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Elle travaille actuellement sur l'histoire des orientations russophiles et ukrainophiles dans l'est de la Slovaquie durant l'entre-deux-guerres.

**Denys Shatalov** a obtenu sa maîtrise en histoire en 2012 et son doctorat en 2016 à l'Université nationale Oles Hontchar de Dnipropetrovsk. Sa thèse portait sur les cosaques ukrainiens dans l'opinion sociale de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle à la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Depuis 2015, il est chercheur à l'Institut ukrainien d'études de la Shoah et au Musée de la Mémoire juive et de la Shoah en Ukraine. En parallèle, il poursuit ses recherches consacrées à la perception et à la représentation de la société petit-russe et russe dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'intéresse tout particulièrement au phénomène des cosaques ukrainiens et à leur perception dans l'identité ukrainienne moderne. Il s'intéresse également à l'histoire intellectuelle de l'Ukraine et de la Russie au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'histoire de la mémoire, de la lecture et de la littérature, à l'histoire quotidienne et aux projets nationaux ukrainiens au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

**Vita Susak** est historienne de l'art. Après avoir obtenu son doctorat à l'Institut des études sur l'art (Moscou) en 1997, elle a été cheffe du département de l'art européen (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) à la Galerie nationale des beaux-arts de Lviv en Ukraine (1992-2016). À Lviv, elle a enseigné à l'Université nationale Ivan Franko et à l'Université catholique ukrainienne. Elle est l'auteure de *Les artistes ukrainiens à Paris. 1900-1939* (Kyiv, Rodovid, 2012) et *Alexis Gritchenko. Dynamocolor* (Kyiv, Rodovid, 2017). Elle vit et travaille actuellement à Berne.

**Roman Szporluk** est professeur émérite d'histoire ukrainienne de l'Université de Harvard, où il a dirigé l'Institut de recherches ukrainiennes de 1991 à 2004. Il est spécialiste des relations ukraino-polonaises, du marxisme et du nationalisme en Europe centrale et orientale. Il est notamment l'auteur de *Communism and Nationalism: Karl Marx versus Friedrich List* (New York, Oxford University Press, 1991) et de *Russia, Ukraine, and the Breakup of the Soviet Union* (Stanford, Hoover Institution Press, 2000).

**Nicolas Werth** est directeur de recherches au CNRS. Depuis son premier livre (*Être communiste en URSS sous Staline*, Paris, Gallimard, 1981, rééd. 2017), il s'intéresse à l'histoire sociale et politique de l'URSS. Il s'est tout particulièrement penché sur la question des violences exercées par le régime stalinien sur la société soviétique (cf. sa participation au *Livre noir du communisme*, Paris, R. Laffont, 1997 ; *L'île aux cannibales. Une déportation-abandon en Sibérie*, 1933, Paris, Perrin, 2006 ; *L'ivrogne et la marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse, URSS, 1937-1938*, Paris, Tallandier, 2009 ; *L'État soviétique contre les paysans*, Paris, Tallandier, 2011). *Les grandes famines soviétiques* (Paris, PUF, 2020). Un de ses thèmes récents de recherche est le Goulag (*La route de la Kolyma*, Paris, Belin, 2012 ; *Le Goulag. Témoignages et archives*, en collaboration avec Luba Jurgenson, Paris, R. Laffont, 2017).

**Mariusz Wołos** est professeur d'histoire contemporaine à l'Université pédagogique de Cracovie et à l'Institut d'histoire de l'Académie polonaise des sciences de Varsovie. Il est spécialiste des relations internationales (notamment l'histoire de la diplomatie polonaise, soviétique, française au XX<sup>e</sup> siècle), de l'histoire de la Pologne aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Formé à l'Université Nicolas Copernic de Toruń, directeur du Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Moscou de 2007 à 2011 et représentant permanent auprès de l'Académie russe des sciences de Russie, il est l'auteur de nombreux ouvrages publiés en Pologne, en Russie, en France, et dans d'autres pays.

# TABLE DES MATIÈRES

## **INTRODUCTION**

Korine Amacher, Éric Aunoble ..... 7

## **ESPACES ET TERRITOIRES** ..... 21

La *Rous* de Kiev (IX<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles)

Andreas Kappeler ..... 23

La République polono-lituanienne (1385-1793)

Daniel Beauvois ..... 39

La « Nouvelle Russie »

Denys Shatalov, Andrii Portnov ..... 53

La Crimée

Korine Amacher ..... 67

## **ÉVÈNEMENTS** ..... 83

Le Temps des Troubles (1604-1613)

Wladimir Berelowitch ..... 85

Révolutions et guerres (1917-1921)

Éric Aunoble ..... 101

Ukrainisation

Viktoriia Serhiienko ..... 113

La Grande Famine (1932-1933)

Nicolas Werth ..... 127

Le Pacte germano-soviétique (1939)	
Gabriel Gorodetsky .....	143
Katyn (1940)	
Andre Liebich .....	157
Le massacre de Babi Yar (1941)	
Luba Jurgenson .....	169
Les massacres de Volynie (1943)	
Andrii Portnov .....	181
Le 8/9 mai	
Mischa Gabowitsch .....	195
« L'Opération Vistule » (1947)	
Catherine Gousseff .....	209
Solidarność	
Andre Liebich .....	219
<b>FIGURES</b> .....	227
Les cosaques zaporogues	
Andreas Kappeler .....	229
Bohdan Khmelnytsky (1595-1657)	
Volodymyr Masliychuk, Andrii Portnov .....	243
Ivan Mazepa (1639-1709)	
Volodymyr Masliychuk .....	255
Lénine, la « Grande-Russie » et l'Ukraine	
Roman Szporluk .....	267
Felix Dzerjinski (1877-1926)	
Éric Aunoble .....	281
Symon Petlioura (1879-1926)	
Thomas Chopard .....	293

Staline et la Pologne	
Dariusz Jarosz .....	303
Józef Piłsudski (1867-1935)	
Mariusz Wołos .....	315
Andreï Cheptytsky (1865-1944)	
Antoine Nivière .....	329
Stepan Bandera (1909-1959)	
Andrii Portnov .....	341
<b>MONUMENTS, MUSÉES, LOIS ET CULTURES MÉMORIELLES .....</b>	<b>353</b>
Mémoire et monuments	
Vita Susak .....	355
Europe centrale et orientale: compétitions victimaires, histoires partagées	
Paul Gradwohl .....	375
Les cultures mémorielles en Europe au miroir des lois sur le passé: une dichotomie « Est-Ouest »?	
Nikolay Kopusov .....	387
<b>CARTES .....</b>	<b>399</b>
<b>INDEX DES NOMS PROPRES .....</b>	<b>407</b>
<b>INDEX GÉOGRAPHIQUE .....</b>	<b>417</b>
<b>AUTEUR·E·S .....</b>	<b>425</b>



# AUX ÉDITIONS ANTIPODES

CATALOGUE COMPLET SUR [WWW.ANTIPODES.CH](http://WWW.ANTIPODES.CH)

## HISTOIRE

Valérie Boillat, Bernard Degen, Elisabeth Joris, Stefan Keller, Albert Tanner et Rolf Zimmermann (dir.), Marianne Enckell *et al.* (trad.), *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats suisses*, 2006.

Sandra Bott, Sébastien Guex et Bouda Etemad, *Les relations économiques entre la Suisse et l'Afrique du Sud durant l'apartheid (1945-1990)*, 2005.

Damien Carron, *La Suisse et la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)*, 2013.

Mauro Cerutti, Jean-François Fayet et Michel Porret, *Penser l'archive. Histoires d'archives, archives d'histoire*, 2006.

Mauro Cerutti, Sébastien Guex et Peter Huber (éds), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946). Relations officielles, solidarités de gauche, rapports économiques*, 2001.

Marco Cicchini et Michel Porret (dir.), *Les sphères du pénal avec Michel Foucault*, 2007.

Alain Clavien, Hervé Gullotti et Pierre Marti, « *La province n'est plus la province.* » *Les relations culturelles franco-suisse à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale (1935-1950)*, 2003.

Julie de Dardel, *Révolution sexuelle et Mouvement de Libération des Femmes à Genève (1970-1977)*, 2007.

Gérard Delaloye, *La Suisse à contre-poil. Miettes historiques*, 2006.

Thierry Delessert, « *Les homosexuels sont un danger absolu.* » *Homosexualité masculine en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale*, 2012.

Sébastien Farré, *La Suisse et l'Espagne de Franco. De la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975)*, 2006.

- Francesco Garufo, *L'emploi du temps. L'industrie horlogère suisse et l'immigration (1930-1980)*, 2015.
- Raphael Gross, Eva Lezzi et Marc R. Richter (éds), Sophie Pavillon (trad.), « *Un monde qui avait perdu sa réalité...* » *Survivants juifs de l'Holocauste en Suisse*, 2003.
- Jacqueline Heinen... et 110 autres, *1968... des années d'espoirs*, 2018.
- Geneviève Heller, *Ceci n'est pas une prison. La maison d'éducation de Vennes. Histoire d'une institution pour garçons délinquants en Suisse romande (1805-1846-1987)*, 2012.
- André Holenstein, Marianne Enckell et Diane Gilliard (trad.), *Au cœur de l'Europe. Une histoire de la Suisse entre ouverture et repli*, 2018.
- Hans Ulrich Jost, *À tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, 2005.
- Sarah Kiani, *De la révolution féministe à la Constitution. Mouvement des femmes et égalité des sexes en Suisse (1975-1995)*, 2019.
- Morena La Barba, Christian Stohr, Michel Oris et Sandro Cattacin (dir.), *La migration italienne dans la Suisse d'après-guerre*, 2013.
- Olivier Pavillon, *Des Suisses au cœur de la traite négrière. De Marseille à l'Île de France, d'Amsterdam aux Guyanes (1770-1840)*, 2017.
- Anne-Françoise Praz, *De l'enfant utile à l'enfant précieux. Filles et garçons dans les cantons de Vaud et Fribourg (1860-1930)*, 2005.
- Pascal Roman et Sisvan Nigolian, *Sauver les enfants, sauver l'Arménie. La contribution du pasteur Anthony Kraffi-Bonnard (1919-1945)*, 2020.
- Martine Ruchat, *Édouard Claparède (1873-1940). À quoi sert l'éducation?*, 2015.
- Caroline Rusterholz, *Deux enfants, c'est déjà pas mal. Famille et fécondité en Suisse (1955-1970)*, 2017.
- Brigitte Studer, Gérald Arletta et Regula Argast, *Le droit d'être suisse. Acquisition, perte et retrait de la nationalité de 1848 à nos jours*, 2013.
- Jean-Pierre Tabin et Carola Togni, *L'assurance chômage en Suisse. Une sociohistoire (1924-1982)*, 2013.
- Carola Togni, *Le genre du chômage. Assurance chômage et division sexuée du travail en Suisse (1924-1982)*, 2015.

Nic Ulmi, *Une vie électrique*, 2020. Izabella Pluta (dir.), *Salle d'attente de Krystian Lupa. Création et transmission*, 2019.

Nic Ulmi et Peter Huber, *Les combattants suisses en Espagne républicaine (1936-1939)*, 2001.

Carole Villiger, *Le choix de la violence en politique. Témoignages*, 2019.

Carole Villiger, *Usages de la violence en politique (1950-2000)*, 2017.

### **HISTOIRE.CH**

Thomas David, Bouda Etemad, Janick Marina Schaufelbuehl, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, 2005.

Damir Skenderovic et Christina Späti, *Les années 68*, 2012.

### **MÉDIAS ET HISTOIRE**

Gianni Haver (dir.), *Le cinéma au pas. Les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, 2004.

Philippe Kaenel et François Vallotton, *Les images en guerre (1914-1945). De la Suisse à l'Europe*, 2008.

Michaël Meyer (dir.), *Médiatiser la police. Policer les médias*, 2012.

Katharina Niemeyer, *De la chute du mur de Berlin au 11 septembre 2001. Le journal télévisé, les mémoires collectives et l'écriture de l'histoire*, 2011.

### **UNIVERS VISUELS**

Gianni Haver, Jean-François Fayet, Valérie Gorin et Emilia Koustova, *Le spectacle de la Révolution. La culture visuelle des commémorations d'Octobre*, 2017.

### **HISTOIRE**

#### **ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINES**

Hadrien Buclin, *Les intellectuels de gauche. Critique et consensus dans la Suisse d'après-guerre (1945-1968)*, 2019.

Sophie Pavillon, *L'Ombre rouge. Suisse-URSS 1943-1944 – Le débat politique en Suisse*, 1999.

### **GRHIC**

Stéphanie Roulin, *Un credo anti-communiste. La Commission Pro Deo de l'Entente internationale anticommuniste ou la dimension religieuse d'un combat politique (1924-1945)*, 2010.

### **TRAJECTOIRES [BD]**

Éric Burnand et Fanny Vaucher, *Le siècle d'Emma. Une famille suisse dans les turbulences du XX<sup>e</sup>*, 2019.

### **LITTÉRATURE, CULTURE, SOCIÉTÉ**

Olivier Wicky et Valérie Michelet Jacquod, *Regards littéraires sur Berlin*, 2015.

Impression  
La Vallée – Aoste  
Janvier 2021

## **HISTOIRE PARTAGÉE, MÉMOIRES DIVISÉES** **UKRAINE, RUSSIE, POLOGNE**

Déboulonnement de statues de Lénine en Ukraine; réhabilitation du passé impérial et stalinien en Russie; nouvelle «politique historique» officielle en Pologne: depuis la chute du communisme en 1989-1991, les questions mémorielles sont au centre de l'actualité polonaise, ukrainienne et russe. Elles alimentent les batailles géopolitiques en cours autour de l'ancrage européen de la Pologne ou de l'Ukraine, de l'annexion de la Crimée ou de la guerre dans le Donbass.

Or, la Russie, l'Ukraine et la Pologne sont liées par une histoire commune où les conflits font disparaître les cohabitations et la diversité humaine de ces territoires. En éclairant des espaces, des événements et des figures qui ont été l'objet de récits historiques divergents, voire conflictuels, cet ouvrage montre comment, de l'histoire à la mémoire, des «romans nationaux» antagonistes sont écrits.

Korine Amacher est professeure d'histoire russe et soviétique à l'Université de Genève.

Éric Aunoble est chargé de cours à l'Université de Genève, où il enseigne l'histoire de l'Ukraine et du communisme.

Andrii Portnov est professeur d'histoire croisée de l'Ukraine à l'Université européenne Viadrine (Francfort-sur-l'Oder).

ISBN 978-2-88901-169-8



9